



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 13 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Loi agraire Accord CETA (UE-Canada) Eau potable	p. 493 p. 517 p. 530	Sommaire des séances publiques n°s 33 à 35 Sommaire des questions parlementaires	p. 533 p. Q187	33 ^e séance 34 ^e séance 35 ^e séance	Judi 12 mai 2016 Mardi 7 juin 2016 Mercredi 8 juin 2016
---	----------------------------	---	-------------------	--	---

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Une première pour la Chambre des Députés

Nouvelle Constitution: Les citoyens ont discuté leurs propositions avec les députés



L'échange de vues, qui a eu lieu le 8 juillet 2016 à la Chambre des Députés, entre une quarantaine de citoyens et les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle représentée, d'après le Président de la Commission, M. Alex Bodry, du «terrain nouveau pour la Chambre».

En effet, même si la Chambre s'ouvre de plus en plus en invitant par exemple des pétitionnaires, c'est pour la première fois que les ci-

toyens ont pu participer activement à l'élaboration d'un texte législatif, qui de plus est le texte suprême de la législation luxembourgeoise.

Les suggestions déposées par les citoyens pendant l'été 2015 sur le site Internet www.ärvirschléi.lu touchent des thèmes différents comme par exemple: la séparation des pouvoirs, la langue, la protection des animaux, le droit de grâce, la responsabilité des membres du Gouvernement, etc.

Les travaux continuent à la rentrée

Selon M. Bodry, cet échange avec les citoyens devrait faire avancer le dossier et donner aussi une nouvelle perspective aux membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle qui travaillent sur ce dossier depuis 2009.

À la rentrée parlementaire, les députés poursuivront les travaux et reviendront sur les propositions et les suggestions formulées par les ci-

toyens. Actuellement, ils sont en attente d'un avis du Conseil d'État sur leur dernière proposition.

Tout changement de la Constitution requiert un vote à majorité qualifiée: en clair, deux tiers des 60 députés devront être présents et approuver la proposition.

L'organisation d'un référendum est envisagée pour le début de l'année 2018. Ce vote populaire pourrait remplacer le second vote constitutionnel sur une future Constitution.

Réunion des Présidents de la COSAC les 10 et 11 juillet 2016 à Bratislava (Slovaquie)

«L'Union européenne sera sociale ou ne sera pas»



Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à l'occasion de son discours

Invité en tant qu'orateur sur le sujet «Dimension sociale de l'UE et politique de cohésion - Notation du triple A social», le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a tenu un discours sur la nécessité de rééquilibrer les dimensions économique et sociale au sein de l'Union européenne devant la réunion des Présidents de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires européennes) le 11 juillet 2016 à Bratislava.

Invité en tant qu'orateur sur le sujet «Dimension sociale de l'UE et politique de cohésion - Notation du triple A social», le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a tenu un discours sur la nécessité de rééquilibrer les dimensions économique et sociale au sein de l'Union européenne devant la réunion des Présidents de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires européennes) le 11 juillet 2016 à Bratislava.

«Aujourd'hui, surtout suite au référendum britannique s'étant exprimé pour le Brexit et témoignant d'un mouvement de rejet de notre projet européen, il est essentiel de remettre le social au centre du projet européen, alors que cette dimension a trop souvent été mise à l'écart, négligée, voire stigmatisée pour avoir des effets négatifs sur nos équilibres budgétaires. Ces raisonnements sont aussi faux que dangereux, car une politique sociale performante n'est pas la cause de nos problèmes financiers, mais constitue, au contraire, une des réponses aux problèmes actuels que connaît l'Europe.»

En s'exprimant contre une politique d'austérité unilatérale, M. Di Bartolomeo a souligné la nécessité d'un recentrage du projet européen autour du volet social pour éviter une fracture sociale, un désengagement, voire une opposition des populations au projet européen. «L'Union européenne sera sociale ou ne sera pas», a-t-il conclu.

Le Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, M. Marc Angel, a insisté dans son intervention à ce que la Commission européenne fasse plus d'efforts pour réconcilier le Semestre européen et les objectifs de la stratégie 2020.

Les priorités de la Présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne ont été présentées par le Ministre des Affaires étrangères et européennes de la République slovaque, M. Miroslav Lajčák. Le renforcement de l'Union

économique et bancaire, l'intégration du digital et de l'union énergétique dans le marché unique ainsi qu'une politique migratoire durable sont les trois domaines clés qui figureront à l'ordre du jour dans les prochains mois. La Présidence slovaque soutient, en outre, les accords de libre-échange CETA et TTIP, sans vouloir ignorer les voix critiques. Le suivi du Brexit s'ajoutera aux priorités fixées par la Présidence.



M. Marc Angel

42^e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Croissance partagée et développement responsable

La 42^e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue du 8 au 12 juillet à Antananarivo (Madagascar). Suite à la réunion du Bureau, des quatre commissions et du Réseau des femmes parlementaires, les délégations ont assisté à la cérémonie officielle d'ouverture au Centre de Conférences Internationales Ivato.

À cette occasion, des discours ont été prononcés par le Président de l'Assemblée nationale de Madagascar, M. Jean Max Rakotomamonjy, le Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, également Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo, M. Aubin Minaku, la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Michaëlle Jean, ainsi que le Président de la République de Madagascar, M. Hery Rajaonarimampianina.

Cette rencontre, à laquelle a participé Mme Anne Brasseur en tant que membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF, était placée sous le thème: «Croissance partagée et développement responsable: les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone». Ce thème,



Mme Anne Brasseur est intervenue lors de la 42^e Session de l'APF.

choisi pour le débat général, est celui du prochain Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la Francophonie en novembre à Antananarivo.

Dans ce contexte, Mme Anne Brasseur, également Ambassadrice du Mouvement contre le Discours de haine du Conseil de l'Europe, a contri-

bué à la préparation d'un avis que l'APF remettra à cette occasion en sa qualité d'Assemblée consultative, en appelant l'Organisation internationale de la Francophonie et les pays de la Francophonie à renforcer leur coopération avec le Conseil de l'Europe dans la lutte contre la haine et de pro-

mouvoir, en particulier, la participation des jeunes en les sensibilisant au respect des droits de l'Homme en vue de combattre toutes les formes d'intolérance et de haine.

Par ailleurs elle a soumis une proposition à la signature, à la ratification et à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe, ouverte à tous les États membres et États tiers, en vue de combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, notamment le harcèlement, les violences sexuelles, physiques et psychologiques, le mariage forcé et la stérilisation forcée.

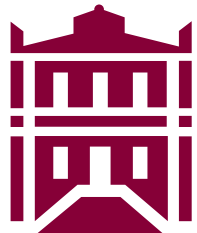
L'Assemblée plénière a également ratifié quatre protocoles d'accord de coopération avec le Parlement panafricain, la Fondation Hirondelle, l'Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen (IPEMED) et avec le PNUD Tunisie, ainsi qu'un accord de coopération tripartite avec l'ONG «Action Santé Mondiale» et le partenariat onusien «Halte à la tuberculose».

Les participants à la Session plénière de l'APF, qui a réuni plus de 350 participants issus d'une quarantaine de sections ainsi qu'une quinzaine de

présidents d'assemblées, ont par ailleurs adopté des résolutions portant notamment sur l'alphabétisation des femmes adultes, la participation politique des jeunes, la croissance partagée et la lutte contre la pauvreté, le terrorisme international ainsi que sur les situations politiques en Syrie, en Haïti, en République centrafricaine et au Burundi.

Lors de la session, Mme Brasseur a également présenté le rapport d'exécution du budget 2015 et une nouvelle programmation budgétaire pour l'année 2016. Dans ce contexte, elle a proposé, au nom de la section luxembourgeoise, des propositions en vue d'accroître la bonne gouvernance budgétaire de l'APF, dont les principes ont été adoptés en séance plénière.

La prochaine session sera organisée par la section luxembourgeoise du 6 au 11 juillet 2017, cinquante ans après la création de l'APF au Luxembourg. La 8^e édition du Parlement francophone des jeunes se tiendra parallèlement à la 43^e Session. À Antananarivo, Mme Brasseur a, au nom de la section luxembourgeoise, ainsi invité tous les participants à se rendre au Luxembourg l'année prochaine.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°13 • SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Reconnaissance mutuelle

6815 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire et portant modification du Code pénal

Le projet de loi vise à transposer en droit national la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire. Il s'agit d'un instrument de reconnaissance mutuelle supplémentaire à intégrer dans notre droit national.

Les objectifs de la décision-cadre 2009/829/JAI en question sont:

- de garantir le cours régulier de la justice et, notamment, la comparution en justice de la personne concernée;
- de promouvoir, le cas échéant, le recours, au cours d'une procédure pénale, aux mesures non privatives de liberté au profit de personnes qui ne résident pas dans l'État membre où a lieu la procédure;
- d'améliorer la protection des victimes et des citoyens en général.

Les mesures applicables conformément à la décision-cadre visent à renforcer la protection des citoyens, en permettant à une personne résidant dans un État membre, mais faisant l'objet d'une procédure pénale dans un deuxième État membre, d'être suivie par les autorités de l'État dans lequel elle réside dans l'attente du procès. En conséquence, ladite décision-cadre permet la surveillance des déplacements de la personne poursuivie, compte tenu de l'objectif impérieux de protection des citoyens et du risque que fait courir à ceux-ci le régime existant, qui ne prévoit que deux possibilités: la détention provisoire ou l'absence de contrôle des déplacements.

Les mesures de ladite décision-cadre visent également à renforcer le droit à la liberté et la présomption d'innocence dans l'Union européenne et à assurer la coopération entre les

États membres dans le cas où une personne est soumise à des obligations ou à des mesures de contrôle en attendant la décision d'un tribunal. En conséquence, la décision-cadre vise à promouvoir, lorsque cela est approprié, le recours aux mesures non privatives de liberté en lieu et place de la mise en détention provisoire, même lorsque, en vertu du droit de l'État membre concerné, une détention provisoire ne pourrait pas être imposée ab initio.

Dans un espace européen commun de justice sans frontières intérieures, il est nécessaire de prendre des mesures afin de garantir qu'une personne faisant l'objet d'une procédure pénale qui ne réside pas dans l'État où le procès doit se tenir ne fasse pas l'objet d'un traitement différent de celui réservé à une personne faisant l'objet d'une procédure pénale qui y réside.

La décision-cadre vise ainsi à établir un régime simplifié et uniforme pour l'ensemble des États membres de l'Union européenne dans une matière qui revêt un grand intérêt pratique notamment pour le Luxembourg. En effet, la population carcérale au Luxembourg est composée en grande majorité de ressortissants communautaires. Comme dans d'autres pays, ces ressortissants étrangers sont souvent gardés en détention préventive, alors qu'une remise en liberté avant le jugement comporte souvent un risque de fuite. Il n'existe par ailleurs jusqu'à présent aucun mécanisme permettant de confier la surveillance d'un contrôle judiciaire accordé à une autorité étrangère.

L'objet du projet de loi est de simplifier et de favoriser le transfert d'une personne faisant l'objet d'une mesure de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire vers l'État membre dans lequel elle a sa résidence habituelle. L'objet de ce transfert est clairement de faciliter sa réinsertion et sa réhabilitation sociale et de limiter le recours aux placements en détention préventive.

Le présent projet de loi devrait en principe permettre une réduction du nombre des placements en détention préventive de ressortissants communautaires.

À mentionner que des instruments de reconnaissance mutuelle comparables ont déjà été approuvés par la loi du 17 mars 2004 relative

au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne, la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires et la loi du

28 février 2011 relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.05.2015

Rapporteuse: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

13.01.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

17.02.2016 Présentation et adoption d'un projet d'amendements parlementaires

13.04.2016 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

30.05.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Force publique

(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):

17.02.2016 Présentation et adoption d'un projet d'amendements parlementaires

Vote en séance publique: 08.06.2016

Loi du 5 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°123, page 2194

Appareils et systèmes de protection

6823 - Projet de loi concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles

Ce projet de loi a pour objet de transposer dans le droit luxembourgeois la directive 2014/34/UE concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Cette directive, qui constitue une refonte de la législation européenne en la matière, fait partie d'un paquet de mesures législatives visant à aligner le texte de huit directives «produits» sur le nouveau cadre législatif adopté en 2008 dans le but de renforcer et améliorer les règles et aspects pratiques relatifs à la commercialisation des produits.

La directive vise à garantir que les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles qui se trouvent sur le marché soient conformes aux exigences légales visant à garantir un niveau élevé de protection de la santé et de la sécurité, tout en as-



surant le bon fonctionnement du marché intérieur.

La directive vise aussi à régir les produits lors de leur mise sur le marché de l'Union européenne et concerne toutes les formes de fourniture, y compris la vente à distance.

À l'heure actuelle, la matière visée par la directive à mettre en application est régie par le règlement grand-ducal modifié du 20 avril 1995 concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

glement grand-ducal modifié du 20 avril 1995 concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

03.12.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12.05.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

02.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2016

Loi du 27 juin 2016

Mémorial A: 2016, n°113, page 2113

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.05.2015

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

03.12.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12.05.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

02.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2016

Loi du 27 juin 2016

Mémorial A: 2016, n°113, page 2067

Réceptifs à pression simples

6848 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des réceptifs à pression simples

Ce projet de loi vise à transposer dans le droit luxembourgeois la directive 2014/29/UE concernant la mise à disposition sur le marché des réceptifs à pression simples.

Cette directive, qui constitue une refonte de la législation européenne en matière de mise à disposition sur le marché des réceptifs à pression simples, fait partie d'un paquet de mesures législatives visant à aligner le texte de huit directives «produits» sur le nouveau cadre législatif adopté en 2008 dans le but de renforcer et améliorer les règles et aspects pratiques relatifs à la commercialisation des produits.

À l'heure actuelle, la matière visée par la directive à mettre en application est régie par le règlement grand-ducal modifié du 2 juillet 1992 portant application de la directive CEE du 25

juin 1987 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux réceptifs à pression simples.

La directive concerne tant les réceptifs neufs fabriqués par un fabricant établi dans l'Union européenne, que les réceptifs, neufs ou d'occasion, importés d'un pays tiers et vise toutes les formes de fourniture, y compris la vente à distance. La mise sur le marché et la mise en service des réceptifs en question étant conditionnée par des dispositions identiques dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne, les réceptifs portant le marquage CE de conformité et accompagnés de la documentation technique seront ainsi considérés, après la mise sur le marché dans un État membre, comme étant conformes dans l'ensemble de l'Union européenne, ce qui favorisera la libre circulation des réceptifs.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 06.08.2015

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

03.12.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12.05.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

02.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2016

Loi du 27 juin 2016

Mémorial A: 2016, n°113, page 2093

Équipements radioélectriques

6856 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Ce projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois la directive 2014/53/UE harmonisant les législations des États membres en ce qui concerne la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques.

Cette directive modifie substantiellement l'actuelle directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, qui a été transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal modifié du 4 février 2000.

La directive traite des équipements qui émettent ou reçoivent «intentionnellement des ondes radioélectriques dans un but de radiocommunication ou de radiopéage» et qui utilisent ainsi systématiquement le spectre ra-

dioélectrique. Elle vise également à «garantir une utilisation efficace du spectre radioélectrique et éviter les brouillages préjudiciables». Sont exclus du champ d'application de la directive (et du projet de loi) les équipements radioélectriques n'étant pas mis à disposition sur le marché de grande consommation, tels, par exemple, ceux utilisés dans le contexte de la sécurité publique ou de la défense.

La directive concerne toutes les formes de fourniture.

La mise sur le marché et/ou mise en service des équipements visés étant conditionnées par des dispositions identiques dans l'ensemble des États membres de l'UE, les équipements radioélectriques portant le marquage CE de conformité seront ainsi considérés, après la mise sur le marché dans un État membre, comme étant conformes dans l'ensemble de l'UE, ce qui favorisera la libre circulation des équipements radioélectriques.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

«Agrar-Gesetz»

6857 - Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Ce projet de loi pose la base légale du Programme de développement rural (ci-après le «PDR») ainsi que de différentes catégories d'aides d'État allouées au secteur agricole pour la période 2014-2020. Ce sera la septième «loi agricole» du Luxembourg depuis 1965. Elle déterminera les critères et les montants des différentes aides d'État que peuvent percevoir les agriculteurs.

La marge de manœuvre politique dans ce domaine est étroitement encadrée par la politique agricole commune, dénommée ci-après la «PAC».

Les objectifs de ce projet de loi doivent refléter les priorités édictées par la nouvelle politique communautaire de développement rural définie au règlement UE n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement durable par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil.

Cette réforme de la PAC a apporté des modifications majeures.

Pour la première fois, une stratégie nationale servant de base pour l'élaboration du PDR a dû être élaborée, stratégie comportant une évaluation de la situation économique, sociale et environnementale du secteur agricole luxembourgeois.

Le PDR luxembourgeois a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 18 juillet 2014. L'approbation des services de la Commission européenne a été notifiée au Luxembourg le 3 juillet 2015.

Dans un souci de continuité, le projet de loi reprend la quasi-totalité des subventions prévues à la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural qu'on retrouvait également déjà dans la «loi agricole» du 24 juillet 2001. Cette continuité se reflète également au niveau des différentes mesures d'aides. Ainsi, les régimes d'aides proposés sont classés comme suit:

- aides au profit des exploitations individuelles (aides en faveur des investissements non productifs y comprises);

- aides au profit des entreprises de transformation et de commercialisation (organisations de producteurs y comprises);

- aides en faveur de pratiques de production agricole respectueuse de l'environnement et du climat, entre autres la promotion de l'agriculture biologique;

- aides visant à promouvoir la formation continue, le conseil et la recherche;

- aides ayant comme objectifs l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural ainsi que la diversification de l'économie rurale et les aides versées dans le cadre des programmes LEADER.

Un changement majeur par rapport aux «lois agricoles» précédentes est l'introduction d'une procédure de sélection pour les projets d'investissements afin de mieux cibler les aides par rapport aux priorités visées par la PAC tout en garantissant le respect du budget disponible.

Les projets d'investissements des agriculteurs en biens immeubles et en biens meubles seront dès lors classés selon le nombre de points obtenus au système de critères de sélection défini par règlement grand-ducal. Les projets les mieux classés se verront allouer l'aide demandée. Les projets non retenus pourront être représentés ultérieurement, sans toutefois être présentés plus de deux fois, à moins de connaître des modifications substantielles.

Des changements concernent également les mesures d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs. À côté des mesures encourageant les jeunes à reprendre une exploitation agricole, le projet de loi vise également à encourager l'innovation pour assurer l'avenir du secteur agricole. Ainsi, le concept des «partenariats européens d'innovations» ci-après nommés «PEI» comme moyen de créer un lien entre la recherche scientifique et l'application pratique d'approches innovantes a trouvé sa place dans le projet de loi. Ainsi, l'objectif PEI «productivité et développement durable de l'agriculture» devra être atteint par une mise en réseau et une coordination renforcées des projets de recherche et d'innovation existants, ainsi que la mise en œuvre d'une série de mesures complémentaires.

Les mesures suivantes de la loi agricole de 2008 sont reconduites tout en les adaptant ou en les complétant sur certains points:

- l'indemnité compensatoire dans les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques;

- les régimes d'aide pour la mise en œuvre de programmes en faveur de pratiques agricoles et de méthodes de production et d'élevage compatibles avec les exigences de la protection et de l'amélioration de l'environnement et des ressources naturelles, du paysage, des sols et de la diversité génétique;

- le remboursement partiel des frais d'entraide au remplacement sur l'exploitation;

- le remboursement des droits d'enregistrement et de transcription et des droits de succession;

- la promotion de produits agricoles;

- l'encouragement à la restructuration et à la reconversion des vignobles;

- les aides en faveur de l'amélioration et du développement des infrastructures agricoles;

- les mesures fiscales, pour autant qu'elles soient venues à échéance au 31 décembre 2013;

- les dispositions sociales.

Le projet de loi propose également d'introduire quelques mesures nouvelles ou de compléter certaines mesures existantes, au niveau des aides directes et indirectes, à savoir:

- la gestion des risques;

- la compensation des dommages causés par des phénomènes climatiques défavorables pouvant être assimilés à une calamité naturelle;

- les aides aux investissements en vue de la réhabilitation du potentiel de production endommagé par des calamités naturelles;

- les aides visant à couvrir les coûts de prévention et d'éradication des maladies animales et des organismes nuisibles aux végétaux, ainsi que les aides de lutte contre ces maladies et organismes, et les aides destinées à remédier aux dommages causés par des maladies animales ou des organismes nuisibles aux végétaux;

- les aides aux contributions financières à un fonds de mutualisation pour indemniser les pertes liées aux maladies animales;

- les aides au secteur de l'élevage et aides liées aux animaux trouvés morts.

La future loi aura un impact conséquent sur le budget de l'État. La fiche financière jointe au projet de loi informe que 310 millions d'euros pourraient être dépensés jusqu'en 2019 pour les mesures projetées. Environ un quart de cette somme provient du budget de l'Union européenne (Fonds agricole pour le développement rural (FEADER)), le reste étant à charge du budget national. Dans ce domaine, on distingue les aides cofinancées par le FEADER et les aides financées uniquement par des moyens budgétaires nationaux.



Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.08.2015

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

- 02.09.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 22.09.2015 Examen des articles
- 30.09.2015 Continuation de l'examen des articles (à partir de l'article 5)
- 07.10.2015 Continuation de l'examen des articles (à partir de l'article 17)
- 26.10.2015 Continuation de l'examen des articles (à partir de l'article 45)
- 10.11.2015 Continuation de l'examen des articles (à partir de l'article 52)
- 25.11.2015 Échange de vues avec des représentants des organisations agricoles (Centrale paysanne, Baueren-Allianz, Fräie Lëtzebuenger Bauereverband, Associatioun -Lëtzebuenger Jongbaueren a Jongwënzer et Lëtzebuenger Bauerejugend)
- 28.01.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 05.02.2016 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'ancien article 9)
- 05.04.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 09.05.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Sous-commission «Préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» de la Commission de l'Économie et la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

- 26.10.2015 Continuation de l'examen des articles (à partir de l'article 45)

Vote en séance publique: 12.05.2016

Gaz à effet de serre I

6877 - Projet de loi

a) portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006;

b) modifiant la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

c) abrogeant la loi du 28 juillet 2011 portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés

Le projet de loi a comme premier objectif d'exécuter et de sanctionner le règlement (UE)

n°517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006. Par le règlement (UE) n°517/2014, l'Union européenne vise à contribuer à ses objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre fixés dans le cadre des négociations climatiques. Ainsi, le règlement définit des règles relatives au confinement, à l'utilisation, à la récupération et à la destruction des gaz à effet de serre fluorés, impose des conditions à la mise sur le marché de certains produits et équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés et fixe des limites quantitatives décroissantes pour la mise sur le marché des hydrofluorocarbures.

Le second objectif du projet de loi est d'apporter plusieurs précisions, notamment aux dispositions concernant le contrôle, à la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone dans le domaine des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 11.09.2015

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

- 28.10.2015 Désignation d'un rapporteur
- 16.03.2016 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 04.05.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2016

Personnel de l'enseignement fondamental

6903 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le projet sous rubrique vise à régler pour l'enseignement fondamental un certain nombre d'adaptations qui se sont avérées nécessaires suite à la mise en œuvre de la réforme de la Fonction publique.

Ainsi, il est entre autres prévu de transposer la disposition relative au bénéfice récompensant les fonctionnaires et employés de l'État qui obtiennent un niveau de performance 4 lors de l'appréciation de leurs compétences professionnelles.

Les chargés de cours engagés à durée indéterminée effectuent dorénavant une formation en début de carrière.

Les exigences à remplir par les candidats au stage d'instituteur sont complétées par des formations en secourisme, natation et encadrement d'enfants et adolescents dans un contexte non scolaire.

Une première liste «bis» est introduite afin d'assurer que les instituteurs en service aient la priorité d'accès aux postes libérés lors des opérations de réaffectation de la première liste.

La dérogation est abrogée qui permettait aux instituteurs d'enseignement spécial de bénéficier dès leur entrée en service d'une tâche d'enseignement limitée à 21 leçons au lieu de 23 leçons.

Les instituteurs et chargés de cours auront la possibilité par le biais de la carrière ouverte d'accéder à un groupe de traitement supérieur, respectivement un groupe d'indemnité supérieur au leur avec la création éventuelle de postes dans la carrière de l'instituteur spécialisé, classé dans la catégorie de traitement A, dans le groupe de traitement A1, grade 16.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 12.11.2015

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

- 09.03.2016 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 11.05.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 26.05.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.06.2016

Loi du 27 juin 2016

Mémorial A: 2016, n°111, page 1986

SEBES

6906A - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)

Le projet de loi résulte de la division en deux projets de loi distincts du projet de loi 6906 portant initialement l'intitulé suivant: «Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage

d'Esch-sur-Sûre (SEBES) et modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre», dont il reprend les articles 1^{er} à 3.

Le projet de loi 6906A vise à autoriser le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement de l'eau destinée à la consommation humaine du SEBES sur le nouveau site à Eschdorf. Les dépenses engagées par l'État au titre du projet ne peuvent pas dépasser le montant de 83.000.000 euros, le taux de participation de l'État ne pouvant pas excéder 50% du coût des travaux.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 16.03.2016

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

- 26.11.2015 Désignation d'un rapporteur
- 16.03.2016 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 04.05.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2016

Loi du 5 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°124, page 2204

Alimentation en eau potable

6906B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable au Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Le projet de loi 6906B résulte de la division en deux projets de loi distincts du projet de loi 6906 portant initialement l'intitulé suivant: «Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) et modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre», dont il reprend les articles 4 et 5, renumérotés en articles 1^{er} et 2.

Le projet de loi 6906B vise à apporter deux modifications à la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'ali-

mentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre:

- la première confère, au sein du comité du SEBES, une voix délibérative au représentant du ministre ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions en y enlevant parallèlement sa voix délibérative au représentant du ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions, pour ne conférer à ce dernier qu'une voix consultative.

Elle consiste encore à ouvrir au représentant du ministre ayant la Gestion de l'eau dans ses attributions la faculté d'être nommé comme président du comité du SEBES et de fermer parallèlement l'accès à la présidence du SEBES au représentant du ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions. En somme, les représentants des deux ministres concernés permutent leurs situations actuelles au sein du comité du SEBES;

- la seconde institue un comité d'accompagnement ayant pour mission de suivre la mise au point des projets d'investissement éligibles, et leur exécution sur les plans technique, financier et budgétaire.





Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 16.03.2016
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

26.11.2015 Désignation d'un rapporteur
16.03.2016 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04.05.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2016

Loi du 5 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°124, page 2208

Gaz à effet de serre II

6917 - Projet de loi modifiant les articles 11 et 14 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet de loi a pour objet d'exécuter la décision (UE) 2015/1814 concernant la création et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union et modifiant la directive 2003/87/CE.

Cette décision, qui introduit des mesures visant à lutter contre les déséquilibres structurels entre l'offre et la demande dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne, constitue une étape importante dans la lutte contre le changement climatique et ouvre la voie à un réexamen approfondi du SEQE de l'UE.

Étant donné que la décision adapte la directive 2003/87/CE, il y a lieu de modifier en conséquence les articles 11 et 14 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

La décision (UE) 2015/1814 a été générée suite au constat que, depuis 2009, un excédent de quotas d'émission s'est accumulé dans le système, atteignant environ 2,1 milliards de quotas d'émission en 2013, ce qui a entraîné une diminution notable du prix du carbone. Par ailleurs, on s'attend à ce que l'excédent structurel perdure dans le système jusqu'en 2020 et au-delà.

Afin de corriger les déséquilibres qui existent actuellement sur le marché et d'éviter des problèmes similaires à l'avenir, le texte final de la décision, qui est le résultat d'un compromis interinstitutionnel, prévoit ce qui suit:

- une réserve de stabilité du marché sera créée en 2018 et sera opérationnelle à partir du 1^{er} janvier 2019;

- les «quotas gelés» (c'est-à-dire les 900 millions de quotas dont la mise aux enchères a été reportée de la période 2014-2016 jusqu'en 2019 ou 2020) seront placés dans la réserve de marché;

- les quotas non attribués seront directement transférés à la réserve de stabilité du marché en 2020 et leur utilisation future sera examinée lors du réexamen approfondi du SEQE;

- les 10% de quotas relevant de la «composante de solidarité» - qui sont attribuées à certains États membres de l'UE en Europe centrale et orientale - seront temporairement exclus du champ d'application de la réserve de stabilité du marché jusqu'à la fin de 2025;

- le réexamen du SEQE permettra d'envisager l'utilisation éventuelle d'un nombre limité de quotas avant 2021, pour compléter les ressources existantes servant à promouvoir le captage et le stockage du CO₂, les énergies renouvelables et les projets d'innovation industrielle à faible intensité de carbone;

- les réexamens du SEQE et de la réserve de stabilité du marché tiendront compte des aspects liés à la fuite de carbone et à la compétitivité, ainsi que des questions relatives à l'emploi et au PIB.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 27.11.2015

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

24.02.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
20.04.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État
04.05.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2016

Loi du 9 juin 2016

Mémorial A: 2016, n°102, page 1877

Biocides

6930 - Projet de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides

Le projet de loi a pour objet d'adapter la loi du 4 septembre 2014 relative aux produits biocides sur deux points:

- l'article 10, paragraphe 1^{er}, point 7), pour lequel il est fait abstraction de la référence au

service de la sécurité alimentaire afin qu'il y soit fait référence à la Direction de la Santé dans son ensemble;

- l'article 12, paragraphe 1^{er}, qui doit être complété par une infraction pour violation des dispositions afférentes du règlement (UE) n°528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, à savoir les articles 69, 70 et 72.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 21.12.2015

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

04.05.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.05.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2016

Accord Benelux-Kazakhstan

6948 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la République du Kazakhstan relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et de son Protocole d'application signés à Bruxelles, le 2 mars 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la République du Kazakhstan relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 2 mars 2015.

L'accord de réadmission et son protocole d'application ont été négociés par la Belgique au nom des États membres du Benelux. L'accord contient des dispositions relatives à la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière dans un des États contractants lorsqu'ils sont en possession d'un titre de séjour ou d'un visa en cours de validité émis par l'autre Partie contractante. Enfin, l'accord contient des règles concernant le transit de personnes à destination de leur pays d'origine.

Selon l'exposé des motifs du projet de loi et dans la tradition des accords de réadmission et de leurs protocoles conclus dans le passé, dans l'intérêt de la sécurité juridique et en vue d'une plus grande transparence, l'accord de réadmission et son protocole d'application doivent faire l'objet d'une procédure de ratification.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.02.2016

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

14.03.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.05.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.06.2016

Attachés de justice

6973 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;

2) de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi a pour objectif d'augmenter l'effectif légal du pool des attachés de justice, commun aux ordres judiciaire et administratif et comprenant vingt postes, qui sont actuellement tous occupés pour le porter à trente postes.

La pénurie de magistrats constatée a pour origine plusieurs phénomènes dont de nombreux congés parentaux, congés de maternité et postes de travail à mi-temps. La magistrature est aussi confrontée à des départs à la retraite, dont le nombre total pourrait atteindre, jusqu'à l'an 2020, une quarantaine de magistrats.

À cela s'ajoute la création de postes supplémentaires notamment dans le cadre de la réorganisation du Conseil supérieur de la sécurité sociale et de la mise en place du juge aux affaires familiales.

De surcroît, il faut prendre en considération la complexité de certaines affaires qui sont instruites par les juridictions et l'accroissement général de la population ayant conduit également à une augmentation des litiges à traiter par les juridictions luxembourgeoises.

Il est encore proposé une adaptation de la composition du tribunal administratif, sans en augmenter l'effectif total en vue de permettre une meilleure administration de cette juridiction.

Actuellement le tribunal administratif fonctionne avec quatre chambres et un nombre total de treize magistrats dont un président, un premier vice-président, deux vice-présidents, trois premiers juges et six juges.

Sur demande exprimée par les juridictions de l'ordre administratif, le Gouvernement propose de consacrer législativement trois postes de vice-président, quatre postes de premier juge et quatre postes de juge.

La composition idéale d'une chambre du tribunal administratif serait un premier vice-président ou vice-président, un premier juge et un juge, or, cette configuration n'est plus possible.

Finalement, le projet de loi vise à redresser plusieurs erreurs matérielles qui se sont glissées dans la législation lors de la refonte de la loi sur les attachés de justice. Sont visées les lois modificatives du 26 mars 2014 et du 21 mai 2015.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.03.2016

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

29.04.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30.05.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

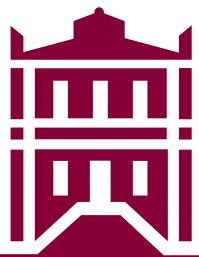
Vote en séance publique: 08.06.2016

Loi du 5 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°122, page 2192

Suivez la Chambre des Députés
sur FACEBOOK
et TWITTER





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6857 - Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales
 - Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas
 - Discussion générale: Mme Martine Hansen (dépôt de cinq motions, interventions de M. Marc Baum et M. David Wagner), M. Edy Mertens (interruptions par Mme Martine Hansen et Mme Octavie Modert), M. Frank Arndt, M. Gérard Anzia (interruption par Mme Martine Hansen), M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, Mme Octavie Modert (dépôt d'une demande d'interpellation), Mme Tess Burton, M. Henri Kox (intervention de Mme Martine Hansen)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (interventions de Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert, M. Aly Kaes, Mme Nancy Arendt, M. Claude Wiseler, questions de Mme Martine Hansen, M. Aly Kaes et Mme Octavie Modert)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motions: M. Claude Wiseler, M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, M. Claude Wiseler (interruption par M. Eugène Berger), Mme Martine Hansen, M. le Ministre Fernand Etgen
 - Votes sur les motions 1 à 5 (rejetées)

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Fernand Etgen, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Setzung op a ginn dovun aus, dass déi Kommunikatioun, déi d'Regierung eis ze maachen huet, am Punkt vum Ordre du jour besteet, an dass ausser deem näischt Neits derbäikomm ass zënter gëschter. Ass dat richtig?

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools, Här Landwirtschaftsminister. Da géife mer direkt zum Haaptpunkt, zum eenzege Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6857 oder méi einfach gesot: dat neit Agrargesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Gusty Graas.

Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

2. 6857 - Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, haut ass e wichtige Dag fir den Agrarsektor hei zu Lëtzebuerg: Haut gëtt e Gesetz gestëmmt, op dat d'Bauern, d'Wënzer an d'Gäertner scho laang waarden. Zu Recht! Elo gëtt eng legal Basis geschafen, fir datt all d'Akteuren aus dem Agrarsektor investéiere kënnen, wuel wëssend am Virfeld, wat hir Méiglechkeete sinn.

Datt dëse Projet de loi elo eréischt zur Ofstëmmung kënn, dat huet natierlech seng Ursachen. Duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 2013 waren zwar scho gewësse Verlängerunge vum deem ale Gesetz, wat zum 31. Dezember 2013, wéi gesot, ausgelaf war, virgeholl ginn, an awer war eng gewësse Rechtssécherheet doduerch entstanen.

Et soll awer hei direkt drun erënnert ginn, datt et sech ëm dat siwent Agrargesetz an der Geschicht vum eisem Land handelt. An dach, wann een e bësschen an d'Geschicht zrëckgeet, mierkt een, datt mer et fäerdegbruecht hunn, an engem rasonabelen Délai dee Projet de loi haut hei ze presentéieren. Dat éischt Agrargesetz staamt iwwregens aus dem Joer 1965. A wéi gesot, och fréier huet et munchmol laang gedauert, bis datt konnt e fäerdeg Text hei déposéiert gi respektiv och gestëmmt ginn.

An dann dierf ee jo awer net vergiessen, datt dëst Gesetz op de PDR grefféiert ass. Wat ass de PDR? De PDR ass de Programme de développement rural. Dee Programm, dee brauch den Aval vun der Europäescher Kommissioun. De PDR ass och eng wichteg Basis, déi virzeechent, wéi de ländleche Raum sech soll entwéckelen, a mir si gehalen, och als Lëtzebuerg, véier vu sechs europäesch Prioritéiten ëmzesetzen. A fir déi éischte Kéier huet och missen eng national Strategie dowéinst definéiert ginn.

De PDR gouf den 18. Juli 2014 vum Regierungsrat guttgeheescht. D'Dokument koom dann eréischt den 3. Juli 2015 approvéiert vun der Europäescher Kommissioun zrëck. Duerno konnt am Fong geholl dunn eréischt de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen, den Dépôt vum Gesetz maachen, wat dunn och de 26. August 2015 geschitt ass.

Mir konnten also dunn eréischt de legislative Prozess vum dem Gesetz ufänken. An ech mengen, dat mannt, wat ee ka soen, ass, datt d'Agrarkommissioun direkt d'Aerm eropgestrépft huet, fir eben, wéi gesot, esou séier wéi méiglech dann och dat Gesetz hei ze finaliséieren.

Den 2. September 2015 gouf dunn och de Projet schon an der Kommissioun virgestallt an de Rapporteur an der Persoun vum President vun der Agrarkommissioun bestëmmt. A weideren zwielef Sitzungen hu mer eis intensiv mam Projet auserneegesat. Mir haten och eng ganz Rei vun Entrevuë mat den Haaptakteuren vum Berufsstand, an zwar der Landwirtschaftskammer, der Bauerenzentral, dem Fräie Lëtzeburger Bauerverband, der Bauerenallianz, de Jongbaueren an de Jongwënzer.

Net oninteressant ass et awer, fir kuerz ze erklären, vu wat fir engem Sektor datt mer iwwerhaapt hei schwätzen. E puer Zuele sollen dat verdäitelen: 2014 hate mer hei zu Lëtzebuerg 131.077 ha landwirtschaftlech genotzt Fläche, dovunner 62.606 ha Akerland a 66.827 ha Wiesen a Weeden. Mat 14.251 ha stoung de Mais bei de Kulturen op der éischter Plaz. Mir haten 1.294 ha Wéngerten an 155 ha Uebstgäert.

Dat Ganzt gëtt bewirtschaft vum 2.042 Betriber. 1990 - an och déi Zuel muss awer e bëssen ze denke ginn - waren et der nach 3.803. Dat sinn iwwregens alles Zuelen, déi ech aus der Publikatioun vun „Die luxemburgische Landwirtschaft in Zahlen 2015“ vum Landwirtschaftsministerium hunn.

Et muss een natierlech dann och direkt emol en Ennerscheid maachen tëschent deenen haaptberufflechen an deenen nieweberufflechen Exploitanten. Haaptberufflech ass ënner anerem een, wann e manner wéi 65 Joer ass a manner wéi 25 Stonnen (veuillez lire: net méi wéi 20 Stonnen) dobausse sengen Aktivitéiten noheet. Nieweberufflech kann een nëmme sinn, wann d'Gestioun vum Betrib och ekonomesch ofgeséichert ass.

Da gëtt et allerdéngs och nach Gesellschaften ënnert dem Statut vun der Personne morale. Déi Persoun oder déi Persounen, déi déi Gesellschaft forméieren, déi mussen mindestens 40% vum Capital social och hunn.

Et ass och näischt Neits, ech mengen, dat weess och jiddwieren heibannen: Wann et ee Sektor vun der Politik gëtt, deen, jo, ech géif scho bal soen „konditionéiert“ ass duerch d'europäesch Politik, dann ass et ebe grad den Agrarsektor. Ëm 35% vum EU-Budget, wéi gesot, ginn an den Agrarsektor imputéiert.

Dëse Projet de loi ass dann natierlech och eng Konsequenz vun der europäescher Politik, an zwar méi spezifesch ass en d'Ëmsetzung vum EU-Reglement 1305/2013 vum 17. Dezember 2013 iwwert déi ländleche nohalteg Entwécklung.

D'Ënnerstützung ginn dann och iwwert de Fonds européen agricole pour le développement rural, ofgekierzt FEADER, ofgewéckelt. Dës Politik baséiert och op der Strategie 2020 an der PAC, also der Politique agricole commune. Si huet dräi Objektiv: éischtens d'Kompetitivitéit vun der Agrikultur ze garantéieren, zweetens eng nohalteg Gestioun vun den natierleche Ressourcen ze maachen an drëtzens eng équilibréiert Entwécklung vun der Economie an de ländleche Communautéiten ze garantéieren, ënner anerem awer och duerch d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et hei ouni Zweifel mat engem ganz komplexe Gesetz ze dinn. Net manner wéi 82 Artikel regelen d'Modalitéiten, wéi an Zukunft déi eenzel staatlech Subsidien a Subventionne kënnen am Agrarsektor accordéiert ginn a wéi och eng méi multifonctionnel Agrikultur kann erreecht ginn.

Erlaabt mer dowéinst, op déi wesentlechste Dispositionne vum Text anzegoen, ouni natierlech kënnen all Elementer hei ze belichten, well soss fäerten ech, da si mer den Owend nach beieneen, wann et schon däischer dobaussen ass. Aleedend soll awer och festgehal ginn, datt dëst Gesetz an enger gewëssener Kontinuitéit vun deem alen Agrargesetz vum 18. Abrëll 2008 ze gesinn ass.

Eng Haaptneuerung - an dat ass dat, dat muss een och ganz éierlech hei soen, wat fir vill Diskussiounen, an natierlech och dobaussen, gesuergt huet -, dat ass d'Afféierung vu Selektionskriterien, déi an engem groussherzogleche Reglement festgehal ginn. D'Projete gi jo dann no Punkte klasséiert an déi beschtklasséiert Projekte kréien eng Hëllef. Ee Projet, deen net zrëckbehale gouf, dee kann awer nach eng zweete Kéier presentéiert ginn. Wann en och dann net arrétéiert gëtt, dann, wéi gesot, kann e leider net méi subventionéiert ginn.

D'Projete ginn och an dräi Kategorien agedeelt: d'Biens immeubles iwwer 150.000 Euro, d'Biens immeubles ënner 150.000 Euro an d'Biens meubles.

De Mindestinvest fir en éligibele Projet bei de Konstruktiounen läit bei 15.000 Euro a bei 5.000 Euro fir aner Bienen. De Plaffong fir Maschinnen ass op 100.000 Euro fixéiert a kann ëm 100.000 Euro och majoréiert gi beim Kaf vu Maschinnen, déi a géie Penten, zum Beispill am Wäibau, agesat ginn. D'Aidë leien normalerweis bei 40% fir Biens immeubles an 20% bei de Maschinnen. Et ginn allerdéngs nach Majoratiounen, op déi ech awer elo net hei am Detail aginn.

Firwat hunn ech elo déi puer Zuelen hei ënnerbreet? Mä just, fir lech e bëssen ze illustréieren, wat u sech dann de Mechanismus vun deenen eenzelnen Aiden duerstellt.

Bedéngt och duerch déi nei Selektionskriterien ginn u sech déi Aiden net méi vun enger Kommissioun aviséiert. Dat erlaabt awer virun allem och, déi Hëllef méi cibléiert anzusetzen.

E besonneschen Akzent, an ech géif dat wierklech hei virun allem ënnersträichen, gëtt an deem neie Gesetz op déi jonk Leit geluecht, op déi jonk Baueren, op déi jonk Wënzer, op déi jonk Gäertner, déi bereet sinn, dee Beruff ze ergreifen, déi bereet sinn, dee Beruff weiderzeféieren. Ech mengen, si sollen en zolidd Fundament fir eng geséichert Zukunft duerch dëse Gesetzestext virfannen.

Déi zrëckbehale Kriterien setze jiddefalls viraus, datt e jonke Bauer, e jonke Wënzer, e jonke Gäertner no akzeptabele wirtschaftleche Konditione sech installéiere kann, sief dat op engem besteende Betrib oder sief dat och op engem neie Betrib, deen e schaaft. Hie muss mindestens 23 Joer al sinn an e muss awer och méi

jonk wéi 40 Joer sinn. Wann hien, wéi gesot, net Chef d'entreprise ass, muss awer dann de Chef exploitant manner wéi 40 Joer hunn.

Et ass awer och eng Berodung iwwer ekonomesch an Ëmweltaspekter noutwendeg. An dat ass e Punkt, op deen ech wäert nach méi wéi eemol zrëckkommen, dat ass virun allem d'Formatioun, wat och, wéi gesot, sech ëmmer erëm wéi e roude Fuedem duerch dëse Gesetzestext zitt. De Conseil agricole ass jiddefalls och Bestanddeel vun engem Entrepriséplang, deen néng Méint no der Grënnung vum Betrib muss opgestallt ginn, a spéitstens fënnf Joer duerno muss en och a Kraaft treden.

Et ass dann och nach eng Ännerung par rapport zum Gesetz vum 2008, déi hei muss ervirgestrach ginn. Bis elo war nämlech ëmmer eng Installationsprimm pro Betrib accordéiert ginn, dat onofhängeg vun der Zuel vun de Jonken, déi sech am Betrib niddergelooos hunn. Dëse Projet de loi gesäit allerdéngs elo vir, datt, wa méi Jonker sech an engem Betrib engagéieren, jiddwer Eenzelne vun hinnen d'Prime d'installation ka kréien. Allerdéngs muss natierlech dann awer och jiddwer Eenzelne déi Eligibilitätskriterien erfëllen.

D'Installationsprimm ass 70.000 Euro. Si gëtt an zwou Tranchë bezuelt. Déi zweet Tranche ass allerdéngs och ofhängeg vum konformen Ëmsetze vum Entrepriséplang. Iwwregens, dat wëll ech och hei direkt betounen, fält déi Primm net ënner d'Akomessteier. Den Inhalt an d'Modalitéiten vun dësem Plang ginn duerch e groussherzogleche Reglement festgeluecht.

Et muss och nach gesot ginn, dat ass och e wesentlech Element an dësem Gesetz, datt de Plaffong ëm 15% kann eropgesat ginn, soudatt am Prinzip bis zu 55% u Bähëllef kënnen accordéiert ginn. An da profitéieren déi Jonk och nach vun engem fiskaleschen Abatement um Benefiss. Hei läit allerdéngs de Maximum bei 5.000 Euro d'Joer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi zeechent sech duerch eng Rei nei Ännerungen och aus par rapport zum Gesetz vum 2008, respektiv och gewëssen Adaptatiounen goufe virgeholl. Ech wëll déi hei just énumérieren, ouni och do ze vill an den Detail ze goen:

- Gestioun vun de Risikoën. De Stat ka bis zu 65% vun de Coûts éligibles iwwerhuelen.
- Kompensatioun vu Schied, déi duerch Naturkatastrophen entstinn.
- Hëllef bei Déierekrankheeten oder schiedlechen Organismen.
- Aidë fir de Fonds de mutualisation, deen am Fall vu Pertë bei Déierekrankheete gebraucht gëtt. De Stat engagéiert sech iwwregens och, fir eng national Assurancékeess géint Epizootien ze schafen.
- Hëllef an fir den Zuchtsektor. Déi Ënnerstützung gëlle fir Verwaltungskäschten, d'Féierung vu genealogesche Bicher, Tester an esou weider. Dernieft ginn et awer och nach Aiden am Fall wou, wéi gesot, Déieren dout gebuer ginn.
- Dat ass och e wesentlech soziaalt Element: Zum Beispill am Krankheitsfall, bei Formation professionnelle, Congé de maternité, Congé parental oder am Doudesfall vum Chef d'exploitation oder vun engem Member vun der Famill, dee mindestens 20 Stonnen d'Woch am Betrib schafft, oder wéi gesot, wann een Erhellungscongé hält, och do iwwerhëlt de Stat Remplacementskäschten. Iwwregens d'Ersatzpersonal, also déi Leit, déi an esou Fäll dann d'Aarbecht an engem Betrib iwwerhuelen, do muss dat allerdéngs geschéien ënner engem Service, deen och agreéiert ass, an zwar a Form vun enger Agrar- oder enger Handelsgesellschaft, an déi Gesellschaft muss och fir eng Mindestdauer vun zéng Joer constituéiert ginn an där Gesellschaft mussen mindestens 100 Leit ugehéieren.
- Ënnerstützung vu landwirtschaftlechen Infrastrukture wéi Feldweeër oder Wasserleitungen.

Ech wëll awer dann och drop hiweisen, datt natierlech eng Rei Aiden, déi am ale Gesetz accordéiert goufen, haut elo net méi deementsprechend respektéiert ginn, an zwar zum Beispill fir gemeinschaftlech genotzent Material

oder landwirtschaftlich Gebaier. Och keng Ënnerstützung méi gëtt et fir d'Reparatur vu Gebaier, de Bau oder d'Renovatioun vu Wunnengen, Logementer fir de ruralen Tourismus, Pärdsstall oder de Kaf vu Béischten.

Datselwecht gëllt och fir d'Investissementer am Beräich vun der Forstwirtschaft. Effektiv, an ech mengen, dat wësse mer jo allegueren heibannen, zënter 2013 steet jo dann d'Forstwirtschaft ënnert der Kompetenz vum Nohaltegekeetsministère.

Wichtig fir den nationale Marché, an och dat wëll ech direkt hei ënnersträichen, dat Gesetz hei dréit natierlech och deenen nationalen Interessen awer Rechnung, an do ass et wichtig, dat d'Veraarbechtung vun de Produiten an d'Kommerzialisierung besonnesch hei wäerten ënnerstützt ginn. Et gëtt elo nach just en Taux vun 30% fir Investissementer, zum Beispill Schluechthaiser, accordéiert, an dat awer an eischer Linn aus administrative Grënn. De Plafong läit bei 15 Milliounen Euro. Och hei gouf déi initial Durée vu siwe Joer op den 31. Dezember 2020 fixéiert, well dann eréischt d'Enn vun dem siwejäerige PAC-Programm ass.

A fir eben och d'Qualitéit vun eise Produkter nach ze verbesseren, kënnen och fir Etüden an d'Unerkenne vu Qualitätssystemer bis zu 100% vun den éligibele Käschte rembourséiert ginn. Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Promotioun vun Agrarprodukter an eisem Land.

A wie gär gutt Produkter hierstellt, muss och gutt forméiert sinn. Am Artikel 40 gëtt et dann dee berüümt - kann ee scho bal soen - Conseil agricole. Et gëtt just nach de prestéierte Service ënnerstützt an dee Programm gëtt vum Landwirtschaftsministère opgestallt, dat awer an Zesummenaarbecht mat anere concernéierte Ministären. A wa mer scho bei der Berodung sinn, dann ass et och net wäit bis bei d'Formatioun, well kleng a méttel Betriber, déi och aktiv Akteure forméieren, déi kënnen an Zukunft och an de Genoss vun Hëllef kommen. Ech mengen, domadder sollen och de sozioekonomeschen Tissu an déi rural Identitéit verbessert ginn. D'Landwirtschaftskammer hirsäits mécht dann den Inventar iwwert de Besoin u Formatioun, fir en Aktionsplang opzustellen.

Fir d'Zukunft vun engem landwirtschaftleche Betrib ze garantéieren, ass et jiddefalls méi wéi noutwendeg, dat haut virun allem och d'Innovatioun ënnerstützt gëtt. An duerfir fénnst du Konzept vum Partenariat européen d'innovation pour la productivité et le développement durable de l'agriculture, ofgekierzt PEI, säin Nidderschlag an deem Gesetz. Esou innovativ Projekte mat engem maximale Plafong vu 400.000 Euro gëllen am Prinzip fir dräi Joer, kënnen awer fir zwee weider Jore verlängert ginn. Da läit allerdéngs, wéi gesot, de Plafong bei 200.000 Euro.

An deem Kontext muss een och drop hiweisen, dat eng spezifesch Kommissioun kreiéiert ginn ass, déi als Objektiv huet, eng national Strategie opzustellen, fir d'Prioritéite vun der Recherche an der Entwécklung vum Agrarsektor ze definéieren.

Et ginn och Hëllef fir aner innovativ Projeten, déi zum Beispill d'Resultat si vu festgestallte Problemer um Terrain. An hei wëll ech virun allem op ee ganz gréisser Problem hiweisen, an zwar de Verbuet zum Beispill vum Metazachlor am Fréijoer 2015, nodeems den Accident jo am September 2014 an der Belsch geschitt war. Do huet sech natierlech eng nei Situatioun fir eng Rei Baueren agestallt an do huet missen dréngend no Alternative gesicht ginn, wéi een och déi Kulture ka schützen, ouni mussen dann, wéi gesot, dee Produkt anzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng modern Landwirtschaft ass natierlech net méi vun engem Schaffen am Aklang mat der Natur ze trennen. Ech mengen, do si mer eis allegueren eens an och de Baurestand weess, dat dat an Zukunft méi wéi jee muss sinn. An dese Gesetzesprojekt dréit d'Uwerrleung ouni Zweifel eng grouss Rechnung. Ech verweisen zum Beispill op d'Kapitel 19 an 20, wou et ëm d'Biodiversitéit an och ëm d'Ënnerstützung vun der biologescher Landwirtschaft geet.

Da gëtt awer och dem Gewässerschutz eng besonnesch Opmierksamkeet hei geschenkt. Sou kënnen zum Beispill d'Baueren eng Ënnerstützung, wa se Clôture laanscht d'Gewässerleef oder laanscht d'Quellen aménagéieren. Dat kënn bis zu 11,50 Euro pro lafende Meter sinn. An och bedéngt duerch déi EU-Waasserrichtlinn entstinn de Baueren, déi jo a Schutzzone schaffen, natierlech Ausfäll u Recet-

ten. A mir fannen et net méi wéi normal, dat dann awer och d'ëffentlech Hand, spréich de Stat, do gewësse Kompensatioune mécht an och déi betraffe Baueren deementsprechend entschiedegt.

Wéi vill aner Entschedegunge wäerten déi natierlech och iwwer groussherzoglech Reglementer fixéiert ginn. Datselwecht gëllt iwwregens och fir Zonen, déi duerch gewëssen Naturschutzcontrainten nëmme mat Oplage bewirtschaft kënnen ginn.

Bref, d'Produktions- an d'Zuchtmethoden gi geförderd, déi kompatibel mam Naturschutz sinn. Ech wëll an deem Kontext och drop hiweisen, dat zum Beispill eng spezifesch Commission écologique an eng Kommissioun fir biologesch Diversitéit agesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vill kritiséiert gëtt an eiser Gesellschaft jo awer virun allem déi industriell Landwirtschaft, wou d'Wuel vum Véi net onbedéngt am Méttelpunkt steet a wou d'Maschinen zielen an net onbedéngt déi mënschlech Aarbecht. Esou Betriber entsprechen net onbedéngt der Lëtzebuerger Agrartraditioun. Mir setzen hei eischer op Familjestrukturen, och wann natierlech de Kader vun deem Gesetz hei begrenzt ass, an dat duerch de PAC. Dese Projet de loi, dat kann een awer roueg hei ënnersträichen, ass de Garant fir eng respektvoll Véizucht an och d'Liewensmittelsécherheet.

Vläicht ass lech opgefällt, dat ech bis dato dat Wuert Wénzer nach net gebraucht hunn. Een, deen de Gesetzesprojekt duergelies huet, fénnst natierlech och de Vigneron, de Wénzer regelméisseg erëm. A wa mer vun der Agrarwirtschaft schwätzen, beinhalt dat selbstverständlech och d'Wénzerschaft. Ech wëll just drop hiweisen, dat virun allem d'Kapitel 21 sech méi intensiv och mat de Wénzer beschäftigt. An hei geet et virun allem ëm d'Restrukturatioun an d'Rekonversioune vun de Wéngerten.

Allerdéngs, wat och ganz interessant an deemem Projet de loi ass, e limitéiert sech u sech net nëmme op d'Ausbezuule vu Subventiounen un d'Akteuren an der Landwirtschaft, mä et ginn awer och Aiden accordéiert, fir de rurale Raum opzewäerten. An duerfir heescht dat Gesetz jo och «soutien au développement durable des zones rurales». De kulturellen an och natierleche Patrimoine vun eisen Dierfer soll erhale bleiwen, an dat am Interessi vun de Bierger, awer och vun der Biodiversitéit.

Esou sinn am Kader vum LEADER-Programm - ech mengen, op dee brauch ech net weider hei anzegoen, hei sätze Leit heibannen, déi dat vill besser wéi ech wëssen -, also „Liaison entre actions de développement de l'économie rurale“, Hëllef virgesinn, fir déi sougenannt GALen, also déi Groupes d'action locale, och kënnen ze garantéieren. Ënner anerem wëll ech och hei soen, dat se kënnen Avancen ausbezuelt kréien.

Den Artikel 61 gesäit da vir, dat d'Offer vu Fräizäit- an Erholungstrukturen fir d'Populatioun am ländleche Raum och nach soll erhéicht an diversifizéiert ginn. Derniewent gëtt et dann awer och nach eng Rei pädagogesch Aktivitéiten, déi sollen ënnerstützt ginn. A wa mer déi Klammer hei erlaabt ass: Et ass jo munchmol awer ze bedauern, dat net nëmme Kanner - net nëmme Kanner - awer munchmol net deen natierleche Reflex, déi natierlech Relatioun zu eiser Landwirtschaft hunn!

An dann natierlech ginn awer och d'Gemeengen hei opgezielt, déi duerch de Plan de développement communal op Ënnerstützung kënnen zielen.

Et mierkt een also, dat de Stat hei ganz vill Geld verdeelt. Et dierfte bis 2019 eng gutt 320 Milliounen sinn. Wann de Stat natierlech vill Geld verdeelt, dann huet de Stat allerdéngs och d'Obligatioun, géif ech scho soen, e gewëssene Kontrollsystem anzeféieren. An dowéinst muss och all Benefizient vun esou Aidë bereet sinn, seng Donnéeën zur Verfügung ze stellen. Am Fall wou een eng Kontroll refuséiert, gëtt dann natierlech och déi Demande net ugeholl. Wann eng Demande falsch Informatioun beinhalt, dann huet de Minister jiddefalls d'Méiglechkeet, och eng administrativ Strof auszesprechen.

Dee Projet hei gesäit awer och eng ganz Rei vu fiskalesche Mesuren am Interêt vun Agrargesellschaft vir, zum Beispill um Niveau vun der Akommessteuer, der Gewerbesteuer oder Verméigenssteuer. Dat gëllt och fir Gesellschaften, déi keng landwirtschaftlech Aktivitéite maachen. An deem Fall dierfen allerdéngs d'Recettë vun desen Aktivitéiten awer net méi héich wéi 10% vum Total vun hire Recettë sinn.

An dann, och am Sënn vum ëmgeännerte Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert d'Akommessteuer, kënnen Betriber eng Quote-part bei neien Investissementer a Maschinen, Geschir oder nach Gebailechkeeten ofsetzen.

Dir wësst jo och, dat de Mëllechsektor de Moment och an enger relativ schwieegerer Situatioun ass, bedéngt duerch déi vill Präisfluktuationen aus de leschte Wochen a Méint. Op den 1. Abrëll 2015 goufe jo och d'Mëllechquoten ofgeschaaft. Elo gëtt -genau wéi iwwregens am Gesetz vun 1986 - nees eng Amende tëschent 5.000 an 20.000 Euro agefouert, fir dee Keefer, deen déi Produzente privilegéiert, déi déi gréisst Quantitéit u Mëllech liwweren, eben och ze sanktionéieren.

Dann huet d'Kommissioun - an ech wëll dat och direkt hei ënnersträichen an ech mengen, jiddwereen, dee aktiv um Gesetz matgeschafft huet, kann dat nëmme hei bestätegen -, d'Kommissioun huet wierklech villes un deemem Gesetz och ëmgeännert. An och dat ass de Bewäis, dat eng Chamber d'Méiglechkeet huet, e Gesetz, wat an enger Chamber erakënn, net onbedéngt mussen „comme une lettre à la poste“ ze akzeptéieren. Et ass awer elo net pejorativ gemengt. An ech wëll och direkt vun der Geleeënheet hei profitéieren, och all de Kollegen aus der Kommissioun e ganz grouse Merci ze soe fir déi Mathëllef.

Wéi gesot, mir hunn do eng ganz Rei Ännerunge virgeholl, ënner anerem och duerch d'Asetze vun engem zousätzleche Kapitel iwwert déi sozial Aspekter, an zwar duerch d'Abzeiung vun Dispositiounen vum Gesetz vum 12. Mee 2010 iwwert d'Assurance accident. Esou iwwerhëlt de Stat och hei eng Rei vu Cotisationsen. Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Pensiounen an och fir Onfallrenten.

Eng Rei Taxe ginn dann iwwert de Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture rembourséiert. An ech denken hei un d'Enregistrements-, Transkriptiouns- an och Successiounstaxen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dat schonn hei gesot, mir hunn eis an der Kommissioun ganz vill Aarbecht gemaach. Mir hunn eis och intensiv mat deenen eenzelnen Avisen ausernegesat. Wéi och net anescht ze erwaarden, wat natierlech den Avis vun der Chambre de l'Agriculture besonnesch exhaustif. Deen datéiert vum 19. Oktober 2015.

Si hunn e gewëssene Prioritéitewissel an deem Sënn festgestallt, dat déi am Sënn vum Ëmweltschutz getraffe Mesurë géife staark erhéicht ginn. Och si sinn der Meenung, dat déi finanziell Laascht vun de Betriber géif an d'Luucht goen, well d'Hëllefstaunen ëm 5% bis 10% géifen zrëckgeschrauft ginn. Si haten och d'Suppressioun vun enger Rei Plaffonge fir Maschinne bedauert. Ech wëll allerdéngs hei bemerken, ouni och elo do an den Detail ze goen, dat jo awer entre-temps eng Rei Nobeserunge souwuel vun der Kommissioun wéi och vum Minister schonn an Aussicht gestallt goufen.

D'Landwirtschaftskammer huet sech dann och kritisches mat de Selektionskritären ausernegesat, wat och zum Deel verständlech ass. Ech mengen, et ass en neit Element, mat deem ee sech och muss fir d'Éischt emol ausernesetzen. Si fäert dann och, dat dese System géif a verschidde Sektoren, besonnesch am Wäibau an an der Hortikultur, zu Problemer féieren.

Kritesch hat sech dann och d'Landwirtschaftskammer mam Plan d'entreprise ausernegesat, well domat déi administrativ Aarbecht géif nach méi grouss ginn. Zulescht hu se dann och monéiert, dat d'Vertrieder vun de Berufsständ net méi an de Kommissioun wieren, déi de Minister beroden, an dat och géif déi eng oder déi aner Kommissioun suppriméiert ginn.

D'Chambre de Commerce hat an hirem Avis vum 6. November 2015 d'Objektiver vum Gesetz begreiss, virun allem d'Formation continue, d'Berodung an d'Recherche. Bedauert hat si, dat fir d'Veraarbechtungsbetriber d'Aiden net méi héich wéi 30% vun den Investimentscöuten dierfte sinn an dat de Mindestinvest misst 75.000 Euro sinn.

D'Chambre des Métiers hat an hirem Avis den 10. November 2015 drop higewisen, dat d'Entwécklung vun den net landwirtschaftlechen Aktivitéiten och e gewëssene Stellewäert hätt.

An da krute mer och de 6. Januar 2016 den Avis vum Conseil de la concurrence, wou festgehale gouf, dat de Projet de loi kompatibel mam Artikel 107 vun der Europäescher Unioun war.

Net verwonnerlech ass natierlech, dat mer mat den Aweise vum Conseil d'État vill méi Aarbecht haten. Säin éischten Avis datéiert vum 9. Januar 2016. Do ware 45 Opposition-formellen dran. Den éischte Moment erfieert een natierlech, wann een dee Chiffer héiert. Wann een dann awer do e bësse méi an de Fong gaangen ass, dann huet ee ganz séier gemierkt, dat dat zum ganz groussen Deel reng formaljuristesch Objektiv vum Conseil d'État waren, well déi héich Kierperschaft huet drop higewisen, dat

d'Aidë missten am Gesetz fixéiert ginn an net iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement. Déi kéinten am Fong just eppes prezisieren. Deem hu mer natierlech och Rechnung gedroen.

Dann ass och e bësse monéiert ginn, dat mer déi eenzel zoustänneg europäesch Basistexter net direkt virgeluecht haten. Duerfir koum dann och de 25. März en Avis complémentaire. Et gouf nach eng Opposition formelle bäibehalen, an zwar ass et do ëm d'Fixatioun vun de Prix unitaires gaangen. Och deem hu mer natierlech Rechnung gedroen. A schlussendlech koum dann dunn den zweeten Avis complémentaire de leschten 3. Mee an hei ass et nach just ëm eng Erreur matérielle gaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi schonn uganks gesot, haut ass dat e ganz wichteg Gesetz, wat mer fir den Agrarsektor stëmmen. An nach eng Kéier: Mir hunn an der Kommissioun näischt dem Zoufall iwwerlooss. An als President vun der Kommissioun wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen, dat ech besonnesch zefridde war, frou war iwwert déi konstruktiv Mataarbecht. Ech wëll och hei ënnersträichen, dat d'Kollege vun der CSV jo och 28 Amendementer eraginn haten, déi aus diverse Grënn majoritär net konnten akzeptéiert ginn.

Ech wëll awer dann och hei nach ënnersträichen, wat d'Mise en vigueur vum Gesetz ubelaangt, dat do awer och eng Rei wichteg Matdeelungen ze maache sinn. An zwar ginn déi Aidë retroaktiv - dat hänt elo vun der Aide of-entweder op den 1. Januar 2014, den 1. Juli 2014 oder den 1. Januar 2015 accordéiert. Och do gesitt Der, dat mer där gewëssener Rechtsunsécherheet wollten awer och Recht droen, well mer net wollten hunn, dat besonnesch jonk Bauere vläicht, déi gewëssen Investissementer gemaach hunn, déi sech awer elo esou an engem gewëssene Vide juridique befonnt hunn, dat déi net woussten: Kommen ech an de Genoss vun deenen Ënnerstützungen? Kommen ech net dran? Dowéinst, wéi gesot, och déi retroaktiv Dispositiounen.

Jiddefalls als Resümee vun deemem Gesetz kann ee soen, dat et konform zu enger gemeinsamer europäescher Politik ass, an zwar, fir eng multifunktional, nohaltege a kompetitiv Landwirtschaft ze ënnerstützen. An dat am Aklang mat dem Naturschutz an och am Aklang mat de klimatesche Verhältnissen.

Ech wëll dann awer ofschléissend och eng Rei Mercien aussprechen. Mäin éischte Merci gëllt dem Minister Fernand Etgen, deen an all Sitzung präsent war. E grouse Merci awer och senge ville Beamten, wou ech Einzelner hei och ka begrëissen. Ech mengen, och dat huet derzou bäigedroen, dat mer hei mat Sécherheet e ganz, ganz gutt Gesetz konnte ficeléieren. Och dat mécht eis als Deputéierten et méi einfach, wann ëmmer Fachleit ronderëm ee sinn. Mat hinne war, an dat soen ech net einfach esou, exzellent zesummenzeschaffen.

Da gëllt awer och mäi Merci dem Kommissiounssekretär, dem Timon Oesch, deen eng exzellent Aarbecht zesumme mam Christian Lamesch aus der DP-Fraktioun, besonnesch déi lescht Deeg, gemaach huet. Ech soen och alle Membere vun der Kommissioun Merci, dat se akzeptéiert hunn... Här President, dat, wat ech elo soen, musst Der dann net onbedéngt haart nolauschten. Mir hu vläicht net onbedéngt all lescht Dispositioun vum Reglement respekéiert, mä awer am Sënn vun der Saach hu mer déi lescht Deeg ganz séier geschafft. An, wéi gesot, all deenen Akteuren, déi hei derzou bäigedroen hunn, mäin éierleche Merci.

An dowéinst konnt dat Gesetz, géif ech awer soen, an engem verstännegen Délai hei déposéiert ginn. Ech konnt, wéi gesot, elo hei nëmme op déi wichtegst Orientatiounen agoen. Et wier nach ganz, ganz villes ze zielen. Dat maachen ech natierlech net. Ech wëll awer ofschléissend, wéi gesot, de Merci fir d'Nolauschten aussprechen an och hoffen, dat dee Gesetzestext hei op eng méiglechst breet Zoustëmmung wäert stoussen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt déi mandatéiert Spriecherin vun der CSV, d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „uff!“ kéinte mer soen, well endlech ass et esou wäit, dat mer d'Agrargesetz hei kënnen stëmmen. Ech wëll awer fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Här Gusty Graas, villmoos Merci soe fir säi ganz ausféierleche Rapport, och mat deem ganzen Historique.

Zimlech genau virun zwee Joer war op Ufro vun der CSV hei an der Chamber eng Interpel-



latioun iwwert d'Landwirtschaft. Mir haten déi Interpellatioun ugefrot, well - ech hunn et deemools esou beschriwwen - „d'Lag an der Landwirtschaft alles aneschtens wéi roseg“ wär.

Dir Dammen an Dir Hären, des Lag ass am Moment katastrofal. Et geet de Bauere schlecht, dramatesch schlecht! An ech weess, datt et vill Leit heibanne gëtt, an och dobaussen, déi soen: „Soulaang wéi d'Bauere jéimeren, gëtt et se nach ëmmer.“ Mä ech kann lech soen, datt esou Aussoen am Moment komplett falsch op der Plaz sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wa mir zu deene Konditiounen, an dat all Dag, misste schaffe wéi d'Bauern, mat deem Verdéngscht respektiv Verloscht, well vill hunn nach owes manner an der Täsch wéi moies no engem ganzen Dag schaffen, da géife mir nach vill méi jéimeren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir mussen d'Situatioun ganz seriö huelen, wa mer an Zukunft nach eng nohalteg, multifunktional Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg wëllen hunn. Just e puer Zuelen heizou.

Dir Dammen an Dir Hären, d'landwirtschaftlech Fläch besteet hei zu Lëtzebuerg aus méi wéi 50% Gréngland. Mir sinn also predestinéiert fir d'Méllechproduktioun. An deem Secteur ass et am Moment katastrofal. Fir ee Kilo Méllech ze produzéieren, kascht et de Bauer zirka 40 Centime. Hie kritt der awer nëmme 25. Verschidden Discounter hunn de Verkafspräis vun der Méllech a leschter Zäit nach ëm 25% erfogesat, op 46 Centime. Ass dat normal? Ass et normal, datt ee Liter Waasser geschwé méi kascht wéi ee Liter Méllech?

Och am Schwéngssektor ass d'Situatioun äänlech. Et gëtt vill Betriber, déi d'Zréckbezuele vun hirem Prêt hu musse stoppen. Et gëtt Betriber, déi hunn elo musse ee Prêt ophuelen, fir hir Produktiounsmittelen iwwerhaapt elo am Fréijoer nach kënnen ze kafen. Vill Betriber ginn un hir Reserven, fir nach iergendwéi iwwert d'Ronnen ze kommen. Mä d'Reserve si leider Gottes och net onendlech. Et ass längst fénnef op zwielef!

Ech hoffe wierklech, datt sech d'äers jiddwereen heibanne bewosst ass! Mir riskéieren ee rasante Strukturwandel oder, wéi et d'lescht Woch an der „Welt am Sonntag“ stoung, „ee regelrechte Strukturbruch“.

Den dramatesche Präisverfall vu ville landwirtschaftleche Produkter huet vill Ursachen. Ech weess och, datt mer déi net vun hei aus kënnen onbedéngt regelen. Mir kënnen net vun hei aus soen, mir géifen elo decidéieren, de Russland-Embargo opzehiewen. Mir kënnen vun hei aus d'Nofro aus China net steieren an esou weider. Mä mir musse mat eisen nationalen Instrumenter, déi mer hunn, an d'Agrargesetz ass eent vun deene wichtigsten, eisen nationale Spillraum voll ausnotzen, fir datt mer an Zukunft nach Liewensmittel hei zu Lëtzebuerg kënnen produzéieren, fir datt mer net musse op iergendeng anonym Importwuer zréckgräifen, wou mer net wëssen, wéi a wou se produzéiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, nodeems dat lescht Agrargesetz nach verlängert gi war, hu mer mëttlerweil schonns ronn zwee Joer laang keen Agrargesetz méi; den Här Graas huet dat och gesot. Zwee Joer laang, wou d'Bauern net woussten, wat si d'äerften investéieren; zwee Joer Ongewësseheit am Beräich vun den Investitiounen; awer och zwee Joer, wou keng nei Kontrakter, zum Beispill am Beräich vun den Agrarëmweltmoosnamen, konnte gemaach ginn. Ech weess, eist Agrargesetz hat schonn e puermol e bësse Verspéidung. Mä esou spéit ass et awer nach ni komm!

Dës komplett inakzeptabel Situatioun huet d'Lag an deem wirtschaftlech ugeschloene Secteur net onbedéngt verbessert. Och wann en Deel vun de Verzögerungen op déi laangwiereg Prozedure vun der Kommissioun zréckzeféiere sinn, esou hätt trotzdem kënnen Zäit agespuert ginn. Dofir wëll ech mech haut, ier ech op d'Agrargesetz selwer aginn, e bësse mam Wee bis hin zur Ofstëmmung beschäftegen.

An enger éischer Kommissiounssëtzung vun PDR am Januar 2014, dat ass also schonn eng Zäitchen hier, sot den Här Minister eis, de PDR wär am Concertatiounsstadium mam Ëmweltministerium. D'Partie forestière misst nach duerchgekuckt ginn. Wann des Phas eriwwer wär, géif de PDR de façon informelle un d'Kommissioun goen.

Méit Mäerz sot den Här Minister: „Soubal déi interministeriell Concertatiounen eriwwer sinn“ an esou weider. Dat heescht, d'Concertatiounen waren also nach ëmmer amgaangen. Ass de Landwirtschaftsministère sech net eens gi mam Ëmweltministerium? Hätt hei net kënnen Zäit agespuert ginn? Ech menge schonn. Labber e puer Méint; wäertvoll Zäit. Well schlussendlech ass d'Partie forestière komplett erausgeholl ginn. Oder iwwer wat huet sech missen esou laang concertéiert ginn? Vläch kann den Här Minister eis jo dorop nach eng Antwort ginn.

Op der Foire agricole - eng gutt Plaz - d'lescht Joer huet den Här Minister a Präsenz vum Agrarkommissar Phil Hogan du ganz stolz verkéngt, de PDR wär ugeholl, d'Agrargesetz géif direkt déposéiert ginn. Dunn hu mer net schlecht gestaunt, datt „direkt“, dem Minister no, zwee Méint duerno heescht. Well d'Agrargesetz ass eréischt Enn August déposéiert ginn. Erëm zwee Méint, déi hätte kënnen gespuert ginn!

D'Landwirtschaftskammer schreift an hirem Avis allgemeng, datt d'Gesetz gekennzeechent wär duerch een „manque de cohérence et erreurs multiples“. An ech muss der Landwirtschaftskammer op d'Plaz félicitéieren fir hiren ausféierlechen Avis, fir hir sëlliche Remarque vun Inkohärenz an esou weider. Ech kommen nach eemol drop zréck.

Den 19. Januar du koum, den Här Graas sot dat och, den Avis vum Statsrot. „Eine schallende Ohrfeige“ huet d'„Wort“ getitelt. 45 Opposition-formellen! De Minister sot, dat wär net schlëm, et wär ëmmer deesewechte Feeler. Dat mag sinn, mä et ass awer schlëm, well doduerch erëm eemol Zäit verluer gaangen ass. An ech muss soen, de Statsrot huet definitiv nëmme d'Schreifeeler verbessert; ënner Gänseféisschen. Nom Inhalt huet en net vill gekuckt.

► **Une voix.** - Ho!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wann ech dat géif mat engem Aufsatz vergläichen: Och wann den Inhalt net géif esou streng nogekuckt ginn, da wäere 45 Schreifeeler awer eng Datz!

Mir hunn dunn an der Kommissioun eng Partie Upassung gemaach.

(**Interruptions diverses**)

Als CSV hate mer 28 Amendementer proposéiert. D'vunmer sinn der véier ugeholl ginn. Et soll also, wann ech gelift, kee méi soen, mir géifen als Oppositionspartei keng konstruktiv parlamentaresch Aarbecht maachen, mir géifen net mat Alternative kommen, well dat nervt schonn esou lues!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Vläch ass et Wonschdenke vun de Majoritéitsparteien, mä dee Gefale wäerte mer lech net maachen!

(**Interruption**)

Dat hu mer net direkt wëllen. Ech kann op d'Plaz froen,...

► **Une voix.** - Mir waarden net drop.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...ob ee mer ka soen, wéini datt d'Oppositioun fir d'lescht esou vill Amendementer zu engem Agrargesetz gemaach huet. Ech mengen, do misst ee wäit siche goen.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Den Här Justin Turpel virun zwee Joer.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wéi vill!

► **Une voix.** - Haha!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Iwwer 60.

(**Hilarité**)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Sou! D'Ofstëmmung iwwert d'Amendementer war de 17. Februar. Eréischt den 29. Februar sinn déi ugehollene Amendementer un de Statsrot gaangen. Erëm bal zwou Woche verlueren Zäit! Firwat? An dat mécht mech u sech richtig rosen: Mä well déi Amendementer, déi den Här Minister virgeschloen hat, ni richtig als richtig Amendementer virlouchen, wat eng gutt parlamentaresch Aarbecht zimlech onméiglech gemaach huet. Déi hunn dunn eréischt misse formuléiert ginn.

Awer eis andauernd ënner Drock ze setzen, datt mer missten zäitgläich mat hiren Amendementer eis solle bréngen, dat fannen ech e staarkt Stéck! Et ass onméiglech, eng gutt parlamentaresch Aarbecht ze maachen, wann een ëmmer nëmme kuerzfristeg iwwert d'Ännerungen um Basistext informéiert gëtt. Et kann ee keen Text amendéieren, éier een en huet!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mä eis Amendementer ware pünktlech, als Amendement propper formuléiert, an der Kommissioun

sioun, wéi ofgemaach. Mir haten de 16. Februar moies nach d'Landwirtschaftskammer empfaangen, mëttes sollte mer iwwer eis Amendementer ofstëmmen.

Opgrond vun den Diskussiounen mat der Landwirtschaftskammer hu mer an der Mëttesstond dunn nach séier zwee zousätzlech Amendementer gemaach. Du krute mer mëttes - an dat schléit wierklech dem Faass de Buedem aus! - vu verschiddene Majoritéitsdeputéierte gesot: „Firwat kommt Der dann elo eréischt mat deenen doten Amendementer?“

► **Une voix.** - Eieieieie!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also, wa mer eis scho keng Zäit huelen, an eisen Aen, fir den Avis vun der Landwirtschaftskammer - ee ganz fundéierten Avis - am Detail duerchzekucken, wa mer d'Landwirtschaftskammer net nëmme zum Schän invitéieren, da wäert et jo nach méiglech sinn, op d'esse Treffre mat e puer Amendementer ze reagéieren! Oder esou een Treffre ass nëmme fir d'Galerie, ass nëmme Theater, an dat wär eng richtig Frechheet fir d'Landwirtschaftskammer a fir de Beruff!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dann awer elo zum Agrargesetz selwer,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...wou et dann elo endlech haut zur Ofstëmmung kënn.

(**Interruption**)

Ech wëll virop soen, datt mer als CSV och frou sinn, datt et endlech do ass.

► **Une voix.** - Aah!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Well mer awer der Meenung sinn, datt et hätt kënnen besser sinn - mir hu vill Amendementer an deem Sënn gemaach, mir hu vill Froe gestallt -, wäerte mer eis bei d'esse Vott enthalten.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - D'Agrargesetz besteet aus dräi Haaptdeeler: éischters, Champ d'application; zweetens, d'Verbesserung vun der Wirtschaftlechkeet vun de landwirtschaftleche Betriber, an drëtzens, d'Verbesserung vun der Liewensqualität am ländleche Raum an an der Diversifizierung vun der ländlecher Economie. D'Octavie Modert an ech, mir deelen eis dat Ganz op. An hatt wäert herno och nach méi speziell op de Wäibau agoen.

Allgemeng zum Champ d'application. Hei muss an eisen Aen am Virfeld gekläert ginn: Wéi eng Betriber solle geféiert ginn? Wéi eng Betriber wëlle mer? D'Regierung seet, et wär d'Zil, den Här Graas sot dat och, de Familljebetrieb ze férdere, a virun allem de Biobauer. „Déi Konventionell sollen a Richtung bio orientéiert ginn“, sot den Här Minister an enger Sëtzung. Et steet esou am Rapport; ech hunn et nogelies.

Dozou hu mer als CSV e puer Froen: Wéi ee Familljebetrieb? Wéi gëtt en definéiert? Mir mussen eis bewosst sinn, datt de Strukturwandel net méi lues wäert goen an nächster Zäit; ech si schonn drop agaangen. Dat heescht, och eis Betriber wäerten nach wuessen. Méi grouss muss net onbedéngt méi schlecht heeschen. Am Projet de loi war virgesinn, datt ee jonke Bauer, wou de Standard-Output um Betrieb méi grouss war wéi 750.000 Euro, datt dee keng Ennerstëtzung méi géif kréien. Dat war - pardon - Schwachsinn! Do hätt den Här Minister wëllen gehat, eng Partie Betriber ganz gezielt ze strofen. D'esse Gott sei Dank emgeänert ginn, well d'Nohaltegkeet ass wichtig, mä net eleng d'Gréisst beaflosst d'Nohaltegkeet.

Déi aktuell Regierung seet, datt si ganz kloer d'Biobetriber bevürzucht. Als CSV soe mir ganz d'äitlech, datt mer souwuel déi konventionell integréiert Landwirtschaft wéi och d'Biolandwirtschaft brauchen, an d'esse méi Ursachen. Ech zielen der just zwou op: Éischters, eis konventionell integréiert Landwirtschaft produzéiert gutt, qualitativ héichwäerteg Liewensmitteln. An zweetens, net jiddweree ka sech bio leeschten! Ech hat d'Beispill hei an der Interpellatioun gesot vun Bioschnitzel an engem Supermarché vun 28 Euro de Kilo. Sollen dann all eis Leit mat e bësse manner héije Paie musse herno op anonym Produkter, Importer zréckgräifen? Dat d'äere mer net zouloossen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Hei hu mer alleguer eng Verantwortung. Als CSV wëlle mer dat op jidde Fall net!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Fir déi zwou Landwirtschaften ze erhalen, do feelt mer déi kloer Ausso bei d'esse Regierung.

Mir sollen natierlech och Ustrengeung maachen, fir den Undeel vun der Biolandwirtschaft

- dee läit am Moment nëmme bei 3% - ze erhéien. Mä dat geet nëmme mat engem Mateneen, wa mer dee férdere, an net duerch verschidden Aussoen éischer ee Gruef téschent déi zwee zéien. D'äers muss sech d'Politik bewosst sinn.

Wéi kréien ech elo méi bio? Ech weess net, ob d'Moosnamen an d'esse Gesetz dat Zil upeilen; upeile maache se et schonn, mä ob se domadder dat Zil errechen. Firwat - ech hat d'Fro och schonns bei der Interpellatioun gestallt an och an de Kommissiounssëtzungen - loosst Der net zum Beispill Deelëmstellung vu Betriber zou? Esou kéint zum Beispill e Bauer soen: „Ech wëll Biopoulete maachen“, ouni datt en direkt dee ganze Betrieb misst ëmstellen. Am Ausland ass dat zum Deel méiglech. An ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt mer esou méi Biobetriber op d'laang Wee kréichen.

Den Här Minister sot eis: „BIOG Lëtzebuerg wëllt dat net.“ Mä wat ass dann d'Meenung vun Här Minister? Wat ass d'Meenung vun der Regierung? Déi géife mer gäre wëssen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Nei an d'esse Gesetz ass och, datt déi ganz Forstwirtschaft eben ausgeklammert ginn ass. Ech hat dat scho gesot beim Resultat vun de Concertatiounen. Et wär awer interessant, vum Här Minister ze wëssen - ech hat d'Madamm Minister Dieschbourg scho gefrot gehat beim Code forestier, do hat ech awer keng Antwort kritt -, wéi eng Bestëmmung fir d'esse Beräich kommen. Kann een eis do den neieste Stand soen? Ech hoffe jo, datt sech hei dann och mat him concertéiert ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn net méi op all d'Amendementer an, déi mer proposéiert haten. Als CSV hate mer zu d'esse Deel - dem Champ d'application - zwee Amendementer gemaach. Ech ginn hei just op eent an, well sech do nach vill Froe stellen, déi net beäntwert sinn.

Mir hate proposéiert, de Saz «à chaque exploitation ne peut être attribué qu'un seul numéro d'exploitation» ze strächen, well de Begrëff vun der Betriebsnummer soss néierens am Gesetz virkënn. Firwat brauch een eng Betriebsnummer? Keng Antwort. Enner wéi enge Konditiounen kritt een eng Betriebsnummer? Gëtt och net am Gesetz gekläert. Ee Betrieb d'äerf zwar nëmme eng Nummer hunn, esou steet et jo elo hei am Gesetz. Mä d'äerf dann ee Betriebsleeder zwee Betriber an dann zwou Nummern hunn? Och keng Antwort.

Eisen Amendement ass refuséiert gi just mat der Begrënnung: „Et sollen Abuse verhënnert ginn.“ Eng komesch Erklärung, virun allem, wann all déi Froen, déi ech opgezielt hunn, net am Gesetz beäntwert sinn.

Da kommen ech zum zweete groussen Deel vum Agrargesetz, ee ganz wichtige Deel, dee sech ëm d'Verbesserung vun der Wettbewerbsfähigkeit vun de Betriber këmmert.

An den Ae vun der CSV missten dofir, enner anerem:

- éischters, déi administrativ Prozeduren esou wäit wéi méiglech vereinfacht ginn;

- zweetens, déi dräi Eckpfeiler vun der Nohaltegkeet - ökonomesch, ökologesch, sozial - mussen gläichermosse berücksichtegt ginn an d'Investitiounen an deem Sënn geféiert ginn;

- drëtzens, mir musse d'Villfältgkeet, d'Innovatiounen, d'Alternative férdere;

- véiertens, d'Landwirtschaft brauch jonk, motivéiert, gutt ausgebildete Jongbauere; d'esse musse mer speziell férdere;

- a fënneftens, mir musse d'Regionalitéit férdere. D'Veermaartung, d'Veerarbechtung, Informatioun a Promotioun si wichtige Eckpunkten.

Ech fänken emol bei de Prozeduren un. Wa mer gären hunn, datt an engem Secteur investéiert gëtt, datt e konkurrenzfähig bleift, esou wäit wéi dat méiglech ass, dann d'äere mer net onnéideg komplizéiert Prozeduren aféieren. Als CSV hu mer heizou eng Partie Amendementer proposéiert. Si sinn alleguer refuséiert ginn.

Mat d'esse Agrargesetz kommen eng Partie Neierungen. Fir eng Bähëllef, eng Investitioun kënnen unzefroen, muss de Bauer neierdengs alleguer d'SuPe gemaach hunn, alleguer d'Geneemegung hunn, an dann eréischt kënn säi Projet an d'Selektiounsprozedur, déi jo och nei ass.

Wann ze vill Projeten do si fir déi zur Verfügung stouend Suen, woubäi och keen eis konnt soen,

wéi déi Suen op déi eenzel Selektiounsterminer opgedeel ginn, da kann de Bauer säi Projet nach eemol eraginn, falls en net géif zrëckbehalen ginn. Eng drëtze Kéier muss de Projet ëmgeännert ginn, wat jo dann erëm eng Kéier nei Geneemegunge bedeit.

De Fait, datt een alleguer d'Geneemegunge muss hunn, alleguer d'SUPE muss gemaach hunn, ouni en Accord de principe ze kréien, risquéiert d'Prozedur onnéideg an d'Längt ze zéien, virun allem, well et am Moment bis zu zwee Joer kann daueren, ier een alleguer d'Geneemegungen huet, an des dann och nëmmen eng Gültegkeet vun dräi Joer hunn. Am schlimmste Fall ass déi éischt Geneemegung, déi ee kritt huet, schonns erëm hifälleg, ier een deen definitiven Accord kritt.

D'Landwirtschaftskammer schreift an hirem Avis, datt mer an deenen nächsten zwee Joer riskéieren, mat dëser Bestëmmung net vill Projete ze kréien, déi bis an d'Selektioun kommen. Als CSV hate mer dofir proposéiert, fir de Punkt «présente les autorisations nécessaires à la réalisation du projet» ze strächen an en contrepartie erëm d'Commission économique et technique anzeféieren, déi am Virfeld vun der Selektiounsprozedur informell kuckt, ob éierens Geneemegungsproblemer bestinn, wa jo, déi probéiert ofzeklären, an dann een Accord de principe kéint ginn, fir an d'Selektiounsprozedur ze goen.

Wéi déi meescht vun eisen Amendementer ass och dee leider refuséiert ginn. Mir kréien also keng administrativ Vereinfachung an dësem Punkt. Mä da fuerdere mer d'Regierung zumindest op, fir déi gesamt Geneemegungsprozeduren duerchzekucken, ze vereinfachen, a fir d'Aféierung vun engem Guichet unique fir de Bauer ze analyséieren, un deen hie sech kéint mat engem eenzegen Dossier richten, an dëst, fir déi ganz Dauer vun der Geneemegungsprozedur ze reduzéieren. An deem Sënn déposéieren ech am Numm vun der CSV eis éischt Motioun.

Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que l'implantation d'une nouvelle exploitation agricole se fait de plus en plus sur des terrains situés en zone verte („Aussiedlerbetrieb“);

- constatant que les délais pour la délivrance des autorisations pour une nouvelle exploitation en zone verte peuvent prendre jusqu'à plusieurs années;

- constatant que ces délais sont dus aux procédures extrêmement longues et compliquées et aux nombreuses contraintes relevant surtout du domaine environnemental (commodo-incommodo, nature, eaux, aménagement du territoire, etc.);

invite le Gouvernement

- à effectuer un screening systématique des procédures et charges administratives liées aux autorisations de construction et d'exploitation dans l'optique de limiter les formalités administratives pour les agriculteurs au strict minimum;

- à simplifier et accélérer les procédures administratives pour les projets de construction en zone verte;

- à étudier la possibilité de la création d'un guichet unique spécialisé pour aider les agriculteurs dans leurs démarches administratives et la mise en place d'un dossier unique destiné à simplifier les démarches administratives.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Aly Kaes.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- E weidere wichtige Punkt, dee mer gären ëmgeännert hätten, bezitt sech op d'Selektiounsprozedur. De Prinzip, datt bei dëser Selektiounsprozedur soll all Bien d'investissement eenzel appréciéiert ginn, ass, an dat begrësse mer, zumindest fir den Aussiedlerhaff net méi zoutreffend. Dee gétt elo als Ganz gekuckt. Mä dat geet eis net duer!

Mir hate schonns d'lescht Joer op dës Problematik higewisen. De Betrib ass u sech eng Unité fonctionnelle, oder zumindest all Betriebszweig. Mir dierfen net riskéieren, datt de Stall an d'Güllegruf zum Beispill subventionéiert ginn; de Fahrsilo oder d'Halle mat de Botten, well déi bei de Selektiounskritäre manner Punkte kritt, awer net. Dofir hate mer och heizou een Amendement gemaach. Mir hate proposéiert, fir de Saz «À l'exception de la première implantation d'une exploitation agricole à l'extérieur du périmètre d'agglomération, chaque bien d'investissement est apprécié indi-

viduellement» ze strächen. Dat heescht, all Unité fonctionnelle sollt als Ganz gekuckt ginn. Mä och dësen Amendement ass refuséiert ginn. Schued!

Dir Dammen an Dir Hären, bei der aktueller Formulatioun kann ee sech awer och nach froen, firwat ee Betrib bei enger première Implantation vun engem Aussiedlerhaff als Ganz gekuckt gétt, bei enger première Implantation vun engem Netaussiedlerhaff awer net. Et gétt der sécherlech manner, mä firwat dësen Ennerscheid maachen? Eng logesch Erklärung fanne ech net, mä den Här Minister ka mer déi jo vläicht herno ginn.

Noutwendeg Investitiounen am Sënn vun der Nohaltegkeet mussen ënnerstëtzt ginn; deen zweete wichtige Punkt, fir d'Wettbewerbsfähigkeit vun eise Betriber ze féieren.

D'Investitiounsbäihëllef sinn an dësem Projet de loi duerch véier Haaptmerkmaler gekennzeechent: éischstens, d'Selektiounsprozedur an d'Selektiounskritären; zweetens, et gétt erëm ee Plaffong, dat heescht eng maximal Investitiounszomm, déi bezuschusst gétt, agefouert; drëtzens, de Bäihëllesaz ass allgemeng reduzéiert ginn; a véiertens, et si manner Biens meubles éligibel.

D'Landwirtschaft gétt also definitiv manner ënnerstëtzt bei den Investitiounen; eng politesch Décisioun. Den Här Minister sot, wéinst budgetäre Contrainten. Also eng Spuermoosnam. Souwäit ech mech erënneren, huet den Här Statsminister eis virun zwou Woche gesot, d'wirtschaftlech Lag vun Land wär exzellent. Da kéinte mer eis also froen: Firwat dës Spuermoosnam bei der Landwirtschaft?

Fir et nach emol ze verdäitlechen: Am leschten Agrargesetz ass et kee Plaffong ginn. Deen ass elo agefouert ginn, an ech zitéieren d'Landwirtschaftskammer: Deen ass „dératoire“ bei de Biens meubles, de Maschinnen.

Da war am leschten Agrargesetz de Bäihëllesaz bei de Biens immeubles - de Gebaier - 45%. Deen ass erofgesat ginn op 40%. Bei de Biens meubles - de Maschinnen - war en 30%. Deen ass erofgesat ginn op 20%.

Als CSV hu mer prinzipiell näischt géint de Prinzip vun der Aféierung vun engem Plaffong, wat sécherlech och verschidde Feelinvestitiounen ka verhënnern, mä mir hunn awer trotzdem eng Rei vu Problemer domat.

Den Här Kox ass net averstanen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Ech lauschteren no.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Éischstens, den éischte Problem: d'Berechnung vun deene Plaffongen, an zwar iwwert déi konkret Berechnung vun deenen theoretesch gebrauchten UTÄen, Aarbechtskräfte pro Betrib. Dëst ass virun allem problematesch fir méi aarbechtsintensiv Produktiounen. Et ginn net genuch Ennerscheeder gemaach bei der Berechnung.

Wa mer soen, an de Minister seet dat och alt emol, datt mer gäre wëllen Alternative féieren, datt mer gäre méi extensiv Produktiounen wëlle féieren, datt mer vläicht och nach d'Direktvermaartung wëlle féieren, da muss mer dës ënnerschiddlech Produktiouns- a Vermaartungsmethoden, déi dacks méi aarbechtsintensiv sinn, och bei der theoretescher Berechnung vun den Aarbechtskräfte berücksichtigen. Hei gétt et ganz gutt KTBL-Daten dozou.

Soss hale mer vläicht schéi Sonnesrieden, mä a Realitéit benodeelege mer dës Produktiounen. Als CSV fuerdere mer d'Regierung op, fir eng konsequent Politik ze maachen an dëse Projet vum Règlement grand-ducal nach eng Kéier duerchzekucken an deementsprechend unzepassen.

Dann hu mer als CSV och nach e Problem mat der Héicht vum Plaffong bei de Maschinnen. D'Landwirtschaftskammer huet dëse Plaffong als „dératoire“ beschriwwen. Als CSV hu mer een Amendement proposéiert, fir e vun 100.000 op 150.000 fir den Haapterwerbsbauer ze erhéien. Et stellt sech an dësem Kontext näamlech och d'Fro, firwat den Haapterwerbsbauer genau deeselwechten niddrige Plaffong kritt wéi den Niewenerwerbsbauer.

Den Niewenerwerb ass an eisen Aen net onbedéngt op Maschinnen ugewisen. Hie kéint och vun engem iwwerbetriebeche Maschinnenasaz vun engem Haapterwerbsbauer profitéieren. Den Här Minister konnt eis net direkt erklären, firwat keen Ennerscheid tëschent Haapt- an Niewenerwerb géif gemaach ginn. Hie sot awer allgemeng, et wär eng Spuermesure. An och dësen Amendement ass du refuséiert ginn.

Bei de Maschinnen ass et och derwärt ze kucken, wéi eng iwwerhaupt kënne subventionéiert ginn. An d'Evolutioun mat den ënnerschiddlechen Erklärungen, wéi d'Lescht vun den éligibele Maschinnen opgestallt gétt, ass och ganz interessant, well den Här Minister schonns e puermol do seng Meenung geän-

tert huet. D'Maschine sollen am Prinzip innovativ an ëmweltschonend sinn.

Well mer hei zu Lëtzebuerg vill Gréngland hunn, wat fir d'ëmwelt wichtig ass, hate mir am September d'lescht Joer schonns an enger Kommissiounssetzung gefrot, firwat keng Grénglandmaschine virgesi wäire fir ze féieren. D'Erklärung vum Här Minister deemools: „Dës sinn exclu, well et Standardmaschine sinn.“ Déi géif de Stat net subventionéieren.

Enn Januar 2016 dunn ass d'Lescht adaptéiert ginn. Zu eiser Freed waren och d'Nosot- an d'Sotmaschine fir d'Gréngland op eemol éligibel, och nach anerer. Awer dat Besch war u sech déi nei Begrënnung vum Här Minister: „Fir datt jiddwereen eppes ka kréien. Dofir sinn dës Maschinnen derbäikomm.“

Do hate sech d'Vuen awer innerhalb vu kuerzer Zäit komplett geännert, vun der Ausso „Standardmaschine ginn net subventionéiert“ bis hin zu „jiddweree soll eppes kréien“. Mir hunn natierlech näischt dergéint, mä et ass awer bal konsequent inkonsequent. No wéi enge Kritären ass dann elo dës Lescht opgestallt ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Interpellatioun iwwert d'Landwirtschaft war ech och op d'Fro agaan: Wou gehéiert de Bauerhaff an Zukunft hin? Als CSV hu mer kloer gesot, datt, wann en am Duerf wëllt bleiwen, soll en och kënnen am Duerf bleiwen,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- ...mä datt de Bauer ëmmer manner am Duerf gelidde gétt, duerch grouss Maschinnen, duerch Geruch, duerch Kaméidi, an datt mer dofir och all Aussiedlerhaff sollen a mussen ënnerstëtzen an u sech net onnéideg ploen.

Ech wëll hei awer nach eng Klammer opmaachen, och wann et net direkt eppes mam Agrargesetz ze dinn huet. Ech wëll hei nach eemol drop hiweisen, datt zu all Aussiedlerhaff mat Déieren am Prinzip och een Haus gehéiert. An als CSV kënne mer déi zum Deel wierklech bal bauerveruechtend Aussoen, déi heiansdo an de Kommissiounen zu deem Thema gemaach ginn, net esou akzeptéieren. A mir erwaarden eis wierklech vum Landwirtschaftsminister, och wann hie seet, hie wär vläicht net direkt heifir zoustänneg, datt hie beim Naturschutzgesetz de Baueren hir Interessen an dësem Punkt vertritt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech kommen dann erëm bei den Aussiedlerhaff u sech. Dës Betriber hu ganz aner Käsche wéi en normale Betrib, virun allem Infrastrukturkäschen ze droen. Am leschten Agrargesetz sinn dës Käschen zu 75% iwwerholl ginn. Dëst ass anscheinend elo net méi méiglech. Mir haten och gefrot, fir dës Infrastrukturkäschen zumindest aus dem Plaffong ze huelen. Antwort: neen.

De maximale Plaffong, Dir Dammen an Dir Hären, dee laang net jiddweree kritt, geet net duer, fir eng Aussiedlung mat de kompletten Infrastrukturkäschen ze finanzéieren! Och hei stellt sech d'Fro: Wou ass d'Konsequenz vun der Politik? Entweder mir wëllen nach Baueren, déi aussidelen, déi sech nei installéieren, da muss mer dat och erméiglechen, oder mir wëlle keng méi. Da soll d'Politik och de Courage hunn, dat ze soen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Als CSV si mer eis bewusst, datt mer dës Betriber brauchen. An dofir hu mer een Amendement proposéiert, fir de Plaffong ëm 20% ze majoréieren. Mä och deen Amendement ass refuséiert ginn. Enner anerem krute mer gesot, et wär net am PDR virgesinn. Mä da muss ech soen: Hackerstiwel, dann hätt et do misse virgesi ginn! Well wien huet de PDR gemaach?

(Interruption)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Hackerstiwel!

(Interruptions)

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Här President... Ass et nach ëmmer Här? Jo. Dir Dammen an Dir Hären...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madamm Hansen, do sinn der e puer iwwer e gudder lëtzebuergeschen Ausdrock erstaunt,...

► **Une voix.**- Hackerstiwel.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...an deen och, mengen ech, hei salonfäeg ass.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Dat ass näischt Schlämmes.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Dee passt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Et ass näischt Schlämmes.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Wirtschaftlechkeet vun eise Betriber ze féieren, gehéiert et och derzou, fir d'Käschen net onnéideg an d'Luucht ze setzen, virun allem duerch speziell Virschrëfte beim Bauen, an dat erëm eng Kéier virun allem an der Zone verte. Zum Beispill d'Daachneigung, d'Ausrichtung vu verschiddene Gebaier an esou weider. Dës zum Deel net ëmmer komplett novollzéibar Virschrëfte si bis elo nach akzeptéiert ginn, well si am leschten Agrargesetz zu 75% subventionéiert gi sinn a well se net vum Plaffong erofgaange sinn, well kee Plaffong do war. Dës méi héich Subventionéierung ass elo anscheinend net méi machbar.

Als CSV hu mer op dës Problematik schonns e puermol higewisen. Et ass net akzeptabel, datt duerch esou zum Deel net novollzéibar Oplagen d'Käschen onnéideg eropgesat ginn an d'Rentabilitéit erof. An deem Sënn déposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun, eis zweet, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir eng Analys ze maache vun de Virschrëften an Oplage beim Bauen an der Zone verte, virun allem och vun deenen iwwer eng besser Integratioun an d'Landschaftsbild, fir dës ze objektivéieren an op e Minimum ze reduzéieren.

Wann ech gelift!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que les agriculteurs sont confrontés à des coûts supplémentaires liés aux obligations imposées en raison des contraintes environnementales ou d'intégration de constructions agricoles dans le paysage et ceci surtout en zone verte;

- constatant que ces obligations augmentent substantiellement les coûts de production en agriculture;

- déplorant que la plupart des ces investissements non productifs ne bénéficient plus d'un taux d'aide spécifique dans la nouvelle loi agraire;

invite le Gouvernement

- à faire le point des obligations relatives aux autorisations de construction en zone verte;

- à réduire les contraintes environnementales et en matière d'intégration paysagère des bâtiments agricoles en zone verte à un stricte minimum.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Aly Kaes.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären, vun den Investissements non productifs, déi kënnen zousätzlech gefördert ginn, waren am Ufank just Clôturë ronnderëm iergende Waasser virgesinn.

(Brouhaha et interruptions)

Sou, schonns am September hat den Här Minister eis versprach, si géifen nei Piste sichen. Am Februar dëst Joer hu si dunn eng zousätzlech Investitioun virgesinn: De Bäihëllesaz gétt ëm 20% erhéicht fir Güllebehälter, Siloen, etc., déi mat engem Reservoir ausgestatt sinn, deen en Detektiounssystem géint Fuitten huet, an dëst, wann de Betribsleeder vun Agrarëmweltmoosname profitéiert. Wou elo genau hei dee kausalen Zesammenhang ass, dee laut EU gefuerdert ass tëschent der Investitioun an den Agrarëmweltmoosnamen, weess ech net, mä schéi wär et, wann zumindest dat méiglech wär.

Dofir eng éischt Fro un den Här Minister: Ass mëttlerweil mat der Kommissioun ofgekläert ginn, datt dës Bäihëllef esou méiglech ass? Wa jo, da géif ech awer och gär vum Här Minister wëssen, firwat net nach aner Méiglechkeeten ausgelot gi sinn, well an enger Kommissiounssetzung krute mer gesot, et géifen nach aner Méiglechkeete bestoen.

Dofir, Här President, déposéieren ech am Numm vun der CSV eis drëtt Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir genau ze analyséieren, esou wéi versprach, wéi eng Investissementer, déi duerch speziell Oplagen noutwendeg sinn, nach kënnen zousätzlech gefördert ginn, an da bei Bedarf d'Gesetz unzepassen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- déplorant que les mesures d'intégration en zone verte, subventionnées dans l'ancienne loi agraire comme investissements non productifs à raison de 75%, ne bénéficient plus d'un taux d'aide spécifique dans la nouvelle loi agraire;

- rappelant que Monsieur le Ministre de l'Agriculture avait promis vouloir analyser s'il n'existe pas d'autres moyens de subventionnement pour des



investissements dus à des contraintes spécifiques (environnementales et d'intégration paysagère, etc.);

invite le Gouvernement

- à entamer dans les plus brefs délais cette analyse et de modifier, le cas échéant, la nouvelle loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

(s.) Martine Hansen, Aly Kaes.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Wann ech gelift!

Mir mussen d'Villfältgkeet, Innovationen, Alternativen fördern, an den Ae vun der CSV deen drëtter wichtige Punkt, fir d'Wettbewerbsfähigkeit vun eiser Landwirtschaft ze fördern. Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg eng villfältig Landwirtschaft. Mir hunn och vill Produktiounen, wou mer wäit ënnert dem Selbstversorgungsgrad leien. Dës solle speziell ënnerstëtzt ginn. Gëtt dat mat deem Agrargesetz gemaach?

(Interruption)

An eisen Ae sinn zumindest nach vill Verbesserungen méiglech. Ech fänken emol bei de Selektionskriterien un.

Firwat, wa mer Produktiounen wëlle fördern, wou mer hei zu Lëtzebuerg keen héije Selbstversorgungsgrad hunn, firwat dës net zousätzlech mat enger méi héijer Punktzuel bewäerten? Am Moment ginn dat fënnf Punkten. Bio kritt zum Beispill direkt 15 Punkten a wärscheinlech nach déi fënnf derbäi. 15, ech muss soen, dat ass dräimol de Bachelor u sech, well e Bachelor, dat ginn och nëmme fënnf Punkten.

Als CSV bedauere mer dat. Mir fannen et sënnavoll a gutt, de Biobetriebe bei de Flächeprimen, den Agrarökosystemmoosname méi grouss Entschiedungen ze ginn. Firwat awer esou staark gewicht bei de Selektionskriterien fir Investissementer, well mir brauchen déi zwou Landwirtschaften a mir brauche virun allem och déi, wou de Selbstversorgungsgrad hei zu Lëtzebuerg nach net erreecht ass, wéi zum Beispill och Geméisbau, Geflügelproduktioun an esou weider.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- En zweete Punkt zur Villfältgkeet vun de Betriber ass u sech d'Schwéngsproduktioun. Bei den Investitionsbäihëlfe bei de Schwäi ginn an deem Gesetz just nach geschlossene Betriber bei der Schwéngsmaascht an Zuchtbetriber gefërdert. Wann dës elo aus ideologesche Grënn de Fall wär, da misst d'Politik dat och bei anere Produktiounen maachen. Mécht se net, ass och gutt esou! Et schéngt also net Ideologie ze sinn.

Ech verstinn och, dass d'Regierung seet, si wëllt net déi grouss Maaschtbetriber staark subventionéieren. Mä firwat ass net un déi aner Betriber geduecht ginn? Mir hunn zum Beispill kleng Maaschtbetriber, déi vläicht eng eegen Hampeproduktioun mat Direktvermarktung maachen. Dës Betriber hu ganz dacks scho vill verschidde Produktionsrichtungen an déi kënnen net och nach Sai halen. Wat ass da schlecht dobäi, wann esou e Betriber zum Beispill bei engem Lëtzebuerg Zuchtbetrieb seng Fierkel akeeft? Ech hat den Här Minister an der Kommission gefrot. Dat ass u sech net méiglech, da gëtt en net subventionéiert. Mir brauchen awer och dës Betriber fir eng villfältig Landwirtschaft. Firwat ass hei keng Léisung fonnt ginn?

Och do erëm eng Kéier kann een d'Fro stellen: Ass dat eng konsequent Politik? Eisen Amendement ass op jidde Fall refuséiert ginn.

Am Sënn vun der Ennerstëtzung vu klengen Betriber, vu Betriber mat Alternativen, wär et och sënnavoll gewiescht, d'Mindestinvestitionszomm bei de Biens meubles erofzesetzen. Als CSV hate mer en Amendement proposéiert, fir dës op 3.000 Euro ze setzen. En ass refuséiert ginn. Firwat? Mir hu mat de Leit geschwat. Et ginn Investissementer, zum Beispill am Wäibau, och bei der Direktvermarktung, déi manner wéi 5.000 Euro kaschten. Firwat net och déi ënnerstëtzen? Budgetär Grënn kënnen jo bal net d'Ursach sinn. Firwat dann?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen eis all Moyene ginn, fir Alternativen, Innovationen an eiser Landwirtschaft ze fördern. Eng innovativ, nohalteg Landwirtschaft ass nëmme méiglech, ech hat et schonns bei der Interpellatioun gesot, wa mer et fäerdegbréngen, fir alleguer d'Akteuren aus dem Beräich vun der Landwirtschaft méi no beieneenzebréngen an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, fir an enger strukturierter Organisatioun un engem gemeinsame Problem zuesammenzeschaffen, fir innovativ Léisungen ze fannen.

D'Kommission gesäit heifir déi sougenannt PElen, Partenariats européens d'innovation vir. Als CSV begreisse mir et ausdrécklech, dass dës och an eiselem Agrargesetz virgesi sinn. Déi sougenannt Grupp operationnels solle sech aus alle concernéierten Akteuren zesummesetzen. Am Projet de loi war ursprénglech virgesinn, dass dozou kéinte praktesch Baueren am wäite Sënn, Fuerscher a Betriber aus dem Beräich vun der Landwirtschaft an der Alimentatioun gehéieren.

Als CSV hate mer heizou en Amendement gemaach. Mir hate gefrot, fir als méiglechen Akteur och d'Schoulen, déi mer am Beräich vun der Landwirtschaft an der Alimentatioun hunn, derbäizesetzen. Mir sinn och frou, dass dës Amendement ugeholl ginn ass, well d'Schoule si ganz wichteg Akteure beim Wëssenstransfer an domadder eng Hëllef, dass d'Innovationen um Terrain ukommen.

Den urspréngleche Projet de loi hat och virgesinn, dass e Projet am Kader vum PEI kéint em zwee Joer verlängert ginn; normalerweis dauert en dräi Joer. Mä fir d'Verlängerungsphas ware keng Sue virgesinn. Dat war vläicht vergiess ginn, ech weess et net, logesch wär et op jidde Fall net gewiescht. Als CSV hate mer dofir och heizou en Amendement gemaach, dass fir dës zousätzlech accordéiert Lafzäit vum Projet och kéinte maximal 200.000 Euro accordéiert ginn. Och dës Amendement ass ugeholl ginn, wat eis am Sënn vun enger nohalteger, innovativer Landwirtschaft natierlech freet.

Op deser Plaz wëll ech awer nach eemol un eis Motioun erënneren iwwert de Kompetenzzentrum, dee soll um neie Site vun der Akerbauschoul entsto. Dës Motioun war eestëmmege ugeholl gi bei den Debatten zum Budget vun leschte Joer. Et wär schéin, wann den Här Landwirtschaftsminister eis kéint iwwert den aktuelle Stand vun de Planungen informéieren.

Fir eng nohalteg Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg ze behalen, brauche mer - an dat ass an eisen Aen de véierte wichtige Punkt am Agrargesetz - jonk, motivéiert, gutt ausgebildete Jongbaueren a Meedercher, déi e Betriber iwwerhuelen oder grënnen. Mir mussen si speziell ënnerstëtzen. Si mussen fir eis Prioritéit hunn. An dofir hu mer et als CSV net akzeptabel fonnt, dass de Minister a sengem Projet de loi virgesinn hat, fir genau hir Bäihëllef ze kieren, dee Minister, deen och ëmmer seet: „D'Jongbauere si prioritär.“ Do kann ech dann erëm eng Kéier no der Konsequenz vu senger Politik froen!

Mir haten och heizou en Amendement gemaach an ech si frou, dass deen ugeholl ginn ass an dat mer esou dës geplangte Kierzung konnte verhënneren.

Als CSV hu mer nach eng Partie Problemer, well mer wierklech der Meenung sinn, dass mer déi Jonk mussen zousätzlech ënnerstëtzen. Ech zielen der elo just véier hei op, iwwert déi zumindest misst nogeduecht ginn:

1) An eisen Ae muss séchergestallt ginn, dass e jonke Mënsch, dee kee Betriber vun doheem aus huet, sech och kann installéieren. Mir brauchen esou Quereinsteiger. An der Schoul hu mer och ëmmer méi Jugendlecher, déi net Bauer sinn, déi et awer léieren. Ech si mer net sécher, ob dese Projet de loi dës genuch berücksichtegt.

Mir kruten zwar gesot, mir kéinten eise Kapp a Rou leeën, d'Gesetz géif alles hierginn. Ech maachen awer e waarmen Appell un de Minister, fir dese jonke Leit keng onnéideg Steng an de Wee ze leeën: Zum Beispill muss den Standarddeckungs... - Standardoutput, ech sinn nach ëmmer am leschten Agrargesetz -, de Standardoutput laut Projet de loi schonns bei der Date d'installation nogewise ginn. Wéi kann een dat maachen, wann ee bei null ufänkt? Wéi kann den Investitionsplaffong no den Aarbechtskräfte berechent ginn, wann ee bei null ufänkt? Dann huet ee jo keen! Wéi kann een dat maachen? Wéi kann dat interpretéiert ginn? Hei muss Léisung fonnt ginn!

2) D'Installatioun vu jonke Leit däerf och net onnéideg verkomplizéiert ginn. De Projet de loi gesäit vir, dass, wann e Betriberplang vun engem jonke Bauer keng zweet Installatioun vun engem anere virgesäit, dass dës kann eréischt no zéng Joer gemaach ginn. Als CSV si mer der Meenung, dass mer déi Jonk eisichter sollen ënnerstëtze wéi bremsen. Et weess een net ëmmer alles zéng Joer am Virus! Dofir hate mer och hei en Amendement gemaach, fir vun zéng op fënnf Joer erofzuegoen - deen zweete jonke Bauer muss jo schliisslech och e Betriberplang maachen -, mä och deen ass net ugeholl ginn, well et wär net am PDR virgesinn. Erëm eng Kéier: Wien huet de PDR gemaach?!

3) Dann, de Mindestalter bei der Installatioun: De Projet de loi gesäit vir, dass e jonke Bauer sech eréischt ab dem Alter vun 23 Joer kann installéieren. Dës ass duerchaus sënnavoll. Bis da kann ee genuch Erfahrung sammelen, säi Betriber richteg kenneléieren, och déi wirtschaftlech Situatioun, an en esou besser aschätzen.

Mä mir hate gefrot, ob et net méiglech wär, fir an Ausnahmefäll - zum Beispill beim Doud vun Betribsleeder oder schwéierer Krankheet, leider kënn dat nach ëmmer vir - eng Méiglechkeet virzugesinn, dass de Minister an esou Fäll kéint eng Derogatioun accordéieren. Och de Statsrot hat heirobber higewisen. De Minister mengt awer, dass dat net noutwendeg wär.

4) Dann d'Ausbildung: De Bauereberuff ass e komplexe Beruff. De Bauer ass Betribsmanager, muss vill Constraint kennen, muss säi Betriber plangen, déi jeeweileg agrarpolitesch Bestëmungen ëmsetzen, hie muss awer och seng Produktiounen kënnen plangen, duerchféieren an am beschte seng Produkter nach verkafen. Am Projet de loi steet - esou wéi zënter ewegen Zäiten, mä d'Zäiten änneren! -, dass den DAP agricole „ou autre“ duergeet, fir e Betriber ze leeden, fir Bäihëlfe als Haapterwerbsbauer ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, en DAP agricole huet, well een domadder kann e Betriber leeden, a senger Ausbildung eng ganz Partie Économie rurale um Programm. Hie léiert, wéi d'Wirtschaftlechkeetsberechnung gemaach ginn, hie léiert, wéi d'europäesch an national Bestëmungen sinn a wéi se sollen ëmgesat ginn, hie léiert seng Buchführungsresultater interpretéieren an esou weider.

Dës ass an aneren DAP-Ausbildungen net de Fall! Mat deem Gesetz erlabe mer elo awer erëm, dass zum Beispill den DAP-Coeffeur kann als Haapterwerbsbauer ënnerstëtzt ginn!

Dës entsprécht net méi den aktuellen Uspréchen an der Landwirtschaft. De Bauer huet eng grouss Verantwortung a puncto Émwelt, a puncto Liewensmëttelproduktioun, a puncto Déieren, a puncto Rentabilitéit. De Minister huet d'Beispill vum Quereinsteiger erwänt, dofir misste mer all DAP zouloossen. Quereinsteiger, jo! Ganz dacks si se motivéiert, engagéiert Leit, mä eng gutt Ausbildung ass och bei hinnen erfuerderlech.

A wann e Quereinsteiger mat engem méi héijen Diplom wëllt Bauer ginn, da klappt dat och meeschtens ouni Problem. Awer um niddregsten Niveau, deen d'Gesetz virgesäit, do soll de Minimum en DAP agricole sinn an net soss eppes, virun allem well mer elo mat der Berufsausbildung iwwert d'VAE d'Méiglechkeet hunn, en DAP agricole unerkennen ze loossen, wann ee genuch Berufserfahrung huet. A villen anere Beruffer brauch een eng Meeschterprüfung, fir e Betriber opzemaachen. Ee landwirtschaftleche Betriber ass komplex. Dës soll d'Politik och wëssen!

Mir mussen d'Regionalitéit fördern. D'Vermarktung, d'Veraarbechtung, Informatioun a Promotioun si wichteg Eckpunkten - dee leschte Punkt, op deen ech de Mëtteg wäert agoen a puncto Wettbewerbsfähigkeit vun eiser Landwirtschaft.

Eis Bauere si bei ville Produkter net direkt konkurrenzfähig mat anere Länner, dës aus ënnerschiddleche Grënn. Dofir ass d'Regionalitéit e Mëttel, wou de Bauer op där enger Säit méi e grouse Mehrwäert kann erzielen an de Konsument op där anerer Säit Virdeeler huet, andeems en net muss op anonym Produkter zréckgräifen, wou en net weess, wéi a wou se produzéiert gi sinn. Dofir soll de Stat mam gudde Beispill a senger Restaurante virgoen an och keng onnëtz Bremsen abauen. Hei ass nach vill Spütt!

Här President, och heizou déposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, ze analyséieren, wat genau misst geännert ginn, fir kënnen méi regional Produkter an eise staatleche Kantinnen unzebidden, fir all Hindernisser aus dem Wee ze raumen, an awer och froen, dass de Minister eis de Cahier de charge presentéiert, vun deem hie schonns ee Joer laang seet, dee géif ausgeschafft ginn. Gläichzäiteg soll d'Regierung d'Méiglechkeet analyséieren, fir eng Plattform mat den Akteuren aus der Landwirtschaft, der Vermarktung an der Veraarbechtung ze grënnen, mam Zil vun enger besserer regionaler Veraarbechtung a Vermarktung.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- constatant que l'agriculture luxembourgeoise produit des aliments de qualité;

- constatant que les raisons de la présence insuffisante de produits du terroir dans la restauration collective sont multiples;

- constatant que beaucoup de restaurants collectifs sont organisés sous la responsabilité de l'État et financés par les deniers publics;

- estimant que les opérateurs de ces structures de restauration devraient davantage s'approvisionner en produits régionaux voire luxembourgeois;

invite le Gouvernement

- à analyser par quels moyens on pourrait promouvoir et augmenter l'utilisation de produits du

terroir et de produits régionaux luxembourgeois dans la restauration collective;

- à présenter dans les meilleurs délais un cahier de charge type pour la restauration collective qui relève sous une forme ou une autre de la responsabilité de l'État, afin d'augmenter l'utilisation de produits indigènes dans ces établissements;

- à éliminer tous les obstacles qui entravent l'approvisionnement en produits d'origine luxembourgeoise dans les structures publiques telles que crèches, écoles, hôpitaux, maisons de retraite, etc.;

- à analyser la possibilité de la création d'une plateforme nationale où seraient regroupés les acteurs du secteur agricole et les acteurs de la transformation de produits agricoles ainsi que de la distribution et dont le but serait la promotion et la vente des produits et de services directement aux entreprises et aux consommateurs.

(s.) Martine Hansen, Aly Kaes.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Wann ech gelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Regionalitéit ze fördern, brauche mer awer hei zu Lëtzebuerg déi deementsprechend Veraarbechtungs- a Vermarktungsbetriber. Nëmme wa mer déi behalen, wa mer där nach bäibehalen, kënnen mer déi regional Vermarktung nach weider ausbauen. Den Här Minister seet dat och. Mä firwat kierzten en hinnen dann de maximale méigleche Bäihëlfe? De maximale Plafong ass zwar no laangem Hin an Hier gehéicht gi vun 10, wéi et ursprénglech am Projet de loi virgesi war, op 15 Milliounen, wat mer natierlech begreissen. Mä de maximale Bäihëlfe ass vu 35, esou wéi et am leschten Agrargesetz virgesi war, op 30 erofgesat ginn! Obwuel d'EU 40% virgesäit a mer soen: „Regionalitéit ass wichteg“!

Mir haten als CSV en Amendement proposéiert, fir en erëm op 35% ze setzen. Do hätte jo kënnen Konditionen dru geknäppt ginn: nei Produkter, nei Veraarbechtungsmethoden, innovativ Iddien. Mir haten och gefrot, dass de Mindestmontant, ab deem eng Bäihëlfe ka bezuelt ginn, soll vu 75.000 op 50.000 erofgesat ginn. Och méi kleng Investissementer solle kënnen gefërdert ginn. Dës Amendementer si refuséiert ginn. D'Argument war: politesch Décisioun. Mä wann et op där enger Säit de politesche Wëllen ass, fir d'Regionalitéit ze fördern, da kann et net op där anerer Säit d'politesch Décisioun sinn, fir u sech de Contraire ze maachen. Och do: Wou ass d'Kohärenz?

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Zu der Fërdderung vun der Regionalitéit gehéiert déi deementsprechend Fërdderung vun der Promotioun, vun der Informatioun. Ech hat et schonns op deser Plaz gesot: Vill Konsumenten mengen, si géifen d'Landwirtschaft kennen. Mä si kenne se net. D'Kluft tëschent deem, wat de Konsument mengt, wat d'Landwirtschaft ass - Biller vu fréier, Reklamme mat nostalgische Biller -, an deem, wat d'Landwirtschaft a Realitéit ass, gëtt ëmmer méi grouss.

En trauregt Beispill, wat dës Ausso ënnermauert, sinn d'Reaktiounen op d'Werbeaktioun vum Landwirtschaftsministère, déi bestëmmt gutt gemengt war, op der Foire mat hirer Kou „Rosette“. E groussen Deel vun eiser Gesellschaft ass wäit fort vun all Realitéit, wann ech wierklech deen - pardon - „shitstorm“ kucke vu Reaktiounen an de soziale Medien. Mir mussen dréngend duerch eng geziilt Informatiounsoffensiv probéieren, de Konsument opzeklären, d'Kluft tëschent sengem Bild vun der Landwirtschaft an der Realitéit ze reduzéieren!

Nëmme dann, wann de Konsument d'Landwirtschaft a Realitéit kennt, nëmme dann da kann hie se verstoen an och akzeptéieren. Dës ass deen eisichte Schratt, dee muss gemaach ginn, wou muss dran investéiert ginn, fir dass eng geziilt Promotioun vun eise regionale Produkter ka gräifen. An heimadder muss schonns bei de Kanner u sech an der Grondschoul ugefaange ginn, do ka villes richteg an och falsch gemaach ginn.

An deem Sënn deposéieren ech am Numm vun der CSV seng lescht Motioun fir haut.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Hei fuerdere mer d'Regierung op, fir eng Informatiounscampagne iwwert d'Liewensmëttelpro-

duktion an d'Landwirtschaft ze lancéieren, fir zesumme mat den Akteuren aus der Landwirtschaft an dem Educatiounsministère ze kucken, wéi dës Informatiounscampagne, wéi dës Matière an de Schoulprogramm kann integréiert ginn, a fir ze analyséieren, fir d'Kooperatioun mat de Fermes pédagogiques oder mat anere landwirtschaftleche Betriber am Kader vun der Grondschoul auszubauen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- constatant que la perception des consommateurs à l'égard de l'agriculture diverge très largement de ce qui représente l'agriculture en réalité;

- estimant que les modes de production de l'agriculture au 21^e siècle sont seulement acceptés par les consommateurs si ces derniers ont pris conscience et connaissance de ces modes de production;

- estimant qu'il importe de familiariser les enfants dès le plus jeune âge avec les procédés d'agriculture;

invite le Gouvernement

- à organiser une campagne d'information sur la production alimentaire et le secteur de l'agriculture;

- à analyser avec les acteurs du secteur agricole et les responsables du Ministère de l'Éducation nationale comment cette matière pourrait être intégrée dans le programme officiel de l'enseignement fondamental;

- à analyser une collaboration accrue avec les fermes pédagogiques ou toutes autres exploitations agricoles qui souhaitent accueillir des groupes d'enfants dans le cadre de leur activité scolaire dans le but de leur faire découvrir le milieu agricole afin qu'ils comprennent mieux les processus de la production alimentaire.

(s.) Martine Hansen, Aly Kaes.

Fir esou eng Promotiouns- an Informatiounscampagne kënnen geziilt ze fërderen, an deem Sënn hate mer als CSV en Amendement gemaach, fir de Spillraum, deem d'EU-Reglementierung eis léisst, auszenotzen. Mä leider ass och dësen Amendement vun de Majoritéitspartei refuséiert ginn.

Ofschléissend wëll ech nach eemol widerhuelen, datt dat, wat als Ziler ugekënnegt gëtt, leider net konsequent an der Politik probéiert gëtt ëmzesetzen. Mir brauchen awer e konsequent Virgoe fir d'Erhale vun eiser Landwirtschaft! D'Politik muss sech dären wierklech bewusst sinn a si muss alles drusetzen, fir dee fir eis Gesellschaft wichtige Wirtschaftssektor ze erhalten, an net, fir en an de Koma falen ze loossen!

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Edy Mertes fir d'DP.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ech kréien en „n“...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Oh! Entschëllegt, Här Mertens, ech hat den „n“ vergiess.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Einfach esou!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et kënnt mer net méi vir! Ech hat Här „Mertes“ gesot. Also, Dir hutt eng zegutt!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Merci, Merci! Also, och vläicht net elo eng Minutt, fir ze schwätzen, well ech mengen, esou laang dauert et awer net.

Also mir stëmmen haut dëst Agrargesetz an enger Zäit - an ech mengen, datt ass och eis opgefall, Madamm Hansen, och an der DP an deenen anere Partei vum der Koalitioun -, wou et eise Baueren erëm eng Kéier ganz schlecht geet. An et kann ee wierklech soen „ganz schlecht“. Déi aktuell Maartpräisser, besonnesch déi vun der Mëllech an dem Fleesch, erlaben et hinnen net, genuch ze verdéngen. Et geet souguer esou wäit, datt vill Betriber Problemer hunn, hire Prêt zrëckbezuelen. D'Schéier tëschen deem, wat eis Bauere verdéngen, a vergläichbare Secteuren an eiser Gesellschaft geet nach weider auserneen. An deem Kontext verstinn ech d'Verzweiflung a souguer d'Roserei vu verschiddene Baueren.

An ech mierken dat och a mengem Ëmfeld, ech wëll dat emol kloer soen. Do, wou ech hierkommen, si ganz vill Baueren. Ech mengen souguer, meng Nopeschgemeng, déi huet déi meescht Baueren aus dem Land, prozentual gesinn. Ass et esou, Emile? Ech mengen, dat

stëmmt. An do hunn ech och nogelauschert an all dräi Zäit, déi et elo gedauert huet mat deem Agrargesetz, wat déi Bauere soen. An ech sinn elo awer iwwerglücklech, datt mer an Zukunft mat der Madamm Hansen wahrscheinlech e Kommissär wäerte kréien oder e Spezialist - a si ass jo awer e Spezialist -, deen eis do kann hëllefen, eppes ze maachen!

Well ech hu mer och Zäit geholl, wéi ëmmer a menge schlaflosen Nächten, nozeliesen, an ee ganz gudden Artikel hunn ech fonnt, dee stoung vum Här Fischler am „Luxemburger Wort“. An do schreift deen dran - dee wor Kommissär, ech mengen zweemol, als Expert fir Landwirtschaft -, deen hat keng richtig Solutioun fonnt. An dofir sinn ech awer frou, datt mer da wahrscheinlech wäerten déi richtig Solutioun fannen, well ech mengen, x Leit hu sech ewell un deem do Secteur d'Zänn ausgebass! Well op där enger Säit schwätzt dee vun engem Präis, dee ginn ass, en Trendpräis, an da kënnt erëm eng Volatilitéit dran - wat dann dorëmmer um Maart geschitt. Also et schéngt a sech eng ganz komplex Geschicht ze sinn, an dat deet mer leed fir eis Baueren!

Ech wëll awer elo hei profitéieren, fir eppes riichtzestellen. Ech maachen et net gär, mä ech hu mer awer erlaabt, och Zuele virzeféieren, well mir jo erëm eng Kéier hei jéimeren a jéimeren zu Lëtzebuerg. Nu jee, dat ass eise Plang, dee mer opstellen, eist Agrargesetz, wat mer wäerte versichen ze stëmmen. Mä ech kucken awer och emol eng Kéier, wéi et op anere Plazen ass, fir datt d'Leit dobaussen net opgestéppelt gi géint d'Baueren, beileiwen net, dat si meng beschte Frënn! Also ech kenne se an ech hu vill, vill Jore bei de Bauere geschafft. An ech si 15 bis 20 Joer mam Véidokter ënnerwee gewiescht. Also ech weess, wat bei de Bauere leeft.

Mä ech kann Iech och nach eng kleng Geschicht, ier ech ufänken, verzielen, well ech esou vill Zäit hunn. Et ass esou, datt ech, wéi ech viru 45 Joer mam Veterinär mat wor, du krus de fir eng Zuucht Fierkel, fir e Fierkel, wat sechs Wochen al war, 1.100 Frang, 800 Frang, 700 Frang. Op eemol vor de Präis erëm e bessen erop, da wor en erof. Ma ech mengen, haut kritt een nach ëmmer datselwecht. An dat ass wahrscheinlech dat, wat den Här Fischler gemengt hat mat deem Trend, dee ginn ass.

Mä d'Präisser säit 40 Joer an der Landwirtschaft hunn entweder stagnéiert oder se hunn ëmmer nëmmen ofgehol. Jiddefalls wor dunn och ewell geklot ginn, mä et ass, wéi d'Madamm Hansen gesot huet, eng ganz aner Struktur vun der Landwirtschaft gewiescht. Dat, wat mer elo erliewen, dat ass wierklech, mir befannen eis um Weltmaart. Also ech mengen, do ass net drun ze zweifelen!

Här President, d'Landwirtschaftskummer huet an hirem Avis geschriwwen, dës Regierung géif d'Landwirtschaft net genuch ënnerstëtzen, jo, datt si keng Prioritéit vun dëser Regierung wier, datt en Désengagement vusäit vun der Regierung festzestelle wier.

Uuni elo op den Toun vun deem Avis wëllen anzegoen, wëll ech hei awer vu vireran emol kloerstellen: Dat ass awer absolut net de Fall! Et gi knapp ënner 400 Milliounen zur Verfügung gestallt, fir eis Landwirtschaft bis 2020 ze ënnerstëtzen. Dat ass net näischt! 105 Milliounen kommen dovun vu Bréssel, de Rescht aus dem Lëtzebuurger Statsbudget. Fir een Euro aus Bréssel kommen dräi Euro aus Lëtzebuerg. Keen anert Land ënnerstëtzt seng Landwirtschaft esou vill wéi Lëtzebuerg!

Ech ginn Iech elo vläicht e blöd Beispill. Dat ass Bulgarien zum Beispill. Op dräi Euro aus Bréssel kënnt een Euro aus Bulgarien. Mä mir müssen net dohinner goen. Och Betriber hei an der Grenzregioun ginn net esou vill ënnerstëtzt wéi eis Lëtzebuurger Baueren. Zum Beispill bei den Investitiounsbäihëllefen. Ee Bauer aus der Lorraine ka maximal 40.000 Euro kréien. Bei hinne läit näamlech de Minimum éligible bei 10.000 Euro an de Maximum bei 100.000 Euro. Zu Lëtzebuerg kann awer ee grouse Betrib bis zu 1,7 Milliounen Euro fir e Subsid éligible gemaach ginn. Dat sinn 1,6 Milliounen méi wéi deisäit der Grenz!

Mat engem Taux vu 40% kann dee Bauer hei zu Lëtzebuerg da maximal - an ech betounen et nach eng Kéier, ech ënnerstelle kengem Bauer eppes, also ech weess, datt d'Zommen net duerginn -, maximal 680.000 Euro Bäihëllefen kréien. 680.000 Euro verglach mat 40.000 fir e Bauer aus der Lorraine, dat ass en Ennerscheid vu 640.000 Euro. An hei maachen ech elo wierklech kee Verglach wéi gesot mat deem Bauer aus Bulgarien, mä mat deem aus Lothringen, dat ass direkt bei der Grenz.

Ech fannen, déi Zuele muss een awer och emol kucken. Et ass jo net nëmmen, datt Spezialisten dat do kucke mam Agrargesetz. Mir hunn dobaussen och vill Leit, déi zu Polemik opgelaucht sinn, dat kennen ech alles, an déi dann do ech weess net wat mat der Landwirtschaft

maachen, ëmmer nëmme soen, et wiere Profiteuren an hin an hier, an dat si se absolut net. Also ech wëll näischt esou gesot hunn!

Wann also elo d'Landwirtschaftskummer oder een anere seet, datt eis Lëtzebuurger Bauere géifen net genuch ënnerstëtzt ginn, dann ass dat falsch. Si kënnen vläicht aneschtens ënnerstëtzt ginn, et kann een nach eppes drun änneren. Ech mengen, et ass jo ee Pull Geld do, wat muss verdeelt ginn, an dorëms geet d'Agrargesetz.

Wéinst der Dréchant an dem Präisverfall bei der Mëllech an dem Fleesch haten eis Baueren 2015 ee ganz schlecht Joer. A wat huet eise Landwirtschaftsminister gemaach - deen iwwregens och eng staark Relatioun huet zu de Baueren aus der Famill? Eischstens, en huet fir d'Eischt emol déi 670.000 Euro Direkthëllef aus Bréssel verduebelt, soudatt am Ganzen 1,34 Milliounen Euro als Direkthëllef géint d'Kris verdeelt goufen. Dee staatlechen Deel bei de Sozialbäitrag gouf erhéicht. Dat sinn nach eng Kéier 3,77 Milliounen Euro, déi d'Baueren net musse bezuelen. Fir d'Drëtt, also drëtte Punkt, fir d'Dréchant gouf eng exzeptionell Hëllef vun 9,26 Milliounen Euro deblockéiert, fir déi Betriber ze ënnerstëtzen, déi ënnert der Dréchant 2015 gelidden hunn.

Lëtzebuerg ass iwwregens dat eenzegt Land an der EU, wat 2015 esou eng Hëllef ausbezuelt huet. Mam neien Agrargesetz wäert dat iwwregens och an Zukunft nach méiglech sinn.

Véiertens, d'Primmen an d'Hëllef goufen zu engem groussen Deel éischer ausbezuelt, fir de Liquiditéitsproblemer vun de Betriber Rechnung ze droen an deem entgéintekommen, sief dat d'Basisprimm oder d'Indemnitéit compensatoire. D'Leguminoseprimm, de Jongbaurenzuschlag an de Sold vun der Basisprimm missten och elo an deenen nächsten Deeg op de Konten ukomm sinn.

Dir gesitt, et gouf alles ënnerholl vun dëser Regierung, fir datt d'Baueren, trotz dem Retard vun dësem Gesetz, regelméisseg Zuelunge kruten, bis elo nach an de Summer eran.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Niewent dëse finanziellen Direkthëllefen, fir den akute Liquiditéitsproblemer entgéintzewierken, goufen awer och ganz vill strukturell Mesurë beschloss, déi eise Betriber aus der Kris hëllef sollen. Eischstens mat der Steuerreform kënnt och méi e flexibel „carry back, carry forward“-Prinzip, soudatt d'Bauere schlecht Jore mat gudder kompenséiere kënnen.

Zweetens, de Ministère schafft un engem Cahier des charges, fir datt Lëtzebuurger Produiten an eise Kantinnen, Maison-relais, Klinicken, Schoulen d'Regel ginn an net méi d'Ausnam sinn.

D'Promotioun vun eise Produiten - drëttens - ass zur Prioritéit vun Landwirtschaftsministère erkläert ginn. Dat ass dat, wat ech geschter am „CSV-Profil“ gelies hu vun der Madamm Hansen, wou se dat jo och gefuerdert huet. An dat ass och normal, dat froen d'Leit dobaussen no. Dat ass hinnen total onverständlech. Et muss een awer erëm wëssen, ech weess net, wéi dat rechtlech ass am Commerce, datt mer eis natierlech op engem offene Maart befannen. Mä ech mengen awer, wa mer d'Gemeengen dozou stimuléieren an och d'Klinicken dozou intervenéieren, kënnen mer awer wahrscheinlech eppes maachen, well mir kënnt et op alle Fall vir, datt an deem Land, wou ech ganz dacks sinn a laang wor, dat datselwecht ass.

Véiertens, d'finanziell Mëttele fir d'Bekämpfe vun der IBR-Krankheit bei de Randbéische gëtt erhéicht. Dat ass eng Krankheit, déi d'Loftweeër betrëfft. Ech mengen, et ass e Virus, wou Prouwe gemaach musse ginn, wat relativ deier ass, deemno aus wat fir engem Land dat Véi kënnt oder a wat fir e Land et geet.

Am grouse Ganze sinn hei iwwer 14 Milliounen Euro agesat ginn, fir de Baueren direkt ze hëllefen. Keen anert Land an Europa huet esou héich Hëllefen deblockéiert, fir senger Landwirtschaft ze hëllefen. Ech fannen, wann een dës Zuelen hei héiert, kann een awer wierklech net behaupten, d'Landwirtschaft wär der Regierung egal.

Här President, datt eis Landwirtschaft op finanziell Ennerstëtzung ugewisen ass, ass nun eemol ee Fakt. An dat kann een net vun haut op muer änneren, well wa mir muer géifen ophalen, déi Landwirtschaft hei am Land ze ënnerstëtzen, wéi bis elo, da missten déi meescht Betriber zoumaachen. Dat ass traureg. Mä dat ass awer esou.

An ech weess och ganz genau, an aus x Gespréicher, an dat geet ewell jorelaang esou, weess ech ganz genau, datt d'Baueren am léifsten op d'Subventionierungsgeschichte géife verzichten. Si wëilten am léifsten, wéi dat an anere Secteuren ass, en anstännege Ge-

steungspräis kréie mat engem Gewënn drop, wou se kéinte verkafen a wéi en anere Betrib dovun liewen. Mä leider ass dat awer net d'Realitéit. An dofir musse mir eis Landwirtschaft ënnerstëtzen, fir sécherzestellen, datt mer och nach weiderhi bei eis doheem qualitativ héichwäerteg Produite kënnen genéissen.

Firwat kritt de Bauer dann net de gerechte Präis fir seng Erzeugnisse? Do gëtt et, wéi virdu gesot, ganz vill Ursachen. Wéi vill Secteuren ass och eis Landwirtschaft een Akteur um Weltmaart. Och eis Bauere sinn ofhängeg vun de Präisser um Weltmaart. Dat hunn ech grad gesot.

Beim Mëllechpräis koum dunn de Problem wéi a China. Ech ka mech nach ganz gutt un déi Meldungen op der Television erënnern, déi Geschicht mat de Bëbeeën, déi gestuerwe si vun der Mëllech. Do gouf e groussen Import vu Mëllech gemaach. An et ass och esou, datt dat grad an enger Phas geschitt ass, wou et de Chineese finanziell besser goung, wou d'wirtschaftlech Lag besser wor. An do hat dunn eng gewësse Schicht bei hinnen..., an dat steet och am Här Fischler sengem Artikel fein dran: Déi hunn de Kéis entdeckt.

Also, neen, et ass net fir den Här Kaes!

(Hilarité)

Mä si hunn entdeckt, wéi gutt déi Produite kënnen sinn. An ech brauch Iech soss iwwert déi asiatesch lesskultur näischt ze soen. Fir si wor dat awer derwäert. An et ass immens, immens vill importéiert ginn. Et ass ewechgefall.

Dann en anere Secteur: Neiséiland. Also ech hunn do gelies an deenen Traitée vu Bréssel, ech mengen, wann Neiséiland houscht, da wackelt de Mëllech an eise Mëllechkommen. Dat huet een immensen Impakt, well déi 30% vun der Mëllechproduktioun duerstellen, weltwäit. Wat immens ass.

Dann de Russland-Embargo, deen derbäikoum. An dat spillt alles eng grouss Roll. Dat ass nun eben de Risiko, wann een op engem oppene Maart agéiert.

An da wëll ech nach just soen, ech mengen, den Här Eischen hat gesot zur Lag vun der Nation, datt se kompetitiv misste sinn, datt se vläicht net kompetitiv wieren, d'Bauerebetriber zu Lëtzebuerg. Ech mengen, si sinn et awer, well d'Mëllechbauere liwwere jo dat meescht an déi dräi Molkereien oder an d'Luxlait an dann an d'Arla an d'Lactalis. Déi liwweren dat an da beliwwere se automatesch jo de Weltmaart. 80% vun eiser Mëllech iwwregens lant do.

Dat beweist, datt mir kompetitiv sinn, jiddefalls an deem Secteur. A bei mir am Norden, do sinn d'Bedingungen ideal. Dat huet och dann - wat war dat bei där Kou do, dat weess ech net -, mä do soen ech ëmmer: Wéi aus deem schéine gränge Gras eng schéin déck, wäiss Mëllech gemaach ka ginn, dat ass jo fantastesch!

An all déi Mëllechbetriber, déi nach investéiert hunn, do hunn d'Leit sech gewonnert dobaussen, do hu se all gesot: Ma sinn déi da verreckt? Wat geet deen dann nach do investéieren, geet deen nach e Mëllechroboter kafen, e geet nach 200 Charolais-, pardon, Limousin-Kéi kafen an et geet jo biergof! Elo ginn op eemol déi Quoten, déi verschwannen. Quoten, déi am Ufank kee Mensch wollt! Et gouf gesot, déi sollen ofgeschaaft ginn an dat géif dann och iergendwéi ee Plus bedeuten. An et kënnt, mengen ech!

Wéi gesot, 80% vun der Mëllech geet op de Weltmaart. Gott weess, wat nach do geschitt. An a sengem Artikel seet den Här Fischler: „Ich bin optimistisch“, datt awer do eppes geschitt. D'Experte soen, dat zitt erëm eng Kéier un. Da sinn déi do op alle Fall do.

Mä mir kënnen et jo net maachen, wéi der fréier vill et gemaach hunn. Wou ech am Stall wor, do hunn déi gesot: „Jo, mä déi Fierkel, déi kaschte (veuillez lire: bréng) jo näischt, den Händler gëtt mer näischt! Fir déi dausend Euro! Elo halen ech mat där ganzer Produktioun op.“ Dann huet de Véidokter ëmmer gesot: „Da pass op, Marechen, well a sechs Woche steigen d'Präisser, da jäiz de, datt s de keng Fierkel méi hues!“ - „Ma da muss ech se awer séier zillen!“ Also, esou geet dat net! Vläch sinn eis Baueren, déi dann do investéiert hunn an d'Mëllechbetriber, awer gutt gestiwelt, wann et erëm eng Kéier lassgeet.

Här President, dat neit Agrargesetz ass am Fong e bessen esou wéi eis Steuerreform: D'Sue gi ganz geziilt verdeelt, an net, wéi et soss de Fall war bei aneren Agrargesetz, mat der Strenz ënnert d'Leit bruecht.

Et ass dëst eng méi nohaltege a cibléiert Approche um Niveau vun der finanzieller Ennerstëtzung. Dës Approche ass och nei. Et kann ee bal vun engem Paradigmewissel schwätzen. Mir ginn ewech vun engem rengen Subsidege-



setz zu engem Fördergesetz, dat cibléiert Ënnerstëtzen an de Vierdergrond stellt. An et ass genau déi doten Approche, déi eis Landwirtschaft brauch, wéi och ewell gesot gouf.

Ech wëll och hei nach eng aner Saach kloerstellen: Dëst Gesetz reglementéiert net, wéi eis Bauere sollen hire Beruff ausüben. Et verbitt hinnen och näischt, wéi aner Gesetzter: Naturschutz, Waasserschutz an esou virum. Dëst Gesetz setzt just Incentiven, et gëtt en Impuls, dat heescht, d'Politik stellt e Rame fir verschidde Praxissen an Hëllef, déi si da fir richtig hält: richteg fir d'Entwécklung vun de Lëtzebuurger Familljebetriber, richteg fir d'Präservatioun vun der Ëmwelt an eisem Landschaftsbild a richteg fir de soziale Charakter vun eise ländleche Géigenden.

An dat gesi vill Leit heiansdo ganz aneschtens. Wann e Bauer wëllt e Betrib mat 1.000 Kéi oprichten, da wäert déi Regierung hei hien net drun hënneren, dat ze maachen, wann et alle Regeln entsprécht. Mä am Kader vum Agrargesetz gëtt esou e Betrib nëmme bis zum festgesate Plaffong ënnerstëtzt. Déi Investitiounen, déi iwwert de Plaffong erausginn, muss de Betrib da selwer schëlleren. Dëst Gesetz ënnerstëtzt keng Agrarindustrie, mä soll e gesunde Wuesstum vun eise Familljebetriber erméiglechen. Een Haaptzill ass et och, dem Bauer säi Revenu laangfristeg ofzesécheren an de Jongbaueren ënnert d'Aerm ze gräifen, wa si e Betrib iwwerhuelen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Ënnerstëtzung vun de Jongbauere war a bleift och nach ëmmer eng Prioritéit vun der Regierung. An deem Agrargesetz kréie si um ganze Plaffong den Top-up vu 15%, soudatt si mat 55% Bähëllef bei Investitioune besonnesch gutt ënnerstëtzt ginn. Duerch dëst Agrargesetz wäert et och elo méiglech sinn, datt, wa méi Jonker e Betrib, wéi virdu gesot, iwwerhuelen, si alleguerten d'Erstinstalléierungsprimm kréien, wa si d'Konditiounen erfëllen. Dëst war am viregte Gesetz net de Fall an ass sécherlech eng Beräicherung fir eis Jongbaueren.

Well besonnesch an dese schwierigen Zäite fir d'Landwirtschaft ass et net einfach, fir Jonker nach ze motivéieren, wann déi soen: Ech lancéiere mech elo als Bauer, ech gi Bauer. Dofir muss d'Politik de richtege Rame setzen, fir datt si d'Betriber iwwerhuele kënnen. Et geet heibäi ëmmerhin ëm d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft. An, Dir wäert erstaunt sinn, jiddefalls gesinn ech der all Dag vill, vill vun de Baurejongen, vill aus der Akerbauschoul, déi ech kennen, déi sinn och déck gewëllt, de Betrib doheem viruzeféieren. An dann ass et selbstverständlech, datt mer u si denken.

Madamm Presidentin, d'Zil vum Agrargesetz ass et, eng modern, innovativ a kompetitiv Landwirtschaft ze ënnerstëtzen. Fir dëst Zil ze erreechen, goufe sechs Prioritéite festgehale: éischtens, d'Vermëttele vu Wëssen an Innovatioun, zweetens, d'Viabilitéit an d'Kompetitivitéit vun eise Betriber, drëtzens, d'Qualitéit an der Chaîne alimentaire, besonnesch wat d'Hygiène ubelaangt an de Bien-être animal, véiertens, eng nohalteg Landwirtschaft, fënneftens, eng ressourcéschonend Landwirtschaft, sechstens, d'Entwécklung vum ländleche Raum, wéi zum Beispill de LEADER-Programm an esou.

Dës Prioritéite fanne sech och an deenen neie Selektiounskritären erëm, déi agefouert goufen, fir ze definéieren, wat fir Projekte finanziell ënnerstëtzt ginn. Dës geziilt Ënnerstëtzung ass fir vill Leit eppes ganz Neies.

Also, ech muss iergendwéi awer eppes drénken.

(Hilarité)

► **Une voix.** - E Glas Mëllech.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Also, fir vill Leit ass dat eppes ganz Neies. Dofir hunn der och vill ufanks ganz kritesch reagéiert. Ech muss soen, wann ee jorelaang dru gewinnt war, datt d'Suen aneschtens verdeelt goufen, da muss ee sech elo emol dru gewinnen, datt et méi geziilt Subventiounen gëtt. Dës Method garantéiert näamlech, datt Betriber ënnerstëtzt ginn, déi deene Prioritéite Rechnung droen, déi ech elo grad opgezielt hunn. Et garantéiert awer och de Baueren, datt während där ganzer Period, wou dese PDR a Kraaft ass, genuch Suen do sinn, fir all dräi Méint Projeten ze subventionéieren.

Dat ass an anere Länner ganz anescht. Am Saarland zum Beispill gëtt e Montant festgehale, soe mer fir d'Biolandwirtschaft, da melle sech 500 Betriber. Déi 250 besch, no hire Kritären, kréien e Subsid an déi aner hate Pech! Dann ass de Buttek zou bis 2020.

Do hunn et eis Baueren awer mat deem System, dee mir hei zu Lëtzebuerg elo aféieren, vill besser. Wa si investéiere wëllen, kënnen si dat zu all Moment. A falls hire Projet éieren net zréckbehale géif, da kënnen si hire Projet och nach

eng Kéier, eng zweete Kéier presentéieren. Esou vill Flexibilitéit wéi Lëtzebuerg hei a säi Selektiounssystem agebaut huet, gëtt et bal a kengem anere Land!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ech wëll hei och nach eng Kéier betounen, datt et eng Obligatioun vu Bréssel ass, esou e Selektiounssystem anzeféieren, deen de Prioritéite Rechnung dréit an dee Limite setzt. Zu Lëtzebuerg goufe Plaffong festgehale, déi der Gréisst vun de Betriber Rechnung droen. E Betrib soll lues a lues wuessen an net méi investéieren, wéi e verkraaft kann, wat jo ganz logesch ass. Wiisst e Betrib awer duerch seng Investitiounen, esou kann een an darselwechter Period nach eng Kéier eng Investitiounshëllef ufroen, fir weider kënnen ze wuessen. Dës Step-by-step-Entwécklung vun eise Betriber ass eiser Meenung no déi richteg Approche, déi och am beschten op eis Lëtzebuurger Familljebetriber passt.

Madamm Presidentin, et ass ewell leider zur Traditioun ginn, datt Agrargesetz zu Lëtzebuerg mat Verspéidung a Kraaft trieden. Dat hu mer jo elo grad héieren. Et kann een awer weder der Regierung nach der Chamberskommissioun virwerfen, getrennt ze hunn. Ganz am Géigendeel! Kuerz nodeems de Projet de loi an der Chamber deponéiert gouf, huet d'Agrarkommissioun ugefaangen, Artikel pro Artikel ze analyséieren, ouni - wéi üblich - op den Avis vun der Kummer an dee vum Statsrot ze waarden. Dëst gouf esou gemaach, fir Zäit ze gewannen a fir prett ze sinn, wann déi wichteg Aweise kommen.

Wéi dunn den Avis vum Statsrot do war, huet et och net laang gedauert, bis déi néideg Amendementer zréck un de Statsrot gaange sinn. Zu den Oppositionsformelles vum Statsrot wëll ech dann och nach eng Kéier soen, datt dës quasi all weinst enger Jurisprudenz aus dem Joer 2014 sinn, déi et engem net méi erlaabt, verschidden Detailler a Reglementer ze schreiwen, mä obligéiert, se direkt an de Gesetz schreiwen, an d'Gesetz ze schreiwen. An deene leschten Agrargesetzter vun 2001 an 2008 war dat beim Statsrot nach duerchgaangen ouni Oppositionsformelles. Haut muss een et eben an d'Gesetz schreiwen. Jo, wat mer dann dunn och mat den Amendementer gemaach hunn.

Dir gesitt also, d'Aarbechten an der Chamber sinn net schold um Retard, deen dëst wichteg Gesetz kritt huet. Wann de Conseil zu Bréssel d'Reform vun der PAC eréischt am Dezember 2013 unhëlt, da kann een net dovun ausgoen, datt d'Agrargesetz ewell den 1. Januar 2014 a Kraaft trëtt. Derbäi kënn, datt d'Duerchféierungsmodalitéiten, déi noutwendeg sinn, fir de PDR ze finaliséieren, eréischt am Summer 2014 publizéiert goufen. An da kënn jo nach derbäi, datt Bréssel bal ee ganz Joer gebraucht huet, fir de Lëtzebuurger PDR ze validéieren.

Dat war awer d'Kommissioun, Madamm Hansen! Ech mengen, do hätt ee vläicht bei den Här Juncker kënnen tëlefonéieren, e soll Damp maachen. Op alle Fall huet Bréssel,...

(Hilarité)

...Bréssel huet dee PDR e ganz Joer zréckgehale.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Et kann een de PDR och virbereeden,...

► **M. Edy Mertens (DP).** - Madamm Presidentin, ech soen...

Pardon?

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - ...ier den Text ganz definitiv do ass.

(Brouhaha)

► **M. Edy Mertens (DP).** - Madamm Presidentin, ech soen dëst net, fir de Retard ze excuséieren, mä éischer fir op déi laangwierig Prozeduren zu Bréssel opmierksam ze maachen. Ech wëll och kengesweegs den Androck ginn, datt ech dës Detailler akzeptabel fannen. Ganz am Géigendeel!

Et geet jo hei ëmmerhin ëm d'Planungssécherheet vun eiser Landwirtschaft. Enger Landwirtschaft, déi, wéi ech ewell gesot hunn, an enger déif gräifender Kris ass. An do ass dat Lescht, wat se brauch, Prozeduren, déi schleefen! Ech géif mer wënschen, datt Bréssel elo ewell ufänk mat schaffen un der Agrarpolitik no 2020. D'Politik steet hei an der Verantwortung, fir datt mer net nach eng Kéier d'Baueren esou laang am Ongewësse waarde loossen.

Nach ee Wuert dann zu den Ausféierungsbestëmmungen. D'Oppositioun huet jo bemängelt, datt d'Reglementer net séier genuch do waren. Madamm Presidentin, Ausféierungsreglementer bezéie sech op Gesetzter. A wann d'Gesetz nach net definitiv validéiert ass, ass et schwéier, d'Reglementer dovunner ze validéieren. Well och dës mussu vum Statsrot aviséiert ginn, oder sollen. A wann de Statsrot eppes um

Gesetz auszesetzen huet, wéi dat jo dës Kéier de Fall war, ma dann änneren d'Reglementer deementspreechend och! Fir d'Éischt d'Gesetz, dann d'Ausféierungsreglementer, esou ass nun eemol de Fonctionnement vun eiser legislativer Aarbecht. Dat war bei de leschten Agrargesetzter absolut net anescht.

Dobäi wëll ech och preziséieren, datt awer dat wichtegst Reglement iwwert d'Detailler zu de Critères de sélection schonn zesumme mam Projet de loi disponibel war. Wat d'Reglement iwwert d'Agrarëmweltmoosnamen ugeet, esou gëtt do just dat confirméiert, wat och ewell ganz präzis am PDR festgehale gouf. Do kënn keng Iwwerraschung. Madamm Hansen: Do kënn keng Iwwerraschung!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Da sinn ech frou!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Jo.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Just, et kann net ausbezuelt ginn, soulaang wéi et net do ass.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Här President, ... Oh! Madamm Presidentin.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Jo.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Planungssécherheet ass immens wichteg fir eis Baueren. Dofir sinn ech frou, datt, anescht wéi an deenen zwee bis dräi leschten Agrargesetzter, an deemem Gesetz kee Schlusdatum steet. Dat ass fantastesch! Dat ass nei. Dat heescht, datt et net 2020 ausleeft. Dat heescht, datt mer net mussen 2021 erëm à la va-vite Iwwergangsgesetzter stëmmen, fir engem Vide juridique Rechnung ze droen. Dat heescht also, datt, wann op europäescher Ebene d'PAC an déi eng oder aner Richtung adaptéiert gëtt, mir 2021 keen neit Agrargesetz stëmmen, mä dat heite just an déi nei Richtung adaptéiere wäerten.

Här President... Madamm Presidentin, dat ass, mengen ech, eng Nouvelle, déi dobausse bei de Bauere misst gutt ukommen an och e beselche Freed bei deene ville Suerge maachen. Engem Problem gi mer domat aus de Féiss, näamlech deem, all siwe Joer datselwecht ze maachen, fir e Retard bei der Transpositioun ze verhënneren.

Här President... Madamm Presidentin, ma elo ass et awer... Madamm Presidentin...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Et ass net schlëmm.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ech muss ëmmer dohi kucken, da gesinn ech dat net. Madamm Presidentin, et gëtt och dacks bemängelt, datt elo alles a Stee gemeesselt wier, wat an deemem Gesetz steet. Neen, et gouf nach ni en Agrargesetz, wat esou flexibel war! D'Mesuren, déi festgehale goufen, sinn adaptabel. Wann eng Mesure net dee gewünschten Erfolleg huet, deen erwaart gëtt, da besteet d'Méiglechkeet, d'Suen, déi heifir virgesi waren, op eng aner Mesure ze iwwerdreien. Dës Flexibilitéit besteet.

Dofir gëtt och während där ganzer Period evaluéiert, wéi d'Impakter vun de Mesurë par rapport zu den Ziler sinn, an net nëmme während der obligatorescher „mid-term review“. Dat heiten Agrargesetz ënnerläit engem evolutive Prozess. Et stëmmt also net, datt mir elo d'Chance verpasst hunn, bis 2020 nach déi eng oder aner Mesure ze adaptéieren.

À propos adaptéieren: Bei deemem Projet de loi kann een der CSV awer wierklech net reprochéieren, an der zoustänneger Kommissioun net matgeschafft ze hunn. Wierklech net.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ganz am Géigendeel! Leider hu se awer heiansdo iwwert d'Zil erausgeschoss an heiansdo...

(Hilarité)

...hu se awer och oppen Dieren agerant.

Madamm Presidentin, d'Madamm Hansen hat virdu bedauert, datt hir respektiv der d'Landwirtschaftskummer hir Amendementer net all berücksichtigte goufen. Dozou wëll ech dat hei soen: a) datt déi gutt Amendementer vun der CSV och vun der Kommissioun ugeholl goufen; b) datt anerer ewell virdu vun der Regierung agereecht goufen; c) datt verschidden Ænnerungen einfach net machbar waren, well et eis de Bréisseler Kader net erlaabt.

A bei aneren Amendementer ware mir einfach anerer Meenung. Dat dierf jo awer och nach méiglech sinn éieren. Zum Beispill: E Projet muss all Autorisatiounen hunn, fir éligibel ze si fir Investitiounsbähëllef. Wäer dat näamlech net esou, da wäeren, wann de Projet ausgewielt géif, déi Suen esou laang blockéiert, bis all déi Autorisatiounen do wäeren. Dës Sue wäeren dann net disponibel fir ee Betrib, dee seng Autorisatiounen ewell hätt an deen d'Suen da gutt gebraucht hätt.

A wat geschitt, wann een d'Autorisatioun iwwerhaapt net kritt? Ma da wiere fir dese Projet d'Sue während jore blockéiert gewiescht, déi finalement guer net ausbezuelt kéinte ginn. An en anere Betrib hätt déi Suen dann awer vläicht gäre geholl.

En anert Beispill: D'CSV wollt, datt all Projet als ee Ganzt ugesi gëtt. Bei den Aussidlerhaff ass dat jo elo esou. Mä bei anere Projeten ass dat einfach net méiglech, soss wieren automatesch, duerch d'Critères de sélection bedéngt, déi Projekte bevirdelegt, déi méi Infrastrukture wëlle subventionéiert kréien. An dann hätt de Betrib, dee just een neie Silo zum Beispill brauch, keng Chance! En plus fuerdert d'Kommissioun hei kloer, datt d'Kritären „fair an transparent“ musse sinn. Et brauch een also en „level playing field“ - dat kléngt esou modern - bei den Investitiounsbähëllefen.

Madamm Presidentin, ech wëll och nach eng Kéier kloer soen, datt de Projet de loi op ville Punkten nogebessert gouf an esou och deels dem Avis vun der Landwirtschaftskummer Rechnung gedroe gouf. Hei d'Ännerungen am Detail:

Éischtens, bei de Selektiounskritären ass de Minimum vu Punkten, deen een erreeche muss, esou definéiert ginn, datt garantéiert ass, datt kee Betrib vu viretan ewechfällt.

Zweetens, de Minimum vun enger Investitioun, fir kënnen éligibel ze sinn, gouf bei de Maschinnen op 5.000 Euro a bei de Gebaier op 15.000 Euro erfogesat.

Drëtzens, nei Aussidlerhaff gi bei den Investitiounshëllefen als e Ganzt ugesinn.

Véiertens, de Plaffong bei den Transformationsbetriber gëtt op 15 Milliounen erhéicht.

Fënneftens, et gouf preziséiert, datt Jongbaueren, déi iwwert dem Plaffong vun 1,5 Milliounen Standard-Output leien, awer eng Majoratioun vum Taux kréie fir d'Investissementer.

Sechstens, statt enger Majoratioun vun 10% oder 15%, kritt elo all Jongbauer eng Majoratioun vu 15%, egal wéi héich de Montant vum Invest ass, natierlech och bis zum Maximum-Plaffong.

Siwentens, Jongbaueren, déi sech nom Auslafe vun ale Gesetz installéiert hunn, awer virum Akraafttriede vun deemem Gesetz, ginn net benodelegt.

Aachtens, och d'Wunnhaiser kréien elo den Droit d'enregistrement ugerechent.

Néngtens, den Délai vun der Investéierung vu fënnef Joer gëtt verlängert, wann et eng Ursach gëtt, fir déi de Bauer net kann.

Zéngtens, de Maximum vum Standard-Output, fir an de Genoss vun der Erstinstallatiounsprimm ze kommen, ass op 1,5 Milliounen Euro eropgesat ginn.

Eeleftens, ee Justificatif vun der Bank bei Investitioune brauch een elo eréischt ab engem Invest vun iwwer 150.000 Euro.

An da gouf nach, no Consultatioun mat der Landwirtschaftskummer, d'Lëscht vun de Maschinnen, déi éligibel si fir eng Subventioun, erwidert ëm den Hafracteur, de Wéngers-tracteur, de Präzisionstracteur an d'Grénglandsaatmaschinnen. D'Lëscht, wéi se elo festgehale gouf, garantéiert, datt fir all Betrib op d'mannst eng Maschinn derbäi ass, déi hie ka fir seng Aarbecht gebrauchen. Och hei wëll ech nach eng Kéier betounen, datt Lëtzebuerg eent vun deenen eenzege Länner ass, dat iwwerhaapt nach Maschinn subventionéiert.

Madamm Presidentin, mat all desen Adaptatioune sinn ech der Meenung, datt dëst Agrargesetz eise Baueren déi cibléiert Hëllef gëtt, déi se brauchen, fir nach eng Zukunft ze hunn. Bei der Landwirtschaft dréit sech awer net nëmme alles ëm d'Suen. Wann dat esou wier, dann hätte mer näamlech hei zu Lëtzebuerg net méi vill Baueren!

Déi Leit, déi haut nach Bauer sinn, maachen dat aus Iwwerzeugung, aus Passioun. An dat kann ech bestätegen. Et ass awer net einfach fir si. Den Image vun der Landwirtschaft, och där hei zu Lëtzebuerg, leit. Mir brauchen zwar hei elo kee landwirtschaftlechen Nation Branding, mä et ass awer am Interessé vun eise Baueren, den Image vun der Landwirtschaft opzopoléieren.

Ech fannen, d'Leit muss wëssen, datt mir zu Lëtzebuerg exemplaresch gefouert Betriber hunn. D'Leit mengen näamlech, och hei zu Lëtzebuerg géif Massentierhaltung bedriwwen ginn an esou virum. Dat kënn dacks aus enger Onwëssenheet. Se sollen emol dorëmmer kucke goen a Betriber besiche goen! Hei zu Lëtze-

buerg huet e Betrib am Duerchschnitt 152 Ranner. Do kann een, em Härgotts wellen, awer net vun enger Massentierhaltung schwätzen! Wierklech net!

An dann, d'Leit dobaussen, dat hunn ech dacks gesinn, d'Leit soen: Mir hätte gäre Lëtzebuerg-Produiten. Majo! Wann een dann an hirem Duerf wellt iergendwéi Pouleten züchten an et wellt een eppes opmaachen, da gi se op d'Barrikaden an et ginn Ennerschräfte gesammelt. Do muss mer vill dru schaffen, datt dat sech ännert.

► **Une voix.** - Richtig!

► **M. Edy Mertens (DP).** - A wann do Leit wunne kommen an d'Duerf, déi dat net kënne rächen, da solle se sech een aneren Terrain eraussichen! Well ech fannen, mir sinn ëmmer nach um Land, an um Land, do gehiert de Bauer dozou! An och, wann emol eng Kéier eng Kettel doläit, déi elo ersat gi sinn duerch Reitpærd, mä wann dann eng Kéier do eng Kou geflappt huet, dann huet se do geflappt, dann ass dat nach laang keen Drama!

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Dat ass awer esou! (**Brouhaha et hilarité**)

► **Une voix.** - Och dat muss gesot ginn!

(**Brouhaha**)

► **M. Edy Mertens (DP).** - Iwwer 90% - fir dat emol ze soen -, iwwer 90% vun eise Poulete ginn importéiert! Meeschtens aus Betriber, wou iwwer 100.000 Hénger an engem Stall sinn. Ech hunn an Amerika... Dat geet an d'Honnertausenden! Fir do jiddwer Hunn an Hong gutt Nuecht ze soen, kritt e keng Plaz. Do weisst een net, wou een hi sollt goen. Wann dann zu Lëtzebuerg ee Betrib e Stall mat 6.000 Hénger opmécht, gëtt dat ewell als Massentierhaltung dohinnergesat. Dat ass lächerlech!

Dofir sinn ech frou, datt de Landwirtschaftsminister ugekënnegt huet, och hei eppes fir de Secteur ze maachen. An Zukunft wäert net nëmme méi an d'Promotioun vun eise gudden landwirtschaftleche Produiten investéiert ginn, mä och de Beruff vum Bauer soll de Leit erëm méi no bruecht ginn. Ech fannen, datt dat wichteg ass fir eis Baueren, déi all Dag haart schaffen, fir eis genuch Liewensmëttel ze produzéieren vun héijer Qualitéit.

Wat elo d'Promotioun vu landwirtschaftleche Produiten ugeet, sou geet duerch dëst Gesetz den Taux vun der Hëllef vu 70% op 80% erop. Derniewent ginn och ganz geziilt Nische-sectoren ënnerstëtzt. Wa mir wellen, datt an eise Kantinnen, Spideeler, Altersheimer Lëtzebuerg-Produiten op den Dësch kommen, da muss mer och kucken, datt mer eis méi breed opstellen. Geméis, Uebst, Poulet an aner Nischeprodukte ginn zu Lëtzebuerg zwar produzéiert, mä et geet selten duer, fir eng gréisser Chaîne ze beliwieren, déi eng gewisse Quantitéit fuerdert. D'Demande ass do, och fir Nischeprodukte hierzustellen.

Wat d'Promotioun vum Wäibau ugeet, hat d'Madamm Modert jo während dem État de la nation bemängelt, datt d'Fong fir de Fonds de solidarité viticole zréckgefuert goufen. D'Madamm Modert kennt vun der Musel, si kennt d'Leit do. Si wäert mat hinne geschwat hunn an déi missten hir jo och gesot hunn, datt och si net zefridde woren, wéi déi Suen do zulescht gehandhabt goufen oder ausgi goufen, an datt och si wellen, datt d'Promotioun vun eise gudden Lëtzebuerg-Produiten op de Leescht geholl gëtt, fir méi effikass ze ginn. An déi si wierklech gutt!

Madamm Presidentin, den Image vun de Bauere leit am meeschten, wann eppes schifft. Dat wor, wéi den Här Gusty Graas gesot huet, am September 2014 an der Belsch de Fall, wéi engem Bauer do eng Sprëtzmischung mat Metazachlor ausgelaf wor an dat en Afloss hat bis op de Stauséi erof.

De Sujet Pestiziden an der Landwirtschaft ass méi wéi jee aktuell. Et muss een awer och wäsen, datt eis Baueren net méi sprëtzen, wéi se müssen. D'Planzeschutzmëttel sinn extrem deier. An ech als Dokter weess et jo och mat den Antibioticken: Ech mengen, wat s de der méi braucht, wat se manner wierken! Also esou domm sinn eis Baueren och net, a si ginn och extra gutt forméiert dofir.

Et kann een och net eis Landwirtschaft mat där vun Argentinien vergläichen! Dat wor deslescht an engem Reportage op RTL gewise ginn, wéi se do sprëtzen drop an derwider, ouni sech vill Gedanken ze maachen. Esou ass et nu wierklech net! Hei zu Lëtzebuerg jiddefalls hunn ech dat nach net gesinn, ech wunnen do, an dat ewell 60, 62 Joer.

Firwat ass dat net esou zu Lëtzebuerg? Ma weinst de Kontrollen a weinst der Berodung, weinst der Schoulung, dem gesonde Mënscheverstand vun eise Baueren! Eis Baueren, si liewe vun a mat der Natur. Si hunn also absolutt keen Intérêt drun, d'Natur ze zerstéieren! En plus wellt de Bauer jo net d'Gesondheet vu sech, vu sengem Véi, vun der ganzer Famill op d'Spill setzen.

Vill Baueren, déi ech jiddefalls kennen, déi hunn eng exzellente Ausbildung, eng wonnerbar Formatioun, et sinn der net weing do, déi hunn en Universitätsdiplom an der Agrarwirtschaft. Ma fir wéi domm hale mer déi?! Déi ginn dach net hin a werfen do tonneweis Mëttel erof, wou se herno Schwiergekeete mam Grondwaasser a wat net nach kréien!

D'Reform vum Sprëtzipass, dat neit Pestizidgegesetz, wat mer hei an der Chamber den 11. Dezember 2014 gestëmmt hunn, de Pestizidnaktionsplang an eng ëmmer besser Berodung vum Bauer sinn déi ideal Viraussetzung, fir datt an Zukunft esou mann wéi méiglech gesprëtzt muss ginn, Stéchwuert Fruuchfolleg. A wa gesprëtzt muss ginn, ass dat eng Garantie, datt d'Planzeschutzmëttel keng negativ Folge fir d'Natur an de Mënsch hunn. Dorëms geet et!

Niewent der Berodung, déi am neien Agrargesetz erëm eng ganz wichteg Roll spillt an eng ganz wichteg Plaz huet, ginn och d'Recherche an d'Innovatioun an engem héije Mooss subventionéiert. De Bauer freet sech elo: „Wat hunn ech dann dovunner, wann iergendee Chercheur Sue kritt, fir a sengem Labo ze fueschen?“ Wann dat esou gesi gëtt, ass et näamlech net richtig. Et ass eng Recherche appliqué! Wat heescht dat? Ma dat heescht: De Bauer muss fir d'Éischt e konkrete Problem hunn, wou d'Recherche eng konkret Léisung derfir soll fannen. An dës konkret Léisung soll dann net nëmme deem concernéierte Bauer zeguttkommen, mä der ganzer Landwirtschaft.

E Beispill ginn ech: Wann an e puer Joer e Sprëtzmëttel géif verbuede ginn, ma da mussen déi Baueren, déi dat benotzt hunn, eng Ersatzléisung fannen. An do géif dann d'Recherche asprangen. Mat der Recherche mengen ech elo net nëmme d'Chercheuren an hirem Laboratoire, mä och d'Beroder vu CONVIS oder der Landwirtschaftskummer an der Akerbauschoul, déi hei eng ganz wichteg Roll spillt.

D'Planzeschutzproblematik huet och en Afloss op eis Gewässer. Mä och hei gëllt: Iwwerall gëtt et wäiss Schof a schwaarz Schof. Mä weinst e puer Eefalten daerf awer net e ganze Berufsstand verdäiwelt ginn. Déi meescht Baueren, déi ech kennen - ech muss dat ëmmer erëm betounen, well ech si jo en hallwe Bauer -, passe ganz genau op, datt se d'Drénkwaasser net verschmotzen. Wéi ech virdu gesot hunn: Si liewe mat a vun der Natur an hu guer keen Intérêt drun, hiert Gewässer ze verschmotzen!

Madamm Presidentin, et gëtt och eng Rei Baueren, déi haut ewell guer keng Planzeschutzmëttel benotzen. Mä d'Biolandwirtschaft ass zu Lëtzebuerg nach ëmmer marginal. Nëmme 3,4%, wéi mer virdrun héieren hunn, vun eise Bauere sinn an där Biolandwirtschaft täteg. Et freet ee sech dann, firwat et der net méi sinn. D'Demande ass jo awer do. Ma ech kéint mer virstellen, ech kéint lech et soen: well een an der Biolandwirtschaft wesentlech méi Op-lagen huet, wesentlech méi Aarbecht, an ënner dem Stréch just minimal méi kritt fir seng Produiten. Eis Bauere si jo och net, wéi ech virdu gesot hunn, op de Kapp gefall! Et muss sech fir si och lounen a rentéieren, fir de Betrib op Bio ëmzestellen!

D'Politik mécht säit Joren, a besonnesch och mat dësem Agrargesetz, alles, fir datt méi Betriber op Bio ëmklammen. Mä de Reiz daerf net just vun der Politik aus kommen, mä och vum Marché selwer. Wann de Marché net genuch gëtt fir Bioprodukte, ma da maachen eis Bauere kee Bio!

Den Deel vun der Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg ze vergréisseren ass en Objectif vun dësem Agrargesetz. D'Ennerstëtzung sinn do, mä et kann een eis Baueren awer net zwéngen, op Bio ëmzestellen. De Wëlle vum Bauer muss do sinn an och d'Präisser, déi d'Grosiste fir d'Bioprodukte bezuelen, muss stëmmen.

Madamm Presidentin, zum Schluss probéieren ech, nach e Bléck an d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft ze werfen. Mir sinn eis all eens, datt si enorm wichteg ass fir eist Land. Mir sinn eis all eens, datt dee Secteur momentan erëm eng Kéier an enger ganz, ganz schwieriger Phase ass an datt d'Baueren op d'Hëllef, déi dëst Gesetz definéiert, ugewise sinn. Et geet jo em bal 400 Milliounen iwwer siwe Joer. Dat si vill Suen, déi hei verdeelt ginn. An dofir versteet een och, wéi et och virdu gesot gouf vum Här Gusty Graas, datt een och muss genau kontrolléieren, datt kee Schmu mat deene Sue gedriwwen gëtt, datt just déi Leit ze kréien, déi och d'Konditiounen erfëllen.

Ma leider heescht dat och fir de Bauer, datt en ëmmer méi Zäit hannert dem Computer setzt, anstatt am Stall Zäit ze hu fir säi Véi oder op d'Felder ze goen. An deem Kontext begrëssen ech et, datt de Landwirtschaftsministère un engem neien Internetsite schafft, deen als Zil huet, dem Bauer besser duerch de Prozedurdschungel ze hëllef. An der EU ass et jo och esou, datt Der dann all Joer e groussen Débat hutt am Europaparlament iwwer d'Feelerquot an der Landwirtschaft, an der Agrarwirtschaft. Da läit déi Feelerquot do knapps 3%, wat u sech vill besser ass wéi an aneren Domänen an der Politik do. Mä da geet et lass, da gëtt gesicht: A wat ass dann do bei deene Bauere lass? An da ginn Etüden a Gott weess wat gemaach, déi verschlängen en Heedegeld, e risegen, risege bürokrateschen Opwand! An do muss ee sech wierklech Gedanken maachen, ob een esou an deem Sënn soll virufieren.

An den Här Fischler schreift dat dann och a sengem Artikel, wou e seet, ob een dann net soll déi Betriber, déi gewisen hunn, datt se gutt schaffen, dat Land, wat seng Agrarpolitik richtig ëmsetzt, déi brav woren, déi anstänneg an uerdentlech dat Ganzt géréieren, soll een net do den Espace vun de Kontrolle méi grouss maachen a se net ploen domat? Oder gëtt et keng aner Méiglechkeet, fir kleng Betriber ze entlaaschte vun deem ganze Wahnsinn?

Well, wéi gesot, wann s de Visite maache gounge zu Zäiten, wou de Bauer am Stall war, dann hues de misse jäizen, tuten, da koum en; mä elo sëtzt ëmmer een entweder un Späicher oder an der Stuff op engem Computer an deen tippt do ronderëm, an dat erënnet mech e bësen un d'Santé an de Spideeler! Do gitt Der dohinner: „Infirmière, Infirmière!“ - „Ma si ass net hei, si sëtzt do ze schreiwen.“ Si schreiwen a schreiwen a schreiwen! Rufft Der an enger Crèche un: „Ech schwätze gar mat deem.“ - „Ma si hunn eng Reunioun.“ Rufft Der an enger Schoul un: „Wou ass deem?“ - „E sëtzt an enger Reunioun.“ - „E schreift an ass um Computer.“ A fir de Baueren dat do unzédinn, dat kann et net sinn! Do muss een eppes anescht fannen!

Déi meescht Bürokratie imposéiert Bréssel. Mä et gëtt awer kee Land - kee Land! -, wou een esou laang brauch, fir eng Geneemegung ze kréien, fir e Stall ze bauen! Dat ass elo kee Brésseler Problem, mä dat ass e Lëtzebuerg-Problem. Dat wor ganz interessant, dat stoung näamlech am Interview mat deem Här Fischler. Hei ënnen, do schreift en dat: „Aufwand“, also hei seet en: „Man darf auch nicht vergessen, dass nicht der gesamte bürokratische Aufwand aus Brüssel kommt. Auch die Mitgliedsländer tragen ihren Teil dazu bei. Brüssel hat z. B. nichts mit dem komplizierten Genehmigungsverfahren für einen Stallbau in Luxemburg zu tun.“

Här Minister, do hoffe mer, datt an Zukunft dann eppes geschitt. Wann dat neit Naturschutzgesetz do ass, ginn d'Prozedure vläicht méi séier. Mä do kéinte mer wierklech hinnen hëllef!

D'Präisschwankungen um Marché, dat ass eng Realitéit. Si si schwéier ze beaflossen a schwéier virauszugesinn. Dat hate mer virdrun och gesot. Dat weess natierlech och Bréssel. Elo muss no Léisunge gesicht ginn, fir déi europäesch Landwirtschaft fit ze maachen, fir datt si laangfristeg géint d'Präisschwankungen um Marché gewappnet ass. Well wann ee vu Schwankunge schwätzt, dann ass et wéi op der Bourse: Iergendwa ginn d'Präisser och erëm eng Kéier an d'Luucht. An ech hoffen et fir eis Baueren!

Elo gëllt et, déi Dispositiounen, déi vun der Brésseler Kommissioun proposéiert gi sinn, fir sech géint d'Kris ze wieren, beschméiglech zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Dofir sinn ech frou, datt gläich d'Assises agricoles stattfanne wäerten. Dësen Dësch wäert déi richtig Plaz sinn, fir mam Beruff, also mat de landwirtschaftlechen Organisatiounen, de Veraarbechtungsbetriber ze kucken, wéi ee sech besser opstellt, fir duerch dës Kris ze kommen.

Madamm Presidentin, eis Landwirtschaft ass méi wéi déi 0,3% vum PIB um Pabeier! Si ass méi wéi déi 2.000 Betriber, déi mer nach zu Lëtzebuerg hunn. Si ass net nëmme e Stéck Lëtzebuerg, mä si garantéiert eis, datt mer och nach an Zukunft qualitativ héichwärtig Produkter bei eis um Teller fanne wäerten.

An ech well zum Schluss trotzdeem e grouse Merci soen un d'Kommissioun vun der Agricul-tur, wou mer all, jo, ech menge bis op eng Kéier, all Kéiers do waren. Ech well jiddwerengem Merci soen, der Oppositionsbänk Merci soen, de Kolleginnen a Kollegen, an och deene vun deenen anere Parteien. Mir hunn eis agesat, fir datt heiraus eppes gëtt fir eis Baueren! Wann dobausse behaupt gëtt, d'Regierung géif näischt fir d'Bauere maachen - et kann een iwwer d'Form, wéi een et mécht, schwätzen, do ass jo ze diskutéieren, do huet jiddweree säin Avis -, dann ass dat schlicht falsch! Well

mir hunn eis all zimlech déiselwecht Gedanke gemaach: „Do muss een eppes maachen.“

Also wierklech, egal ob vun der Opposition, mir hate wierklech eng gutt Zesummenarbeit! Den Här Minister wor och ëmmer do, seng Beamte wore präsent an dat wor wierklech lehrreich!

Ech well och soen: Wa mir als Koalitioun jo ewell un allem schold sinn, un allem, ob et do-bausse reent, schneit oder Gott weess wat, wann een dat liest! Also mir sinn dës Kéier awer frou, frou derbäi ze sinn, fir dat Agrargesetz hei ze validéieren, well et eng grouse Hëllef ass, fir eise Baueren ze hëllef, fir de Jongbaueren ze hëllef, fir d'Agrarwirtschaft duer ze setzen, wou se higeheiert. Mä wou mer da wierklech e groussen, grouse Géigner hunn, oder mat deem mer mussen auskommen, wou mer mussen och kucken, datt et klappt, dat ass eben d'Weltwirtschaft! Dat spillt do eng grouse Roll, wéi et op dem Maart weltwäit zougeet.

Also nach eng Kéier un alleguerten e grouse Merci. Et wor en interessant Thema. A mir wäerte jiddefalls alles maachen, fir dat heite Gesetz gutt unzewenden. A wéi gesot, et ass dat éischt Gesetz, wat op ass, wat ganz interessant ass, wann an nächster Zäit déi eng oder aner Ännerung oder iergendwéi eppes muss kommen.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Villmools Merci, Här Mertens. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Frank Arndt. Här Arndt, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt well ech dem Gusty Graas Merci soen als Rapporteur, deen eis an der Kommissioun ëmmer gutt gefouert huet, mat enger gudder Mathëllef, dat ass den Timon Oesch, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, déi hunn dat formidabel gemaach.

Ech well och elo net méi alles hei opzielen, wat vun Hëllef schonn ernimmt ginn ass. Ech mengen, dat ass elo zur Genüge gemaach ginn. Ech well virun allem awer nach eng Kéier och Merci soen alleguerten de Leit aus dem Ministère souwéi och all de Kollegeen, déi mat dru geschafft hunn, un deem heite Gesetzestext.

An et ass mer selbstverständlech och eng Freed, hei ze schwätzen als een, deen aus dem ländleche Raum kënnt an och do wunnt an dee gesäit, mat wéi enger Suergfalt, mat wéi enger Villfalt, awer virun allem och mat wéi engem Fläiss d'Bauerebetriber haut nach fonctionnéieren, wou jiddwereen heibannen, an dovu sinn ech iwwerzeegt, dat Beschit fir de Secteur wellt.

D'Agrargesetz gëtt d'Richtung u fir d'Entwécklung vun der Landwirtschaft an deene kommende Joren. Dëst Gesetz gëtt mat Ongedold erwaart, well et den Zäitraum vun 2014 bis 2020 ofdeckt an domat eigentlech vill éischter hätt missen a Kraaft trieden. Zu dëser Verspéidung ass awer alles schonn hei gesot gi vum Rapporteur souwéi et och an de Kommissiounssätzungen Erklärungen gi sinn. D'Ursachen dovu sinn entre-temps och fir jiddweree kloer an et muss een awer dozou soen, fairnesshalber dozou soen, dass och déi viregt Agrargesetz alleguerten aus äänleche Grënn ëmmer mat enger däitlecher Verspéidung a Retard ëmgasat goufen a gestëmmt goufen.

Mä trotz deem groussen Zäitdruck muss een ënnersträichen, dass mir als sozialistesche Fraktioun an der Kommissioun all Geleeënheet hatten, fir den Text am Detail ze analyséieren. Mir hunn deen ausféierlechen Avis vun der Landwirtschaftskummer gekuckt an d'Verrieder vun der Landwirtschaft empfangen, soudass si eis konnten hiert Uleies matdeelen. Mir hunn hinnen nogelauschert an eng Rei vu Verbesserungen un initialen Text gemaach, déi deene Bedenke Rechnung droen, soudass d'Gesetz, wat mer haut stëmmen, an den Ae vun der LSAP ausgeglaach ass an de Baueren, Gäertner a Wénzer deen néidege Réckhalt fir déi nächst Jore gëtt.

Ier ech méi am Detail op e puer Aspekter vum Agrargesetz aginn, well ech e puer méi generell Iwwerleungen zur Entwécklung vun der Landwirtschaft zu Lëtzebuerg maachen. Meng Kollegin Tess Burton wäert herno méi speziell op de Wäibau agoen, mä viles vun deem, wat ech elo hei uschwätze wäert, gëllt souwuel fir d'Baueren, d'Gäertner wéi och fir d'Wénzer.

D'Zukunft vun der Landwirtschaft ass en Thema, deen an der Lescht méi oft an der Öffentlichkeit diskutéiert gëtt, an d'Sozialiste sinn der Meinung, dass d'Baueren oft net alle gutt ewechkommen. Ech géif dofir gar kuerz drun erënneren, wéi komplex a villsäiteg d'Erwaardungen un d'Landwirtschaft engersäits an



d'Contrainten, mat deene si musse schaffen, anersäits sinn.

Als Éischt zu den Erwaardungen: Eise wichtegsten Usproch un d'Bauern, Gäertner a Wénzer ass, dass si qualitativ héichwärtig Liewensmëttel produzéieren, déi gutt schmaachen, schéin ausgesinn, frësch a gesond sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd jo sécher och der Meenung, dass d'Bauern a Wénzer selbstverständlech all Regele vun der Liewensmëttelsécherheet musse respektéieren. Dernoft kommen dann nach aner Typpe vu Qualitéitskritären awer derbäi a sinn ëmmer nach als méi wichteg ze betruechten, mä déi fënnt een net ëmmer am Endprodukt zréck. Mä am Produktionsprozess spille se eng Roll.

Dozou zielen eng aartgerecht Haltung vun den Déieren oder d'Ubaumethoden, déi d'Ëmwelt schouen. Ganz niewebäi erfëllt d'Landwirtschaft eng wichteg Aufgab mam Erhale vu Kulturlandschaften an dréit domat aktiv zum Naturschutz bäi. Erwaart gëtt och, dass d'Landwirtschaft weiderhin Aarbechtsplaze schafft, och wann et der manner si wéi fréier. A schlussendlech gesi mer et als selbstverständlech un, dass d'Landwirtschaft e positive Bäitrag zur ländlecher Entwécklung leescht an e weidert Standbeen am Beräich vum Tourismus entwéckelt.

Als LSAP si mir och weider der Meenung, dass am ländleche Raum nei Aufgabefelder, ënner anerem d'Kreatioun vu Mikroentreprisen an den Ausbau vum sougenannten „soften Tourismus“ weider gefërdert solle ginn.

Derniewent gëtt vill Wäert op déi nohalteg Duerferneuerung an d'Duerfentwécklung geleeht. Wann an enger Gemeng am ländleche Raum esou en Duerfentwécklungspang erallt gëtt, da kann de Stat bis zu 40% dozou bäidroen. Also kann ee just nëmme d'Gemengen invitéieren, op dëser Schinn matzagoen.

Wat soll dann domadder erreecht ginn? Ma et soll erreecht ginn, dass am ländleche Raum déi flott Landschaften, déi mir vun eise Virfahre geierft hunn, erhale bleiwen. Dat wäert schwéierfalen, well och de Bauboom een ukuckt an déi néideg Infrastrukturen, déi gebraucht ginn, kommen an eis viru Problemer wäerte stellen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, gläichzäitig geet awer d'Versteedemech, d'Verständnis an der Effentlechkeet dofir erof, dass d'Bauerebetriber wéi all aner Produktionsbetriber och Terrain brauchen, Ressourcë verbrauchen an Emissiounen verursaachen, déi en negativen Impakt am Sënn vum Ëmweltschutz hunn. Dat gëllt awer fir all mënschlech Aktivitéit a soll dofir net vu vireran d'Bauern an e schlecht Licht réckelen! Et ass gutt a richtig, dass de Schutz vun natierleche Ressourcen ëmmer méi en héije Stellewäert kritt, an d'Bauerebetriber musse sech genauso wéi aner Betriber an och Privatleit un déi nei Virschreften an dese Beräicher upassen. Alldéngs muss dat mat Aemooss geschéien, fir dass d'Bauern och an Zukunft nach eng Liewensgrundlag behalen.

Et läit op der Hand: D'Bauere liwweren eis hir Produkter net fir näischt a si musse fir d'Servicer, déi si der Allgemengheet leeschten, bezuelen. D'Fro ass deemno: Wie bezilt dat? A wat si mir bereet, dofir ze bezuelen? Dovu hânt schlussendlech of, wat d'Bauern eis kënnen zréckginn.

D'Agrargesetz erënnert eis drun, dass d'Bauern zu engem gudden Deel ofhängeg si vun effentleche Subventiounen. An dat erkläert, wéi sou d'Politik esou e staarken Afloss op d'Ausrichtung vun der Landwirtschaft huet a wéi sou mir haut iwwerhaupt esou e laangen Débat zu dësem Sujet hei musse féieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir leeën an Agrargesetz fest, woufir d'Effentlechkeet d'Bauere bezilt a bestëmme esou hir Zukunft mat. An der Diskussioun bréngt sech d'Zivillgesellschaft ëmmer méi staark an. Dobäi solle mir awer net vergiessen, dass e landwirtschaftleche Betrib kee Selbstzweck ass an dass hien ëmmer nach dovu leeft, dass seng Produkter kënnen verkaaft ginn. Doriwirer entscheede weder d'Politik nach Ëmweltorganisatiounen, mä de Konsument.

Zu engem gewëssen Deel iwwerschnede sech deenen hir Virstellungen. Sou gëtt et eng reell Demande no Bioprodukter, déi net eleng duerch eng lokal Produktioun befriedegt ka ginn. Do gëtt et also nach e Potenzial fir d'Lëtzebuurger Landwirtschaft an dat gëtt och mat deem neien Agrargesetz prioritär gefërdert.

Doriwwer eraus dierf een awer net vergiessen, dass d'Konsumenten net nëmme Bio kafen an hir Prioritéit net ëmmer beim Déiereschutz oder beim Ëmweltschutz läit, wa se akafen ginn. E ganz groussen Deel vun de Konsumenten treffen hire Choix opgrond vum Präis. Si kafen

dat, wat hinne spontan gefält a wourop si Loscht hunn, ouni sech vill Gedanken ze maachen. Wann et ëm d'lesse geet, hu si oft wéineg Zäit, soudass si Fäerdegprodukter kafen, woubäi si net bei all eenzel Zutat wëllen oder kënnen nofroen, wou se hierkënn a wéi se produzéiert gouf. Datselwecht gëllt natierlech fir all déi Leit, déi am Restaurant iessen oder sech hire Menü heemliwwere loosse.

Et stëmmt natierlech, dass ëmmer méi Leit sech Gedanken doriwwer maachen, wat se iessen, a méi selektiv akafen. Dat sinn awer net onbedéngt déi Kritären, déi d'Politik oder d'Ëmweltorganisatiounen am Hannerkapp hunn, wa se vun enger neier Orientéierung vun der Landwirtschaft schwätzen.

Bei de Konsumenten gëtt et ganz ënnerschiddlech Zilgruppen. Gewënscht sinn do net ëmmer Bioprodukter oder Liewensmëttel fir Veganer, mä Produkter, déi glutenfräi sinn, kalorienarm, ouni Zocker, mat wéineg Salz, no de Kritären vu bestëmmten Diäten oder no reliéisen geprägten Traditionen zoubereet sinn.

D'Hiersteller vu Fäerdegprodukter wëllen dës Demande befriedegen an dobäi eng méiglechst breet Marge fir sech selwer behalen. A wann d'Liewensmëttel méi staark transforméiert sinn an d'Chaîne alimentaire méi laang ass, wat net ausbleift, wat engersäits de Produktionsprozess manner transparent gëtt an anersäits de Benefiss op méi Leit muss verdeelt ginn, an da bleift fir de Bauer natierlech ganz wéineg rescht.

Da wiere mir bei der zentraler Fro vum Präis, fir de Baueren ee reelle Präis fir Produkter kënnen ze liwweren oder fir ee Produkt kënnen ze kréien, mä de Präis bestëmmen net d'Politik an net d'Zivillgesellschaft, mä de Marché. An d'Maartpräisser ginn net zu Lëtzebuerg gemaach, mä, wéi virdru schonn hei ugeklongen, um internationale Plang.

Fir dee Spagat, deen d'Bauern all Dag musse maachen, fir et jiddwerengem recht ze maachen a selwer net dobäi ze erhéngen, ma dofir verdéngt se Respekt! Wann d'Politik, d'Ëmweltschützer an aner engagéiert Leit eng gewësse Virstellung vun der Landwirtschaft wëllen an d'Realitéit ëmsetzen, da musse se un alleréischer Stell déi grouss Masse vun de Konsumenten iwwerzeegen, no dese Prioritéiten anzekafen an net ëmmer nëmme dat Bëllegst ze kafen. Wann dat geléngt, ass alle Säite gehollef.

Niewent all de Fuerderunge vu Konsumenten a Politik, gëtt et ee wichtige Kritär, deen oft vergiess gëtt, an dat ass de sozialen Aspekt. Mir maachen zwar Promotioun fir Fair-Trade-Produkter, fir de Baueren an Drëttstate besser Aarbechtsbedéngungen ze erméiglechen, bezuelen awer eisen eegene Bauere kee faire Präis. Fir mech e ganz positivt Beispill ass an deem Kontext ze gesinn „fair Mëllech“, wou de Konsument d'Méiglechkeet kritt, bewusst ee Bäitrag dozou kënnen ze leeschten, dass d'Bauere korrekt rémunéiert ginn.

D'Lëtzebuurger Landwirtschaft ass mat enger weiderer Onsécherheet konfrontéiert. Si leeft um internationalen Handel, si profitéiert och zu engem gudden Deel dervun natierlech, leit awer gläichzäitig ënner engem enorme Konkurrenzdruck.

Et gëtt zum engem d'Tendenz, den internationalen Handel ze féerden, net zulescht iwwer nei Handelsaccorden, wat fir d'Landwirtschaft natierlech bedeit, dass si zousätzlech Efforte misst maachen, fir géint weider Konkurrenten ze bestoen. Zum anere gëtt et an Europa eng Tendenz zu der Renationaliséierung, d'Grenze ginn erëm verstärkt zougemaach an et ass een net esou sécher, wéi d'EU an de Bannemaart an zéng Joer oder an zwanzeg Joer ausgesinn. An esou engem Fall wier eng Landwirtschaft, déi op e regionale Marché ausgeriicht ass, eventuell oder sécher besser drun.

Mat all eise Wënsch a Fuerderunge solle mir eis bewusst bliwen, dass d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft net eleng hei zu Lëtzebuerg bestëmmt gëtt. D'Agrargesetz kann deemno och just am Kader, deen déi gemeinsam Agrarpolitik vun der EU virgëtt, an am Kader vun der Situatioun um internationale Plang operéieren. Mir kënnen um nationale Plang d'Prioritéite setzen an déi spigele sech am Agrargesetz erëm.

Fir d'LSAP hu mir hei e gudden Équiliber fonnt. D'Agrargesetz erméiglecht de Betriber, an der Kontinuitéit ze schaffe vun der Politik, déi an de vergaangene Jore gemaach gouf. Et encouragéiert den Ausbau vun der Biolandwirtschaft, andeem et de Betriber eng besser Ausgangsbasis bei den Investitionsbäihëllefe gëtt. Et limitéiert d'Fördermoosnamen esou, dass keen Ureiz fir Betriber entsteet, ze schnell ze wuesen oder nei Massebetriber opzebauen.

Ganz positiv fanne mir déi nei agefouert Conseile bei den Investitionsbäihëllefen. Et geet hei drëm, dass d'Chancë vun engem Pro-

jet, fir herno ënnerstëtzt ze ginn, vu virera verbesseert ginn. Domat soll d'Prozedur och méi schnell op en Enn kënnen kommen.

Ervirhiewe wëll ech awer weider och déi nei Bestëmmunge fir d'Ënnerstëtzung vun de Jongbaueren. D'LSAP begréisst, dass an dësem Punkt d'Amendementer konnte gemaach ginn, fir d'Hëllefe vun de Jongbaueren ze verstärken. Mir hoffen, dass domat de Generatiounswissel an de Betriber erliichtert gëtt. Souwuel fir déi jonk wéi och fir déi erfuere Bauere fanne mir, dass d'Weiderbildung ee wichtige Aspekt ass, an deem gëtt och am Agrargesetz Rechnung gedroen.

Et gëtt doriwwer eraus eng Rei Ännerungen, déi just eenzelne Beräicher zeguttkommen an déi d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft féerden. Dat ass ganz wichtig, wa mir regional Produkter wëlle promouvéieren. Et gëtt vill Liewensmëttel, vun deene mir dee gréissten Deel importéieren, wou et géif Sënn maachen, déi lokal Produktioun ze ënnerstëtzen. Grouss Efforte fir Nischeprodukter ze féerden, wéi am Geméisbau, goufe schonn ënnert der viregter Regierung vum Romain Schneider matgemaach a matgedroen. Alldéngs feelt et hei, wéi esou oft, u géeeegenten Terrainen.

Nei Fördermoosname gesäit d'Agrargesetz awer och bei der Schwéngszucht vir. Hei muss dann natierlech séchergestallt ginn, dass et net drëm geet, grouss Massenhaltungsbetriber ze subventionéieren an opzebauen.

Ganz positiv ass an den Ae vun der LSAP des Weideren, dass an der Zukunft d'Beienzüchter kënnen vun den Hëllefe profitéieren. Si spille fir d'Landwirtschaft eng enorm wichtige Roll, an dat geet wäit iwwer de Verkaf vum Hunneg eraus.

Wéi virdru scho gesot, ass d'Landwirtschaft ville verschiddenen Onsécherheeten ausgesetzt. Ee ganz klassesch Risiko ass natierlech do d'Wieder. Derbäi kënn, dass eis Wiederkonditiounen an deene leschte Joren d'Tendenz hunn, sech ze veränneren, a méi extrem Wiederphenomeneer ze beobachte sinn. D'Agrargesetz dréit deem Rechnung iwwer staatlech Hëllef am Schuedensfall.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, a wann endlech emol eng Kéier d'Eierlechkeet kënn bei den Energiepräisser, da wäerte mir net méi déiselwecht Mass u Flesch, Uebst a Geméis aus ferne Géigenden importéieren, mä eise Bléck vläicht méi op Produkter werfen, déi aus dem Land oder aus der Groussregioun kommen.

Een anere Volet vum Agrargesetz behandelt dann de PDC, also och de LEADER-Programm. Dofir stinn am Programm bis 80% vun de Bäihëllefen, déi éligibel sinn, zur Verfügung fir d'Zäitschinn 2014 bis 2020. D'Ziler vun dësem Programm, déi an deene leschte Jore vill Zoustëmmung vun deenen am ländleche Raum fonnt hunn, si vu verschiddener Zort. Et geet haaptsächlech drëm, d'Innovatioun, d'Ëmwelt, d'Liewensqualität an d'Diversifizéierung mateneen ze kombinéieren. Am Spezielle solle virun allem déi natierlech Liewensraim an déi kulturhistoresch Elementer vun eiser Vergaangenheet protegéiert ginn.

Ganz besonnesch wëlle mer duerch déi Bottom-up-Prozedur déi aktiv Kräften am ländleche Raum fir d'Entwécklung an d'Duerchféierung vu Projekte gewonnen. Duerch d'Zusammeschaffe vu lokalen Aktiounsgruppen am Land an iwwer d'Grenz eraus kann et dann zu konkrete Schrëtt an Aktiounen kommen. Virun allem gëtt gewënscht, dass Mënschen hei zusemmefannen, fir eben an der Groussregioun och mateneen ze schaffen.

Als Konklusioun wëll ech festhalen, dass d'Agrargesetz ee gudden Kader setzt. Dëst Gesetz eleng kann awer net all Problemer vun der Landwirtschaft léisen. Dofir musse och doriwwer eraus Efforte gemaach ginn. Dat Wichtigst ass ee permanenten Échange mat der Politik, fir dass punktuell Problemer gemeinsam kënnen geléist ginn.

Sou huet een Agrargesetz zum Beispill keen Afloss op de Mëllechpräis oder de Präis um internationale Marché. Iwwer déi Problemer, mat deenen d'Lëtzebuurger Mëllechbauere doduerch ze kämpfen hunn, muss awer geschwat ginn, an et muss ee kucken, wéi si gehollef kënnen kréien. Mä dat betrëfft an dësem Fall net nëmme d'Bauern, mä déi ganz Vertriebsketten. Ech begrëissen et dofir, dass souwuel um EU-Niveau wéi och tëschent dem Ministère an de betraffene Produzenten Mesurë geholl gi sinn. Eis sozialistesche Fraktioun wier frou, wann de Minister eis zu dësem Sujet regelméisseg kéint informéieren, wann et dann een neie Moment gëtt.

Ee wichtige Knackpunkt, deen ausserhalb vun der Kompetenz vum Landwirtschaftsminister läit, ass den Interessenkonflikt tëschent Ëmweltziler an der Landwirtschaft. Et ass en erkläert Zil vun der Regierung, eng Landwirtschaft ze fé-

deren, déi nohalteg wirtschaft an ee Bäitrag zum Waasserschutz, zum Buedenschutz, zur Biodiversitéit an dann och an der Zukunft wuel verstärkt zum Klimaschutz leescht. Dat ass grondsätzlech richtig an d'LSAP steet zu dësen Ziler.

Wichtig ass awer, dass dës Bestëmmunge mat de Baueren ofgeschwat ginn an net andauernd geännert ginn, well d'Bauern d'Geleehheet musse hunn, sech op Verännerungen anzustellen. Da soll een eng gewësse Verhältnisméissegkeet a Kohärenz respektéieren.

Ee grouse Problem besteet jo doran, dass d'Fuerderungen, déi d'Politik an dese Beräicher stellt, nëmme begrenzt kënnen finanziell ausgeglaach ginn, well mir soss net méi konform mat den EU-Regele sinn. Wann also d'Contrainten, déi imposéiert ginn, net kënnen kompenséiert gi mat engem Subsid, muss séchergestallt ginn, dass déi Contrainté verhältnisméisseg a wierklech noutwendeg sinn.

Ee Beispill, wat zu Recht oft genannt gëtt a wou et eng gewëssen Inkohärenz gëtt, betrëfft den Aussidlerhaff. Mir musse eis ee fir alle Mol eens sinn, ob mir d'Bauerebetriber am Duerf oder an der Gréngzon wëllen, an dann déi entsprecheend Léisungen och ënnerstëtzen. Virun ass hei geschwat gi vum Guichet unique. Ech mengen, et gëtt och eng Plattform, déi och en interessante Volet kéint sinn dofir, dat ass déi Plate-forme interministérielle, fir och der Simplification administrative virzepräieren. Ech hunn eng gudd Erfahrung domat gemaach bei de Friché vu Wolz, wou mer do begleet ginn, wou dann och sämtlech Ministère mat un den Dësch geholl ginn a ganz schnell kënnen dann Décisiounen geholl ginn. Dat ass dann och eng Iddi, déi ee kéint do mat erabréngen.

Zum Schluss, fir just nach eppes zum Image vum Bauer an eiser Gesellschaft an zum Émgangstoun ze soen: D'Politik an och d'Vertreider aus der Zivillgesellschaft musse respektéieren, dass d'Bauern ee wichtige Akteur sinn, deenen hir Aarbecht souwuel positiv wéi negativ Auswirkungen op d'Ëmwelt huet, an dass ee partnerschaftlech muss mateneen ëmgoen, wann ee Verbesserungen an dësem Beräich wëllt erreechen. D'Bauern dierfen net den Androck kréien, dass si bei dese Froen automatesch op der Uklobänk setzen.

Dëst Gesetz eleng kann awer net all d'Problemer vun der Landwirtschaft léisen. Dofir musse och doriwwer eraus...

Pardon, elo wollt ech nach eng Kéier vu vir ufänken.

(Hilarité)

Dat ass, wann ee béidsäitig gedréckt huet. Et ass mer awer nach opgefällt.

Eng wichtige Roll spillt natierlech och d'Promotioun vun eise gudden regionale Produkter. D'effentleche Hand muss mam gudden Beispill virgoen an an hiren eegenen Institutione Lëtzebuurger Qualitéitsprodukter virzéien. Dat ass déi beschte Werbung. Och d'Gemenge kënnen hei hire Bäitrag leeschten.

D'LSAP ass frou dofir, dass elo de Gesetzesprojet déposiert gouf, fir d'Marchés-publics-Gesetz unzepassen. Dat dierft eis an deem Punkt eng besser Rechtssécherheet an nei Méiglechkeete ginn.

D'LSAP war an ass sech der Wichtigkeet vun eiser Landwirtschaft an dem Wäibau scho bewusst a wäert se och weiderhin tatkräfteg ënnerstëtzen. An deem Sënn soen ech emol Merci fir d'Nolauschtenen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Arndt. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*). - Merci, Madamm Presidentin. Ech mengen, ech géif direkt mech e bësse stäerken, ier et lassgeet.

Den éischte Merci wär natierlech un de Rapporteur, un de Gusty Graas ze soe fir dee ganz ausféerleche Bericht. Mir hunn hei e Gesetzestext, deen 82 Artikelen ëmfaasst, wou mer och iwwer 70 Säite Rapport dozou fannen, ouni dass mer u sech do déi Règlement-grand-ducallen alleguerten nach mat derbäiziele. Ech hunn doheem dräi Classeure gefëllt mat Dokumentatioun. Et ass en neit Thema fir mech gewiescht, e vast Thema.

Mir hate vill Reuniounen an der Kommissioun. Mir haten awer och vill Reuniounen à part vun deenen an der Fraktioun. Ech hat och vill privat Reuniounen mat Biobauern, mat Netbiobauern, Kollegen, déi ech hunn, déi ganz extensiv

schaffen, déi ganz intensiv schaffen, soudass ech probéiert hunn, mer e Bild ze maache vun deem Secteur.

Eng Klammer maachen ech direkt op: An zwar dee ganze Volet, wat de Wäibau ugeet, wat och d'Berodung am Wäibau, am Wéngert ass, och wat d'Entwécklung vum ländleche Raum ass, d'Iddien am Beräich vum Tourismus, LEADER, PDC, dat wäert mäi Kollege, den Deputéierten Henri Kox maachen.

Mäi Fokus wëll ech hei werfen u sech op d'Problemer an der Landwirtschaft, op eventuell Léisungssätz, ouni awer elo hei esou vermiesen ze sinn, ze mengen, ech hätt allegueren d'Léisungen hei parat.

Wat fir eng Landwirtschaft wëlle mir fir Lëtzebuerg?, ass déi Fro, déi ech mer stellen. Wat fir eng Roll huet d'Landwirtschaft fir d'Erhale vun eiser Natur an Ëmwelt? Wat fir eng fir de Schutz vum Buedem, vun der Qualitéit vun eise Baachen an eise Flëss?

A menger Meenung no ass d'Landwirtschaft de primären Akteur a Garant, fir an Zukunft proppert Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren. Wat fir Chancen a Virdeeler huet an deem Kontext d'Biolandwirtschaft?

An och am Beräich vum Klimaschutz kënn der Landwirtschaft eng wichteg Roll zou, déi mer jo och am Débat, dee mer am November 2015 hei an der Chamber haten zu Energie a Klima, erausgeschiet hunn a wat do am Rapport och nozeliesen ass.

Fir mech ass et kloer, dass d'Berodung ee ganz wichtegen Aspekt ass, an zwar déi ganzheetlech Approche brauche mer, opbauend op deenen dräi Saile vun der Nohaltegkeet: deem ekonomesche Volet - also den Zuelen, dem Verdéngscht -, dem Sozialen - dat sinn d'Aarbechtsbedéngungen, d'Gesondheet vum Wénzer a Bauer - an der Ëmwelt, Thema Buedem, Loft, Waasser an och Biodiversitéit.

D'Berodung an op d'Beroder lauschteren, dat ass de Knackpunkt an Zukunft fir eis Betriber. D'Berodung ass den Dréi- an Aangelpunkt fir déi gréng an och d'Chance fir d'Lëtzebuerg Landwirtschaft, fir mëttel- a laangfristeg kënnen hei ze iwwerliewen an engem Maart, dee ganz staark ëmkämpft ass.

An et ass net ëmmer d'Héicht vun de Subsidien, déi de Bauer a Wénzer fit fir d'Zukunft mécht; et ass éischer - wann een an d'Vergaangengeheet erakuckt, an dat geet jo - de Contraire de Fall. Do ass ze dacks ze vill an an déi falsch Richtung subventionéiert ginn.

Ech erkläre mech: Ze héich Subsidien hunn am Maschinpark zu enger technescher Ausrüstung gefouert, déi net un d'Produktionsvolumen ugepasst war. Wann elo ee mengt, dat géif vu mir kommen, dann ass dat net esou. Dat doten ass eng Publikatioun vum CONVIS, Dezember 2015, wou se u sech d'Mëllech- a Randfleeschproduktioun hei zu Lëtzebuerg op de Leescht geholl hunn. Dat ass hir Ausso.

(Interruption)

Ech ginn elo méi genau an op de Mëllechsecteur. De Mëllechsecteur ass ganz speziell betraff vun de Fluktuationen vum Weltmaart, eng Kéier vun de Fudderpräisser, déi ugezunn hunn, an eng Kéier vun dem Mëllechpräis selwer, deen an d'Gette gaangen ass.

Ass elo méi Mëllechproduktioun eng Léisung? Ass d'Turbo-Kou den Auswee? Ass fir de Gréngstanduert Lëtzebuerg net eng aner Pist noutwendeg a méiglech?

Kënnen a mussen mir net mat méi strenge Qualitätskritäre wéi eis Nopere produzéieren, fir eis vun hinne kënnen ofsetzen an och gezilt de Maart zu Lëtzebuerg a vun der ganzer Groussregioun ze bedéngen? Beispiller gëtt et hei zu Lëtzebuerg, si si virdru schonn erimmt ginn. Niewent der Biolandwirtschaft gëtt et awer och „fair Mëllech“ als Beispill, déi sech selwer Qualitätskritäre ginn hunn. Dann hu mer awer och heivir an der Belsch zu Arel „FAIREBEL“. Dat ass eng Kooperativ, wou ënner anerem och deen ee Volet gemaach ginn ass, dee mer onbedéngt mussen ugoen: de Konsument an de Produzent méi no beienebréngen, well do kënnen och Konsumente Member ginn an dëser Kooperativ.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Musse mir net och d'Biolandwirtschaft, ech hat se schonn erimmt, zu Lëtzebuerg endlech offensiv ënnerstëtzen an als eng vu méigleche Produktionsaart a -weisen an der Landwirtschaft no vir huelen?

Ech sinn der Iwwerzeugung, dass mir nëmme duerch eng ganz éierlech Analys vun eise

Stärkten a Schwächte vun all eenzelne Betrib hei kënnen d'Landwirtschaft an Zukunft richteg a gutt opstellen.

An do ass eiser Meenung no d'Berodung den A an O an dësem Dossier, sief et bei de Jongbaueren, wat jo Virschreift ass, wa se gären e Subsid hätten, wa se sech nei wëllen nidderloossen, respektiv och de Monitoring vun de lafende Betriber. An déi ganzheetlech Berodung, déi ass ausschlaggebend.

All Investitioun muss awer besser ekonomesch ageschat gi wéi an der Vergaangengeheet an et muss och méi de Rotschléi vum SER Rechnung gedroe ginn. An ech hätt mer an der Vergaangengeheet gewénscht, an ech mengen, verschidde Betriber hätte sech dat och am Nachhinein gewénscht, dass den SER, an domat de Ministère, heiansdo emol déi Giel oder déi Rout Kaart aus der Täsche geholl hätt, fir ze soen: „Dir sidd net um richtige Wee.“ Da géife bei verschidde Betriber net d'Banken d'Soen hunn an deene géife faktuell de Betrib gehéieren, mä da wäeren et d'Bauern, déi u sech Här a Meeschter op hirem Betrib nach wieren.

Wat fir Piste gëtt et elo? Ma Piste fënnt een, an déi fënnt een all Joer am Buchstellentag vun dem SER an hirem Bericht erëm. 2015 ass dat gemaach ginn, wou d'Resultater vun 2014 analyséiert gi sinn. Do hu mer dann och en Duerchschnittsbetrib oder Testbetrib, deen huet zu Lëtzebuerg zirka 83 Hektar fir Gréngland a Fudderplanzen, wou och en Undeel Mais derbäi ass, an da komme mer zum Fudder a mir kommen zum Zesummespill vu Stärkt, Energie duerch de Mais an als Complément den Eewäiss, dee ganz dacks a ganz vill duerch Soja gemaach gëtt. Dat ass en Duo, e bësse wéi aus der Bande dessinée vum Hergé den Dupont et Dupond, déi ginn nëmme zesummen. Stärkt an Eewäiss gehéieren zesummen...

(Interruption)

...an dësem Fudderdeel.

An dofir brauch en duerchschnittlechen Testbetrib zu Lëtzebuerg net nëmme déi 83 Hektar Land, déi e faktuell op sengem Betrib stoen huet, mä en huet och nach u sech zwielef Hektar a Südamerika matgepacht, fir Sojabounen unzeplanzen. Wou mer jo wëssen, wéi dee Soja ugeplant gëtt, mer sinn an Amerika ënnerwee: genmanipuléiert a mat ganz intensivem Asaz vu Pestiziden. Mir mussen eiser Meenung no aus dësem Modell eraus.

Ee grouse Käschtpunkt ass nämmlech och, wann een d'Analys éierlech mécht, ebe genau d'Fudderproduktioun an dat, wat muss zoukaaft ginn. An dat schléit beim Mëllechpräis - an dat ass och eng Donnée, déi eben aus engem Bericht kënn, net vu mir, mä vu CONVIS - mat zéng Cent de Liter oder de Kilo, dat ass jo eng äänlech Unitéit, bei der Mëllech zu Buch. A mer wëssen, dass am Moment mer op dem „break-even point“ an der Mëllechwirtschaft ukomm sinn, dat heescht, déi 25, 26 Cent, déi elo nach bezuelt ginn, dat geet just duer, fir all Käschten ze decken. An dee Gewënn, deen esou e Betrib mécht, gëtt reng iwwert d'Subsidien ofgedeckt. Dat kann net sinn! An dofir muss een analyséieren op all eenzelne Betrib, wou ee kann usetzen, fir dëser Entwécklung entgéintzesteieren.

Lëtzebuerg ass ee Grénglandstanduert. Mir hunn zirka 60.000 Hektar Dauergréngland. An dofir ass u sech och eng Kou gemaach. An dat ass och hire grouse Virdeel. Dat ass dat, wat d'Mënschen net kënnen maachen, an zwar d'Gras verwaerten. Dat kann nëmme d'Kou maachen, mat hire verschidde Mee, mat dem Widderkäuen. Dat kënnen mir soss net valoriséieren. Eng Pist ass opgebaut ginn, dat ass déi, fir d'Gras an enger Biogasanlag ze notzen. Da wënschen ech mer awer léiw, dass d'Kéi d'Gras friessen an u sech duerno ee gesond a proppert Liewensmëttel eis zur Verfügung stellen.

Natierlech, wa mer ëmstellen, fort vu Mais- a Sojakombinatioun méi op Grénglandnotzung, also Graswirtschaft, da geet natierlech och d'Produktioun pro Kou pro Joer erof. Da wier awer och méiglech, dass ee fudderautark an engem Betrib kéint fonctionnéieren, an dann huet een och manner Betribskäschten. Dofir soen ech: Et brauch een eng ganzheetlech Berodung, eng ganzheetlech Ennersichung vun deem, wat op engem Betrib eran- an erausgeet, fir zu proppere Léisungen ze fannen.

An d'Diskussioun ëm d'Zuel vun de Kéi am Stall, déi ass am Hierscht 2015 gemaach oder ugestouss ginn. Ech erënnere mech drun, dat war ëm den Zäitpunkt vun der Ökofoire, wou do zwee Projeten, déi och aus menger Géigend kommen, aus dem Weste vum Land, mat enger Demande vun iwwer 1.000 Kéi am Stall eng Ufro haten, fir da geneemegt sollen ze ginn.

An d'CSV wier jo och elo keng Vollekspartei, wann an hire Reien net do eng gedeelte Meenung dozou wär, géif ech emol mengen, oder keng eenheetlech Meenung wär. Déi eng wëllen Téi vum Séi an déi aner 1.000 Kéi.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Aah!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - A firwat hu mir an der Chamber keen Téi vum Séi?

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Ass dat e Widdersproch? Mä ech mengen, dat ass vläicht guer kee Widdersproch, dat ass vläicht déi falsch Diskussioun. Et muss een éierlech si vis-à-vis vun de Betriber. Et muss een éierlech si vis-à-vis vun de Leit aus dem Land an och vis-à-vis vun de Baueren.

(Interruption)

An och bei Betriber, déi nëmme 200 Kéi hunn, kann et sinn, dass dat der vill ze vill sinn,...

(Interruption)

...well d'Fläche vum Betrib net do sinn, fir u sech hiert eegent Fudder kënnen ze produzéieren.

Mir hunn also zu Lëtzebuerg - dat ass eng aner Donnée - 2015, nodeem dass d'Quote gefall sinn, 330 Milliounen Kilo Mëllech produzéiert. Domat si mer Europameeschter an der Steigerung, an zwar mat plus 20%, nach virun den Iren, déi nëmme 19% hikritt hunn.

Mä, eis national Molkerei, ënner anerem, kann des Mëllech natierlech guer net verschaffen. Zweek Drëtter mussen leider um Spotmaart verkaaft ginn, an zu Präisser, déi virun allem Länner wéi Neiséiland ebe festleeën. An dat sinn 18 bis 20 Cent de Kilo. An nëmme een Drëtter ka leider, an do mussen mer och sécherlech dee Prozentsaz verbesseren, hei zu Lëtzebuerg valoriséiert ginn. Dat primäert Produkt Mëllech soll ebe weiderverschafft ginn zu engem méi héichwäertege Produkt an och dofir d'Plus-value hei am Land gelooss ginn.

An do brauch awer och d'Landwirtschaft Ënnerstëtzung vun der Politik, ganz kloer, fir méi Produkter hei am Land och ze notzen, sief et a Kantinen, Maison-relais, an och brauche mer d'Politik, fir dat Verständnis (veuillez lire: Verhältnis) zu der Landwirtschaft erëm hierzustellen, de Konsument an de Produzent méi no beieneenzebréngen.

An do ginn ech menger Virriednerin e bësse méi wäit wech, dem Martine Hansen, vollkommene recht, dass dat idyllescht Bild vun der Landwirtschaft absolut e Pub-Bild ass, mat deem e Produkt verkaaft gëtt an dat net der Realitéit entsprécht, net der Realitéit an der konventioneller Landwirtschaft an och net ëmmer der Realitéit an der Biolandwirtschaft. An do mussen mer d'Leit awer erëm eng Kéier méi mat der Hand huelen. An do kënnen och Naturschutzsyndikater eng Bréck bauen, fir mat Kanner - ech soen ëmmer: iwwert d'Kanner ass et méi einfach méiglech - op den Haff ze goen, fir eng Kéier ze weisen, wéi dat fonctionnéiert.

Ech selwer war erstaunt iwwert d'Detailer, déi mir net esou präsent waren, vun deem Bild, dat een ëmmer am Kapp huet vun de Kéi op der Wiss. Mäi Meedchen ass weini erëmkomm, an der Maison relais hate se u sech och esou eng Aktioun, dass se dat kucke waren, a se hatten och e flotten Austausch mam naturhistorische Musée, wou se selwer duerno Kéis gemaach hunn. An do ass et erëmkomm mat Biller vun de Kéi, déi haten allegueren keng Haren. Dat ass eben eng Realitéit, där ee sech muss stellen. An de Klischee aus der Pub, dee mussen mer e bësse méi, vläicht, korrigéieren.

Voilà! Vu wat fir enger Gréisstenerdnung schwätze mir dann? Ma virdru hat ech gesot: De Betrib vun 200 Kéi, deen huet dacks ee Problem, an dat ass dee vum Investissement. A wann ee Betrib elo nei sech wëllt opstellen, da wäert e misse rechne mat 12.000 bis 13.000 Euro pro Kouplaz, déi en do huet. Dat wär also en Invest vun ëm déi 2,4 Milliounen Euro. Dofir ass et immens wichteg, dass déi Berodung ebe ganzheetlech gemaach gëtt, souwuel vun de Suen, vun awer och der Liewensqualität vum Bewirtschafter, awer och vun der Ëmwelt, fir dass eng Feelorientéierung eben net méi geschitt.

Ech hat scho gesot: D'Banke sinn dacks Här a Meeschter, well am Moment hu mer ganz niddreg Zësen. Wann déi eng Kéier unzéien, da mussen mer niewent dem Deel, dem Kapital, wat mer zréckbezuelen op de Betriber, och d'Zësen tilgen. An da gëtt et ganz, ganz enk.

Elo scho sinn an den Ofschreiwungen - och déi Donnéeë fënnt een ëmmer an den Testberichter - 12 Cent pro Liter Mëllech noutwendeg, fir u sech de Maschinpark an eis Gebaier ze bezuelen. Ech hat virdru gesot: 10 Cent brauche mer fir d'Fuddermëttel bäizekafen, 12 Cent fir u sech d'Ofschreiwung ze tilgen, da si mer schonn iwwert dem Spotpräis vum Liter Mëllech, deen um Weltmaart bezuelt gëtt. Also ass jiddwereen hoffentlech mat mer eens, dass dat ganz enk gestréckt ass. An dofir brauchen déi Betriber eis Ennerstëtzung.

An och méi grouse Betriber kënnen zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, mä nëmme, wa se déi noutwendeg Flächen hunn. Mir bewirtschaften elo och schonn an der Belsch an och an Däitschland méi wéi 6.000 Hektar, niewent deenen Hektaren, déi, wéi ech sot, mer och ëmmer ënner Beschlag hunn, well mer Soja mussen akafen.

Wat fir eng Roll spillt d'Landwirtschaft elo fir d'Erhale vun enger intakter Natur an der Ëmwelt, fir proppert Drénkwaasser? Wat fir ee Bäitrag kann d'Landwirtschaft liwweren zum Erhale vun der Biodiversitéit zu Lëtzebuerg?

Menger Meenung no ass d'Roll vum Erhale vun der Kulturlandschaft, dat heescht där geformter Landschaft, duerch eis Betriber eng ganz wichteg. Déi ass primordial. Ouni d'Landwirtschaft ass zu Lëtzebuerg keen Naturschutz um oppene Land méiglech. Et geet nëmme mateneen, soss wäerte mer an Zukunft e ganz grouse Verloscht u Biodiversitéit hei zu Lëtzebuerg mussen bebloen.

An eng wichteg Bréck, mengen ech nach eng Kéier, ech widderhuele mech, kënnen do Naturschutzsyndikater an d'Naturparke spillen, fir erëm de Produzent an de Konsument méi no beieneenzebréngen, fir dass d'Leit dobaussen erëm eng Kéier wëssen, wat u sech e moderne landwirtschaftleche Betrib bedeit, onofhängeg dovun, wéi seng Produktionsaart a -weis ass.

An am Waasserschutz, do hu mer jo schonn e flotte Modell fonnt, an zwar ronderëm de Stauséi. Do ass schonn e kooperative Modell opgestallt ginn, wou d'Landwirtschaft, d'Bauerebetriber, déi do bewirtschaften, an de SEBES zesumme probéieren, Léisungsweeër ze fannen, fir och zu enger anerer optimierter Bewirtschaftung vun dese Waasserschutzzonen ze kommen. Et geet, ech widderhuele mech, nëmme zesummen an net géinteneen.

Wat sinn aner Piste fir d'Lëtzebuerg Landwirtschaft? Bon, de Geméisubau war hei scho gesot ginn, héichwäerteg Qualitätsprodukter an allgemeng natierlech och Bioprodukter. De Maart fir esou Produkter besteet zu Lëtzebuerg. Mir hu méi e groussen Émsaz, wéi mer eng Produktioun hunn. Dat war och schonn erwänt hei ginn, dass mer just am Moment knapp 3,4% Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg hunn.

Fir d'Formatioun zum Geméisubau, och déi ass schonn op d'Bee gestallt, an zwar an Zesummenaarbecht mat der Akerbauschoul, do si mer also prett. D'Formatioun ass do. Mir mussen nach den Incentive ginn, fir u sech dee Feelbedarf, dee mer hei hunn um Lëtzebuerg Maart vun dësem Produkt, och dann ze decken.

D'Veermaartung, d'Valoriséierung vu Primärprodukter zu héichwäertege Produkter ass eng aner wichteg Pist. Do feelt et och der Biolandwirtschaft ganz kloer un Infrastrukturen. Mä do kommen ech herno nach eng Kéier kuerz dozou.

Och den Zougang, dee mäi Virriedner hei erwänt huet zu den öffentlechen Kantinen an den Ausschreiwungen, dee brauche mir. Mä da brauche mer och Qualitätskritären. An ech fäerten, da geet et net duer mat dem Slogan „Esou schmaacht Lëtzebuerg“. Da mussen mer duerno schaffen. Mir mussen méi prezis Qualitätskritäre festleeën, fir eis ze differenziere vun noen Ausland, soss wäerte mer nach ganz sécher géint EU-Recht verstoossen. Mä ech si ganz sécher, dass mer do kënnen e Maart opmaache fir eis Betriber, konventionell oder Biobetriber.

Elo zu der Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg. Dat ass eiser Meenung no eng ganz wichteg Pist, fir verschidde Betriber zu Lëtzebuerg och gesond op d'Been ze stellen an och ëmzestellen. En Zilwäert vun 20% Biolandwirtschaft, mengen ech, wär méiglech. Elo gëtt et scho méi wäi aacht Länner hei an Europa, déi méi wéi 10% Biofläch hunn, sief et e ganz klengt Land, Liechtenstein, déi hunn 30%, Eisträich, Schweden, Estland, Schwäiz, Lettland, Tschechien an och Italien. De Weltrekord hunn anscheinend d'Falklandinselen mat 36%.

En anert gutt Argument, fir hei vill Bio ze maachen, ass u sech, dass dee gréissten Émsazmaart fir Bio u sech Däitschland ass. Déi si ganz no bei eis, a wa mir gutt Produkter hunn, da kéint ech mer och virstellen, dass ee Bioprodukt kéint op deem Maart mat ofsetzen.

Bio ass gutt fir eis Gesondheet. D'Biobetriber schaffen no engem wichtege Prinzip, dee mer och an der Economie am Moment souwisou verfolgegen, dat ass d'Économie circulaire, fir ze probéieren, mat gréisstméiglecher Futterautarkie ze schaffen, ouni Asaz vu chemeschen Dünger a Pestiziden. Bio ass och gutt fir d'Waasser, fir d'Natur, awer och fir dem Bauer seng Gesondheet a steet och fir eng aartgerecht Déierenhaltung mat vill Fräilaf. Dofir ass d'Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg onbedéngt e Konzept fir d'Zukunft.



Mir wëllen hoffentlech net... an Dir hutt vläicht deen Artikel an „Tageblatt“ gelies, wéi an Amerika geduecht gëtt, d'Biolandwirtschaft u sech no vir ze pushen: Si hu grouss Flächen, fir extensiv ze schaffen, si bréngen et awer net fäerdeg, fir op der Plaz bei sech Fuddermëttel unzabauen, well alles manipuliert ass, an da loosse se de Mais aus Indien afléien, fir an Amerika Bioprodukte ze maachen. Wann den TTIP d'Grenzen opmécht, da kommen déi Bioprodukte no hire Qualitätsstandarden hei op de Maart an Europa an da sinn eis Betriber am Nodeel. An dofir, dat ass am „Tageblatt“ nozulesen, dat ass eng, soen ech, Visioun vun der Landwirtschaft, déi, mengen ech, keen hei am ganze Raum wëllt hunn!

Déi jonk Bauere sinn e ganz wichtige Faktor an dofir si mer och frou - elo ass d'Kollegin grad eraus, mä et si jo Vertrieeder hei...

(Interruption)

Et si jo awer Vertrieeder hei vun der CSV, déi eben en Amendement erabruucht huet, fir déi jonk Baueren ze ënnerstëtzen. An och do fanne mer, dass dat... och wann Amendementer ugeholl si ginn, da si se jo vun der ganzer Kommissioun ugeholl ginn, an dat do war och een esou en Amendement, wou et ganz kloer ass, dass mer eis jonk Bauere mussen ënnerstëtzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir mussen se awer och ënnerstëtzen an der Formatioun. Mir mussen se ënnerstëtzen an der Berodung, am Plan d'entreprise, an dem Ëmweltschutz, fir dass och hir Liewensqualität als Bauer garantéiert ass. An do ass erëm eng Zuel, déi mech awer ganz nodenklech stëmmt, grad wann ech u jonk Baueren denken an un d'Iwwerhuele vun de Betriber. Dat ass och erëm eng Kéier de Buchstellentag an d'Donnéeë vum SER 2015, ëmmer bezunn op eng Ëmfro vun 2014 - dovu ginn ech aus -: „Ass een Nofolger um Betrib do?“

Bei deene Leit, déi matgemaach hunn, ass et esou, dass leider nëmme en décken Drëttel geäntwert hunn: „Jo, kee Problem.“ Bei engem aneren, 39%, ass et ganz ongewëss, wien iwwerhëlt. A bei 21%, an 3% zousätzlech, also 24%, ass et net garantéiert, dass do een dee Betrib iwwerhëlt. Dat soll eis nodenklech maachen!

Wann een da kuckt, wou Leit sinn, déi wëilten iwwerhuelen, dann hu mer u sech e ganz gutt Ausbildungsprofil, wou eben awer 41 den CATP hunn, oder DAP, deen hei elo schonn ugeschwat ginn ass. An et sinn der awer eng ganz Partie, déi vill méi héich Ausbildungen hunn: Een Drëttel hunn eng Technikerausbildung, 12% respektiv 10% hunn e Bachelor- oder e Masterabschluss. Et sinn also gutt formeiert Leit ënnerwee, déi d'Nofolger wëllen iwwerhuelen, mä mir hunn der awer leider net op all Betrib. Dofir wäert ganz sécher eng grouss Restrukturierung, eng ganz grouss Erausfuereung op d'Landwirtschaft zoukommen, an net nëmme, wéi mer dat ëmmer am Handwierk och hunn; och hei ass d'Nofolger ee grousst Thema.

E leschte Volet fir ofzeschléissen ass de Volet Landschaft, Klima an Energie. An eng wichteg Pist ass do vun eise Landwirtschaftsminister Fernand Etgen u sech gemaach ginn, andeem dass en e Pabeier um informelle Conseil vun den Agrarminister presentéiert huet. An dat war dee Pabeier „Towards climate-smart agriculture“. Do sinn eng Partie Pisten opgewisen, wéi u sech d'Landwirtschaft och dem Klimaschutz kann eppes Positives bréngen, u sech Klimagaser reduzéieren. Et ass awer och opgewise ginn, wou d'Problemer kënne sinn, ebe mat deem Undeel vun Emissionen, déi eben och an der Landwirtschaft sinn, virun allem duerch den Asaz vun dem mineralischen Dünger.

Wa mer also op déi Pist ginn, déi ech virun ugeschwat hunn: manner mineralischen Dünger asetzen, méi organischen, also méi um Haff produzierten Dünger, méi de Wirtschaftsdünger valoriséieren, da kommen eischtens d'Betribskäschten erof an et ass gutt fir eist Klima an och fir de Portmonni vum Bauer! An do ass eben och ee Knackpunkt, deen ugeschwat ginn ass: d'Erhale vum Dauergréngland, wat ëmmerhin awer d'Halschent vun eiser Agrarfläch ausmécht.

Ech ginn net nach eng Kéier op déi Voleten alleguerten an, déi sinn an deem Bericht ausféierlech beschriwwen. Mä ganz kloer: Déi Mesuren, déi hei ergraff ginn, déi si gutt fir verschidde Faktoren: fir d'Biodiversitéit, fir d'Ëmwelt an och fir de Portmonni vum Bauer an och fir seng Gesondheet.

Ee Stéchwuert just nach, dat ass d'Präzisionsausbréngung grad vun dem Dünger um Haff. Dat spillt och nach eng Kéier erof an dee Volet Waasserschutz. Do hu mer also eng ganz Partie Voleten, déi mateneen ofgedeckt ginn, wa mer an deem Kader vun den Dréckwaasserschutz-

zonen och wäerten op esou Präzisionsmaschinen erëm eng Kéier zrëckgräfen.

A vill ze dacks gëtt leider de Piff - ech soen et ganz graff - als Offall betruecht, also als Offallprodukt vun de Produktionsprozesser Mëllech a Flesch, an net als wäertvollen Dünger, deen u sech kann hëllefen, d'Betribskäschten ze drécken. Dofir och eiser Meenung no, ech mengen, dass et gutt wär, wa mer déi Capacitéit op den Häff vu sechs Méint op néng Méint kéinten erweideren, well dann hu mer eng aner Méiglechkeet, fir deen Dünger ganz geziilt erauszubréngen: da wann d'Planzen um Aker sinn. Wann u sech eng Planz de Stéckstoff kann ophuelen, dann dreit dat och eppes zum Wuesstum vun de Planze bäi. Och dat wär wichtig an déngt och eppes dem Waasserschutz.

Ech kommen esou lues zum Schluss. Eiser Meenung no ass et wichtig, wa mer all déi Mesurë wëllen ëmsetzen, dass mer eng ganzheetlech Berodung vum Betrib brauchen, opbauend op den dräi Saile vun der Nohaltegkeet: also Suen/Verdénsgsch, Gesondheet a Liewensqualität vum Bauer a Wënzer, de Schutz vu Buedem, Natur a Waasser. An déi véiert, déi nei Sail, dat ass déi, déi duerch den Déiereschutz opgemaach gëtt: d'Wuel vum Déier a seng aartgerecht Haltung.

Leif Kolleginnen a Kollegen, et gëtt ganz vill an deem Sektor vun dem Bauer a vum Wënzer ze schaffen, fir dass de Stellwäert vun deem Berufsstand an eiser Gesellschaft och erëm eng Kéier op déi richteg a wichteg Plaz geréckelt gëtt, déi dese Berufsstand misst hunn!

Domat wëll ech schléissen a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci fir d'Nolautschteren!

► Plusieurs voix. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Anzia. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Präsident. Leif Kolleginnen a Kollegen, och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleg Gusty Graas fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech hu missen als Riedner hei kuerzfristeg asprange fir mäi Kolleg Roy Reding, dee Member an der Kommissioun ass an dee leider erkrankt ass an haut duerfir net kann hei d'Wuert ergräifen. Ech mengen, haut diskutéiere mer hei iwwer d'Reform vum Agrargesetz, déi siwert, an dat Ganz soll am Prinzip am Interessi vun der Landwirtschaft, eise Baueren, de Wënzer an de Gärtner sinn.

Meng Virriedner hunn et dacks genuch heibanne schonn de Mëtten ugesot, dass d'Landwirtschaft sech an enger ganz schwieriger Situatioun befënnt, existenziell Schwierigkeeten huet.

D'Zuel vun eise Betriber, wa mer 100 Joer zrëckkucken, louch nach bei 40.000. Mä eleng an deene leschte 25 Joer, vun 1989 bis 2014, also a 25 Joer, huet d'Zuel sech vu 4.000 op 2.000 Betriber halbéiert. An de Kolleg Anzia huet elo grad hei gesot, wéi grouss d'Beereitschaft ass haut, fir Betriber ze iwwerhuelen, wéi grouss d'Successioun ass. An da mussen mer wëssen, wann déi Zuel weider erofgeet, da geet op där anerer Säit d'Gréisst vun de Betriber automatesch an d'Luucht a mir kommen dann och erëm an eng Diskussioun, wat d'Gréisst vun de Betriber ubelaangt.

Keng aner Politik wéi d'Agrarpolitik ass an deene leschte 50 Joer méi vun den europäeschen Institutiounen bestëmmt ginn - mam bekannte Resultat.

Vun deenen 2.000 Betriber, déi mer haut nach am Land hunn, stellen, wéi gesot, ganz vill Leit hir Zukunft a Fro, wéi se weiderfueren. Vill stelle sech d'Fro: Solle mer ophale mat dem Betrib? A sollen net déi jonk Leit an en anere Secteur schaffe goen, wou se méi Liewensqualität hunn, besser a gesécher Paien hunn a wou se dann hiert Land verpachten oder verkäfe kënnen?

Oder déi aner Alternativ ass, dass se mussen massiv investéieren a sech domadder och deelweis oder ganz massiv verschëlden, ouni awer an eng sécher Zukunft ze goen, mä eischt an eng ongewëss Zukunft müssen ze goen. Et gëtt am Abléck keng nohalteg Perspektiven.

Wéi gesäit d'Zukunft fir d'Landwirtschaft aus? Wat fir eng Landwirtschaft wëlle mir? Eischt Familljebetriber? 93% vun eise Betriber hei am Land si Familljebetriber. Oder wëlle mer méi industriell Betriber? Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, dass mer en Interesse drun hunn, eis Familljebetriber ze ënnerstëtzen an net op industriell Betriber iwwerzegoen, quitte dass mer wëssen, dass déi Familljebetriber, där et der ëmmer manner gëtt, och ëmmer méi grouss wäerte ginn.

Betriber, wou de Bauer a seng Famill awer kënnen dervu liewen, an net just iwwerliewen! An ënner „liewen“ versti mir: Liewensqualität fir hien a seng Famill, an net de Sklav vum Betrib ginn, Unerkennung fir seng Aarbecht, fair Präisser. An et ass de Mëtten hei dacks ugeschwat ginn: d'Präisser vun der Mëllech, d'Präisser vum Flesch; wa mer d'Mëllechproduktioun huelen, wou de Bauer am Fong haut ënnert dem Prix de revient muss produzéieren. Wat fir ee Betrib, wat fir eng Gesellschaft géif iwwer länger Zäit ënner engem Prix de revient finanzéieren? Ma just d'Baueren, well se eben deen Idealismus hunn, déi Not zu hirem Haff, zu hirem Betrib, déi ganz dacks iwwer Generatiounen an hire Famillje geschaaft si ginn.

Mir hunn als ADR virun e puer Méint, am Februar dëst Joer, eng Motioun eraginn, wou mer am Fong gesot hunn, dass och déi Sanktiounen, déi Europa géint Russland decidéiert huet, dass déi negativ Konsequenze fir eis Bauerebetriber hunn, virun allem, wat d'Mëllechproduktioun ubelaangt, an dass mer sollten als Europa drun denken, fir déi Sanktiounen opzehiewen. Dat ass hei vun der Regierung refuséiert ginn, fir op europäeschem Plang an déi Richtung ze drécken, mat de Konsequenzen, dass haut eis Betriber vill dorënner ze leiden hunn.

An op där anerer Säit hat de Fernand Kartheiser och den 22. Dezember 2015 eng parlamentaresch Ufro gestallt, déi genau och an déiselwecht Richtung gaangen ass, well mer ebe wëssen, wat d'Konsequenze fir d'Betriber sinn. Wann d'Politik Décisiounen trefft, wou se Sanktiounen géint e Land wéi Russland hält, an do duerch negativ Konsequenze fir d'Landwirtschaft erauskommen, da muss d'Politik och bereet sinn, opgrond vun hirer politischer eischt Décisioun, och eng Décisioun ze huelen, déi en Ausgleich da fir déi Bauere mat sech bréngt.

(Interruption)

A mir mussen awer och op där anerer Säit, an dat ass och de Mëtte schonn dacks gesot ginn, en Emdenke bei de Konsument bréngen. Wann eis Leit gären an de Supermarché ginn a Mëllech do kafen, déi keen hallwen Euro kascht, wann d'Supermarché Reklamme maachen, dass ee Poulete kritt vun 2 Euro, da muss een och wëssen, wann een als Konsument déi Produkter keeft an ënnerstëtzt, da kann een net e qualitativ héicht Produkt verlaangen, mä dann hëlleft een, d'Massendéierenhaltung ze ënnerstëtzen. An ech mengen, mir sollten och hei als Politik - an et ass jo de Mëtten dacks genuch ugeklongen - no bausse weisen, wat d'Leit mussen sech bewusst sinn, wa se akafe ginn.

Mir mussen de Leit och soen, dass d'Baueren zu eise Wiesen, zu eiser Landschaft gehéieren. A mir mussen de Leit och soen..., an alleguerten déi, déi Buergermeeschter sinn oder Buergermeeschter waren, déi wëssen, wéi et an eisen Dierfer ass, wa Leit op eemol bäikommen an da sech opreegen, dass e Bauer do ass, dass Mëscht ausgefuert gëtt, dass Mais eragefuert gëtt, dass et knaschteg ass. Dann ass dat all Kéiers e Skandal! An trotzdem mussen mer och dann deene Leit soen: „Ma dat gehéiert zu eise Duerf. Dat gehéiert zu eiser Gesellschaft. An Dir hutt en Intérêt drun, fir lech dodrun ze gewinnen an d'Baueren hir Aarbecht maachen ze loossen, eng gutt Aarbecht maachen ze loossen“, fir dass mer och kënnen op där anerer Säit uerdentlech Produkter kréien.

Kee Bauer ass frou, opgrond vu Subventiounen, Subsiden ze iwwerliewen. Gerecht Präisser fir seng Aarbecht, dat ass dat, wat de Bauer gären hätt, dass e vu senger Aarbecht ka selwer liewen, egestänneg liewen, ouni mussen op aner Hëllef ugewisen ze sinn. An dat ass net nëmme an Interessi vum Konsument, mä och a sengem eegenen Interessi hätt de Bauer dat gären.

An datselwecht ass och, wann haut vill hei geschwat ginn ass vu Pestiziden, vu chemischen Dünger an esou virun: Kee Bauer huet en Intérêt drun, fir eis Ëmwelt ze vergëften, fir d'Waasser ze vergëften. Ech mengen, et ass kee méi mat der Natur verbonne wéi e Bauer! An ier mer Parteien haten - mir alleguer, oder déi gréng, déi sech ëm d'Ëmwelt bekëmmern -, majo iwwer Jorhonnerte waren et d'Bauere praktesch exklusiv, déi an eiser Ëmwelt, eiser Landschaft, eiser Natur geschaff hunn an déi se erhalen hunn! Kee vun hinne wëllt dat. An ech mengen, och an hirem Interessi, well et gëtt eng Rei vu Kriibskrankheeten, wou de Prozentsaz bei de Baueren am héchsten ass. An duerfir hu si alleguer selwer och en Interessi drun, fir esou mann wéi méiglech mat Chemikalien a Pestiziden ze schaffen.

Mä et gëtt awer och ëmmer méi Reglementatiounen a Virschreife fir d'Bauerebetriber, ëmmer méi administrativ Aarbechten. Keen aneren ekonomesche Secteur kritt esou vill Virschreife gemaach a gëtt esou kontrolléiert, wéi dat an der Landwirtschaft de Fall ass. Ëmweltvirschreife - et gëtt kee Beruff, dee méi mat der Natur, wéi ech gesot hunn, verbonnen ass!

Déi gréissten Naturschützer sinn an der Landwirtschaft an dach kréien d'Baueren ëmmer méi Oplagen.

Mir hunn och do net méi spéit wéi gëschtler als ADR hei eng Motioun virgeluecht, déi och verworfen ginn ass vun der Majoritéit, wou mer am Fong gesot hunn: Wa mer e Gesetz maachen, wou mer ebe Virschreife maachen, och am Ëmweltberäich, da wier et wichtig, dass mer och bei deene Gesetzer, bei deene Reglementer genau eng Fiche derbäi hätten, wat dat och als Konsequenze fir d'Betriber huet, wat dat als Nofolgekäschte fir d'Betriber huet. An och déi Motioun ass gëschtler hei vun der Majoritéit ofgeleent ginn!

Vill Bauere sinn enttäuscht iwwer d'Politik vun dieser Regierung! Vill Bauere soen, dass se ëmmer e Landwirtschaftsminister haten, emol eng Kéier e besseren, emol eng Kéier ee méi schlechten, mä deen awer de Vertrieeder vun hinnen an der Regierung war, deen hir Interesse vertrueden huet - vun de Baueren - an der Regierung. Haut soen d'Baueren: „Haut ass de Landwirtschaftsminister eischt Maskottche vum Ëmweltminister, fir d'Baueren ze schikanéieren.“

(Interruptions et brouhaha)

Ëmweltbestëmmunge kommen um lafende Band. Ëmmer méi mussen d'Baueren dorënner ze leide kréien.

D'Reform, déi mer haut diskutéieren, huet e ganz laange Wee an huet laang op sech waarde gelooss. Elo trëtt dat Gesetz a Kraaft, réckwierkend op 2014, bis 2020, wou mer also schonn zwee Joer faute de base juridique am Fong keng Engagementer méi kënnen huelen. Dat ass d'Ëmfeld, an deem d'Landwirtschaft sech am Abléck befënnt.

An am Avis vun der Chambre de l'Agriculture ass dat am Fong treffend resüméiert ginn: «La Chambre de l'Agriculture estime que cette attitude passive du législateur par rapport au secteur agricole n'est pas admissible! Elle craint que ce retard ne soit que l'expression du manque d'engagement du Gouvernement vis-à-vis du secteur agricole. En effet, la politique du Gouvernement actuel ne semble plus considérer le secteur agricole comme un secteur important et économique, mais plutôt comme un secteur en déclin qu'il n'y a plus lieu de prioriser.» Dat ass d'Meenung vun der Landwirtschaft zu der Politik vun dieser Regierung, wat dee Secteur ubelaangt!

(Interruption)

Mir investéieren hei bal 400 Milliounen iwwer all déi Joren an deenen eenzelne Bestëmmungen, déi an deem Gesetz festleien, souwuel fir d'Landwirtschaft, de Wäibau, d'Gärtner bis bei d'Beienziichter, déi zu 75% vum Lëtzebuerger Stat a 25% vun der Europäescher Unioun finanzéiert ginn. De Kolleg Edy Mertens huet virun hei dat als eng grouss Zomm dohinnergestallt an huet versicht, dass dann ze vergläiche mam Ausland, mat Rumänien a mat der Lorraine.

Bon, ech wëll dem Kolleg Mertens, Här Präsident, soen, dass mer awer hei zu Lëtzebuerg liewen, an net a Rumänien an och net an der Lorraine...

(Interruptions)

...an dass mer hei zu Lëtzebuerg an alle Secteuren aner Präisser hunn, aner Käschten hunn an dass och d'Gehälter hei aneschtens si wéi an anere Secteuren.

(Interruption)

An och d'Gehälter vun den Doktere si sécherlech hei zu Lëtzebuerg aneschtens wéi a Rumänien. Och dass muss ee bedenken. A wann ee wëllt vergläichen, da muss een alles vergläichen an et kann een net ee Secteur eraushuelen an dann dohinnerstellen, wéi wann deen hei am Land mat Subside géif iwwerheeft ginn an an deenen anere Länner wier dat net de Fall. Da muss een dat och global dohinnerstellen.

Ee grouse Punkt, dat ass deen iwwer d'Prozeduren, wat d'Hëllef ubelaangt. Wa mer wëssen, dass an Zukunft dat méi Insécuritéte mat sech bréngt, dass et schwéierfällg ass, „e schlecht équilibréiert System“, schreift d'Chambre de l'Agriculture.

Fir all Investitioun muss een individuellen Dossier agereecht ginn a fir all Dossier si separat Prozedure fir d'Selektioun. All eenzelnen Dossier gëtt eenzel behandelt an eenzel no engem Punktesystem autoriséiert oder net. Fir dass e Betrib awer fonctionnéiert, muss en eng gesamtfunctionell Unitéit sinn. Wann een ee Stall baut, da muss een och zu dem Stall Zetäre

kénne bauen, et muss een e Stockage hunn, et muss ee Siloer hunn an et muss ee Scheieren hunn, fir Hee oder Stréi ze säckelen oder fir Maschinnen ze maachen (veuillez lire: ënnerstellen). Alles dat muss zesummen harmoniséieren.

Dat gëtt alles awer ënner engem Punktesystem no budgetäre Prioritéiten autoriséiert oder och net. Een Deel vu Projete kann autoriséiert ginn, een Deel kann net autoriséiert ginn. Dat ass keng Politik, déi e Bauer encouragéiert, ze investéieren. A vill administrativ Prozederen an Ongewëssheet sinn d'Resultat, an et wäert duerfir net méi investéiert ginn oder net d'Leit encouragéieren, méi ze investéieren, bei esou enger komplizierterer an onsécherer Prozedur.

Nach kuerz, eng Minutt hunn ech, e Wuert zu der konventioneller oder der Biolandwirtschaft. Richtig ass, dass mer all en Intérêt hunn, fir d'Biolandwirtschaft finanziell ze ënnerstëtzen a fir déi och ze férdere. Mä et dierf net op d'Käschte vun der konventioneller Landwirtschaft goen.

Mir mussen wëssen, dass mer Leit och mussen ëmzillen. An ech hunn dat virdu gesot, wa mer mengen, de Konsument misst Bëllegwuert kafen, dann ass et Zäit, bis mer en erëmhunn, dass e Bio keeft. Da misst mer en emol fir d'Eischt dohinner kréien, dass en en uerdentleche Präis fir dat konventionell bezilt, ier mer en op der Bioschinn hätten. Et muss also do och en Émdenke kommen.

An ech mengen, de Kolleg huet och virdu gesot, den TTIP, iwwert dee mer hei am Parlament jo politesch e bësse vergiessen, driwwer ze diskutéieren - et pour cause! -, do wësse mer, wann dee géif a Kraaft trieden, dass dat eng zousätzlech Belaaschtung géif fir eis Betriber ginn. An duerfir hate mir net fir näischt als ADR och do eng Motioun agereecht, fir dass TTIP vum Parlament ratifizéiert misst ginn an dass et net nëmme dierft op europäischem Niveau gemaach ginn. Mä do huet dës Majoritéit bis elo awer och Raute gewéint.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem Gesetz hei gëtt et eng Rei vu positive Moosnamen. An d'Landwirtschaft waart doudsécher op Subsidien. Mä et gëtt awer och eng ganz Rétsch vun negativen Texter a Bestëmmungen an deem Gesetz hei. An duerfir enthalte mir eis.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. An enger Émfro vun TNS ILReS, déi de Mouvement écologique 2009 schon an Opdrag ginn huet, goufen d'Konsumenten zu Lëtzebuerg gefrot, wéi eng Bedeitung fir si lokal, regional, saisonal an nohalteg produzéiert lesswuerer spillen a wéi se zur landwirtschaftlecher Produktioun stinn.

Doraus ass Folgendes ervirgaangen: 92% vun de Befroete fannen et wichteg, regional a saisonal Produkter ze konsuméieren. 70% waren der Meinung, dass de Stat d'Émstellung op eng biologesch landwirtschaftlecher Produktioun soll weiderdreiwen. 82% respektiv 81% fannen et wichteg, d'Biodiversitéit ze schützen an den Erhalt vu propperem Waasser ze verdeidegen. Iwwer 80% vun de Leit sinn der Meinung gewiescht, dass a Kantine méi regional a biologesch Produkter sollen zerwéiert ginn an och Restaurante sollen incitéiert ginn, deem Beispill nozegoen. 81% si schlisslech der Meinung, dass d'Bauere fair Präisser fir hir Produkter solle kréien a wiere souguer bereet, eppes méi fir d'Mëllec ze bezuelen.

Ouni ze vill an dës Zuele wëllen eranzeinterpretéieren, weisen d'Resultater awer, dass déi meescht Leit sech lokal a regional Produkter aus enger ekologescher, sozial nohalteger Landwirtschaft wënschen. An ech ginn dovunner aus, dass d'Majoritéit am Haus hei, vläicht souguer jiddwereen, och der Meinung ass, dass d'Biodiversitéit wichteg ass, dass et wichteg ass, lokal ze iessen, dass d'Bauern, zemools déi, déi d'Émwelt, de Buedem an d'Konsumente respektéieren, vun hirer Aarbecht liewe kënnen.

Eng Saach virewech: Jo, de Beruff vum Bauer ass keen einfache Beruff, och wann e sech staark moderniséiert huet. Mä an eiser Gesellschaft gëtt et vill Beruffer, wou d'Leit vill schaffe mussen, déi och net onbedéngt immens gutt bezuelt ginn, an deemno wéi ëmmer manner bezuelt ginn, an déi och eng grouss Responsabilitéit droen, an ouni deenen hire Beruff och eis Gesellschaft net richtig kéint funktionéieren. Infirmière ginn net gutt bezuelt, schaffen

immens vill, hunn eng staark Responsabilitéit a mussen sech u vill Prozederen a Reglementer och halen. An där Beruffer gëtt et der vill.

Ech mengen, mir mussen oppassen, keng falsch Debatten ze féieren. Et geet net drëms, ze uerteelen, wat d'Bauere richtig maachen oder net richtig maachen. Et gëtt där enger an et gëtt där anerer. Dat wësse mer all. Mir mussen de Rame schafen, an deem d'Bauern duerno schaffen, dorëms geet et. De Ramen, deen ass an eisen Aen absurd, deen aktuellen, well en engersäits op de fräie Maart setzt. A vu dass de sougenannte fräie Maart guer net esou gutt funktionéiert, wéi dat an der Theorie esou schéi kléngt, muss d'Allgemengheet asprangen an d'Bauere mat Subside subventionéieren. Ass och richtig!

D'Fro stellt sech nëmme: Wie subventionéiert een? A firwat? A vläicht sinn net onbedéngt ëmmer déi Richteg am richtige Mooss subventionéiert ginn a vläicht och net encouragéiert ginn, fir gewësse Reformen ze maachen, well et ass scho verständlech, wann een e Betrib muss féieren, da weess een net onbedéngt ëmmer, wéi et muer ausgesäit. An de Risiko anzegoen, dass ass gutt fir Theoretiker, mä natierlech muss do e klöre Rame bestoen, well mir sinn eis all eens hei, dass mir dovunner ausginn, dass immens vill Bauere wëilten an déi Richtung goen, fir lokal an esou propper wéi méiglech kënnen ze produzéieren.

D'Biolandwirtschaft huet haut en Undeel vun 3% un der gesamter bewirtschafteter Fläch. Den Här Anzia ass virdu och dorobber agaangen. Et gëtt eng Rétsch Länner an Europa, déi gutt 20% Biolandwirtschaft hunn. Dat Beispill vu Liechtenstein vun 30% wouss ech emol net. Dat sinn esou kleng Länner, fir déi ee sech och net ëmmer interesséiert. Souguer eis Lëtzebuerger geschitt dat.

D'Produkter, déi op där Fläch awer erzeugt ginn, gi bäi Wäitem net duer, fir d'Nofro ze stellen. D'Veararbeitsungs- an d'Logistikstrukture fir biologesch Erzeugnisse, déi feele ganz oft. Mir hunn eng Landwirtschaft, déi an hirer konventioneller Ausprägung duerch den Asaz vu Planzeschutzmittel a chemeschem Dünger, duerch den Ubau vu Monokulturen a feelender Fruchtfolleg, duerch d'Notzung vun décke Maschinnen maassgeblech zum Réckgang vun der Biodiversitéit bäidreit an d'Qualitéit vum Waasser a vum Buedem schiedegt.

A Wierklechkeet, an dat ass ëmmer méi gewosst, sinn eis Biedem, a ganz Europa d'ailleurs, um Ausstierwen. Dat huet net nëmme mam Asaz vu Chemie ze dinn, mä och mat der Tendenz, ze vill déif ze plouen, wat dee ganzen natierlechen a regenerative Prozess vun de Biedem zerstéiert.

Mir hunn och eng Landwirtschaft, déi schrumpft. D'Zuel vun de Betriber ass mat knapp iwwer 2.000 haut esou déif wéi ni. Fir d'Zuel vun de Beschäftegten an der Landwirtschaft zielt datselwech. D'Wäertschöpfung geet zréck. Dës Entwécklung sinn awer beleet gi vun enger massiver Konzentratioun an der Landwirtschaft, déi d'Folleg war och vun der PAC. Esou sinn déi bewirtschaft Fläche vum Duerchschnittsbetrieb haut esou grouss wéi ni, an d'Hauptproduktioun, d'Mëllec, gëtt an ëmmer méi grouse Quantitéiten op ëmmer méi vun de besteeënden Häff produzéiert.

A wann ech liesen, dass mir eis doriwwer freeën, dass mer erëm eng Nisch hätte fir eis Landwirtschaft, déi aus Flesch- a Mëllecproduktioun besteet, da stellen ech mer seriö Froen, ob mer wierklech eng responsabel Landwirtschaftspolitik wëlle bedreiwen. D'Konzentratioun op Flesch an op Mëllec ass keng Nisch. Et ass éischter e Lach, an dat eis Landwirtschaft kéint falen.

An dat ass d'ailleurs am Widersproch och mat där SWOT-Analys, wou ee liese kann: «Les goûts des consommateurs tendent vers des produits plus diversifiés, exotiques et simples à préparer. En même temps, l'image des produits laitiers et de viande est détériorée.» Mëllec a Flesch sinn emol keng Visioun fir d'Géigewuert an émsou manner fir d'Zukunft.

Dës Produktioun, net nëmme vu Mëllec, mä och vu Flesch, setzt den Import vu proteinhaltige Fuddermittel viraus, wat nieft klimapolitische Problemer och seriö mënscherechlech Bedenken opwerft, dass wësse mer och. A Südamerika gëtt Bësch ofgeholzt, CO₂ gëtt fräigesat, d'Biodiversitéit gëtt zerstéiert, „land grabbing“, d'Leit gi vun hire Länneren verdriwwen a gi krank opgrond vu Pestiziden an Herbiziden.

Mä déi Nisch, déi eng „niche“ ass, an där kee Mupp wëllt schlofe goen, déi bedeit, dass 50% vun der Surface agricole utile als Fudderquell benotzt gëtt. Ech stellen d'Fro: Kéint een de Buedem net och fir aner Saache gebrauchen?

Mir hunn eng Landwirtschaft, déi duerch d'Liberalisierung enger immenser Konkurrenz bei de Präisser ënnerläit, déi d'Konzentratioun vun

der Landwirtschaft provozéiert. Do géif ech de President vum Agrarrausschuss aus dem EU-Parlament, de Fransous Eric Andrieu aus der sozialistischer Fraktioun, zitéieren, deen am Januar gesot huet - ech zitéieren: «A force de libéraliser au niveau international et de déréguler au niveau européen on met en danger le devenir des millions d'agriculteurs et la sécurité alimentaire des consommateurs européens. Il est temps de sortir d'une approche libérale et linéaire de la Commission européenne, la seule exportation ne peut régler tous les problèmes.»

D'Betriber mussen wëssen an hir Produktionscapacités eropsetzen, meeschtens op d'Käschte vum Émwelt- an Déiereschutz, fir iwwerhaapt kënnen ze iwwerliewen. Se mussen sech spezialiséieren, fir hir Käschten esou déif wéi méiglech ze halen, ënner anerem och beim Personal.

Déi heiraus entstoeend Iwwerproduktioun, wéi zum Beispill bei der europäescher Mëllec, féiert natierlech zu weider falende Präisser. Fair Präisser an anstänneg Revenue fir Baueren an Ugestalter sinn esou net méiglech! An d'Iwwerproduktioun gëtt dann zu Dumpingpräisser a méi aarme Géigende vun der Welt op de Maart gehäit, woumat d'Landwirtschaft an deene Länner an d'Liewensgrundlage vun der lokaler Bevëlkerung zerstéiert ginn.

Lëtzebuerg zum Beispill mécht dat mat der Mëllec, vun där mir 60% exportéieren a Mauritien oder an de Ghana. Et dierf ee sech och net herno wonneren, wann an dese Géigenden dat zu grësseren Déséquilibere féiert.

D'PAC fiedert dës Problemer fir europäesch Baueren deelweis of. Mä se féiert awer och e System weider, dee keng Zukunft kann hunn. Lëtzebuerg ka mat sengem PDR net all dës Problemer léisen, natierlech. Allerdéngs bitt dës Instrument der Regierung awer d'Méiglechkeet, mat enger zilgerichter Politik an den néidege finanzielle Mëttele verschidde Weichstellungen ze maachen.

Mir mengen awer generell, dass an deem Projet de loi keng richtig Visioun, keng Strategie besteet. Et gëtt kengem op d'Féiss getréppelt. Et gëtt dem Trend vun der Industrialisierung a vun der Konzentratioun nogelaf, deen och net a Fro gestallt gëtt. Dernieft ënnerläit de Projet der Spuerpolitik an dem Kompetitivitéitsmantra. Esou ass keng nohalteg, ekologesch a sozial Neiausrichtung vun der Landwirtschaft méiglech.

Déck Betriber kréie méi a si bevirdelegt de klenge Géigeniwwer. De Plaffong, deen hei agefouert gëtt, ass u sech zwar ze begrëissen. Mä anstatt déi Suen ëmzeverdeelen a konkret politesch Ziler an der Landwirtschaft ze verfolgen, gi se agespuert. Et ass vill Drock ausgeübt ginn, och fir de Plaffong esou héich wéi méiglech ze halen.

Et gouf zum Beispill kee Plaffong fréier och fir den Akaf vu Maschinnen. Wat geschouch? D'Maschinnen, an zum Beispill riseg Méidrescher, déi goufe regelrecht exportsubventionéiert, wann een dat esou wëllt soen, dass se an d'Ausland gaange sinn, well se hei dem Besoin net entsprach hunn. An da si se an d'Ausland dresche gaangen, do, wou natierlech och d'Bauern net déi entsprechend Subside kruten.

Esou gëtt der Konzentratioun vu Betriber net entgéintgewierkt. Ganz am Géigende! De klenge Familljebetrib kënn hei potenziell méi schlecht ewech. An dat ass onlogesch. Wa grouss Betriber, wéi ëmmer gesot gëtt, méi effikass kënnen schaffen, da stellt ee sech d'Fro, firwat déi och besser subventionéiert solle ginn.

An och wann de Plaffong agefouert gëtt, da stelle mer fest, dass grouss Exploitatiounen eendeitig da méi bevirdelegt ginn. Wann een eng Exploitatioun vun enger UTA, enger Unité de travail agricole, hält - wat och nach eng Berechnungsmethod ass, déi ee kéint a Fro stellen, déi Leit a Fro stellen -, huet déi e Plaffong da vun enger hallwer Millioun Euro. Eng Exploitatioun awer vu fënnf UTAen huet e Plaffong vun 1,7 Milliounen Euro. Do kéint ee soen: 5 mol 1,5 Millioun, dat ergëtt 2,5 Milliounen. Dat ass méi wéi 1,7 Milliounen.

Mä ech mengen, esou kann een dat net berechnen, an do kéint een och vun de Präisser vun Akerland schwätzen. An ech mengen, et kann een och wierklech net esou berechnen, well wann ee vun der Économie d'échelle ausgeet, da weess een, och wann et vläicht an absoluten Zuelen degressiv ass, ass et a relative Montante progressiv.

A wann da monéiert och gëtt, dass grësser Betriber méi produktiv wieren a méi effikass schaffe kéinten, da stellt sech d'Fro, firwat se esou staark subventionéiert ginn. - Dat hunn ech virdu scho gesot. Ech war menger Zäit viraus.

(**Interruption**)

Mir hunn och e Problem mat de Selektionskriterien bei de Subventionen, well hei kënn quasi

all Betrib an de Genoss vun ekologesche Primmen, ouni dat kloer ass, ob iwwerhaapt eppes erreecht gëtt, wéi verschidden Ziler, och wat d'Biodiversitéit an de Waasserschutz ugeet, sollen ëmgesat ginn. Dat ass net esou ganz kloer. All Betriber mussen awer ab elo Dossieren eraginn, ier se kënnen Subventionen kréien.

Esou entsteet natierlech bürokrateschen Opwand, dee weder dem Bauer nach der Émwelt onbedéngt eppes bréngt. An do erëm: De grëssere Betrib ka sech dee bürokrateschen Opwand wahrscheinlech besser leeschte wéi dee méi klengen. An de grëssere Betrib, deen et net esou eescht hält vläicht mat den ekologesche Kritären, dee kann trotzdem dann dës Primme kréien, woubäi dee klenge Betrib, deen et seriö mécht an dofir och méi Geld investéiere muss, dee kritt dës Primmen och, mä ass erëm eng kéier an deem Kontext dann der deloyaler Konkurrenz vum grësseren, vläicht manner ekologesche Betrib ausgesat.

Biolandwirtschaft an d'Transitioun hin zur Biolandwirtschaft bleiwen ekonomesch weiderhi wéineg rentabel. De Manque à gagner vu Biobetriber par rapport zu konventionelle gëtt mat de proposéierte Primmen net ausgeglaach, an esou bleift leider Bio eppes fir Idealisten.

Här President, ech hu gëschter och mat grousem Interesse dem Här Graas senger Question élargie nogelauschert iwwert d'Verhandlungen tëschent der EU an dem Mercosur.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Beim Här Graas, jo, et waren der net vill, mengen ech, déi gutt nogelauschert hunn. Leider sinn interessant Debatten ëmmer um Enn vu Sätzungen. Dat misst een erëm gesinn.

Mä den Här Graas huet sech vill Suerge gemaach, an dat zu Recht. Ech muss awer och soen, dass mir eis awer e bëssen als Lénk och freeën, dass lues a lues jiddwereen ufänkt, dass anzesesinn, wat mir scho viru Joren dénoncéiert hunn a wou virdu mir gewarnt hunn a wou keen eis seriö geholl huet. Elo, wou et eescht gëtt, elo, wou d'Gefore konkret ginn, fänken der u mat zidderen.

Den Här Graas huet zu Recht eng Parallel zu TTIP gezunn. Déi Parallel kann een zum CETA natierlech och féieren. An et ass richtig ze soen, dass et net nëmme ëm dës Accorde geet, well d'EU eng ganz Hällewull vun Accorde verhandelt mat anere Géigende vun der Welt, déi kengem Bierger zeguttkommen, well se dem Drock vun de Multie Rechnung droen.

D'Bauern an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, a souguer déi Baueren, déi mengen, si wiere Groussbaueren, solle sech seriö Suerge maachen! Si wäerten déi Konkurrenz net nëmme aus Latäinamerika, mä och net aus den USA aushalen, well esou, wéi an den USA oder Latäinamerika Flesch produzéiert gëtt, mat Antibiotika a Wuesstumshormonen an den „feedlots“, do wäerte se net kënnen mathalen.

An do wollt ech awer och op eng gewëssen Hypokrisie hiweisen, déi hiresgläichen awer hei sicht. Hei am Haus gëtt et Vertrieeder, déi sech als grouss Verteideger vun der Landwirtschaft duerstellen, an ech kucke ganz bewusst op meng riets Säit, déi sech als grouss Verteideger vun de Baueren duerstellen, oder inszenéieren, an déi awer, am selwechten Otemzuch, fir den TTIP sinn, fir de CETA sinn, fir all déi Handelsverträge och ëmmer gestëmmt hunn.

Wéi kredibel ass dat? Well wie fir den TTIP ass oder fir de CETA ass, dee fält de Baueren an de Réck! An och wann elo d'ADR, ënner anerem, entdeckt huet, dass den TTIP oder de CETA vläicht schlecht kéinte sinn, well se elo och e bëssen d'Émfroe kucken, wëll ech just nëmme drun erënneren: Virun zwee Joer hat de Justin Turpel hei eng Ried gehalen iwwert den TTIP. Do hatten der net vill driwwer geschwat. Den Här Kartheiser, dee stoung hei an deem huet den TTIP mat ganzer Kraaft a mat ganzer Wucht verdeidegt. An e sot, dass wieren alles lénk a gréng Hirngespinnster an esou weider, deenen dierft ee guer net nolauschten. Elo op eemol maache se esou, wéi wa se géint den TTIP an de CETA wieren, well se och matkritik hunn, dass d'Bauere sech Suerge maachen. - Zu Recht maache se sech Suergen!

Dofir wollt ech awer nach do opruffen, dass d'Leit, déi sech ëm d'Landwirtschaft, ëm d'Bauere Suerge maachen, an d'Bauere selwer, déi mussen ganz gutt oppassen, wat hir Vollektivvertrieeder alles esou maachen an awéieren si och kredibel a kohärent sinn.

Ech soen lech Merci. An deem Sënn, aus deene verschiddene Grënn - ech sinn net un d'Enn vu menger Ried komm - wäerte mer trotzdem géint dese Projet de loi stëmmen.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

(**Hilarité et brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Am Compte rendu wäert stoen «une voix isolée».

**(Hilarité et interruption)**

An nächst Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert, déi scho prett hei steet. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert (CSV)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en neit Agrargesetz ass ëmmer e wichtege Moment fir de Secteur. Natierlech kann et ni perfekt sinn. Wat a wien ass dat schonn? Mä et sollt jiddefalls d'Landwirtschaft virubringen, Impulser ginn.

Et ass jo en Entwécklungsgesetz, e Siwejoresplang fir de Secteur. Dëst Gesetz kënn dobäi zu enger Zäit, wou d'Landwirtschaft besonnesch grouss finanziellen an och anerem Drock ausgesat ass. Dofir muss en neit Gesetz de Secteur op d'Zukunft virbereede kënnen. D'CSV wëllt eng zukunftsfaeg Landwirtschaft, dofir ass Innovatioun wichteg, wat mer jo alleguer heibannen - d'Majoritéit sougutt wéi mir an der CSV, a sämtlech Parteien heibannen - bevirdelegen. Fir all Wirtschaftszweig hätte mer dat gär, dofir sinn d'PElen eng gutt Iddi. D'Martine Hansen an anerer hu schonn drop higewisen.

D'Resultater vun den Innovatiounen mussen awer an d'Praxis kënnen ëmgesat ginn, an dëst Gesetz gesäit selwer vir, datt et esou muss sinn. Do kënn d'Berodung an d'Spill. D'Berodung ass immens wichteg fir d'Entwécklung vun de Betriber, fir nohalteg, qualitativ a wettbewerbsfaeg Landwirtschaft a Wäibau ze garantéieren. Dofir dierf ee se och net administrativ iwwerfrachten. Dat gëtt awer deels de Fall hei. Och den neie Conseil agricole, deen a sech gutt ass, muss de Realitéiten ugepasst sinn an e misst allëmaassend sinn an déi dräi Piliere vun der Nohaltegkeet kucken, soss ass et net kohärent. Och hei soll den Opwand net iwwerhandhuelen.

De Verwaltungsofwand dierf och net ausarten an der praktescher Ëmsetzung vun der Berodungsbäihëllef. Déi nei Konditiounen a Modalitéiten vun der Bäihëllef dierfen net verhënnern, datt an Zukunft d'Berodungsdéngschtleeschter nach déiselwecht Qualitéit a Berodungsvolume wéi bis elo ubidde kënnen. Dat wär e Réckschrëtt, deen zu engem Qualitätsréckgang vun der Produktioun féiere géif. Dat wär eng Katastroph. An et misst jiddwengem uewe leien, d'Qualitéitshierstellung ze féieren. Also muss op déi praktesch Uwendung herno ugepasst ginn.

Et ass awer dramatesch fir d'Organisatiounen, datt d'Reglements grand-ducaux iwwert d'Berodung nach feelen. Si kënnen net wëssen, wou se dru sinn, wéi se hir Leit solle bezuelen a wéi se sech esou séier herno op déi nei Situatoun astelle sollen, fir rapid dem Secteur nees Berodung maachen ze kënnen.

Als Deputéierte kenne mir just eenzel Detailer heiriwwer, déi de Minister op anere Plaze gesot huet. Mä do stellt sech d'Fro: Firwat gëtt et net deeselwechten Taux fir jiddwieren? Wéi geet et mat de Modullen an der Ofrechnung herno an der Praxis? Geet herno de Berodungsdéngschter hire Budget op, fir weiderhi genuch a qualitativ Berodung leeschten ze kënnen fir d'Bauern a fir d'Wënzer?

Et wär gutt, wann d'Regierung nach hir Reglementsprojete géif iwwerkucken, fir datt all d'Betriber gläich behandelt kënnen ginn. Dat bréngt mech zu de groussherzogleche Reglementer, den Ausféierungsbestëmmungen.

Dir Dammen an Dir Hären, et déngt näischt, datt haut endlech iwwert d'Agrargesetz ofgestëmmt gëtt heibannen, d'Gesetz kann nämlech nach net ugewannt ginn! Et kann nach näischt ausbezuelt ginn, well d'Reglementer nach net do sinn. Dobäi hätt ee weinstens all déi Zäit profitéieren kënnen, fir sech mat de Reglementer virzeschaffen, wéi et elo Verspéidung ginn ass, well déi Verspéidung gëtt elo nach méi grouss. De Rapporteur, hunn ech iergendwou gelies gehat, hat gesot, uganks Juli wär et sécher a Kraaft. Mä dat sinn nach zwee Méint weider!

Dobäi hat d'CSV begréisst, datt de Minister den Deputéierten zougesot hat, hinnen d'Reglementer ze ginn. En hat d'lescht Jor iterativ gesot, mir géife se viru Chrëschttag kréien. Ech weess net, ob e Mokuchsdag gemengt hat, well bis haut hu mer déi wichtegst Reglementer nach net all kritt, wéi zum Beispill déi vun den Agrarëmweltmoosnamen.

Mir hunn och keen aktualiséierten Text iwwert d'Investitiounsléschten an d'Selektionskritären, oder mir wëssen net, ob dat, wat mer kritt haten, déi lescht Versioun ass. Mir kënnen eis also kee Bild maachen iwwert d'Agrargesetz a seng Auswierkungen um Terrain a beim Beruff. Wann ee wëllt eng Bewäertung maache vum Gesetz, da sollt een och all d'Elementer kennen, an dozou gehéieren d'Ausféierungsbestëmmungen. Dat kënnen mir elo net, wat mir bedauern, obscho mir se ëmmer nees versprach kritt haten.

Elo hunn ech op der Internetsäit vun der Landwirtschaftskammer hiert Gutachte virgëschter gesinn zu den dräi Haaptreglementer, wou mir vum Minister nach keen Dokument kritt haten. Wann ech hir Observatiounen liesen, muss ech zwou Konklusiounen zéien: Éischtens, et sinn nach méi Argumenter, fir sech bei dësem Gesetz ze enthalten. Et si fir eis nach vill méi Argumenter mat deem, wat an deenen Avisen do drasteet, fir datt mir eis zum Gesetz enthalten. An zweetens: Ech hoffen, datt den Umierkung vum der Kammer Rechnung gedroe gëtt a weinstens d'Reglementer nach nogebessert ginn.

Sou heescht et zum Beispill iwwert d'Landwirtschaftsprimm, datt déi ganz wichteg ass fir den Agrarsecteur, mä den neie Regimm «constitue un vrai monstre administratif et, en raison du degré de détail et de la complexité des conditions d'éligibilité, une chausse-trappe sans pareil pour les exploitants». Esou sinn d'Tatsache vun der Vereinfachung ënnert dëser Regierung!

Doduerch muss zousätzlech och nach bezweifelt ginn, datt déi nei Regelung en «effet incitatif en matière de techniques plus respectueuses de l'environnement» net méi géif kënnen kréien. Mä dat ass natierlech dann duebel schued, well mir wëlle jo eng ëmmer méi extensiv Landwirtschaft. Dat hei ass also net kohärent.

D'selwecht seet d'Kammer zum Reglementsentwurf iwwert d'Agrarëmweltmoosnamen, datt se begréisst, datt dës Bäihëllef weidergefouert gëtt, och ënnert dësem Agrargesetz. Awer si monéiert nees d'Multiplication de restrictions, den Degré de détail, de la complexité des conditions d'éligibilité et de la hauteur des sanctions.

Dat ass inkohärent! Esou gëtt weder de Bauer nach d'Ëmwelt entlaascht. Insgesamt ginn déi administrativ Prozedure vill méi schwéierfällig a komplex mat dësem neie Gesetz, wat mir bedauern.

Firwat ass et normal, virzeschreien, wéini mam Plou op d'Stéck dierf gefuer ginn? Oder wéini een d'Kéi érischt dierf op d'Weed erausloossen a verschiddene Géigenden, a verschiddene Beräicher, zum Beispill nom 15. Juli? Et geet och dann net op mat deem, wat zum Beispill den Här Anzia gesot huet, zu Recht: „Et ass gutt, wann d'Kéi kënnen dobausse sinn. Et ass gutt, wa se kënnen an d'Perche goen.“ A mir hu jo hei am Land schonn den Nodeel, datt mer dat net esou laang kënnen hu wéi an enezelen anere Länner wéi Irland oder Neiséiland. Also ass dat natierlech wierklech eng Saach, wou ee sech muss d'Fro stellen: Ass dat wierklech néideg?

Och beim Akraafttrieden hätt d'CSV sech méi genau Aussoe gewënscht gehat. Och dem Rapporteur seng Aussoe vun elo grad virdrun huet mir net all Antwerte ginn. D'Reglement, wat virgesinn ass am Artikel 82 (2), dat feelt nach. An et ass net dem Secteur säi Feeler, datt en elo iwwer zwee Joer kee Gesetz hat, wouno e sech riichte konnt, datt en d'Konditiounen vun der Stee net kenne konnt, mä se deelweis awer schonn erfëlle sollt. Dofir misst d'Retroaktivitéit och konsequent en faveur vum Bauer a Wënzer, vum Administré, fir ausdrécklech juristische Jargon ze benotzen, interpretéiert ginn.

Zwar sinn allgemeng Bestëmmungen nogschoss ginn, awer wéi ass et da mam Ausbezuelen? Ech schwätzen hei net vu Moratoireszënsen, mä et sollt een d'Bestëmmungen en faveur vum Concernéierten interpretéieren an ausféieren, wa schonn esou vill Verspéidung opkomm ass wéi bis elo.

D'Saach mat der Demande préalable - wou mer driwwer diskutéiert haten, déi een elo hätt misse maachen -, déi hätt een awer elo misse maachen, ouni datt eng gesetzlech Basis dofir existéiert huet, well se ass jo nach net a Kraaft! Déi Saach do bleift, fäerten ech, och eng Affär fir d'Gerichter.

D'Betriber hänken also ewell zwee Joer laang an der Luucht. Et bliwen Ongewëssheeten. Gëtt zum Beispill dee méi héijen Taux vun der Méigeforeversécherung réckwierkend op 2014 ausbezuelt? Jo, et steet am Artikel 82 (1): «La présente loi produit ses effets à partir du...» Et komme verschidden Datumen am lafende Joer 2014, da misst dat jo och esou sinn. Mä ass dat dann och wierklech esou, Här Minister? Well d'Antworte vun den Instance ware mir net ëmmer kloer an där Hisiicht hei.

Ech wëll eng Klammer opmaachen a soen, datt et begrëssenswäert ass, datt de Subventionstaux hei op de Maximum ugehuewe gëtt, deen europäesch erlaabt ass. Et muss een natierlech awer och gesinn, datt déi Versécherungen immens deier ze stoe kommen, egal wéi.

Et ass awer unzëerkennen, datt en administrativ einfache Wee gesicht ginn ass, fir den Antrag ze stellen, jiddefalls emol fir d'Musel. An elo hoffe mer, datt net nach an de Modalitéiten oder äänleche Saachen herno eppes do derbäi ännert vis-à-vis vun haut.

Eng aner Fro: Wéi geet et mam Ausbeuele vun de Primmeprogrammer Landschaftsflieg an Agrarëmwelt, wou déi lescht zwee Joer laang keng nei Kontrakter gemaach konnt ginn? Et konnt jo net, well et war jo keen Text do, keng Base juridique. Kréien nei Kontrakter elo réckwierkend Kraaft, oder ginn einfach zwee Joer Sue gespuert op d'Käschte vu Landwirtschaft a Wäibau? Ech géif awer do virdu warnen, well da kéint jo den Androck opkommen, d'Verspéidung vum Gesetz wär gewollt gewiescht. Dovunner gi mer jo emol net aus.

Am Regëster vu weideren Ongewëssheete kënn een och net derlaanscht, déi nei Selektionsprozedur an d'Selektionskritären ze ernimmen. Mir hunn heibannen zweemol d'Reglementer kritt, wëssen awer net, wat de leschte Stand ass. Bis elo ass et jiddefalls eppes, wat riskéiert, wéi eng Lotterie ze ginn. Et weess een net, wéi et funktionéiert. Dat ass eng grouss Onsécherheet fir d'Betriber!

Et kënn jo derbäi, datt een all d'Geneemegungen am Virfeld muss hunn. Dat ass net kohärent. A wann een dann net an där Lotterie do gewonnen huet an de Projet net ugeholl ginn ass, dann ass et sécher och keng administrativ Vereinfachung - an dat ass eng Tatsaach! - an et huet awer vill Käschte verursacht. Prévisibilitéit ass aneschtens!

Et kéint ee sech och froen, firwat fir kleng Investissementer déi komplizéiert Prozedur iwwerhaapt muss gemaach ginn, ob déi net kéint do ganz kuerz a ganz aneschtens gemaach ginn.

Mä och wann d'Selektioun nei vum EU-Reglement virgesinn ass, esou ass dës Prozedur also alles aneschtens wéi eng administrativ Vereinfachung. Dobäi gëtt et Beispiller am Ausland, wou se dës Regimm aneschtens gestalt hunn, well d'Selektionskritären, déi leien am nationale Spillraum, Dir Dammen an Dir Hären. D'Regierung hätt sech hei méi Flexibilitéit solle ginn. Fir e Férdergesetz geet dat hei net duer!

Ernimme mer hei och nach d'Ongewëssheet, ob déi jeeweileg periodesch Budgetsveloppen duer wäerte goen. Ech sinn do e bësse méi skeptesch wéi den Här Minister, ausser wann näischt investéiert géif ginn, oder wa kee Projet ugeholl géif ginn, mat där Prozedur, déi ech elo grad beschriwwen hunn. Quod non, hoffen ech!

Kontrollen a Sanktiounen passen och nach an dat Kapitel hei eran a si mussen de Prinzip vun der Proportionalitéit respektéieren a si sollen net zur Onsécherheet bäidroen, souwuel en quantité wéi en volume.

D'Sanktiounen, déi d'Bauern an d'Wënzer opgebrummt kréien, stinn dacks net am Verhältnis zu de festgestallte Verstéiss. Proportionalitéit ass wichteg an et ass e wichtege fundamentale juristische Prinzip, deen een hei ëmmer erëm brauch. Esou kann et eigentlech net sinn, datt bei ville Moosnamen direkt bei minimale Verstéiss alles ofgezu gëtt.

Nach eng ongewëss Fro, wou den Här Minister eis vläicht eng Informatioun ka ginn: Wéi ass et mat der Ausgläichzoulag no 2017? Dat ass net méi ganz laang. Wou sinn d'Diskussiounen do drun? Mir mussen op jidde Fall kucken, e Maximum u Flächen doranner ze behalen.

Bei den Ongewëssheete kommen natierlech dann och nach déi administrativ Ongewëssheeten derbäi. D'Martine Hansen, mä och aner Riedner hei viru mir, hu vun de villen Oploen aus verschiddenen Haiser geschwat. Ech ginn net méi dorobber an.

Ech muss awer nach soen, datt et immens laang, einfach ze laang dauert, bis eng Geneemegung, fir zum Beispill auszubauen oder auszesidelen, kënn, onofhängeg dovun, datt ëmmer erëm nei Oploen en cours de route kommen. Fäll, wou se elo schonn zwee Joer amgaange si mat der Geneemegung, fir auszesidelen, si leider keng Ausnam.

A wann dat e Wënzerbetrib mat Kellerei ass, da weess jo jiddwieren heibannen, datt, wann een net em dës Zäit am Joer mat bauen ufänke kann, well d'Geneemegung nach ëmmer net do ass, da kann een deen nächsten Hierscht och net an deen neie Keller leeën. Da geet nach vill méi wéi ee ganz Joer verluer. An dat si reell wirtschaftlech Aboussen, fir déi eigentlech dem Stat seng Servicer verantwortlech sinn. Et dierf och no véier Méint en zoustänneg Beamte roueg emol, wéi versprach, zréckruffen.

Hei stelle sech also zwee Problemer, well dat ass einfach iwwerdriwwen: éischtens, d'Délaian; zweetens, keng Transparenz an de Kritären. An ech verweisen op d'Motioun vum Martine Hansen vu virdrun. Och hei ass keng Planungssécherheet. Et ass net nëmme ongewëss, mä och onberechenbar! An ech hoffen, datt déi Visiounen aus deem Haus net einfach nëmme just wäerte sech drop beschränken, d'Bauern an d'Wënzer dohier ze maachen.

Am Kontext vum Agrargesetz bliwen ech beim Wäibau. Verschidde vun den neie Regimern vum Gesetz droen net de Spezifitéite vum Wäibau Rechnung, wéi zum Beispill den Astiigspräis fir d'Maschinen. De Minimum-Invest, dee fir d'Maschine virgeschriwwen ass, ass dem Wäibau net ugepasst. D'CSV bedauert dohier, datt hiren Amendement net ugeholl gi war, fir de Seuil d'entrée nach erfzesetzen.

Souwiso ass och d'Lescht vun de Maschinen net ugepasst. D'Lescht ass exhaustiv. Dat heescht, dat, wat de Moment nei an innovativ ass, steet zum Beispill net dran, souwäit wéi mir wësse jiddefalls. An d'Lescht ass limitativ a fir méi Joren opgestallt.

Och wann et e Reglement ass, esou dierf een awer bezweifelen, datt déi Lescht wäert opgemaach ginn, fir se neien Entwécklungen unzepassen. Sou ass duerch eng figéiert Lescht den Innovatiounen, déi jo als Eenzeg nach solle subventionéiert ginn no dësem Gesetz, duerch déi figéiert Lescht ass elo den Innovatiounen kee Raum méi gelooss. An dat ass inkohärent!

Am Fong wär et am beschte gewiescht, beim neie System vun dësem Agrargesetz guer keng obligatoresch Lescht vu Maschinen opzestellen, vläicht och kee Seuil minimum, well et gëtt jo e Plafond maximal, mä se fräi ze loossen, eventuell verschidde Saachen auszeschlëssen. Mä esou hätt een nei Entwécklungen kënnen féieren an net verhënnern.

Am Wéngert zum Beispill misst eigentlech alles, wat mechanesch Buedembearbeitung ass, direkt férderefaeg sinn. Ech schwätzen zum Beispill vun deenen neie Rollhacken, fir d'Unterstockbearbeitung ze maachen, well et hëlleft, datt manner gesprézt muss ginn, an et ass och gutt am Biowäibau. Do gi mechanesch Methode gradesou gebraucht wéi am konventionelle Beräich. Awer esou Maschine sinn och nach net deier genuch. Dat ass och dat falscht Incitiationssignal.

Natierlech, et ass richtig, hu mir de leschte Stand net vun dësem Reglement. Mir haten éischt Fassung kritt, dat wëll ech och ervirsträchen, ervirhewen a Merci dofir soen, mä dofir géif ech den Här Minister froen, ob e gewëllt ass, dës Lescht weinstens elo nach unzepassen.

Och d'Selektionskritären an d'Punktenziel benodelegen de Wäibau. Hir Chancen, fir an de Prioritéitengang ze kommen, si sécher net esou gutt - déi vun de Wënzer -, ausser bei de jonke Wënzer, och wann et elo zéng Punkte gëtt, soubal wéi ee bei der AOP matmécht, an datt jiddwieren och elo just nach ee Punkt brauch, fir net eliminéiert ze ginn, falls dat dann och definitiv esou wäert sinn herno. Mä gläichzäitig weist déi eventuell Neierung vun deem enge Punkt am Fong geholl och, datt de System e bësse komesch ass a féiert am Fong dee ganze System ad absurdum.

Bei den Agrarëmweltmoosname wësse mer, datt grad an de Wéngerte vill Ustrengung gemaach ginn, fir d'Biodiversitéit ze féieren, zum Beispill mat där sougenannter Wollefsmischung vu Kraider a Blumen, déi och ganz beiefreundlech ass. An et besteet eng ganz grouss Bereitschaft op der Musel, weider op esou Weeër ze goen, och am Planzeschutz, fir ëmmer méi ekologesch Mëttele anzesetzen. Dat gëtt leider dacks vergiess.

Datt de RAK méi héich geféiert gëtt, ass sécher ze begrëssen. Hoffentlech wäerten, och wann et keng Helikoptergenossenschaft méi gëtt, nach iwwerall RAKen opgehaange ginn, well dat wär soss e grouse Problem.

Schued ass eventuell, datt bei der Landschaftsfleegeprimm déi géi Wéngerten net méi staark ënnerstézt ginn. Et ass keng Progressivitéit méi haut dran. Och wann et natierlech fir vill Leit gutt ass a flott ass, wann d'Wéngerte mëttlerweil alleguer kënnen mat dra sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'LAG ass aktuell net roseg am Wäibau. Et kënn derbäi, datt et och nach virun zwou Woche plazeweis zolidd erkaalt ass. Et ass dofir de Moment, datt mir eis hei am héijen Haus méi genau mat deem Secteur ofginn, an ech froen heimadder eng Interpellatioun iwwert de Wäibau un. Här President, wann ech gelift!

(Dépôt d'une demande d'interpellation par Mme Octavie Modert.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **Mme Octavie Modert (CSV)**.- Ech weess net, Här Minister, ob op den Assises agricoles, déi jo nächstens eng Kéier solle sinn, och iwwert de Wäibau rieds geet. Mä et wär interessant, denken ech, och fir eis alleguer heibannen.



nen ze wëssen, wéini dës Assisè stattfanne wäerten. Kënn Dir eis do den Datum scho soen? Läit dee scho fest?

Ech kommen, Dir Dammen an Dir Hären, op ee leschte wichtige Piler vum Agrargesetz, dee vun der Entwécklung vum ländleche Raum, wat eng bewäerte Moosnam ass. Hei huet sech an deem Gesetz och net vill geännert, bal näischt.

D'LEADER-Initiativen an hire Bottom-up-Prinzip, déi hu sech jo och bewäert, de Prinzip vum selwer Gestalte fir d'Awunner aus dem ländleche Raum, datt si dat mat hirem eegene Liebensfeld maache kënnen. An esou ass mat wéinege Mëttelen eigentlech e Resultat erreecht ginn, wat vum Bierger gedroen ass. Souguer d'Naturparke sinn eng Emanatioun vum LEADER. Deen éischte war dee vun der Uewersauer mam Marco Schank. Den Naturpark Mëllerdall gëtt an engem Mount offiziell gegrennt. De Guichet unique fir d'PMEn ass am Kanton Clief aus dem LEADER eras entstanen ënnert dem Emile Eicher. Dat sinn also ganz vill Initiativen, déi ganz glécklech a richtungsweisend Entwécklung fir de ländleche Raum bruecht hunn.

Och d'PDCen, d'Gemengentwécklungspläng fousen op dem Matwierken am Virfeld vun de Bierger, wa se gutt gemaach sinn allerdéngs. Dat ass normalerweis och meeschtens de Fall. D'Fro no der Koordinéierung mat anere Planungsinstrumenter muss awer erlaabt sinn.

Ech hat och an deem Kontext en Amendement virgeschloe fir e GAL, ee bestëmmten, dee mat deem Gesetz Nodeeler géintiwier vu virdu kritt. Souwuel muss en eng Garantie stelle wéi och en neie Verdeelungsschlüssel, deen op en zoukënt.

Ech hat gehofft, mat deem Amendement eng Reaktioun kënnen ze provozéieren, fir gewuer ze ginn, wat déi diplomatesch Léising wär, déi de Minister ugekënnegt hat, respektiv datt Bereetschaft gewise gi wär, fir sech Gedanken ze maachen, wéi een hinnen entgéint kéint kommen, ouni datt eng Gemeng eventuell muss eng Garantie fir se stellen.

Iwwert déi Garantie eras wär et näamlech och gutt, datt d'Privatinitiativ hei nach an der Onofhängegkeet méiglech géif kënnen bleiwen. Vläch, Här Minister, gëtt et jo nach aner Weeër, iwwert déi een nach kann nodenken.

Dir Dammen an Dir Hären, sonner Zweifel ass dëst Agrargesetz am zweete Worf, esou wéi mer et haut hei stëmmen, no den Ännerungen, déi am Februar virgeholl gi sinn, besser a méi favorabel fir de Sektour wéi déi éischt Versioun, déi mir an der Chamber kritt haten, soss hätt d'CSV nach méi Amendementer gemaach.

Et hätt awer nach besser misse sinn, fir dat gutt Fërdergesetz ze sinn, dat de Spriecher vun der DP gemengt huet. Et ass och richtig, datt huet en och gesot gehat, datt d'EU-Texter spéit gestëmmt gi sinn. Awer näischt verhënnert, de PDR schonn iwwerdeems virzubereeden, ier en EU-Reglement definitiv ass, grad wéi déi laang Zäit hätt sollen ausgenutzt ginn, da wäeren elo déi wichtig national Reglementer scho färdig.

Et bleift mir zum Schluss d'Fro, ob de Minister bereit ass, an der Lafzäit vum Gesetz, wann et bis a Kraaft getrueden ass, Ännerungen dru virzehuelen, wann dat sech als néideg a gutt erweise géif an der praktescher Uwendung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ee méi héich Erwaardungen un d'Landwirtschaft stellt, wat ee se méi ënnerstëtze muss. D'Bauere sinn engem ganz grossen Drock ausgesat a si hunn insgesamt d'Flemm! Dat d'äerf een och net ënnerschätzen.

Här President, d'Bauern a Wënzer brauchen dofir Perspektiven. Si schaffe gär a vill. Loosst se schaffen a loosst se liewen, a loosst se derfir suergen, datt mir eng Grondnarungsproduktioun hei am Land behalen an net dem Ausland ausgeliwert sinn! Dat ass a bleift déi wesentlech Roll vun der Landwirtschaft!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Modert. An nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Tess Burton fir d'LSAP.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Agrargesetz ass net nëmme vun de Baueren, mä och vun de Wënzer mat Ongedold erwaart ginn, well et hinne fir déi nächst Joren eng gewësse Planungssécherheet gëtt. Et ass richtig, wéi de Frank Arndt virdu sot, dass am

Agrargesetz vill Bestëmmunge sinn, déi d'Bauern an d'Wënzer gläichermoose betreffen. Trotzdem ass d'Situatioun vun de Wënzer net ganz déiselwecht, soudass ech kuerz wollt méi speziell op dese Sektour agoen.

Während bei Uebst, Geméis a Flesch ëmmer méi Leit drop oppassen, dass déi Produkter, déi se kafen, aus der Region stamen, ass den Trend beim Wäin éischter ëmgedréit. De Wäinkonsum geet insgesamt zu Lëtzebuerg zrëck an doriwuer eras drénken d'Leit zu Lëtzebuerg ëmmer méi Wäiner aus dem Ausland. Elo kéint ee mengen, dass vläch méi roude Wäi gedronk géif ginn a Lëtzebuerg nun eemol bei deene meeschte virun allem wéinst senge Wäisswäiner bekannt ass. Mä dat ass awer net esou.

Och beim wäisse Wäi gëtt et en Trend hin zu méi auslännesche Wäiner. Dass de Konsum vu lëtzebuergesche Wäiner erfroget, huet awer méi Ursaachen. Et gëtt allgemeng manner Wäi gedronk, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä och weltwäit. Da sinn et d'net Lëtzebuergesche Résidenten, déi eis Lëtzebuergesche Wäiner guer net kennen, oder et sinn d'Lëtzebuergesche selwer, déi de Präis am Restaurant fir de lëtzebuergesche Wäin net wëlle bezuelen, well si mengen, dass d'Präisser ze deier si par rapport zum Akafspräis. Och fillen d'Lëtzebuergesche sech, wat de lëtzebuergesche Wäi betrëfft, net esou staark an déi regional Produkter gebonnen, wéi dat bei anere regionale Produiten ëmmer méi de Fall gëtt.

Et ginn nach vill aner Grënn, wéi sou zu Lëtzebuerg net méi lëtzebuergesche Wäi gedronk gëtt. Mä un der Qualitéit läit et ganz sécher net. Well grad op deem Punkt goufen an de leschte Jore ganz gross Ustrengungen ënnerholl an déi goufen och international mat villen Auszeechnunge belount. An och wat d'Diversitéit betrëfft, ginn d'Wënzer nei Weeër. Si bidden ëmmer erëm nei, innovativ Produiten aus hire Kellereien un. De Choix u Wäiner a Crémanten op der Musel ass méi villsäiteg ginn, soudass fir all Goût eppes misst derbäi sinn, soudass ee fir seng Wäiner eigentlech net misst an d'Ausland schmaache goen.

Eis Wënzer hunn dat gemaach, wat laang vun der Landwirtschaft gefuerdert gouf: Si hunn de Schwéierpunkt vun hirer Produktioun op d'Qualitéit an net op d'Quantitéit vum Wäi geleucht, dee si produzéieren. Fir dass déi Rechnung opgeet, muss se awer och fir hir Qualitéitswäiner en ugemessene Präis kréien. An do hu si déiselwecht Erausforderung wéi d'Bauern, fir d'Konsumenten ze iwwerzeegen, dass hir Produkter gutt sinn an et wäert sinn, e korrekte Präis dofir ze bezuelen.

Dofir spillt och d'Veermaartung vun eise Wäiner a Crémanten eng ganz wichteg Roll, zemoos wa mer eis exzellente Wäiner a Crémanten och besser wëllen am Ausland bekannt maachen. An och soss hunn d'Wënzer kee ganz einfache Stand. An deene leschte Jore waren d'Ertrag vun der Quantitéit hier net ganz déck, an och dëst Joer mellen d'Wënzer Frostschied, déi d'Aussichte fir dëst Joer scho reduzéieren.

Opground vun deser prekärer Situatioun am Sektour huet de Wäibau un Attraktivitéit verluer, soudass Jonker net méi onbedéngt bereit sinn, de Betrib vun den Elteren ze iwwerhuelen. Virun allem bei den Drauweverkeefer héiert ee kloen, dass de Generatiounswissel ëmmer méi schwierig gëtt.

D'LSAP begreißt dofir, dass dat neit Agrargesetz eng Rei vu Verbesserunge virgesäit. Dës Verbesserunge sinn op enger Linn mat den Efforten, déi ech elo grad beschriwwen hunn, fir d'Qualitéit an d'Diversitéit vun der Offer vum Wäin ze verbesseren. D'Bäihëllefe fir eng Rei vun Investitiounen, wéi zum Beispill fir d'Kellereien an d'Wäistuffen, ginn op 40% erop. D'Wënzer ware bis elo klasséiert als net defavoriséiert, wat awer ëmmer zu enger Ongläichheet tëschent de Baueren an de Wënzer gefouert huet. Et gouf eng Differenz, wat d'Subside betrëfft. D'Wënzer hunn 10% Subside manner kritt wéi d'Bauern. Mat deem neien Agrargesetz si se elo gläich, an dat ass och nëmme richtig esou.

D'LSAP begreißt och déi generell Ausriichtung vun den Hëllef, déi Familljebetriber ënnerstëtzt, an och, dass duerch d'Plafonéiere bei den Investitiounsbäihëllef de Risiko reduzéiert gëtt, dass Betriber ze schnell wuessen. Den neie Mechanismus dierft och fir méi eng gerecht Verdeelung vun diesen Hëllef suergen, soudass net wéi fréier de Fong einfach zu engem gewëssene Moment eidel ass an et deemno keng Chance méi gëtt, fir Investitiounsbäihëllef ze kréien. Och erwänt soll sinn, dass d'Plafonéiere vun de Subsiden un d'Aarbechtsintensivitéit gebonnen ass. D'Aarbecht am Wäibau ass intensiv a schaaft dofir och Aarbechtsplazen, wat bei de Subside berücksichtig gëtt.

Och sinn d'Ëmstrukturéierungshëllef am Agrargesetz fir d'Wënzer ganz wichteg. Si ginn

ënnerstëtzt, wa se zum Beispill eng nei Drauwenzort uplanzen, déi den aktuellen Ufuerderunge besser entsprécht. Während dem Uplanze vun enger neier Drauwenzort bis hin zu der éischter Lies verginn eng Rei Joren, eng Zäit, an där de Wënzer keng Récolte huet.

Och begreisse mir als LSAP, dass d'Wënzer bei hirer Aarbecht nach weider vun enger Landschaftsfluegeprimm ënnerstëtzt ginn. Dës Primm honoréiert virun allem d'Aarbecht vu Wënzer, déi hir Wéngerten a méi schwéier ze bewirtschaftende Lage fleegen. Dëst dréit dozou bäi, dass Steillagen an Terrassewéngerten op der Musel erhalé bleiwen, dat Ganzt am Sënn, fir déi schéi Landschaft op der Musel weider ze prägen an des Region esou fir den Tourist och weider attraktiv ze halen.

Här President, ech hu virdu scho vun den Erntausfäll geschwat, mat deenen de Wäibau och dëst Joer wéinst dem Frascht konfrontéiert ass. Nodeems d'Fréijoer sech scho fréi bemierkbar gemaach hat, koum et Enn Abrëll nach zu spéidem Frascht an de Wéngerten. Elo ass ofzewaarden, wivill Schued duerch des Minustemperaturen an de Wéngerten ugericht ginn ass, wivill Wéngerte concernéiert sinn an doduerch manner Drauwe wäerte gelies kënnen ginn. Dat mécht däitlech, wéi wichteg d'Unhiewe vun der staatlecher Hëllef am Fall vu schlechte klimatesche Bedéngungen ass, well dat schlecht Wieder kann dramatesch Auswierkungen op d'Betriber hunn.

Ech hunn och schonn op d'Bedeitung vun der Vermaartung vum Wäibau higewisen. Et ass net nëmme wichteg, dass d'Wënzer gutt Wäiner produzieren, mä och de Verkauf vu Wäiner dierf net ënnerschat ginn. An deem Sënn ass et absolutt ze begreissen, dass dese Volet elo och eng Plaz an deem neien Agrargesetz kritt huet an dass et elo eng Ennerstëtzung bei der Vermaartung vun eise Qualitéitswäiner gëtt.

D'LSAP fënnt des Mesure ganz wichteg an ass och dofir ganz zefriden, dass dese Subsid elo am Agrargesetz steet an dass de Subsid duerch en Amendement vun der Kommissioun nach vu 70% op 80% konnt eropgesat ginn. An och fir d'Wënzer gëtt enger laangjäregger Fuerderung elo an deem neien Agrargesetz Rechnung gedroen.

A wa mer scho bei der Vermaartung sinn, wéilt ech nach gäre vun der Geleeenheet profitéieren an de Minister froen, wou den Audit eigentlech drun ass, deen iwwert déi gemeinsame Vermaartung vun de Privatwënzer, der Genossenschaft an dem Wäinhandel duerchgefouert ginn ass, wéini do éischt Resultater presentéiert kënnen gi respektiv nei Pisten opgewise kënnen ginn, wéi an Zukunft zesummen de Wäin no bausse vermaart soll ginn.

Och fënnt d'LSAP et gutt, dass de Biobau verstärkt ënnerstëtzt gëtt, well dat ass eng Nisch, wou nach Potenzial besteet. Mir hunn de Moment 50 ha Biowäin op der Musel an deem Trend geet weider an d'Luucht, well eben och grad eng Nofro no Biowäiner vum Konsument do ass. Ëmmer méi Wënzer schloen dese Wee an a probéieren, méi ëmweltfrëndlech ze schaffen, wat sech och an der Qualitéit vun de Wäiner erëmpegele kann. Besonnesch wichteg ass fir déi Wënzer, déi ëmstellen, d'Berodung, an hei ginn d'Hëllef op 80% erop.

Oschléissend wëll ech nach eng Kéier ënnersträchen, dass dëst neit Agrargesetz fir d'Wënzer keng Verschlechterung duerstellt. Au contraire, dëst Gesetz wäert d'Wënzer nach besser bei hirer Aarbecht ënnerstëtzen, fir weider qualitativ héichwäerteg Wäiner kënnen ze produzéieren. An dëst neit Agrargesetz leet Wäert och op d'Veermaartung vun de Wäiner, fir dass an Zukunft eis Wäiner nach besser de Wee bei de Konsument an d'Glas fanne wäerten.

A mä leschte Saz wëll ech un alleguer d'Bauern an d'Wënzer riichten, well ouni si hätte mir guer keng Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Si stinn all Dag dobaussen op hire Felder an an hire Wéngerten a versichen all Dag, eis Gesellschaft mat gesonden, qualitativ héichwäerteg Liewensmëttelen ze versuergen. An dofir solle mir hinne Merci soen! Dofir ass et wichteg, dass dëst neit Agrargesetz eis Landwirtschaft weider fërdert, fir dass d'Bauern an d'Wënzer weider motivéiert bleiwen, fir diesen Job all Dag ze maachen, an dass och Jonker sech an Zukunft nach entscheiden, dese Beruff ze léieren.

Mir als LSAP wäerten natierlech dëst neit Agrargesetz stëmmen, an domadder ginn ech och den Accord zu deem Projet de loi vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären,

bon, no engem laangen Nomëtteg wëll ech et net allze laang méi maachen. Mäi Kolleg a Frënd Gérard Anzia huet jo de gréissten Deel scho vun der grénger Fraktioun hei gesot, wéi si zum Agrargesetz dëst Joer steet. Mir ënnerstëtzen dat Agrargesetz jo och, well et, mengen ech, an déi richteg Richtung geet an och déi nei nohalte Komponente mat erabrëngt.

Mä dëst Agrargesetz ass jo net nëmme fir d'Bauern, d'Wënzer an d'Gärtner do. An ech wëll dofir och nach zwee Punkten eraushuelen, wat de Mëtteg vläch net esou erasoum ass, dat ass eben d'Entwécklung vum ländleche Raum oder déi sougenannt „LEADER-Projeten“, déi awer fir mech gradesou wichteg sinn, fir eben dee Lien mat der Landwirtschaft nach kënnen ze maachen.

Dem Rapporteur wëll ech och hei vun deser Plaz aus da Merci soe fir säi mëndleche Rapport virdrun, an och säi schréfflechen. Hien huet eng Kéier dorobber higewisen, an ech mengen, och de Frank Arndt war eng Kéier op déi Punkten agaangen.

Mäi Kolleg Gérard Anzia huet et scho gesot; ech wëll mech just op déi dräi Punkten dann e bësse limitéieren: Dat ass engersäits de Wäibau - als Drëtte vun der Musel muss ech dat dann natierlech och elo nach eng Kéier erwänen -, dann natierlech zu deem Titre III, dat ass den Développement an de Gemengen, an den Duerfentwécklungen, an de Regionen, am ländleche Raum. An dann en drëtten Punkt ass de LEADER.

Ech wëll awer direkt am Virfeld - an dat hunn ech nach all Kéiers gemaach, wann ech hei iwwert de Wäibau geschwat hunn - meng Befaaungenheet awer och ukënnegen. Dir wësst, dass meng Fra och bekanntlech e Biobetrib huet. A wann ee vu Jonker seet, déi e Betrib vläch iwwerhuelen: Also meng Duechter wäert héchstwahrscheinlech eise Betrib iwwerhuelen, well se dese Summer hire Bachelor als Wäibauingenieur elo mécht.

(**Brouhaha**)

An ech wëll awer och vun...

► **Une voix.** - Gutt Reklamm gemaach!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ech wëll awer dann dofir e bësse vun de Chancë schwätzen, Chancen... Dofir hunn ech jo meng Befaaungenheet ugemellt.

Ech wëll vun de Chancë schwätzen, d'Chancen, déi insbesondere déi dräi Punkte mat sech bréngen, déi Chancen, déi et huet, wa mer et zesummen upaken, näamlech éischstens, zemoos an der Wäibauregion, wann - ech huelen d'Beispill Onotourismus hei, den Onotourismus zesumme mat der Duerfentwécklung -, wann d'Gemengen un deemselwechte Strang zéien, an och déi LEADER-Projeten, déi an deem Beräich komm sinn. Well den Onotourismus op der Musel ass e Produkt aus dem LEADER-Projet, dee mer viru Joren an d'Liewe geruff hunn, an et weist sech, déi éischt gutt Resultater sinn eben ze erkennen.

An net méi spéit wéi virun zwou Woche vun den ORT, den Office régional du tourisme vun der Musel zesumme mat enger Rei vu Wënzer an och mat der Staatssekretärin aus dem Tourismusberäich an d'Wachau gefuer, wëll d'Wachau ass e gutt Beispill, wéi een den Onotourismus kann entwéckelen.

Ech wëll dann als éischte Punkt...

(**Interruption**)

...e puer Punkten eraushuele vum Wäibau, an do, wéi kann et anescht sinn, natierlech, wéi d'Primmen elo ausgesi bei der Ëmstellung op biologesch Produktiounsweis.

Fir d'Lescht, souwäit meng Erënnerung gutt ass, war am Règlement grand-ducal virgesinn, wann een am Biobereich geschaf huet, huet ee 600 Euro den Hektar kritt a bei der Ëmstellung, well d'Ëmstellung dauert dräi Joer an engem Wënzerbetrib, huet een 1.000 Euro pro Hektar kritt. Déi ginn elo substanzuell an d'Luucht. Déi ginn elo, de Moment gesäit et esou aus, op 800 an 1.200. Mä ech weess aus dem Sektour selwer, dass se gefrot hunn, fir eng méi héich Subventioun ze kréien, well de Cumul bei de landwirtschaftlechen, also de konventionelle Betriber bal méi héich war wéi d'Biosubventioun bei de biologesche Betriber. Dofir ass et richtig a wichteg, dass de Minister higaangen ass an och do den néidegen Effort gemaach huet, fir dat och kënnen ze ënnerstëtzen.

Dat ass jo och dat, wat et deals verhënnert, dass méi Biobetrib op der Lëtzebuergescher Musel sinn an och allgemeng duerch d'Land, well d'Hëllefstellung muss awer deenen entgéintkommen, well d'Produktiounsmethoden anerer sinn, wéi dat am konventionelle Betrib de Fall ass.

An et ass och dat, wou mer Problemer hunn an der Biolandwirtschaft; wéi d'Martine Hansen



gefrot huet, firwat d'Ëmstellung net kann hallef an hallef gemaach ginn. Et ass eben, ech géif emol soen: Et ass een net hallef schwanger! Entweder ass et null oder eent. Ech soen och d'Argument, an ech hunn dat scho laang erlieft, déi lescht 15 Joer: Et kann net sinn, wann een 10%, 15% oder 20% vu sengem Betrib als Bio mécht, awer no baussen deels d'Duerstellung mécht, als wär een 100% biologesch. Dat ass deels eng falsch Duerstellung no baussen.

An ech kann et aus Erfahrung soen, wann ech nach virun zwou Wochen an der Press gelies hunn iwwer grouss Wénzerbetriber op der Musel, déi anscheinend scho bio sinn. Et ass net onbedéngt d'Schold vum Biobetrib, mä et ass d'Schold och deels vun der Press, déi et falsch opgräift. Et muss eng Differenzéierung do sinn.

Sécherlech ass et wichteg, an déi Etappe sinn hei dran, vun enger wonnerbarer, gudder, cibléierter Berodung - an ech kommen op d'Berodung gläich nach ze schwätzen -, an awer och stufeweis d'Etappen, fir ze hëllefen, dass de Betrib mat der Hand geholl gëtt, fir dohinnerzekommen. Dofir ass jo d'Differenzéierung gemaach ginn, dass bei der Ëmstellung méi héich Subventiounen gemaach ginn, wéi dat de Fall ass, wann de Betrib dann herno ganz op biologesch ass.

Dofir ass d'Berodung den A an O fir mech bei der Ëmstellung. An d'Berodung - an do ass och d'Fro un de Minister -, do, mengen ech, muss mer nach eng Kéier cibléiert drugoen. Well wat ech elo héieren aus dem Secteur, ass, dass déi Berodung elo just nach individuell soll gemaach ginn. An et ass grad d'Chance, wann ee sech austauscht mat anere Betriber, fir ze gesinn um Terrain, wéi déi Ëmsetzung soll gemaach ginn! Dofir, mengen ech, ass et besser, mir losse se zesummen - d'Genossenschaft, Privater an den Handel -, zesummen an dem Wéngert d'Démarché maachen: Wéi geet dat? Wéi gëtt dat an der Praxis ëmgesat? An ech denken, dat ass eng ganz wichteg Démarche.

E weidert ganz...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Kox, entschëllegt,...

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Oh, meng Zäit leeft mer fort!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, Dir kritt déi guttgeschriwwen. D'Madamm Hansen wollt eng Bemierkung maachen, wann Der erlaabt.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech wollt just soen, dass et an der Landwirtschaft gesot hu ganz kloer: „separat Betribszweiger“. Am Wäibau ass et am Moment méiglech, an der Landwirtschaft net, ee separate Betribszweig! Hénger kann ech vu Schwäin ënnerscheeden, dat kann ech separat relativ gutt kontrolléieren. Et gëtt et och am Ausland a mir importéieren där Saachen!

Merci.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Gutt. Ech mengen, den Här Minister ka vläicht duerno nach eng Kéier drop zrëckkommen. Ech hu meng Argumenter virdru gesot, firwat éischter en negativ Bäigeschmaach do derbäi ass.

Ech wëll nach ee Punkt eraushuelen, insbesondere wat mer och Freed mécht, well et och mam Sprëtzen ze dinn huet, dat ass, dass elo endlech och déi „Piwien“, dat sinn déi pilzresistenten Sorten, an dem Reglement mat opgeholl ginn, dass déi och kënnen subventionéiert ginn, well dat ass eng nei Débouché. Do ginn et verschidde Wäiner, déi schon op der Musel ganz gutt ukommen. Se sinn net esou geleeft wéi de Rivaner oder Riesling oder Pinot. Dat ass de Pinotin, Cabernet Blanc. Awer dat si ganz anstänneg Wäiner an ech denken, dass dat eng ganz gutt Nisch ka sinn op der Musel.

Da wëll ech awer nach eng Kéier op déi zwee Punkten agoen, déi mir ganz wichteg schéngen: Dat ass den Développment vun de Gemengen, insbesondere op der Musel - ech gesinn hei de Buergermeeschter vu Gréiwemaacher -, dass mer op der Musel awer mëttlerweil ganz gutt zesummeschaffen duerch deen Onotourismus an eng ganz Rei vu Wäistuffe mëttlerweil och ënnerstëtzen. Och hei an dem Gesetz gi se och weider ënnerstëtzt.

Mä och d'Gemenge maachen hire Part dobäi a si kréie jo Subventiounen. Ech mengen, zu Maacher si mëttlerweil och Produits du terroir an engem Buttek ze kafen. Mir wäerten zu Réimech datselwech mëttlerweil och maachen. Dat heescht, zesumme mat der Wénzerschaft kënnen mer endlech emol positiv Elementer mat eriwerginn.

Da kënn d'Veermaartungsstruktur; d'Tess Burton, meng Virriednerin, huet kuerz dovu geschwat. Et ass wichteg, dass do och dat an d'Luucht gaangen ass. Et ass awer och wichteg, dass vläicht bei Wirtschaftsmissiounen - dat huet nach e Wénzer mer de Moie gesot -,

do wär et wichteg, vläicht de Wäin och ëmmer matzehuelen, well Lëtzebuerg ass net onbedéngt dobaussen am Ausland bekannt als e Wäiland. An dofir, mengen ech, ass dat e ganz wichteg Element.

Ech kréie geschellt, dass ech um Enn sinn, denken awer, dass Der gläichzäiteg dese Weekend kënn profitéieren vun engem ganz positiven Element, deen do ass, dat ass den „Wine, Taste, Enjoy“. Dat heescht, d'Kellereien op der Musel sinn dese Weekend op. Dat ass e Resultat aus engem LEADER-Projet. An do geet et am beschten, wann een Hand an Hand geet: d'Gemengen, d'Regioun an d'Betriber selwer.

Dofir nach eng Kéier alles Guddes a Merci.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen! Ech ginn dovunner aus, dass et selbstverständlech ass, dass, wann ee schmaacht, ee sech soll féiere loosse.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Selbstverständlech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà, ech hunn dat da richteg interpretéiert. An d'Wuert huet elo direkt den Här Landwirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass en immens wichtegen Dag fir eis Lëtzeburger Landwirtschaft. Mir sinn endlech esou wäit, dass mer dat wichtegst Gesetz fir dese Secteur, dee fir eis all esou wichteg ass, stëmme kënnen.

Wann ech soen „endlech“, da sinn ech mat deenen d'accord, déi der Meenung sinn, dass déi Prozedur vill ze laang gedauert huet. Ech wëll awer direkt soen, dass déi laang Prozedur net op eiser Mëscht gewuesen ass an dass um nationale Plang nach keen Agrargesetz esou séier opgestallt ginn ass wéi dat, iwwert dat mer haut ofstëmme wäerten.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Ech wëll hei den Historique net nach eng Kéier widerhuelen. Den honoreblen Deputéierten Edy Mertens huet dat scho gemaach. Ech wëll awer hei trotzdeem nach eng Kéier betounen, ech kann also all déi Kriticken, déi mir hei do perséinlech de Retard wëllen an d'Schong drécken, nëmmen op dat Allerschäerft zrëckweisen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Wann ech vun engem Secteur schwätzen, dee fir eis esou wichteg ass, dann duerfir, well et dee Secteur ass, deen eis mat dat Wichtegst liwwert, wat de Mënsch brauch, fir ze iwwerliewen, näamlech nohalteg Liewensmëttel. Et ass dat déi primär Missioun vun eise Baueren, Wénzer a Gäertner, a mir sollten a mussen hinnen, déi all Dag vill a mat vill Asaz schaffen, deen néidege Respekt an déi néideg Wäertschätzung entgéintbréngen, déi se verdéngen. Duerfir muss d'Landwirtschaftspolitik derfir suergen, dass fir dese Secteur deen néidege Kader gesat gëtt, deen et him erlaabt, wirtschaftlech an nohalteg ze schaffen.

Mir wëssen alleguer, dass d'Landwirtschaftspolitik zum gréissten Deel am Kader vun der gemeinsamen Agrarpolitik vun der Europäescher Union definéiert gëtt. Op munche Punkten hu mir wéineg Bewegungsfreiheet. Aner Dispositiounen ginn eis méi Méiglechkeeten.

Ech hu versicht, dese Spillraum beschtens ze notzen, wéi meng Servicer fir d'Éischt de PDR an duerno d'Agrargesetz ausgeschafft hunn. Ech sinn a bleiwen och der Meenung, dass dat mir mat deemem Projet gelongen ass. Ech wëll op deser Plaz nach eng Kéier ganz kloer betounen, dass mat ganz ville Leit dobaussen iwwert dese Projet diskutéiert gouf, an éischter Linn natierlech mam Beruff selwer, awer och mat aneren Organisatiounen a mat de Kolleegen aus der Regierung.

Ech wëll och dovunner profitéieren, fir all deene Leit Merci ze soen, déi an deenen Diskussiounen derbäi waren a matgeholl hunn, d'ëst Gesetz zu deem ze maachen, wat haut virläit. Och all deene Beamten aus mengem Ministère a meng Verwaltungen en décke Merci fir all déi Aarbecht an déi vill Stonnen, déi bei der Virbereedung vum PDR, deemem Gesetz a senger Reglementer néideg waren. Och dem Rapporteur a President vun der Kommissioun, dem Här Gusty Graas, ee ganz grouse Merci, wéi iwwregens och alle Membere vun der Agrarkommissioun fir hir konstruktiv Mataarbecht.

Här President, d'ëst Gesetz baut op op deene Prioritéiten, déi vusäite vun der Europäescher Union definéiert gi sinn an déi och am vollen

Aklang mat dem aktuelle Regierungsprogramm stinn.

Ech wëll déi Prioritéiten, déi an eisem PDR definéiert an domadder och mat europäesche Mëttel cofinanzéiert sinn, hei nach eng Kéier kuerz an Erënnerung ruffen:

- éischters, d'Verbesserung vun der Viabilitéit vun eise landwirtschaftleche Betriber a vun der Kompetitivitéit vun all hire Secteuren;

- zweetens, d'Restauratioun, d'Erhalen an d'Stärke vun der Biodiversitéit;

- drëtters, den effikasse Gebrauch vun eise Ressourcen ze promovéieren, zu enger Ekonomie bäizedroen, déi manner CO₂ ausstéisst a méi resistent op de Klimawissel ass;

- véiertens, d'Promouvéiere vun der sozialer Inklusioun, d'Reduktioun vun der Aarmut an d'Stärkung vun der Ekonomie an de ländleche Regiounen.

Horizontal gëtt dann awer och nach iwwert dës Prioritéiten d'Innovatioun an der Landwirtschaft geförderet. Um nationale Plang ginn dann och nach eng Partie deelweis nei Mesurë finanzéiert, op déi jo de Rapporteur schonns higewisen huet.

Ech wëll awer hei op deser Plaz nach eng Kéier op e puer Punkten agoen, déi mir speziell um Häerz leien an déi och fir munch kontrovers Diskussiounen gesuergt hunn.

Sou ass zum Beispill ganz vill a kontrovers iwwert d'Aféiere vun de Selektiounskritäre bei den Investitiounsbäihëllefen diskutéiert ginn. Firwat hunn déi Critères de sélection missen agefouert ginn? A wourobber baséiere se?

Fir d'Éischt ass ze soen, dass dës Kritäre vun der EU virgeschriwwen sinn an deemno agefouert musse ginn. Mir hunn do keng Wiel. An anere Länner gëtt dat och scho méi laang praktiséiert. Dës Regierung, awer och d'Europäescher Union sinn der Meenung, dass déi Zäiten, wou ee mat der Strenz konnt iwwert d'Land zéien, eriwuer sinn. D'Zil vun de Critères de sélection ass, déi begrenzte Mëttel, déi zur Verfügung stinn, fir déi Projeten ze engagéieren, déi d'Prioritéit vum PDR am beschte respekéieren.

Fir d'Kommissioun ass et och ganz kloer, an d'ëst huet si eis am leschte Comité de suivi vum PDR nach emol ganz däitlech gesot, dass net all Projet, deen de Critères d'éligibilité entsprécht, automatesch eng Ënnerstützung kritt. Aus deem Grund muss och ee Minimum vu Punkten errecht ginn.

Et ass awer och esou, dass ee Projet, deen eng éischte Kéier net zrëckbehale ginn ass, well net genuch Suen do waren, eng nächste Kéier onverännert presentéiert ka ginn. Eréischt wann en och bei där zweeter Kéier net berücksichtegt ka ginn, ass en definitiv net méi an där Form éligibel a kann dann nëmmen nach an enger adaptéierter a verbesserter Form virguleucht ginn.

D'CSV huet an deemem Kontext och gefrot, dass ee Projet ëmmer als Ganzt misst ugesi ginn an dass also zum Beispill ee Stall mat sengen Arichtungen an eng Maschinnenhal net separat sollte bewäert ginn.

Bleiwe mer bei deem Beispill! Wa mer der Argumentatioun vun der CSV géife follegen, da wier ee Projet vun engem Stall mat enger Maschinnenhal kloer bevirdelegt vis-à-vis vun engem Projet, wou nëmmen eng Maschinnenhal als Projet agereecht gëtt. De Projet mam Stall kritt mat Sécherheet méi Punkte wéi de Projet ouni Stall. An der Logik vun der CSV kritt deemno déi Maschinnenhal mam Stall méi Punkte wéi déi ouni Stall. An der Logik vun der CSV kéint dat dozou féieren, dass déi eng Maschinnenhal subventionéiert gëtt an déi aner net.

Fannt Dir dat gerecht? Fannt Dir dat fair?

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Neen, ech hunn et jo och net esou gemengt.

(Brouhaha)

Ech mengen, dass een et soll als Unité fonctionnelle gesinn, dat, wat zesummegehéiert. A wa schonn e Stall dosteet, an ech bräicht dofir eng Maschinnenhal... Ech mengen, e Stall an d'Maschinnenhal sinn och vläicht ee schlecht Beispill. Ech hat gesot, eng Hal, fir d'Botten dranzeleeën. Da muss ee kucken, firwat dat déi Hal gebraucht gëtt. A si gëtt gebraucht, well ee Stall do ass. An da muss ech dat als Ganzt kucken. Well wann ech just d'Hal kucken, dann ass déi net produktiv. Dat heescht, da gëtt déi schlecht bewäert. Dat war u sech d'Argumentatioun.

(Interruption et hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Jo. Ech soen lech, Madamm Hansen: Ech si fir déi gerecht a fair Léisung an hunn duerfir Ären Amendement net ugeholl.

Ech mengen, wann Der lech selwer Är Betrachtungsweis elo nach musst erklären, da gesäit een, dass dat Ganzt sech net esou einfach unhéiert. An ech verstinn och, dass dat beim Bauer an am Secteur de transformation Retizenzen ausgeléist huet. Mä mir haten awer vum Prinzip hier,...

(Brouhaha général)

...wéi scho gesot, kee Choix. An ech denken, dass mer eng Léisung fonnt hunn, déi eis eng pragmatesch Approche erlaabt. An u sech ass dat och nach eng Léisung, déi doriwwer eraus gerecht a fair ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- An deem Kontext wëll ech direkt uschléissen un déi Virwërf, dass verschidde Tauxen erfogesat gi sinn. Et ass richteg, dass bei den Investitiounen d'Tauxen ëm fënnf Prozentpunkten erfogesat gi sinn. Dat hu mer awer net an éischter Linn gemaach, well mer wollte Sue spueren, mä well mer wollten déi Suen, déi mer kënnen verdeelen, sollen a wëlle méi cibléiert ausginn! Mir sinn am Prinzip do an d'ärselwechter Logik wéi bei de Selektiounskritären.

Wa mer also géifen d'Tauxen nees an d'Luucht setzen, wéi dat verschiddelech gefuergt ginn ass,...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

...da muss ee wëssen, dass dann de Budget noutgedrongen op manner Projekte verdeelt ka ginn, an da spillen d'Selektiounskritären, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, nach méi staark. Ech sinn awer net där Meenung, dass dat eng gesond Entwécklung fir de Secteur wier.

A wann ech dann awer och nach ee Bléck iwwer eis Grenze geheien, kommen ech net derlaanscht, feststellen, dass déi Tauxen nach ëmmer hiresgläiche sichen. Datselwech géllt iwwregens och fir d'Plaffongen, déi bei deenen einzelnen Investitiounen elo spillen. De Prinzip vun de Plaffonge gëtt u sech vum Beruff begréisst. Allerdéngs hätte se léiwer nach méi héich Plaffonge gehat, besonnesch bei de Maschinnen.

Déi zwee Punkte sinn och vun der CSV esou gefrot ginn, ouni dass si awer gesot hätten, wou déi Suen, déi dann do méi gebraucht géife ginn, sollen hierkommen. Et ass ëmmer einfach, méi ze fuerderen, wann een op där anerer Säit awer net seet, wou een da kann aspieren!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- De Kuch ass näamlech gebak. A wann een ee Stéck wëllt méi grouss schneiden, muss een anert Stéck méi kleng ginn.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Dat géllt iwwregens fir eng ganz...

(Brouhaha)

...Rei vun den Amendementen, déi d'CSV proposéiert hat.

Mir sinn der Meenung, dass ee Betrib bis zu enger gewëssener Gréisst geförderet soll ginn. A wann hien déi Gréisst iwwerschritt huet, da mussen déi weider Investitiounen, déi de Maximumplaffong iwwerschneiden, vun engem Betrib an där Gréisstenernung kënnen selwer gedroe ginn. D'Betriber solle wuesse kënnen, awer an engem gesonde Mooss.

Dat gëtt duerch deen individuelle Plaffong, deen am Laf vun der Zäit un déi reell Gegebenheete vum Betrib ugepasst gëtt, garantéiert. Ech wëll de Familljebetrib ënnerstëtzen an net grouss Agrarstrukturen, déi d'Iwwerliewe vun eise Familljebetriber onméiglech maachen.

Bei de Maschinnen ass et esou, dass och do haaptsächlech déi Maschinnen nach subventionéiert ginn, déi entweder innovativ sinn oder déi eng besonnesch Wichtegkeet fir de Betrib hunn.

Dat wichtegst Kapitel vun deemem Gesetz bleift fir mech awer d'Ënnerstützung vun deene jonke Baueren, wa se ee Betrib iwwerhuelen. A grad hei hu mer ganz grouse Efforte gemaach. E jonken...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, erlaabt Der, dass d'Madamm Modert lech eng Fro stellt?

**(Interruption)**

Et ass wéi Dir wëllt, Här Minister.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Entschëllegt, jo, ech hat eigentlech gefrot fir just ee Moment virdrun, et ass elo schonn e bësse laanscht. Ech wollt de Minister froen, wat hien ënnert deene groussen Agrarstrukture versteet, vun deenen e geschwat huet virdrun. Wéi definiert Dir déi? Wou ginn déi un?

Merci.

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Mir hunn am Fong ëmmer gesot, déi grouss Agrarstrukturen, déi ginn do un, wann dat wäit iwwert dat geet, wat mir vum Investitiounspflaffong gesot hunn, wou mer da schwätze vum erweiderte Familljebetrieb, véier, fënnf theoretisch errechent Aarbechtskräften. Wa mer awer doriwwer wäit eraus sinn, wa mer dann a Gréisstenuerdunge si vun 10, 15, 20 errechten Aarbechtskräften, dat ass u sech dat, wat ech awer dann als grouss Agrarbetriber ugesinn. Mä ech mengen doriwwer, dat ass eng Diskussioun, déi kann immens wäit féieren, mat all deenen Nodeeler, déi dat huet, wou d'Produktiounen net méi buedemgebundene sinn, Betriber, déi herno net méi ze deele sinn, déi ekologesch Aspekter, déi sozial Aspekter. Also ass dat am Fong genau dat, wat mer net wëllen.

Mä loosse mer am Fong geholl zu deene Jonke kommen, deene mer wëllen eng Zukunft ginn. Déi, déi sech installéieren, déi kréien an der Zukunft eng Prime unique vu 70.000 Euro. Dës Primm beinhalt déi fräier Zënsbäihëllef, déi mir op Präten am Zesammenhang mat der Reprise vum Betrib ausbezuelt hunn. Domadder ass d'Zënsbäihëllef fir all jonke Bauer zougänglech. An dat fannen ech nëmme fair. En plus ass dat eng wichteg administrativ Vereinfachung.

E jonke Bauer kritt, wann hien Investitiounen innerhalb vu fënnf Joer no der Installatioun realiséiert, eng Majoratioun vu 15%. Dës Majoratioun gëllt fir de ganzen Investitiounsvolumen innerhalb vum Pflaffong. Dëst ass eng substanzuell Verbesserung vun déser Mesure.

De jonke Bauer gëtt och am Kader vun de Selektiounskritäre prioritär behandelt. Am neie Gesetz kënnen sech och méi wéi ee jonke Bauer op engem Betrib installéieren an eng Primm kréien. Och dat ass eng substanzuell Verbesserung par rapport zum leschte Gesetz, wat nach vun engem CSV-Minister ausgeschafft ginn ass.

Mat déser Neierung kënn d'Regierung...

(Interruption)

...enger laangjäregger Fuenderung vum Beruff no. Vum neie Gesetz un ass et och méiglech, sech zu zwee oder méi Jonker op engem Betrib ze installéieren an eng Primm ze kréien. Dat kënnen Geschwëster sinn, et kënnen aner Jonker sinn, et kënnen och Liewenspartner sinn. Wichtig ass just, dass all dës Installéierungen an engem Betribsentwécklungskonzept virgesi sinn. Ass dës Konditioun erfëllt, kënnen all dës Baueren hir éischt Installéierungsprimm komplett kréien. D'Installéierung vu méi Jonke muss dann am Kader vun engem Betribsentwécklungskonzept innerhalb vu fënnf Joer realiséiert ginn.

D'CSV wollt och hei d'Konditiounen opweechen, andeems se gefrot huet, fir ze erlaben, dass, och wann dat net am Betribsentwécklungskonzept virgesi wier, awer ee weidere Jonke virum Oflaf vun der Period vun zéng Joer sech nei installéiere kéint.

Da muss ee sech awer d'Fro stellen, firwat mer iwwerhaapt nach ee Betribsentwécklungskonzept brauchen, wann dat einfach esou kann iwwer Bord gehäit ginn. Dat ass absurd! Ouni dovunner ze schwätzen, dass iwwert dee Wee jo déi Erhéijung vum Taux vu 15% bei den Investitiounsbäihëlfen ad infinitum kéint weidergefouert ginn. Et geet also hei der CSV wuel éischter dorëm, fir d'Strenz iwwert dee Wee nees ze aktivéieren.

Ech mengen, iwwert dee Punkt, dass all Autoritatiounen...

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Schwätzt Der zum Agrargesetz oder zur CSV?

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- ...mussen am Viraus do sinn, ier de Projet an d'Selektiounskritäre ka kommen, dorobber huet de Kolleg Edy Mertens treffend a kompetent geäntwert, soudatt ech net dorobber brauch anzegoen.

Ech hunn dës Beispiller iwwert d'Kapitel vun den Investitiounen bewosst esou ervirgehewen,

well et weist, wéi konservativ oder wéi zukunftsorientéiert d'Vuen hei kënnen sinn. Wann een nëmmlech eng zukunftsorientéiert Politik wëllt maachen, an dat wëllt dës Regierung, am Géigesaz zu verschiddene Parteien, da kann et net sinn, dass ee sech...

(Brouhaha général)

...een oder zwee Elementer vum Agrargesetz erauspickt...

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Hutt Der schonn eng Ëmfro am Secteur gemaach?

► **Une voix**.- Ech mengen, dass der sech do viséiert fillen!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- ...an da pauschal behaupt, et géif manner Geld an d'Landwirtschaft gestach ginn.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Kaes!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Här President, ech erlabe mer dach awer elo, nodeem datt den Här Minister esou dacks versicht huet, ongerechterweis op d'CSV ze schloen,...

► **Plusieurs voix**.- Ooh! Ooh!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- ...versichen ech dach awer, em eng Fro ze stellen. En huet elo grad esou vill vun der Jugend geschwat, dass esou vill géif gemaach ginn, fir datt d'Jugend do eng Zukunft am Beräich Landwirtschaft hätt.

Da froen ech en: E Bauer, e Jonke, dee Quereinsteiger ass, deen also am Fong keng Vergaangenheet huet, wann deen elo investéiert, den Här Minister soll mer emol vläicht hei erklären, wat deen dann u Subventiounen kritt.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Ech mengen, dass do ass eng vun deene Problematiken, déi hu mer méi wéi eng kéier... Ech géif bal gär soen, dass während all Kommissiounssitzunge mer genau iwwert deen do Punkt geschwat hunn, ee Punkt, deen den Här Kaes ganz gutt kennt a wou en am Fong geholl d'Antworten och alleguer kennt.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- An ech sinn am Fong geholl gäre bereet, bei där nächster Agrarkommissioun, wann den Här Kaes d'Antwort nach ëmmer net weess,...

(Brouhaha général)

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Mir héiere gär d'Antwort hei, Här Minister! Hei, an der Plénière!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- ...deen dote Punkt nach eng kéier ze widderhuelen. Ech mengen,...

(Brouhaha)

► **Une voix**.- E soll eis d'Antwort ginn.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Den Här Kaes kann eis jo d'Antwort ginn!

► **Une voix**.- Deen huet dat net néideg.

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Et wier natierlech gutt, wann et den Här Minister wier.

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Voilà!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Ma et ass ganz kloer, dass mir am Fong geholl och wëllen d'Seiteneinsteiger ënnerstëtzen, dass et do eng ganz Rei Konditiounen gëtt, dass een ee Minimum vu Standardoutputs muss hunn. Mir wëllen, dass d'Betriber wëlle gesond wuessen, dass se wëlle lues wuessen. An den Investitiounspflaffong, dee wiisst mat der Gréisst vum Betrib mat, an datt do einfach d'Konditiounen kloer a prezis ginn.

Wann een deen dote System nach net verstanen huet, dann huet een, mengen ech, awer an de Kommissiounssitzunge ganz schlecht ugepasst. An ech mengen, dass kann...

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- ...een dem Här Kaes hei dann awer wierklech esou soen.

(Brouhaha général, protestations)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sou!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Mir hunn d'Rapporte gelies!

(Coups de cloche de présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sou! Ech géif lech bieden, de Minister elo auschwätzen ze loosse!

(Brouhaha général)

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Dat ass awer ganz schwéier!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Herno hu mer nach d'Motiounsdiskussioun.

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci, Här President. Ech hat viraus gesot, dass et vermessen ass, fir sech een oder zwee Elementer aus dem Agrargesetz erauszehuelen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wat wollt Der soen? Wat wollt Der soen, Här Kaes?

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Här President, entschëllegt, mä den Här Minister huet null geäntwert op meng Fro!

(Brouhaha)

Ech hu gefrot: Wat kritt deen u Subventioun,...

(Interruption)

...dee Seiteneinsteiger ass?

Do huet e gesot, dass wier an der Kommissioun an dat wier hei an dat wier do, awer en huet net gesot, wat e kritt! Ech soen lech dann, wat e kritt: null Subventioun!

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Null Subventioun!

Et ass net équilibréiert, dass, wat mer hei ofstëmmen, fir eng Rei Leit. Dat muss ee ganz kloer soen. An dat ass net seriö. Duerfir gëtt den Här Minister keng Antwort!

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Wann ech keng Antwort ginn, dann ass et an éischter Linn am Fong geholl dowéinst, well den Här Kaes säi perséinleche Fall ëmmer hei skizzéiert.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- An en huet dat och ëmmer an der Kommissioun gemaach.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Et gëtt awer ëmmer besser! Et gëtt ëmmer besser!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Ech mengen, dass d'Kommissioun net derfir do ass, fir engem säi perséinleche Fall ze skizzéieren.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- An de Biowënzer virdrun? D'Biowënzerin virdrun?

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sou!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Minister, d'Gefor ass natierlech ëmmer bei deem Dialog, dass den Dialog da weidergeet an dass e Fait personnel kënn. Duerfir géif ech lech bieden, elo Är Ried bis zum Schluss ze féieren.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci, Här President.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Et wär awer besser, et géifen Antwerte kommen, wéi déi do Ausso, muss ech awer soen.

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Ech hat just viraus gesot...

(Interruptions)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Duerfir kann d'Antwort net kommen.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Ech gesinn hei meng Auer weiderlafen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, ech kompenséieren alles,...

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Dat ass ganz léif, okay.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ...wann Der ënnerbrach gitt. Dir braucht lech do keng Suergen ze maachen.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Jo, ma, Dir hutt awer elo schonn zwou Minutte weiderlaffe gelooss.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen, kee Problem, Här Minister. Dir kritt all déi Zäit, déi Dir braucht.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Liest d'Ried weider vir!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Ech hat virdu gesot gehat, dass et vermiesse wier, fir sech een oder zwee Elementer aus dem Agrargesetz erauszepicken, fir da pauschal ze behaupten, bei deem Agrargesetz géif et manner Sue ginn. D'Agrargesetz huet vill Schrauwen an et ass un alle Schrauwe gedréit ginn.

D'Erausfuenderung vun der Zukunft läit net doranner, wivill Prozent Subsid op enger Maschinn ausbezuelt ginn, d'Erausfuenderung vun der Zukunft besteet doranner, wéi mer d'Akommens vun de Betriber nohalteg kënnen ofsécheren. Dat geschitt selbstverständlech iwwert déi gezielte Bäihëllef bei den Investitiounen. Dat geschitt awer och, an dat ass fir eis och enorm wichteg, iwwer ee performante Marketing vu regionale landwirtschaftleche Produkter, iwwer Innovatioun, ugewannte Fuerschung, d'Maîtrise vum Impakt vum Klimawandel an d'Erweltenschutz. An an dese Beräicher ginn duerfir och méi Suen investéiert. Et geet nëmmlech net duer, fir ze produzéieren, et muss een och déi Produkter un de Konsument bréngen. An och op dese Punkten ass dëst Gesetz zukunftsorientéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen all, dass d'Akommens vum Bauer net nëmme vum Marché, mä och vum Wieder ofhängeg ass. Duerfir ass de Klimawandel eng grouss Erausfuenderung fir eis Landwirtschaft. D'Zil vun der Regierung ass et, d'Akommens vum Bauer manner ofhängeg ze maache vun de Laune vun der Natur. D'Regierung wëllt iwwert d'Agrargesetz hiren Undeel un de Bäitrag bei der Ernteaufallversécherung vu 50% op 65% eropsetzen. Dat ass de Maximalbetrag, dee vun den europäesche Bestëmmungen hier erlaabt ass. Dës Versécherunge garantéieren am Fall vun esou extremen Wiederkonditiounen ee garantiéiert Akommens vum Bauerebetrieb.

Ee Wuert zu der Promotioun. Ech géif gären aus der Landwirtschaft ee moderner a kompetitive Secteur maachen, deem et geléngt, sech géint déi global geopolitisch Evolutiounen ze behaupten. D'Produzente vu lokale Liewensmëttel mussen hir Produktiouns-, Vermaartungs- a Kommunikationsstrategien iwwerdenken, fir de Konsumenten d'Wichtigkeit a souguer d'Noutwendegkeet vun Erhale vun enger lokaler Produktioun ze vermëttelen.

Mäin Zil ass et, fir der Gesellschaft déi Wäertschätzung vun eise lokale Produkter, déi se eigentlech selbstverständlech misst hunn, nees an Erënnung ze ruffen. D'Lëtzebuerger Landwirtschaft soll sech zesummeschléissen a sech nach méi mat anere Secteuren zesummen doen, fir Synergien an innovativ Modeller ze entwéckelen, déi hinnen eng effizient Produktioun an Direktvermaartung vu lokale Liewensmëttel hei an an der Groussregioun erlaben. Et geet dorëms, de Baueren ze hëlfen, nei Strategien ze entwéckelen, fir dem Präisdumping an der Masseproduktioun entgéintzewierken. Dat kann een nëmme errechen, wa mer hinnen nei Weeër weisen an hëlfen, déi richteg Partner ze fannen, fir déi Weeër ze goen.

Duerfir sinn am Agrargesetz Bäihëllef virgesinn, déi de Bauere sollen hëlfen, déi Défien unzegoen. Viséiert sinn och d'Kantinnen, d'Transformationsbetriber an d'Geschäfte, déi sech bereet erklären, mat eis op de Wee vun enger méi équitabeler Vermaartung vun de lokale Liewensmëttelprodukter ze goen.

Här President, last but not least, ech erzielen lech hei näischt Neies, wann ech lech soen, dass de Bauer an engem Spannungsfeld steet tëschent Economie an Ekologie. D'Landwirtschaft huet all Interessen drun, fir hir natierlech Grondlagen, wéi de Buedem an d'Waasser, an engem gudden Zoustand ze erhalen. De Bauer schafft mat der Natur an net géint d'Natur. Duerfir férdere mer eng Wirtschaftswies, déi am Aklang steet mat der Natur. Dëst geet awer nëmme an der Kooperatioun mat de Baueren, an net, andeems ëmmer nei Virschreffe gemaach ginn.

Dëst Agrargesetz ënnerstëtzt d'Landwirtschaft, fir déi virgenannten Défien ze meeschteren. Zu eiser Landwirtschaft gehéiere verschidde Produktiounsmethoden, wou déi eng méi no der konventionell-integréierter, déi aner no der biologescher Method ausgeriicht ass. D'Zil vun der Regierung ass et, d'Biolandwirtschaft weider no vir ze bréngen an duerfir ginn d'Bioprimme substanzuell no uewen ugepasst.



D'Biolandwirtschaft ass eng vun den Äntwerten op eng Rei Ëmweltfroen. Et ass awer net déi eenzeg méiglech. An duerfir proposéiere mir eng grouss Unzuel vu Biodiversitéits- an Ëmweltprogrammer, fir op geziilt Froen, an hei besonnesch déi, déi sech am Beräich vum Waasserschutz stellen, geziilt Äntwerte kënnen ze liwweren. Dobäi wëlle mer net d'Biolandwirtschaft géint déi konventionell-integriert Landwirtschaft ausspinnen, mä mir gesinn déi zwou Ausriichtungen als komplementär un. Si hunn allen zwee hir berechtigt Plaz an der Lëtzebuerg Landwirtschaft.

Ech mengen, u sech gëtt et eng grouss Nofro vun dem Konsument no Bioprodukten. An ech mengen, et ass och nëmmen normal, datt mir där grousser Demande och déi entsprechend Offer, an dat hei zu Lëtzebuerg, géintwärsäit.

Här Wolter, wëllt Der eng Fro stellen?

(Interruption)

Neen?!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, mä d'Madamm Modert awer.

(Interruptions)

Här Minister!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- D'Madamm Modert?

(Interruptions et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, Här Minister, maacht Dir weider!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Ass et u mir?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, well ech hunn all déi Ënnerbriechunge berücksichtig, mä awer geet et elo esou lues un d'Enn.

(Interruptions)

Ech mengen, den Här Wolter hat dat gesot, wat e wollt soen. Den Här Minister huet elo d'Wuert.

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Jo, aha. Da war d'Fro gestallt ginn, ob dat méiglech wier mat der Biodeelëmstellung. Meng Servicer hunn eng Analys gemaach. Mir sinn awer zur Schlussfolgerung komm, datt dës Approche net ziführend ass, an dat aus enger Rei vu Grënn. Am Prinzip sprécht dës jo och géint d'Philosophie vun der ökologescher Landwirtschaft, an dat huet den Här Kox jo och scho gesot, déi jo eng ganzheetlech Approche ass um Niveau vum Betrib an net vun där eenzelner Produktioun.

Et ass och net ëmmer evident, fir déi verschidde Produktiounen kloer genuch ze trennen, wat da Problemer bei der Kontrolléierbarkeit a bei der Certificatioun mécht. An ech mengen, datt dat géif e ganz groussen administrativen Opwand mat sech bréngen, well dann eben de geméischte Betrib och am Kader vun der Certificatioun misst ganz kontrolléiert ginn. An ech mengen, doriwwer kënnen mer och nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren, well dat u sech ee ganz komplizéierten Szenario dann awer ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Baueren, eis Wënzer an eis Gäertner sinn an enger schwieriger Situatioun. Dës Regierung huet schonns eng Partie Mesurë geholl an et wäerten der nach nokommen, fir de Betriber iwwert dës enorm Erausforderung ewechzehëlfen. Den honorabelen Deputéierten Edy Mertens ass jo och am Detail dorobber agang.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Et sinn dat Mesuren, déi wäit iwwert dat eraus ginn, wat an de Bréisseler Dispositiounen steet an och, wat am noen an am wäiten Ausland gemaach gëtt.

An ech kann am Fong geholl och do nëmmen dem Här Gibéryen soen, datt, wéi d'Chambre de l'Agriculture an hirem Avis geschriwwen hat, datt dës Regierung d'Landwirtschaft net als hir Prioritéit géif ugesinn, et den Hëllefspak vun deene 15 Milliounen Euro dann nach net ginn ass. An ech mengen, deen Hëllefspak, dee Lëtzebuerg do zesumme ficeléiert huet, deen ass eenzegearteg an Europa. Et sinn dat Mesuren, déi d'Liquiditéit vun de Betriber ënnerstëtzt hunn.

Et sinn dat Mesuren, déi näischt mat dësem Agrargesetz ze doen hunn. Ech wollt dat hei ervirsträchen, fir ze weisen,...

(Interruption)

...datt dës Regierung net nëmmen am Kader vum Agrargesetz un de landwirtschaftleche Secteur denkt, mä och doriwwer eraus. Dës Regierung...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, Dir misst elo direkt zur Konklusioun kommen.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- ...léisst d'Landwirtschaft, de Wäibau an de Gaardebau net am Ree stoen. Jo, mir brauchen eng zukunftsorientéiert Landwirtschaft, een zukunftsorientéierte Wäibau an een zukunftsorientéierte Gaardebau.

Mir brauchen ee Secteur,...

(Brouhaha général)

...dee mat Vertrauen an d'Zukunft kucke kann. Mir brauchen ee legislative Kader, fir dat besteend Potenzial vun dësem Secteur nach weider a konsequent auszubauen a wou d'Subventionen net nom schéine Gesiicht, mä opgrond vun transparenten...

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- ...a faire Kritären ausbezuelt ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, datt dës Agrargesetz och mathëlleft, dese Secteur nees matten an der Gesellschaft ze verankeren an him nees déi néideg Wäertschätzung, déi néideg Dignitéit an deen néidege Respekt zoukommen ze loosse.

(Interruption)

Loosse mer zesummen dësen Défi ugoen!

(Interruption et hilarité)

Loosse mer zesummen eiser Landwirtschaft, eisem Wäibau an eisem Gaardebau...

(Brouhaha général)

...ee stabillt Fundament an eng Zukunftsvisioun ginn! Loosse mer zesummen dës Agrargesetz stëmmen!

► **Plusieurs voix.**- Aah!

(Brouhaha général)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madamm Hansen!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Ech ginn elo net méi op all d'Froen an, op déi ech elo net direkt eng Äntwert kritt hunn. Ech hunn awer dräi Punkten hei, déi ech gäre wëll soen.

Dat Éischt ass, mir hunn drop gepocht gehat, datt, wann ee Betribsleader sech installéiert a wann en dat net a sengem Betribsplang virgesinn hätt, datt sech da kéint schonn no fënnf Joer een zweeten drop installéieren, well mer soen: Et kann een net alles op zéng Joer planen.

Ech halen elo fest, den Här Minister huet gesot: „Wa mer dat géifen esou maachen, da géife mer mat der Strenz fueren.“ An hie fäert, datt dann e bësse méi dacks géifen déi Taux-supplémentairen ausbezuelt ginn. Dann halen ech fest, datt dat do eng Spuermesure ass.

Dann, deen zweete Punkt. Den Här Minister huet gesot, mir hätten net gutt an de Kommissiounen opgepasst. Da muss ech soen: Dann huet hien och hei net ganz gutt opgepasst, well mir haten als CSV ni en Amendement gemaach, fir den Taux eropzesetze bei den eenzelnen Investissementer. Mir hunn iwwert de Plaffong diskutéiert. Mir hu gesot: Deen ass erofgesat ginn. Dat heescht, et si Sue gespuert ginn. Mä mir hunn iwwert de Plaffong diskutéiert.

Mir hunn och net gesot, den allgemenge Plaffong misst komplett an d'Luucht gesat gi fir Gebaier, mä mir hu gesot an lech opgefuerdert, datt Der dee sollt upassen, datt Der déi AK-Berechnung, déi UTA-Berechnung sollt nokucken, fir déi méi extensiv Produktiounen, fir d'Direktvermaartung zum Beispill ze berücksichtigen, well déi méi aarbechtsintensiv sinn a well dat mat dëser aktueller Berechnung net gemaach gëtt.

Dofir wollt ech elo nach eng Kéier d'Fro stellen un den Här Minister, ob en dat wëlls huet ze maachen. Dat ass déi éischt.

Dat Zweet, wat mer gesot hunn, ass, datt mer wierklech fannen, datt mer kéinten een Ënnerscheid maache beim Plaffong bei de Maschinen tëschent engem Haapterwerbsbauer an engem Niewenerwerbsbauer. An dofir hate mer do een Amendement gemaach, fir deen eropzesetzen. Dat ass also keng Strenz. Mir hate ganz gezielt gesot: beim Haapterwerbsbauer de Plaffong bei de Maschinen eropsetzen op 150.000.

An nach eng Kéier, net mat der Strenz war et, wéi mer gefrot hunn, fir bei den Aussidderbetri-

ber eng Majoratioun vun 20% ze maachen, well mer déi Betriber brauchen a well déi definitiv méi Käschten hunn duerch d'Infrastrukturkäschten. An och dat war refuséiert ginn an och dat war näischt mat der Strenz.

Dann hunn ech awer nach eng Kéier déi Fro zu de Quereinsteiger, déi ech och gestallt hat, wou ech keen Intérêt personnel hunn, wou ech awer keng Äntwert kritt hunn. Mir hunn am Gesetz stoen: Mir brauchen ee Mindeststandardoutput, fir kënnen eng Bähëllef ze kréien. Wann ee Betrib bei null ufänkt, dann huet en dat net.

Datselwecht ass: De Plaffong gëtt berechent op déi UTAen, déi e brauch fir seng Produktioun. Wann e bei null ufänkt, dann huet en näischt. Wéi eng Léisung kënnen mer do fannen? Kéinte mer do eventuell kucken, datt dee Plang, dee Betribsplang, deen e mécht, datt mer eis géifen no deem orientéieren? Dat war also eng ganz konkret Fro, déi ech gestallt hunn, op déi ech awer och nach keng Äntwert kritt hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Merci villmools. Ech mengen, deen éischte Punkt, dat war éischer ee Constat. Deen zweete Punkt, dat war d'Fro vun den Tauxen. Jo, ech mengen jiddefalls awer, Dir hutt et am Fong geholl selwer gesot gehat, wann een „top-up“ ass bei den Aussidderhaff, dann ass dat ipso facto, wa mer do solle Sue ginn, eng Erhéijung vum Taux, déi domadder verbonnen ass.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Et ass keng Strenz.

► **Une voix.**- Neen, dat ass keng Strenz.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- U sech geet och an dësem Punkt,...

► **Une voix.**- Keng Strenz!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- ...geet et drëm, d'Subside fair an transparent ze verdeelen an net eng Zort vu Betriber par rapport zu aneren Zorte vu Betriber ze bevirdelegen.

Déi drëtt Fro ass u sech déi vun dem Einsteiger. Jo, et ass méiglech, datt een Einsteiger vun de Bähëllef vum dësem Agrargesetz ka profitéieren. Ech mengen, hie soll bei... eng vun den Neierunge vun dësem Agrargesetz ass de Conseil intégré; hie soll bei eis Servicer goen, e soll sech da berode loosse, fir ze kucken, well et jo och obligatoresch ass, bei der première Installation, bei dem Aussidderhaff, bei deenen dräi Punkten, wann eben e Betrib fortoment impacté ass vun Naturschutzzonen, datt en déi obligatoresch Berodung muss maachen.

Ech mengen, déi Einsteiger, dat ass jo dann eben einfach esou, datt ee sech net soll an eng Aventure erastossen. E soll säi Betribsentwécklungsplang zesumme mat de landwirtschaftleche Beroder opstellen, datt en dann, wann en d'Konditiounen dann erfëllt, fir éligibel ze sinn, eng Investitioun no där aner mécht, an net wëllt direkt ee grouse Betrib do maachen, an datt e sech net an eng Aventure wëllt eramanövréieren.

An et ass am Fong dat, wat gemengt ginn ass. An ech mengen, u sech ass dat kohärent an ass dat eng vun de Philosophie vum dësem Gesetz. An ech mengen, dat mécht och jiddefalls Sënn. A mir wäerte jiddefalls och an der Praxis ëmmer erëm de Wee fannen, fir eben déi jonk Baueren, déi deen dote Schratt maachen - an et ass ee Schratt, fir deen ee se nëmme ka begléckwünschen -, duerch eis Servicer, eis Administratiounen jiddefalls beschtméiglech ze begleeden.

(Interruption)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Kaes...

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...invoquéiert de Fait pesonnel.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Ech wëll awer eng Fro dem Här Minister stellen, nach eng Kéier ganz léif a ganz fein: Wier et net eng Léisung gewiescht, Här Minister, wann ee gesot hätt - d'ailleurs an anere Secteuren ass et esou -, datt, wann een investéiert, da gëtt ee subventionéiert fir dat, wat een investéiert?

(Interruption)

Hei gëtt ee subventionéiert no deem, wat een an der Vergaangenheet hat. Wann een also géif subventionéiert gi fir dat, wat een investéiert, déi Produktioun, fir déi een investéiert - dat heescht, duerno huet een e Stall mat egal wat

fir engem Véi, fir e Beispill, an doduerch huet een eng Produktioun an doduerch huet een Aarbechtssunitéiten -, wann dat géif considéiert ginn, dann hätte mer vill, vill Problemer manner, well dann hätt jiddwereen d'Recht, eppes ze kréien.

An dat ass jo duerno do, dee Stall ass do, déi Produktioun ass do, déi Aarbechtskraaft ass do! Firwat gëtt gekuckt, wat e virrun hat? Neen, et soll gekuckt ginn, wat en huet, wann en investéiert huet. Dat ass richteg!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, eng leschte Kéier.

► **Une voix.**- Neen!

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Ech ka mech am Fong nëmme widderhuelen an ech mengen, u sech ass an där doter Fro alles gesot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Okay.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Ech wëll am Fong nach vläicht just zu de Froen zu de Reglementer eppes soen. D'Madamm Octavie Modert streckt schonn de Fanger eraus. Ech mengen, mir hate gesot, datt mer d'Reglementer eréischt géife presentéieren, nodeems datt se am Regierungsrot presentéiert gi wieren. An dat war bei de Reglementer iwwert d'Landschaftsfliegerprimm an iwwert d'Agrarëmweltmoosnamen nach net de Fall. A soubal, wann de Regierungsrot déi guttgeheescht huet, wäerte mer déi presentéieren.

Ech wollt der Madamm Modert och nach soen, datt d'Assurancëprimmen, datt déi vun 2016 un zu deem héijen Taux vu 65% subventionéiert ginn. Mir schaffen un der Indemnité compensatoire - dat, wat d'Madamm Modert gesot huet. A mir schaffen dann och do am Sënn vun där Approche, déi si hei virgestallt huet.

A wat d'Selektiounskritäre bei de Wënzer ubelaangt, do sinn extra dräi sonner Parameteren agebaut ginn, fir datt déi solle mat deemselwechte Recht an de Genoss vun Investitiounen (veuillez lire: Subsiden) kommen. Eischstens kann een Zousazpunkte kréie bei Investitiounen fir d'Direktvermaartung, zweetens extra fir d'AOP, wat et wierklech nëmme fir d'Wënzer gëtt, an drëtten fir Energie- a Waasserspuer-moosnamen, nëmme fir eben ze weisen, datt eben einfach och extra op de Wäibau opgepasst ass ginn.

Ech mengen, datselwecht gëllt fir d'Land-schaftsfliegerprimm. Dir hat lech Suerge gemaach ëm de RAK, dee vun 120 Euro op 200 Euro den Hektar an d'Luucht geet. An ech mengen, bei der Interpellatioun iwwert de Wäibau - fir déi ech lech wëll Merci soen, dat ass u sech och derwäert, fir eng Kéier heibanne méi ausgiebig iwwert dee Secteur ze diskutéieren - wäerte mer dat kënnen maachen.

A mir kënnen da sécher och nach op dem Tess Burton seng Fro agoen, wou mer mat der Etüd dru sinn. Mir hunn déi géischer dem Beruff virgestallt. A wann de Beruff déi analyséiert huet, wäerte mer dann déi Etüd och mam Beruff diskutéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, Här Minister!

(Brouhaha général et interruptions)

► **Une voix.**- Ech hat meng Fro scho virdu gestallt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, ech wëll lech just drop opmierksam maachen, Kollegen, mir hunn nach fënnf Motiounen heileien, déi och alleguer nach kënnen diskutéiert respektiv ofgestëmmt ginn.

(Brouhaha)

Wann alles gesot ass beim allgemengen Débat, spuerer mer déi Zäit bei de Motiounen. Duerfir, Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Ech hu just nach eng Fro - Merci, Här President -, wann den Här Minister erlaabt, eppes, wat e ganz am Ufank gesot hat, wou ech net sécher sinn, ob ech dat verstanen hunn. En huet gesot, et wär nach ni esou séier en Agrargesetz ausgeschafft gi wéi dat hei.

A wann ech awer kucken, datt vun 2001, wat also d'Period vun 2000, vun da bis 2007 ugeet, do war et a siwe Méint nom Datum a Kraaft an et huet véier an en hallwe Mount an der Chamber gedauert. Vun der Period 2007 un,



do ass d'Gesetz 2007 déposéiert ginn, 2008 gestëmmt ginn. Et war siwe Méint an der Chamber an no engem Joer an dräi Méint ass et a Kraaft getrueden, nodeem déi Period ugaangen ass. Hei si mer elo bei zwee Joer a véier Méint respektiv aacht an en hallwe Mount legislative Prozess.

Elo kënt Dir soen, dat wär net wichteg. Mä ech hunn net verstanen, firwat Dir... Wann ech déi Zifferen do kucken, dat si Fakten an Tatsachen, wou et net iwwereneeklappt mat Ärer Ausso. Dofir wollt ech froen, ob Dir mir dat géift kënnen erklären. Merci.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Et si jo engersäits déi communautaire Prozeduren,...

(Interruption par M. Eugène Berger)

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Här Berger, wann Dir d'Prozedur net verstitt...

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...an ech denke jo, dass Dir déi matabezunn huttt. Mä ech wëll awer do soen, dass mer a menger Berechnung déi siwe Méint, wou mer op den éischten Avis vum Statsrot hu misse waarden, dass mer déi matabezunn hunn. An et ass och duerch dee verlängerten...

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Déi sinn och bei deenen anere matabezunn, Här Minister.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Kolleege!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- An dann...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Kolleege, ech mengen, ech hunn hei jiddwerengem lagement Zäit ginn, fir et ze développéieren.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Eng komesch Rechnung, dat do!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Hei ass...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Eng komesch Rechnung!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Hei ass e bëssen eng ongewinnnte Prozedur, well een ëmmer Parole après ministre kann invoquéieren,...

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Et war Fait personnel.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- ...in-définiment laang. An där heiter Diskussioun, wat eng wichteg ass, hu mer lagement Plaz gelooss. D'Regierung hat och ganz gutt Zäit, fir ze äntwerten, mat dem Accord vun der Chamber.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Dat ass duerch déi vill Froen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- An ech géif lech elo bieden, zur Ofstëmmung iwwerzegoen.

An dann hu mer nach fënnf Motiounen hei ofzestëmmen. Ass dat am Sënn vun der Chamber?

(Assentiment)

Ma da maache mer dat esou. Also, de Vott iwwert den Ensembl vum Gesetz 6857.

► **Une voix.**- Fir d'Éischt d'Gesetz!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Wat hat ech elo gesot?

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- D'Gesetz.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Voilà! Merci fir d'Ennerstëtzung.

► **Une voix.**- Très bien!

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6857 et dispense du second vote constitutionnel

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- De Projet de loi 6857. An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer an de Projet de loi 6857 ass ugeholl mat 32 Jo-Stëmme, bei 2 Nee-Stëmme a 26 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M.

Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

► **Une voix.**- Neen!

(Assentiment)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Dat ass ganz kloer. Also jo.

(Hilarité)

Motions

Mir géifen dann zu de Motiounen iwwerzegoen. Ech ginn dovun aus, dass d'Motivatioun vun de Motiounen...

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- ...geschitt ass.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- D'Madam Brasseur huet...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Wëllt d'Chamber...?

(Brouhaha)

Dat ass net de Fall.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir géifen awer gär wëssen, firwat se ofgeleent ginn, wa se ofgeleent ginn. Dat wär awer net anormal.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Här Minister, Dir musst eis soen, wat Der wëllt. Wëllt Der Stellung zu de Motioune bezéien?

(Brouhaha)

Dat schéngt de Fall ze sinn. Da maacht dat!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Ech mengen, déi éischt Motioun, do ass et esou, dass de Guichet unique, d'Conseils intégrés, de Portail de l'Agriculture, dat sinn Elementer, déi amgaange sinn, gemaach ze ginn. Duerfir denke mer, dass déi Motioun géigestandslos ass.

Bei der zweeter Motioun ass et esou, dass d'Zones vertes, dass déi Dispositiounen do, dass dat een undauernde Prozess ass, also näischt Neies. An duerfir géife mer och do proposéieren, déi Motioun net unzuhuelen.

Wat elo déi drëtt Motioun ubelaangt: Mir haten nach eng Kéier Kontakt mat der Kommissioun zu deem Thema. An d'Äntwert vun der Kommissioun war ganz kloer, dass d'Mesures d'intégration net méi extra gekuckt kënnen ginn a se mussen mat deemselwechten Taux subventionéiert gi wéi de Rescht vun der Investitioun. Et gehéiert no der Logik vun der Kommissioun zum Immeuble an erhéicht souguer d'Valeur zum Gebai. Domadder ass et dann net als en Investissement non productif ze gesinn. Duerfir kënnen mer dann och beim beschte Wëllen déi Motioun net unzuhuelen. Dat ass analyséiert ginn an d'Äntwert ass kloer.

Wat elo déi véiert Motioun ubelaangt vum Cahier des charges vun de Cuisines collectives, do si mer amgaangen. An all déi Elementer, déi hei invoquéiert gi sinn an déi gefrot gi sinn, déi ginn do matintegréiert wéi d'Regionalitéit, d'Saisonnalitéit an awer och dat Saisonalt.

Hei wëllt ech och op de Projet de loi iwwert d'Marchés publics hiweisen, dee mä Kolleg Fränz Bausch den 3. Mee virgestallt huet a wou och nei Regele wäerte gellen, wat d'Marchés publics ubelaangt, an dass och do, an deem Kader, wichteg Elementer vu positiver Natur sinn, fir deene Fuerderungen, déi hei gestallt gi sinn, fir deene kënnen Rechnung ze droen. Soudatt ech dann och proposéieren, dass déi Motioun géigestandslos ass. Do si mer um Wee.

An ech mengen, dasselwecht géllt och fir déi fënneft Motioun iwwert d'Campagne d'information. Ech mengen, déi meescht hu gemierkt gehat, dass mer op der Fréijoersfoire mat där Informatiounscampagne ugefaangen hu mat Informatiounen iwwert d'Mëllechproduktioun an d'Fleeschproduktioun. Mir haten desén Hierscht eng Semaine du lait, wou 50 Betriber hir Dieren opgemaach hunn, fir 125 Schoulklasse während enger Woch an hire Betrib ze loossen. Dat ass och du jamais vu gewiescht hei zu Lëtzebuerg.

An drëtts, mengen ech, ass, dass mer...

(Brouhaha)

...am Kader vun eiser Présidence fir de Schoulmëllech- an de Schouluebstprogramm ënner eiser Présidence een Arrangement fonnt hu mam Europaparlament a wou mer dann och do zousätzleche Budget fräi gemaach hunn, fir ebe Begleetmoosnamen a Sensibilisatiounsmoosname bei déi do Programmer an de Schoulen ze maachen. Soudatt, mengen ech, all déi dräi Punkten, déi och an deser Motioun gefrot sinn, dass déi alleguer en place sinn an dass och déi Motioun géigestandslos ass.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- D'Motiounen sinn all richteg an Dir stëmmt all Kéiers dergéint.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Mir maachen dat. Mir brauche keng Motioune vun lech.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Här President, ech wëll nach op zwou Motiounen awer agoen, wou d'Erklärung vum Här Minister a mengen Aen esou net ganz stëmme. Bei der Motioun 3 froe mer net d'Investissements non productifs, mä mir froen déi Investissements dus à des contraintes spécifiques. Dat ass dat, firwat dass och déi Folien elo, déi Ofdichtungsfolie kënnen subventionéiert ginn. An der Kommissioun war gesot ginn, et wäeren nach aner Saache méiglech an dat géif gekuckt ginn. An dofir fuerdere mer de Minister ganz einfach op, dat wierklech duerchzekucken, well d'Bauere waarden dodrop.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Hie sot jo, hie géif et maachen!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Neen. Dat hu mer gekuckt an dat ass net méiglech. Dat mat de Folien, dass ass just méiglech, well dat eng Ëmweltmoosnam ass, déi och un eng Agrarëmweltmoosnam gebonnen ass. Duerfir ass dat méiglech. An u sech all déi aner Saache sinn net méiglech. A well mer dat analyséiert hunn, esou wéi dat hei gefrot ass, a well mer eng kloer an eng prezis Äntwert hunn, duerfir proposéiere mer, dass déi hei Motioun géigestandslos ass an duerfir net kann ugeholl ginn.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech war net grad ganz fäerdeg. Et war gesot ginn an der Kommissioun, zum Beispill bei reduzéierter Buedembearbeitung wiere verschidde Saache méiglech an dat géif nach nogekuckt ginn. Also, sinn ech do awer...

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Mir hunn et nogekuckt.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- ...net ganz averstanen.

Dann, bei der leschter Motioun, do ass elo gesot ginn, de Schouluebstprogramm an esou virun, do géif ganz vill lafen. Ech fannen dat och ganz gutt. Mä ech mengen, do léiert nach keen, wéi d'Landwirtschaft funktionéiert a wéi d'Landwirtschaft ass a wéi Narungsmittel produzéiert ginn.

Dasselwecht mat der Semaine du lait. Dat ass ganz gutt. Eng Foire agricole ass ganz gutt, wou d'Klassen dohinnerginn. Mä mir froen hei, fir dat ze institutionaliséieren, fir et wierklech an de Programm ze integréieren, zesumme mat der Éducation nationale, ebe fir ze kucken: Wat kann een do maachen a wéi kann een déi Zesummenarbecht mat de Fermes pédagogiques oder mat anere Betriber intensivéieren? An dat ass definitiv nach net do! Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Ech wëll just soen, dass mer déi Moosnamen, déi hei geholl gi sinn, a Kooperatioun souwuel mat de Schoule wéi mat de Fermes pédagogiques geholl hunn. Wat mer nach gemaach hunn, ass, dass mer eng ganz Rei aner Mesuren nach geplangt hunn, eng ganz Rei aner Sensibiliséierungsmoosnamen, eng ganz Rei aner Informatiounscampagnen. Mä ech mengen, et géif awer de Kader vun haut sprengen, fir op déi am Detail anzegoen.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. Domat kënnen mer zur Ofstëmmung vun de Motiounen iwwerzegoen. Fir d'Éischt...

(Brouhaha)

Also, dat hunn ech net héieren!

(Brouhaha)

Mir stëmme fir d'Éischt iwwert déi éischt Motioun of.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo...

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Här President, mä Schierm weist net un.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Dat ass net schlëmm. Mir rectificéieren dat dann direkt.

Mir hunn 59 Participatiounen um Vott: 26-mol Jo, 33-mol Neen a keng Abstentioun. Also ass d'Motioun 1 ofgeleent a mir kucken no, wéi et bei lech gelaf ass, ob et ugeschloen huet.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Mergen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Tess Burton), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur la motion 2

D'Motioun N°2. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 26-mol Jo, 34-mol Neen. Domat wär d'Motioun 2 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Mergen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur la motion 3

Dann déi drëtt Motioun. D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 26-mol Jo, 34-mol Neen. Domat ass d'Motioun 3 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank,



Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 28-mol Jo,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...32-mol Neen. Domat ass d'Motioun 4 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Mergen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

Vote sur la motion 5

Dann de Vott iwwert d'Motioun N°5. D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo direkt ofgeschloss: 59 Participatiounen, 28-mol Jo...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...an 31-mol Neen. Domat ass d'Motioun 5 ofgeleent.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Une voix.** - Très juste, très juste!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel), Mme Cécile Hemmen (par M. Franz Fayot) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

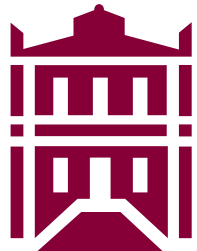
(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, ech mengen, et si keng weider Motiounen do.

(Hilarité)

Ech géif lech da Merci soe fir déi animéiert Diskussioun. Ech schléissen domat d'Sézung of, wënschen lech e schéinen Owend a ginn lech Rendez-vous fir d'Woch vum 7. Juni.

(Fin de la séance publique à 18.54 heures)



SÉANCE 34

MARDI,
7 JUIN 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

5. Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry

- M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°195 du 6 juin 2016 de M. Claude Lamberty relative au bilan des aides financières pour études supérieures pour l'année académique 2015-2016, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Question n°196 du 7 juin 2016 de M. Marc Spautz relative à la manifestation des salariés du secteur d'aide et de soins de samedi dernier, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Marc Spautz - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°197 du 6 juin 2016 de M. Franz Fayot relative aux réflexions sur une refonte du système des ressources propres de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Franz Fayot - M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances

Question n°198 du 7 juin 2016 de M. Fernand Kartheiser relative aux relations avec la Turquie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes

- M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Question n°199 du 7 juin 2016 de M. Gérard Anzia relative aux compteurs dits «intelligents» pour la consommation de gaz et d'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Gérard Anzia - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°200 du 7 juin 2016 de M. Laurent Zeimet relative au niveau de l'eau de la Diddelenger Baach lors des pluies intenses du 30 mai 2016 et la gestion des eaux pluviales aux sites/chantiers Eurohub et Multimodal entre Bettembourg et Dudelange, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Laurent Zeimet - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°201 du 6 juin 2016 de M. Gusty Graas relative à la gourme, maladie infectieuse potentiellement mortelle et très contagieuse chez les équidés, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°202 du 7 juin 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au premier cas d'infection à virus Zika au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé et

Question n°203 du 6 juin 2016 de M. Gilles Baum relative au premier cas d'infection à virus Zika au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- Mme Cécile Hemmen - M. Gilles Baum - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

- Suspension de la séance publique de 15.36 à 15.45 heures

Question n°204 du 6 juin 2016 de M. André Bauler relative à la circulaire RCSL 16/01 du 24 mars 2016, adressée à M. le Ministre de la Justice

- M. André Bauler - M. Félix Braz, Ministre de la Justice

7. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

8. Motion de M. Marc Baum relative au refus au Conseil de l'accord du Gouvernement à une signature de l'AECC et relative à la recherche active d'alliés pour s'opposer à la signature de l'AECC

et

Motion de M. Alex Bodry relative à l'Accord économique et commercial global (AECC) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA)

- Exposés: M. Marc Baum, M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (dépôt de deux amendements et d'une motion), M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (interruptions par M. Marc Baum)

- M. Marc Baum, M. le Ministre Jean Asselborn

9. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

10. Motion de M. Marc Baum relative au refus au Conseil de l'accord du Gouvernement à une signature de l'AECC et relative à la recherche active d'alliés pour s'opposer à la signature de l'AECC

Motion de M. Alex Bodry relative à l'Accord économique et commercial global (AECC) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA)

et

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'information de la Chambre des Députés de toutes les décisions du Gouvernement relatives aux négociations de l'accord TTIP

- Exposé: M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- M. Alex Bodry, M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. le Ministre Jean Asselborn, M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la motion de M. Marc Baum (rejetée)

- Vote sur la motion de M. Alex Bodry (adoptée)

- Vote sur la motion de M. Fernand Kartheiser (rejetée)

11. 6948 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la République du Kazakhstan relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et de son Protocole d'application signés à Bruxelles, le 2 mars 2015

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Yves Cruchten

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. 6903 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles

- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Marc Hansen, Ministre délégué; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- E schéinen, gudde Mëtten! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **Une voix**.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci, dann ass dat esou akteiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentaresche Froen an d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert gij sinn, goufen hei deponéiert respektiv un déi verschidde Fraktioun verschéckt.

Op Ufro vun der Regierung an duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 24. Abrëll 2016 gouf de Projet de loi 6774 iwwert d'Formation professionnelle den 11. Mee 2016 vum Rôle gestrach.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och un d'Fraktioun gaangen.

Communications du Président - séance publique du 7 juin 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlements grand-ducaux suivants ont été déposés à l'administration parlementaire:

6985 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11.05.2016

6986 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11.05.2016

6987 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du projet de règlement grand-ducal modifié du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM au Mali

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 11.05.2016

6988 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA)

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 11.05.2016

6989 - Projet de loi portant 1. modification du Code du Travail; 2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11.05.2016

6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 12.05.2016

6991 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieures au Mali

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.05.2016

6992 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2. de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3. de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 18.05.2016

6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 20.05.2016

6994 - Projet de loi ayant pour objet d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 24.05.2016

6995 - Projet de loi portant modification de l'article 23 du Code d'instruction criminelle et de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé»

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016

6996 - Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile;

2. du Code civil;

3. du Code pénal;

4. du Code de la Sécurité sociale;

5. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

6. de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

7. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessations et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

9. de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats;

11. de la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016

6997 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil;

2. modification du Code pénal;

3. modification du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016

6998 - Projet de loi relatif à la réalisation de la phase 1 de la route Nouvelle N3 entre la Gare centrale et le Pôle d'échange Bonnevoie

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 30.05.2016

6999 - Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juillet 2000 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.05.2016

7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 30.05.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 24 avril 2016 le projet de loi n°6774 portant modification 1. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, 2. de la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers, 3. de l'article L.222-4 du Code du Travail a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 11 mai 2016.

4) Les demandes de pétition publique et la pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°653 - Ouverture d'une deuxième école internationale publique au centre du pays

Dépôt: Mme Samanta Graziosi, le 10.05.2016

Demande de pétition publique n°654 - Adoption d'une loi contre le gaspillage alimentaire

Dépôt: MM. et Mme Cloos Jean-Marc, Gindorff Lynn, Lima da Cunha Filipe, Schneider Jacques, le 11.05.2016

Demande de pétition publique n°655 - Changer la loi anti-tabac pour les cafés et les bistrotis de manière à ce que le patron puisse choisir s'il veut autoriser ou pas la fumée dans son établissement

Dépôt: M. Bob Arendt, le 11.05.2016

Demande de pétition publique n°656 - Radar fixe net fir jiddereen?

Dépôt: M. André Gerard, le 11.05.2016

Demande de pétition publique n°657 - Pour le maintien du pont bleu et le partage intelligent des moyens de transport entre le pont Adolphe et le pont bleu

Dépôt: M. Vincent Soubeyran, le 11.05.2016

Demande de pétition publique n°658 - Pour la suppression des pièces de 1 et 2 cents au 1^{er} janvier 2017 au Luxembourg, et la demande de leur suppression au niveau européen

Dépôt: M. Vincent Soubeyran, le 11.05.2016

Demande de pétition publique n°659 - Demande d'élaboration et de promulgation d'un Règlement grand-ducal (ou Règlement ministériel) en urgence pour déterminer et préciser les conditions d'exercice légal des opérateurs organisant des jeux-concours par le biais de bornes Internet ou de matériel interactif mis à disposition des établissements publics et privés luxembourgeois

Dépôt: M. Pierre Tel, le 12.05.2016

Demande de pétition publique n°660 - Application rétroactive avec effet au 1^{er} octobre 2015 des dispositions relatives aux traitements et conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux, ceci par analogie aux fonctionnaires d'État

Dépôt: M. Joël Meyers au nom de Association luxembourgeoise des Bachelors scientifiques des communes et des Syndicats de communes, le 12.05.2016

Demande de pétition publique n°661 - Enlever la taxe sur les boissons dites «alcolpops» au Luxembourg

Dépôt: M. Clément Elie, le 19.05.2016

Demande de pétition publique n°662 - Suppression des droits de succession et de mutation par décès à verser par les époux sans enfants ni descendants communs

Dépôt: Mme Catherine De Coninck, le 20.05.2016

Pétition ordinaire n°663 - Pour faire cesser le harcèlement moral dans le cadre professionnel

Dépôt: M. Claude Eich, le 23.05.2016

Demande de pétition publique n°664 - Que les pétitions publiques sur ce site soient aussi consultables en luxembourgeois, en anglais et en allemand

Dépôt: M. Daniel Cima, le 23.05.2016

Demande de pétition publique n°665 - Pour une baisse de la TVA sur les protections hygiéniques féminines

Dépôt: Mme Fatima Rougi au nom de Planning Familial, le 25.05.2016

Demande de pétition publique n°666 - D'Spaghettimonsterkierch zu Lëtzebuerg offiziell unerkennen! Reconnaître officiellement l'Église pastafarienne au Grand-Duché de Luxembourg!

Dépôt: MM. Pierre Kremer, Marius Conan, Henri Entringer, Alexandre Hornbeek, Dan Klein, Guy Hebler, Tom Kugener, Marco Minelli au nom de Kirche des fliegenden Spaghettimonsters, le 19.05.2016

Demande de pétition publique n°667 - Pétition pour pouvoir déduire les frais d'une déclaration d'impôt privée - Fir d'Ofsetze vun de Fraise fir eng privat Steiererklärung - Für die Absetzbarkeit der Unkosten einer privaten Steuererklärung - For the deduction of expenses for a private tax return

Dépôt: M. Marc Faramelli, le 26.05.2016

Demande de pétition publique n°668 - Lëtzebuerger Produkter an der öffentlecher Restauratioun! (Crêchen, Schoulen, Maisons relais, Klinicken, Altersheemer asw.) Priorité pour les produits luxembourgeois dans la restauration collective!

Dépôt: MM. Marc Fisch, Marco Gaasch, Aloyse Marx, Camille Schroeder au nom de Centrale Paysanne, Chambre d'Agriculture, Fräie Lëtzebuerger Bauerverband, Bauerenallianz, le 28.05.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'administration parlementaire.)

3. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

A senger Sëtzung vum 13. Mee 2016 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen, eisem fréiere Kolleg, dem Här Serge Urbany, den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstannen?

(Assentiment)

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dann ass dat esou décidéiert. An ech wënschen eisem Kolleg Urbany, dass en deen Titel laang kann droen.

(Hilarité)

Ah, den Här Urbany hätt mer et iwwel geholl, wann ech em dat net gewünscht hätt!

Eisem neien Éierendeputéierten eis Félicitatiounen!

**4. Ordre du jour**

D'Presidentekonferenz schléit da fir dës Woch deen Ordre du jour vir, deen Der zougestallt krut. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

Wuertmeldungen dozou? Den Här Bodry!

5. Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, ech froen d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn d'Éier, fir hei am Numm vun de Fraktiounen vun LSAP, DP an déi gréng a mat menger eegener Énnerschrëft an och deene vun de Kolleegen Adam a Graas eng Motioun ze deponéieren, an zwar zum CETA-Accord.

Et ass e Punkt, dee mer haut um Ordre du jour hunn. A mir froen, dass déi Motioun hei zesumme mat der Motioun vun de Kolleegen vun déi Lénk kann herno gemeinsam diskutéiert ginn.

Mir sinn effektiv der Meenung, dass et wichteg ass, dass d'Lëtzebuerger Chamber sech an deem Stadium vun de Prozeduren zum CETA äussert an och der Regierung d'Linn virgëtt, wéi se sech soll an deem doten Dossier verhalen. Eng Linn, déi muss opgebaut sinn op eiser eegener Motioun, enger éischt Motioun vun dëser Chamber, den 18. November 2015, awer och konform sinn zu deene Positiounen, déi Lëtzebuerg an där Diskussioun bis elo am Europäesche Conseil ageholl huet.

Et ass also, géif ech soen, eng kritesch Motioun, mä eng Motioun, déi net fundamental géint Fräihandelssofkommissen agestallt ass. Si ass opgebaut op haaptsächlech dräi Punkten - dat kënnt Der am Detail noliesen: d'Klärung vun enger ganzer Rëtsch vun oppene juristesche Froen, déi sech am Kader vun CETA-Accord stellen, eng Affirmatioun vum Matbestimmungsrecht vum Europaparlament wéi och vun den einzelnen nationale Parlamenten bei der Ratifikatioun vun deem CETA-Accord an och, drëtens, zousätzlech Garantien bei dem Permanenten Investitiounsgericht.

Mir freeën eis op d'Diskussioun.

Hei, Här President!

Motion

La Chambre des Députés, considérant

1) que l'accord économique et commercial global (AECG), ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) entre le Canada et l'Union européenne a été finalisé le 26 septembre 2014 lors du sommet bilatéral d'Ottawa;

2) que la Commissaire européenne au Commerce, Mme Cecilia Malmström, et la Ministre du Commerce international du Canada, Mme Chrystia Freeland, ont déclaré le 29 février 2016 que l'examen juridique du texte anglais de l'AECG est terminé;

3) qu'il revient au Conseil d'approuver la signature de l'AECG, ainsi que son application provisoire avant l'entrée en vigueur, tel que prévu à l'article 218(5) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

4) qu'il n'est pas encore clarifié définitivement si l'AECG est à considérer comme un accord mixte, mais que 21 parlements nationaux, dont la Chambre des Députés, ont adressé en juin 2014 une lettre au Commissaire européen en charge du commerce international plaidant pour la reconnaissance de l'AECG comme accord mixte;

5) que la Commission européenne a fait entendre à plusieurs reprises, et notamment à travers des déclarations écrites au Comité «Commerce international» du Parlement européen, qu'elle envisage de soumettre au Conseil une décision d'application provisoire de l'AECG après accord du Parlement européen et avant une éventuelle ratification de l'accord par les États membres;

6) que la Commission européenne a confirmé, lors de la réunion du Conseil des affaires étrangères - commerce, en date du 13 mai 2016, son intention de présenter une proposition de décision de signature de l'AECG en juin 2016;

7) que dans son programme gouvernemental, le Gouvernement s'est donné pour mission «d'œuvrer dans le cadre des négociations commerciales multilatérales pour l'inclusion de standards sociaux et environnementaux ambitieux et responsables, tout comme il veillera à la cohérence des ambitions économiques, politiques, sociales et environnementales»;

8) qu'une motion parlementaire, votée le 18 novembre 2015, avait invité le Gouvernement à s'opposer au Conseil de l'UE à toute démarche menant vers implémentation de l'AECG, tant que les très controversées dispositions du Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE/ISDS) initialement proposées seraient maintenues;

9) que suite aux critiques massives, ces dispositions initiales du RDIE/ISDS ont été remplacées par un système juridictionnel amélioré, plus transparent, plus stable et doté d'une possibilité de recours, appelé Système de Cour d'investissement (SCI/ICS);

10) que la Commission européenne est d'avis que le SCI/ICS est compatible avec les Traités européens, tandis que l'association allemande des juges (Deutscher Richterbund) et l'Association européenne des Magistrats ont émis des avis dans le sens opposé,

convaincue

11) qu'il est dans l'intérêt de toutes les parties concernées que les questions juridiques controversées soient clarifiées;

12) qu'un large débat démocratique doit avoir lieu dans les parlements nationaux et que l'AECG est clairement un accord mixte nécessitant l'assentiment des parlements nationaux,

invite le Gouvernement

- à soutenir au sein du Conseil de l'UE toute démarche visant à clarifier les questions juridiques controversées;

- à voter contre toute proposition de décision de la Commission européenne au cas où celle-ci insisterait sur un accord relevant de la compétence exclusive de l'Union européenne;

- à persister au sein du Conseil sur le caractère mixte de l'accord AECG/CETA afin de garantir aux parlements nationaux leur mot à dire en ce qui concerne la ratification;

- à insister également sur le vote au Parlement européen avant toute application provisoire éventuelle de l'AECG/CETA;

- à veiller sur l'indépendance et l'impartialité des membres siégeant au tribunal permanent des investissements prévu par l'AECG/CETA. Ces personnes devront avoir les mêmes qualifications que les membres de la Cour internationale de justice et devront être irréprochables du point de vue éthique de façon à ce que leur totale indépendance et impartialité soient garanties. À cette fin, un code de conduite contraignant pour les membres du tribunal et visant notamment à prévenir les conflits d'intérêts éventuels, devra être mis en place;

- à consulter la Commission des Affaires étrangères afin d'y débattre la position du Gouvernement avant toute prise de décision au sein du Conseil de l'UE concernant les propositions de décision que la Commission européenne soumettra au Conseil.

(s.) Alex Bodry, Claude Adam, Gusty Graas.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci villmools. Ech gi se direkt weider, fir dass se ka verdeelt ginn.

An ech wollt vläicht dann d'Chamber awer consultéieren, wéi mer de prakteschen Oflaf géife maachen. Ech géif proposéieren, dass da fir d'Éischt den Auteur vun der éischter Motioun géif seng Motioun presentéieren, dass dann den Auteur vun där zweeter Motioun seng géif presentéieren, dass mer den Débat géifen zesumme maachen an dass mer bei der Riedezäit ebe géifen esou fueren, wéi wa mer zwou Motiounen hätten, déi mer dann och hunn.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, Här Kartheiser?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Just fir komplett ze sinn: Et ass jo elo en neut Element, well mer jo elo nach eng zousätzlech Motioun gesinn, déi mer jo bis elo net kennen. Dofir wär et interessant, fir déi kennen elo ze kucken, ier mer eis definitiv Meenung maachen.

Ech wollt just soen, datt et eis Intention war, als ADR, fir déi Motioun ze huelen, déi mer eigentlech um Ordre du jour haten, an e puer Amendementer ze proposéieren. Ob mer dat elo maachen, dat hänkt jo och dervun of, vun där Motioun, déi mer nach ze gesi kréien. Mä ech wollt lech just als President informéieren, datt mer op jidde Fall d'Intention haten, nach Amendementer am Kader vun der Debatt anzébréngen, an datt déi Méiglechkeet weiderbestéit. Villmools Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Ech mengen, mir hunn elo eng Froestonn vun enger Stonn. Dat gëtt dee-

nen eenzelne Kolleegen d'Geleeënheet, fir déi nei Motioun ze liesen an da sech hir Meenung ze maachen.

Ass soss d'Regierung mat der Proposition d'accord, wéi mer mat de Motioun virginn?

(Assentiment)

A mam Ordre du jour och?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci villmools!

A mir géifen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, enger Froestonn. Ech brauch lech net den Detail iwwert den Oflaf ze soen, dat wësst Der selwer.

Déi éischt Fro kënnt vum Här Claude Lamberty, riicht sech un den delegéierten Héichschoulminister an dréit ronderëm de Bilan vun de staatleche Bähëllefe fir Héichschoulstudie fir d'Schouljoer 2015-2016. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°195 du 6 juin 2016 de M. Claude Lamberty relative au bilan des aides financières pour études supérieures pour l'année académique 2015-2016, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Merci, Här President. Jo, ech wollt dem delegéierten Héichschoulminister zwou Froe bezüglech dem Bilan vun de finanziellen Énnerstëtzunge fir d'Studente stellen.

Éischt Fro: D'lescht Woch huet den Héichschoulministère e Communiqué erausginn, deen de Bilan vun den Demandé mécht, déi am Summersemester traitéiert goufen. An ech wollt do wëssen: Gëtt et och schonns e Bilan, wat déi ganz Année académique 2015-2016 ubelaangt, also wat insgesamt un Aiden ausbezueelt gouf a wéi déi verschidde Bestanddeeler vun der Bourse och opgedeelt sinn?

Zweet Fro: An de leschte Woche gouf och alt emol - leider dacks - am Kontext vun de Studentebourssen iwwer juristesche Volet geschwat, déi op deene verschiddene juristeschen Instanzen dann och thematiséiert ginn. Hei an der Chamber hat ech an der leschter Froestonn dem Minister jo schonn eng Fro iwwert d'Anticumulbestëmmunge gestallt.

An elo weess ee jo, dass déi nei Bourse a verschidde Voleten opgedeelt ass. Nieft de Frais d'inscription, der Bourse familiale, der Bourse sociale gouf jo och bei der Reform ganz vill iwwert d'Bourse de mobilité geschwat an och diskutéiert. An deem Kontext gëtt vu verschiddene Säiten oft thematiséiert, dass och déi diskriminatoire wär. Ech wollt an deem Kontext wëssen: Gëtt et par rapport zu där Disposition nei Urteeler respektiv Neieegkeeten am Sens large vum Term?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci gesot. An d'Wuert huet direkt den Här Marc Hansen, den delegéierte Minister fir d'Héichschoulstudien. Här Hansen!

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn effektiv déi lescht Woch e Communiqué erausginn, fir ze soen, dass mer d'Beschaffe vun den Aides financières, wat d'Summersemester ugeet, ofgeschloss hätten. Dat war Ufank vum Juni, also ee Mount, nodeem den Délai war, fir déi Aide-financières-Demanden eranzeginn. Mir hunn déi alleguerte beschafft, ausser e puer, déi natierlech nach d'Studenten erëmkréien, wa se net ganz komplett waren.

Mir sinn do par rapport zum leschte Joer e gutt Stéck nach méi séier gewiescht. An d'Beschaffen, wat jo och wichteg ass a wat eng vun de Fuerderungen och ëmmer an der Diskussioun war, och vun de Studenten, dat hu mer gepackt, well mer natierlech och e bëssen anescht opgestallt sinn am Ministère, well mer och den Online-Volet hunn, wou d'Leit kënnen iwwer guichet.lu hir Demanden eraginn, a well och d'Studente méi an der Kontinuitéit all Mount, an der Regelméissegkeet Dossierer eraginn hunn, an net alleguerten nëmmen déi lescht Wochen.

Ech kann lech awer och Zuele liwweren, déi awer nach net ganz definitiv sinn, well natierlech nach e puer Dossierer inkomplett sinn. Dat heescht, et sinn awer nach ëmmer provisorescher, awer si si ganz no bei der Realitéit.

Wat d'Bourssen ugeet, déi 2015-2016 bezueelt goufen, elo leien déi bei 95,1 Milliounen Euro. D'lescht Joer, also d'Année académique 2014-2015, ware se nach bei 91,4 Milliounen Euro. D'Opdeelung déi Kéier: Bourse de base, ronn 47 Milliounen Euro; d'Bourse sociale, ronn 25

an eng hallef Milliounen Euro; Bourse de mobilité, 22,3 Milliounen Euro; Bourse familiale, 3,4 Milliounen Euro; d'Frais d'inscription, 9,2 Milliounen Euro, an den Anticumul huet déi Kéier ronn 13 Milliounen Euro ausgemaach.

Alleguerten déi Studenten, déi eben eng Aide konnte kréien, déi leie bei 25.900, déi do des Kéier esou eng Bourse kritt hunn. Dat doten ass e bëssen de Volet, wat d'Zuelematerial ugeet an och déi Opschlësselung.

Dann huet den Deputéierten och d'Fro vun de juristesche Säiten ugeschwat vun der Aide financière, wat natierlech ëmmer en interessante Volet ass an haaptsächlech dann thematiséiert gëtt, wann de Stat am Onrecht ass. Alles an allem, wat Recourse sinn, déi um Tribunal sinn, iwwert déi lescht Joren zesummegezielt, leie mer bei ronn 250 Recoursen. Wann een dat natierlech vergläicht mat deene 26.000 Studenten, dann ass dat natierlech eng relativ kleng Zuel, da si mer wierklech bei engem klengen Prozentsatz, wat d'Recoursen ugeet.

D'APL war schonn eng Kéier hei thematiséiert ginn: an den Anticumulbestëmmungen an éischter Instanz um Administratif, dass mer do onrecht kritt hunn. Do ware mer dee Moment bei der Fro d'lescht Kéier nach an der Analyse, wat mer géife maachen. An Zwëschenzäit ass d'Décisioun gefall: Mir gi par rapport zu där Situatioun an den Appell. Dat hu mer och gemaach. Där Dossiere sinn der och e puer, déi natierlech op dem Tribunal sinn.

Da gouf et Diskussiounen, dat muss een awer ausenanerhalen, déi mer jo och vun der Europäescher Cour haten déi lescht Woch. Dat ass nach eng Bestëmmung aus dem Joer 2013. Do gëtt d'Fro gestallt, déi an deem Gesetz war, dat just ee Joer a Kraaft war.

An dann hutt Der d'Fro gestallt, well dat natierlech och an der Diskussioun thematiséiert ginn ass: Wéi ass et da mat der Bourse de mobilité? An der Zäit ass jo och ganz vill an der Reform doriwwer diskutéiert ginn, ob dat dann elo discriminatoire wär oder net. Abee, do gouf et dann och elo déi éischt Urteeler d'lescht Woch, eng belsch Famill, déi do geklot huet, dass se déi Bourse de mobilité net kritt huet. D'Bourse de mobilité kritt ee jo, wann een an d'Ausland geet. An do kann ech natierlech soen, dass et elo och do dat éischt Urteel gouf. An do huet de Stat déi Kéier recht kritt, dat heescht, déi Bourse de mobilité wär net discriminatoire an déi kéinte mer esou praktikéieren.

Och do soen ech, wéi bei där APL-Diskussioun, dass et natierlech am Moment érischt éischt Instanz ass. Och do stinn nach alleguerten d'Rechtswееer op. Mä do gouf et dat éischt Jugement an deem Kontext an dat huet gesot, dass déi Bourse de mobilité awer net discriminatoire wär an dass mer dat esou kéinte praktikéieren, mat alle Rechtsmëttelen, déi déi Leit natierlech nach opstoen hunn, wéi dat sech och gehéiert.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Marc Spautz an dréit ronderëm d'Manifestatioun vum leschte Samschdeg vum Personal aus dem Sozial- a Flegesecteur. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°196 du 7 juin 2016 de M. Marc Spautz relative à la manifestation des salariés du secteur d'aide et de soins de samedi dernier, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e Samschdeg bal 9.000 Leit am Rousegärtchen! Si hu manifestéiert fir gerecht Carriären, fir besser Aarbecht, fir eng héich Qualitéit am Gesondheets-, Fleege- a Sozialsektor.

Ech si frou, dass d'Familljeministeschen endlech d'Kommissioun vum Sozialsektor aberuff huet, fir dass kann iwwert den SAS-Kollektivvertrag diskutéiert ginn an d'Enveloppe festgeluecht ginn. Ech sinn och besonnesch frou, dass de Sozialminister Romain Schneider selwer gesot huet, d'Regierung hätt sech engagéiert, fir dee Gehälteraccord aus der Fonction publique an d'Opwärtung vun de Carriären am Secteur émsesetzen, dass d'Regierung zougesot huet, déi zousätzlech Dépense finanziell ze begleeden.

9.000 Leit, dat weist grouss Erwaardungen. 9.000 Leit, dat beweist, dass an deem Secteur, deemno wéi een et berechent, ee ka soen, dass, och wann een déi Leit nach berücksichtigte, déi geschafft hunn, méi wéi en Drëttel vun de Leit op der Strooss waren, fir fir hir Rechter ze manifestéieren.

Am SAS-Vertrag ass et jo elo d'Kommissioun, déi de Package wäert definéieren, wou ausser de Sozialpartner jo och de Stat mat dra vertrueden ass. Dofir wëll ech deem elo net virgräifen. Mä meng Fro ass un de Sozialminister: Wat ass de Käschtepunkt vun der Carrière-Opwärtung a vun der Ëmsetzung vun Gehälteraccord beim Stat, dee muss fir de Gesondheets- a Fleegesecteur berechent ginn? Well dat schéngt mer jo de ganze Knackpunkt ze sinn.

Gëtt deen Accord an déi Begleitung, ginn déi eent zu eent vum Stat iwwerhollt? Oder, wann dat net de Fall ass, wéi ass dat mam bilaterale Engagement vun der Regierung ze verstoen, wat si mat de Gewerkschaften ënnerschriwwen huet no der Bipartite? Wivill vun deem Gesamtpackage wäert d'Regierung do iwwerhuelen?

Villmoos Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet elo direkt de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, d'Fro vum Marc Spautz ass eng, déi wierklech d'actualité ass, well et effektiv e Samschdeg esou war, dass ganz vill Leit op d'Strooss gaange sinn, fir ze manifestéieren. Ob et der elo 9.000 oder 6.500 waren, ass eigentlech egal. An et huet een och gesinn, dass et eng gutt Mixitéit war vun de Leit, déi do waren, dass niewent deene Leit, déi am Secteur schaffen, och ganz vill Leit do waren, déi betraff sinn dovunner, sief et, dass hir Kanner dovun betraff sinn, sief dat respektiv, dass se selwer och betraff sinn an deenen eenzelne Strukturen.

Ech mengen, dat weist, an Dir hutt et och gesot, dass virun allem déi Leit, déi do schaffen, ganz vill op Qualitéit setzen, déi an Zukunft soll sinn, Qualitéit, awer och verbonne selbstverständlech mat deenen néidege Rémunérationen, déi dorun ugepasst sinn, eng Saach, déi zënter Laangem an der Diskussioun ass an, ech mengen, och grad elo no engem Accord salarial, deen ënnerschriwwen gouf, derniewent och niewent deem Accord, op deen Der zu Recht higewisen hutt, deen d'Regierung mat de Syndikater ofgeschloss huet am November 2014 a wou d'Regierung sech engagéiert huet, och deenen Accord salarial ëmzesetzen op déi eenzel Secteuren hei, op de Fleegesecteur, op de Gesondheetssecteur an op de Sozialsecteur, dat op deenen dräi Beräicher: engersäits déi 0,9% Prime unique, op där anerer Säit d'Punktwäert-erhéijung vun 2,2% an dréttens dann och d'Opwärtung vun de Carriären.

Bon, Dir wësst, dass dës Manifestatioun och am Kader vun de Kollektivvertragsverhandlung gelaf ass, déi elo lafen am Secteur, engersäits FHL an am Secteur SAS. Bon, Dir wësst, dass d'Regierung selbstverständlech hei déi eenzel Partner matenee verhandele léisst. Dat ass och hir Roll.

Et ass awer och esou, dass d'Regierung awer och Zeeche ginn huet no baussen, dass mer probéieren, deenen Dialog positiv ze begleeden, andeem mer ganz kloer gesot hunn, dass mer zu eisen Engagement stinn, engersäits wat den Accord salarial, awer virun allem och den Accord mat de Gewerkschaften betrëfft. A mir selwer hunn eis och déi néideg Moyene ginn, budgétiséiert elo schon an der CNS respektiv och an der Valeur monétaire vun der Fleegeversicherung, wou mer eis 2,2% erhéicht hunn, fir ebe grad dese Käschtepunkt vun deenen dräi Facteuren opzefänken.

Wann een d'Rechnung mécht - an Dir hutt drop higewisen, dass d'Commission paritaire elo zesummekënnert -, laut mengen Informatiounen... Dir wësst, dass ech net Member vun deeser Commission paritaire sinn, dat kënnert Der am Règlement grand-ducal noliesen. Wa meng Informatiounen richteg sinn, ass et deenen Donneschdeg, wou dës Commission paritaire zesummekënnert, fir en éischten Iwwerbléck ze maachen an zesumme mat deenen eenzelne Partner, déi do drastesetzen, souwuel d'Syndikater wéi och d'Patronat, déi Enveloppe festzeleeën, déi een do brauch, fir ganz einfach och dees Opwärtungen erëmzefannen.

Dat ass en éischten Exercice, deen elo gemaach gëtt. Dës Commission paritaire koom zesummen, nodeem natierlech och eng ganz Rei vu prozedurale Saachen hu misse gemaach ginn. Sou huet se missen nei bestéckt ginn. Si huet och missen eng gewëssen Analys vum Impakt maachen.

Mir selwer an eise Secteur hunn den Impakt gerechent, wat d'Carrière-Opwärtung ausmécht. Eigentlech 30% mécht dat aus iwwert

déi nächst 30 Joer. Well et ass jo esou, dass net eng Carrière vun engem Dag bis op deen aneren direkt op de Maximum geet. Et ännert och selbstverständlech vun Haus zu Haus, vu Secteur zu Secteur, wou engersäits emol déi Leit, déi do schaffen, méi jonk sinn, déi aner méi laang an der Prozedur sinn. An dofir hu mir et generell ausgerechent, dass een dovun kann ausgehen, iwwer 30 Joer, dass et 30% Steigerung sinn. Dat heescht, 30 gedeelt duerch 30, 1% Masse salariale d'Joer.

An dat ass d'Ausso, déi Der gefrot hutt, dat ass déi Rechnung, déi mir gemaach hunn, wéi mir se budgétiséiert hunn an der Enveloppe budgétaire vun der CNS respektiv an der Valeur monétaire vun der Assurance dépendance.

Voilà, ech soe Merci fir d'Fro an ech sinn iwwerzeegt, dass dese Sujet eis an deenen nächste Wochen a Méint nach wäert begleeden, an ech hoffen, mat deem richtegen Ausgang fir déi, déi effektiv dës Opwärtung zënter laange Jore froen. Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Sozialminister.

A mir kommen zur nächster Fro, déi kënnert vum Här Franz Fayot, riicht sech un den Här Finanzminister an dréit ronderëm d'Reform vun den Egemëtzel vun der EU.

- **Question n°197 du 6 juin 2016 de M. Franz Fayot relative aux réflexions sur une refonte du système des ressources propres de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Finances**

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Bis Enn 2016 soll eng Révision à mi-chemin vum Cadre financier pluriannuel vun der EU gemaach ginn. Et weist sech elo schon, dass de Budget vun der Europäescher Unioun hannen a vir net duergeet, knapps schon, fir déi normal Besoinen ze decken, mä derbäi kommen nach eng ganz Partie schwéier Krisen: d'Flüchtlingskris, Sécurité intérieure et extérieure, d'Agrarkris, et cetera.

Et weist sech also, dass déi déif politesch Kris, an där Europa stécht, begleet gëtt vun enger finanzieller Kris. Dat ass esou, well de Budget vun der EU dans une large mesure vun de Kontributiounen vun de Memberstaaten ofhänkt, soudass all Diskussioun ronderëm de Budget vun der EU ganz schnell zu enger Aart Teppichhandel degeneréiert, wou an Zäite vu finanzieller Knappeheit vun de Memberstaaten déi Diskussioun ganz schwierig sinn, dat och an Zäiten, wou Europa souwisou schon eng ganz schlecht Press huet a ganz ville Memberstaaten.

Dofir ass Ufank 2014 e Groupe de haut niveau ronderëm de friieren italienesche Premier a Kommissär Mario Monti gegrënnt ginn, dee sollt eng Reflexioun maachen iwwer Eegeressourcë vun der EU, Eegeressourcen, spréch Steieren. D'Aarbechte vun deem Grupp hunn eng Partie Kritären definéiert fir méiglech Eegeressourcë vun der EU ronderëm folgend Punkten: Valeur ajoutée, europäesch Valeur ajoutée, Subsidiarité a Respekt vun der Souveraineté fiscale vun de Memberstaaten.

Dobäi sinn Iddie komm wéi eng Elektrizitéitssteuer, Transportsteuer, Bensinnssteuer, mä och aner Pisten, wéi eng Taxe multinationale, déi sech géif uleenen un d'Assiette commune, déi am Kader vun der BEPS-Reform ausgeschafft ginn ass. Och Iddie wéi d'„financial transaction tax“, Tax um Emissiounenhandel a Profit op EZB-Transaktiounen sinn dobäi évoquéiert ginn.

Dofir meng Fro un de Finanzminister: Huet bei eis do schon eng Reflexioun stattfonnt - bei lech am Ministère - iwwert d'Position vun eise Land par rapport zu deenen Iddien, prinzipiell zu deeser Initiativ a méiglecherweis och zu deenen eenzelne Composanten, déi ech elo genannt hunn, mä och zu deenen aneren, déi an deem Rapport Monti évoquéiert ginn? Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Fayot, mat dem gudden Rot, fir d'Fro vläicht éischer ze stellen, da geet et mat der Zäit och duer. An d'Wuert huet direkt den Här Finanzminister.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, den EU-Budget ass e komplizéierten an et ass en fait e relativ kleng Budget par rapport zu der Dimension an zu der Roll, déi een den europäeschen Institutiounen an der Europapolitik kéint zoumoossen.

Ech hat d'Éier an och den Défi, fir an der Lëtzebuerger Presidentschaft den EU-Budget ze verhandelen d'lescht Joer. Do si mer eis natierlech ganz bewusst ginn, wéi komplizéiert dass deen Dossier ass. Ech muss soen, dass et der Lëtzebuerger Presidentschaft relativ gutt gelongen ass, de Budget vun 2015 ze clôturieren, obwuel mer eng politesch Dimension dran hatten, fir e puer Milliounen fir d'Flüchtlingen an der Türkei ze mobiliséieren. Dat ass eis och ge-

lungen, mat der Hëllef och vum Europaparlament.

Dat, fir ze soen, dass de Sujet net nëmme en technesch ass, mä och e ganz politesch. Effektiv ass, wéi den Deputéierte Fayot gesot huet, Enn '16 eng Revue à mi-parcours vum europäesche Budget virgesinn an den „Groupe Monti“, wéi e genannt gëtt, ass chargéiert ginn, fir nozedenken, ob ee kéint nei Ressourcen, Ressources propres fir Europa mobiliséieren.

Ech rappéléieren, dass déi dräi Haaptressourcë vun Europa d'Droit-de-douane sinn an och d'Cotisations um Zocker, zum engen. Zum Zweeten, d'TVA-Ressourcen: All Land bezilt 0,3% vu senger Recetten an der TVA weider op Bréssel. An dréttens a bäi Wäitem déi wichtegst ass d'Ressource propre, déi op dem Rächtum vun de Länner gemooss ass. Dat stellt haut 85% vun de Ressourcen duer.

Wat een och muss am Kapp behalen, dass et eng politesch Donnée ass, dass säit 1984 op deem faméise Sommet vu Fontainebleau, wou d'Madamm Thatcher jo exigéiert huet, hiert Geld erëmzekerien, och ganz scientifique an heiansdo manner scientifique Rechnung gemaach ginn, dass jiddwereen - téschent Guillemeten - „genuch zréckkritt“ an d'Engländer och hire Scheck kréien. Dat alles erliichtert natierlech d'Diskussioun ronderëm d'Ressourcen propres net.

Et muss een och wëssen, dass d'Ressourcen propres limitéiert sinn zu 1,23% vum PIB vun der Europäescher Unioun. Wa mer de Lëtzebuerger Budget kucken, da gesitt Der, dass deen ongeféier 40% ass vun eise Rächtum, an de Budget vun Europa ass 1,23% vum europäesche Rächtum! Do gesäit ee jo schon d'Limitten.

Wat huet de President Monti recommandéiert? Bon, seng Aarbechte sinn nach net fäerdeg, Här Fayot. Mir kënnen nach keng Konklusiounen do zéien. An ier mer iwwert den Typ vu Ressourcen nodenken, muss een emol kucken, wat fir eng Ziler mer wëllen errechen. Dat sinn der véier Stéck.

Dat éischt Zil ass, eng gewësse Kohärenz an eise Budget communautaire ze kréien, am Sënn, dass d'Dépensé vläicht besser sollen alignéiert si par rapport zum Semestre européen. Zweet Kohärenz wär, dass een d'Durée vum Pluriannuel, vum Cadre pluriannuel financier, déi haut siwe Joer ass, dass een déi vläicht op d'Mandat vum Parlament op fénnef Joer ajustéiert. Eng drétt Kohärenz wär, dass och eng Similitude vun de Strategië wär, vun deem, wat d'Parlement européen verfollegt a wat de Conseil an d'Kommissioun verfollegen.

A letztendlech, wann een iwwert d'Recetté schwätzt, muss een natierlech och d'Dépensé kucken. Wann ee scho wëllt méi Recetté kréien, muss een och ganz rationell mat den Dépensen ëmgoen, esou wéi mer dat och bei eis zu Lëtzebuerg am Nationalbudget maachen.

Den zweete Punkt ass, d'Qualitéit vun den Dépensen ze moossen. Also de Rapport Monti insistéiert ganz vill op der Qualitéit vun den Dépensen. Drétt Punkt: d'Subsidiaritéit. Wat mécht den EU-Budget par rapport zu den Nationalbudgeten? A véiertens eng gewësse Flexibilitéit an de verschiddene Linnen.

Zu den Typen vun Taxen, déi een da kéint aféieren, ech mengen, dat géif eis haut ze wäit féieren, dass een dorop géif goen. Mir hu jo nach eng Rétsch Méint.

Ech wëllt awer och nach just ee Wuert, Här President, wann Der erlaabt, soen, firwat dass de Sujet elo de Moment net vill an der Aktualitéit ass. Dat ass verbonne mam Referendum a Groussbritannien, well dat Wuert „Ressources propres“ an deem Land eng richteg Allergie déclenchéiert an dofir de Moment dat alles weidergeet an de Kulissen. De Rapport Monti ass erwaart, dee mécht och regelméisseg Bericht. Mä et ass elo net de richtige Moment, fir dat grouss an d'Fenster ze schreiwen. Kommt, mir waarden eisen Nationalfeierdag of!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister, a mat der Bemierkung, dass och fir d'Regierung déi Riedezäit vu véier Minutte géllt. Merci!

Da komme mer zur nächster Fro. Déi kënnert vum Här Fernand Kartheiser, riicht sech un den Ausseminister an dréit ronderëm d'Relatioun mat der Türkei.

- **Question n°198 du 7 juin 2016 de M. Fernand Kartheiser relative aux relations avec la Turquie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, villmoos Merci. Déi Fro, déi ass elo a sech an der Aktualitéit gewiescht. Et dréit sech em eis diplomatesch Relatioun mat der Tierkei. Mir woussten, mir hatten e kleng Problem

mat der Tierkei. Si hatten hiren Ambassadeur zréckgeruff, wéi dëst Parlament jo eng Resolutioun gestëmmt hat, fir déi Evenementer, déi am Éischte Weltkrich geschitt waren am Zusammenhang mat den Armenier, haaptsächlech mat den Armenier, mä och mat aneren, als Genozid ze klassifizéieren. Dorobberhin hat d'Tierkei hiren Ambassadeur zréckgeruff.

A mir liesen elo an der Zeitung e ganz interessante Reportage des Woch. Dee bezitt sech op eng Entrevue, déi den Här Minister Asselborn de 5. September mat engem tierkesche Minister hat, wou et em da gelonge wär, deen Differend aus der Welt ze schafen. An do stellt de Journalist d'Fro: «Que s'est-il passé?» Déi Fro hu mir eis och gestallt, wéi mer den Artikel gelies hunn, well do steet dran, den Här Minister hätt dat relativéiert, wat d'Chamber hei déci-déiert hätt. A wat d'Chamber géif maachen, wär eng Saach, wat d'Regierung géif maachen, wär eng aner Saach.

Mir hunn eng aner Lektür vun enger Demokratie, wann dat do géif stëmmen! An den Term „Genozid“, dat wär en Terme très spécifique am Droit international.

Dofir wollt ech d'Regierung ganz einfach froen: Sinn dann och an den Ae vun der Regierung déi Evenementer, op déi ech mech elo bezunn hunn, e Genozid, och huet de Minister dat géintwärtig der Tierkei an iergendenger Form relativéiert oder a Fro gestallt, wat dëst Parlament awer eestëmmeg décidéiert huet?

Et ass wuel wouer, dass den Term „Genozid“ eréischt 1948 an enger Konventioun beschriwwen war, mä dat heescht net, dass dat, wat virdu geschitt ass, net och kann e Genozid sinn. De Massemuerd un der jüddescher Populatioun duerch den Naziregim ass virun der Definitioun vun 1948 geschitt, mä et ass ausser Zweifel, dass et e Genozid war. An där gëtt et der an der Geschicht leider Gottes ganz vill!

Dat heescht, déi Referenz, déi den Här Minister schéngt gemaach ze hunn - no deesem Zeitungartikel - op eng Definitioun vun 1948, ka per se jo net a Fro stellen, dass déi Evenementer vun 1915 och sech als Genozid kënnen clarifizéieren. Dofir nach eng Kéier meng Fro a Kloerheet, an ech hoffen op eng kloer Antwort: Sinn déi Evenementer, op déi ech mech bezunn hunn an op déi sech de Chamber bezunn huet a se eestëmmeg als Genozid klassifizéiert huet, och an den Ae vun der Lëtzebuerger Regierung e Genozid un den Armenier?

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An den Här Ausseminister huet d'Wuert.

(**Interruption**)

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Ech hunn nëmme ee Saz ze soen.

Den Här Kartheiser huet dat richteg gesot. Et war eng Resolutioun, déi d'Chamber hei gestëmmt huet. Ech hunn dat gemaach, wat ech als Minister nach ëmmer gemaach hunn: Ech hu mech hei der Chamber gestallt, mir hatten e ganz interessanten Débat, an d'Chamber huet ofgestëmmt, an dat ass hiert gutt Recht, dass esou ze gesinn, wéi d'Chamber dat och gesinn huet dee Moment.

Do duerno gëtt et een Ausseminister, deen och zoustänneg ass fir d'Relatioun mat deenen anere Länner! D'Türkei, ech mengen, do ass jiddweree mat mer d'accord, ass e wichteg Land. E Land, wou an der Demokratie do nach vill Loft no uewen ass, mä e Land, wat mer a ville Gebidder och diplomatesch brauchen - net nëmme ekonomesch, mä och ekonomesch selbstverständlech.

An ech hunn dat gemaach, wat a menger Kraaft steet. Ech hu probéiert nom Ofzuch vum türkeschen Ambassadeur - dat war eng Décisioun vun Ankara, ech mengen, dat huet véier Méint gedauert -, fir mäi Méiglechst a mäi Besch zu maachen, ouni d'Chamber an iergendenger Form do ze contrecarréieren, mä probéiert, dass ze maachen, wat ech ze maachen hunn als Ausseminister: dass den türkeschen Ambassadeur erëm zréckkomme ass.

Éischstens ass hie ganz frou, dass en erëm dierf zu Lëtzebuerg wunnen. A mir sinn och ganz frou, dass mer dat fäerdegbruecht hunn, dass mer eng Normaliséierung fäerdegbruecht hunn. Dont acte! Fäerdeg!

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister.

An d'Wuert huet elo fir déi nächst Fro den Här Gérard Anzia. D'Fro riicht sech un den Här Wirtschaftsminister an dréit em déi sougenannt „intelligent“ Gas- an Elektreschcompteuren.

- Question n°199 du 7 juin 2016 de M. Gérard Anzia relative aux compteurs dits «intelligents» pour la consommation de gaz et d'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **M. Gérard Anzia** (déi gréng).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Joer hu mer hei d'Energieeffizienzgesetz zesumme gestëmmt, wou Energie soll agespuert ginn, wou u sech d'Parties obligées mussen am Gas- an am Elektreschsektor eng gewëssen Zomm vu Kilowattstunden aspueren. An eng ganz Partie Mesurë sinn do, ënner anerem och déi Mesurë vun den intelligente Compteuren, déi an all Haushalt solle kommen, d'Smart-Meteren.

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister hei véier kleng Froe stellen.

Déi éischt Fro, wat den Termin méi no erukënn, wat d'Leit sech also d'Fro stellen: Wat fir eng Technologie kënn zum Asaz? Kënn do e System wéi a Frankräich, deen op Funk baséiert ass? Kréie mer also zousätzlech eng Emissionsquell eventuell an eise Keller verbaut? Oder geet et éischter op de Wee wéi an Däitschland, wou déi Kommunikatioun iwwert de Kabel geschitt?

Déi zweet Saach: Ëmmer méi nei Haiser, do denken ech un - och eng Mesurë vun der Effizienz - d'Passivhaiser, déi hunn eng Gebäudetechnik. Déi hunn also eng Steuerung am Haus an déi brauchen déi Verbrauchsdaten, fir dat Haus entsprechend ze steieren. Wéi kënn de Consommateur u seng Donnéeën erun? Kënnen déi an esou engem Steuerungssystem eventuell och gebraucht ginn? Well per se ass de Smart-Meter jo keng Aspueermoossnam, mä eréischt d'Gebrauche vun den Donnéeën vum Smart-Meter beim Gas a beim Elektresch kéint zu enger Aspueerung féieren.

Drëtens: Wéi ass et terminlech? Si mer do an deem Kalenner ënnerwee, wou mer wëlles hatten, u sech déi Smart-Meteren am Gas an am elektresche Beräich anzeféiere bis 2020? Hu mer do eng Zwëschenetapp erreicht? Wat fir Ziler hu mer do uviséiert?

An zum gudden Schluss natierlech, wat de Konsument sécherlech interesséiert: Wann déi Compteuren da bis installéiert sinn, verursaachen déi d'Compteuren och zousätzlech Käschte bei him doheem a senger energetescher Ofrechnung?

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet direkt den Här Wirtschaftsminister.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Voilà, Merci, Här President. Op d'Fro vum honorabelen Deputéierten Anzia wëll ech éischtensoen, dass d'Gesetz vum 1. August 2007 eis Réseausgesellschaften obligéieren, fir bis den 31.12.2019, wat d'Stroumzähler ugeet, 95% Smart-Meteren installéiert ze hunn. An ee Joer méi spéit, den 31.12.2020, mussen och 90% vu sämtleche Gaszähler an den Haiser hei am Land ersat ginn duerch intelligent Zähler. Et gétt keng Zwëschenetappen, fir direkt emol op eng vun de Froen ze äntwerten. Et ass awer esou, dass d'Implementatioun am Timing läit, soudass ech dovunner ausginn, dass mer dat och wäerten hikkéieren.

Déi intelligent Stroumzähler a Gaszähler oder och „smart meters“ genannt sollen et dem Verbraucher erlaben, aktiv um Energiemarché ze participéieren. E wäert duerch de Smart-Meter d'Méiglechkeet hunn, fir prezis a fiabel säi Verbrauch kënnen ze kontrolléieren.

Et erlaabt mer och, eng Kommunikatioun ze hunn direkt tëschent dem Consommateur an dem Distributeur. Et erméiglecht och eng Optimiséierung vum Energieverbrauch, well dat ass jo ënner anerem ee vun den Hauptgrënn. Zum Beispill wäert et an Zukunft méiglech sinn, dass den Distributeur en Accord mécht mam Client, dass deen en direkten Afloss huet op verschidden Haushaltsgeräte, wéini déi usprangen, wéini déi Energie consomméieren a wéini net.

Ech ginn Iech e Beispill: dass an Zukunft den Distributeur kann definéieren, wéini den Tifküler doheem uspréngt a wéini en net uspréngt. Do geet et net drëm, fir dass een decidéiert: E spréngt elo emol zwou Stonnen net un. Mä an der Gestiou vun dem Energieverbrauch hunn d'Stroumkonzerner ee ganz groussen Challenge, an dat ass näamlech, den Équilibrium an der Produktioun respektiv an der Distributioun kënnen ze halen.

An all Kéieren, wa mer Spëtzen am Stroumverbrauch hunn, näamlech all Kéieren, wa vill Leit deeselwechte Geste zur selwchter Zäit maachen, kréie mer Spëtzen. An déi Spëtzen ofdecken, kascht extrem deier, féiert och dozou, dass déi Spëtze meeschtens mat konventionellen Energien da mussen assuréiert ginn, wat mer kënnen duerch intelligent Zähler ofbauen. Dat heescht, doduerjer, dass een d'Usprange

vum Tifküler, vu Wäschmaschinen, vun alle méigleche Geräter, dass een dat emol kann ëm e puer Minuten no vir oder no hanner verëckelen, kritt een dee Stroumverbrauch équilibréiert.

Dat féiert dozou, dass mer manner Suen, dass de Konsument manner Suen muss bezuele fir déi deier Spëtzen an dass déi Spëtzen, déi meeschtens aus konventionellen Energieformen produzéiert ginn, dass dat also och en ökologeschen Effekt huet.

Insgesamt gétt domadder gerechent, dass ee generell, ouni dass de Client u Confort verléiert, den Energieverbrauch ëm ronn 2% ka reduzéieren. Dat kléngt op den éischte Bléck no net vill, ass awer an der Zomm extrem vill.

Zu der Fro vun der Technologie, déi ugewannt gétt, do ass et esou, dass mer d'Powerline-Kommunikatioun wäerten asetzen. Dat heescht, iwwert den normale Stroumkabel ginn déi Donnéeën ausgetosch. Et kënn also net dozou, wéi dat a Frankräich ass, dass mer eng Funktechnologie géife benotzen. Dat heescht, et gétt och doduerjer keng Strahlung oder keng zousätzlech Strahlung an de Ménagen. Also all déi gesondheetlech Risike sinn domadder auszuschléissen.

An dann zu Ärer leschter Fro: Déi Pose oder de Remplacement vun de Leit hirem klassische Compteur géint esou en intelligente Compteur kascht d'Leit dobaussen näischt. Dat mécht d'Gesellschaft. An et ass esou, dass jo haut de Client en normale Loyer all Mount bezillt fir säi Compteur. Dee Loyer wäert identesch bleiwen, och wann et elo där intelligenter Compteur een ass. Mä wéi gesot, deen Invest, fir dee Compteur ze wiesselen, kascht näischt. Déi Frais, déi ginn an d'Netznotzungstariffer mataberechent an déi hunn en extrem minimalen Effekt dorop.

Voilà, Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och, Här Minister, a wann ech gelift op de Chronometer oppassen!

Déi nächst Fro kënn vum Här Laurent Zeimet, riicht sech un de Statssekretär fir Nohaltegkeet an dréit ronderëm den héije Waasserpegel vun der Diddelenger Baach. An de Rescht wäert Iech den Här Zeimet soen.

- Question n°200 du 7 juin 2016 de M. Laurent Zeimet relative au niveau de l'eau de la Diddelenger Baach lors des pluies intenses du 30 mai 2016 et la gestion des eaux pluviales aux sites/chantiers Eurohub et Multimodal entre Bettembourg et Dudelange, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- Merci, Här President. Effektiv, den 30. Mee ass vill Reen op de Grand-Duché gefall. An dee ville Reen huet natierlech och dozou bägedroen, dass eis Gewässer deemtsprechend geklomme sinn, esou dann och déi genannten Diddelenger Baach, déi duerch Beetebuerg leeft an zu Beetebuerg an d'Uelzecht leeft. Eis ass opgefoll, dat se bei deem Reen vill méi schnell geklommen ass a vill méi Waasser gefouert huet, wéi dat üblich war, wéi mer dat kann hunn, also den Niveau vill méi héich war, wéi mer dat an der Vergaangenheet kann hunn.

Elo wësse mer, d'Diddelenger Baach leeft och iwwer, oder elo vill méi ënnert dem Site vum Multimodal, a mir wëssen och, dass do eng ganz Rei vu Mesuren ënnerwee si beziungswies scho gemaach gi sinn, fir eben d'Waasser zrëckzehalen. A mir wëssen awer och, dass déi ausgeluecht sinn op en Zéngjoresreen. Elo hate mer den 30. Mee e bësse méi wéi deen Zéngjoresreen.

Mir maachen eis e bësse Suergen. Duerfir wollte mer u sech d'Regierung froen, ob et net méiglech wier, oder ob d'Regierung net och drun denkt, fir dass d'Waasserwirtschaftsamt eng Kéier norechent, eng Analys mécht, awéiwäit déi Mesuren, déi un deene Sitte Multimodal, awer och um Eurohub virgesi sinn, duerginn, fir eben esou e Reen opzefänken an ze géieren, a wann esou eng Analys gemaach ass, ob déi betraffe Gemengen och déi Konkursioun kéinte kréien.

Villmools Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet den Här Camille Gira fir d'Regierung.

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech sinn dem Froesteller ganz dankbar fir des Fro. Effektiv ass an deene leschten Deeg jo souwuel an der Press wéi an de sozialen Netzwerker iwwer en direkten Zusammenhang tëschent deene Schied zu Beetebuerg an dem Multimodal spekuléiert ginn.

Ech wëll et nach eng Kéier kloer an dättelech hei betounen: Déi initial Ursach vun deene Schied

zu Beetebuerg, mä och an der Region sinn déi enorm Quantité Waasser, déi do erfogfall sinn! Mir hunn op enger Miessstatioun an der Region iwwer 80 Liter Waasser a 24 Stonne gemooss. Dat seet vläicht net jiddwerengem eppes heibannen. Dat ass iwwer 10% vun deem, wat normalerweis e ganz Joer op Lëtzebuerg fällt! An d'Meteorologe soen eis, dass dat do Evenementer sinn, déi am Rhythmus vu 50 oder 100 Joer erëmmen. Duerfir ass et ganz gutt méiglech, dass kee Mënsch zu Beetebuerg oder zu Diddeleng jeemools esou vill Ree gesinn huet an dowéinst och nimools gesinn huet, dass d'Diddelenger Baach esou séier geklommen ass.

Et kann een och elo keen direkten Zusammenhang tëschent deem Evenement do an dem Klimawandel maachen. Wéi gesot, et si schon esou Evenementer ginn. Mä d'Spezialiste vum Klimawandel warnen eis awer ganz kloer dervir, dass esou Evenementer eben an Zukunft vläicht net méi am Rhythmus vu 50 an 100 Joer erëmmen, mä vläicht a leider méi oft.

Ech kann Iech awer haut mat ganz grousser Sécherheet berouegen, dass et keen direkte Lien tëschent de Schied zu Beetebuerg an den Aarbechten um Multimodal gétt. Firwat? Mir hunn eigentlech dräi ganz kloer Indicateuren:

Fir d'Éischt muss ee wëssen, och wann dee ganzen Areal praktesch schon terrasséiert ass, esou ass de Gros awer nach net versigelt, soudass um Site selwer de Gros vun Waasser konnt nach ganz normal asickeren.

Zweetens, de Gros vun deene virgesinnene Réckhaltecapacitéiten a Form vu ganz grousser Réier war eigentlech schon en place, mä et ass festgestallt ginn, dass se eigentlech net vollgelaft sinn, well, wéi ech beim Punkt 1 gesot hunn, d'Waasser praktesch normal versickert ass.

An drëtens ass festgestallt ginn an där Kompenséierungsmoossnam, déi ech viru Kuerzem mam Minister Baach d'Chance hat besichen ze goen, déi en amont vum Multimodal ass, näamlech d'Diddelenger Baach, déi vill méi breet gemaach ginn ass an do dernieft och nach en doudegen Aarm ugeluecht ginn ass, déi Leit, déi um Terrain waren, an et war jo méindes, déi hu gesot, d'Diddelenger Baach an den doudegen Aarm wäere scho struppevoll gewiesch, ier d'Waasser eigentlech bei de Multimodal komm ass.

Fir trotz allem awer ganz sécher ze sinn, dass keen Zusammenhang besteet, ass egal wéi eng Reunion den 13. Juli tëschent CFL an dem Waasserwirtschaftsamt, fir ze gesinn, ob dat, wat do dann am Virfeld berechent ginn ass, dat, wat dann och an eisen Autorisatiounen fir de Multimodal virgesinn ass, dann och duergéet.

Do kënn eis awer, an dat ass e bëssen en Zoufall, do kënn eis awer zegutt, dass de LIST eng Pegelmessstatioun grad an der Diddelenger Baach huet an der Géigend vum Multimodal. An déi hunn natierlech scho vum Chantier vum Multimodal opgezeechent, déi hunn natierlech och den 30. Juni (veuillez lire: 30. Mee) opgezeechent. An des Woch wäerte mer déi Opzuechnungen auswäerten an déi wäerten dann afléissen an déi Reunionen tëschent CFL an AGE, an da kënnen mer genee iwwerpräieren, wat virdu geschitt ass, wat duerno geschitt ass, wou dee Chantier amgaangen ass.

A wann, wat mer net gleewen, sech sollt eraustellen, dass dann awer vläicht d'Berechnungen missten nei gemaach ginn, da maache mer déi selbstverständlech. A well de Chantier jo och nach net ofgeschloss ass, kéint een dat maachen. Mä, wéi gesot, mir gleewen net un en direkten Zusammenhang.

Ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, well och esou vill Kommunalpolitiker hei sinn, fir en Opruff ze maachen, fir sech de Waasserbewirtschaftungsplang vun eiser Verwaltung nach eng Kéier genee unzuekucken a sech ze iwwerleeën, ob mer net d'Projete vun der Renaturéierung vu Baache multiplizéieren. Dat ass vläicht dee sécherste Schutz par rapport zu esou Schied.

Ech hunn elo grad mam Buergermeeschter vun Hesper geschwat, wou ech viru Kuerzem d'Chance hat, e flotte Chantier kucken ze goen. Do war zweemol ganz akute Schued an engem Lotissement. D'Gemeng Hesper huet d'Initiativ ergraff an zesumme mat eise Verwaltungen e ganz flotte Projet gemaach. Ech kréie vum Buergermeeschter confirméiert, dass, mat Ausnam vun engem ganz klengen, punktuelle Problem, des Kéier...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Statssekretär, Dir sidd...

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- 4:48?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, jo, véier Minuten!

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Pardon, Här President. Ech sinn och direkt fäerdeg. ...dass dee Projet zu 100% funktionéiert huet. En Opruff un all Kommunalpolitiker!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, da kann ech Iech jo elo emol guer kee Reproche maachen, wann Der et net wusst. Mä fir d'nächst Kéier wësst Der et dann: Et si véier Minuten. Merci.

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Et ass, well ech net esou dacks hei sinn, Här President.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah, Dir wëllt der récupéieren? Ah jo!

(Hilarité et interruption)

► **Une voix**.- 20 Joer.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, jo, jo, ganz, ganz richtig. Op deenen dote Banken!

(Interruption)

Jo, an d'Regelen hunn net geännert.

► **Une voix**.- Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Tjo!

Déi zwou nächst Froen, déi komme vum Cécile... Ah neen, mir sinn nach beim Här Gusty Graas. Ech si menger Zäit viraus. Elo hunn ech mech duerjeree maache gelooss. Déi nächst Fro kënn vum Här Gusty Graas, riicht sech un de Landwirtschaftsminister an dréit ronderëm de Streptococcus equi, Pärdsangine oder, hunn ech mer soe gelooss, „Druse“.

- Question n°201 du 6 juin 2016 de M. Gusty Graas relative à la gourme, maladie infectieuse potentiellement mortelle et très contagieuse chez les équidés, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

► **M. Gusty Graas** (DP).- Merci, Här President. Dir hutt scho ganz vill Erklärungen ginn, da brauch ech net méi am Detail dorobber zrëckzekommen. Effektiv, virun allem déi vill Pärdsbesëtzer hei zu Lëtzebuerg wäerten déi lescht Wochen e bëssen Angscht kritt hunn, well déi sougenannten Druse-Krankheet oder, wéi de President scho richtig gesot huet, Streptococcus equi, erëm hei zu Lëtzebuerg sech bemierkbar gemaach huet. Dat bedéngt och, dass dann déi betraffe Pärder mussen a Quarantän gesat ginn, dass mussen eng Rei zousätzlech hygiensch Mesurë respektéiert ginn. An, wéi gesot, well mer awer hei zu Lëtzebuerg dach e relativ héije Pärdsbestand hunn, ass et awer net onwichtig, vläicht nach zousätzlech Erklärungen ze kréien.

De Ministère hat och, wat ee luewenderweis hei sollt ënnersträchen, relativ séier jo communicéiert. Ech wollt awer trotzdem dem Minister an deem Kontext hei véier Froe stellen.

Éischtenso: Wivill Fäll goufen entre-temps hei zu Lëtzebuerg detektéiert? Zweetens: Wéi manifestéiert déi Krankheet sech bei deene betraffenen Déieren? Drëtens: Wéi sollen u sech dann elo d'Propriétaire vun de Pärder reagéieren, wa se e Verdacht hunn, dass eent vun hiren Déiere mat där Krankheet befall ass? An dann nach eng lescht Fro: Awéieren kéint een och vläicht prophylaktesch virgoen? Gëtt et do Méiglechkeeten, vläicht d'Pärder ze impfen, dass se net géife vun där dach net ongeféierlecher Krankheet befall ginn?

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Gusty Graas. An d'Wuert huet elo direkt den Här Fernand Etgen, de Landwirtschaftsminister.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci villmools, Här President. Madamm, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem honorabelen Här Gusty Graas Merci soe fir déi dote Fro. Zënter e puer Wochen ginn hei zu Lëtzebuerg Fäll vun der sougenannter Druse-Krankheet aus dem Pärdsmilieu gemellt. Fréier hu se fir déi Krankheet „de Strängel“ gesot. Bis elo sinn dat véier Fäll, déi vun de Veterinären diagnostizéiert goufen. D'Druse-Krankheet gétt ervirgeruff duerch de Bakterium Streptococcus equi, wéi de President et richtig gesot huet, a befält ausschliesslech d'Pärder.

Déi heefegst Symptomer si giel-gréng Ausflëss aus der Nues, Féiwer, Houscht an eng Schwellung vun de Lymphknoten am Kappberäich. Des Schwellung kënnen zimlech déck sinn an op de Kielkapp an d'Otemweeër drécken, soudatt



et zu Otemnout kënnt. Dohier den Numm „strangles“, op Däitsch Strangulationskrankheit. A rare Fall kënnen d'Bakterien awer och d'Gehir an d'Reckemuerch befallen an zu Komplikatione féieren, déi d'Päerd eventuell net iwwerliewen. Normalerweis verleeft d'Krankheet zimlech harmlos, wa se schnell erkannt gëtt an déi richteg Behandlung duerch e Veterinär erfollegt.

De Krankheitsverlaf hänkt awer och of vum Immunstatus vum Päerd an der Zuel vun Erreger, déi opgeholl ginn. D'Krankheet trëtt bei allen Altersgruppen op, mä haaptsächlech bei Füllen a jonke Päerd. D'Päerd mat enger positiver Diagnos sollt während minimum sechs bis aacht Wochen isoléiert ginn, well et sech hei ëm héich ustiechend Krankheet handelt. Si iwwerdréit sech direkt vun engem Päerd op dat anert, awer och indirekt iwwer infizéiert Material, Kleedung, Eemeren, Behandlungsmaterial. Dofir soll a Ställ, wou d'Krankheet ass, ganz besonnesch op d'Hygienemoosnamen opgepasst ginn.

Krank Päerd solle selbstverständlech net an aner Ställ, op Turnéier oder aner Veranstaltungen transportéiert ginn, fir ze verhënneren, datt aner Päerd ugestach ginn.

Et gëtt och en Impfstoff, deen awer wierklech nëmme soll an infizéierte Ställ a ganz geziilt agesat ginn. D'Impfung gëtt an d'Léps vum Päerd gemaach, wat niewent Péng och nach aner negativ Konsequenz kann hunn.

Zum Schluss sief nach bemierkt, datt et sech heibäi net ëm eng meldeflichteg Krankheet handelt. Och sief nach eng Kéier drun erënnert, datt d'Päerd, déi an d'Ausland transportéiert ginn, vun engem offizielle Certificat musse begleet ginn, dee vun der Veterinärverwaltung ausgestallt gëtt, nodeems datt d'Päerd vun engem Veterinär ënnersicht gouf a keng Krankheitszeeche festgestallt gi sinn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci! Merci och dem Här Landwirtschaftsminister.

Déi zwou nächst Froe riichte sech un d'Madamm Gesondheitsministesch, komme vun der Madamm Cécile Hemmen an dem Här Gilles Baum an dréie ronderëm den éischte Fall vum Zika-Virus hei zu Lëtzebuerg. Madamm Hemmen.

- **Question n°202 du 7 juin 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au premier cas d'infection à virus Zika au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

- **Question n°203 du 6 juin 2016 de M. Gilles Baum relative au premier cas d'infection à virus Zika au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Jo, Merci villmools, Här President. Jo, ech mengen, et war wierklech nëmme eng Fro vun Zäit. Elo ass et dann esou wäit an den Zika-Virus ass dann och elo eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg. Wéi scho gesot, et ass jo dann en éischte Fall vun Infektioun. De Virus Zika ass detektiéiert ginn bei enger Madamm, déi laut den Informatiounen dese Virus a Mexiko opgeraaft huet.

Ech wéilt awer fir unzefänken emol op deser Plaz dem Gesondheitsministère e groust Kompliment ausdrécke fir déi séier a gutt Informatioun, déi erausgaangen ass, a virun allem, well se et fäerdegbruecht hunn, fir keng Panik ënnert de Leit ze vermëttelen. Merci dofir!

Et sinn awer nach eng Partie Froen, déi opstinn. Obschonn, wéi gesot, scho vill erausgaangen ass un Informatiounen, wéilt ech dann awer vun eiser Madamm Minister wëssen, ob grad an deem Fall, dee mer jo elo hei zu Lëtzebuerg kennen, gewosst ass, a wéi engem Stat vu Mexiko dass d'Madamm dese Virus opgefaangen huet. Wat sinn déi aktuell Länner, déi de Moment vun deem Zika-Virus do befall sinn? Dat heescht: A wéi enge Länner huet ee wierklech en héije Risiko, fir des Krankheet ze kréien?

Kann ee wierklech nach ëmmer dovun ausgehen, dass desen Zika-Virus haltmécht bei der amerikanescher Grenz, obscho jo awer och elo gewosst ass, dass zum Beispill am Cap-Vert d'Souche vum Virus och elo méttlerweil erkannt ginn ass? Den Institut Pasteur huet dat den 20. Mee 2016 och matgedeelt, an dat ass och confirméiert gi vun der Weltgesundheitsorganisatioun.

Madamm Minister, gäre wéilt ech och wëssen, ob och gewosst ass, wéi laang dass dese Virus am Blut bleibt vun enger kontaminierter Per-

soun. Dat heescht, an anere Wieder: Wéi laang muss eigentlech e Mann sech schützen, wann en aus esou engem Land kënnt an de Risiko géif bestoen, fir dann eben dee Risk dann och weiderzedroen? Dat heescht, wéi laang muss dee sech schützen, eier e ka sexuell Verkéier hunn, ouni dass dee Virus kéint weidergedroen ginn?

An da géif ech och gäre kuerz Brasilien uschwätzen. Ganz geschwé ginn d'Olympesch Spiller un an och eis Sportler wäerten dohinergoen. Wéi gesäit et do aus? Besteet e Risk? Besteet keen? Wéi ass et mat de Sportler, den Accompagnateuren oder awer och Visiteuren, déi dohinerginn? Kann een dovun ausgehen, dass se och Recommandatiounen kréien, fir mat spezifische Produite sech ze equipéieren?

Ech erënneren do vläicht un déi franséisch Athleten, déi...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Hemmen, Dir misst zum Schluss kommen!

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Jo, et ass meng lescht Fro. Déi franséisch Athlete kréie speziell Répulsifien, an déi australesch Athleten, déi kréie souguer Préservative mat engem extrae Viruzid. An déi ganz speziell Produiten, sinn déi och nocif? Wa jo, kritt een do Informatiounen?

Merci, an entschëllegt, Här President, fir d'Iwwerzëien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also ech wëll nach eng Kéier ganz kloer drun erënnere, dass zwou Minutten net deenbar sinn an dass ee sech wann och gelift doru soll halen, an och un déi véier Minutten vun der Regierung! Ech wäert déi nächste Kéier dann eben dee Knäppchen drécken, deen ech ganz selten drécken, dat heescht, d'Wuert ewechhuelen.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci, Här President. An de leschte Méint a Jore war jo besonnesch de südamerikanesche Raum, awer och de pazifische Raum vum Zika-Virus betraff, e Virus, dee sech haaptsächlech, awer net nëmme, dach haaptsächlech iwwer d'Moskitoe verbreet. Obschonn d'Symptomer vum Zika-Féiwer u sech kaum e Problem duerstellen, ka sech dese Virus awer op dat ongebuert Kand vun enger schwangerer Fra iwwerdroen, soudass d'Kand kann un enger Microcéphalie leiden. D'Kand gëtt da mat engem ze klengen Kapp gebuer a leit ganz oft ënner enger motorischer an och geeschteger Ennerentwécklung.

Elo, wou deen éischte Fall hei zu Lëtzebuerg constatéiert ginn ass, wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister stellen: Wéi grav ass dee Fall, dee gëschter festgestallt gouf? Gëtt mat weidere Fall am Land hei gerechent? A sinn eis Laboratoire an Kliniken op dese Virus virbereet, genausou wéi eis Dokteren a Fuerscher?

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Gilles Baum (DP).** - War et an der Zäit gutt?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, dat muss ee soen. Dir waart ganz kuerz. Jo, mir bleiwen d'Wieder ewech.

(**Hilarité**)

An d'Gesondheitsministesch huet...

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - ...zweemol véier Minutten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, et ass bal déiselwech Fro.

(**Hilarité**)

Ech géif lech bieden, déi ze behandelen, wéi eng, sinn awer tolerant, wann et e puer Sekonnen driwwergeet. Madamm Minister!

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Majo, villmools Merci, Här President. Ech wéilt da probéieren, op all déi Detailfroen anzegoen, déi déi zwee honorabel Deputéiert mer gestallt hunn. Ech soen och Merci, fir dierfen déi Präzisiounen ze ginn.

Mir hunn also elo en éischte Fall hei zu Lëtzebuerg, eng Fra vu 65 Joer, déi sech eisen Informatiounen no während enger Rees a Mexiko ugestach huet a wou ech direkt aganks wëll soen, well dat jo awer och ganz wichteg ass, dass et der Fra gutt geet, dass se doheem ass an dass se keng weider Symptomer méi huet. Ech mengen, dat interesséiert eis jo awer allequerten hei.

Ech wëll och direkt soen, dass just all fënneft Persoun, déi infizéiert ass, iwwerhaapt Symptomer opweist. Déi sinn an der Regel elo net erfreen, awer och net richteg geféierlech. Et geet ëm Féiwer, Péng an de Gelenker oder e

Wéi an de Muskelen, e rouden Ausschlag, Aen, déi picken, ännlech wéi wann een eng Gripp hätt. An da si se erëm no enger gewëssener Zäit fort. Et gëtt och keen Traitement, dat wësst Der hei, och keng Impfung. An déi Symptomer, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, déi verschwannen och meeschens no e puer Deeg.

Et ass hei gefrot ginn, a wéi enger Region dass déi Persoun déi do Ustiechung hat, oder wou se gepickt ginn ass. Den Zika-Virus kënnt a verschiddene Géigende vu Mexiko vir. Déi Region, déi am meeschte betraff ass, ass de Stat Chiapas, duerno de Stat vun Oaxaca, an et ass och an engem vun deenen, wou sech déi Damm ugestach huet. Et sinn awer och scho vereenzelt Fäll gemellt ginn am Yucatán. Dat ass eng vun deene beléiftste Vakanzendestinatiounen och vun de Lëtzebuurger, wa se a Mexiko ginn.

Laut Donnéeë vun der OMS op den 1. Juni 2016 sinn den Ament 46 Länner vun där Epidemie betraff, a virun allem Länner aus Zentral- a Latäinamerika. Mir hunn an 19 europäesche Memberlänner, déi eben déi Erhiewunge maachen - vun deenen aneren hu mer déi Zuelen net -, 728 Fäll entre-temps genannt kritt, dovunner 41 Fäll vu schwangere Fraen. Dat sinn natierlech déi, déi besonnesch dramatesch sinn. De gréisste Risiko kënnt also aus Latäinamerika, mä och an Asien ginn et aktiv Foyere vun der Aedes-Mustik - dat ass déi Mustik, déi den Zika-Virus iwwerdréit -, am Laos, op de Philippinen, am Vietnam, Papua-Neiginea an och op verschiddenen Inseln am Pazifik.

Wat eis hei zu Lëtzebuerg och besonnesch interesséiert, ass, dass och am Cap-Vert, wou mir jo en enke Lien hunn, e puer Dausend recenséiert Fäll do sinn.

Et besteet - an dat ass jo hei d'Fro eigentlech - effektiv e reelle Risiko, dass sech de Virus weider a Richtung Amerika, an Europa, an d'Mëttemierlänner ausbreit. Déi meescht Länner hunn awer e System de surveillance en place, deen d'Mustiken, déi de Virus iwwerdroen, detektiéiert grad wéi och d'Fall vun den Infektiounen propper opléicht an och suivéiert. Et gëtt och e System de surveillance, genannt TESSy beim ECDC, dat ass den European Centre for Disease Prevention, deen ass en place.

Dir wësst, dass de Virus am Prinzip net vu Mënsch zu Mënsch iwwerdrobar ass. Et ginn awer eenzel Fäll, wou de Virus och bei sexuelle Relatiounen iwwer de Sperme kann iwwerdroen ginn. Wichteg ass ze betounen, dass den Zika-Virus, also dass déi Mustik, déi den Zika-Virus iwwerdréit, zu Lëtzebuerg net virkënnt. Et besteet also am Moment op alle Fall kee Risiko, dass et hei zu enger Iwwerdroung kënnt. Mä mir halen dat natierlech weider am A.

Dann déi wichteg Fro, wéi laang de Virus am Blut vun enger Persoun ka bleiwen. De Virus ass nëmme e puer Deeg, op alle Fall manner wéi eng Woch am Blut vun enger infizierter Persoun nozeweisen, am Contraire zum Sperme, wou dese ka méi laang iwwerdauern. Des Fäll vun Iwwerdroung duerch de Sperme sinn awer extrem rar. Et gi weltwäit manner wéi 50 Fäll signaléiert, soudass een och do net soll panikéieren am Zesammenhang mam Brésil, deen eis jo interesséiert wéinst deenen Evenementer, déi elo do stattfannen.

Bon, et kann een net niéieren, dass et ëmmer e Reschrisiko gëtt, fir sech a Brasilien unzestechen, och wann déi lokal Autoritéiten eiser Aschätzung no alles maachen, fir d'Mustiken an der Region vu Rio ze bekämpfen. Et bleift awer weiderhin esou, a mir hunn dat als Gesondheitsministère ganz fréi gemaach, fir de schwangere Fraen ofzeroden, an des Géigenden ze reesen, also och net a Brasilien.

Generell réit de Gesondheitsministère, fir e Mustikespray op Basis vun DEET - net ze verwiessle mat DDT! - ze benotze während Reesen an de betraffene Regionen. Dee gouf an de leschte Jorzénge vu Milliounen Leit benotzt, ouni dass e Risiko fir de Mënsch besteet.

Ofschléissend, Här President, nach ee Wuert zum Thema Preparedness. De Service national des maladies infectieuses am CHL mat dräi Médecins spécialistes en maladies infectieuses plus engem Pédiater, spezialiséiert an deenen ustiechende Krankheeten, ass beschtens drop virbereet, fir d'Fall vun Zika-Infektiounen ze betreien.

Och den éischte Fall, vun deem ech lech haut geschwat hunn, ass vum Service national des maladies infectieuses diagnostizéiert a betreit ginn. An am Zweifelsfall kënnen d'Hausdokteren och mat deem Service Kontakt ophuelen, siwen Deeg op siwen, 24 Stonnen op 24, an et ass immens gutt, dass mer dee Service hunn, och d'Travel Clinic. An domat halen ech op.

(**Sirène**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, de System huet sech selbststänneg gemaach

an e warnt ewell selbststänneg, dat ass och gutt esou. Ech war et net!

► **Une voix.** - Et ass Feier.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah heil! Ganz Eierewuert.

► **Une autre voix.** - Et richt no Feier heil!

► **Une troisième voix.** - Da musse mer ënnerbriechen.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, mir kucken elo, wat et ass.

► **Une voix.** - Keng Panik!

► **Une autre voix.** - Et deet wéi am Ouer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ass et Feieralarm? Et ass Feieralarm. Da maache mer dat, wat mer erwaarden, dass d'Leit dobusse maachen. Dann ënnerbriechen ech d'Sëtzung kuerz, bis dass mer Evidenz hunn, wat et ass.

Merci. D'Sëtzung ass ënnerbrach. An ech géif lech bieden, bis dass mer wëssen, wat et ass, erauszegoen. Merci!

(**La séance est suspendue à 15.36 heures.**)

(**La séance est reprise à 15.45 heures.**)

Kolleegen, mir maachen d'Sëtzung erëm op.

Ech géif fir d'Éischt mat där gudder Nouvelle ufänken: Et war kee Feieralarm, et ass also kee Feier hei am Haus. Dann déi schlecht Nouvelle: Et war den Display, deen um Riednerpult ass, deen d'Zäit ugëtt. Dee war wahrscheinlech e bëssen iwwerbeusprocht ginn.

(**Hilarité**)

An dofir géif ech lech dann nach eng Kéier bieden, an Zukunft mat der Zäit esou émzegoen, wéi dat sech fir diszipliniéiert Deputéiert a Regierungsmembere gehéiert. Ech wëll awer ënnersträchen, an dat ass extrem positiv, dass déi Evakuatioun hei tadellos gelaf ass. An ech géif hoffen, dass iwwerall, wann eng Kéier esou en Alarm kënnt, direkt reagéiert gëtt. Léiwer eng Kéier ze vill evakuéiert, wéi eng Kéier eppes ënnerschat an da kënnt en Ongléck vir. Et soll een dat doten net ënnerschätzen. Merci de Kolleeginnen a Kolleegen alleguer!

A mir géifen da mat eisem Ordre du jour weiterfueren. Déi nächst Fro, déi lescht Fro kënnt vum Här André Bauler un de Justizminister iwwert - lauschtert gutt no! - d'Circulaire RCSL 16/01. Wat dat ass, dat gi mer elo direkt gewuer vum Här Bauler.

- **Question n°204 du 6 juin 2016 de M. André Bauler relative à la circulaire RCSL 16/01 du 24 mars 2016, adressée à M. le Ministre de la Justice**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Et geet ëm den Handels- a Gesellschaftsregëster, et ass eng Circulaire vum 24. März deses Joers. Ab 2017 mussen d'Gesellschaften, déi ënner d'Kritäre vun der Publikatioun falen, hire Bilan mat Annexe bis den 31. Juli verëffentlechen. No deem Datum ginn et finanziell Konsequenz sous forme vun enger Vervéierfachung vun de Frais de dépôt téschent dem 8. an dem 11. Mount, an duerno souguer eng Verzéngfachung ab dem 12. Mount.

Här President, hei leeft keng Zäit!

D'Steiererklärung ass bis ewell nach toleréiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Bauler, Dir kënnt just virun lech um Schierm, op deem groussen, feststellen, ob Der am grénge Beräich, am orangé Beräich oder am roude Beräich sidd.

► **M. André Bauler (DP).** - Ah, dann hëllef en ech mer do, Merci. Jo, Merci, Här President, ech kucken dann hei ëm den Eck.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A passt op, dass Der net an de roude Beräich kommt!

► **M. André Bauler (DP).** - Fir e klengen Betrib, deen dem Kontabel 3.000 Euro bezilt, wier dat eng Erhéijung vun de Fraise vu bis zu 15%.

D'Circulaire baséiert sech op d'Gesetz vum 19. Dezember 2002. Dat gouf awer jorelaang, also iwwer 15 Joer, duerch eng administrativ Toleranz pragmatesch gehandhabt. Natierlech kréien elo Fiduciairé Schwierigkeiten. Déi éischt siwe Méint vum Joer hu si Krämpes, fir déi Joresofschlëss parallel zu hirer gewinnter Aarbecht fäerdeg ze kréien a missten doduerch eventuell zousätzlech Personal astellen, qualifizéiert Personal, dat schwéier ze fannen ass, well een net op engem temporären Aarbechtsmaart déi Leit ka fannen, an dat d'Betriber de Rescht vum Joer net oder net ganz géife brauchen.

Normalerweis ass et och esou, datt, wann d'Fiduciairen de Joresofschlëss virbereeden, si parallel och d'TVA-Erklärung fir dat ganz Joer an d'Steiererklärung opstellen, well een do ganz dacks nach Saache fënnt, déi musse geännert

ginn an also en direkten Impakt op de Jores-
ofschloss hunn, och op Steierresultater.

Dofir meng Froen un den Här Justizminister:
Firwat gëtt d'Gesetz vun 2002 elo op eemol à
la lettre applizéiert? Mengt de Minister net,
datt d'Cirulaire nach eemol misst iwwer-
duecht ginn, an zwar an deem Sënn, datt déi
kleng Entreprisé vun deem Zwang du befreit
wieren a vun enger adequater administrativer
Kulanz kéinte profitéieren, déi sech un déi vun
der Steiererklärung ralliéiert, dat heescht, den
31. Dezember als ultimativen Datum fir d'Ver-
effentlech vum Bilan?

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Zur
Informatioun: Dir waart am roude Beräich!

An d'Wuert huet direkt de Justizminister. A
bleift Dir am gréngen Beräich!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci,
Här President. Merci och dem Här Bauler fir
seng aktuell Fro. Den Délai, deen Der uge-
schwatt hutt, ass tatsächlech an der Rumm vum
Gesetz vum 31. Dezember (veuillez lire: 19.
Dezember) 2002 op siwe Méint fixéiert ginn.
Dat entsprécht iwwerengs der Regel, déi a
ganz villen europäesche Länner och applikabel
ass. Et ass also keng Lëtzebuergesch Spezifis-
itéit.

D'Justificatioun vun dëser Mesure war eng dräi-
fach: éischtens, dass e gutt gefuere Betrib
muss innerhalb vun engem relativ kuerzen Dé-
lai déi wichteg finanziell Informatiounen vu
senge Konten hunn. Dat huet mat gudder
Gouvernance ze dinn.

Deen zweete Grond: Potenziell Créanciere
mussen och op déi doten Informatiounen kë-
nen zréckgräifen, notament wann et géif em
eng Refinanzéierung goe vun Investitiounen
vun engem Betrib.

Drëttes: D'Verwaltung selwer mussen och
déi Informatiounen an engem rasonablen Dé-
lai kënnen kréien, zemoos wann d'Konten eng
wichtig Ennerlag duerstelle fir d'Aarbecht
vun där Verwaltung. Beispill ass d'Steierverwal-
tung, wann et em d'Steiererklärung geet. All déi
sinn op eng precis an zäitno Informatioun uge-
wesen.

Ech wëll och rappeléieren, dass am Kader
vun der Mise en place vun der Centrale des
bilans an der Plate-forme électronique de
collecte des données financières domadder
den Outil en place gesat ginn ass, fir den Dé-
pot vun de Konten och iwwer Internet méiglech
ze maachen, also eng vereinfacht Aart a Weis,
fir dat ze maachen. D'Informatiounen ginn an
enger Datebank gesammelt, déi de concernéierte
Verwaltungen zur Verfügung steet.

Als Mesure de simplification administrative
ass deemoos och zréckbehale ginn, dass d'Ver-
waltungen, am Fall wou d'Informatiounen dé-
poséiert sinn, obligéiert ginn - obligéiert ginn
d'Verwaltungen -, d'Informatiounen aus der
Datebank ze huelen an déi net nach eng Kéier
dierfe froen. An dat entsprécht dem Prinzip,
dass de Stat Informatiounen bei de Bierger a bei
de Betriber nëmmen eemol ze froen huet an
dass déi net en permanence an der Obliga-
tioun stinn, déiselwecht Informatiounen nach
eng Kéier ze produzéieren.

Gradesou wichteg ass, dass dës Informatiounen
e ganz wichteg Element solle ginn am Kader
vun der Prévention des faillites. Dir wësst,
dass de Projet de loi an der Commission juridique
an der Diskussioun ass, souguer an enger Sous-
kommissioun, fir dass mer kënnen ganz schéiz-
weiderkommen. A grad an deem dote Kontext
sinn en Deel vun de Clignotanten, déi sech
solle fréizäitig alluméiere bei finanzielle
Schwierigkeeten, eben och ugewisen op déi
Konten.

A besonnesch an enger schwieriger Phas fir e
Betrib, wou d'Faillite um Spill steet, ass et due-
bel wichteg, dass se un d'Informatiounen precis
a rapid kënnen kommen. All weideren Délai
an der Publikatioun vun deenen doten Informa-
tiounen wierkt sech am Kader vun deem neie
Gesetz mat Sécherheet nodeeeg aus an ass
wierklech net am Intérêt weder vun deenen,
déi eng gutt Gouvernance hunn, nach vun
deenen, déi riskéieren, eng Faillite matzema-
chen. Dat sinn déi, déi ugewise sinn op déi
doten Informatiounen am Kader och vun enger
Preventioun, enger Strategie, déi Faillite wëll
verhënneren.

Et stëmmt, dass de Règlement grand-ducal
vum 27. Mee 2016 en Tarif augmenté fir déi
Betriber virgesäit, déi hir Konten ze spéit dé-
poséieren. D'Revenuen, déi doraus entstinn,
sinn awer och justifiéiert, well de Suivi vun En-
treprises, déi en retard sinn, d'Verwaltung och
ganz vill Geld kascht. Dat sollt een net néglig-
éieren, well dat si keng Randerscheinungen
an och keng Ausnahmefäll!

D'Cirulaire, déi Der ugeschwat hutt, Här
Bauler, vum Registre de commerce, déi spezi-

fiéiert eigentlech, wat d'Dispositionen vum Ge-
setz sinn. Eng Cirulaire ka keng Kulanz aféie-
ren, well d'Roll vun Gestionnaire vum RCS ass
et, derfir ze suergen, dass d'Gesetz iwwert
d'Publikatiounen applizéiert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Just
in time. Punktlandung.

Villmools Merci.

7. Ordre du jour (suite)

Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn
ukomm a mir géifen zum nächste Punkt
vun eiser Ordre du jour iwwergoen, an zwar
zwei Motiounen, mat deene mer befaasst sinn,
déi eng vun de Kollege vun déi Lénk an déi,
déi haut abruucht ginn ass vum Kollege Alex
Bodry. An ech géif proposéieren, dass fir
d'Éischt d'Auteure jiddweree fënnf Minutten
Zäit hu fir d'Presentatioun vun hire Motiounen,
dass mer dann den Débat zesumme maachen
an dass déi normal Riedezäite bei de Motiounen
ebe just verduebelt ginn.

Den Här Baum huet d'Wuert fir d'Presentatioun
vun där éischter Motioun.

8. Motion de M. Marc Baum relative au refus au Conseil de l'accord du Gouvernement à une signature de l'AECG et relative à la recherche ac- tive d'alliés pour s'opposer à la si- gnature de l'AECG

Motion de M. Alex Bodry relative à l'Accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA)

(Motion de M. Marc Baum déposée en
séance publique n°31 du 10 mai 2016 - à
consulter au compte rendu n°12/2015-
2016 en page 470)

Exposés

► **M. Marc Baum (déi Lénk), auteur.** - Merci,
Här President. Dee Feieralarm, dee mer elo
grad an der Chamber erlieft hunn, war gléckle-
cherweis in fine e Falschalarm. Méi pertinent
sinn awer déi Alarmklacken, déi eng ganz Zivill-
gesellschaft laut, wann et em Handelsaccorde
geet mat den USA a mat Kanada, déi mer haut
diskutéiere sollen.

An nächste Zäit wäerten déi europäesch Re-
gierungschefen zesummekommen an iwwert
d'Transatlantesch Handelsoffkommens mat Ka-
nada diskutéieren an deemno wéi och déci-
déieren. De CETA ass keen einfachen Handels-
accord, wou just Tariffer oder technesch Nor-
men ugepasst ginn, genausou weening wéi den
TTIP oder déi aner Fräihandelsvertrëg vun där
sougenannter „neier“ Generatioun!

Déi zwee Accorde kann a muss een an engem
Otemzuch nennen, well se darselwechter Philo-
sophie entsprangen a vergläichbar Dispositioun-
en hunn. Et sinn émfänglech Vertragswierker,
déi sämtlech ökonomesch Beräicher erfassen
an dorobber ofzilen, eng ultraliberal Uerdnung
a Steen ze meessen. Mat deenen Accorden,
déi praktesch net méi réckgängig kënnen ge-
maach ginn an déi iwwert dem nationalen an
och dem europäesche Recht stinn, gëtt de
wirtschaftspolitesche Spillraum vun den een-
zelne Staaten op e Minimum reduzéiert an all
alternativ ökonomesch, ökologesch a sozial Aus-
richtung vun der Politik am Prinzip onméiglech
gemaach.

CETA an TTIP representéieren e Gesellschafts-
modell, basierend op de Prinzipien vun der Li-
beraliséierung an der Deregulierung, am
Déngscht vu gigantesche Böttchen, multinationale
Böttchen, déi ni gekannt, émfassend
Moyene kréien, fir sech iwwer demokratesch
gewielte Parlamentar, Gesetzter, Normen an in
fine och iwwert d'Justiz ewechzusetzen.

CETA an TTIP sinn net nëmmen eng Gefor
fir eis Demokratie, eis sozial an Ëmweltstandarden,
si bedeiten e Paradigmewissel, eng regelrecht
Émdréiung vun de Wäerter.

Éischtens an ugefaange mam Prinzip vun der
Liberaliséierung vun de Services. Bis elo war et
bei Handelsaccorden esou, datt déi Beräicher,
déi sollte liberaliséiert ginn, ausdrécklech hu
missen ernimmt ginn. De Rescht war ge-
schützt. Elo gëtt dee Prinzip émgedrëit. Alles,
wat d'Servicer ugeet, géllt als liberaliséiert an
der internationaler Konkurrenz ausgesat, ausser
déi Beräicher, déi ausdrécklech ernimmt ginn.
Dës weist net nëmmen déi neoliberal Ideologie,
déi do derhannertstécht, mä ass immens
problematesch, well et keen émfassende
Schutz fir d'Service-publicken am CETA gëtt,
wéi eng ganz Rëtsch juristesche Avise gewisen
hunn. An dës huet och en direkten Impakt op
d'Gemengen.

Zweetens schaaft de CETA eng regelrecht Pa-
ralleljustiz fir auslännesch Multinationallen,
déi ominéis Schiidsgerichter, mat deene se kënnen
Staten a Milliounenhéicht verkloen, wa se fan-
nen, datt d'Gesetzter oder Reglementer hire soi-
disant legitimen Erwaardungen op Profitter
net entsprechen. Déi nei Propositioun vun der
Kommissioun, dee sougenannten ICS, bréngt
nëmme minimal Verbesserunge par rapport
zum ursprénglechen ISDS, dorënner eng Pro-
cédure d'appel.

Mä och domadder si mer nach ganz wäit
ewech vun unerkannte Standarden an der Jus-
tiz. D'Dispositionen zum Investoreschutz, op
Basis vun deenen d'Schiidsgerichter hir Uerteer-
ler sprächen, sinn onverännert beim neien ICS
enthalten, wéi zum Beispill déi ganz émstridden
Notiounen vun „traitement juste et équitable“ a
vun „cas d'arbitraire manifeste“, opgrond vun
deene weltwäit ronn 90% vun de Kloe vun En-
treprisé géint Staaten zustane komm sinn.

De CETA mécht domadder d'Dier grouss op fir
eng Well vu Kloe vu kanadeschen an, dat muss
ee soen, US-amerikanesch Multinationale
géint europäesch Staaten, well déi brauchen
nëmme eng Filial a Kanada ze hunn, mat
engem Minimum vun ökonomescher Substanz,
déi am Vertrag selwer emol net definéiert ass,
fir Accés ze kréien zu deene Schiidsgerichter.
An dat betrëfft aktuell ronn 40.000 US-Firmen.

De CETA ass d'Trojanesch Päerd fir den TTIP!

Dee ganze System vum Investoreschutz an de
Schiidsgerichter limitéiert d'Entscheidungsfrei-
heet vun der Politik an ass eng imminent Gefor
fir d'Demokratie. Et gëtt zwar en Artikel am
CETA, dee vum „right to regulate“ schwätzt,
mä dee seet just, datt d'Staten d'Recht hunn ze
reguléieren, mä nawell behalen d'Entreprises
d'Recht, géint dës Regulatiounen ze kloen!

Wa mer deen Accord hei akzeptéieren, muss
mer an Zukunft bei all Projet de loi oppassen,
datt mer net enger nordamerikanesch multi-
nationaler Boîte op d'Feiss trëppelen.

Drëttes ginn duerch CETA eng Hällewull on-
transparent an ondemokratesch Gremie ge-
schafen, déi e grouss Spillraum kréien. Beson-
nesch problematesch ass déi sougenannt regu-
latoresch Kooperatioun, mam Zil, Normen a
Regulatiounen unenaner unzupassen. Dat Kapi-
tel gesäit souguer vir, datt d'Multinationallen
do mat um Dësch sëtzen, fir gemeinsam
Standarde festzeleeen! Dës féiert onauswäich-
lech zu enger Course no ënnen, wat de Schutz
vu sozialen, Ëmweltstandarden ugeet, de Kon-
sumenteschutz, Gesondheetsregelen, et cetera.
Net vun Ufank un, net an engem Coup, mä
lues a lues, iwwert déi nächst Jorzéngten!

Dat betrëfft zum Beispill och d'Fro vun den
OGMen. Do gëtt am Artikel 25.2 einfach e ge-
meinsame Gremium domadder beoptragt,
sech an Zukunft em d'Zouloossung vu Biotech-
nologien ze këmmen, mat dem Zil, d'Regle-
mentatioun an deem Beräich ofzeschwächen!
Och de Principe de précaution ass am CETA net
ernimmt als schützenswäerte regulatorische
Prinzip.

Véiertens ginn et am CETA eng sëlliche Be-
stimmungen, déi virgesinn, datt, eemol a
Kraaft, Liberaliséierungen net méi kënnen réck-
gängig gemaach ginn, respektiv datt Veränne-
rung just a Richtung vun enger weiderer Ou-
verture vun de Marchée kënnen geschéien.

Dat eenzeg Argument, wat d'Verteidiger vun
esou Accorde wéi TTIP oder CETA hunn, ass en
erhoffte minimale Wirtschaftswuesstum, deen
d'ailleurs och nach staark contestéiert ass. Fir
Lëtzebuerg huet d'Regierung an deene leschte
Joren, an deene verhandelt gouf, keng Impakt-
etüd an Optrag ginn, weder makroökono-
mesch fir d'Land nach am Bezuch op eenzel
Wirtschaftssektoren. Vum sozialen an ökolo-
geschen Impakt guer net ze schwätzen! An och
déi juristesche Etüd, déi elo an der Motioun ge-
frot gëtt, hätt scho laang virdu kënnen a mis-
sen an Optrag gi ginn!

Här President, de Widerstand an der Gesell-
schaft géint dës Zort vun Accorden ass immens
grouss a wissst vun Dag zu Dag, jee méi Detai-
ler aus deem 1.500-Säiten-Accord bekannt an
debattéiert ginn. Iwwer zwanzeg Organisatioun-
en hu sech hei am Land an enger Plattform
zesumgedoen a fuerderen e klore Neen
zum CETA. Dës Plattform ass esou breet opge-
stellt, wéi seele virdu déi Lëtzebuergesch
Zivillgesellschaft sech mobiliséiert huet. Si é-
mfaasst Gewerkschaften vun alle Borden, Sozial-
verbänn, Ëmweltorganisatiounen, Bauerever-
bänn, Entwécklungsorganisatiounen an de
Konsumenteschutz. Zu Dausenden hunn d'Leit
hei am November géint dës Accorde manifes-
téiert, Milliounen hunn a ganz Europa Petitioun-
en dergéint ënnerschriwwen!

Här President, mir hunn näischt dergéint, wann
dat kanadesch Vollek an dat europäesch Vol-
lek mateneen e Kontrakt ofschléissen. Mir hunn
awer eppes dergéint, wa kanadesch an euro-
päesch multinational Böttchen e Vertrag mate-

neen ofschléissen, deen d'Zukunft vun de Leit
zementéiert.

De CETA ass d'Monstrum, dat sozial an Ëm-
weltstandarden ënnergrëift an en demokra-
tesche Rechtsstat ënnerhielegt. Duerfir fuerdere
mer eis Regierung op, am Conseil géint de
CETA ze stëmmen an aktiv Alliéierter ze sichen,
fir dësen Accord oder och nëmmen Deeler vun
him provisoresch a Kraaft trieden ze loossen,
ier net all anert europäesch Parlament doriw-
wer ofstëmme konnt.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci
och dem Här Baum. An ech ginn direkt
d'Wuert dem Här Alex Bodry fir d'Presenta-
tioun vun där zweeter Motioun.

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur.** - Här Prä-
sident, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'LSAP
ass et wichteg a richtig, dass d'Lëtzebuerg
Parlament an deem Moment effentlech zum
CETA-Dossier Stellung bezitt an duerch dës Ge-
leeënheit och der Regierung der Chamber hir
Haaptuliese mat op de Wee gëtt, rout Linnen
zitt, déi net dierfen iwwerschratt ginn.

Kanada ass den 13. Handelspartner vun der
Europäescher Unioun. Kanada ass net d'USA,
den éischten Handelspartner vun der Europäe-
scher Unioun. An de CETA-Accord ass och net
gläichzestelle mat den TTIP-Verhandlungen,
mat deene Propositiounen, déi d'USA an deene
Verhandlungen bis elo un den Dag geluecht
hunn. De CETA-Accord ass net eng Kopie vun
den USA hire Positionen an den aktuellen
TTIP-Verhandlungen. A wahrscheinlech géifen
och dës Debatte ronderëm dësen Handels-
accord mat Kanada net esou intensiv an net
esou passionéiert gefouert ginn, wann net déi
Verhandlungen mat den USA hannendru géife
stoen.

Et dierf ee sécherlech de Risiko vun engem
Präzedenzfall bei dësem Accord net ënner-
schätzen, och, wéi scho gesot, wann dësen
Accord sécherlech net en Iwwerhuelen ass eent
zu eent vun de Positionen, déi d'USA bis elo
an de Verhandlungen mat der EU haten.

Déi inhaltlech Aschätzung vum der Portée
vun den eenzelne Bestëmmungen an deem
Handelsaccord divergéieren. Si sinn net een-
heetlech. E grouss Mësstraue besteet. E Mës-
straue besteet, geschüürt ginn duerch déi ontran-
sparent Verhandlungsféierung, déi besonnesch
beim TTIP un den Dag geluecht ginn ass, an
dat mat Recht, mengen ech, bei breedenden
Deeler vun der Zivillgesellschaft, awer och bei
engem gudden Deel vun der politescher Klass
entstane ass an nach weiderhi kee gudden
Nogeschmack hannerléisst.

Duerfir ass et richtig, dass mer derfir suergen,
dass déi demokratesch, déi politesch Debat
zu dësem Accord net ofgewiergt gëtt. Déi ass
och net ofgeschloss mat där Diskussioun, déi
mer haut hei an der Lëtzebuerg Chamber féieren.
Nieft der Kommissioun, nieft dem Conseil
hunn d'Europaparlament an och déi national
Parlamentar nach weider matzediskutéieren an
an eisen Aen och matzedécidéieren.

Et stellt sech d'Fro - dat dierf ee kritesch
hannerfroen -, firwat dës Verhandlung bilaterale
gefuert si ginn. Fir eis ass et ganz kloer, dass
et bái Wäitem besser gewiescht wär, wann een
déi Diskussiounen ronderëm Bedéngungen, wéi
de Welthandel duerchgefuert gëtt, net bilate-
ral, mä an engem globalen, weltwäiten Accord
gemaach hätt, am Kader vun der Welthandels-
organisatioun. Dat hätt och de Virdeel gehat,
dass een och notament d'Entwécklungslän-
ner mat am Boot gehat hätt an deenen doten
Diskussiounen an dass och si hätte kënnen hir
Meenung an hir Positionen kloer an däitlech
maachen.

Dat ass elo net méiglech. Déi Verhandlungen
ginn net méi op deem doten Niveau gefouert a
mir ginn op de Wee vu bilateralen Diskussioun-
en, wou een also muss selbstverständlech
duebel vorsiichteg sinn.

Eis Chamber bréngt iwwert déi Motioun, déi
ech am Numm och vun deenen anere Koali-
tionsfraktiounen hei agereecht hunn, ee Be-
denken an hir Fuerderungen zu de lafende Ra-
tifikaatiounsprozeduren, wat de CETA-Accord
ugeet, däitlech zum Ausdruck. Mir brauchen
duerfir net auslännesch politesch Texter of-
zeschreiwen, mä et geet eis drëm, dass mer als
Lëtzebuerg Parlament eng eege politesch Po-
sitioun bezéien, déi konform ass zu eiser bishe-
reger Haltung zu Lëtzebuerg an deem doten
Dossier an déi eng logesch Suite ass vun de
viregte Stellungname vun dësem Parlament.

Ech erënnenen do un déi Motioun, déi mer hei gestëmmt hunn den 18. November 2015.

Fir d'LSAP war, ass a bleift et inakzeptabel, dass dësen Accord kéint als reng europäeschen Text agestuft ginn, also eleng géif enner communautaire Kompetenz falen an domadder déi national Parlaementer aus der Ratifikatiounsprozedur géifen ausgeschloss ginn. Dësen Accord begräift an eisen Ae Kapitelen, Bestëmmungen, déi an d'Kompetenz vun den Nationalstate falen an also och vun den nationale Parlaementer musse guttgeheescht ginn.

Fir eis Sozialisten ass et och esou, dass grad den Investoreschutz mat de Spezialgerichter, déi elo virgesi sinn, national Intérëten an national Kompetenzen touchéiert an dass grad dat dote Kapitel also och muss vun den nationale Parlaementer guttgeheescht ginn. D'Lëtzebuerger Chamber soll sech mat deem dote Kapitel befaassen a kënnen driwwer ofstëmmen.

Fir d'LSAP ass et gradesou inakzeptabel, dass dësen Accord provisoersch géif a Kraaft gesat ginn, ouni e Vott vum Europaparlament, wat theoretisch no den Texter souguer méiglech wär, respektiv fir wäit Dealer vun deem Accord, ouni Zoustëmmung vun allen nationale Parlaementer.

Fir d'LSAP ass et duerfir wichteg, dass all offen a kontrovers juristesche Froen - an där ginn et der eng Partie - gekläert musse ginn iwwert déi Weeër, déi zur Verfügung stinn. Iwwer zousätzlech Ausféierungsbestëmmungen zum CETA-Accord, wéi zum Beispill e Verhaltenskodex, kënnen mer, mengen ech, wann de Wëllen do ass, och erreechen, dass d'Onofhängegkeet an d'Onparteiigkeet vun de Richter an deene Spezialinvestitiounsgerichter bei deem permanente Schiidsgericht kënnen besser verankert ginn, wéi dat elo nach am besteende CETA-Text de Fall ass. Do kann also nach iwwer zousätzlech Ausféierungsbestëmmungen nogebessert ginn.

Mir hätte gär, dass d'Regierung an d'Chamber an dësem héich politeschen Dossier gemeinsam, Hand an Hand virginn. Den Ausseminister huet déi Offer gemaach. D'Parlament hält dëse Kooperatiounsverschlach gär un. Fir all Décisiounen am EU-Conseil iwwert d'Décisionsverschlach vun der Kommissioun consul-téiert d'Regierung déi zoustänneg Chamberskommissioun, déi fir Europafroen hei kompetent ass, mat dem Zil, net nëmmen ze rapportéieren, mä mat dem Zil, fir eng méiglechst breet Majoritéit an dësem Parlament hanner sech ze kréien an eng vu méiglechst villen Deputéierte gedroe Positioun zu CETA ze definéieren, ier d'Entscheidungen definitiv falen.

Bei der Verteidigung vun der Kompetenz vun den Nationalstaten a vum Europaparlament an dem äusserst restriktiven Émgang an eisen Ae mat engem eventuelle provisoersch Akraaft-triede vun Dealer vum CETA-Accord, wéi och bei der Klärung vun anere juristesche Froen, erwaarde mer eis als LSAP-Fraktioun vun der Regierung e vollen Engagement an eng kloer Énnerstëtzung vun deene Positiounen, déi d'Chamber iwwert dës Motioun wäert, esou hoffe mer et, festleën.

Den Ausseminister huet iwwregens schonn am leschte Conseil déi dote Positiounen och duergeluecht, soudass ech mengen, dass hei keng Schwierigkeet ass, fir gemeinsam hei kloerheet ze erlaangen an derfir ze suergen, dass déi demokratesch Prozeduren, déi mer kennen, net ausser Kraaft gesat ginn.

Nëmmen wa mer déi dote Richtlinn akzeptéieren, dann erreeche mer och, dass an deem heite Fall dat geschitt, wat mer alleguerten, mengen ech, hei wëllen: e méiglechst fräien Handel, mä net e fräien Handel ouni Regeln, Regele virun allem, déi mir selwer wëlle weider bestëmmen, Regeln, déi mussen esou ausgeleucht sinn, dass de Konsumenteschutz, dass d'Rechter am Sozialberäich, am Émweltberäich, am Gesondheetswiesener net ausgehiewelt ginn duerch international Verträge.

Mir sinn der Meenung, dass mer mat deem heiten Text, mat dëser Motioun deem doten Zil e Stéck méi no kommen. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bodry. An d'Wuert huet direkt fir d'CSV den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Merci och den Initiateure vun dëser Motioun, de Kollege vun déi Lénk. Ech mengen, et ass effektiv extrèmement wichteg,

datt dëst Haus sech permanent mat esou eminent wichtige Dossiere wéi dem CETA, dem TTIP an och dem TISA beschäftegt. An duerfir si mir och frou, dass et haut iwwert de Wee vun där Motioun zu dëser Debatt kennt.

Zwou Virbemerkungen, ier ech da mech mat de Motioun selwer beschäftegen.

Fir d'Alleréisch, fir awer nach eng Kéier op d'Wichtigkeet vu Fräihandelsaccorden hinweisen! Et huet een heiansdo d'Impressioun, wann een esou d'Press liest, wann een och ganz vill engagéiert Biergerinnen a Bierger gesäit, dass d'Fräihandelsaccorden den Däiwel géifen duerstelle fir den Handel dobaussen. Ábee, Dir Dammen an Dir Hären, deem ass net esou! An et muss ee vläicht awer emol nach eng Kéier widderhuelen, em wat et bei Fräihandelsaccorde geet!

Fir d'Alleréisch geet et emol drëm, d'Handels-échangungen ze stimuléieren. A wann een nëmme kuckt, wat elo hei indiquéiert gëtt um Niveau vum CETA, da sinn dat eventuell 12 Milliarden Euro all Joers, déi iwwert de Wee vun deem CETA eben an der Wirtschaft realiséiert ginn.

Zweetens ginn domadder d'Wirtschaftsbe-zéiungen téschent der Europäescher Unioun an engem grouse Land wéi Kanada wesentlech verstärkt.

Drëttens, an dat soll een awer net vergiessen, ginn duerch esou Fräihandelsaccorden trotz-deem eng appréciable Zuel vun Aarbechtsplaze geschaaft. An duerfir hunn ech awer ëmmer e Problem, wann ee vu vireran esou Fräihandelsaccorden dénonciéiert a condamnéiert. Ech mengen, dass dat net dee richteg Wee ass.

Wat elo den Accord mat Kanada betrëfft, wëll ech nach eng Kéier hei ennersträchen, dass et sech hei em extrem ambitionéierte Fräihandelsaccord handelt. Just vläicht e puer Zuelen. Et ass hei virgesinn, oder wann een elo d'Zuelen nëmme kuckt, déi am Moment scho virleien: Zum Beispill 2012 sinn 260 Milliounen Euro a Kanada vun der Europäescher Unioun investéiert ginn. Op där anerer Säit sinn 142 Milliounen vu kanadesche Firmen an der Europäescher Unioun investéiert ginn. Domadder ass d'Europäesch Unioun a Kanada deen zweetwichtigsten Investisseur, a Kanada ass an der Europäescher Unioun dee véiertwichtigsten Investisseur - fir lech och ze weisen, wat hei um Spill steet.

Ech wëll awer och soen, ech hunn heiansdo Problemer nozevollzéien, firwat dat elo op eemol esou vill Kritik komme géint Fräihandelsaccorden, well bis Enn 2014 sinn eng Onzuel vu Fräihandelsaccorden, Här Ausseminister, téschent der Europäescher Unioun a ganz ville Länner verhandelt ginn! Ech erënnenen hei nëmmen un déi wichtigst: Südafrika, Mexiko, Norwegen, Schwäiz. All dës Fräihandelsaccorde si quasiment op keng Kritik gestouss, a mir si frou haut, dass mer déi Fräihandelsaccorden och hunn.

Eng zweet allgemeng Observatioun, déi ech direkt wollt maachen, ass: De CETA ass net den TTIP! De CETA ass net den TTIP, an do ginn et, an ech adresséiere mech besonnesch un d'Kollege vun déi Lénk, ganz vill Ennerscheeder! An ech géif mer wënschen, Dir Hären, eng ganz Rei vun deenen Dispositiounen, déi am Moment am CETA-Accord drastinn, déi géife mer an den TTIP kréien, well da géif den TTIP näamlech e vill besseren Accord ginn!

An ech erlabe mer, der just dräi ze nennen: Fir d'Alleréisch ass an deem CETA-Accord den Accès vun allen europäeschen Entrepreneuren op de kanadesche Maart garantéiert, wat am Moment net de Fall ass beim TTIP.

Zweetens - an dat ass eppes, wat eis och hei zu Lëtzebuerg interesséiert - ass de Schutz vun den Appellation-d'origine garantéiert. Do kann een eng ganz Rei Beispiller ginn: de franséische Champes, de Roquefort-Kéis, fir déi nëmmen ze nennen.

(Hilarité)

All déi Appellatiounen sinn an deem CETA-Accord garantéiert, wat awer am Moment net de Fall ass beim TTIP!

An dann en drëtt Element, wat awer extrèmement wichteg ass a wou mer eis am Moment derfir asetzen am TTIP: näamlech de Schutz vun der Demokratie. An dësem Accord gi Verbraucher- an Émweltstandarden tel quel festgeschriwwen, eppes, wou mer am Moment nach amgaange sinn, um Niveau vum TTIP ze kämpfen.

Duerfir, mengen ech, soll een net de Feeler maachen an einfach elo behaapten, mat dësem CETA-Accord géif d'Dier grouss opgemaach gi fir den TTIP. Dat ass net esou! Au contraire kann een eng Rei vu positiven Elementer aus deem CETA-Accord benotzen an domadder an den nächste Wochen a Méint, Här Ausseminister, den TTIP-Accord wesentlech verbessern.

Allerdéngs, an dat wëll ech dann awer och ganz kloer soen, ginn et fir d'CSV-Fraktioun och zwou rout Linnen an dësem Accord, rout Linnen, déi sech par ailleurs an der Motioun vun der Majoritéit erëmfannen. Duerfir wäerte mir och déi Motioun vun der Majoritéit matstëmmen.

Déi éischt Linn ass, dass et muss geséichert sinn, dass et en Accord mixte gëtt! En Accord mixte, aus zwee ganz gudden Grënn: Fir d'Alleréisch, an dat ass och ugeklongen an de Virrieden, ass et extrèmement wichteg, dass mer op hant mat där Dunkelkammerpolitik an deene Fräihandelsaccorden! Mir brauchen Transparenz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Mir brauchen Transparenz. An duerfir ass et och wichteg, dass déi eenzel national Parlaementer herno mat an dëser Thematik diskutéieren an decidéieren. A fir eis ass et absolut net akzeptabel, dass dës Accorde laanscht déi national Parlaementer geholl ginn!

Et gëtt awer nach en zweet Element, an de Kollege Bodry huet dat virdrun och ennerstrach. Et sinn och eenzel Elementer an deenen Accorden dran, déi manifestement an d'Kompetenz vun den nationale Parlaementer falen.

Déi zweet rout Linn, an dat ass och an der Motioun erëmfannen: Et ka fir eis net esou sinn, dass dësen Accord provisoersch en vigueur gesat gëtt, ier d'Europaparlament seng Décisioun geholl huet. Dat wär fir eis total ondemokratesch an ontransparent. An duerfir si mir d'Accord, fir d'Regierung ze invitéieren, hei wierkelech déi zwou rout Linnen ze zéien an op kee Fall ze akzeptéieren, dass et eng Ratifikatioun vun dësem Accord gëtt, ouni dass déi doten zwou Konditiounen erfëllt sinn.

Här President, erlaabt mer, dann nach eng Kéier ganz zum Schluss ze soen, well ech och virdrun doriwuer geschwat hunn: Wa mir eigentlech, aus deene Grënn an och mat deene Reservén, déi ech genannt hunn, um Fong fanen, dass dee CETA-Accord wesentlech besser ass wéi dat, wat mer am Moment um Dësch leien hu beim TTIP, wëllt dat natierlech och soen, dass, wa mir also déi Motioun vun der Majoritéit matstëmmen, dat natierlech kee Blanc-seing fir den TTIP ass. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Beim TTIP ginn et eng ganz Rei vu rouden Linnen, déi mat der aktueller amerikanescher Positioun iwwerschratt sinn! Ech wëll se elo net alleguerten hei opzielen. An ech mengen, dass do d'Divergenzen - d'Divergenzen - téschent der europäescher an der amerikanescher Positioun nach ganz, ganz grouss sinn. A wann d'Amerikaner hei net ganz vill Waasser an hire Wäin an deenen nächste Wochen a Méint schëdden, gesinn ech schwéier, dass et zu esou engem Accord kennt. Duerfir si mir, d'CSV-Fraktioun, elo och am Moment ganz reservéiert a kritesch par rapport zu der amerikanescher Positioun zum TTIP.

Erlaabt mer awer, zum Ofschloss eppes ze soen, an ech kommen eigentlech erëm op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hunn: Bei alle berechtigte Kriticken, déi ee kann hunn an déi och deelweis justifiéiert sinn, soll een awer oppassen, dass mer hei net deeselwechte Feeler maache wéi an der Flüchtlingspolitik, wou verschidde Leit wëlle Mauere ronderëm Europa bauen. Kommt, Dir Dammen an Dir Hären, mir bauen awer net och elo Maueren em de Wirtschaftsraum Europäesch Unioun! Dat wär awer dee gréisste Feeler, dee mer hei kéinte maachen, dass mir eis ofschotten an dass mir eis isoléiere par rapport zu all deenen anere grouse Wirtschaftsraim.

Dat gesot, wäerte mir d'Motioun vun de Kollege vun déi Lénk net stëmmen, duerfir déi awer vun der Majoritéit stëmmen. Ech soen lech Merci!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nieft dem TTIP huet jo virun allem och de CETA an de leschte Wochen a Méint fir vill Diskussiounen gesuergt. Et ass zwar erstaunlech, dass u sech elo eréischt déi Diskussiounen iwwert de CETA un Intensitéit gewannen, well just deen Accord jo awer quasi op der Ligne droite ass an den Text jo schonn de 26. September 2014 finaliséiert gouf.

Ech wëll och hei direkt betounen, dass d'Demokratesch Partei prinzipiell selbstverständlech fir Handelsofkommessen ass. An ech soen dat och ganz éierlech, ech ka mech mengem Virriedner an eng Rei vun Aussoen hei uschléissen. Et soll een a priori net en Handelsofkommessen als e Monstrum dohinnerstellen! Ouni Handelsofkommessen gëtt et keng stark Économie, an dat ass eng prinzipiell Ausso, zu där mir als liberal Partei selbstverständlech stinn.

Mir hunn natierlech awer och Verständnis, wa sech an deene leschte Wochen a Méint vill Leit Suerge maachen em déi geplangten Accorden. Mir respektéieren och den Asaz vun där Plattform. Et ass ëmmer flott feststellen, dass et Leit gëtt, déi an eiser Gesellschaft sech engagéieren, aus dem Gefill eraus, eppes ze verbesseren oder eppes ze évitéieren.

Och den Avis, dee mer gëschter zougestellt krute vun der Chambre des Salariés, ass ouni Zweifel interessant. Si maache sech och eng Rei Suergen. Ech ginn net hei op all Punkten an, wéi der just emol zwee hei erausgräifen. Si mengen zum Beispill, dass kéinte Problemer entsto, wat d'Konzessiounen vun den Apdikten hei zu Lëtzebuerg ubelaangt oder och, wat déi obligatoersch Konventioun mat den Doktere betrëfft.

Duerfir ass et evident, dass natierlech d'Politik gefuerdert ass. D'Politik muss en oppent Ouer hunn, wa vun der Zivilgesellschaft, wa vun dobaussen, vun den Organisatiounen Suergen u se erugedroe ginn. Trotzdeem ass et ni gutt, wann een an der Politik nëmmen d'Emotiounen spille léisst. Et muss een an der Politik sachlech sinn, et muss ee mat Verstand och un eng ganz Rei Problemer eruegen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - An ech hunn och d'Gefill, dass besonnesch an deenen heiten zwee Dossiere munchmol dach d'Emotiounen iwwerhandhuelen an dass vläicht de Sachverstand net ëmmer am Vierdergrond steet.

Et dierf een och net vergiessen, d'CETA-Ofkommessen, dat ass en Dokument vu 1.500 Säiten! Ech gi ganz gär, dass, ech hu se nach net gelies. Ech wëll elo kengem eppes ennerstellen, mä ech gleewe kaum, dass der vill heibanne sinn, déi se am Detail kennen. Et huet een awer heiansdo d'Gefill, dass vill Leit dobaussen awer mengen, am Fong geholl matdeelen ze mussen, dass se alles am Detail kennen. Mir sinn hei an eng ganz komplexer Matière. Duerfir och hei erëm eng Kéier: Iwwerméissig Emotiounen si mat Sécherheet net dee richteg Guide!

Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Kollege vun deene Lénke jo de leschten 18. November schonn eng Motioun zum CETA virgeluecht haten. Déi ass deemoos eestëmmege hei gestëmmt ginn. Haut si mer allerdéngs an engem aneren Zeenario. Wa mer haut de Kollege vun de Lénken hir Motioun analyséieren, besonnesch, wéi gesot, hir Forderungen, da spiert een awer vill méi eng radikal Positioun eraus. Dat heescht, si leene sech am Fong geholl komplett géint de CETA op, leenen en u sech kategoresch of. Dat, soen ech ganz éierlech, kann eng Demokratesch Partei net esou ennerstëtzten. Mir gesinn dat Ganz vill méi nuancéiert. Mir wëllen och net a priori all Dier zoumaache mat Kanada, en interessant Land, wou sech mat Sécherheet nach interessant ékonomesch Perspektiven och wäerten opdoen.

Ech kann also direkt hei ennersträchen, dass mir déi Motioun vun de Kollege vun deene Lénken net wäerten ennerstëtzten.

Par contre, wann een déi Motioun analyséiert, déi elo vun der Majoritéit hei virgeluecht ginn ass, do spiert een e ganz aneren Esprit eraus. Dat ass vill méi eng realistesch Approche. An hei muss wierkelech nach eng Kéier ennerstrach ginn: CETA ass net TTIP an TTIP ass net CETA! An dat, wat den Här Mosar hei richtegerweis gesot huet, dass souguer de CETA deelweis eis d'Méiglechkeet gëtt, fir vläicht Korrektur beim TTIP ze maachen, dat ass ganz richtig an dat soll een och net vun der Hand weisen.

Ech wëll allerdéngs hei ganz kloer ennersträchen, dass et fir eis véier rout Linne gëtt, déi mir net kënnen iwwerschréiden.

Éischters, et ass evident fir eis, dass, an dat gëllt fir sämtlech Handelsofkommessen, déi wäerten an Zukunft gemaach ginn, europäesch Standarden an der Sozial-, an der Émweltpolitik net kënnen verwässert ginn.

Zweetens, mir sinn och ganz kloer fir en Accord mixte. Mir sinn och der Meenung, dass mer hei net an dem classeschen Zeenario vun engem Handelsofkommessen sinn, mä e geet doriwuer eraus, soudatt ee sech kann d'Fro stellen, ob net awer hei eng Rei Saachen enner d'Souveränitéit vun deenen 38 Parlaementer falen, net déi 28, well et sinn eben hei nach eng Rei aner Parlaementer, déi och Kompetenz a Matsproocherecht hunn. Duerfir soll och hei den Opruff un d'Kommissioun Juncker goen, deem och Rechnung ze droen.

Eng drëtt Linn, déi vun eis net kann iwwerschratt ginn, dat ass, dass deen Accord hei op kee Fall ka provisoersch a Kraaft treden, ouni, wéi gesot, dass och am Virfeld d'Europaparlament e Vott ofginn huet, wéi dat jo iwwregens och an der Motioun hei zréckbehalde ginn ass.

Da véiertens, an do kommen ech dann och, wéi gesot, op den ICS, den Investment Court System ze schwätzen, dass ass nun awer fir eis



als liberal Partei eppes Wesentlech. Ech mengen, mir si mat Sécherheet déi Partei, déi ganz kloer fir d'Rechtsstaatlechkeet antrëtt. An et ass fir eis inakzeptabel, dass mer hei quasi privat Juridictione géife schafen, wou also Affekotebüroen op den Niveau géife vun enger öffentlecher Juridictione gestallt ginn! Dat kann et an engem Rechtsstat net ginn! Dat ass fir eis, wéi gesot, eppes, wat mer net kënnen akzeptieren.

Dowéinst si mer och frou, dass jo hei dee Moment esou eng Ouverture gemaach ginn ass, dass hei u sech elo dat Schiidsgericht geschafe gëtt, dass déi Riichter, dass déi gewësse Kritäre mussen erfüllen, also och vun engem Pouvoir public mussen nominéiert ginn. Mir sinn also do an enger ganz anerer Logik, wéi dat de Moment jo nach am TTIP theoretisch méiglech ass. Dowéinst ass dat fir eis zumindest eng positiv Ouverture.

Allerdéngs ass dat natierlech ganz ëmstritten! Mir hunn zum Beispill festgestallt, den Däitsche Riichterbond, dee sech och doriwuer Gedanken gemaach huet, dee mengt, dass dat net am Aklang wier mam EU-Recht. Mä do ginn d'Meenungen auseneen. Wa mer dann zwee Avisen huele vum Europäesche Geriichtshaff - deen een 1/91, deen aneren 1/09 -, dee gesäit natierlech elo kee Problem. Bon, et ass wéi esou oft, wéi gesot, et gëtt zwee Affekoten, dräi verschidde Meenungen. Ech mësche mech net an déi Diskussioun an, ech sinn net Jurist.

► **Une voix.** - Et ass ëmmer emol gutt gesot.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Et ass ëmmer emol gutt gesot. Mä eppes ass kloer jiddefalls: Hei ass nach vläicht Oplärungsbedarf ouni Zweifel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, d'Demokratesch Partei begrësst dës Motioun. Mir sinn am Prinzip och net géint de CETA. An et dierf ee jo och net vergiessen, dass hei awer och nei Perspektiven net nëmme fir déi europäesch Economie sech opdinn, mä och fir déi lëtzebuergesch Economie! Et sinn hei schonn Zuele genant ginn. Ech wëll drop hiweisen: 2015 louch Kanada op der 19. Plaz vun deene Länner, wou mir hin exportieren. Dat war zwar nëmme 0,84% vun eisem gesamten Export. A beim Import war Kanada op der 15. Plaz mat 0,60%.

Mä d'EU, an dat ass jo hei virdrun och schonn ënnerstrach ginn, ass awer den zweetgréissten Importateur a Kanada! An och dat muss een awer hei soen: Wann et der europäescher Economie gutt geet, da geet et och der Lëtzebuerg Economie gutt. A wann, wéi gesot, déi Échangé mat Kanada de Moment nach relativ modest sinn, esou wëllt dat jo awer net heeschen, dass een net nach nei Perspektiven do gesäit, nach nei Méiglechkeeten. Da loosse mer eis déi net vu vireran domadder verbauen!

An dann ass jo hei och d'Angscht ugeschnidde ginn, an dat geet jo besonnesch och aus dem Avis vun der Chambre des Salariés ervir, dass och kéint de Secteur public dorënner ze leide kréien. Och hei muss een awer dann nach eng Kéier drun erënneren, dass jo awer keng Verflüchtung do ass, fir dass sollen esou Services privatiséiert ginn. Ech denken hei virun allem u gewësse sensibel Beräicher, ënner anerem d'Gesondheet natierlech, oder och Beräicher wat d'Transportpolitik ubelaangt.

Vläicht eng lescht Remarque nach, an dat geet jo och aus de Motiounen hei ganz kloer ervir: D'Kommunikation tëscht der Regierung a méi spezifesch iwwert de Wee vum Ausseminister mat där zoustänneger Kommissioun ass ganz wichteg. An ech mengen, dass kann een awer hei kloer behaupten, dass déi Kommunikation ganz gutt funktionéiert, dass den Ausseminister, den Här Asselborn, zu all Moment bereet ass, souguer samschdes moies eis zesummeriff, fir eis ze informéieren. An dat ass och de Beweis erbruecht, dass hei d'Regierung wëllt mat der zoustänneger Kommissioun direkt ëmmer kommunikéieren.

A mä lescht Wuert soll och dat sinn: Effektiv dierf een net vergiessen, dass d'Parlamentarier sollen an esou kriddlechen Dossiere mat-schwätzen. Mir sinn dat och der Effentlechkeet an deem Sënn schëlleg. Mä nach eng Kéier: Mir dierfen awer net an d'Fal lafen a mengen, mir sollte vu vireran ëmmer eng gewëssen Angschtmauer vis-à-vis vun neien Ofkommen opstellen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Sträit ronderëm d'TTIP-Ofkommen tëscht den USA an Europa hat d'Effentlechkeet esou vill beschäftegt, dass op een Hoer den Handelsaccord mat Kanada, de CETA-Accord, iwwert

d'Bün gaange wier an et hätt bal keen et gemierkt. „CETA ass net TTIP“, dat ass vun enger Rei Leit gesot ginn. Mir soen dat och. Et gëtt Divergenzen tëscht den USA an der Europäescher Union, déi si méi grouss wéi d'Ennerscheeder tëscht enger kanadescher Regierung an enger EU.

Kanada ass zwar e grouss Land, gemooss un der Fläche, mä ass awer, wann een d'Awunnerzuel kuckt, den däitlech méi klengen Partner an deem Deal. D'kanadesch Politik funktionéiert net anescht wéi déi amerikanesch. De jonke kanadesche Premier kënnert bei ville kriteschen europäesche Bierger éischer positiv eriwuer. Mir sollten allerdéngs net vergiessen, dass et net dee jonken Trudeau war, deen de CETA-Accord mat der EU ausgehandelt huet, mä déi konservativ Regierung virdrun.

A bei aller positiver Grondstëmmung vis-à-vis vum Handelspartner Kanada... De Kolleg Alex Bodry huet och dovun geschwat, mir sinn den 13. Handelspartner vu Kanada. De Kolleg Mosar huet gesot, wat d'Investitiounen ugeet, si mer souguer deen zweetwichtigste Partner vu Kanada. Also bei aller positiver Grondstëmmung vis-à-vis vu Kanada: Firwat presentéiert dann d'Majoritéit haut esou eng kritesch Motioun par rapport zum Accord CETA?

Éischters, de CETA-Accord baut Taxen of. Dat ass eppes, wat mer allgemeng alleguerten éischer begrëssen.

Zweetens, an dat ass e kritesch Punkt a bleift och een: De CETA-Accord installéiert Schiidsgeriichter. Et ass och fir eis Gréng kloer, dass ICS, Investment Court System, eng éischer positiv Weiderentwécklung vun dem ISDS, dem Investor-state dispute settlement mechanism ass. Jo, et ass méi professionell, et ass méi transparent, méi objektiv, méi öffentlech. Jo, et gesäit méi wéi e richteg Geriicht aus.

Bleift awer natierlech d'Fro, ob mer iwwerhaapt esou eng Schiidsgeriichter brauchen! Mir sollen eis bewusst sinn, dass d'Schiidsgeriichter ursprénglech erfonden gi sinn, fir Investisseuren ze schützen, déi a Länner mat stabiler Korruption a wackeleger Justiz wollte Suen investéieren. Et war kloer, dass ouni esou eng Garantie dës Investisseure keng Sue géifen investéieren. Am Fall vun Europa a Kanada sinn d'Donnéen awer anescht.

Wéi eng Investisseure mussen mer viru wem a viru wat dann haut schützen?

Mir hunn et mat Staten ze dinn, déi wéineg bis keng Korruption kennen, déi eng onofhängeg Justiz hunn. Et gëtt heiansdo gemengt, an der EU géif et dat eent oder anert Land nach ginn, wou dat mat der onofhängeger Justiz eventuell net ganz optimal wier. Dat ka stëmmen, mä da brauche mer Reformen an dese Länner an net onbedéngt en ICS.

Ob dës Geriichter iwwerhaapt kompatibel si mat den europäeschen Traitéen, ben, do ginn d'Meenungen auseneen. Och de Kolleg Gusty Graas huet dorobber higewisen. Et besteet also zumindest Rechtsensécherheet!

En drëtten Punkt, deen eis ganz wichteg ass, dat ass, dass d'EU-Kommissioun sech schweier mat klaren Aussoen deet. Mir hunn d'Gefill, wéi wann hei schonn e bëssen e Muechtspill amgaange wier: Wat ass EU-Kompetenz a wat ass d'Kompetenz vum Nationalstat?

Mir gesinn och, dass d'Kompetenz vun den Nationalstaten net ëmmer déi beschte Antwort op global Erausforderunge liwwert. De Kolleg Laurent Mosar huet d'Beispill vun der Migrationsproblematik ugefuert. Jo, do hätt Europa besser Léisungen, wa mer e bësse manner Nationalstat géifen an d'Vitrinn stellen an e gutt Stéck méi europäesch Solidaritéit.

Bei där neier Zort Handelsvertrëg, wéi se virun allem TTIP, awer och CETA... A jo, mir soen dat och, CETA ass och an der Philosophie vun deene modernen Handelsvertrëg, déi ganz wäit ginn, déi iwwert dat erausginn, wat mer aus den traditionellen Handelsvertrëg kennen, do reie mer och CETA dran an, dat ass richteg. Mä mat esou Handelsvertrëg gräife mer ganz déif an d'Funktiounen vum eiser Wirtschaft an doriwuer eraus och an d'Funktiounen vum Rechtsstat a souguer an den Domän vun den Entscheidungsprozesser vun eisen demokrateschen Institutiounen an.

Duerfir schéngt et eis onbedéngt noutwendeg, dass d'Nationalparlamentarier an dës Décisiounen matagubonne ginn. An duerfir ënnerstëtze mer och ausdrécklech den éische Punkt vun der Motioun vun der Majoritéit, wou mer gären hätten, dass de CETA-Accord net kann d'exklusiv Décisiounsrecht vun der Kommissioun sinn.

Well mer eng gewësse Rechtsensécherheet hunn, wier et eigentlech fir eis och logesch, d'Uerteel iwwert den Handelsaccord mat Singapour ofzeweiden, fir zumindest eng Rei juristesche Froen auszeraumen, ier een eng Décisioun iwwert de CETA-Accord géif huelen.

Et ass genesou kloer, dass e Vott vum EU-Parlament muss kommen, ier et zu enger provisorescher Applikation vum Traité kënnert. Et ass och richteg, dass, wann esou en internationaalt Schiidsgericht kënnert, et och kloer ass, dass do mussen d'Regele stëmmen, dass déi Riichter mussen onofhängeg sinn, dass de Code de déontologie um Dësch läit, an et muss och kloer sinn, wéi déi Riichter bezuelt ginn. An déi Modalitéiten, wéi mer se bis elo gewuer gi sinn, stellen eis awer net zefridden.

degi gréng bleiwe ganz kritesch bei där neier Zort Handelsaccorden, wéi de CETA een duerstellt. Domat ass awer och kloer, an dat ass vläicht dee Punkt, deen eis am meeschten da vun de Kollege vun déi Lénk ënnerscheet: Mir sinn net prinzipiell géint Handelsaccorden, och an deem Sënn, mir erlaben eis just, se kritesch ze begleede vum Ufank bis zum Schluss.

Mir géifen eis natierlech och wënschen, dass esou Handelsvertrëg net an enger bipolarer Diskussioun géife gefouert ginn, mä an engem...

► **Une voix.** - Multilateral!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci! ...mä an engem multilaterale Kader gefouert ginn.

Gutt, déi Verhandlungen, besonnesch vun der GATT, si stieche bliwwen, vun der WTO si stieche bliwwen. Vläicht well déi Länner, déi manner räich sinn a sech manner gutt dostinn, well déi sech zesumme fonnt hunn, well déi méi Poids duerstellen, an duerfir gi mer dann deen heite Wee. Do si mir bestëmmt och d'accord, fir dat ze bedauern, mä mir mengen, dass et am Moment awer leider Gottes nach keng Bewegung op multilateralem Niveau gëtt.

Mir sti mat all eise Bedenken net eleng do. Mir sinn iwwerzeugt, dass mer d'Suerge vun eis a vun deene ville Leit, déi sech Gedanken maaachen iwwert dës Form vu Politik, net sollen net beuechten an zu engem Business as usual iwwergoen.

An all deene Leit, déi de Kritiker vun den Accorden virwerfen, si hätten net all Text gelies, deene muss ee soen: Ma d'Befürwörter vun deenen Accorden hunn och net all Säit gelies! An et kann een net vun den normale Leit verlangen, dass se déi Texte vu vir bis hannen auswennege kënnen. Mä et muss een déi Suerge, déi d'Leit an der globaliséierter Welt hunn, eescht huelen. An ech fannen, dass ass eis Pflicht! Vill Leit fille sech iwwerfuert, wa se sollen eng Stellung zu CETA an TTIP huelen. An dat ass jo och net verwonnerlech, bei esou enger komplexer Matière.

Mir ënnerstëtzen d'Motioun, déi den Här Bodry hei déposéiert huet. Si iwwerléisst souwuel der Regierung wéi och dem Parlament genuch Raum, fir och weiderhin déi Entwécklung kënnen kritesch ze begleeden, och wat déi final Décisioun betrëfft.

Et bleiwen nach vill wichteg Froen am Dossier CETA onbeäwert. Niewent deenen, déi ech virdu schonn opgeworf hunn, erënneren ech och un déi rezent Nott vun der Lëtzebuerg Chamber des Salariés, wou op eng Rei Probleme higewise gëtt, wéi CETA warscheinlech oder eventuell d'Recht vun engem Stat kéint beschneiden, fir op eng souverän Aart a Weis ze léigiféieren.

An deser Nott ginn op eng verständlech Aart a Weis méiglech Auswierkunge vu CETA op öffentlech a sozial Dëngschter zu Lëtzebuerg undiskutéiert. Besonnesch spannend fannen ech méiglech Auswierkunge vum CETA-Accord op d'ASFT-Legislatioun. Dës Diskussioun mussen mer weiderféieren an duerfir begrësse mer och, dass an eiser Motioun steet, dass d'aussepolitische Kommissioun implizéiert gëtt an den Décisiounsprozess, dee mer amgaange sinn ze huelen.

Ech soen lech Merci. A wéi gesot, mir wäerten d'Motioun vun der Majoritéit stëmmen an d'Motioun vun déi Lénk net stëmmen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo direkt den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e Merci un déi Lénk, dass se eis d'Méiglechkeet gëtt, hei dës Diskussioun ze féieren. Si ass wichteg. Ech stelle fest, dass hei am Abléck nach driwwer diskutéiert gëtt, wéi laang ech dierf schwätzen. Dofir probéieren ech, mech ganz kuerz zefaassen, fir liwwerzungen zevirzekommen.

Ech wollt och vun eiser Säit aus soen, dass mir prinzipiell fir Fräihandelskommisse sinn, aus all deene Grënn, déi genannt goufen. Mä fir dës Situatioun hei ze verstoen an déi Debatt hei ze verstoen, wéilt ech kuerz zréckkommen op déi Diskussioun vum 14. Mee, wou de Minister moies bei eis komm ass an déi baussepo-

litesch Kommissioun an u sech zwou Saache gesot huet, déi ech probéieren, elo hei kuerz zefaassen.

Dat éischt ass, dass en éischer erëmmert ass an e positiv Bild gemoolt huet vun där Diskussioun, déi deen Dag virdrun zu Bréssel war iwwert de CETA. An dat Zweet ass, op eng Fro vun eiser Säit aus huet e gesot: „Jo, wann et méiglech ass, da ratifizéiere mer dat och nach, a wann et en Accord mixte ass, an deser Legislaturperiod.“ Wat virausgesat hätt, dass jo och déi dräi Regierungsparteien op d'mannst domadder d'accord gewiescht wäeren. An an der Pressekonferenz herno, oder wéi d'Press gefrot huet, hunn déi gréng gesot, dass se hir Position nach net festgeluecht hätten. Elo gesi mer, dass déi dräi Majoritéitsparteien zesummen zu enger Position komm sinn.

Dat ass natierlech eng interessant Saach politesch, well mer wëssen, dass souwuel d'LSAP wéi déi gréng nach wollten e Kongress maaachen zu deem Thema, well mer eis froen: Bis wéini muss dann elo d'Regierung en definitive Jo zu Bréssel ginn? Ass dat elo den 20. Juni, wéi dat am Raum steet? Ka bis dohinner esou eng Prozedur iwwerhaapt nach lafen? Wéi gläwderg sinn déi Positione vu verschidde Regierungsparteie par rapport zu CETA an TTIP? Émmer erëm mussen mer eis drun erënneren, dass de gréng Verrieder am Europaparlament hei Demonstratiounen mécht „Den TTIP op den Tipp!“, an hei awer déi gréng bis elo alles matgestëmmt hunn.

Mir hunn also eng Onsécherheet op der Regierungssäit iwwert déi Fräihandelskommessen am Allgemengen. Mir wëssen net, ob déi Regierung, wa se dann elo higeet, an de CETA ratifizéiert sollt ginn an iergendenger Form, wann en also a Kraaft trëtt, ob d'Regierung an déi Parteien, déi hannendru sinn, och hire Rôle kënnen spillen an dann deen Accord och kënnen hei am Parlament verdeedegen, fir dass d'Parlament e soll ratifizéieren.

Mir als ADR hunn dergéint eng kloer Position! Wéi gesot, mir si fir Fräihandelskommessen. Mir huelen all déi Doute ganz eescht. A mir hunn eis definitiv Meinung, wat de Contenu ugeet, net gemaach. Mir hunn eng Question parlementaire gemaach: D'Regierung soll Stellung bezéien zu deenen eenzelne Kritikpunkten. An et ass eréischt, wa mer wierklech capabel sinn, eng objektiv Diskussioun hei ze féieren - dofir wär et jo och gutt, wa mer en hei géife ratifizéieren, dass eben esou eng Diskussioun am Fong kéint an der Déift gemaach ginn -, dass mer dozou Positionen huelen.

Prozedural soe mir awer ganz kloer, dass mer eis Souveränitéitsrechter net wëlle verletzt gesinn. An dofir, Här President, hu mer och déi Amendementer, vun deenen ech virdu geschwat hat, déi ech lech presentéiere wollt géintwärt der Motioun vum Här Baum, wou mer e bësse méi wäit ginn.

Mir soen: Keng provisoresch Applikation, an op jidde Fall muss et och en Accord mixte ginn. Ech mengen, mir kënnen herno driwwer schwätzen.

Amendements

Amendements relatifs à la motion du 3 mai 2016 concernant l'AECC de l'honorable député Marc Baum

Proposition d'amendement 1 (Point 8)

- que l'Accord économique et commercial global (AECC/CETA) est d'une extrême complexité, notamment au niveau des standards environnementaux et sociaux, en termes de respect du principe de précaution et des dispositions sur la protection des investissements ainsi que du tribunal d'arbitrage, méritant par là-même un examen et un débat approfondis par la Chambre des Députés;

Proposition d'amendement 2 (Invites)

- à faire tous les efforts, et ce même avant les recommandations de la Commission et la décision du Conseil concernant la nature juridique de l'AECC, pour que ce Traité soit classé comme «accord mixte» et à garantir ainsi qu'il sera soumis à la Chambre des Députés pour ratification éventuelle;

- à s'opposer à une classification comme «accord relevant de la compétence exclusive de l'UE» dans le cas où la Commission européenne ferait une telle recommandation;

- à tout mettre en œuvre, afin que les dispositions de l'AECC ne deviennent effectives qu'après la ratification du Traité par chaque pays membre de l'Union européenne afin qu'une mise en œuvre provisoire du Traité soit empêchée.

(s.) Fernand Kartheiser.

A mir hunn eng zweet Saach, déi mer hei wëlle presentéieren, dat ass, datt mer och d'Léieren zéien aus deenen Onsécherheeten, déi mer elo an der Diskussioun ëm de CETA haten, beim TTIP, nämlech, datt mer vun Ufank un elo soen, datt eis Regierung keng Engagementer soll zu Bréssel huelen, wann net virun den Accord vun der Chamber virläit! An dat, mengen ech, ass eng Léier, déi mer mussen zéien aus der Diskussioun ëm de CETA.

An dofir hu mer eng Motioun, déi eigentlech seet, datt d'Regierung muss den Accord vun der Chamber hunn, ier se sech zu Bréssel festleest.

Motion

D'Deputéiertechamber

ass sech bewosst,

- datt de fräien Handel eng eminent wichtig a meeschtens positiv Roll an der Welt spillt an datt eng oppen Économie wéi déi Lëtzebuergesch de fräien Handel onbedéngt brauch, fir sech kënnen ze entwéckelen an onsem Land Wuelstand a soziale Fortschritt ze garantéieren;

- datt d'Organisatioun an d'Reglementatioun vum weltwäiten Handel eng wichtig diplomatesch Aktivitéit ass;

- datt et wichtig ass, datt Länner a Statenorganisatiounen hir national a regional Interessen an esou Verhandlung kënne effikass verrieden a respektéiert gesinn;

- datt vill kleng a mëttelgrouss Betriber de Motor vu Wuesstem, Fuerschung a vun nei geschaften Aarbechtsplaz sinn, besonnesch och zu Lëtzebuerg, an datt et dowéinst wichtig ass, deenen Entrepreneuren an einfachen a fairen Zougank zu grouse Mäert ze garantéieren;

- datt international Handelsverträge sollen esou verhandelt ginn, datt keng negativ Auswierkungen op d'Gesondheet, de Liewensstandard, d'Sécherheet oder d'Rechtsuerdung ze erwaarde sinn;

- datt all concernéiert Akteure wéi och d'Zivilgesellschaft an Europa sollen a Froe vum Aarbechtsrecht, vun der Gesondheet, vun der Ëmwelt, vun der Kultur an esou viru gehéiert ginn;

ass sech och bewosst,

- datt e puer ganz wichteg Handelsverträge a besonnesch de CETA mat Kanada an den TTIP mat de Vereenegte State vun Amerika - deen nach verhandelt gëtt - op eng ganz Rei vu fundéierte Kritike stoussen;

- datt nach ëmmer keng Garantien do sinn, datt an der EU den TTIP als „accord mixte“ agestuft gëtt;

verlaangt dowéinst,

- datt d'Regierung virun all Décisioun iwwert d'Verhandlungsergebnisse beim TTIP an allen europäesche Gremien, an deene Lëtzebuerg vertrust ass, d'Chamber informéiert;

- datt d'Regierung keng Zousoen an europäesche Gremien iwwert d'Verhandlungsergebnisse vum TTIP mécht, ouni dofir am Virfeld e Mandat vun der Chamber kritt ze hunn;

- datt d'Regierung zu all Abléck an den europäesche Gremien muss drop insistéieren, datt den TTIP en „accord mixte“ ass, a keng Décisioun akzeptéiert, déi géif mat sech bréngen, datt déi national Parlamenten den TTIP net missten zu enger eventueller Ratifizierung virgeluecht kréien.

(s.) Fernand Kartheiser.

Et bleift mer eng Minutt. Ech wëll déi Minutt benotzen, fir véier grondsätzlech Froen opzerwerfen, well och hei muss mer méi wäit kucke wéi just d'Diskussioun ëm de CETA.

Déi éischt Fro ass: Wa mer hei en Defizit un Demokratie uprangeren am CETA-Prozess, da muss mer dat och an aneren Encenté maachen. Mir hunn zum Beispill an der Union économique et monétaire eng Tendenz, datt ëmmer méi iwwer Reglementer gemaach gëtt, ëmmer manner iwwer Direktiven, an d'Parlamenten ëmmer manner implizéiert ginn. Wa mer also soen, mir hätte gär, datt dat an der Transparenz geschitt, datt déi national Parlamenten solle sech bedeelegen, da kann dat net nëmme gëlle fir CETA, mä et muss och gëllen an deene Prozessen an der Europäescher Union, wou nach méi direkt Souveränitéitsfroen an ekonomesch Froen dermat verbonne sinn.

Dat Zweet sinn d'Schiidsgeriichter. Mir hunn déi als Lëtzebuerg an enger ganzer Rei vu bilateralen a multilaterale Verträge, wou mer souwiesou Handelsverträge ofgeschloss hunn. Wa mer eis da wëlle konsequent sinn, da muss mer jo

och aner Regele wéi Schiidsgeriichter an anere Verträge lues a lues aféieren.

Dat Drëtt ass, et ass interessant, fir ze gesinn, datt zum Beispill d'Sozialisten..., dem Här Bodry seng Ried praktesch den Éloge gemaach huet vun de Méritte vun der nationaler Souveränitéit an der Verhandlung, datt gesot ginn ass, et ass wichtig, datt eben déi national Souveränitéit bleift. Souguer de gréng Riedner, den Här Adam, huet dorobber opmierksam gemaach. A mir hale fest als ADR, datt aner Parteien an dëser Situatioun den Éloge vun der Souveränitéit maachen; eng Souveränitéit, déi se dacks an anere Foren a Fro stellen!

An eng lescht Konsequenz: Wat ass da bei all deene Leit, déi elo gesot hunn, si hätte rout Linne fir d'ADR a fir dat an et misst en Accord mixte sinn, a wann dat net geschitt... Mä wat sinn dann d'Konsequenzen, déi déi Partei wäerten zéien, wann et net dozou kënnt? Wann d'Europäesch Kommissioun seet: „Et ass en Accord mixte“, a wann et am Conseil net zu enger Décisioun kënnt, fir dat ëmzestoussen, da si mir als ADR awer...“

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Gelift?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Wa se seet, et wier en Accord mixte, da brauche...“

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen, wann et en Accord à compétence exclusive ass! Villmools Merci, Här Minister! Jo, wann et en Accord à compétence exclusive ass a mir kréien dat net ëmgestouss am Conseil, wat sinn dann d'Konsequenzen, déi gezu ginn? An dat ass jo eigentlech dat, wat mir eis als ADR froen.

Fir eis ass et kloer, wéi eng Konsequenz mer da géifen zéien, well mir jo d'Souveränitéit vum Land net wëllen a Fro stellen. Mä all déi, déi elo gesot hunn: „Wat ass dann d'Konsequenz? Wat sinn eis rout Linnen?“, déi sollen eis och soen, wat d'Konsequenz vun de roude Linne sinn, wann déi iwwerschratt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

(Interruption par M. Marc Baum)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir hutt nach Riedezäit.

► **M. Marc Baum (déi Lénk), auteur.** - Jo, Merci, Här President. Ech kucken elo emol séier, datt ech meng Notte fannen.

Ech hunn nach näischt gesot zur Majoritéitsmotioun a wéilt do e puer Saachen umierken. Den éischten Tiret beim Invite, wou et drëm geet, juristesch Froen ze klären, do wier et awer interessant, och ze wëssen, wéi eng juristesche Froen, well et kann ee jo och juristesche Froen iwwert d'Cour de justice européenne kläre loossen, wéi zum Beispill dat wallounesch Parlament dat gefrot huet. Wann dat gemengt ass, da soll een dat, mengen ech, och esou soen.

Dann ass d'Fro beim véierten Tiret d'„application provisoire“. Ech mengen, datt et eng Unanimitéit gëtt, datt kee Mënsch wëllt, datt eng Application provisoire stattfënnt, ier d'Europaparlament driwwer votéiert huet. Mir mussen eis awer als nationaalt Parlament bewosst sinn, datt d'Application provisoire bedeide wäert, datt 90% bis 95% vun deem CETA-Accord dann a Kraaft trieden, och wann eréischt duerno dat Lëtzebuergesch Parlament dozou Stellung hält, well et just nach ëm déi 5% bis 10% da geet. Dat heescht, d'Application provisoire, déi mir mengen, ass déi ier d'Lëtzebuergesch Parlament dozou Stellung geholl huet.

Wat den ICS ugeet, d'Indépendance an d'Impartialitéit vun de Jugen: Méi bedeitend wéi de Code de conduite, menge mir, wier et, wann et e richtige Gerichtshaff wier, wou wierklech d'Indépendance garantéiert wier. Dat heescht, datt déi Riichter och bezuelt wiere mat engem fixe Salaire, an net pro Prozess géife bezuelt ginn.

An am leschten Tiret si mer mat averstanen, mir denken awer - d'Positioun vum Gouvernement - datt dat eigentlech net nëmme d'Kommissioun misst sinn, mä insgesamt déi gesamt Chamber.

Dann d'Amendementen vun der ADR, vum Här Kartheiser, do mengen ech, datt dat éischter Amendement sinn, déi sech an d'Majoritéitsresolutioun afüge loosse missten, wéi an eis eegen.

Nach eng Kéier: Et ass kee Mënsch géint Handel, och mat Kanada, well mir féieren Handel mat Kanada. Mä et sinn d'Form an d'Regele vun deem Handel, déi an eisen Ae mat CETA net garantéiert sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer un Enn vun der allgemeiner Diskussioun iwwert déi zwou Motioune. An d'Wuert huet den Här Ausseminis-

ter. No Récksprouch mat deenen eenzelne Fraktiounen gi mer dem Här Ausseminister eng Véierelstonn fir d'Antwort zu deenen zwou Motioune. Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech maache ganz séier.

Also fir d'Éischt wëll ech dem Här Marc Baum, dee jo eng hefteg prinzipiell Positioun hei huet - wou ech och net mengen, dass een déi ka gedréit kréien -, awer virun allem och dem Här Alex Bodry e grouse Merci soe fir déi kritesch, konstruktiv Approche, wou véier Partei sech jo dorunner bedeelegt hunn, net nëmme d'Koalitionsparteien, mä och d'CSV.

Also ech wëll vläicht virewech och am Numm vun der ganzer Regierung soen, dass mer d'Suergen an d'Engagementer och vu villen ONGen, vu Gewerkschaften, vun der Agrikultur, vun och, mengen ech, praktesch alle politesche Parteien, dass mer déi mussen eescht huelen, fir dass net duerch d'Hannerdier eis Standards, eis Regeln, eis Schutzklauselen duerch de Fräihandelsaccord en général do kënnen gebéit ginn, dass se net kënnen verwäsert ginn.

Mir hunn et hei mat engem Accord ze dinn, wat CETA ugeet, also mat Kanada, wou mer ugefaangen hunn ze verhandelen an der Europäescher Union 2009. Mir hunn als Lëtzeburger - an deemools hu mer net vill, weder an der Kommissioun nach hei an der Chamber selwer, iwwert deen Accord geschwat - zäitgläich och en Accord ofgeschloss praktesch mat Korea. Mir sinn amgaangen ze verhandele mat Japan. Mä ech si mer bewosst, an dat ass esou, ob een dat wëllt oder net, CETA an TTIP gi matenaner an een Dëppe gehäit. An ech mengen, dass dat dat déclenchéiert huet, wat mer haut als Diskussionsbasis hei hunn. An dat dierfe mer net verkennen, well ech mengen, da géife mer politesch dernieftleien.

Ech wëll och direkt soen, dass ech mat der Motioun vum Här Bodry absolutt d'accord sinn an och alles wäert maachen, fir dat ze respektéieren.

Elo vläicht zu dräi Saachen, oder véier Saachen e puer Wuert, zur Substanz, well mir hunn mengen ech, genuch geschwat iwwert d'Prozedur, an déi ass nach ëmmer e wéineg onbestëmmt, mä ech soen och e Wuert dozou.

Dat Éischt ass: Investoreschutz. An ech géif mer wierklech wënschen, dass Der hei kéint..., oder dass ech hei kéint e wéineg méi haart schwätzen a méi däitlech schwätzen, fir dass ee weess, fir eis gréng Kolleegen, fir d'LSAP, fir d'CSV an och selbstverständlech fir d'DP, mat wat mer et do ze dinn hunn.

Mir hunn als Lëtzebuerg 100 bilateral Investitiounsaccorden! Déi bestinn elo. Déi sinn ofgeschloss, an deene leschte Jorzéngten. Mir hunn an der Europäescher Union 1.400 där Accorden. Weltwäit gëtt et der 3.200. An an all deenen Accorden, déi mer elo hunn, an deenen 100, do gëtt et en Investoreschutz! An deen Investoreschutz, dee brauche mer net ze erfannen, deen ass net duerch CETA komm, en ass net duerch TTIP komm, deen ass den ISDS. Deen däischtere Schutz, dee besteet elo an 100 Accorden. A wa mer déi 100 Accorde géife kënnegen, da kéinte mer hei d'Dier zoumaachen. Dat geet guer net! Mir hunn déi zesumme mat der Belsch a mir mussen - dat ass internationaalt Recht - dat respektéieren.

Ech soen lech och, wéini dass dat ugaangen ass mam Investoreschutz. Dat ass 1959 gewiescht, ee Joer nodeem de Charly Gaul den Tour de France gewonnen huet, also schonn e wéineg laang hier.

Dunn huet Däitschland a Pakistan geschafft, virun allem d'Siemens.

(Brouhaha)

An d'Siemens hat Ingenieuren a Pakistan. A wat ass geschitt? Si hunn esou een Accord gemaach, Investoreschutz gemaach, well se gefaart hunn, hir Ingenieuren a Pakistan géifen ënnert d'Schriegerichter falen. Dat ass also den Ursprung. Et ass eng typesch europäesch Erfindung. An déi ass dann och du weider dévelloppéiert ginn.

En ISDS-Schiidsgeriicht, dat, wat elo besteet an deenen 100 Stéck a wat virgesi war och am TTIP, a wat och virgesi war am CETA, wat ass dat?

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat sinn effektiv Regeln, wou déi zwou Partei sech Riichtere ginn, déi se selwer ernennen, selwer och bezuelen. An dat Schiidsgeriicht applizéiert en principe just den Investitiounsaccord. Mä et ass awer dacks net ausgeschloss

gewiescht, dass se och d'EU-Recht oder d'Nationalrecht gekuckt hunn. Et war absolutt ontransparent, net éffentlech, an de Public hat keen Zougank zu den Dokumenter.

Déi ISDS-Schiidsprozedur ass onofhängeg, mä a ville Prozeduren ass och net verhënnert ginn, dass déi national Prozeduren, dass do gekuckt ginn ass, fir och un de Gesetzer, un den nationale Gesetzer ze dréien. Mir hunn also, nodeem mer dee Brëif geschriwwen haten als Regierung 2014 un den Här De Gucht, gesot: „Mir wëllen net méi an Zukunft déi ISDS-Schiidsgeriichter, weder an TTIP nach a CETA.“

Mä et geet jo net duer, wann ee seet: Mir wëllen eppes net! Dunn hu mer eis dohinnergesat a mir hu gekuckt: Kënnen mer net een neien Investment Court System, dat ass elo deen neien ICS, op d'Bee setzen? An deen huet wierklech - an déi intellektuell Eierlechkeet muss een hunn - näischt méi ze di mat deenen ISDS-Schiidsgeriichter. Den ICS erfëllt sämtlech Bedéngungen, sämtlech, fir een internationaalt Gericht ze sinn. D'Riichtere mussen onofhängeg sinn.

Ech soen lech ganz genee, wéi mer dat ausgebaut hunn, huet ee Land, nämlech Dänemark, gesot: „Komm, mir schreien net «Riichter» dran, well bei eis ass eng Tradition, dass och vläicht d'Memberen, Universitëitsprofessere kënnen dorunner deelhuele.“ Mä de Prinzip war: Et solle Riichter sinn. An dat bleift och esou. Déi gi vum Stat genannt an déi ginn och vum Stat bezuelt.

Bon. Am Géigesaz elo zu engem klassesche Schiidsgeriicht, wéi et elo bestanen huet, hunn déi zwou Parteien also keen Afloss op d'Auswiel vun de Riichter. Dat ass wichtig, mengen ech, fir eleng do den Ennerscheid ze gesinn. Déi Investitiounsschutzgeriichter sinn och vill méi restriktiv ausgeluecht. Et kann een net do Firlefanzen maachen. Am Fong geet et just bei zwou Saachen, dat heescht, wann een nationalen Investisseur benodelegt gëtt, diskriminéiert gëtt par rapport zu deem Land, wou en eben ass, oder wann Expropriatiounen stattfannen, déi wierklech mat den Hoer erbäigezu sinn.

Et ass och esou, dass, ech hunn dat gesot, d'Verhandlungen éffentlech sinn an dass, an dat ass jo och wichtig, eng zweet Instanz virgesinn ass! An doraus ergëtt sech genee, dass dat e Gericht ass. Sou!

Fir elo nach weiderzefueren: Et gëtt och heimmadder kee parallele Justizsystem agefuert. Dee gëtt blockéiert. Et kënnen keng parallell Kloe méi stattfannen. A wann een Investisseur sech entscheet, fir virun en nationaalt Geriicht ze goen, da kann en am Laf vun der Prozedur wiesselen, fir bei den ICS ze goen. Mä dann ass et Schluss, dann dierf en net méi zréckgoen op een éffentlech Geriicht. Am Fall Vattenfall, dee jo bekannt ass, do ass probéiert ginn, op engem duebele Gleis ze fueren. Do sinn déi national Instanzen ugefrot ginn an ebenfals d'Schiidsgeriicht. Dat ass elo beim ICS ausgeschloss!

Ech wollt och soen, dass den Europäesche Geriichtshaff, an dat ass vläicht e wéineg komplizéiert, dass deen Avise ginn huet, den Avis 1/91 an 1/09. An do seet en, dass, fir e Sträitfall international ze klären, do kann e Geriicht dragesat ginn. Allerdéngs, an do war de Geriichtshaff, d'Cour de justice extrem kloer, dass, wann esou ee Geriicht ageriicht gëtt, wéi dat beim Patentgeriichtshaff sollt sinn, dass et net richtig ass, wann dann esou ee Geriicht kann europäesch Recht interpretéieren. An dierfir huet de Geriichtshaff, d'Cour de justice, par-don, huet do en negativen Avis ofginn.

An et ass elo esou, dass et beim ICS kee Konflikt gëtt mat der Rechtsuerdung, well d'EU-Recht an och déi entspreichend Jurisprudenz als Fakt ugesi ginn an net kënnen interpretéiert ginn. Den ICS kann ausschliisslech d'Regelen an d'Dispositione vum CETA interpretéieren. Dierfir déi grouse Differenz, wann Der wëllt mech verstoen, déi grouse Differenz, dat ass, dass hei näischt ass, den ICS, wou kann europäesch Recht entweder interpretéiert ginn, a selbstverständlech och guer net ka modifizéiert ginn.

Voilà, ech wëll och vläicht, fir dat do ronnzemaachen, soen, dass Lëtzebuerg bis dato nach ni virun engem Schiidsgeriicht belaangt ginn ass.

Elo komme mer un d'Services publics. Och do versichen ech, kloer ze sinn, well et esou ass, well et esou am Text steet. Ech mengen, et gëtt de Kontext, mä et gëtt awer och Texter. An an den Texter steet, dass d'effentlech Déngschtleeschunge vun de CETA-Verhandlungen ausgeschloss sinn. An dat ass och absolutt net verwonnerlech, well zënter der Grënnung vun der WTO, also viru ronn 20 Joer, huet dës Approche net geännert. A kengem Handelsaccord iwwerhuelen d'Europäescher Union oder e Memberstat vun der Europäescher Union Engagementer, fir d'Service-publicken opzemaachen. Duerch CETA, Här Baum, gëtt kee Service public opgemaach!



► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*), *auteur.*- Dat schützt se jo awer net.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, dach! Wa se net oppgemaach ginn, si se geschützt. Dat ass jo awer menger Meenung no kloer. Do gëtt et nach véier weider Stufen! Neen!

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*), *auteur.*- Dat ass jo awer genau...

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, elo gëtt et nach véier weider Stufen. Just den Eischen, dat ass Public utilities, déi Klausel, déi seet, dass de Stat där effentlech Monopoler ennerhalen oder och exklusiv Konzessioune verginn. Dat ass schonn e wichtige Punkt.

Zweete Punkt ass, dass secteurspezifesch Ausnamen et erlaben, bestëmmten Déngscht-leeschungen net fir d'Konkurrenz opzemaachen aus dem Ausland. Dat gëtt zum Beispill ugefouert beim Waasser. D'Waasser kann net liberaliséiert ginn opgrond vu CETA.

Drëttens gëtt gesot, dass fir déi effentlech Services weiderhi kënnen Subventioune bezuelt ginn.

A véiertens ass déi berüümt Spärklausel, déi gëllt net fir d'Services publics. Op Lëtzeburger gesch gesot heescht dat: Wann ee Secteur op war, et ass privatiséiert ginn, et kennt eng nei Regierung an e Land, hält d'Privatiséierung zréck, dann ass dat mat CETA méiglech ze maachen. Dat ass d'Spärklausel. Duerfir, wann ech gelift, also mir kënnen eng Kéier an der Kommissioun an all Detail goen. A wann Der mir net gleef, da bréngen ech Leit mat, déi vill besser équipéert sinn, fir lech dat ze soen. Mä dat ass wouer, wat ech hei soen. Dat ass d'Realitéit. D'Spärklausel gëllt net fir d'Services publics. Sou!

Dann de Vorsorgeprinzip, dat ass jo och e wichtige Punkt. Dese Prinzip, dee seet jo, dass, wann e Risiko fir d'Gesondheet vum Mënsch, fir d'Déieren, fir d'Planze besteet, dass dann de Stat respektiv d'EU kann agräifen; och wann dese Risiko wëssenschaftlech net eendeitig ass. Dat ass anescht an Amerika. An Amerika muss eppes geschéien, ier da reagiert gëtt. Bei eis, mir wëssen dat vu villen aneren Exempelen, dass kann de Vorsorgeprinzip évoquéiert ginn.

An de Vorsorgeprinzip, Här Baum, dee brauch net spezifesch genannt ze ginn am Traité. Dee steet am Artikel 191 vum Lissabonner Vertrag! Do steet kloer dran, dass dat EU-Primärrecht ass, wéi de Jurist seet. Dat brauch net widerholl ze ginn. Dat ass kloer, dass des grondsätzlech a vertraglech Virgabe bannent der EU natierlech och am Kader vun der gemeinsamer Handelspolitik an och beim Ofschluss vun Handelsaccorde wéi dem CETA ausser Fro stinn.

Ech wëll vläicht elo zur Prozedur nach e Wuert soen, Här President. Also hei gëtt et nach Onsécherheeten. Et war mir gesot ginn am leschte Conseil, oh ben, mir net eleng, de Länner gesot ginn, géint de 15. Juni - ech hunn dat och an der Kommissioun gesot - géif d'Kommissioun hir Décision de signature, Proposition de décision de signature presentéieren. Elo si mer, ech hunn de Mueren nach mat der Madamm Malmström geschwat, entweder Enn Juni oder uganks Juli!

Bon, mir hunn als Regierung - an ech hoffen, dass Der mer dat gleef, well ech hunn lech dat jo gesot samschdes, wéi ech bei lech war - an där Sitzung net unanimement, mä Lëtzebuerg war bei deene fennef, sechs Länner, déi kloer gesot hunn: „Mir dierfe keen Zweifel dru loosse, dass an eisen Aen de CETA muss e geméischten Accord sinn.“ Dat hunn ech lech och mueren an der Kommissioun gesot.

Bon, an dat heescht, dass och d'national Parla-menter muss kënnen an d'ratifizéierungsprozedur erakommen.

Elo ass et esou - an dat ass EU-Recht, dat kann ech net änneren an Dir och net, dat ka kee vun eis änneren -, wann d'Kommissioun proposéiert, dass et een EU-Accord wier... A passt op! Wa mer ofwaarde géifen, wat d'Kollegen hei gesot hunn, wat mat Singapur ass, wa mer dat géifen ofwaarden, dat kennt héchstwahrscheinlech eréischt am Ufank vun 2017, dann ass do de Risiko ganz grouss, dass bei Singapur gesot gëtt: „Et ass EU only.“ Bon.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (*repré- sentant*). (M. Mars Di Bartolomeo *repré- sentant*.)

Elo weess ech net, wat d'Kommissioun mécht. Et ass schwéier ze interpretéieren. Ech weess just eent: De Conseil huet dat lescht Wuert! Al-lerdängs à l'unanimité! Et kënnen Länner sech enthalen. Dat zielt dann net. Mä wa Länner dergéintstëmme, dann hänke mer. Dann ass et esou! Bon. Mä dat ass, wéi gesot, de Lissabonner Traité. Dee kréie mir zwee, Här Baum, och wa mer dat wëilten, dee kréie mer net géinnert. Sou!

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*), *auteur.*- Ah, ech hunn en net votéiert!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Mir hunn... Jo!

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*), *auteur.*- Jo!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Mir sinn elo an enger Situatioun,...

(*Interruption par M. Marc Baum*)

...wou mer also mussen ofwaarden. Mir mussen also ofwaarden, wat d'Kommissioun mécht.

Dat, wat d'Chamber mer hei als Mandat gëtt, hunn ech jo - ech mengen, dat wësst Der - befollegt. An ech befollegen et och nach. Ech kéint jo net roueg schlöfen, wann ech dat net géif maachen; wéi Der mer dat hei sot, dat maachen ech och, honnertprozenteg. An ech maachen dat och, wat Der mer sot, wat ech zwar ugedeit hat, dass et net fir eis a Fro kéim, dass géif provisoersch a Kraaft gesat ginn, ier d'Europaparlament ofgestëmmt huet.

Wann also elo d'Saachen esou lafen, dass d'Kommissioun eng Propos mécht, dass de Conseil d'lescht Wuert huet, dass et en Accord mixte ass, da geet déi ganz Saach an d'Parla-ment, well iwwer de Fong gëtt et näischt méi ze diskutéieren! Da geet dat an d'Parlament. D'Parlament huet jo schonn eng Kéier ofgestëmmt iwwer den ICS am Kader och vum CETA. Dat wësst Der. Et war eng large Majoritéit derfir. An dann, wann et ofgestëmmt ass do, dann ass dat och europäesch Recht. Da ginn déi Deeler, déi EU only sinn, en vigueur gesat (veuillez lire: provisoersch applizéiert). An déi Deeler, wou d'national Parla-menter muss matschwätzen - den Här Bodry huet dat explizéiert -, déi ginn net a Kraaft gesat, bis dann d'Parla-menter zougesot hunn. Dat sinn der 38 effektiv. Et sinn der net 28, et sinn der 38.

An ech sinn och total mat der Chamber d'ac-cord, dass mir als Lëtzebuerg eis asetzen, och am Conseil, fir ze soen, dass den ICS - ob-schon et fir mech op jidde Fall kloer ass, et ass en internationaalt Geriicht -, mä dass dat soll énnert d'national Kompetenz falen, fir dass mer hei am Parla-ment och kënnen eng Diskus-sioun doriwwer féieren.

Ech wëll nach vläicht soen allgemeng zwou Saachen. Dat éischt, dat ass: Loosse mer net vergiessen, a verschidde Kollegen hunn dat jo och heibannen ugeschwat, zu Lëtzebuerg hänken 100.000 Aarbechtsplazen direkt an indirekt vum Aussenhandel of! Dat ass an deem Volumen a kengem aneren - a kengem aneren! - OECD-Land esou! An dat sinn héich qualifi-zéiert Aarbechtsplazen, déi mer duerch den Aussenhandel hei zu Lëtzebuerg generéieren.

Wat richtig ass, ass och, fir et méi einfach ze soen, no den USA, no China ass Kanada dat drëtt Land - dat drëtt Land! -, eisen drëtten Handelspartner ausserhalb vun Europa, fir Lëtzebuerg. Mir exportéiere fir 500 Milliounen Ser-vicer a Gidder a mir importéiere fir 250 Milliounen. Bon, do gesitt Der also, dass dat och e ge-wëssenen...

Wann Der mech elo nach frot, Här President, wéi et ausgesäit mat deenen eenzelne Länner - ech hunn dat an der Kommissioun gesot - da géif ech dat och nach eng Kéier ganz kuerz hei énnerrächen: Griichenland huet de Moment Problemer mam Feta, well eng grouss Commu-nautéit vu Griichen a Kanada ass an déi maachen och Kéis an déi wëllen deen och Feta nennen.

Dat Zweet, dat ass Bulgarien a Rumänien. Déi hu Problemer, well se mussen nach e Visa froen, déi Leit. An doduerch gëtt eng Vermes-chung gemaach, wat ech och legitimm fannen, vun de Bulgaren an de Rumänen. Si soen: „Wann d'Kanadier eis déi Visafräiheet ginn, da si mir och direkt d'accord.“

Bon, ech wëll elo net..., an ech mengen, wier-lech, ech respektéieren alleguerten déi Leit, déi do e Problem dermadder hunn. Wann ee kuckt, d'Gewerkschaften, an dat ass notoresch: A Skandinavien, an de baltische Länner an an Irland zum Beispill si se positiv agestallt. Bon, mir wëssen, dass d'Gewerkschaften extrem kri-tesch sinn hei bei eis. Dat hu mer zur Kenntnis ze huelen.

Ech hoffen, dass den Europäesche Gewerkschaftsbond, déi Associatioun, an och d'Syndi-kater, d'Gewerkschaften an Amerika, déi en Drot matenaner hunn, dass deen Dialog ka weidergefouert ginn, fir kënnen do vläicht op eng gemeinsam Linn a verschidde Saachen ze kommen.

TTIP a CETA, dat ass mäi lescht Wuert: Firwat ass CETA net TTIP? Ech mengen, ganz einfach, CETA ass en Accord, deen ausgehandelt war an der Substanz. Deen ass nëmmen oppgemaach ginn no de Wahlen a Kanada, well mer do jo dann deen neien ICS agebaut hunn an den „right to regulate“. Dat sinn déi zwou Saachen, déi mer agebaut hunn. An da kennt Der lech virstellen, dass d'Kanadier och e weineg onge-

dëleg sinn. Dat muss een och zur Kenntnis huelen. Dat dauert schonn zënter 2009. Déi nei Regierung huet deen Effort gemaach a si wëllen natierlech och elo zu enger Konklu-sioun kommen.

Mä et gëtt, zweetens, déi rout Linnen, d'Lignes rouges. An do ass et mer net baang, fir dat ze soen. Ech wëll awer virewech nach eng Kéier soen, dass CETA net een déguiséierten TTIP ass. Dat geet net! Et kann een net einfach soen: D'amerikanesch Entreprisé kommen elo iwwer iergendeen Kanal an Europa eran a wëllen dann dat erreechen, wat se vläicht net mam TTIP eng Kéier erreechen, duerch de CETA. Dat geet net!

Ech mengen, dat Zweet, wat ass, dat ass, dass den Investorenschutz, esou wéi mer en elo definiéiert hunn, wéi ech dat och elo gesot hunn, dass dat d'Regel ass fir all Fräihandelsaccorden, déi d'Europäesch Unioun elo ofschléisst. Och fir den TTIP!

Dat Zweet, dat ass de Finanzsecteur. Et kann net sinn..., ech soen lech dat, obschon dass mer jo an deem Secteur net ëmmer Lektouren ze ginn hunn un déi aner, mä dass mer awer do den „level playing field“ selbstverständlech oprechterhalen.

An dat Drëtt, dat ass ganz kloer, dass den „right to regulate“ honnertprozenteg muss bestoe bleiwen, esou wéi dat bei CETA de Fall ass, dass deen net ka gebéit gi beim TTIP an dass och effentlech Déngscht-leeschungen, wéi ech et gesot hunn, de Vorsorgeprinzip, dass dat d'nämlechte muss gemanaged ginn an d'nämlechte muss festgehalte gi wéi bei CETA.

Do si mer net. D'Amerikaner hu Bedenken op verschidde vun deene roude Linnen. Mä wann dat net ze maachen ass, da mengen ech, gëtt et grouss, grouss Bedenken, fir zum TTIP ze kommen. Ech weess och elo net, et soll jo elo erëm e Push kommen duerch de Conseil europäen. Ech weess och net, wat d'Amerika-ner maache mam TPP, dat heescht mat der Trans-Pacific Partnership, ob se deen nach virun de Wahlen an Amerika duerchkréien. Dat aller-déngs misst geschéien, fir dass een an d'Enn-phas, „endgame“, wéi een dat seet, mam TTIP kéint kommen. Mä do si mer net.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

An ier ech dem Här Baum d'Wuert fir Parole après ministre ginn, wollt ech dem Här Minister vläicht eng Informatioun mat op de Wee ginn, déi seng Positioun an och eis Positioun, fir dass CETA an TTIP als Accord mixte behan-delt ginn, kéint verstärken: Mir haten den 23. an de 24. hei zu Lëtzebuerg d'Konferenz vu sämtleche Presidente vun den europäesche Parla-menter. An an der Ofschlosserklärung ass ganz kloer formuléiert ginn, dass déi 38 wëllen insistéieren, dass déi Accorden net laanscht d'Nationalparla-menter ginn, mä mussen als Accord mixte behandelt ginn. An ech wäert mer och erlaben, déi Ofschlosserklärung un d'Kommissioun an och un de President vum Conseil ze verschécken, respektiv och un de President vum Europaparlament, deen duerch säi Vizepräsident hei vertruede war. Just zur In-formatioun. Ech mengen, mir stinn net alleng do. Déi aner Parla-menter gesinn dat genee d'selwecht ewéi mir.

Ech ginn dann direkt d'Wuert un den Här Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*), *auteur.*- Jo, Merci, Här President. Och Merci nach eng Kéier fir de Rappel vun der Positioun vun dem lëtzebuergesche Parla-ment och innerhalb vun der Assemblée vun den anere Parla-menter, déi, mengen ech, ganz wichteg ass, a wou jiddwer-een hei domadder d'accord ass.

Ech muss awer op eppes zréckkommen, wat den Här Ausseminister gesot huet zu de Schiidsgeriichter. En huet den Historique ge-maach. En huet gesot: „1959 huet dat uge-faangen.“ An et muss ee soen: Bis 1995 sinn et dräi bekannte Fäll ginn, wou State vun Entre-prises ugesicht gi sinn. Dat heescht, innerhalb vu 35 Joer dräi Fäll. Duerfir hunn déi Schiidsge-riichter am internationale Recht bis dohin-ner och kee wierkleche Problem duergestallt, well eigentlech ni op si zréckgegraff ginn ass.

An deene leschten 20 Joer huet sech dat awer multiplizéiert op 700. Alleng am leschte Joer si 70 esou Fäll, wou eenzel Entreprisé State virun deen ISDS gezunn hunn.

60% vun deene Prozesser sinn ausgaangen am Intérêt vun den Entreprises. Et gëtt entre-temps Hedgefongen, mat deem doten ISDS, déi op déi Prozesser spekuléieren, wéi se aus-ginn. Duerfir, an dat ass jo och dann d'Argu-mentatioun, eng Revisioun, vum ICS.

Et muss een awer soen: Deen ICS ass och selwer a sech onzoulänglech! Well wann dat net wier, da géif ech d'Motioun vun de Majori-

téitsparteien net verstoen, déi jo awer och do Nobesserungsbedarf gesinn. An ech mengen, dass deen Nobesserungsbedarf eigentlech och nach doriwwer erausgeet.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Selbstverständlech, Här Ausseminister.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, ech mengen, den Här Baum huet d'Antwort selwer ginn! Esou wéi den ISDS elo besteet, bei 100 vun eise Verträge, dat wollt mer jo net méi. A mir woll-ten och deen net huelen, fir an de CETA, an och net an den TTIP anzebauwen.

Duerfir hu mer jo gehollef: Mir ware sechs Län-ner - Däitschland, Frankräich, Dänemark, Hol-land, Schweden a Lëtzebuerg -, déi deen neie System op d'Bee gesat hunn. Dee System ass mat enger grousser Majoritéit am Europaparla-ment guttgeheescht ginn. Dee System ass elo scho bei der OECD als e Referenzsystem ugesi fir deen europäeschen Investitiounsschutz, deen dee charakteriséiere soll.

An duerfir géif ech awer mengen, dass dat e ganz, ganz grouse Schratt ass zu engem inter-nationale Geriicht, wou mer net méi an där Dunkelkammer vun deem ISDS do dra sinn.

9. Ordre du jour (suite)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och dem Här Ausseminister. Ech géif elo d'Chamber froen, wéi mer mat där drëtter Mo-tioun sollen emgoen. Mir hunn elo zwou Mo-tiounen, déi sinn ausdiskutéiert. Ech hu kee Problem, dass mer och elo direkt déi drëtt be-handelen an dann noeneen iwwert déi ver-schidde Motioune ofstëmme.

Ass déi Proposition am Sënn vun der Cham-ber, dass mer elo direkt der ADR d'Geleeenheet ginn, fir, wa se dat wëllt, nach eng Kéier hir Motioun ze explizéieren? An da géifen déi een-zel Kollegen dozou Stellung bezéien an da stëmme mer iwwert déi dräi Motioune of? Ass dat an der Rei esou?

(*Assentiment*)

Merci. Dann ass dat esou. An ech géif vläicht dem Här Kartheiser dann d'Wuert ginn, fir seng Motioun ze motivéieren.

10. Motion de M. Marc Baum relative au refus au Conseil de l'accord du Gouvernement à une signature de l'AECG et relative à la recherche active d'alliés pour s'opposer à la signature de l'AECG

Motion de M. Alex Bodry relative à l'Accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA)

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'information de la Chambre des Députés de toutes les décisions du Gouvernement relatives aux négociations de l'accord TTIP

Exposé

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*), *auteur.*- Här President, villmoos Merci. Ech wëll elo, well mir haten elo dräi Texter e bësse vill a leschter Zäit hei um Dësch, nach eng Kéier prezis-éieren, zu wat ech elo Stellung huelen. An dat ass déi Motioun, déi mer elo de Mëtte presentéiert hunn iwwert den TTIP, net iwwert de CETA.

An déi Motioun huet als Objet eigentlech, eng Lektoune ze zéien aus där Debatt, déi mer elo iwwert de CETA haten. Mir hate jo elo gesinn, an ech hat dat virdru kuerz ugeschwat, dass mer eng gewësse Fluktuation oder esou haten an den Debatten an an der Manéier, wéi mer sollen als nationaalt Parla-ment virgoen, wa mer esou en internationalen Traité als Lëtzebuerg virgeluecht kréien, a wéi mer eis Positioun do-zou solle formuléieren.

Déi Motioun, déi d'ADR hei presentéiert, läit eigentlech sënngeméiss an där Richtung vun deem, wat d'Majoritéit haut presentéiert huet, wat de CETA ueget, nämlech déi Haaptele-menter sinn déi, dass d'Regierung virun all Dé-cisioun an europäesche Gremie soll d'Chamber informéieren. Och dat ass en Element, wat jo

an der Majoritéitsdésioun (veuillez lire: Majoritéitsmotioun) zum CETA virkënt.

Déi zweet Fuerderung ass, datt d'Chamber soll e Mandat ginn der Regierung. Dat ass net gradesou staark an der Majoritéitsmotioun vun haut iwwert de CETA. Et geet awer och an déiselwecht Richtung. D'Majoritéit schwätzt vun enger Consultatioun, ech mengen, vun enger Consultatioun vun der aussepolitichescher Kommissioun, mä ech schwätze vun engem Mandat.

An dat drëtt Element ass, datt mer mussen drop insistéieren beim TTIP, datt dat onbedéngt en Accord mixte soll sinn. An ech mengen, all Parteien hunn haut och nach eng Kéier be-
tount, wéi wichteg dat ass.

Ech mengen also, datt inhaltlech an deem, wat d'ADR hei proposéiert, wahrscheinlech, ech géif mengen, all Parteie kéinten dermat d'accord sinn. Et ass einfach d'Léier aus der CETA-Diskussioun. Et ass e Signal och a Richtung Bréssel, wéi mer eis den Émgang mat engem eventuellen Accord iwwert den TTIP virstellen, engem Accord, deen et jo awer nach net gëtt. Och dat musse mer nach eng Kéier ennersträchen. Den TTIP ass nach a Verhandlung. Mir hunn nach keng konsolidéiert Texter, mir hunn nach keng Endversioun. Mä et ass kloer, egal wéi elo déi Verhandlung virginn, wa se zum Ofschloss kommen, da musse mer eis an enger verantwortungsvoller Positioun befannen, fir datt mer d'Interesse vun der Chamber, vum Land kënnen och an deene Ratifikatiounsprozedure wouerhuelen.

Ech wëll och vläicht do eng kleng Bemierkung derbäimachen: Et ass elo a leschter Zäit ëmmer erëm rieds gaangen, datt den TTIP misst onbedéngt ofgeschloss ginn nach ënnert der Administratioun vum President Obama. Et ass vläicht eng Versuchung, fir esou ze denken, och wéinst „fast track decisions“ an aneren, déi am amerikanesche Kongress geholl goufen. Mir mussen awer oppassen, datt mer eis net mat deem Argument elo ganz séier an eng Verhandlungssituatioun als Europäesch Unioen beginn, wou mer misst Konzessiounen maachen, déi mer net géife maachen, wa mer eis déi néideg Zäit géife loosser, fir esou e wichtege Traité ze verhandelen. A mir sollten eis net vum amerikanesche Kalenner an eisen Désiounen hei beaflosse loosser.

Mir sollten also hei - an dat ass eigentlech d'Propositioun, déi d'ADR haut mécht - och géintwärtig dem TTIP dat betounen, wat mer haut géintwärtig dem CETA betounen, an déiselwecht Richtung goen, direkt soen: „Mir hätte gär en Accord mixte“, direkt soen: „Mir wëllen als Parlament dorunner bedeelegt ginn.“ Dat ass dat, wat mir eis haut hei virgestallt hunn a wat mer lech, Här President, an den anere Kolleegen haut proposéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Vläch direkt d'Stellungnam vum Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Jo, ech wollt soen, Här President: Informéieren ass kee Problem. Ech mengen, dat maache mer och, net nëmmen informéieren, mä och de Bols fillen. Dass d'Regierung der Chamber seet, wat se wëlle huet, dass d'Regierung der Chamber nolauschert, wéi den Echo ass, domadder hunn ech kee Problem. Mä mir hunn hei am Land keng Kultur jee gehat, dass mer hei mat Mandater operéieren. Dat kenne mer zum Deel aus der Tweede Kamer vun den Hollänner. Mir kennen et och aus Dänemark. A mir wëssen, wat fir grouss Problemer verschidde Länner an den Négociatiounen domadder hunn!

Also, wann de Minister op Bréssel geet an de Conseil, e lauschert no, e kuckt: „Wouhinner leeft den Hues?“, da muss e Sputt hunn, fir kënnen d'Intérète vu Lëtzebuerg esou gutt wéi méiglech ze verrieden, opgrond natierlech, ech soen et nach eng Kéier, vun deem, wat en an der Chamber virdu geschwat huet bei wichtege Saachen, wat en och zu Ouere kritt huet.

Mä, wann ech gelift, kommt, mir fänken net un, Här President, dass mer elo op de Wee ginn, fir Mandater ze ginn, ier mer an d'Verhandlung ginn! Dat, mengen ech, gëtt näischt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Weider Wuertmeldungen? Den Här Bodry an den Här Mosar.

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur.**- Vläch just nach zousätzlech dozou, bon, et ass e bëssen esou eng Course, wat fir eng Motioun mer

nach elo presentéieren kënnen haut zu engem Thema, wat elo net ugeschwat ginn ass. Haut si mer eigentlech hei, fir iwwer CETA ze diskutéieren. Hei kënnt elo eng Motioun, déi direkt mat deem Thema näischt ze dinn huet, déi virun allem awer och double Emploi mécht mat enger Motioun, déi mer schonn hei gestëmmt hunn.

(Interruption)

Majo dach, ech hunn den Text hei leien. Wann Dir den Text och doleien hutt, kënne mer jo déi Texter vergläichen. Et ass eng Motioun hei: „Dépôt: Marc Angel, Fernand Kartheiser“, liesen ech, de 7. Juli 2015. An do steet genau am leschten Turet hei mat dran, dass d'Regierung soll an allen Institutiounen derfir suergen, dass dat hei sollt als Accord mixte ugesat ginn an dass do soll d'Ratifikatioun duerch sämtlech Parlamenten goen. Dat heescht, mir brauchen also net an enger Motioun nach eng Kéier ze widerhuelen, wat mer alleguerten hei a schéiner Eintracht d'lescht Joer schonn décidéiert hunn. Et mécht also double Emploi mat enger Positioun, déi mer schonn als Chamber hei hatten.

Fir de Rescht, mengen ech, huet de Minister dat gesot, wat zum Mandat ze soen ass. Déi Appréciatioun deele mer. Dat ass eng traditionell Appréciatioun, déi hei an der Chamber zumindest bis elo ëmmer majoritär war, dass mer net op de Wee sollte goe vun imperativer Mandater fir d'Regierung bei europäesche Verhandlungen.

Fir de Rescht, mengen ech, ass d'Zousou do vun der Regierung selbstverständlech, fir, wa se dat beim CETA mécht, och beim TTIP enk mat der Chamber Konzertiatiounen ze féieren, soudass Der heimadder offen Dieren arennt. An duerfir wäerte mir déi heite Motioun net stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Bodry. An d'Wuert huet direkt den Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Une fois n'est pas coutume: Mir deelen hei d'Positioun vun der Regierung, vum Ausseminister an och vum Här Bodry. Et kënnt souguer nach eppes derbäi. Mir hu jo elo, wa mer déi Motioun hei vun der Majoritéit stëmmen, e kloer Konsensus, datt deen CETA-Accord muss en Accord mixte sinn. Den Alex Bodry huet mat Recht ennerstrach, datt mir eng äänlech Motioun iwwert den TTIP hunn. An ech wëll och drun erënneren: Mir hunn och eng iwwert den TISA ugeholl, well dat ass jo déi nächst Etapp...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo, neen, d'accord. Mä och do ass gesot ginn, datt dat sollt en Accord mixte sinn. Dat heescht, mir hunn eigentlech hei e Konsensus an en Accord, datt déi dräi grouss Fräihandels-accorde sollen en Accord mixte sinn. An duerfir mengen ech, datt dat hei wierklech net noutwendeg ass, datt mer elo nach erëm eng Kéier an enger zousätzlecher Motioun dat nach eng Kéier widerhuelen. Mir sinn eis eens.

Wat de Mandat ubetrëfft, deele mer hei d'Positioun och vun der Regierung. Ech mengen, et wär elo net gutt, wa mer hei op deem Terrain géifen op eemol e Mandat aféieren. Duerfir wäerte mir déi Motioun vun der ADR net stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Soss Wuertmeldungen? Den Här Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Ech ka mech am Numm vun der DP nëmmen deenen Aussoe vu menge Virriedner uschlëssen. Ech wëll virun allem awer op ee Punkt nach hiweisen, wat den Ausseminister hei richteg gesot huet: Ech mengen, d'Regierung muss awer ëmmer e gewëssene Spillraum hunn, wann op internationalem Niveau dann Traitéen duerchdiskutiert ginn. An da wëll ech awer och nach eng Kéier hei ennersträchen, datt jo awer trotzdem ëmmer den Echange d'informations gutt fonctionnéiert, deen dann automatesch dem Minister e gewëssent Mandat jo schonn da matgëtt, well e jo awer da spiert, wat an der Kommissioun diskutéiert gëtt, soudatt mir déi heite Motioun och als quasi superflu ugesinn an och wäerten ofleenen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ech gesi vun eis hei keng zousätzlech Wuertmeldungen. Den Här Minister hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Ech wollt just eppes soen. Ech weess elo net, ob ech Recht hunn, mä ech loosser dat och direkt nokucken, Här Mosar. Ech mengen, bei TISA, do ass e kloer Mandat, dass d'Kommissioun eleng négociéiert. Ech kucken dat awer no. Dat wëllt net soen,...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Neen, dat wëllt net soen, dass mer net sollen hei driwwer schwätzen. Mä do ass d'Kompetenz, sou wéi ech et am Kapp hunn, bei der Kommissioun.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- Et ass just eng Prezisioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- Här President, Merci. Ech wollt net nach eng Kéier en Argumentaire maachen. Ech wollt just, ratione materiae, hei eng Kloerstellung maachen. De Mandat geet net iwwert d'Verhandlung. De Mandat geet iwwert d'Unhuelen oder d'Netunhuele vum Verhandlungsergebnis. Dat ännert wahrscheinlech näischt un deenen Argumenter, déi mer elo hei héieren hunn. Mä et ass awer, wat de Fong vun der Diskussioun ugeet, eng substanzuell aner Approche.

Ech wollt dat just kloerstellen, fir datt mer et am Protokoll hunn. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci fir d'Prezisioun. Ech géif dann elo d'Diskussioun definitiv ofschlëssen an der Chamber proposéieren, dass mer chronologesch géife virgoen, fir d'Éischt géifen ofstëmmen iwwert déi Motioun, déi als éischt erabruecht ginn ass, déi vun deene Lénken, dann iwwert déi, déi de Mëtte vum Här Bodry erabruecht ginn ass, an dann en fin de compte déi drëtt Motioun, déi de Mëtte vum Här Kartheiser abruecht ginn ass.

Ass dat am Sënn vun der Chamber?

(Assentiment)

Merci.

Da géif ech proposéieren, zum Vott iwwerzegoen iwwert déi éischt Motioun. Dat ass d'Motioun vun deene Lénken. Deen derfir ass, schwätzt sech mat Jo aus, an deen dergéint ass, folgerichtig mat Neen.

Vote sur la motion de M. Marc Baum

An de Vott ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Resultat: 55-mol Neen, 2-mol Jo an 3 Abstentatiounen. Domat ass déi éischt Motioun, déi vum Här Baum abruecht ginn ass, ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen dann direkt zu där zweeter Motioun iwwerzegoen. Den Apparat ass prett.

(Brouhaha)

Dat ass also d'Motioun, déi vum Här Bodry abruecht ginn ass.

Vote sur la motion de M. Alex Bodry

Wien dermat d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wien dergéint ass,...

Also, hei ass bei mir eppes net gelaf.

(Interruptions diverses)

(Concertation interne)

Fin du vote. Jo, et geet alles op: 58-mol Jo, an 2 Abstentatiounen. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude

Wiseler), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géife mer zu där leschter Motioun iwwerzegoen. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Kartheiser abruecht ginn ass.

Vote sur la motion de M. Fernand Kartheiser

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 55-mol Neen, an 2 Abstentatiounen. Domat ass déi Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech soen lech Merci.

A mer géifen dann zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour iwwerzegoen. Dat ass de Projet de loi 6948, en Accord zwëschen de Benelux-Staten an dem Kasachstan. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den honorabele Rapporteur, den Här Yves Cruchten, ass scho prett.

11. 6948 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la République du Kazakhstan relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et de son Protocole d'application signés à Bruxelles, le 2 mars 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Ech mengen, Dir hutt alleguerten op deen heite Projet haut de Mëtte gewaart. An ech sinn och scho méi wéi eng Kéier gefrot ginn, ech soll mech dach wann ech gelift kuerzfaassen. An ech probéieren, dat och ze maachen.

Mir stëmmen hei e Gesetz, mat deem mer den Accord iwwert d'Readmission tëschent dem Kasachstan a Lëtzebuerg unhuelen. Dëst gëtt dann deen 19. Accord de réadmission, dee Lëtzebuerg am Kader vun der Benelux-Kooperatioun ugeholl huet. Derbäi kommen nach 17 där Accorden, déi d'EU ofgeschloss huet. Dësen Accord gouf vun de Belsch ausgehandelt an den 2. März 2015 zu Bréssel ennerschriwwen.



Kuerz awer: Ëm wat geet et? Ma, et geet drëms, de Retour vu Persounen ze regelen, déi sech illegal hei am Land ophalen. Beträff sinn entweder Leit mat der kasachescher Nationalitéit oder awer Leit, déi virdrun am Kasachstan gelieft hunn. Hei gëtt dann de Prinzip festgehale, dass dës Persounen iwwerhaapt zrëckgeholl ginn. Da gëtt awer och definéiert, wéi d'Modalitéite vun esou enger Réckféierung sinn: d'Délaien, d'Dokumenten, déi néideg sinn, an esou weider. Iwwregens gëllt dat selbstverständlech och fir Lëtzebuurger, déi sech géifen illegal am Kasachstan ophalen.

Ech ginn hei net an den Detail vun de Bestëmmungen a verweisen op mäi schréffleche Rapport. Ech géif just gären awer festhalen, dass u sech d'Demande fir esou en Accord net vu Lëtzebuerg komm ass. Effektiv gouf et an de leschte Joren hei net een eenzege Fall, wou esou eng Réckféierung an de Kasachstan néideg gi wier. D'Demande koom nämlech vu kasachescher Säit, well dës Accorde sinn an der Regel verbonne mat enger Viraussetzung, fir kënnen eenzel Visaerlichterungen ze kréien.

Um Enn bleift nach ze soen, dass de Rapport an der Kommissioun den 9. Mee vun der Kommissioun unanime ugeholl gouf. An ech ginn och direkt den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Cruchten. An d'Wuert huet elo direkt deen éischte Riedner, den Här Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci dem Rapporteur fir säi schnellen, awer ganz komplette schréfflechen a mündleche Rapport. Mir wäerten natierlech deen Accord do stëmmen, och wann e wahrscheinlech kee grouse praktesche Mehrwärt wäert kréien.

Här Ausseminister, ech wollt awer profitéieren, fir nach eng Kéier eng Fro ze stellen, déi mer schon oft stellen, déi a sech méi wichteg ass, nämlech: Wou si mer dru mat den Accords de réadmission mat de Maghreb-Länner? Well, ech mengen, dat ass eng Fro, déi wesentlich méi wichteg ass. An ech wär vläicht frou, wann Der eis do kéint soen, wat de Stand der Dinge ass.

(Interruption)

Jo, EU respektiv Benelux.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. Dann den Här Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e klenge Projet de loi, deen een awer trotz allem soll respektéieren. E beweist zwar eemol méi, wéi wichteg och de Benelux fir eis als Lëtzebuerg ass.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Gusty Graas (DP).** - An ech profitéieren selbstverständlech och vun der Geleeënheet, fir dem Här Yves Cruchten Merci ze soe fir säi flotte mündlechen an och schréffleche Rapport, a bréngen och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Graas. An den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, ech soen dem Här Cruchten Merci. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, et ass fir eis natierlech eng ganz positiv Entwécklung, dass mer elo mam Kasachstan dësen Accord hunn. An ech soen dem Här Cruchten och Merci fir dee Rapport. Mä et ass trotzdeem, wa mer schon eng Kéier iwwert de Sujet hei schwätzen, awer vläicht eng Geleeënheet, fir zwee oder dräi Punkten opzewerfen.

Deen éischten ass deen, an den Här Mosar hat scho kuerz driwwer geschwat, dass mer awer mussen gesinn, esou steet et hei, dass déi Négociatioun mat Algerien nach net ugefaangen hunn. An dat ass jo awer eent vun deene Länner, wou eng ganz Rei vu Réfugiés économiques am Abléck hierkommen. An d'Fro ass awer gestallt, ech mengen, et ass eng Erausforderung un eis Politik, mä awer och un d'Politik vun der Europäescher Unioun allgemeng, wéi eng Mëttele mer eis wëlle ginn, fir géintiwier deene Länner awer e gewëssenen Drock auszeüben, dass mer dee Phenomeen an de Grëff kréien.

Et ass also, mengen ech, elo net harmlos, net anodin, näischt, wat mer sollten négligéieren.

Mat Tunesien, mat anere Länner sinn d'Négociatioun weinstens amgaangen. Mir si virun der Erausforderung, fir mat Algerien a mat anere Länner och ofzeschléissen.

Kosovo, och eng aner Saach: Mir hunn nach ëmmer ganz vill Leit, déi aus dem Balkan kommen. Emmer erëm gouf probéiert, dee Flux anzudämme vu Leit, déi praktesch esou gutt wéi keng Chance hunn, kënnen heizbleiwen. Et sinn, an der Vergaangenheet Léisungen ugeduecht ginn: Réintroduction Visaflicht; wou ass am Abléck eigentlech déi Diskussioun drun? Wéi wëllt d'Regierung, sief et national, sief et um europäesche Plang, de Flux vu Leit aus dem Balkan awer stoppe kënnen? Ech mengen, et ass net nëmmen an eisem Interessi, et ass jochlussendlech och am Interessi vun deene Leit a vun deene Länner, fir dass dee Phenomeen iergendwéi awer endlech ënner Kontroll kënnt.

An eng drëtt Fro, déi aus der Aktualitéit kënnt: Den Här Mosar hat virdrun a senger Intervention gesot, et wëllt kee Maueren oder et sollt kee Mauere ronderëm Europa bauen. Dat ass eng Interpretatioun, déi ee kann esou gesinn. Mir stellen awer fest, dass elo eng ÖVP, also eng Schwësterpartei vun der CSV, mat enger SPÖ an Eisträich eng Regierung stellt, wou den eisträicheschen Ausseminister elo awer proposéiert, op den australesche Modell iwwerzegoen. Ech gesinn also, dass och an där Parteiefamill vum Här Mosar awer aner Modeller an aner Iddien ëmmer méi zirkuléieren. Et brauch een net an Ungarn kucken ze goen, et geet elo duer, bis an Eisträich ze goen an op aner Plazen, fir op esou Iddien ze kommen.

A ganz Europa sinn am Abléck, wann déi international Press sech net iert, nach véier Länner, déi op där däitscher Linn sinn. Dorënner ass natierlech och Lëtzebuerg, wat déi däitsch Virgaben an der Migratiounspolitik nach ëmmer deelt. Véier vun 28. Et ass also schwéier, einfach ze argumentéieren, déi, déi dat net wëlle matmaachen, wat zu Berlin, wat zu Bréssel, wat zu Lëtzebuerg gesot gëtt, déi wäeren einfach net solidäresch.

Déi Konditiounen an Europa an d'ASTellung zu der Migratiounsproblematik ännere sech rasant. An et ass einfach fir eis wichteg, dass mer, wa mer schon d'Geleeënheet hunn, fir iwwer esou e Projet ze schwätzen, en och an engem Gesamtzesammenhang gesinn. Dee Gesamtzesammenhang ass déi staark Migratiounskris.

An all Geleeënheet, déi mer sollten hunn hei am Parlament, fir dee Phenomeen ze analyséieren a fir ze kucken, wéi mer e kënnen an de Grëff kréien, sollt mer och notzen. Dohier déi Froen un den Ausseminister: Wat maache mer mat de Réfugiés économiques aus Nordafrika? Wat maache mer mat deenen aus dem Balkan? Wéi kréie mer dat an de Grëff? A wéi stellt sech de lëtzebuergeschen Ausseminister zu de Propositiounen vu sengem eisträichesche Kollege, déi ganz rezent gemaach goufen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et geet awer net esou schnell, wéi Der gemengt hutt. Merci, Här President. Mir sinn der Meinung als déi Lénk, dass dës Chamber soll versichen, kee Feeler ze maachen an dee Projet de loi net unzehuelen.

Esou einfach ass dat net. Eng Réckféierung an en Drëttland kann nëmme stattfannen, wann am Virfeld individuell ënnersicht gouf, ob déi betreffend Persoun an deem Land kenger Verfolgung ausgesat ass oder net. Gouf leeft, vun deem Land an eng geféierlech Situatioun zrëckgeschéckt ze ginn.

Déi Accords de réadmission, esou gëtt gesot, géifen deemno just administrativ Prozedure virgesinn, fir juristesche Décisiounen auszeféieren, a si wieren neutral, wann et ëm Mënscherechter geet. Esou einfach ass dat awer net, well déi Accorde kënnen an der Praxis leider ganz wuel zu Mënscherechtsverletzunge féieren, virun allem och, wann d'Readmission vu Persounen aus Drëttstater a Persounen ouni Nationalitéit doranner geregelt gëtt, wéi dat an deem heite Vertrag jo och de Fall ass. Dee Vertrag, dee gesäit jo och vir, dass Leit, déi net déi kasachesch Nationalitéit hunn, kënnen do erëm zrëckgeschéckt ginn. An ech denken, dat kéint och zum Beispill chineesesch Bierger treffen.

Mä ech wëllt och nach op e Beispill zrëckkommen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg scho ganz vill Feeler a ganz grav Dommheete gemaach. Ech mengen, den Här Ausseminister, dee ka sech wahrscheinlech och drun erënneren. Et war awer wierklech net säi Feeler deemools. Déi Décisioun huet hien net getraff.

Dat war den Här Juncker, wou en tunesesche Matbiurger, den Här Kalifi, an Tunesien zrëckgeschéckt ginn ass, well e wahrscheinlech dé-

noncéiert ginn ass vun engem Indic hei zu Lëtzebuerg. Dat war ënner dem Ben-Ali-Regimm. An do gouf behaupt, e wier en Terrorist oder esou, wat och ëmmer, opgrond vun enger ganz komesch gefouerter Enquête vun der Police. Dee Mann, deen ass an Tunesien geschéckt ginn. Deen ass sechs Joer laang an de Prisong do gaangen an torturéiert ginn, wéi dat deemools an eisem esou wonnerschéine Partnerland Tunesien de Fall war!

Ech ka mech nach erënneren, op eng Question parlementaire hat de Jean-Claude Juncker du flapseg, wéi en dat ëmmer esou gutt konnt, geäntwert: «Le Luxembourg n'a pas d'emprise sur le déroulement des procédures judiciaires dans lesquelles Monsieur Kalifi a pu être impliqué en Tunisie.» Mä d'Commission consultative des droits de l'Homme huet awer du scho gesot, dass déi Expulsioun «se déroulait en violation de la législation nationale et des conventions internationales en matière de droits fondamentaux», a seet weiderhin: «Si celui-ci n'était pas en mesure d'agir sur le déroulement des procédures judiciaires à Tunis, il est néanmoins évident qu'il assume la responsabilité pour le refoulement de Monsieur Kalifi en Tunisie.»

Den Här ass erëm zrëckkomm op Lëtzebuerg schlussendlech. Et ass e Feeler geschitt deemools. An ech mengen, mir mussen och oppassen, well mir schwätzen iwwer Kasachstan. An ech mengen och, de Conseil de l'Europe, deen huet schon enger Recommendation vun 2002 gesot: «Les accords de réadmission risquent néanmoins de constituer une menace, directe ou indirecte, pour les droits de l'Homme des migrants en situation irrégulière ou des demandeurs d'asile.» Dat, well e Risiko grad besteet, dass gewësse Länner d'Mënscherechter zwar um Pabeier, awer net an der Praxis anhalen, an dass dat vun hei aus ganz schwéier ze beurteilen ass! Et ass natierlech keng Regierung, déi seet: „Jo, ma selbstverständlech respektéiere mer d'Mënscherechter“, mä déi soen: „An eise Prisongen oder Centres de détention, do leeft alles ganz gutt of.“

A besonnesch problematesch wier awer, wéi gesot, d'Situatioun vu Persounen aus Drëttstater och. Déi Recommendation, déi seet och weiderhin: «C'est pourquoi l'Assemblée parlementaire appelle les États membres du Conseil de l'Europe: à ne conclure des accords de réadmission qu'avec les pays qui se conforment pleinement aux normes pertinentes en matière de droits de l'homme et à la Convention de Genève de 1951, ont mis en place de véritables systèmes d'asile, protègent le droit à la liberté de circulation de leurs ressortissants et n'érigent pas en infraction pénale les entrées ou les départs irréguliers du pays en question».

Dat ass am Kasachstan awer definitiv net de Fall! Zum Beispill kann een nach am Rapport vum UNO-Comité géint d'Folter vun 2014 - ganz rezent - liesen, dass a staatleche Centres de détention am Kasachstan Leit gefoltert ginn, et zu Mësshandlung kënnt a Leit och vergewaltigt gi vu Beamten, déi dat iwwerwaachen. Dat ass d'Realitéit am Kasachstan! Ech brauch lech jo awer och kee Bild ze zeechen, fir lech ze erklären, dass dat Land jo awer elo net onbedéngt lupenrein ass.

Souguer d'EU-Kommissioun huet scho festgestallt, dass et mat den Accords de réadmission kann zu Mënscherechtsverletzunge kommen. An och wann herno schlussendlech gesot gëtt, dass an deene leschte Jore kee betraff war, ech fannen, dat ass awer keen Argument, dass bis elo kee betraff ginn ass, dass mer trotzdeem en Accord de réadmission maachen. Wann ee betraff wier a wann ee mësshandelt gi wier duerch eng Décisioun, déi schlecht geholl gi wier vun eisen Autoritéiten, wann dat souwäit wier, da sinn ech frou, zu deenen ze gehéieren, déi géint dee Projet de loi gestëmmt haten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun der Diskussioun. An d'Wuert huet den Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo, also d'Chamber ass e breet Feld an ech hunn natierlech elo vill Froe gestallt kritt. Ech versichen, an zwou Minuten dorobber ze äntwerten.

Dat Éischt, dat ass - ech profitéiere vläicht, Här Mosar -: Bei TISA ass d'Nature juridique nach net fixéiert. Dat mussen mer also ofwaarden.

Här President, ech mengen, den Här Kartheiser huet e klengen Denkfeeler gemaach: D'Visaen, d'„visa liberalisation“ fir déi véier Länner Ukrain, Georgien, Kosovo, Türkei ass nach net ofgeschloss. Dat heescht, aus dem Kosovo hunn d'Leit, wa se erauskommen, nach keng Visafräiheet. Si mussen nach ëmmer e Visa froen, soudass dat also do net kéint mat Visaentzuch erëm geschéien.

Dee Problem aus dem Balkan, an do gëtt et verschidde Länner, deen hu mer effektiv, dat wësst Der, a mir net eleng - mir net eleng! -, mir hu schon hei driwwer geschwat. Et kann een awer net soen, Här Kartheiser, dass déi Leit, déi kommen, absolutt keng Chance hunn, fir hei Asyl ze kréien a verschidde Situatiounen. Dat gëtt et och. An duerfir hu mer d'Prozedur.

Eng Clause de suspension si mer elo amgaang auszenégociéieren, och ier mer op d'Visaliberaliséierung gi mat der Türkei. A wa verschidde Evenementer oder wa verschidde Situatiounen sech astellen, dass een dann och erëm iwwert déi Clause de sauvegarde kann zrëckkommen op dat, wat mer Visaliberaliséierung nennen.

Algérie, Maroc, Tunisie: Tunesien geet, Tunesien akzeptéiert d'Leit zrëck. De Premierminister war och elo hei. Dann ass et och, wou et extrem schwierig ass, dat ass Algérie. Dat war nach ëmmer esou. Ech sinn elo zwielef Joer do amgaange gewiescht domadder! Dat ass terribel schwéier. Maroc ass och net einfach. Wéi mer zu La Valetta waren, hunn déi Verantwortlech vun de Länner gesot: „Mir huele se zrëck, allerdéngs ënner enger Konditioun, dass se fräiwëlleg kommen, déi Leit.“ An Dir hutt der jo vill, déi net fräiwëlleg, selbstverständlech, erëm zrëckginn.

Wou mer mat den Négociatiounen dru sinn, Här Mosar: Dat ass e Kampf! Dir wësst, dass gréisser Länner, wou Däitsch geschwat gëtt zum Beispill, déi sinn amgaange mat de Mahgreb-Länner ze versichen, bilateral eppes fäerdegzebréngen. Dat ass net ganz europäesch geduecht. Well et misst ee jo alles setzen, fir dass et europäesch geschitt! Dann äntwerten déi Däitsch: „Mir gesi keng Fortschritter vun deene Responsabele vun der Europäescher Unioun.“

Et ass also schwierig, et bleift schwierig, mä ech mengen, de Moment kënnt, dass mer mat deene Länner och mussen déi komplex Relatiounen kucken, déi mer alleguerten hunn, siefen et ekonomescher, siefen et anerer, an da versichen, do awer e gewëssenen Drock opzebauen. Well ech mengen awer, dass mer am Recht wieren, wa Leit aus de Mahgreb-Länner de Fliger huelen, op Istanbul fléie fir 60, 70 Euro an da versichen, iwwer Lesbos an Europa ze kommen. Dat huet awer nun näischt ze di mat effektiv Leit, déi Schutz brauchen! An duerfir muss een och kënnen da selbstverständlech och do reagéieren.

Zum Kurz - also deen heescht Kurz Sebastian -, deen huet net meng Faveure bei deem, wat en do gesot huet. Dir wësst, dass d'Australier eng Insel gelount hunn, praktesch - ech mengen, Samoa heescht déi Insel? - an do d'Leit hischécken. Ech weess net, wat da soll geschéie bei Eisträich. Vläch loun se eng Alp a setzen d'Leit dann dodrop. Also, éierlech gesot, ech fannen et net gutt, wierklech net gutt, dass mer esou Saachen an d'Welt setzen! Alles, wat mer solle maachen, dat ass, dass mer solle versichen, europäesch Léisungen ze fannen an net national Léisungen, déi an déi falsch Richtung ginn.

Australien ass net, a menger Iwwerzeugung, ee Beispill, wat mer sollen an Europa imitéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Da Kasachstan. Bon, ech ginn lech net onrecht. Dat ass wéi all Länner an Zentralasien: et gëtt prekär Situatiounen heiandsdo. Mä wa mer awer kënnen en Accord de réadmission mat deene Länner maachen, och am Numm vun der Europäescher Unioun, ech mengen net, dass et e grouse Feeler wier, wa mer dat géifen ënnerloossen (veuillez lire: wa mer dat géife maachen).

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6948.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6948 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis,

Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir ginn dann zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 6903. An ech soen lech net vill driwwer, well de Rapporteur, den Här Lex Delles, scho prett ass. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

12. 6903 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.**- Merci villmools. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleienden Text gouf den 12. November vum leschte Joer an der Chamber déposéiert. An der Sétzung vum 9. März 2016 gouf ech selwer zum Rapporteur vum deemem Projet designéiert. De Statsrot grad wéi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hu jee weils zwee Avisen ofginn, op déi ech méi spéit a menger Interventioun nach wäert zrëckkommen; net ze spéit.

Èm wat geet et an deem virleienden Text? Op den éischte Bléck handelt et sech ëm en éischter technesche Projet, deen awer eng ganz Rei vu prakteschen, spierbare Konsequenze wäert um Terrain hunn. D'Reform vum éffentlechen Déngscht fënnt och hiren Nidderschlag am Enseignement.

Insgesamt zéng Dispositiounen gi mat deemem Gesetz un déi nei gesetzlech Basis ugepasst respektiv nei formuléiert:

Éischtens ass dat d'Ëmsetzung vum der Dispositioun fir d'Belounung fir déi Enseignanten, déi an der Bewäertung vum hirer Aarbecht den Niveau 4 errechen;

zweetens, d'Afféierung vum der Formation fir Chargé-de-coursen, déi à durée indéterminée agestallt ginn;

drëtzens, d'Afféierung vum der Lëscht 1bis, fir dass d'Enseignanten am Déngscht kënnen vu Plaze profitéieren, déi am Kader vum der éischter Lëscht fräi gi sinn;

véiertens, d'Ofschaffung, dass Enseignanten aus dem Enseignement spécial eng Wochentache vum 21 Stonne par rapport zu 23 Stonnen am normale Regimm hunn;

fënneftens, d'Afféierung vum der Méiglechkeet fir Schoulmeeschteren a Chargés de cours, fir kënnen vum de Méiglechkeete vum der Carrière ouverte ze profitéieren;

sechstens, Ännerungen an der Annex A vum Gesetz vum 25. März 2015, fir dass och Enseignanten, déi am lwwergangsbarème vum Enseignement sinn, kënnen an d'Carrière vum Instituteur spécialisé kommen;

siwentens, d'Definitioune vum den Exigenzen, déi d'Kandidate fir de Stage a Saachen Éischt Hëllef, Schwammen an Encadrement vum de Kanner an engem ausserschoulesche Kontext mussen hunn;

aachtens, d'Schaffung vum enger gesetzlecher Basis fir eng Indemnisation vum de Jurysmembere fir d'Épreuves préliminaires a vum Cours;

nénngens, d'Clarification vum bestëmmten Aspekter, wat d'Aarbecht vum den Inspekteren ugeet;

an dann, zéngens, d'Rektifikation vum engem Feeler am Gesetz vum 25. März vum 2015.

Här President, ech wëll op e puer Punkten e bësse méi genee agoen. Fir den Detail zu deenen anere Mesuren erlaben ech mer, op de schrëftleche Rapport ze verweisen.

Éischtens wollt ech do zu där neier Lëscht 1bis Stellung huelen. Zanter ville Joren ass dës Lëscht eng Revendication vum Léierpersonal. Bis elo konnten am Kader vum de Reaffectatione just Stagiairen oder, wann et net genuch Demandé gouf, an enger zweeter Phas och Leit aus der Reserv vum de Suppléanté sech op där éischter Lëscht aschreiwelen. Elo, mat där neier Lëscht, kënnen och Enseignanten, déi am Schoulbetrib dra sinn, sech op Plaze mellen, déi am Kader vum de Reaffectatione vum der éischter Lëscht fräi gi sinn.

Duerch de virleienden Text gëtt och eng Derogation ofgeschafft, dass d'Enseignanten aus dem Enseignement spécial nëmmen eng Tache vum 21 Wochestonnen hu par rapport zu deenen 23 Stonne fir dat anert Léierpersonal. Dës Derogation ass net méi ze justifiéieren, well dës Leit am Fong geholl elo déi nämlecht Aarbecht maache wéi hir Kolleeginnen a Kolleegen. Derbäi kënn, dass et fir dës Derogation zanter der Reform vum 2009 vum der Grondschoul och keng gesetzlech Basis méi gëtt, fir dës Ausnameregulung. Ausserdeem war dës Derogation...

(Brouhaha)

...och net onbedéngt förderlech fir d'Betribsklima tëscht den Enseignanten aus deenen zwee Regimmes. Duerch d'Ofschafung vum der genannter Derogation gi ronn 200 Wochestonne fräi, déi an den Unterrecht direkt kënnen zrëckinvestéiert ginn.

A puncto Éischt Hëllef, Schwammunterrecht an Encadrement vu Kanner an engem net schouleschen Ëmfeld ginn nei zousätzlech Konditionnen definéiert, déi een an Zukunft muss erfüllen, fir kënnen an de Stage ze kommen.

Hei gëtt et zwou Méiglechkeeten: Entweder et huet een am Virfeld en Éischt-Hëllef-Cours vum op d'mannst 25 Stonne gemaach, e Brevet am Sauvetage vu minimal zwielef Stonnen an eng Formation fir d'Betreijung vu Kanner an engem net schouleschen Ëmfeld vum op d'mannst 24 Stonne gemaach, oder awer et kritt ee fir d'Promotioun 2017 e weidert Joer zougestaan, fir dës Konditionnen ze erfüllen.

ler ech zu den Avisa kommen, nach e Wuert zum Zäitpunkt vum Akraafttriede vum de verschiddeenen Dispositionnen aus deemem Gesetz, well dës och an der Kommissioun, wou de Rapport ofgestëmmt ginn ass, a Fro gestallt ginn ass. Et ass esou, wat éischter ongewéinlech ass, dass et hei direkt e puer verschidde Daten gëtt, wéini se a Kraaft trieden.

Verschidde Dispositionnen trieden, well se sech aus der Reform vum der Fonction publique erginn, réckwierkend op den 1. Oktober 2015 a Kraaft, nees anerer op den 1. Juni 2016 an de Rescht op de 15. September 2016. Well dës réckwierkend Entrée en vigueur awer zu kengem sengem Nodeel ass, war de Statsrot mat dëser Dispositioun averstanen.

Här President, nach e puer Remarques zu den Avisen, fir d'Éischt zu deem vum Statsrot. A sengem Avis vum 23. Februar 2016 war eng Opposition formelle ze fannen. Dës war awer éischter juristesche-technescher Natur an net inhaltlecher. Et ass ëm d'Fro vum der Hierarchie vum de gesetzlechen Normen am Kader vum där neier Éischt-Hëllef-Formation fir d'Enseignante gaangen. Hei huet de Statsrot och d'Fro opgeworf, ob et net besser wär, e Minimum u Kritäre fir dës Formation via Gesetz ze definéieren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics fir hiren Deel begréisst den Text zum ganz groussen Deel. Virun allem d'Afféierung vum der Lëscht 1bis fënnt der Chamber hir Zoustëmmung, handelt et sech hei dach ëm eng laangjäreg Fuerderung vum den Enseignanten. Och d'Ouverture vum der Carrière ouverte gëtt vum dëser Chamber begréisst. Si gesäit doranner deen éischte logesche Schratt am Hëllef op d'Afféierung vum spezialisierten Enseignant. Och wat d'Gläichstellung vum der wëchentlecher Stonnenzuel vum den Enseignanten aus dem Enseignement spécial an

deenen aus de Cyclen 2 bis 4 ugeet, schwätzt sech d'Chamber fir dës Mesuren aus.

Här President, ofschléissend wëll ech de Membere vum der Educationskommission nach e grouse Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht bei deemem Projet. An och nach eng Kéier e grouse Merci fir säi leschte Rapport, deen den Här Philip Modert mer gehollef huet maachen.

Dës gesot, Här President, ginn ech dann och den Accord vum der Demokratescher Partei zu deemem virleienden Text.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur, dem Lex Delles, villmools Merci soe fir säi komplette mëndlechen an och schrëftleche Rapport. Ech géif wëllen zu véier Punkten e puer lwwerleunge maachen an och e puer Froe stellen.

De Projet de loi 6903 hält ënner anerem zousätzlech Konditionne fest, déi d'Kandidaten, déi jo wëlle Schoulmeeschter am Fondamental ginn, mussen erfüllen, fir iwwerhaupt zum Cours fir de Stage zougelooss ze ginn: Notamment muss e eng Formation am Secourismus maachen, e Brevet am Rettungsschwammen an eng 80 Stonnen Encadrement bei Kanner virweisen.

Zum Rettungsschwamme sief gesot, dass mer et begréissten, dass dee Brevet och réellement muss gepackt ginn, dass et net einfach duergëet, dass ee participéiert huet.

An deem Kontext hunn ech awer e puer Froen. Mir erënneren eis, mir haten d'lescht Joer am Oktober an engem Débat public déi éffentlech Petitioun 507 iwwert d'Schoulschwammen an der Grondschoul diskutéiert. An do war ënner anerem als Konklusion festgehale ginn, dass misst ënnersicht ginn, wéi d'Kooperatioun tëscht de verschiddeenen Intervenante kéint verbessert ginn. An et war proposéiert ginn, d'Ëmsetzung vum Plan d'études am Schwammen ze evaluéieren.

Här Minister, Dir hat och deemools proposéiert, d'Schoulinspekteren ze chargéieren, fir ze kucken, wéi dann déi praktesch Zesummenaarbecht tëscht dem Titulaire an dem Schwammmeeschter géif ausginn. An Dir hat virgeschloen, dass sollt eng breet Diskussioun mat allen Akteure stattfannen iwwer eng eventuell Verbesserung vum dëser Zesummenaarbecht.

Mëttlerweil si siwe Méint vergaangen an ech wollt einfach vun lech wëssen, ob Der mëttlerweil Informationnen dozou hutt an ob dës Diskussiounen scho stattfonnt hunn.

Wat dann elo déi 80 Stonnen Encadrement ubelaangt, hu mer eis d'Fro gestallt: a) wisou dass dës Encadrement bei Kanner tëscht 3 an 18 Joer soll leien, well de Schoulmeeschter kritt, ausser wann en an de Modulaire wiesselt, kaum mat Jonken iwwer 13, 14 Joer eraus ze dinn. A b) Wisou gëtt hei op de Contexte non scolaire insistéiert? Wisou kéint et net och de schoulesche Kontext sinn, an deem de Kandidat déi 80 Stonnen Encadrement assuréiert hätt? Mir denken do u Remplacement. A mir géifen et och wierklech sennvoll fannen, wann et kéinte reell Schoulstonne sinn.

Zweetens, Här President, begrëisse mer et ausdrécklech, dass eng éischt Lëscht „bis“ agefouert gëtt, fir deene Leit, déi scho ganz laang um Terrain schaffen, eng zousätzlech Méiglechkeet ze ginn, fir reafektéiert ze ginn. A mir hunn elo grad héieren och vum Rapporteur, dass dat schonn eng laangjäreg Fuerderung ass.

Drëtzens, e wichtege Punkt ass d'Evaluatioun vum Schoulmeeschter. Eng gutt Saach, fir déi ze belounen, déi hir nobel Aufgab mat Bravour meeschteren! D'Schoulmeeschteren, déi mat Niveau de performance 4 evaluéiert goufen, also déi ganz gutt, déi kréien als Belounung dräi Congésdeeg, also 12 Schoulstonnen zougestane. Aus organisatoreschen Ursaachen, an dat ass och verständlech, kënnen déi Stonnen awer net fräigeholl ginn, mä si mussen als lwwerstonnen ausbezuel ginn.

Eis Fro ass, Här Minister: Wéi gëtt dat dann herno bei de Chargéen am Fondamental gehandhabt, wann et ëm hir Altersdécharge geet? D'selwecht? Also als lwwerstonnen ausbezuel, oder kënnen si sech déi Stonne fräihuelen?

Dann, véiertens, e ganz wichtege Punkt an deemem Projet de loi, dat ass d'Situatioun vum Instituteur d'enseignement spécialisé. Mir insistéieren drop, dass déi Leit, déi iwwert d'Jore wierklech do eng enorm Erfahrung sech selwer um Terrain ugëeegent hunn, och a Fro kom-

men, a wierklech ganz besonnesch a Fro kommen, fir dierfen Enseignant spécialisé pour élèves à besoins spécifiques ze ginn. Hir Erfahrung um Terrain ass Gold wäert a wäert de Kanner vu ganz grousem Notze sinn. Mir hätten eis do gewünscht, dass eng ganz kloer Beschreibung vum der Tache géif virleien. An och de Conseil d'État hätt nawell gären Explikatiounen zu hirem Profil gehat.

Fir eis ass et kloer, dass déi Leit, déi do wäerten mussen intervenéieren, net just als Beroder vum Schoulmeeschter fungéieren, mä dass si wäerten d'Aufgab hunn, mat de Kanner um Terrain ze schaffen. Theoretiker hu mer genuch. Mir brauche wierklech Leit mat praktescher Erfahrung! A mir wüsst frou, wann de Minister eis kéint confirméieren, dass de fréieren Instituteur d'enseignement spécialisé oder spécial dann och tatsächlech Accès zu der Carrière vum Enseignant spécialisé pour enfants à besoins spécifiques huet.

Last but not least hu mer eis dach awer e bësse gewonnert driwwer, dass mer haut op de 7. Juni e Gesetz stëmmen, wou textuell drasteet, dass verschidde Artikel, notamment dat mat der Lëscht 1bis, op den 1. Juni a Kraaft trieden. Vu den Datum vum Dépôt hätt ee sech kënnen e bëssen aneschters organiséieren an d'Gesetz stëmmen, eier dës Artikel a Kraaft trieden.

Här President, dës gesot, Dir Dammen an Dir Hären, mir als CSV wäerte ganz sécher dës Gesetz stëmmen a wieren awer frou, wann de Minister géif op déi eenzel Punkten agoen an eis Froe beantwerten. Ech sech lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Hetto. An d'Wuert huet direkt den Här Claude Haagen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Dës Projet de loi betrëfft also, wéi gesot, verschidde Adaptatiounen am Enseignement fondamental, haaptsächlech duerch d'Afféierung vum der Reform vum der Fonction publique. Et betrëfft also och d'Carrière vum den Enseignanten am Fondamental. Ech mengen, de Rapporteur, deem ech wéilt Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, ass op déi verschidde Punkten agaan-gen.

Ervirsträiche wëll ech just dräi Punkten: éischtens, d'Afféierung vum der Lëscht 1bis, eng Revendication vum Enseignement, fir datt se sech kënnen mellen, déi Enseignanten, déi wëlle vun der Lëscht 1 op d'Lëscht 1bis, fir am Kader vum enger Permutatioun dovun kënnen Gebrauch ze maachen.

An deen zweete Punkt ass natierlech d'Gläichstellung vum den Heures hebdomadaires vis-à-vis vum Régime normal souwéi d'Afféierung vum der Carrière ouverte.

A mir begrëissen natierlech och d'Schwammstonnen, déi Ausbildung an de Schwammstonnen, souwuel d'Éischt Hëllef an och am Encadrement parascolaire. An dat, wat mer besonnesch begrëissen, mengen ech, datt ass hei nach net ugeschwat ginn, datt de Minister och d'Méiglechkeet huet, eng Dispens ze gi bei Enseignanten, déi e physeschen Handicap hunn.

Dat gesot, géif ech natierlech och hei den Accord vum der LSAP-Fraktioun ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Haagen. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ëmsetzung vum der Reform vum Gesetz iwwert d'Fonction publique verlaangt eng ganz Rei Upassungen a ville Beräicher, och ënner anerem wat d'Personal an de Grondschoulen ugeet. An déi Ännerungen an Upassungen, déi stinn an deemem Projet 6903, deen de Mëtteg zur Debatt an zum Vott steet.

Et ass scho villes gesot ginn. Mir hunn en ausféierleche schrëftleche Rapport virleien an hunn de mëndleche Rapport dierfen nolauschten. Dofir e Merci dem Här Delles. An dofir erlaben ech mer och, net op all Ännerungen anzegoen, mä just zwee Punkten unzeschwätzen a mat méi enger allgemenger lwwerleung opzehalen.

Den éischte Punkt ass den Artikel 6 vum aktuelle Gesetz iwwert d'Schoulpersonal vum 2009, dee gëtt ëm een Abschnitt méi räich. Fir an de Stage ze kommen, muss de Schoulmeeschterkandidat oder d'Kandidatin net nëmme méi, wéi bis elo, nowiesen, datt e säi Studium vu véier Joer mat Succès ofgeschloss huet, datt e seng Préliminaires a säi Concours gepackt huet, mä de Kandidat oder d'Kandidatin muss och elo nowiesen, datt en eng Formation vu mindestens 28 Stonnen an Éischt Hëllef gemaach huet a mindestens zwielef Stonne laang eng Formation fir den elementare Ret-

tungsschwamm brevet gemaach huet. An da muss hien oder si och nach mindestens 80 Stonne mat Kanner oder Jugendlechen tëschent 3 an 18 Joer geschafft hunn. Ob en dofir bezuelt gouf oder net, dat spillt keng Roll.

Ech hu meng Bedenken, wéi sännvoll esou zousätzlech Hürde sinn, besonnesch wat déi zwou lescht ernimmte betrëfft. Ech sinn awer immens frou, datt mer an d'Gesetz geschriwwen hunn, datt de Minister kann eng Ausnam maachen, souwuel wat de Rettungsbrevet wéi och wat de Schwamm brevet betrëfft.

Wa mer déi Ausnam nämmlech net géife maachen, dann hätte mer automatesch an endgültig - oder loosse mer emol soen, bis datt ee Betroffene viru Gericht geklot hätt -, all Mënsch aus der Carrière vum Schoulmeeschter ausgeschloss, deen zum Beispill eng Allergie, eng Krankheet oder e kierperlechen Handicap hätt an dofir net kéint an de Stage goen. Dofir sinn ech wierklech frou, datt mer déi Méiglechkeet vun der Ausnam an d'Gesetz geschriwwen hunn. Dat wier nämmlech soss an eisen Aen een No-Go: Eng inklusiv Schoul muss och inklusiv sinn, wat den Enseignant ugeet!

Zweete Punkt, wou ech kuerz wéilt drop agoen, dat ass, wat d'Besetzung vun de Poste betrëfft. Et ass jo scho verständlech, datt mer op eng laangjäreg Fuerderung vun de Gewerkschaften aginn, wou mer elo no enger éischter Lëscht, déi reservéiert ass fir d'Enseignanten, déi d'Gemeng wëlle wiesselen, nach eng zweet Lëscht maachen, fir déi Poste, déi fräi ginn, well Enseignant gewisselt hunn, kënnen ze besetzen. Mir nennen déi Lëscht och net zweet Lëscht, mä Lëscht 1bis.

Dat erënnert mech natierlech awer un Zäiten, wou mer an de Gemenge véier Lëschten haten a wou d'Gemengeréit sech organiséiert hu ronderëm d'Datume vun deene Lëschten, wann déi hu misse gestëmmt ginn. An ech hoffen, datt mer elo net derzou kommen, datt mer och nach eng drëtt Lëscht oder eng „Bis-bis-Lëscht“ muss maachen, wou dann déi Poste, déi op der zweete Lëscht fräi ginn, kënnen besetzt ginn.

Ech gi jo och dervun aus, datt de Minister och weiderhin déi Leit nominéiert op Propositionen vun de Gemengeréit, en attendant datt mer dann eng Kéier esou wäit sinn, datt och Schoulpresidenten a Schoulcomitéen am Kader vu méi enger grousser Autonomie vun de Schoulen dierfen do e Wuert matschwätzen.

Datt mer eng Rei Poste reservéiert fir déi Leit, déi an de Stage ginn, an dat sinn der jo awer relativ vill, dat ass e wichtege Punkt an deen ass eng Noutwendegkeet. An dovunner, wéi gutt mer dat organiséiert kréien, dovun hängk dann och of, ob deen neie Stage um IFEN eng Réussite gëtt, wéi mer eis et alleguer wënschen, oder net.

Dann zum Schluss e bëssen eng allgemeng Iwwerleung, déi ech mer erlaben, hei ze maachen: eng allgemeng Iwwerleung zum Schoulmeeschterberuff. Wann ee bis 1983 - ech war an deem Fall - wollt Schoulmeeschter ginn, dann huet een zwee Joer am Institut pédagogique misse studéieren. A wann ee seng Studie mat Erfolleg bestridden hat, da war ee Schoulmeeschter. Dat war also méiglech am Alter vun 21 Joer. Dann hat een zwee Joer Stage. Et huet een näischt dervu gemierkt. A wann een dee Stage - déi Zäit eigentlech - ofgesiegt hat, da war ee Schoulmeeschter.

Fir dat ze ginn, war virun allem wichtege d'Moyenne, déi een am Premièresexamen hat. Déi huet d'Diere fir den Institut pédagogique opgemaach oder eben zougespaart.

Haut, 33 Joer méi spéit, gesäit et esou aus: De Secondairesofschloss ass eigentlech net méi dat wäert, wat en emol eng Kéier wäert war. Wien haut wëllt Bachelor fir Schoulmeeschter maachen, dee muss eng Prüfung a véier Sproochen, an de Sciencen an an der Mathé matmaachen. E muss och nach e perséinlechen Dossier zesummestellen.

Wann en dann op der Uni ugeholl ass, da muss en net zwee, mä véier Joer studéieren, mat Stagen. A wann en dat gutt gemaach huet, da kritt en e Brevet. Da muss en d'Préliminaire maachen, wou en op déi dräi Landessproche gepréift gëtt. Da muss en de Concours packen. An dann hu mer nach e puer Klenggekeete mam Gesetz vun haut agefouert. An da kënnt en an de Stage, wou och nach eng Rei Épreuve sinn. A wann en dee Stage da gepackt huet, dann huet en e Poste vun Instituteur à vie.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen, datt mer der jonker Generatioun et net einfach maachen. Ech bedauern déi zukünftige Schoulmeeschteren a Léierinnen net iwwer Mooss, well d'Verlängerung vun der Studienzäit, déi vill zousätzlech Hürde sinn a ville Beräicher éischter nach méi grouss! Vlächert kréie mer jo och bei där enger oder anerer Geleeenheet nach d'Méiglechkeet, iwwer d'Praxis vun de Contrats à durée déterminée bei Jonken ze schwätzen.

(Interruption par la présidence)

Ech si sougutt wéi fäerdeg, Här President.

Et war mer awer wichtege, dës Iwwerleungen eng Kéier hei unzeféieren, well, éischtens, sinn ech der Meenung, datt meng Generatioun, eis Generatioun mat all dese Mesuren och emol eng Kéier sech sollt d'Fro stellen: Hu mer et zu enger besserer Unterrechtsqualitéit an eise Schoule bruecht oder net? Wa jo, wourunner erkenne mer et? A wann net, firwat net? An zweetens mengen ech, datt mir, oder datt eis Generatioun sech sollt virsiichteg ausdrécken, wa se Wäertuerteeler iwwer eis jonk Leit mécht.

Ech soen lech Merci an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Très bien, Här Adam!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An da kënnt direkt den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wär elo bal versicht, fir do unzefänken, wou den Här Adam elo grad opgehale huet: Dat ass beim Niveau an de Schoulen, deen iwwer d'Joren ëmmer ofgeholl huet am Secondaire am Ofschloss. An Dir hat gesot..., den Här Adam wéilt vlächert d'Wuert huelen, mä ech stellen elo emol fest, datt...

(Interruption par M. Claude Adam)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, Dir hutt dat esou net gesot.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech hunn dat net esou gesot, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dir hutt gesot, datt de Secondairesofschloss net méi dat wäert ass, wat e fréier war.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Jo, dat hunn ech gesot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Voilà! Dat stellen ech elo emol hei fest. An dat wär elo eng Diskussioun fir sech, mä ech wëll elo net op déi agoen.

Ech wëll dem Här Minister eigentlech véier Froen stellen, nodeem ech dem Här Delles Merci gesot hu fir e ganz interessante Rapport, deen en eis hei presentéiert huet. An déi véier Froen, déi entsprangen eigentlech dem Kontext vun deem Gesetz méi wéi dem Inhalt, well den Inhalt, dat sinn eng Rei legal Upassungen, déi eis elo politesch net vill Suerge maachen.

Awer véier Froen sollte mer vlächert klären, wa mer dës Diskussioun hunn. Déi éischt ass am Kader vun engem Merci un all déi Leit am Enseignement, déi sech elo wierklech staark engagéieren, perséinlech engagéieren, fir ze hëllefen, deenen auslännesche Kanner, de Kanner vun den DPlen, vun Demandeurs d'asile an esou weider hei Unterrecht ze ginn.

Et wär vlächert interessant, fir ze kucken - et sinn der och, déi aus der Pensioun zrëckgeruff goufen - op verschidde Manéieren, wéi eng Erfahrung vun de Ministère domadder gesammelt huet an ob mer net och vlächert statutaesch Annerunge misse maachen, fir do déi Situatiounen opzefänken an déi Besoinen opzefänken, déi sech awer aus enger grousser Zuel u ganz schwierige Schoulsituatiounen erginn, fir do vlächert de Kader ze verbesseren, fir dat méiglech ze maachen.

Dat Zweet ass, wat d'Schwammmeeschteren ugeet. Ech mengen, d'Madamm Hetto hat dat och scho gefrot. Mir hunn hei eng Ausnam gemaach beim Brevet de sauvetage fir Leit, déi ebe kierperlech oder esou dat elo net kënnen maachen. Mä ëmsou méi wichtege ass et, datt mer déi Diskussioun féieren iwwer d'Schwammmeeschteren a sécherstellen, datt och d'Sécherheet beim Schwammunterrecht ëmmer garantéiert ass.

Eng drëtt Iwwerleung ass déi vun de Instituteurs spécialisés. Dat ass jo eppes, wou de Statsrot och gesot hat, en hätt net genuch Präzisiounen. Et ass vlächert haut d'Geleeenheet, fir d'Präzisiounen ze ginn.

An eng véiert Considératioun oder eng véiert Fro - dat ass keng, déi elo direkt an deem Gesetz ugeschwat gëtt, mä déi awer och aktuell ass -, dat ass déi vun de Reliounsenseignanten, déi an enger Situatioun sinn, wou se net wëssen, wat mat hinne geschitt. An do muss mer och iergendwéini awer an nächster Zukunft onbedéngt zesumme kucken, fir deene Leit eng sécher Perspektiv ze ginn, si ze valoriséieren an hinne wierklech déi Onsécherheeten ze huelen, déi all déi Annerungen mat sech bréngen, déi d'Regierung do ugestiwwelt huet mat deem neie Cours „Vie et société“, wat dat fir Veränderung fir déi Leit matbruecht huet a fir déi Onsécherheeten eben opzefänken.

Et ass vlächert haut eng Geleeenheet, Här Minister, fir hei schon e puer Erklärungen ze ginn,

déi hoffentlech déi Leit och kënnen berouegen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir wäerten eis bei deem Projet de loi enthalen. Et sinn eng Partie Punkten an deem Projet de loi, déi och opgezielt gi sinn, mat deene mer natierlech och kënnen liewen.

Allerdéngs, an dat wäert lech wahrscheinlech och net verwonneren, hate mer jo och scho gréisser Schwierigkeete mat der Annerung vum Beamtestatut. Deemools hat de Justin Turpel och, mengen ech, eng 40 Amendementer erabruucht. An ënner anerem hate mer och e prinzipielle Problem mat deem System, dee Beamte géif récompenséieren, déi gutt schafften an esou weider, mat der Argumentatioun, datt dat éischter eng schlecht Ambiance an der Administratioun géif schafen an ënner anerem och, datt ee ka bezweifelen, wéi eng Evaluatioun stattfënnt.

A mir mengen, datt dat och net gutt ass hei an der École fondamentale. Dat heescht, prinzipiell kënnen mer esou eppes net droen an dofir wäerte mer eis och enthalen.

Mir waren der Meenung, datt een aner Mechanisme vu Verbesserungen innerhalb vun der Administratioun misst virgesinn: Aféierung vun Hëllef, vun Dialog innerhalb vun de verschiddeenen Administratiounen, och innerhalb vun der Schoul. Mä dat ass natierlech net de Wee, dee geholl ginn ass.

An zweetens stelle mer eis och d'Fro, wat d'Ofschafung vun der Derogatioun ugeet, fir am Sënn vun enger gewëssener Gläichheet bei den Instituteurs spécialisés vun 21 op 23 Stonnen Enseignement ze goen. Mir stellen eis d'Fro, inwiefern si awer - an iwwerhaapt d'Enseignanten en général -, net elo scho relativ iwwerfuert sinn an ob net do u sech eng aner Gläichstellung hätt kënnen gemaach ginn, an zwar am anere Sënn, datt een déi Täché vlächert kéint erfsetzen an esou gläichsetzen, fir och deenen Enseignanten e bësse méi Spurt ze ginn, fir déi aner Täché kënnen ze erleedegen, déi se müssen erleedegen.

Aus all deene Grënn wäerte mir - mir sinn net strikt géint dee Projet de loi -, mä mir wäerten eis dann deementspriedend enthalen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet direkt den Éducatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci och un de Lex Delles, de Rapporteur vun deem Projet de loi. En huet et gesot, et sinn eng ganz Rei vun éischer technesch Adaptatiounen, déi och net onbedéngt direkt en Zesammenhang hierstelle mat deenen enger oder anere vun deenen zéng Dispositionen, déi hei dann ugepass ginn. Virun allem geet et awer ëm d'Transposition vun der Reform an der Fonction publique och am Domän vum Enseignement fondamental.

Wann ech soen, déi Punkten, déi hei ugeschnidde gi sinn, déi hänken net ëmmer direkt ee mat deem aneren zesummen, dann huet dat vlächert och deen een oder deen aneren Deputéierten, notament den Här Kartheiser, dozou verleet, nach ganz aner Froen ze stellen, déi eigentlech wierklech näischt elo heimadder ze dinn hunn. Ech iwwerloossen et...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ech iwwerloossen et Ärem President, mech bei den Äntwerten ze bremsen, falls ech dann de Kader vun deser Debatt dobäi géif sprengen.

E Wuert zum Schwammunterrecht: Also, hei gesäit een nach eng Kéier ganz kloer, datt mer do eng ganz kloer Prioritéit hunn, an dat ass wierklech d'Sécherheet vun de Kanner. A mir haten hei jo déi Diskussioun, an enger éffentlecher Diskussioun an der Petitiounskommissioun opgrond vun där Petitioun, wou awer nach eng Kéier ganz kloer daitlech ginn ass, datt mer awer ech weess net wéi vill Sécherheeten do abauen, fir wierklech d'Sécherheet am Schwammunterrecht ze garantéieren.

Mir hunn de Schwammmeeschter, dee fir d'Alleréischte zoustänneg ass, fir d'Sécherheet vun de Kanner am Baseng ze assuréieren. Dann hu mer nach en Enseignant oder Remplaçant derbäi, deen den Unterrecht hält. Vun deem verlaange mer elo hei, obschonn et net seng primär Aufgab ass, fir d'Sécherheet ze garantéieren, datt en awer déi Brevet do gemaach huet, déi elo an deem Gesetz hei ageschriwwen sinn. Ech mengen, dat weist, wat d'Prioritéit do ass.

Do sinn awer nach aner Punkten diskutéiert ginn, d'Madamm Hetto huet drop opmierksam gemaach. Déi Analys ass gemaach ginn. Den Inspektorat huet déi Donnéeën zesummegehallt. An et gesäit een, datt dat op ganz, ganz ville Plazen, wéi et esou oft ass, ganz gutt fonctiounéiert a mer oft dann herno iwwert déi mussen schwätzen, wou et da vlächert e bëssen haakt an e bësse knaatscht, virun allem an der Zesummenaarbecht tëschent deenen enger aneren.

Datt och ganz flott Modeller entwéckelt goufen, wéi ee wierklech kann am Schwammunterrecht tëschent Enseignant a Schwammmeeschter dat flott maachen, flott gestalten, d'Kompetenz vun deenen zwou Säiten an de Schwammunterrecht ka matabréngen an eng flott Stonn ka gestalten, dat gesäit een och do. An déi Best Practices si mer amgaangen nach méi ze sammelen, ze dokumentéieren a wëlle mer jo weider op den Terrain erëm zrëckginn, fir datt och an anere Gemengen, an anere Schoule sech dorunner kann inspiréiert ginn.

Den Encadrement vun deenen 80 Stonnen, déi mer fuerderen, fir da kënnen zum Concours zougelooss ze ginn, do läit jo d'Motivatioun virun allem dran, datt mer soen, et soll ee sech fréi domadder ausenansetzen, ob ee wierklech gemaach ass fir dee Beruff oder net: ob ee gäre mat Kanner, mat jonke Leit zesummeschafft, ob een dat och schonn a fréiere Jore fräiwëlleg gemaach huet.

A mir wësse jo, wéi de Parcours haut oft ass, éier een dann eng Kéier wierklech an de Stage ka kommen. Dann huet een oft schonn ersat, et huet een oft schonn eng Zäitche, heiansdo souguer eng länger Zäitche als Chargé geschafft. A wa mer elo géife soen, et wären och Activités scolaires, déi do géifen drënnerfallen, da wär fir déi allerallermeescht, déi iwwerhaapt de Concours maachen, déi Konditioun eigentlech do iwwerflësseg.

An ech denken och, datt et net onbedéngt dann de Moment ass, wann ech scho mäi Studium absolvéiert hunn, mä datt et och virdu soll sinn, wou ech mer déi Fro soll stellen an einfach soll spieren: Sinn ech een, dee Freed un där Aarbecht huet, mat Kanner ze schaffen, mat Jonken ze schaffen, se ze encadréieren a ganz ënnerschiddleche Situatiounen an eben net nëmme an där Situatioun am Kllassesall? Duerfir hu mer dat preziséiert.

D'Carrière ouverte ass, denken ech, e ganz wichtege Prinzip, deen nach eng Kéier verankert ginn ass an der Reform vun der Fonction publique, dee mer och müssen opmaachen an opbauen elo, wat d'Éducatioun an hei virun allem de Fondamental ubelaangt. Perséinlech fannen ech et e ganz wichtege Punkt, och den Instituteuren am Fondamental Méiglechkeeten ze ginn, sech weiderzuentwéckelen, sech weiderzebildelen an an nei Verantwortungen och eranzewuessen.

Well mir hunn där eigentlech net ganz vill, där Méiglechkeeten am Fondamental. Jo, et kann ee vlächert emol nach eng Kéier Inspekter ginn, et kann een haut Instituteur-ressource ginn, et kann een Attaché um Ministère ginn, mä fir déi Dausenden Enseignanten, déi an eise Grondschoulen tätég sinn, sinn dat dach relativ wéineg Poste, déi do méiglech sinn.

An hei, wa mer elo successiv op de Wee ginn, fir och déi dote Carrière opzemaachen, an eben och Jonken oder manner Jonken, déi Erfahrung schonn um Terrain gesammelt hunn, déi sech wëlle weiderbilden a méi Responsabilitéit wëllen huelen, eben déi dote Méiglechkeet ginn, e Changement de carrière ze maachen an och eng Responsabilitéit méi domadder ze iwwerhuelen, da fannen ech dat eng ganz wichtege Perspektiv.

An deem Kontext wëll ech och nach eng Kéier preziséieren, datt mer jo décidéiert hunn zesummen an engem Accord mat der gréisster Gewerkschaft vum Fondamental, 150 Poste iwwer déi nächst Joren ze schafen an der neier A1-Carrière am Fondamental, wat dann eng Carrière ass, déi de Masterdiplom unerkennt, mä eben och do iwwert de Wee vun der Carrière ouverte kënnen ze fueren, ganz besonnesch ebe bei deenen, déi elo schon iwwer Joren, heiansdo ganz laang Jore Projete matgedroen hunn an de jeeeweilige Gemengen, an de jeeeweilige Schoulen, fir op hir Expérience och weiderhi kënnen zrëckzegräifen a grad hinne d'Méiglechkeet ze bidden, iwwert deen dote Wee hir Aarbecht kënnen weiderzeféieren respektiv nach méi eng kompetent Aarbecht kënnen weiderzeféieren, well och do nach Formatiounen da kënnen drugehaange ginn.

Déi Fro vun der Entrée en vigueur: Jo, ech mengen, mir haten an der Kommissioun do-



riwwer geschwat an et ass jo och beim Statsrot do nogefrot ginn. An et ass esou gesot ginn, wéi mir et eigentlech och an der Kommissioun analyséiert haten: datt eigentlech hei kee benodelegt ass duerch deen Datum, deen do dra steet, soudatt dat eigentlech kee Problem duerstellt. Mä Dir hutt recht, et hätt och net missen dostoen, well d'Entrée en vigueur da jo eigentlech och mat der Publikatioun respektiv dräi Deeg duerno gemaach ass.

Jo, et kann een et esou duerstellen, wéi de Claude Adam et duergestallt huet: wat e jonke Mënsch alles vun Hürde muss huelen, fir an en Enseignementsberuff eranzekommen. Ech denken awer och, fir déi, déi wierklech prett sinn, qualifizéiert sinn, stellen eng Rei vun deenen Hürden do net wierklech eng Hürd duer.

Mir mussen awer och gesinn, datt dat, wat mer haut e Bac nennen, sécherlech méi villfältig ass wéi dat, wat mer nach virun enger Rei vu Joren e Bac genannt hunn. An dat erkläert eben och, zum Deel op d'mannst, firwat mer nach méi selektiv vläicht musse kucken an net nëmme kënnen soen: „Jo, du hues däin Ofschloss vum Secondaire gemaach an duerfir gi mer dovunner aus, datt s de dat an dat alles matbréngs“, mä datt mer dann nach eng Kéier genau musse higoen, fir ze kucken, ob een dann och wierklech déi Kompetenzen huet, fir kënnen an den Enseignantsberuff eranzegoe respektiv och schonn an de Studium kënnen eranzegoen.

Ech wëll drun erënneren, datt och d'Héichschoulen dat fir all méiglech Studiegäng haut maachen an haut fuerderen, wahrscheinlech aus darselwechter Iwwerleeung eraus an aus darselwechter Erfahrung eraus, an datt natierlech och aner Entreprisë respektiv och d'Fonction publique op anere Plazen dat doten awer esou äänlech applizéieren. Soudatt ech scho mengen, datt dat wuel, wann een et esou oplécht, no engem ganz wäiten a schwierige Parcours ausgesäit, mä datt déi, déi sécherlech dofir gemaach sinn, fir deen dote Beruff, awer och mat enger gewësser Liichtgeket deen dote Parcours kënnen huelen.

Zu den Erfahrungen, déi mer elo an de leschte Méint gemaach hunn, wat d'Refugiéen ubelaangt an hir Kanner ubelaangt, déi mer an eis Schoulen, an eis Classes d'accueil, mä och schonn an d'Schoulen an d'Gemengen inte-

gréiert hunn, wëll ech ganz einfach soen, datt mir net hu misse waarden, als Lëtzebuenger Land, op déi Flüchtlingssituatioun do. Mir waren eigentlech ganz gutt preparéiert duerch déi breet Erfahrung, déi mer hunn, déi mer an de leschte Joren a Jorzéngte gesammelt hunn.

Ech nennen elo déi lescht Chifferen, déi ech do am Kapp hunn. Dat sinn ongeféier 600 Kanner, déi mer elo zanter September, zanter dem Ausbrieche vun där jëtzege akuter Flüchtlingssituatioun an eise Schoulen opgeholl hunn, sief dat a Klassen an de Foyeren, wou se mat hiren Elteren, och heiansdo ouni hir Elteren, dann accueilleiert ginn, sief dat och an de reguläre Schoulen uechtert d'Land, souwuel Grondschoul wéi och Secondaire.

An der Regel hu mer an de Jore virun an der Moyenne ëm déi 2.000 Kanner opgeholl, déi aus dem Ausland komm sinn, net nëmme vun Demandeurs de protection internationale, mä och där, déi regulär iwwert d'Immigratioun an d'Land komm sinn, déi hir Scolaritéit anzousch aneschters ugefaangen hunn an déi mer hu missen an eis Schoul integréieren.

Duerfir mierken ech ëmmer erëm, och an den Diskussiounen mat mengen europäesche Ministerkollegen, datt mer eigentlech do eng Avance hunn an der Experienz, wéi mer eis do sollen uleeën a wat mer alles kënnen maachen, fir deene Kanner reell Perspektiven ze ginn, an eis Schoul kënnen eranzekommen, an deene mer heiansdo awer och e separate Parcours, e schoulesche Parcours mussen offréieren, fir hinnen awer nach - wa se méi spéit an d'Land kommen, nodeems datt se dat an engem anere Land gemaach hunn - hei kënnen dozou ze verhëlfen, zu engem Ofschloss ze kommen.

Et ass ganz kloer, déi 150 Posten - vläicht nach e Wuert eng Kéier dozou - vun der A1-Carrière am Fondamental, dat solle virun allem, an ech géif bal soen exklusiv, Leit sinn, déi an de Schoule bei de Kanner, direkt mat de Kanner schaffen an déi net geduecht sinn, fir als sougenannt Spezialisten deenen aneren ze erklären, wéi et geet. Déi solle wierklech um Terrain schaffen. An ech denken, datt ech dat virun enger Rei vu Wochen och hei op eng Question parlementaire schonn eng Kéier op dëser Tribün deemtspriechend geäntwert hunn.

Dir hutt d'Situatioun vun de Reliounsenseignantent nach ugeschnidden, déi jo, mengen ech, elo näischt heimadder ze dinn huet. Mä déi Fro, jo, déi stellt sech. Déi stellt sech fir ganz vill Leit momentan. Ech wëll awer soen, datt jiddereen eenzel gesi ginn ass bei eis am Ministère vun eise Personalservice, jiddereen eenzel erkläert kritt huet, wat opgrond vu sengem Parcours, opgrond vu sengen Diplomer, vu sengen Erfahrungen d'Méiglechkeete sinn, wat e ka maachen. Mir waarden och do elo op en individuelle Feedback, fir déi Gespräicher weiderzeféieren.

Mir hu jo eng ganz Panoplie vu Méiglechkeeten do: vun engem zweete Bildungswee, fir de Bachelor en sciences de l'éducation kënnen ze maachen, vun enger Formatioun, fir an d'Réserve des suppléants kënnen eranzekommen, vun och nei geschafene Poste fir all déi, déi eigentlech den Zougang opgrond vun hirer Grondausbildung net hunn, fir déi dote Méiglechkeeten ze huelen, fir awer och Fonctionneuren unzebidden an de respektiv ronderëm d'Schoulen, respektiv am ganze Perimeter vun eise Ministère.

Mä dat doten ass eng Saach, déi individuell muss gekuckt ginn, well all Kéiers, op Basis vun de jeeweilige Gegebenheeten an och vun de Virstellungen an den Ambitiounen vun de jeeweilige Persounen, muss gekuckt ginn, fir Léisungen ze fannen. An ech sinn eigentlech ganz optimistes, datt mer déi och fannen.

Op jidde Fall hunn ech festgestallt, datt déi Gespräicher, déi individuell gefouert goufe bei eis am Ministère, zum ganz, ganz groussen Deel zur Zefriddenheet vun deene Leit och gefouert goufen - déi sinn nach net ofgeschloss -, datt dat awer um gudde Wee ass an datt ech dat a rezente Pressecommentaire vun aneren Akteuren net ëmmer esou konnt erëmfannen, wéi et an der Realitéit awer sech unhéiert.

Villmoos Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6903 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6903 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet 6903 ass ugeholl mat 58-mol Jo an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Alex Bodry), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

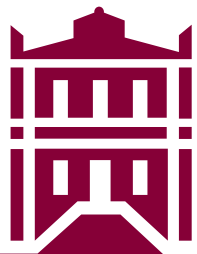
Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Merci a Rendez-vous muer de Mëtteg ëm zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 18.20 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 6815 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire et portant modification du Code pénal

- Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter

- Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 6973 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;

2) de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

- Rapport de la Commission juridique: M. Alex Bodry

- Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 6823 - Projet de loi concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles

6848 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples

et

6856 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

- Rapports de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

5. 6906A - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)

et

6906B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable au Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

- Rapports de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia

- Discussion générale: M. Marco Schank, Mme Cécile Hemmen, M. Gusty Graas

- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement (interruption de M. Marco Schank)

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

6. 6930 - Projet de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides

- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia

- Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, M. Max Hahn

- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudde Mëtteg! D'Sëtzung ass op, an ech froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dat ass net de Fall, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da villmools Merci, Här Justizminister. Da kënne mer direkt wou eischt Punkt vum Ordre du jour vum de Mëtten iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6815, e Projet de loi, wou et em eng géigesäiteg Unerkennung vum Décisionen am Beräich vun der Iwwerwaachung als Alternativ zur Untersuchungshaft geet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo direkt déi honorabel Rapportrice zum Projet, d'Madamm Viviane Loschetter.

Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

2. 6815 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire et portant modification du Code pénal

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Et ass e Projet de loi, deen den 8. Mee 2015 vum Justizminister Braz déposéiert ginn ass. De Statsrot huet en éischten Avis ofginn de 6. Oktober 2015. Ech selwer sinn an der Kommissiounssëtzung vum 13. Januar 2016 als Rapportrice genannt ginn. A mir hunn och an darselwechter Sëtzung den éischten Avis vum Statsrot analyséiert a mir hunn och praktesch alles - vill, wann net grad alles - vun de Suggestiounen vum Statsrot uegell. An doduerch, well mer net alles tel quel uegell hunn an nach kleng Annerungemaach hunn, kënnt en Avis complémentaire vum Statsrot de 25. Mäerz 2016. Mir hunn den 18. Abrëll 2016 nach eng Kéier den Text amendéiert a mir kruten en zweeten Avis vum Statsrot den 30. Mee 2016 (veuillez lire: 24. Mee 2016) - sou ass et richtig. An de Rapport ass uegell gi virun e puer Deeg, den 30. Mee 2016.

Em van geet et dann elo an deem Projet de loi, vun deem ech lech elo just déi chronologesch prozedural Folleg opgezielt hunn? Et ass eng Décision-cadre vun engem JAI-Conseil vum 2009. An do geet et effektiv, wéi et scho gesot ginn ass vum President, em eng Reconnaissance...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, wann ech gelift!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - ...em eng Reconnaissance...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass schwéier, der Rapportrice nozelauschten! Madamm Rapportrice, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité générale)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Et wäert jo net u mir hanken?!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Awer dat läit net un der Rapportrice, mä um Groggammels am Sall.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Sou.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass fir eis ganz angeneem, der Rapportrice nozelauschten.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Sou, voller Engagement fueren ech da weider! Also et ass effektiv, wéi de President et gesot huet, eng zousätzlech Reconnaissance mutuelle, déi téschent den États membres geschitt an der Justiz. Mä et ass awer, an dat wéll ech hei prezisiereren, déi éischt Reconnaissance mutuelle virun engem Uerteel, wou u sech nach keen Uerteel gesprach ginn ass. An do geet et effektiv dréms, fir téschent verschiddeenen États membres Méiglechkeeten ze schafen, fir fir een, deen an Untersuchungshaft ass, awer nach net veruerteelt ass, Kontrollmesuren téschent zwee Länner anzeféieren, Kontrollmesuren, déi zu Alternative kenne féieren, fir datt déi Persoun eben net muss an Untersuchungshaft setzen, dat heescht, Alternativmesuren zu engem Am-Prisong-an-Untersuchungshaft-Setzen.

An deem Projet de loi geet et dréms effektiv, fir Comparatiounen ze sécheren, ze assuréieren, datt déi och kenne stattfannen. Et sinn ebe Mesuren, déi net privativ sinn, mä déi eben d'Méiglechkeet féieren, datt een op fräiem Fous ka bleiwen. An et geet - an dat ass jo dat Spannendst, awer och dat Flottst -, et geet dréms, wann een inculpéiert ass an engem

Land, well en déi Dot an deem enge Land gemaach huet, mä e residéiert, e wunnt an engem aneren État membre, et geet eben dréms, datt téschent deenen zwee État-membren - deen een, wou e seng Dot gemaach huet an inculpéiert ass, an deen aneren, wou e wunnt, wou en offiziell residéiert -, datt dat Land, wou e residéiert, eben, wann et eng Demande kritt, dann och kann derfir suergen, datt déi Persoun och esou kontrolléiert ka ginn, datt se net muss an Untersuchungshaft setzen.

Bis elo war dat net de Fall. Bis elo war et ëmmer eng Détention provisoire oder et hat een ebe keng Kontroll vun den Déplacements. Dat féiert natierlech och, oder et ënnerstëtz och den Droit à la liberté an d'Présomption d'innocence vun der Persoun. An dat, mengen ech, ass e wichteg Element.

Et garantéiert awer och d'Égalité de traitement téschent enger Persoun, déi am Land residéiert, an enger Persoun, déi eben net am Land residéiert, mä déi awer an deem Land an Untersuchungshaft ass an déi dann och déi Méiglechkeet kritt wéi een, deen an deem Land residéiert.

A mengem schrëftleche Rapport wäert Der all déi Kritäre fannen, souwuel wat muss geschéien, wann en aneren État membre eng Demande mécht, déi Demande, déi ëmmer iwwert de Procureur général als Autorité centrale zielt (veuillez lire: erakënn), deen d'Réception vum där Demande mécht an déi Demande och weiderleet u de Procureur compétent, dee se da weiderleet u d'Chambre du conseil vum Tribunal d'arrondissement, dee kompetent ass. Datselwech zielt och, wann ee selwer als Land eng Demande mécht. Déi geet dann net onbedéngt vum Parquet aus, mä déi geet vun der Autorité nationale compétente aus.

Et ass och am Projet de loi kloer définéiert, wéini eng Demande recevabel ass hei an deem Land oder an anere Länner a wéini se net recevabel ass. Par principe ass eng Demande recevabel, wann d'Dot och hei bei ons am Land eng Infraction pénale duerstellt oder - an déi Lëscht fannt Der och a mengem Rapport souwéi och am Projet de loi - wann eng vun deenen Doten au maximum dräi Joer Prisongsstraf op där Liste exhaustive, déi an deem Projet de loi ass, ausmécht.

Dann ass och nach ze ënnersträchen, datt en matière fiscale oder douanière oder am Change eng Demande an d'Exécution vum där Demande net kenne refuséiert ginn - dat zielt och fir ons -, zum Beispill, well mir aner Regeln, Règlementatiounen hunn, wat d'Taxen oder d'Steieren ubelaangt, well et dann zum Beispill hei zu Lëtzebuerg anescht ass wéi an deem Land, wou déi Demande gemaach gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Projet de loi an déi Reconnaissance mutuelle ass wichteg och fir Lëtzebuerg, well et muss ee wëssen, datt praktesch een Drëttel, wann ech mech net iren, vun de Leit, déi am Prisong sinn, an Untersuchungshaft sinn an datt mer domadder och d'Méiglechkeet schafen, datt net jiddwereen, deen an Untersuchungshaft ass, och muss an Untersuchungshaft zu Schraasseg setzen, well mer och wëssen, datt mer ganz vill Netridenden zu Schraasseg hunn, déi an Untersuchungshaft sinn. An dat géif ons effektiv eng Méiglechkeet ginn, fir eben op alternativ Méiglechkeeten zréckzegräifen.

Voilà, de Rescht fannt Der a mengem schrëftleche Rapport. Ech géif nach just profitéieren zum Schluss, fir den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi ze ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. An déi éischt Riednerin zum Projet ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass net déi éischt Entscheidung am Kontext vu Reconnaissance mutuelle hei an der Chamber, em déi et haut geet. Et ass och net déi éischt europäesch Décision-cadre fir d'géigesäiteg Unerkennung ënner den EU-Mitgliedstaaten. Awer et ass déi d'Éischt am Beräich vun der Détention provisoire, also virun enger Veruerteelung, mat där mir eis heibanne beschäftegen haut.

Et geet konkret em d'géigesäiteg Unerkennung zwéischen EU-Memberlänner vun alternative Moosnamen zur Ennersuchungshaft, dat heescht, déi viséiert Persoun kann domat an ënner den néidege Konditiounen an de Genoss vun alternative Kontrollmoosname kommen, an dat natierlech am Austausch mat aneren EU-Staten, mat deenen des Persoun e Lien wéi d'Résidence huet.

Zréckgräifen op d'Peines alternatives bedeit Zréckgräifen op Moosnamen, mat deenen eng

Persoun, déi net an deem Land wunnt, wou d'Prozedur leeft, net muss provisoiresch inhaftéiert ginn, also net an Ennersuchungshaft kënnt, mä si kënnt an de Genoss vu Moosnamen, wou se ënner Opsicht fräi ka bleiwen, bis de Prozess ofgeschloss ass natierlech. Domadder gëtt se net aus hirem sozialen an eventuell hirem professionellen Émfeld erausgerappt an dat ass positiv fir de Mënsch a virdeelhaf fir d'Neesagliderung an d'Gesellschaft a fir déi sozial Rehabilitéierung vun där Persoun.

Ausserdem begrenzt et och d'Zréckgräifen op eng Ennersuchungshaft, wat jo och d'Méiglechkeet gëtt, fir eventuell Prisongsanstalten ze désengorgéieren. D'Madamm Rapportrice huet gesot, datt en Drëttel an de Prisongen normalerweise Ennersuchungshäftlinge sinn; dann och an deem Kontext kéint et eng gutt Méiglechkeet sinn.

D'CSV steet zum Prinzip vun de Peines alternatives. Si begréisst, datt alternativ Strofe verstärkt agefuert ginn, a si sollen och nach an Zukunft erweidert ginn. Et soll verstärkt op esou Alternativen zréckgegraff kenne ginn, besonnesch iwwerall do, wou et Sënn mécht. An et mécht Sënn am Kontext vun deem Gesetzesprojekt!

Bis elo sinn et keng Alternative ginn. Entweder ass et Ennersuchungshaft ginn oder eben net. A méi wéi déi zwou Méiglechkeete sinn et net ginn, wann déi Persoun, em déi et geet, aus dem Ausland ass. Grad do also maachen alternativ Peinen ëmsou méi Sënn. An der Praxis wäert deesen neie Prinzip wuel zur Uwendung kommen, wann den Détenu schonn an Ennersuchungshaft ass, déi dann a Contrôle judiciaire ëmgewandelt gëtt. Dat heescht, datt déi Persoun kann ënner Konditiounen an ënner Kontroll a Fräiheit bleiwen.

Natierlech muss de Betroffenen domat averstane sinn an e muss zu all Moment virgeluede kenne ginn an natierlech erschéngen. Dëst Gesetz huet jo ebe just als Objet, dat ze garantéieren. Sou kann dem Détenu entgéintkomm gi bei gläichzäitege Garantien a Schutz vum Opfer. Ech wéilt drun erënneren, datt d'Présomption d'innocence ee wichtige Peiler vun eise Rechtswiesenen ass.

Sécherlech wäert et interessant sinn ze gesinn, wéi dacks a wéi vill op déi nei Méiglechkeet zréckgegraff wäert ginn. Ech géif dofir de Minister invitieren, der Chamber no engem Joer an och no zwee Joer Uwendung vum Gesetz e Rapport doruwwer ze maachen. Ech mengen, et ass ëmmer wichteg ze gesinn, wéi eis Gesetzzer sech och an der Praxis auswierken.

Ech wéll an deem Kontext och drun erënneren, datt en eis op meng Ufro hin hei am Plenum Informatiounen zougesot hat beim Gesetz, dem Projet de loi 6677, iwwer géigesäiteg Unerkennung vun Uerteeler a Bewäruntscheidungen. Och beim Eurojust hat ech Informatiounen gefrot an zougesot kritt, mir géifen déi an der Kommissioun kréien. Ech géif et begréissen, wann den Här Minister sech u seng Zousou erënnere géif an an der Commission juridique déi Zuele matdeele géif.

Et wär natierlech och interessant ze wëssen, wivill Länner elo nach des Décision-cadre ëmsetze mussen, an hir Gesetzgebung eranhuele mussen, well ee scho feststellt, datt et a verschidde Länner heiansdo méi laang dauert, bis esou Décisionen iwwerholl ginn, och wann dat natierlech schued ass, well mer jo dovunner ausginn, datt se an der Praxis ganz positiv Auswierkunge wäerten hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir vun engem gemeinsamen europäesche Rechtsraum schwätze wëllen, da leie Gesetzzer wéi dat, wat mir elo grad debattéieren, an EU-Entscheidung wéi déi, déi heifir d'Basis liwwert, op der Hand. An dofir ginn ech am Numm vun der CSV eisen Accord zu deem Gesetzesprojekt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Modert. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Décision-cadre vum 29. Oktober 2009 schreift sech an an eng ganz Rëtsch vun europäeschen Akten, déi iwwert déi lescht Jore geholl si ginn am Justiz- an am Sécherheitsberäich an déi eigentlech als Zil hunn, eng géigesäiteg Unerkennung vu Justizdécisionen virzugesinn. Et ass ugaangen 2004 mam Mandat d'arrêt européen. Et ass weidergaangen an der nationaler Ëmsetzung vun deenen Décisions-cadres 2010 an 2011 mat der géigesäiteger Unerkennung fir d'Éischt vu Veruerteelungen zu Geldstrofen a schliesslech och vun Uerteeler, déi zu Prisongsstrofe gefouert hunn.

Dës Kéier, bei dëser Décision-cadre, déi mer haut an nationaalt Recht ëmsetzen, si viséiert

keng Justizdécisionen direkt, mä de Fait, dass Leit virun hirer Veruerteelung an Untersuchungshaft setzen, a wou gekuckt gëtt, fir Alternativméiglechkeeten zu där Untersuchungshaft kenne anzesetzen.

Haut ass et jo oft esou, dass Leit inculpéiert ginn an et dann awer méintelaang dauert, bis et zu engem Prozess kënnt. An et stellt sech natierlech ëmmer dann d'Fro fir déi Responsabel, ob se déi Leit dann an Untersuchungshaft loosse bis zur Veruerteelung oder, wa se mengen, dass deen Zäitraum ze grouss ass, ob se net déi Leit da fräiloossen.

Oft ass dat eent an dat anert net déi bescht Léisung, an Alternativen zur Untersuchungshaft, besonnesch wann et sech em Leit handelt, déi normalerweis net an eise Land wunnen, sinn natierlech wëllkomm a sinn eigentlech och dann de grouse Pluspunkt vun där heiter Bestëmmung. Bis elo konnt een déi Alternative just eng national setzen. Hei kréie mer déi Méiglechkeet, souzeseo grenziberschrëkend a verbindlech an der EU hei eng géigesäiteg Unerkennung ze kréien a géigesäiteg also et méiglech ze maachen, dass aner Kontroll- an Iwwerwaachungsmechanismen agesat gi bis zu der Zäit, wou et zum Prozess kënnt, wéi dat d'Untersuchungshaft ka maachen.

Wichtig ass an eisen Aen och, dass natierlech deen dote System éischters sécherlech diinlech ass, wat eng spéider Resozialiséierung vun dem Prévenu ueget, awer virun allem och, dass d'Rechter vun den Afferen a kengem Mooss hei eigentlech a Fro gestallt ginn duerch esou e Mechanismus vun enger Alternativ zur Untersuchungshaft. Beschränkunge vun de Mënscherechter sinn domadder och, mengen ech, op en erdréiglecht Mooss erofgesat.

Alles dat, mengen ech, weist, wéi positiv deen heiten Usaz ass, a virun allem an enger Zäit, wou sech vill Leit d'Fro stellen, wat Europa vu Mehrwärt eigentlech bréngt. Dat hei ass, mengen ech, e klengt Beispill, wou ee gesäit, dass dat heite jo nëmme méiglech ass, wann een iwwert d'Grenzen eraus verbindlech Accorden huet, wann een an deem europäesche Raum gemeinschaftlech Regeln huet vun Unerkennung vu gewëssene Justizakten. An dat ass, mengen ech, e gudd Moment, fir eng Kéier kloerzemaachen un deemem Beispill wéi u villen aneren, wat Europa konkret ka fir de Bierger bréngen, wat Europa och ka konkret bréngen fir eng besser Justiz.

An duerfir wäert d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text stëmmen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bodry. An nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, léif Kollegeninnen a Kollegen, ech mengen, d'Virriednerin hu schonn d'substantifue Moelle vun deemem wichtigen, interessante Projet de loi hei virgedroen. Et ass eng Plus-value fir de ganze System. Mir si scho jorelaang amgaangen an där heite Richtung, fir wëllen eng besser Harmonisatioun vun den europäesche Legislatiounen ze kréien, fir an déi Richtung ze goen.

Duerfir bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun zu deemem Projet. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Beissel. An dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Fir d'ADR kann ech och d'Zoustëmmung zu deemem Projet bréngen. Mir sinn d'accord mat deemem Gesetz, wéi mat all Gesetz, wat d'Welt vun der Juristerei a vun de Juridictione vereinfacht a moderniséiert.

Ech muss awer ee Wuert soen nom Här Bodry senger Interventioun: Déi „Europaphorie“ deele mir net! Par contre deele mer absolutt seng Bedenken, déi e geüssert huet iwwert d'Dauer vu Prozesser a Prozeduren am Penal, mä och an anere Beräicher.

Mir sinn entre-temps en matière civile no enger Assignatioun an nodeem sämtlech Konklusiounen échangéiert goufen, op Délaie vun annerhallwem Joer, éier eng Affär plädéiert gëtt. Dat ass absolutt inakzeptabel! An dofir wollt ech vun dëser Geleehheit profitéieren, den Här Justizminister och do viru seng Verantwortung ze stellen: An der Matière vun de Procéduren, vun de Moyene vun der Justice, vun der Organisatioun an der Responsabilitéit vun der Justice muss definitiv dréngend eppes geschéien!

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet de Justizminister, den Här Félix Braz, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. E Merci als Éischt un d'Rapportrice an och un d'ganz Commission juridique fir déi diligent Aarbecht, déi se hei gemaach hunn. Ech mengen, et ass vun den Deputéierten an der Substanz schonn alles gesot ginn, wat ka gesot ginn. Ech wëll dofir just zwou, dräi ganz kleng Remarqué maachen.

Déi éischt, fir de Kontext ze bestätegen: Hei si mer am Beräich vun deem gemeinsamen europäesche Rechtsraum, un deem mer schaffen. An do hu mer, et ass scho rappeléiert ginn, an de leschte Jore schonn eng Rei Texter hei zu Lëtzebuerg kënnen ëmsetzen, déi sech am Wesentlechen awer op de Prozess bezéie respektiv och duerno op d'Period vun der Ëmsetzung vun der Strof. Anerer sinn nach amgaangen, wéi déi sougenannt ABC-Direktiven, déi an der Chamber sinn. Anerer sinn ënner Lëtzeburger Présidence ausgeschafft ginn, zu engem politeschen Ofschloss komm, och zousätzlech Mesuren, besonnesch am penale Beräich.

Hei ass elo nei: Dat hei ass eng Mesure, déi an d'Zäit vun der Instruktioun fällt. An dat ass awer e weidert Element bei där Sich no deem gemeinsamen europäesche Rechtsraum. Lëtzebuerg ass heivunner wuel speziell beträff, well mer, wéi Der wësst, zu Lëtzebuerg am Strof-vollzuch zwou Zuelen hunn, déi europawäit eng Opfälligkeit duerstellen: déi eng, dass mer praktesch d'Halschent, souguer am Moment - ech hunn déi ganz aktuell Zuele vu gëschter: 292 condemnéiert Persounen zu Schraasseg an 316 Prévenuen -, also souguer liicht iwwer 50% Prévenuen hunn, wat natierlech domat zesummenhängt, dass och ronn d'Halschent vun de Leit, déi zu Schraasseg am Prisong sinn, keng Lëtzeburger Résidenté sinn. Dat erkläert natierlech och déi héich Zuel vun de Prévenuen, wéinst der Fluchtgefor, wat jo ee vun deenen dräi Fäll ass, fir déi ee kann an Dé-tention préventive kommen.

Déi zwou Zuelen do, d'Halschent Netrésidenten, d'Halschent Prévenuen, sinn europawäit scho spezifesch. Dofir kann dëst Gesetz, des Direktiv zu Lëtzebuerg eng Applikatioun kréien, déi iwwert där vun den anere Länner läit. An dofir ass si eben och fir Lëtzebuerg ganz wichtig, awer och fir de gesamten europäesche Gedanken, wéi den Här Bodry - wéi ech contrairement zum Här Reding fannen - ganz zu Recht ënnerstrach huet. Dat ass wierk-lech e wichtige Punkt.

Zu der leschter Remarque vum Här Reding: Ech huelen un, dass et him elo besser geet, dat ass emol gutt gesot an 30 Sekonnen: „Bréngt emol dat an d'Rei, dass d'Justiz séier funktionéiert!“ Jo, mir schaffe jo och un esou Saachen.

Ech wëll awer och lech rappeléieren, Här Reding, dass, wann et besonnesch am Penalen net mam Schnellzuch derduerchgeet, dann ass dat éischtens grondsätzlech éischter gutt, dass sech do Zäit geholl gëtt, fir d'Faiten ze apprécieieren, well et geet ëmmerhin dréms ganz oft, ob Leit an de Prisong musse goen oder net. D'Justiz ass kee Schnellzuch an dofir gëtt et och Grënn!

Déi Lenteuren, déi et natierlech ginn, déi mer net brauchen, déi mussen mer zesumme probéieren, aus der Welt ze kréien. Mä Dir wësst awer och, well Dir sidd jo an Ärem Haaptberuff als Affekot ageweit an Dir wësst och, wéi dat geet op de Gerichter, wann heiansdo Prozesser méi laang daueren, dann ass dat net eleng dem Justizminister seng Schold, dee jo keng Partie ass an de Prozesser. Et ass och net ëmmer nëmmen der Magistratur hir Schold. Heiansdo gëtt et och Leit, déi an engem Prozess derfir suergen, dass eng ganz Rei Saachen ze laang daueren. Deen, dee sech a sengem Recht fillt, deen huet natierlech ëmmer d'Impressioun, dass et net séier genuch geet. Deen, dee weess, dass en net terribel gutt an enger Affär steet, huet heiansdo och d'Tendenz, d'Saachen an d'Längt ze zéien, méi wéi et muss sinn.

Dofir, wa mer eis doriwwer Gedanke maachen - an ech si komplett bei lech, dass mer eis déi solle maachen -, dann, mengen ech, wiere mer awer alleguerter gutt beroden, wa kee géif mam Fanger op deen anere weisen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Justizminister. Domat si mer un Enn vun den Diskussiounen iwwert de Projet ukomm a mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6815.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6815 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fängt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

60-mol Jo heescht Unanimitéit!

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech géif d'Chamber nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

Mir géifen direkt zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6973 an dee betrëfft d'Erhéijung vun der Zuel vun den Attachés de justice. An d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur zum Projet, den honorabelen Alex Bodry.

3. 6973 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;

2) de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi virdu richtig gesot ginn ass, geet et bei deem Projet net ëm e grouse Gesellschaftsprojekt, mä et geet drëm, fir eis Justiz an engem bescheide Mooss opzestocken. Mir wëssen, dass mer hei zu Lëtzebuerg ënner villem anere mat der Situatioun konfrontéiert sinn, dass mer net onbedéngt an alle Fäll genügend Riichter hunn. Mir brauchen an Zukunft och sécherlech nach zousätzlech Riichter. Mir brauche gutt forméiert Riichter. Mir brauche spezialiséiert Riichter. Mir brauche vereinfacht Prozeduren an eng rationell Organisatioun vun eiser Justiz. An et ass, mengen ech, déi Diskussioun, déi mer sécherlech och nach an deser Legislaturperiod wäerte féieren.

D'Regierung huet jo och dem fréiere Procureur général den Optrag ginn, fir sech Gedanken ze maache ronderëm méiglech Pisten, wat eng Reform vun eiser Justiz ugeet. Viru ville Joren huet emol och e fréiere Member vun dieser Chamber och am Optrag vun enger anerer Regierung e ganze Pabeier dohinnergeluecht vu Reformvirschléi, wat d'Justiz ubelaangt. Nëmme en Deel vun deenen ass allerdinges och ëmgesat ginn.

An et bleift, a virdu ass schonn hei bemierkt ginn an enger Tëschebemierkung, d'Délaie sinn erëm amgaang enorm ze wuessen op eise Gerichter, bal a sämtleche Sparten. An dat muss engem Suerg maachen, well mir brauchen, wéi gesot, och eng effizient Justiz, déi kann uerdentlech funktionéieren bei enger Populatioun, déi stänneg steigt, wou also och d'Affäre sécherlech net zréckginn, wou d'Komplexitéit vun den Affäre weider zouhëlt mat deene sëllegen Aktivitéiten, déi mer ze regelen an ze tranchéieren hunn hei zu Lëtzebuerg. Duerfir ass dat heiten e Projet, deen a senger Ausriichtung sécherlech an déi richteg Richtung geet.

Èm wat handelt et sech am Konkreten? Et geet drëm, dass de Pool vun den Attachés de justice, dat ass also den ënneschte Grad vun de Magistraten hei zu Lëtzebuerg, dee jo ewell gemeinsam ass fir d'Gerichter vun Ordre judiciaire wéi och fir d'Verwaltungsgerichter, vun

haut 20 Posten op 30 Posten eropgesat gëtt. Déi 20 Poste sinn, souwäit ech weess, erreecht. Also ass et néideg, wann een zousätzlech Leit wëllt astellen an der Magistratur, dass mer do dee Maximum eropsetzen, an dee geet dann elo ëm zéng Unitéiten an d'Luucht.

Derniewent kënn, dass nach zousätzlech Leit wäerte mussen ageballt ginn opgrond vun deenen Départan an d'Pensiounen, déi sech ofzeechnen an deenen nächste Joren. Dat wäerten der relativ vill sinn. Et gëtt gerechent, dass bis zu 40 Riichter kéinte bis 2020 an d'Pensioun goen, dass also de Rekrutement wäert mussen ugekuerbelt ginn an nächster Zäit. An et ass net evident, dass mer - hei zu Lëtzebuerg, do stousse mer schonn op Grenzen, déi sech breetmaachen -, dass mer a genügendem Mooss qualifizéiert Leit fannen, fir all déi vill a wichteg Posten do ze besetzen. Et ass also e gemeinsamen Challenge, dee mer hunn, derfir ze suergen, dass déi Justiz hei zu Lëtzebuerg uerdentlech funktionéiert an dass jiddwereen och en Accès zu där Justiz hei kritt.

Éischte Punkt also: De Pool vun den Attachés de justice gëtt ëm zéng Unitéite vergréissert.

Zweete Punkt - do ännert sech um Total näischt -, dat ass eng liicht Ëmbebenung vun eenzelne Posten an dem Beräich vum Verwaltungsgericht, dat haut aus véier Chamberen besteet, mat engem President, mat engem éischte Vizepräsident, zwee Vizepräsidenten an dräi éischte Jugen a sechs Jugen. Do ginn d'Vizepräsidenten ëm eng Unitéit eropgesat. Och ass et esou, dass d'Premier-jugen ëm eng Unitéit eropgesat ginn, an dat geet dann op Käschte vun de Jugen, also den Total bleift bei 13. Déi doten Ëmbebenung mécht et méiglech, dass een eng équilibréiert Kompositioun kritt vun den eenzelne Chamberen, déi den Tribunal administratif hei zu Lëtzebuerg ausmaachen.

Dann en drëtten Punkt: Nieft e puer Erreurs matériels, déi nach rektifizéiert ginn an dem Gesetz iwwert d'Attachés de justice, ass iwwer en Amendement och nach festgeluecht ginn, dass en zousätzlech Poste geschafé gëtt um Niveau vum Parquet hei vu Lëtzebuerg, wou e Substitutposten an der Staatsanwaltschaft hei zu Lëtzebuerg bäikënn. An dee Poste supplémentaire, deen ass néideg opgrond vun der Aféierung vun eise Radarsystem mat all där zousätzlecher Aarbecht, déi dat dann och wäert mat sech bréngen.

Dat gesot, kann ech soen, dass mer keng fundamental Divergenzen haten iwwert déi dote Fro an der Commission juridique, soudass ech als Rapporteur och kann hei der Chamber proposéieren, fir deen heite Gesetzesprojekt, sou wéi e virläit, ze stëmmen.

Ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Text eran. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bodry. An d'Madamm Modert ass prett, fir d'Wuert ze kréien. Madamm Modert, Dir hutt et.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass zwar net déi eenzeg Dispositioun vun deem Gesetzesprojekt, awer nees eng Kéier, no 2012, wou gläichzäiteg och eng gréisser Reorganisatioun vun der Justiz mat deem Gesetz deemools matgemaach gi war, an no 2014, beschléisse mir haut per Gesetz en Unhiewe vun där Zuel vun den Attachés de justice. A wann een hëlt, wéi vill Magistraten an deenen nächste fënnf Joer wäerten an d'Pensioun goen, da wäert et wuel och net déi lescht Kéier sinn, wou mir eis heibannen domadder ofginn. Dofir wär et mengere Meenung no besser, d'Situatioun vun den Effektiver an der Magistratur pluriannuel ze analyséieren an der Chamber eng pluriannuel Planung matzeliwweren.

Sécherlech ass et wichtig, an deem Kontext virauszuekucken an ze plangen. 2005 war jo esou e pluriannuelle Plang opgestallt ginn. Allerdéngs, d'Unhiewe vun der Zuel vun de Riichter, ob Magistrature assise oder debout, wéi an deem Gesetz, ass a kann net dat eenzegt Mëttel sinn, fir de Funktionement vun der Justiz ze verbesseren an ze vereinfachen. Prozeduren, Délaie, Organisatioun, Funktionement mussen iwwerduecht ginn an den Aspekt Qualitéit vun der Justiz, en zimlech neie Begrëff, matabuecht ginn.

Ech mengen, dat ass och heibannen eng eenhellig gedeelt Feststellung, sougutt heibanne wéi awer och op villen anere Plazen dobaussen, och wann ee rezent Publikatiounen gekuckt huet. Idealerweise sollten och Virschléi vun der Magistratur selwer komme respektiv d'Magistratur matagebonne ginn, well si sinn d'Praktiker vun der Matière.

Eise Kolleg Gilles Roth hat heizou och Virschléi gemaach bei den Debatten zur Lag vum Land am Abrëll vun deem Joer. An ech erënneren,

wéi och scho mäi Virriedner, un de rezente Rapport vum Robert Biever, fréiere Procureur général, dee Reflexiounen iwwer eng méi effizient an effikass Justiz, wéi en et genannt huet, gemaach huet. Mir wäere frou, wann d'juristesch Kommissioun sech mat deem Rapport befaasse géif kënnen eng Kéier.

Här President, an deem amendéierte Projet de loi sinn nach e puer aner Dispositiounen dran: fir déi administrativ Juridictioun, fir de Conseil supérieur vun der Sécurité sociale. An och de JAF, den zukünftege Juge aux affaires familiales, soll heimat schonn, schéngt et mer, virbereet ginn.

De Rapporteur hat a sengem gudden Exposé eis virdu exhaustiv duergeluecht, wat des Dispositiounen sinn, dofir him Merci. An ech ginn den Accord zu deem Gesetz vun der CSV-Fraktioun heimat.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Modert. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Loschetter, fir den Accord wahrscheinlech.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wéi Der richteg sot, Här President, wollt ech mengem Kolleg, dem Rapporteur, Merci soen, datt e sech deem Rapport ugeholl huet an datt en deen och esou ausféierlech hei erkläert huet.

An ech wollt awer och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem wichtige Projet de loi ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hat ech also richtig geroden! An ech ginn dann direkt d'Wuert weider un d'Madamm Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Jo, Merci, Här President. Och vu mir de Merci un den Här Alex Bodry fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Mir hate schonn 2004 jo ugefaangen, an deem Secteur ze schaffen. An dat hei ass elo ganz wichtig, dass mer déi Zuel vun deenen Attachés kompletéieren.

Ech mengen, et ass elo vun all de Virriedner hei duergheklongen, dass mer e generelle Problem hunn an der Magistratur: Mir hunn eng Pénurie vu Magistraten, mir hunn eng Pléthore vun Affekoten; do ass et just de Géigendeel. An et ass esou - wann ee kuckt, dass een esou vill natierlech Ofgäng huet -, et sinn e ganze Koup Magistrate viru Jore mateneen alleguerten nominéiert ginn, dann ass et normal, dass déi natierlech Ofgäng och matenee kommen.

An dann ass och de System, wéi dee ganzen Accès vun der Magistratur viru Joren organiséiert war, dat ass jo och elo e weinige méi gelockert ginn, soudass mer d'Chance hunn, dass mer der och méi kréien.

Wat ech lech wëll soen, dat ass: Justiz ass eng nobel Missioun fir alleguerten déi Leit, déi dora schaffen, an notament eise Magistraten. A si mussen absolutt a genügendem Zuel kënnen schaffen, fir dass se roueg a sachlech kënnen hirer nobler Missioun gerecht ginn. Ech mengen, mat deem Gesetz hei erlabe mer hinnen, einfach nëmmen doduerch, dass mer quantitativ d'Zuel opstocken, dass mer awer och oppassen - dat ass jo d'ganz Bestriewung och vum Här Justizminister a senger ganzen Equippen -, dass mer och d'Qualitéit vun deem ganze System an d'Luucht setzen, doduerch garantéieren mer eng uerdentlech Justiz fir eis Leit. An dat ass och en Zeeche vun der Sécurité juridique vun all eise Bierger.

Ech bréngen heimat den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Beissel. An d'Wuert huet direkt den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech wollt och den Accord vun der ADR zu deem extrem wichtige Text bréngen. Effektiv brauch d'Justice op alle Pläng wesentlech méi Moyenen. Hei ass elo de personelle Plang. Wéi den Här Bodry richteg sot, gi 40 Jugé bis 2020 an d'Pensioun. An do géif ech soen: Et gëtt net nëmmen Zäit, fir unzekerbelen, mä et ass schonn héich Zäit an et hätt scho laang, vill éischter missen ugekuerbelt ginn! Ouni Moyene komme mer net viru.

Ech sinn och ganz frou, datt d'Octavie Modert op de Rapport vum Robert Biever higewisen huet. Do sinn effektiv eng ganz Partie Pisten, déi eis géifen erlaben, d'Justice méi effizient a méi schnell ze maachen.

Ech hu virdu net Parole après ministre gefrot, well ech wusst, datt ech hei nach kéint zéng Sekonne schwätzen. Ech wollt dem Här Justizminister äntwerten, wat ech virdu gesot hunn: Do hu mer net geschwat vu Prozeduren, wou iergendwellech Leit, déi de mauvaise foi sinn oder déi wëllen d'Saach an d'Längt zéien, Zäit erausschënnen. Mir hu geschwat vu Prozesser,

déi fäerdeg sinn, déi clôturéiert sinn, wou sämtlech Konklusionen échangéiert sinn an déi da fixéiert gi pour plaidoirie op annerhalleft Joer! Dat war dee Mësstand, op deen ech viru wollt opmierksam maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Reding. A vu datt ech keng weider Wuertmeldungen hunn, huet den Här Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här Président. Ech sot viru schonn: „Merci dem Rapporteur an der Kommissioun.“ Elo hunn ech eigentlech nach méi Grond, et ze maachen, well deen heite Projet ass Enn Mäerz an der Chamber déposéiert gi mat der Demande fir eng ganz séier Bearbechtung souwuel vum Statsrot wéi vun der Chamber. An dat huet bei deem heite Projet geklappt, wat als Avantage huet, dass mer scho fir d'Rekrutementsprozedur 2016/2017, also déi nächst, déi elo ganz geschwënn usteet, déi heite Regelen an Zuele wäerte kënnen uwenen, wat ganz gutt ass.

Dir wësst, mir haten an der Vergaangenheet ganz laang Schwierigkeete beim Rekrutement. Mir hunn 2014 fir d'Éischt Keier zënter Laangem all déi Plazen, déi ausgeschriwwen waren, et waren der 15, och besat kritt. Dat war fir d'Éischt no laange Joren, wou mer dat net fäerdegbruecht hunn, wou also net genuch Kandidaten do waren, fir déi Plazen, déi beim Stat verfügbar waren, ze besetzen.

Ech sinn och dofir nëmme verhalen optimistes, wéi dat d'Joer wäert goen. Ech hoffen, dass dat nach eng Keier sech widerhëlt. Verschiddener ginn dovun aus, dass dat sech automatesch och d'Joer da wäert widerhuelen, no 2015. Ech sinn do nach e bësse méi reservéiert, well ech géif dat och gäre gescheien, ier ech dru gleewen, well ze vill oft hu mer an der Vergaangenheet dat eben net fäerdegbruecht. Dofir, och hoffen, dass dat klappt! A mir wäerten dat och ganz geschwë gesinn.

Ech deelen eigentlech d'Remarquë vun all deenen, déi gesot hunn, dass d'Moyenen, d'personell Moyene vun der Justiz misste verstärkt ginn. „Merci am Virus dofir“, kann ech als zoustännege Minister nëmme soen, „dass d'Chamber déi Suerg do deelt an och bereet ass, an den nächste Joren do nach Efforten ze maachen“, well den Nohuelbedarf ass definitiv grouss.

Et gouf wuel ee pluriannuelle Plang tëscht 2004 an 2009. D'Madamm Modert hat schonn drop higewisen. Fakt ass awer, dass trotzdeem an deene leschte 15, 20 Joer d'Populatioun zu Lëtzebuerg an engem wesentlech méi grouss Mooss gewuess ass wéi dat, wat u personelle Moyenen der Justiz zur Verfügung steet.

Vun 2004 bis huet ass d'Populatioun gewuess vu 455.000 op 570.000 Leit. Dat ass eng Augmentatioun vun net wäit vun 30%, iwwer 25%. An deem Mooss sinn d'Moyenen net gewuess. Ouni vun deenen ze schwätzen, déi all Dag als Frontalier op Lëtzebuerg kommen an déi jo och an hirem Dagesoflaf mat Saache kënnen konfrontéiert ginn, déi se eventuell virun d'Gericht bréngen, oder dass e Gericht domadder saiséiert ass.

An do hu mer definitiv e groussen Nohuelbedarf. Ech wäert also dofir och e Plan pluriannuel opstellen. Ech sinn amgang mat der Procureur général mech doriwwer ze ennerhalen. Fir si ass och déi Planbarkeet, déi esou e Plan pluriannuel bitt, ganz wichteg, an och fir de Stat, fir den Engagement vu senge Moyenen. Dofir schaffe mer elo schonn en engem weidere Plan pluriannuel.

Mir schaffen awer och drun, nieft de personelle Moyenen och Reforme bei de Prozeduren ze maachen. Well net alles, ech hunn dat scho méi wéi eng Keier gesot, mä dat ass meng déif Iwwerzeugung, mir kënnen net all Problem an all Fro beantworte mat méi personelle Moyenen. Dofir huet d'Regierung dee Rapport beim Robert Biever bestallt.

Ech si frou feststellen, dass et queesch duerch d'Bänken eng tendenziell Ennerstëtzung gëtt fir déi Virschléi, déi an deem Rapport gemaach ginn. An ech wäert och relativ séier an d'Juridique kënnen kommen, fir ze soen, wat mir nach wëllen an dëser Legislaturperiod vun deem Rapport an Ugrëff huelen, bien entendu am Gespréich mat der Magistratur, esou wéi mer dat ëmmer maachen. Mä déi Efforten, déi mer wäerten an deem heite Beräich maachen, wäerte méi grouss musse sinn, wéi dat an de leschte Joren de Fall war.

An et ass richteg ze soen, dass de Bénéficiaire dovun de Bierger ass. De Justiciable, dee mat der Justiz ze dinn huet, deen huet en Usproch drop, dass déi Décisiounen richteg geholl ginn an an engem Délai, deen esou kuerz ass, wéi et rasonabel ass am Beräich vun der Justiz. Dat ass

eng Saach vu Moyenen, dat ass och eng Saach vu Prozeduren. Mir schaffen u béiden. A Merci am Virus scho fir d'Ennerstëtzung haut an och fir déi Projeten, déi nach wäerte kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Justizminister. Mir kënnen dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6973 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

Och dese Projet ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zu direkt dräi Projeten iwwergoen, de Projeten 6823, 6848 an 6856. Déi dräi Projete betreffen d'Konditiounen vu verschiddene Produkter, fir d'Vermaartung dovun. A mir wëllen déi Diskussioun vun deenen dräi Projeten zesumme féieren an och de Rapport zesumme maachen. An d'Wuert huet direkt d'Rapport, d'Madamm Tess Burton.

4. 6823 - Projet de loi concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles

6848 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples

6856 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Rapports de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci fir d'Wuert. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi an der Conférence des Présidents festgehalen, wäert ech lech hei dräi Projet-de-loien, déi relativ äänlech sinn, zesumme virstellen. All dës Projet-de-loien hunn als Zil, Direktiven ëmzesetzen. Déi Direktive sinn Deel vun engem ganze Pak vun Direktive vun der Europäescher Kommissioun, déi als But hunn, Regelen a Praktiken betreffend d'Kommerzialisatioun an d'Sécherheetsmoossname vu bestëmmte Produite besser ze regelen.

De leschte Mount goufe schonn déi éischt sechs Gesetzesprojeten heivunnen hei an der Chamber gestëmmt. Elo haut wäerte mer dräi weider Gesetzesprojete vun dësen Direktive stëmmen.

De Kontext vun dësen Direktiven ass folgenden: An den 80er Jore war een Zil vun der Europäescher Kommissioun, de fräien Handel an de Wuerverkeier an der EU ze erliichteren, andeems eng Harmonisatioun vun de Regelwierker agefouert gouf. Dovu profitéieren haut souwuel d'Betriber, andeems den Handel vereinfacht gouf, souwéi de Konsument an d'Ëmwelt, déi besser geschützt ginn.

Am Joer 1985 ass d'Konzept vun der „nouvelle approche“ agefouert ginn. Virun 1985 waren d'Direktive schwéierfällig an oniwwersichtlech, well se ze vill technesch Detailler an Exigenzen enthalen hunn. Mat där nouvelle Approche goufen d'Direktive vereinfacht, andeems déi technesch Exigenzen haaptsächlech op generell Sécherheetsexigenzen limitéiert goufen. Déi technesch Detailler sinn aus den Direk-

tiven erausgeholl ginn a sinn haut an den europäeschen Normen beschriwwen.

Am Resümee funktionéiert dat esou: D'Direktive schreibe vir, dass den Hiersteller vun engem Produit a sengem Prozess sécherstellt, dass hien dat esou mécht, wéi d'Direktiven et virschreiwene, fir dass säi Produit och sécher ass an net geféierlech ass, also konform ass.

Wéi gesi mir dat als Konsument, ob e Produit konform ass oder net? Ma andeems een no deem CE-Zeeche kuckt, dat den Hiersteller op säi Produit dierf opkliewen. D'Hiersteller kënnen d'CE-Zeeche selwer op hir Produiten dropmaachen, mä dofir muss vun Zäit zu Zäit kontrolléiert ginn, ob dës Produiten och dem CE-Zeechen entsprechen, dat heescht no de Regele produzéiert gi sinn an ebe konform sinn. Dat nennt een „surveillance des marchés“, dat heescht, dass Stéchprouwe geholl ginn a Produite kontrolléiert an analyséiert ginn.

Hei am Land mécht dat den ILNAS. Den ILNAS huet zu Esch en eegene Labo, fir Analyse kënnen ze maachen. A well den ILNAS awer net alles kontrolléiere kann, huet hie sech op dräi Beräicher spezialiséiert. Fir déi kuerz ze erwähnen: éischtens op d'Conformité électromagnétique. Dat ass zum Beispill, fir sécherzestellen, dass wann een d'Fernbedienung vum Fernseh benotzt, net och an engems dem Noper seng elektresch Garage opgeet. Dann, zweetens, ass dat d'Conformité électrique, zum Beispill fir sécherzestellen, dass wann een den neie Rackettesapparat opdréit, een d'Pännchen nach kann upaken an ee sech d'Fangeren net verbrennt. An dee leschte Beräich, wou den ILNAS Kontrolle ka maachen, si Spillsaachen, zum Beispill dass Kanner näischt kënnen ofschlécken, wat se net sollen, oder dass bei Spillsaache mat Kopfhörer, déi net esou haart kënnen opgedréint ginn, dass de Kanner hir Ouere geschiedeg ginn.

Den ILNAS mécht dat natierlech net eleng, mä dat maachen och vill aner Préifinstitute an Europa. A fir dass net ee Produit dräimol getest gëtt, gëtt sech ofgeschwat mat Hëllef vun enger gemeinsamer Datebasis. Eier den ILNAS eng Analys mécht, geet dee kucken, ob net schonns en aneren an Europa dee Produit getest huet, an hien dréit dat dann och selwer an d'Datebasis an, fir dass all déi aner Préifinstitute dem ILNAS seng Analysen och kënnen kucken.

Déi Surveillance des marchés ass e gemeinsamen Effort vun all den EU-Länner an och Lëtzebuerg muss eben do säi Bäitrag leeschten.

Här President, ufanks 2000 huet d'Europäesch Kommissioun eng Iwwerpräiwung vum Fonctionnement vun fräie Wuerverkeier duerchgefouert. D'Schlussfolgerung war, dass déi 1985 agefouert harmoniséiert EU-Gesetzestexte dann awer net esou effikass ware wéi erwaart. Dräi Haaptmängel goufe constatéiert, dat heescht déi héich Unzuel un net konformen an onsécheren Produkter, déi nach ëmmer europäesche Maart verkaaft goufen, dann och déi onzefriddestellend Leeschtunge vu verschiddene Kontrollorganer, déi zoustänneg fir d'Konformitéitsbewäertung waren, an d'Schwierigkeet, déi vill Akteuren haten, d'EU-Regelwierker ze verstoen, well all Direktiv hir eege Struktur hat.

Fir dat ze verbesseren, gouf 2008 en neie legale Kader definéiert, den «nouveau cadre législatif pour la commercialisation des produits». A fir sech dësem neie Kader unzepassen, huet d'Europäesch Kommissioun déi verschidde besteend europäesch Reglementer an Direktiven iwwer d'Produkter ëmgeännert. Dës europäesch Direktive mussen elo all an den EU-Memberstaten an hir national Gesetzter transposéiert ginn.

Haut ginn also an deem Kontext dräi weider Direktiven ëmgesat, déi all no deemselwechte Schema opgebaut sinn.

Nach just wichteg ze erwähnen ass, dass am Kader vun dësen Direktiven, déi mir hei ëmsetzen, Lëtzebuerg duerch den ILNAS seng Responsabilitéit hëlt.

Bon, komme mer zu de Projeten: Ech fänken u mam Projet de loi 6823. Hei geet et drëms, Geräter a Schutzsystemer, déi an explosive Beräicher genotzt ginn, EU-wäit ze regelen. Et versteet een enner „Geräter“ enner anerem Maschinnen, Betriebsmittel, Steuerungs- an Ausrüstungsdeeler, déi eegen Zündquellen opweisen an doduerch eng Explosioun verursaache kënnen. An enner „Schutzsystemer“ versteet een enner anerem all Dispositiven, déi eng potenziell Explosioun begrenzen oder stoppe kënnen. Konkret gesäit dës Gesetzgebung vir, dass déi elo grad genannte Geräter a Schutzsystemer, déi bei eis oder um EU-Niveau genotzt ginn, héije Sécherheets- a Gesondheitsstandarden entspreche sollen.

Aktuell ass dës Matière an engem Règlement grand-ducal regléiert, dat elo duerch dat neit Gesetz ausser Kraaft trëtt. De Gesetzesprojet 6823 war den 20. Mee 2015 an der Chamber déposéiert ginn. Et koumen d'Avise vun der Chambre de Commerce an der Handwierker-

kummer eran an natierlech och dee vum Statsrot.

Komme mer zum Projet de loi mat der Nummer 6848, deen de 6. August d'lescht Joer hei an der Chamber déposéiert ginn ass. Zu dësem Projet de loi huet d'Chambre de Commerce den 10. November 2015 hiren Avis ofginn an de Statsrot huet zwee Avisen zu dësem Projet ofginn. Aktuell ass dës Matière och an engem Règlement grand-ducal, an deem vum 2. Juli 1992, regléiert, deen elo duerch dat neit Gesetz och ausser Kraaft trëtt. An dësem Projet de loi geet et ëm d'Bereetstellung vun einfachen Drockbehälter um Marché. Dat si Behälter mat ganz villen technesch Eegeschaften.

Da komme mer zum leschte Projet de loi, dat ass den 6856. Hei geet et ëm d'Bereetstellung vu radioelektreschen Equipementer um europäesche Marché, och nach „Funkanlagen“ genannt. Dese Projet gouf de 4. August 2015 déposéiert a soll wéi déi aner och eng Direktiv ëmsetzen. Et handelt sech ëm Equipementer, déi fléissend Funkwellen ofginn oder kréien, an dat am But vun der Radiokommunikatioun oder der Radioortung, an déi systematesch de radioelektresche Spektrum benotzen. D'Direktiv gesäit och vir, dass de radioelektresche Spektrum effikass benotzt gëtt an dass schiedlech Stéierung verhënnert solle ginn.

Dese Projet de loi betrëfft nëmme Produiten, déi fir den normale Konsument um Marché ze fanne sinn. Equipementer ewéi fir déi national Sécherheet oder d'Défense sinn hei net dobäi. Aktuell ass och dës Matière an engem Règlement grand-ducal regléiert, deen elo och ofgeschafft gëtt.

Dest gesot zum Inhalt vun deene ganz technesch Projeten alleguer, géif ech elo kuerz op d'Avise vum Statsrot an de Beruffskummere sinn all quasi identesch, well, wéi gesot, et sech ëmmer ëm eng äänlech Matière handelt.

De Statsrot kritiséiert bal ëmmer d'Netanhalte vun der Hiérarchie des normes, dat heescht, dass am Gesetzesprojet op Dispositiounen verwisen gëtt, déi a Règlement grand-ducal festgehalen sinn. Och mécht de Statsrot drop opmierksam, dass een Abschnitt, iwwer eng Verpflichtung vum ILNAS, vun de jeeweilegen Direktiven net transposéiert gouf. An de Statsrot huet och a sengen Avise kritiséiert, dass déi englesch Sprooch zwëschen dem ILNAS an deene concernéierten Akteure genotzt ka ginn.

An hirer Lettre d'amendements huet d'Wirtschaftskommissioun betreffend dee feelende Paragraf iwwer den ILNAS drop higewisen, dass d'Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwer d'Reorganisatioun vum ILNAS scho festgehalen ass, an dofir gëtt an deenen eenzelne Projet-de-loien op dee concernéierten Artikel vun deem Gesetz higewisen.

Och huet d'Kommissioun mam Wirtschaftsmministère festgehalen, dass och Englesch als Kommunikatiounssprooch zwëschen dem ILNAS an de concernéierten Akteure ka genotzt ginn, d'ëscht well vill Normen op Englesch verschafft ginn an et haut schonn Usus ass, dass sech och an dëser Sprooch an deem Beräich ausgetosch gëtt, obwuel dat net eng vun eisen dräi offizielle Sproochen ass, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwer eise Regimm vun de Sproochen festgehalen sinn.

Schlussendlech konnt mat den Amendementer vun der Wirtschaftskommissioun all den Ufuorderungen, déi de Statsrot gestallt huet, Rechnung gedroe ginn, an och d'Beruffskummere hunn hiren Accord zu dese Projet-de-loie ginn.

Voilà, dat gesot zu all dese ganz, ganz technesch Projeten, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësen dräi Projet-de-loien a soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech wéilt der Rapportrice villmools Merci soen. Si huet en äusserst detailléierte schrëftlechen a mündleche Rapport gemaach, an deem ass näischt méi hinzuzefügen.

An ech géif heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Adehm. Den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Och ech géif ganz gär der Rapportrice Merci soe fir dee ganz flotten an ausféierleche schrëftlechen, awer virun

allem och mëndleche Rapport. Mat ganz flotte Beispiller huet si probéiert, dat heiten ze illustréieren, wat der Rapportrice ganz, ganz gutt gelongen ass. Dofir e ganz grouse Merci fir déi gutt Aarbecht.

An heimat ginn ech dann den Accord vun eiser Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dann huet d'Wuert den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).**- Merci. Ech weess elo net, wat fir eng flott...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).**- ...Formuléierung ech hei elo soll fannen, fir dat elo ze steigern, géif awer och e Merci soen un d'Rapportrice fir dee vollständige schrëftlechen a mëndleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet d'Wuert direkt den Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Merci, Här President. Ech wäert mech och ganz kuerzfaassen. Ech mengen, dass dat do e wichtege Schrëtt ass, fir eng kohärent a kloer Gesetzgebung anzeféieren, wat d'Sécurité vun de Produiten ubelaangt, am Intérêt vun der Protektioun vum Consommateur. Dofir e grouse Merci un d'Parlament, fir dat heiten unzehuelen. E grouse Merci un d'Chambreskommissioun, un d'Rapportrice an natierlech och un déi Responsabel vum ILNAS, déi dat doten ausgeschafft hunn. Wéi gesot, et ass extrem technesch, net nëmme fir d'Gesetz ze schreiwen, mä och herno fir et ze applizéieren. Dofir hinnen e grouse Merci a vill Courage!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. A mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen. Fir d'Éischt iwwert de Projet 6823.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6823 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet 6823 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zum nächste Vott, iwwert de Projet 6848.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6848 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Och bei dësem Projet 6848 hu mer Unanimiteit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix

Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech ginn dovun aus, dass d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott gëtt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 6856.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6856 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An och dëse Projet 6856 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech ginn dovun aus, dass datselwecht gëllt wéi bei deenen anere Projeten: D'Dispens vum zweete Vott ass accordéiert?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat sinn d'Projet-de-loien 6906A an 6906B iwwert d'Modernisatioun vum SEBES an iwwert d'Drénkwaasserversuergung zu Lëtzebuerg, déi mer zesumme presentéieren an zesummen diskutéieren. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Gérard Anzia.

5. 6906A - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)

6906B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable au Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Rapports de la Commission de l'Environnement

► **M. Gérard Anzia (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut hu mer u sech de Projet de loi 6906, ech nennen deen „Projet de loi SEBES“, hei um Ordre du jour, deen a sech scindéiert

ginn ass an zwee Projet-de-loien: A a B, wou ech nach a mengen Ausféierung wäert kuerz eng Kéier drop agoen.

Den Dépôt vun dësem Projet de loi, deen ass de 16. November d'lescht Joer vun der Émweltministesch gemaach ginn. De Conseil d'État huet säin Avis den 8. Mäerz dëst Joer ofginn. D'Chambre de Commerce, d'Chambre d'Agriculture hunn den 12. Januar an den 12. Februar dëst Joer hiren Avis eragereecht. De 26. November d'lescht Joer sinn ech als Rapporteur ernannt ginn a mir hunn u sech dee Projet de loi an enger Sëtzung vum 16. Mäerz vun dësem Joer analyséiert.

Et sinn eng Partie Amendements parlementaires geholl ginn, an zwar op Avis vum Statsrot hin. Natierlech ass dëse Projet de loi an zwee opgespléckt ginn: an e Projet de loi, deen de Financement vun den Aarbechte betrëfft, an an ee Projet de loi, deen u sech d'Organisatioun an d'Schaffen am Comité vum SEBES betrëfft.

De Conseil d'État huet op eis Amendement hin den 19. Abrëll säin Avis ofginn. Den Avis vun der Chambre des Salariés, deen ass de 4. Abrëll 2016 erakomm. Mir hunn duerno nach eng Kéier an der Kommissioun den Avis vum Conseil d'État ënnersicht, an dat war de 4. Mee, wou och dëse Rapport hei ugeholl ginn ass.

Ëm wat geet et elo? Et geet grosso modo ëm Folgendes: D'Späichercapacitéit vun dem SEBES, eisem gréissten Drénkwaasserversuerg, kënn u hir Limitten. Aktuell ass do eng Spëtze-capacitéit vun 110.000 m³ pro Dag méiglech, an déi sinn zum Deel um Stauséi festzemaache mat enger Capacitéit vun deren 72.000 m³ pro Dag. An déi reschtlech Capacitéit, dat sinn u sech Déiftebuerungen, op déi SEBES kann zrëckgräifen. Adhëriert un de SEBES sinn awer och nach aner Syndikater a Gemengen. Och déi hunn eng gewëssen Drénkwaassercapacitéit, déi se kënnen bäisteieren, an dat sinn en moyenne zirka 51.000 m³ pro Dag.

Well mer awer an de Spëtzenzäiten elo absolut un déi Grenz erukommen, wou u sech mussen och déi Rechangesolutiounen scho mat erageholl ginn an de Summerméint, wann eng grouss Dréchent ass, duerfir läit u sech dëse Projet de loi vir, fir déi Capacitéit vun dem SEBES ze erhéije vun 72.000 m³ pro Dag op deren 110.000 m³. Dass dat mat Käschte verbonnen ass an dass esou e Projet net ganz schnell emgesat gëtt, dat ass ganz verständlech. De Syndicat selwer, deen hat schon den 11. Mäerz 2011 eng Deliberatioun geholl, fir u sech dës Capacitéit ze erhéijen, fir eben op déi 110.000 m³ pro Dag ze kommen.

Wat fir Aarbechte sollen do gemaach ginn? Majo, Folgendes ass do ugeduecht: Fir d'Éischt gëtt emol eng Statioun geschaaft, déi d'Waasser, dat nach net bearbecht ass, eropbréngt vun dem Point de captage, also vum Stau, erop op déi nei Statioun, wou d'Waasser géif traitéiert ginn. Déi nei Statioun, déi kënn op Eschduerf.

Dann natierlech muss fir dat Waasser eng Conduite gebaut ginn, an zwar wäert et eng double Conduite sinn, fir dat Waasser dann eben eropzebeförderen. Et gëtt eng nei Statioun gebaut, wou dat Waasser traitéiert gëtt. Dat ass dann no bei dem Hauptbehälter vun Eschduerf, wou déi installéiert gëtt. Dee Behälter, d'Späicher-capacitéit gëtt och nach eng Kéier vergréssert. An da gëtt och nach eng Kéier eng nei Conduite geluecht vun dem Späicherbehälter bis eben dann an d'„Schankegriecht“.

Derbäi kënn och en neit administratiiv Gebai an derbäi kommen och Laboratoiren, technesch Gebai. An et kommen, wat och de Vertrieber aus dem Naturpark Uewersauer ganz staark um Häerz louch, och nei Installatiounen, wou een e Public kann empfanke. De Stauséi ass net nëmme eng touristesch Ulfstell, wou ee flott ka ronderëm wandere goen - e läit mëtten an deem Naturpark mam selwechten Numm -, dee bréngt och eng Partie flott Produkter op de Maart, mä natierlech ass och esou eng Statioun eng flott, soen ech emol „Touristenattraktioun“, déi een u sech och soll nutzen, fir en Naturpark Uewersauer kënnen ze valoriséieren, an duerfir eben och e Centre de visite, fir eenzel Visiten oder ebe Visite vu Gruppe kënnen ze erméiglechen.

Bon, all déi Detailler, déi fannt Der natierlech am Exposé des motifs vum Projet de loi. Ech wëll elo net op all déi Saachen agoen. Sécherlech wäert déi al Statioun, déi elo Bestand huet, eben dann demoléiert ginn. Sécherlech wäert och déi besteeënd Conduite genotzt ginn, fir u sech eng zousätzlech Sécherheet ze bidden zu deenen neien Installatiounen, fir d'Waasser eropzebréngen eben op Eschduerf.

Dann ass nach en aneren Datum festzhalen: De Comité SEBES huet an enger Deliberatioun vum 16. Juli 2013 festgehale, wien u sech soll hei dëse Projet maachen. Dat waren u sech

siwe Kandidaturen, déi virlouchen. An do ass eben dee Büro zrëckbehale ginn, deen och dat bescht Konzept vun deem Gesamte konnt do presentéieren.

Do ass och de Projet chiffriert ginn, an zwar op 166 Milliounen Euro. Dat si vill Suen, vill Suen, déi awer hei investéiert ginn an e wichtegt Liewensmëttel, wou d'Lëtzebuerg Land absolut dovunner ofhänkt, en vue vun engem gewëssene Wuesstum vu senger Populatioun. An duerfir ass eben hei och ee Finanzéierungsgesetz virgesinn, fir u sech dëse grouse Montant ze stemmen, deen een net eleng ka beim Gemengesyndikat SEBES dann awer do beloossen.

Et ass also ganz kloer en Intérêt général, deen dëse Projet de loi als But huet. Et si grouss Zommen, déi investéiert mussen ginn. Et geet awer ëm d'Qualitéit vum Drénkwaasser, fir déi kënnen sécherzestellen, och ëm d'Quantitéit. Ech mengen, spëtstens säit dem Virfall vun 2015 ëm de Stau wësse mer, wat eis d'Qualitéit vum Drénkwaasser muss wäert sinn. An duerfir ass an dëser Station de traitement uewen och ee spezielle Module mat virgesinn, wou eben dann och kënnen d'Pestiziden erausgefiltert ginn, wann där dann ze vill dra wäeren.

Wourëms geet et elo? Ma et geet elo..., an do kommen ech erëm eng Kéier zrëck op de Volet A: Dat ass e rengt Finanzéierungsgesetz. Vu dass mer hei u sech iwwert dee Montant vun de 44 Milliounen Euro leien, ass et onbedéngt noutwendeg, e Spezialgesetz ze maachen, vu den Artikel 99 vun eiser Verfassung. An dat ass och op Uroden hin... Dat war och eng Kritik vum Statsrot. An duerfir ass dat och opgedeeelt ginn. Dat war am Ufank ee Gesetzestext mat fënnf Artikelen. An do sinn déi zwee éischt, déi reng d'Finanzéierung betreffen, an ee Volet erakomm, entschëllegt, déi dräi éischt an ee Volet erakomm, an déi zwee lescht an de B erakomm.

Ech ginn eng Kéier ganz kuerz op d'Avis vum de Chambres professionnelles an. Déi waren alleguer positiv an hunn hiren Accord heizou ginn. Souvuel d'Chambre de Commerce, d'Chambre d'Agriculture wéi d'Chambre des Salariés waren heimat averstanen.

Zu den Artikelen. Ech hat scho gesot: Vu dass de Montant eben déi 44 Milliounen iwwerscreit, ass den Artikel 99 vun der Constitution, dee gëllt, an duerfir muss eben hei e sonnert Gesetz geschaf ginn. Dat gesonnt Gesetz, dat huet dräi Artikelen. Am éischten Artikel steet, firwat deen Engagement vum Stat gemaach gëtt an dësen Aarbechten. Ech hat et scho gesot. Et ass eng vital Ressource: d'Liewensmëttel Drénkwaasser.

Den zweeten Artikel, dee beschäftegt sech domat, wéi grouss d'Participatioun vum Stat hei d'äerf sinn. Do ass eng Kéier de Plaffong festgeluecht vun dem Montant, dat sinn 83 Milliounen Euro, an dann ass eng Kéier den Taux de participation festgeluecht mat maximal 50%. An am leschten Artikel gëtt nach eng Kéier festgeluecht, vu wat fir engem Budgetartikel dës Sue sollen ofgebucht ginn, an dat ass den Article budgétaire 52.0.63.023 an eiselem Statsbudget.

Dat wär u sech den éischte Volet, d'Finanzéierungsgesetz, wou et also ganz kloer drëm geet, fir u sech eis Drénkwaasserressourcë sécherzestellen (veuillez lire: ofzesécheren).

Dann hunn ech den 6906B, deen ännert u sech d'Gesetzesbasis of vum Fonctionnement vum der SEBES. Deen ännert also dat ofgeännert Gesetz vum 31. Juli 1962 of, wou et ëm de Renforcement de l'alimentation en eau potable au Grand-Duché de Luxembourg geet, also u sech ëm de Stau. An do gräift dat an an de Fonctionnement vun, eng Kéier, dem Comité SEBES an eng Kéier mécht et eng Mise en place vun dem Comité d'accompagnement.

Ech ginn nach eng Kéier an op deen éischte Volet. Bon, de Statsrot hat éischtens emol eng Opposition formelle gemaach, fir eben déi zwee Gesetzestexter ze trennen. Dat hunn ech schon ausgefuert. Dofir hu mer och haut de Mëtteg iwwer zwee Projets de loi ze debattéieren. D'Kommissioun ass deem nokomm an duerfir war awer och déi Opposition formelle dann do behuween.

Zum zweeten Deel ass et elo esou: En éischten, deen do geännert gëtt, dat ass den Artikel 1 vun deem Gesetz. Deen ännert u sech den Artikel 1 Alinea 3 vun deem Gesetz vum 1962 of, an do geet et ëm d'Zesummesetzung vun dem Comité vum Syndicat vum SEBES.

Do musst Der wëssen, dass do dra fënnf Delegéierter si vun de Ministère: Ministère de l'Intérieur, Ministère des Finances, Ministère de la Santé publique an de Ministère, deen u sech d'Gestion de l'eau a sengen Attributionen huet, an de Ministère des Travaux publics. Ee vun deene Ministère hat bis elo u sech nëmme eng Voix consultative, an dat war u sech de Ministère ayant dans ses attributions la gestion de l'eau.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Elo gëtt hei proposéiert an dësem Artikel, dass zwee Ministären nach ëmmer dra bleiwen an dësem Comité an awer hir Fonctiounen, hir Méiglechkeeten échangéieren. An zwar géif de Ministère des Travaux publics erauskommen a mat Voix consultative an dësem Gremium siégéieren an de Ministère, deen a sengen Attributiounen d'Gestioun de l'eau huet, dee géif da vollt Stëmrecht kréien a kann och de President stellen.

De Statsrot huet hannerfrot, ob dat utile wier, dass u sech eben dann, soen ech emol, de Ministère, deen d'Gestion de l'eau ënner sech huet, dee souwuel d'Norme festleet am Dréinkwaasserberäich, deen d'Kontrolle muss maachen, och nach soll am Organisatoresche mat eraschaffen an deem Gremium SEBES. No Diskussioun war an der Chamberskommissioun d'Majoritéit der Meenung, dass deem esou soll sinn. An dofir géife mer där Proposition vum Statsrot net nokommen.

Dann hu mer do nach deen zweeten Artikel. Den zweeten Artikel, dee mécht eng Mise en place vum engem Comité d'accompagnement, wéi mer dat schonn a ganz ville Projéten hunn. An dee Comité d'accompagnement, deen huet eben als Missioun, de Suivi ze maache vu Projets d'investissement, an zwar d'Exekutioun awer och de Plan technique, financier et budgétaire.

Elo ass et esou: An dëse Comité de suivi géif de Ministère erëm eng Kéier Leit delegéieren, an zwar wärend de Représentant vum Ministère vum der Gestion de l'eau, do wär de Ministère vum Budget vertrueden, an als drëtter Vertrieeder wär do de Ministère de l'Intérieur vertrueden. De President ass déi Kéier beim Ministère, deen d'Gestion de l'eau a sengen Attributiounen huet, deen u sech dëse Comité de suivi dann och géif presidéieren a féieren.

De Statsrot huet hei monéiert, dass do eng gewëssen Ongläichheet wär, dass verschidde Ministère souwuel eng Kéier vertruede wärend an dësem Comité d'accompagnement an am Comité SEBES, wou ech elo natierlech vergiess hat ze soen, dass am Comité d'accompagnement och Vertrieeder vum Dréinkwaassersyndikat, ausser deene Vertrieeder vum Ministère, natierlech dra siégéieren. Et geet jo u sech ëm Investissementer, déi si herno och bedreiwen (veuillez lire: tätegen).

Also wärend hei, an dat war d'Uleies vum Statsrot, u sech zwee Ministère méi dacks vertrueden - dat wär eng Kéier d'Gestion de l'eau an de Ministère de l'Intérieur - an d'Ministère vum Budget, Finances, Santé an Travaux publics nëmmen eng Kéier. En huet dësen Déséquilibre gemaant.

Doriwwer ass och diskutéiert ginn an der Chamberskommissioun an en ass u sech awer bäibehale ginn, dee Virschlag, deen hei um Dësch louch, fir u sech de Ministère de l'Intérieur an de Ministère ayant dans ses attributions la gestion de l'eau, fir déi als Vertrieeder an dësem Comité d'accompagnement ze belouwen, an och dann de Vertrieeder vum Ministère vum der Gestion de l'eau als President hei anzesetzen.

Dann ass nach ugemierkt ginn, dass et eben natierlech... Mir haten hei am Ufankstext, dass d'Projets d'investissement éligibles sinn, dat schwätzt fir sech. Duerfir ass den Term „éligible“ gestrach ginn. An da gëtt deen Artikel 2 ugehaangen un dat Gesetz vum dem 31. Juli 1962 a géif zum Artikel 15 vum deem Gesetz da ginn, mat deem Inhalt, deen ech lech elo grad beschriwwen hunn, wou u sech d'Zesummesetzung vum dësem Comité d'accompagnement da festgeluecht ass.

Ech wär domat um Schluss vu mengen Interventiounen ukomm an ech géif lech Merci soe

fir d'Noluschteren. An ech ginn d'Zoustëmmung vum der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Anzia. D'Wuert huet direkt den Här Marco Schank.

Discussion générale

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wollt ech am Numm vu menger Fraktioun dem honora-bele Kolleeg, dem Gérard Anzia, Merci soe fir deen exzellente Rapport, schrëftlech an och mëndlech. Dat gëtt mir och d'Geleeënheet, fir manner op déi Inhalter, déi hie scho virgedroen huet, anzegoen, mä e puer méi speziell Saachen ze soen.

Mir stëmmen haut ee Gesetz, eigentlech sinn et der jo zwee, fir d'Regierung ze autoriséieren, fir wicteg Schrëtt ze entaméieren, fir d'Dréinkwaasserversuergung zu Lëtzebuerg op fest, stabil Féiss ze setzen. An et brauch een och op dëser Plaz net extra drop hinzewiesen, wéi wicteg dat alleréischte Liewensmëttel ass, eben d'Dréinkwaasser, fir de Mënsch. Duerfir sinn och déi Suen, déi hei investéiert ginn, déi 166 Milliounen, och op eng gutt Manéier ugeleucht.

Mir hu virdru geléiert, et sinn eigentlech zwee Gesetzter, well ee Gesetz an zwee gedeelt ginn ass op Recommendation vum Statsrot hin. An déi héich Kierperschaft hat den Artikel 99 invoquéiert, wou se da gesot huet, d'Autorisatioun fir finanziell Engagementer, dat ass dat eent an engem Spezialgesetz, an d'Asetze vum engem Comité d'accompagnement unique et permanent gehéiert an e generell Gesetz. Dat huet de Rapporteur schonn ausgefouert.

An der zoustänneger Commissioun ass effektiv och gemengt ginn, am Géigesaz zum Statsrot, dass dat sënnavoll wier, dass dee Comité eng pragmatesch Approche wier, fir d'Ëmsetzung vum deemselwechte Projet vum dem Bau vum der neier Waasserfabrik. Do kann een och eng aner Meenung hunn. Allerdéngs ginn et an der Tëschenzäit eng Hällewull vun esou Comité d'accompagnement. Eleng am Beräich Waasser ginn et der aacht, just fir ze soen, dass do schonn eng ganz Partie esou Comitéen en place sinn.

De Syndicat mixte vum SEBES, et ass gesot ginn, ass iwwerregens fir ronn gutt en Drëttel vum der Versuergung vum eisem Land mat Dréinkwaasser responsabel, erreecht 80% vum der Populatioun insgesamt, wann een un de Barrage denkt, deen an de 50er Jore gebaut ginn ass, mat enger Capacitéit vum ongeféier 60 Milliounen Fudder an eng Waasserfläch, déi de Séi bedeckt, vu bal véier Quadratkilometer.

Da kann een och nach soen, eng 300 Quellen a Buerunge liwwere Grondwaasser bei eiser Waasserversuergung an eben de SEBES zu Esch-Sauer huet eng Capacitéit vu 70.000 Fudder den Dag.

Wann een un d'Gesetz zréckdenkt, wou deemools 1962 véier Waassersyndikater, mat der Stad Lëtzebuerg a mam Stat selbstverständlech, sech zesummegedoen hunn, fir eis Waasserversuergung ganzheetlech ze organiséieren, ass och iergendwann dru geduecht ginn, fir een Naturpark an darselwechter Regioun op d'Been ze setzen, fir eis national Dréinkwaasserreserv ze protegéieren.

An et gouf ugefaangen deemools, wat e wictege Schratt war, op d'Landwirtschaft zouzegoen. An ech erënnere mech nach ganz genee, dass am Fond deemools schonn déi éischt Kooperatioun mat de Baueren entstanden ass. Deen alleréischte Mataarbechter, haaptamtle-

che Mataarbechter vum Naturpark Uewersauer, war ee Beroder fir d'Landwirtschaft. An donieft ass natierlech, mat Hëllef vum deem Beroder, a Richtung Waasserschutz sensibiliséiert ginn, ass berode ginn. An dobäi koum awer och e richtegen Ubau mat Kritären, fir eben och méi ekologesch ze wirtschaften an der Dréinkwaasserregioun vum der Uewersauer.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Et gouf och eng Linn vu Produiten deemools entwéckelt, an haut ass dat déi véiertbekannteste Marke vu Lëtzebuerg, nämlech d'Véi, pardon, all déi Produite vum Séi: D'Véi vum Séi, den Téi vum Séi a wéi se alleguerten heeschen.

Allerdéngs ass de Berodungsservice vum der landwirtschaftlecher Berodung amgang, ëmgekrämpelt ze ginn. An do kommen dann nei Problemer, hunn ech mer soe gelooss vum der Responsabele vum Naturpark, op deeselwechten duer. Déi Responsabel soen, dass dowéinst an Zukunft 50.000 Euro méi Gemengesuen an d'Berodung musse gestach ginn an doduerch d'Berodung net méi gratis kéint sinn an Zukunft, an deemno och manner Berodung dierft geschéien.

D'Landwirtschaftsberodung vum Naturpark ronderëm eisen nationalen Dréinkwaasserreservoir wier domat eng vu villen, obwuel de Stat am Comité mixte sëtzt, mä wou e sech elo bei der Landwirtschaftsberodung aus der Verantwortung zitt, soen déi Responsabel aus der Regioun.

Här President, ech wëll op dëser Plaz och drop hiweisen - Madamm Presidentin -, dass et nach e laange Wee dierft sinn, éier de SEBES mat der Gemeng Esch-Sauer eens wäert sinn, fir dëse fir eist Land esou wictege Projet, nämlech de Bau vum der Waasserfabrik zu Eschduerf, ze realisieren.

Wann ech mer dierf erlaben, de Buergermeeschter ze zitieren, dee sot: „Mir hu keen Accord mam SEBES an d'Situatioun ass komplett blockéiert.“ Sou sollt beispillsweis d'Gemeng d'Terraine kompenséiert kréien, déi se direkt duerch de Bau bei deem geplangte Site wäert verléieren. An der Gemeng Esch-Sauer géifen net manner wéi sechs Hektar Bauterrain verluer goen, déi soss als Lotissementer fir ebe Bauland kéinte genotzt ginn, eng 25 Logementer, hu se mir gesot, eppes iwwer 300 Awunner, wou d'Gemeng kee Logement kéint maachen an och natierlech keng Dotatioun fir d'Zukunft dann ze kréie wieren.

D'Gemeng seet och, si hätt e ganze Koup Käschen, eng 80.000 Euro, am Kontext vum der entaméierter Modification ponctuelle vum PAG an der SUP, déi de SEBES nëmmen zum Deel wéilt iwwerhuelen.

Ech krut dann och gesot, dass et am Virfeld e mëndlechen Accord sollt gi sinn, esou seet d'Gemeng, awer elo säitens vum SEBES net méi agehale sollt ginn. Hei geet et ëm de Verkauf vum Terrainen un de SEBES fir déi eege Kompenséierungsverpflichtungen.

Normalerweis hätt scheinbar missen e PAP gemaach ginn, mä op Ufro vum SEBES war d'Gemeng averstanen, dass nëmmen - „nëmmen“ tëschtent Guillemets - eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach géif ginn. Et war scheinbar awer ëmmer kloer, dass d'Gemeng déi Kompensatiounen, déi se duerch de PAP kritt hätt, och bei dëser Prozedur sollt kréien. Haut, seet d'Gemeng, wéilt de SEBES awer näischt méi dovun wëssen.

Wann ech mir nach eemol dierf erlaben, fir de Buergermeeschter ze zitieren: „D'Gemeng kritt guer näischt, muss d'Käschen iwwerhuelen an ass esou Verléierer op der ganzer Linn!“ Elo missten d'Diskussioun scheinbar vu vir ugoen, soen déi Responsabel, a wonnere sech hei iwwer d'Virgoensweis vum SEBES.

Meng Fro ass, vu datt de Stat Member am SEBES ass, an do och de President stellt, wéi et elo virugeet, éischters. Zweetens, méi prezis d'Fro: Firwat wéilt de SEBES déi Terrainen, déi de Syndikat vum der Gemeng gären hätt, net kompenséieren, déi jo an enger normaler PAP-Prozedur ze kompenséieren wieren?

Madamm Presidentin, zum Projet selwer nach eng weider Remarque. Ech hunn am Numm vu menger Fraktioun an der Commissioun drop gehalen, an dat ass och däitlech ginn am Bericht vum Rapporteur, dass et an där neier Waasserfabrik soll méiglech sinn, iwwer d'Gruppen eraus, déi bis elo de SEBES jo ëmmer gemaach huet, déi Visite fir Gruppen, dass et och do esou dierft sinn, dass Individualtouriste kéinten eng Visite maachen, well ech denken, dass déi nei Waasserfabrik wierklech en Highlight an der Naturparkregioun wäert sinn. An duerfir soen ech och Merci, dass där Suerg am Rapport och Rechnung gedroe gouf.

Dann, Madamm Presidentin, zum Schluss nach eng Fro am Kontext vum Barrage vum Esch-Sauer. Am Sënn vum der Aktualitéit vum deem

ville Waasser, wat mer déi lescht Deeg a Wochen haten, wollt ech froen, wou de Projet vum Évacuateur de crue fir extreemt Héichwaasser drun ass. Wéini sollen d'Aarbechten ugoen, oder si se schonn amgang? Respektiv, wéi laang solle se daueren?

D'Gemeng huet dozou gesot, wéi ech gefrot hunn, si wéisst net, wou de Projet dru wier. An de Buergermeeschter sot och, de Stat hätt vergiess, d'Gemeng hei ze informéieren. Dat, wat se wéissten, ass, dass eng Bréck amgang wier gebaut ze gi fir den Accès vum Chantier.

Dat gesot, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech zum Schluss nach den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Gesetzestexter bréngen. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Schank. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen d'Madamm Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech wéilt och op dëser Plaz direkt emol dem Rapporteur, dem Här Gérard Anzia, e ganz grouse Merci soe fir de schrëftlechen an och de mëndleche Rapport. De Rapport, dee war méi wéi komplett, soudass ech wierklech näischt fonnt hunn, wat ech elo nach do kéint bäifügen.

Mir begrëissen och, dass déi Installatiounen herno fir de Public zougänglech sinn, dass do kënnen Visitten organiséiert ginn. An ech géif et wierklech vum dëser Plaz aus och elo scho begrëissen an och d'Schouklasse encouragéieren, fir dohinner ze goen, well ech einfach fannen, dass een net frei genuch kann ufänken, fir de Leit de Wäert vum Waasser, eist héchst Gutt, direkt scho méi no ze bréngen.

Voilà! Dat gesot, wéilt ech dann och op dëser Plaz den Accord vum der sozialistescher Fraktioun ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Hemmen. Als nächste Riednerin hunn ech ageschriwwen den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech hat d'Geleeënheet, virun e puer Méint am Tschad ze sinn, dat ass dat véiertärmst Land vum der Welt. An do ass besonnesch eng Zeen mer hafte bliwwen, wéi ech gesinn hunn, wéi Frae versicht hunn, bei engem sougenannte Pëtz, no Dréinkwaasser ze kucken an es eropezéien, méttels vu knaschtege Bidonen. Si hunn och eppes doerausginn. Ech hu se gefrot, wat dat wier. Do hu se zu mer gesot, dass wier hiert Dréinkwaasser. Dat huet esou ausgesinn e bësse wéi mäin Hiem hei. Do hunn ech gesot: „Dréinkt Der dat do dann och?“ „Jo.“ Do hunn ech gesot: „Gidd Der net krank?“ „Dach.“ „Firwat dréinkt Der dat dann?“ „Mir hunn näischt aneres!“

Spéitstens dunn ass engem erëm bewosst ginn, wat fir eng Chance een huet, an engem Land ze liewen, wou ee moies opsteet, de Krunn opdréit an da kënt héichqualitatiivt Dréinkwaasser eraus. Dat ass eppes, wat mer eis net ëmmer esou bewosst sinn. Et klängt vläicht e bësse klischeehaft, mä ech géif soen, spéitstens de Mëttag ass jo erëm eng Kéier d'Geleeënheet, fir awer drop hinzewiesen, wat fir eng Chance mer hei zu Lëtzebuerg hunn, eng exzellente Dréinkwaasserversuergung kënnen all Dag ze benotzen.

Et dierf een och net vergiessen, dass ronn eng Milliard Leit op der Welt keen Zougang zu propperem Dréinkwaasser hunn. An da ginn et och Experten, déi ganz kloer drop hiweisen, dass et net ausgeschloss ass, dass nächst militäresch Konflikter wäerten ausbriechen eben wéinst engem Manko un Dréinkwaasser.

Hei zu Lëtzebuerg huet d'Dréinkwaasserversuergung eng ganz laang Traditioun. Ech ginn zum Beispill zréck bis bei d'Keeserin Maria Theresia, do sinn zum Beispill scho Brunnen an der Stad Lëtzebuerg gebuert ginn an enger Déift vum 48 bis 68 Meter. Den éischten Dréinkwaassersyndikat hei zu Lëtzebuerg, deen ass den 8. Juni 1908 gegrënnt ginn, dat war den SES, de Syndicat des Eaux du Sud. An de SEBES, iwwer dee mer jo haut schwätzen, dee krut u sech seng definitiv gesetzlech Basis mam Arrêté grand-ducal vum 8. Juli 1963. Iwwerregens huet de SEBES de 27. Mee 2006, 6 Minutte virun 11 moies, sai 500-milliounste Kubikmeter Waasser geliwwert.

Eist Land, wéi gesot, brauch och dat Dréinkwaasser. Eist Land wusst a wusst. Dat ass eng Diskussioun, déi een natierlech och kéint vum engem anere Standpunkt hier féieren. Dat

bréngt natierlech mat sech, datt d'Demande no Drénkwaasser ëmmer an ëmmer méi grouss gëtt.

Och do wëll ech op eng Statistik hiweise vum SEBES zum Beispill: Zwëschent 1970 an 1979 louch d'Moyenne bei 35.192 m³ den Dag. Zwëschent 2010 an 2014 waren dat scho 54.849 m³. Dowéinst ass et also ze begrëssen, datt elo d'Capacitéit op 110.000 m³ eropgesat gëtt.

Mir als Demokratesch Partei sinn och frou, datt u sech elo zwou Filiëren hei zrëckbehalen ginn, well eben, wann e Problem géif entstoën, dann net eng direkt Pénurie kéint entstoën.

Datt dee Projet de loi hei gespléckt ginn ass op Urode vum Conseil d'État, dat féinnt och eis Zoustëmmung. Duerch deen zweeten Deel vum Projet de loi gëtt jo e sougenannte Comité d'accompagnement geschaf, dee vum Conseil d'État zwar zum Deel a Fro gestallt gëtt. Doriwwer kéint een elo vill diskutéieren. Mä ech mengen, et ass awer net derwärt, datt ee sech do ze vill Gedanken driwwer mécht.

Ech wëll awer och hei ënnersträchen, datt den Delegéierte vum Minister, deen d'Travaux publics ënner sech huet, elo u sech a senger Kompetenz geschwächt gëtt, dat zum Avantage, fir et dann emol esou auszedrücken, vum Delegéierte vum Minister, deen zoustännig ass fir d'Gestioun vum Waasser. U sech kléngt dat och logesch, well ënner dëser Regierung ass e ganz wesentlechen, e ganz wichtege Schrëtt ënnerholl ginn, an zwar an deem Sënn, datt d'Waasser endlech dohinner komm ass, wou et higeheiert, an zwar an den Environnement.

Natierlech kann ee sech och d'Fro stellen, firwat grad an engem Gemengesyndikat esou vill Verrieder vum Stat och dra sinn. Dat huet natierlech och historiesch Ursachen. Mä ech kann lech awer och hei nach eng Kéier drun erënneren, datt 1962, wéi den Débat iwwert de SEBES gefouert ginn ass, iwwert d'Alimentation mat Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg, datt deemools schonn dat eng ganz ëmstridden Décisioun war, fir eben an dem SEBES esou vill Verrieder vum Stat opzehuelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt awer nach e puer Remarqué méi allgemeiner Natur maachen.

Éischtens, wa mer iwwert de SEBES schwätzen, wa mer iwwert d'Drénkwaasser schwätzen, da komme mer natierlech och net derlaanscht, iwwert d'Qualitéit vum Drénkwaasser respektiv virun allem vum Waasser am Stauséi ze schwätzen. Et ass bekannt, datt virun allem an de Summerméint eng Rei Problemer um Niveau vum Stauséi entstinn. Et ass bekannt, datt den Algewuesstum och leider dëst Joer am Summer wäert dann erëm zouhuelen. Mir wëssen och, wat d'Ursaache sinn. Dat ass engersäits duerch nach ëmmer, leider, en Deel vum ongeklaarten haislechen Ofwässer. Et ass och bekannt, duerch den Antrag bedéngt duerch eng intensiv Landwirtschaft.

Dowéinst ass et och ze begrëssen, datt de SEBES jo elo e sougenannte Kooperationsvertrag mam Naturpark Uewersauer mat Bauere gemaach huet, wou da versicht gëtt, datt d'Bauern, wéi gesot, méi eng gewässerfrëndlech Praxis wäerte ronderëm de Stauséi maachen.

Dann däreft een natierlech och net vergiessen, datt 65% vum Anzuchsgebitt vum Stauséi op belschem Territoire leien, d'Anzuchsgebitt, wat ganz genee 42.559 Hektar huet. Mä och déi Problematik ass net nei, well och schonn de fréieren Deputéierten, et ass scho ganz laang hier, Henry Cravatte huet schonn 1962 drop higewisen, datt den Antrag vum Insektiziden - deemools, wéi gesot, ass deen Term gebraucht ginn -, datt dat scho géif Problemer mat sech bréngen. An dat sinn awer scho jett Joren hier!

Da wëll ech awer och drop hiweisen, datt de Stauséi och schonn, bedéngt duerch aner Accidents, grouss Problemer hat: 1990, wéi de Camion zu Maartel mat der Monochloressesgaier ëmgefall war, wéi ganz vill däre Produkt an d'Uewersauer gelaf ass mat néfasté Konsequenzen! Dann natierlech, et ass schonn hei de Mëtteg vum engem vun de Kollegeen ugeschwat ginn, den Accident mam Metazachlor de 14. September 2014 am belsche Witry. Dat beweist also, wéi sensibil och dat ganz Gebitt do ass an datt mer och mussen um Niveau vum de Schutzzonen nach ouni Zweifel eng Rei vun Efforte maachen.

Wa mer scho beim Waasser sinn, wësse mer jo, datt ganz vill Drénkwaasser och iwwert de Wee vum Grondwaasser nach geféiert gëtt. An och do muss een awer dat ganz kloer hei soen: 70% vum eisem Grondwaasser si jo awer och nach mat Pestizide belascht.

Ech wëll dann op en anere Punkt hiweisen. Et ass jo virgesinn an deemem Projet, datt eben och ka Waasser direkt aus der Sauer elo erausgeholl ginn. Ech gi gären zou, datt dat awer e Punkt ass, deen een awer trotzdem muss e bëssen interpelléieren. Well reng vum ekologesche Standpunkt hier, kann dat awer och zu gréisere Problemer féieren, besonnesch wann ee jo weess, datt d'Morphologie vum der Sauer do jo alles aneschtens wéi naturno ass, datt dat Waasser sech relativ séier ophëtzt an datt et dann also och ganz geféierlech wär, wann ee géif ze vill Waasser aus der Sauer do eraushuelen.

Allerdéngs hunn d'Spezialisten engem jo gesot, datt dat nëmme am absoluten Noutfall soll dann och de Fall sinn.

En drëtten Punkt, deen ech awer och wollt am Kontext hei vum Gesetz nach uschneiden, Madamm Presidentin - ah, do leeft d'Auer -, dat ass d'Stabilitéit awer och vum der Staumauer. Wa mer iwwert den, wéi gesot, SEBES schwätzen, da si mer och direkt bei där, ech wëll net soe Problematik, mä mir wëssen, datt dat awer trotzdem e sensible Punkt ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

1991 ware jo no dem Vidange vum Stauséi eng Rei Aarbechten do gemaach ginn. Entre-temps ginn natierlech ëmmer där Inspections décennales gemaach, an déi nächst sollen 2023 sinn. Ech beruffe mech hei op Aussoe (veuillez lire: Antwerte) vum zoustännige Minister op eng Question parlementaire, déi ech zesumme mat mengem Fraktiounskolleeg André Bauler den 20. Januar gestallt hat. Et ass also och evident, datt regelméisseg Inspektiounen musse gemaach ginn. A si ginn och gemaach!

An an deem Kontext och, Madamm Minister, vläicht eng Fro: Wéi steet et mam Katastrophelplang, dee mat Sécherheet muss och regelméisseg do adaptéiert ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn natierlech an deemem Projet eng ganz Rei positiv Saachen ze ernimmen, op déi ech awer elo net wëll am Detail agoen. Dat huet de Rapporteur, den Här Anzia, ganz gutt gemaach. Ech soen him Merci fir seng souwuel mëndlech wéi och schrëftlech Berichter.

Ech wëll awer hei drop hiweisen, datt dee Centre d'accueil awer och vum enger grousser Wichtigkeet ass, well en eben eis d'Méiglechkeet gëtt, d'Leit op d'Wichtigkeet vum Drénkwaasser hinzewiesen, wat ee muss feststellen, datt dat nach ëmmer net ëmmer de Fall an eiser Gesellschaft ass, an, wéi gesot, besonnesch vis-à-vis vum de Kanner, fir se drop hinzewiesen, datt et net elementar ass an net evident ass, einfach nëmme de Krunn opzedréien an dann Héichqualitéitswaasser kënnen do ze benotzen.

Op eng Manéier ass awer och ze bedauern, datt dat net administratiiv Gebai keng Fotovoltaik, keng Sonnekollektore kritt. Op där anerer Säit ass et positiv, datt den Daach begréngt gëtt. Sou wéi am Projet steet, soll jo dann dat aalt Gebai, déi al Fabrik - dat ass en Term, deen ech haut zwar fir d'Éischt héieren hunn, Här Schank, mä wann Dir et sot, da wäert dat och esou sinn -, datt déi soll zu Esch-Sauer ofgerappt ginn. Bon, och do kann ee sech d'Fro stellen, ob een net vläicht hätt kënnen awer déi Gebaiheckeet nach fir eppes aneres benotzen. Mä ech loosse mech och do gären enges Bessere beléieren.

Jiddefalls dese Projet de loi dréit ouni Zweifel dozou bäi, datt d'Drénkwaasserversuergung fir e gudden Deel vum Land wäert fir eng länger Zukunft ofgeséichert sinn.

Ech mengen, mir sollten och an Zukunft all méiglech Efforte maachen, fir datt mer wierleech dat liewenswichtig Element och an Zukunft kënnen onbedenklech hei zu Lëtzebuerg konsuméieren.

Et ass awer och wichtig, an ech mengen, och do sollt d'Politik de Courage hunn, drop hinzewiesen: Wa mer Waasser verbrauchen, da sollt mer och bereet sinn, de Präis ze bezuelen! Ech weess - a besonnesch als Lokalpolitiker weess een dat virun allem -, wann et iwwert de Präis vum Waasser hiergeet an et wëllt een nëmme iwwer e puer Cent Erhéijung schwätzen, da gi scho bei ganz ville Leit d'rout Luuchten un.

Ech bedauern dat. Ech soen dat riicht eraus, och wann dat vläicht net onbedéngt populär ass, mä ech bedauern dat. Et sollt een awer de Courage hunn, datt d'Waasser och sengem Präis no sollt verrechent ginn.

Ofschléissend dann, wéi gesot, vläicht eng allerlescht Remarque. Et gëtt jo awer emol nogeduecht iwwer Alternativformen, fir Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg ze féieren, ënner anerem iwwert de Wee vum Muselwaasser oder ënner anerem iwwert d'Galerien zu Esch. Vläch kann d'Madamm Minister eis do nach déi eng oder déi aner Erklärung ginn.

Bref, ënner dem Stréch, wéi gesot, hei ass e ganz wesentlech Gesetz, oder si wesentlech Gesetzter, zu deenen d'Demokratesch Partei natierlech steet. Mir stëmmen dat selbstverständlech an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. Ech hu keng weider Wuertmeldung virleien. Dann hätt direkt d'Wuert d'Madamm Dieschbourg. Jo, kommt bei eis, Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Här Chamberspräsident, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, éischtens emol e grouse Merci fir den exzellente mëndlechen a schrëftlechen Rapport vum Gérard Anzia. E schéine Bonjour och un d'Représentant vum SEBES a vun de Ministären.

Dës Projeten, do kann ee mat roungem Gewësse soen: Et ass Waasser fir d'Zukunft vum Lëtzebuerg. Déi zwoe Projeten, et ass esou wéi mer se kéinten an aller Bescheidenheet benennen, well et ass d'Zukunft, eis gemeinsam Zukunft an d'Ofsécherung vum Drénkwaasser, déi hei um Spill stinn.

No 50 Joer Betrib gëtt et eng nei Opbereedungsanlag um SEBES op engem neie Site, deen alle Kritäre vum der Nohaltegkeet entsprécht. De SEBES, dat ass eng gemeinsam Struktur vum Stat a vum ville Gemengesyndikater: der Stad Lëtzebuerg, der DEA, der SEC, SES, SIDERE. An et wäert awer donieft och weider esou sinn, de SEBES, dee liwwert eis ongeféier 50% vum eisem Drénkwaasser. An et wäert och weider esou sinn, dass eenzel Gemengen hir eege Versuergung maachen. An dofir wäerte mer iwwert dat neit Waassergesetz och deenen, déi regional zesummeschaffen an déi net heimadder beliwert ginn, ënner d'Aerm gräifen.

De SEBES huet haut, an de Gérard Anzia huet dat scho gesot, eng Capacitéit vum 72.000 Liter (veuillez lire: m³) a wäert mat deemem Projet kënnen 110.000 m³ den Dag liwweren. De Stat ass zu 50% beim SEBES bedeelegt a gesäit an deemem Gesetz vir, dass och heivu 50% vum den Investitiounskäschten iwwerholl ginn. Dat heescht, d'Halschent vum den 166 Milliounen, dat heescht 83 Milliounen Euro.

An eier ech elo op d'Froen aginn, wëll ech awer nach kuerz soen: Zanter 1999 gouf op staatlecher Säit d'Waasser ëmorganiséiert. Et war ursprénglech a siwe Ministerë verdeelt an dat gouf zesummegeféiert. An ech mengen, dass et e ganz wichtege Schrëtt ass, dass dat elo och hei duerch déi zwoe Projete widdergespigelt gëtt an dee Ministère, deen elo d'Waasserkompetenz huet, och seng Verriedung huet.

Déi nei SEBES-Anlag gëtt no der neister Drénkwaasseropbereedungstechnik équipéiert. E Kärstéck dovun ass de Membranfilter. An dofir wäert et och an Zukunft méiglech sinn, net nëmme d'Waasser aus dem Stauséi, mä eben och direkt aus der Sauer kënnen opzebereeden, wat e ganz grouse Schrëtt ass.

Et gouf bei der Planung e ganz grouse Wäert op de Choix vun deenen Opbereedungstechniken geluecht an et ass déi éischte Kéier hei zu Lëtzebuerg, dass och Pilotversich gemaach gi si vum SEBES a vum däitschen IWW, an dat an Zesummenaarbecht mat der Waasserverwaltung.

Den definitive Projet gouf dunn an engem Concours, an engem Ingenieursconcours erausgewielt, bei deem souwuel d'Opbereedungstechnik wéi awer och d'Energieeffizienz, wéi awer och d'Aglidderung an d'Landschaft an den Naturschutz eng ganz wichteg Roll gespillt hunn. An dofir sinn ech frou, dass hei all d'Verwaltung mam SEBES ganz gutt a proaktiv zesummegeféiert hunn. An duerfir hinnen alleguerten och mäi Merci fir déi proaktiv an déi gutt Zesummenaarbecht an deemem Projet. Ech mengen, dass et hei un der Zäit ass, dat dann ze soen.

An da kommen ech kuerz op de Volet Waasserschutz a Landwirtschaft zrëck. Jo, den Här Schank huet recht, wann e seet, déi Berodung, déi gëtt restrukturéiert, wat de Volet Naturpark uegt. An dat ass de Volet, deen aus der Landwirtschaft kënt.

Mä, wat mer awer haut hunn a wat bis ewell net de Fall war, ass, dass aus dem Waasserring an enger éischter Phas 80.000 Euro an d'Regioun ginn, an enger zwoeter Phas 292.000 Euro, déi iwwert de SEBES a Projete fir d'Landwirtschaft an där gemeinsamer Kooperatioun, a se gouf och scho vun de Virriedner ugeschwat, an déi Regioun ginn, fir dass d'Bauere kënnen konkret Projete maachen. Ech mengen, dass dat e grouse Fortschritt ass!

An ech muss och soen, dass an deene leschte puer Méint d'Zesummenaarbecht tëschen den

Akteuren Naturpark, SEBES, Gemenge wierleech e gudde Schrëtt virukomm ass. Dofir awer och hei: Kommt, mir verdreien d'Tatsachen net; kommt, mir soen, wéi et ass! Haut flësse vill méi Gelder an de Schutz vun eise Gewässer. An eis Waasserqualitéit wäert och an Zukunft nëmme esou gutt sinn, wéi mer et schaffen, zesummen do eens ze ginn. An ech mengen, déi 50.000 Euro op där enger Säit, deene muss een déi aner Gelder an déi nei Aart a Weis, mat der Landwirtschaft zesummeschaffen, awer och géigeniwwerstellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Minister, erlaabt Der eng Zwëscheremarque oder Fro vum Marco Schank?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Madamm Minister, ech wollt just soen, dass ech d'Tatsachen net verdreien hunn. Ech hunn dat zitiiert, wat déi Responsabel vum Naturpark Uewersauer mir gesot hunn an näischt méi.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Bon, ech hunn lech elo just erkläert, dat eent ass de Volet Naturpark, an am zwoete Volet schafft natierlech den Naturpark mat dem SEBES zesummen. An ech mengen, dass mer do mat deem gemeinsame Schaffen a mat deem Méi u Geld vill méi kënnen bewegen.

Zu der zwoeter Saach, déi den Här Schank och ugeschwat huet, ass et awer esou, dass ech och muss soen: Ponts et Chaussées huet de Projet vun den Évacuateurs de crue der Gemeng virgestallt. Och do gouf et eng Kommunikatioun. An dofir mengen ech, dass, wann do elo nach Saache sollten onkloer sinn, da wäert do sécherlech dat och nach eng Kéier kënnen erkläert ginn.

Et bleift mir nach, lech alleguerten e Merci fir d'Ënnerstützung zu deemem Projet ze soen. Ech hoffen, dass mer weider esou gutt a proaktiv virukommen an dass mer dann all zesumme gutt opgestallt sinn, fir dass mer an den 2020er Joren eng gutt Drénkwaasserversuergung kënnen garantéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Minister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen. D'Ofstëmmung fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 6906A.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6906A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer. Da géife mer, nodeem ech d'Resultat bekannt ginn hunn, dat unanime ass,...

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversari;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech ginn dovunner aus, dass dat och en Zeechen ass, dass mer d'Dispens vum zwoete Vott ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert.

Da géif ech zu deem nächste Vott iwwergoen, de Projet 6906B.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6906B et dispense du second vote constitutionnel

De Vott ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

(Brouhaha)

Wëllt Der, dass ech méi lues maachen?



► **Plusieurs voix.** - Neen!

► **Une voix.** - Well da piipst et erëm, da musse mer eraus.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Awer dës Kéier alleguer!

(Hilarité)

Also och hei Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An d'Fro da selbstverständlech: d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Villmools Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergeen, dat ass de Projet 6930, deen déi sougenannte Produits biocides betrëfft. A wat dat genee ass, erkläert eis elo direkt de Rapporteur, den Här Gérard Anzia. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

6. 6930 - Projet de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Gérard Anzia (déi gréng), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert déi Kéier dann dem President net nolauschteren an elo net op den Detail vun der Definitioun vun de Biociden agoen. Ech kennen awer nach mäin Noriedner, deen d'leschte Kéier dat iwwerholl hat, fir e bëssen op den Detail anzegoen. Et geet u sech em Produkter natierlech, fir den „Bios“ u sech zrëckzedrängen, sief et elo Ungeziefer an esou weider an esou fort. Dat Gesetz, dat hate mer, an do war ech selwer och Rapporteur.

Et ass de Projet de loi 6930, dee mer haut beschwätzen, deen ännert zwee Artikelen of vum Gesetz vum 4. September 2015, vun deem ech selwer och Rapporteur war. Do sollt meng Ried u sech higoen. A mir hunn u sech zwou Saachen, zwou kleng Saachen ze verbessern, dofir wäert dat och elo relativ oder ganz schnell souguer hei iwwert d'Bün goen.

Den Dépôt war den 21. Dezember d'lescht Joer. De Conseil d'État huet säin Avis ofginn den 19. Abrëll dést Joer. D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre d'Agriculture: Den 8. Januar, 4. Februar, 9. Februar 2016 hu se hir Avisen eragereecht. D'Kommissioun huet mech selwer als Rapporteur genannt de 4. Mee. An darselwechter Kommissiounssëtzung hu mer och den Avis vum Conseil d'État analyséiert. An de Rapport hu mer uegoholl den 11. Mee 2016.

Ëm wat geet et? En gros geet et u sech an deem Gesetz em d'Harmoniséierung vun de Regele fir d'Mise à disposition sur le marché an d'Utilisatioun vun de Produits biocides, fir dat ze regelen. Et ass also d'Ëmsetzung vun enger Direktiv an engem Reglement, entschëllegt, an et geet u sech em d'Protektioun vun der Gesondheet vun de Mënschen, der Gesondheet vun den Déieren an och natierlech vun der Ëmwelt.

Et waren hei u sech zwee Oublieren oder zwee kleng Feeler ënnerlaf an deem Gesetzestext vum leschte Joer. An zwar deen éischten, dee betrëfft den éischte Paragraf vum Punkt 7 Artikel 10, wou mer wëilten d'Referenz op de Service de la sécurité alimentaire ersetzen duerch den iwwergeuerdnete Service, an zwar d'Direction de la Santé. Deen ass méi allgemeng an deem ënnersteet och de Service de la sécurité alimentaire.

An deen zweete Volet, deen hei an deem Gesetzestext ofgeännert gëtt, dat ass den éischte Paragraf vum Artikel 12. Deen ass net komplett, do hate mer bei der Lëscht vun den Infractiounen, déi duerno eng Sanction pénale mat sech bréngen, eng Dispositioun net ëmgesat. An déi Dispositioun, dat war u sech déi, déi an den Artikelen 69, 70 an 72 vum europäesche Reglement N°528/2012 drasteet. Dat sinn u sech déi zwou Ännerungen, déi mer hei géife maachen an deem Projet de loi.

An domat wär ech schonn um Schluss vu mengem Exposé hei ukomm an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng), rapporteur.** - An ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun. Entschëllegt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat hate mer esou uegoholl a soen lech e ganz häerzleche Merci. D'Wuert huet elo den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. Mir waren d'lescht Joer domat averstanen, mir bleiwen och domadder averstanen. Dofir ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools. Da ginn ech och dem Här Negri d'Wuert, wahrscheinlech fir den Accord ze ginn.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Jo, ganz genau, Här President. Villmools Merci un de Rapporteur Gérard Anzia an den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann de Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Jo, ech schlësse mech de Wieder vu menge Virriedner un a ginn och den Accord vun der Demokratescher Partei a soen dem Rapporteur Merci fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen, ginn awer dovunner aus, dass déi aner Kolleegen och do domat d'accord sinn a ginn dann d'Wuert un d'Ëmweltministesch, wa se nach eppes Wichtige bäizefügen huet.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Ech schlësse mech de Mercien un an hunn deem näischt bäizefügen. Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer géifen iwwert de Projet de loi 6930 ofstëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6930 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Brouhaha)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ech hat emol keng Zäit, fir fir den Henri Kox ze stëmme.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mir hunn alleguer déi 60 Stëmme.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dann ass et gutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, Madamm Loschetter, mir kënnen keng 61 kréien.

(Hilarité)

Also Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

Sommaire des séances publiques nos 33, 34 et 35

33^e séance

Ouverture de la séance publique p. 493
6857 - Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales p. 493-511

34^e séance

Ouverture de la séance publique p. 512
Communications p. 512
Octroi d'un titre honorifique à un ancien député p. 512
Ordre du jour p. 513
Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry p. 513
Heure de questions au Gouvernement

- Question n°195 du 6 juin 2016 de M. Claude Lamberty relative au bilan des aides financières pour études supérieures pour l'année académique 2015-2016, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche p. 513

- Question n°196 du 7 juin 2016 de M. Marc Spautz relative à la manifestation des salariés du secteur d'aide et de soins de samedi dernier, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 513-514

- Question n°197 du 6 juin 2016 de M. Franz Fayot relative aux réflexions sur une refonte du système des ressources propres de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Finances p. 514

- Question n°198 du 7 juin 2016 de M. Fernand Kartheiser relative aux relations avec la Turquie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes p. 514

- Question n°199 du 7 juin 2016 de M. Gérard Anzia relative aux compteurs dits «intelligents» pour la consommation de gaz et d'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 515

- Question n°200 du 7 juin 2016 de M. Laurent Zeimet relative au niveau de l'eau de la Diddelenger Baach lors des pluies intenses du 30 mai 2016 et la gestion des eaux pluviales aux sites/chantiers Eurohub et Multimodal entre Bettembourg et Dudelange, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures p. 515

- Question n°201 du 6 juin 2016 de M. Gusty Graas relative à la gourme, maladie infectieuse potentiellement mortelle et très contagieuse chez les équidés, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 515-516

- Question n°202 du 7 juin 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au premier cas d'infection à virus Zika au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé et

Question n°203 du 6 juin 2016 de M. Gilles Baum relative au premier cas d'infection à virus Zika au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 516

- Question n°204 du 6 juin 2016 de M. André Bauler relative à la circulaire RCL 16/01 du 24 mars 2016, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 516-517

Ordre du jour (suite) p. 517

Motion de M. Marc Baum relative au refus au Conseil de l'accord du Gouvernement à une signature de l'AECG et relative à la recherche active d'alliés pour s'opposer à la signature de l'AECG et

Motion de M. Alex Bodry relative à l'Accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA) p. 517-521

Ordre du jour (suite) p. 521

Motion de M. Marc Baum relative au refus au Conseil de l'accord du Gouvernement à une signature de l'AECG et relative à la recherche active d'alliés pour s'opposer à la signature de l'AECG,

Motion de M. Alex Bodry relative à l'Accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA) et

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'information de la Chambre des Députés de toutes les décisions du Gouvernement relatives aux négociations de l'accord TTIP p. 521-522

6948 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la République du Kazakhstan relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et de son Protocole d'application signés à Bruxelles, le 2 mars 2015 p. 522-524

6903 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;
3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 524-526

35^e séance

Ouverture de la séance publique p. 527
6815 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire et portant modification du Code pénal p. 527-528

6973 - Projet de loi portant modification

- 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;
- 2) de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice
- 3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 528-529

6823 - Projet de loi concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles

6848 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples et

6856 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques p. 529-530

6906A - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) et

6906B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable au Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre p. 530-533

6930 - Projet de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides p. 533

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

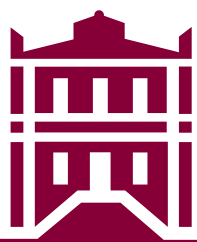
An déi lescht Fro dann un d'Chamber fir haut: Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm a gesinn eis muer de Mëtteg em zwou Auer erëm. Merci villmools a bis muer.

(Fin de la séance publique à 15.49 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1986	Françoise Hetto-Gaasch	Partenariat avec les parents
1999	Nancy Arendt	Diabète
2001	Léon Gloden	Référendum
2002	Martine Hansen, Marco Schank	Politique d'achat de Restopolis en ce qui concerne les produits du terroir issus de l'agriculture domestique et en particulier de l'agriculture biologique
2004	Aly Kaes	Vitesses maximales autorisées sur les autoroutes
2005	Gast Gibéryen	Fermeture de bureaux de poste
2006	Aly Kaes, Sylvie Andrich-Duval	Service de médecine dentaire urgente
2007	Michel Wolter	Audit externe de la Police grand-ducale
2008	Roger Negri	Délocalisation du contrôle aérien du contrôle d'approche vers un prestataire de service étranger
2009	Georges Engel	«Lëtzebuerger Gesellschaft fir Nei Musek»
2010	Franz Fayot, Taina Bofferding	Rapport «Équité entre les enfants» de l'UNICEF
2011	Alexander Krieps, Edy Mertens	Médicaments anticholinestérasiques
2012	Marcel Oberweis	Responsabilités en cas d'accident nucléaire
2013	Roy Reding	Taux super-réduit pour les nouvelles constructions
2014	Marc Lies	Pollution du cours d'eau «Drosbach»
2015	Yves Cruchten	Examens-concours dans la Fonction publique
2016	Fernand Kartheiser	ATF Dingo de l'armée luxembourgeoise
2017	Gast Gibéryen	Impôt foncier
2018	Jean-Marie Halsdorf	Accord de coopération entre les pays Benelux dans le domaine des médicaments
2019	Laurent Mosar	Potentiels attentats de l'État islamique en Europe
2020	Martine Hansen	Déchets de verdure
2021	Claudia Dall'Agnol	Permis de pêche
2022	Nancy Arendt	Augmentation de la myopie parmi les enfants
2023	Marc Lies, Félix Eischen	«Littering»
2024	Félix Eischen, Laurent Mosar	Services postaux assurés par les communes
2025	Emile Eicher	Certificat de vie
2026	Diane Adehm, Gilles Roth	Récent arrêt de la Cour constitutionnelle allemande

2027	Lex Delles	Bornes d'appel d'urgence
2028	Nancy Arendt	Services de garde d'enfants malades à domicile
2029	Cécile Hemmen, Taina Bofferding	Neutralité en matière religieuse dans les établissements de soins
2030	Laurent Mosar, Gilles Roth	Nouvelle loi «Rau»
2031	Martine Hansen, Aly Kaes	Augmentation du trafic sur la B7/N7
2032	Françoise Hetto-Gaasch	Médiation dans le cas de divorce
2033	Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Zeimet	Formation sur la dyslexie
2034	Franz Fayot	Gaspillage alimentaire
2035	Diane Adehm, Gilles Roth	«Green bonds»
2036	Nancy Arendt	Nouveau stade
2037	Martine Mergen, Laurent Zeimet	Participation financière de la Ville de Luxembourg à la construction du Centre national d'incendie et de secours
2038	Laurent Mosar, Gilles Roth	Propos tenus par le Ministre des Finances français au sujet du procès «LuxLeaks»
2039	Claude Lamberty	Subventions pour le sport
2040	Diane Adehm, Gilles Roth	Chèque repas
2042	Martine Hansen, Aly Kaes	Gare de Kautenbach
2043	Alexander Krieps, Gusty Graas	Vitres teintées des voitures
2044	Fernand Kartheiser	Cours de littérature luxembourgeoise dans les lycées
2045	Jean-Marie Halsdorf	Jeux de hasard
2046	Josée Lorsché	Analyse du lait maternel
2047	André Bauler	Lycée Edward Steichen à Clervaux
2048	Franz Fayot	Assises culturelles
2049	Claudia Dall'Agnol	Accidents vasculaires cérébraux
2050	Michel Wolter	Premier bilan relatif aux radars fixes
2051	Taina Bofferding	Travaux d'entretien du réseau autoroutier
2053	Franz Fayot	«Luxembourg Medical School»
2054	Diane Adehm, Gilles Roth	Circulaire «Bettel»
2055	Josée Lorsché, Henri Kox	Anomalies dans le contrôle de fabrication de pièces en service sur le parc électronucléaire français
2064	Franz Fayot, Marc Angel, Taina Bofferding	Commission des Sites et Monuments (COSIMO)

Question 1986 (05.04.2016) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le partenariat avec les parents:

En automne dernier, le Ministère de l'Éducation nationale a lancé un programme intitulé «Partenariat avec les parents». Le but est de considérer les parents en tant qu'acteurs à part entière dans l'éducation et de leur donner plus de responsabilités, ce qui aurait des effets bénéfiques sur l'apprentissage des enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre, en quoi consiste ce partenariat? Quels sont les objectifs précis de ce programme et de quels outils le Gouvernement compte-t-il se servir pour remplir ces objectifs?

2) Comment le Ministre envisage-t-il d'inclure davantage les parents dans l'éducation et la réussite scolaire de leurs enfants?

3) Le programme vise surtout les parents qui ne parlent aucune des langues enseignées. De quelle manière le Ministre veut-il favoriser la participation des parents dans le cadre du programme multilingue de promotion au sein des structures d'accueil, qui devrait voir le jour en 2017?

4) Le programme «Partenariat avec les parents» fait-il déjà partie des projets pilotes lancés dès la rentrée scolaire 2016-2017 dans certaines structures d'accueil?

Réponse (07.06.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) Dans le contexte du partenariat avec les parents, je prévois des actions dans les trois domaines suivants avec des objectifs spécifiques:

1. des adaptations structurelles et législatives pour renforcer et consolider le rôle des parents dans les structures représentatives des écoles et des lycées, ainsi qu'au niveau national,

2. les concepts pédagogiques des structures éducatives et les plans de développement scolaire basant sur les échanges étroits avec les parents et leur implication active dans la conception de la vie quotidienne dans les SEA respectivement dans les écoles,

3. les formations d'adultes offertes pour renforcer les parents dans le soutien éducatif de leurs enfants dès le plus jeune âge.

4. Le partenariat avec les parents constitue un pilier déterminant du programme d'éducation plurilingue dont l'implémentation est prévue à l'automne 2017. Les services d'éducation et d'accueil seront tenus de mettre en œuvre un concept de partenariat et de coéducation avec les parents afin de les associer étroitement aux questions importantes qui concernent la mise en œuvre du programme d'éducation plurilingue. Conçu en se basant sur les conditions locales et les disponibilités des parents, le partenariat avec les parents devra prévoir des activités communes avec les parents et les enfants, l'organisation d'échanges réguliers et des dispositifs qui associeront les parents plus étroitement aux aspects organisationnels du service accueillant leur enfant.

Je proposerai sous peu un projet de loi réorganisant la représentation des parents à tous les niveaux.

ad 2) D'une façon générale, l'intérêt et le soutien des parents sont des facteurs clés du développement, de la motivation et de la réussite scolaire. Ainsi, toutes les actions renforçant le partenariat avec les parents contribuent à pro-

mouvoir la réussite scolaire de chaque élève en particulier.

Au Luxembourg, les résultats scolaires sont fortement influencés par le statut socio-économique, le statut migratoire et les langues parlées à la maison. Le défi est de briser un cercle vicieux de transmission intergénérationnelle de pauvre littératie et d'échec scolaire et d'atteindre particulièrement les familles avec arrière-fond migratoire. Pour développer une culture d'apprentissage au sein des familles, des cycles de formations (family learning) sont offerts aux parents au niveau local et en collaboration avec les structures éducatives (SEA, écoles, lycées). Ces formations portent sur le développement linguistique, sur la promotion de la littératie et de la numératie au quotidien, sur le fonctionnement de l'école et sur l'encadrement des enfants scolarisés.

ad 3) Les formations «family learning» visent notamment les parents qui ne connaissent ni les langues enseignées, ni l'organisation et les structures d'éducation du Luxembourg. Un programme portant sur plusieurs séances thématiques a été développé et fut testé dans la formation des assistants parentaux et dans un groupe de parents d'une épicerie sociale.

Ce programme sera présenté aux structures d'accueil comme un instrument permettant de favoriser la participation des parents dans le cadre du programme multilingue.

Dès la rentrée scolaire 2016-2017, des projets pilotes seront lancés qui permettront d'alimenter le concept pédagogique d'implication des parents dans le programme multilingue.

Pour atteindre les familles issues de la migration, une offre «family learning» sera faite dans le cadre des mesures complémentaires prévues par le contrat d'accueil et d'intégration.

Question 1999 (12.04.2016) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le diabète:

Laut einer Studie von 2015 sind 24.000 Menschen in Luxemburg von Diabetes betroffen. Die Weltgesundheitsorganisation WHO geht von 60 Millionen Zuckerkranken in Europa aus. Die Zahlen steigen rasant und es wird davon ausgegangen, dass bis 2040 11% aller Europäer unter Diabetes leiden.

Während der Diabetes Typ 1 eher als Autoimmunerkrankung angesehen werden kann und meist angeboren ist oder sich in früher Jugend entwickelt, ist Typ 2 in der Regel erblich bedingt und auf Fettleibigkeit und dauerhaftes Übergewicht zurückzuführen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Gibt es detaillierte Studien zum Diabetes in Luxemburg?

Wenn ja:

2. Wie viele Erkrankte gibt es je nach Diabetes-Typus?

3. Wo steht Luxemburg im internationalen Vergleich?

4. Was gedenkt die Regierung zu unternehmen, um die steigenden Zahlen einzudämmen?

5. Wie hoch ist die Belastung für die Krankenkasse durch die Behandlungen?

6. Werden sämtliche Behandlungen übernommen?

Réponse commune (13.05.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1. Luxemburg hat sich in den letzten Jahren an verschiedenen Studien beteiligt:

- ORISCAV (2008): eine nationale Studie;
- DIABECOLUX algorithm (2011): eine nationale Studie;
- EHES (2013-2015): eine europäische Studie (= „European health examination survey“);
- Interreg III (2005): eine Studie aus der Großregion mit europäischen Geldern gefördert [Frankreich (Lorraine); Belgien (Province du Luxembourg); Luxembourg].

ad 2. In Luxemburg lebten 2015 schätzungsweise 24.000 Diabetiker.¹

Das sind ungefähr 5% der Bevölkerung. 90% davon sind Typ-2-Diabetiker. Auf ihrer Internetseite (www.biobank.lu) erwähnt die IBBL für 2016 eine Prävalenzrate von 7% bei den in Luxemburg wohnhaften Bürgern, die zwischen 20 und 79 Jahre alt sind.

ad 3. Luxemburg steht im internationalen Vergleich nicht schlecht da. Die WHO schätzt die Diabetesprävalenzrate für die europäische Region auf 4,60%, für die USA auf 6%, weltweit auf 2,80% (Resultat von 40 Studien bei der Allgemeinbevölkerung, zwischen 1980 und 2000, in 39 Ländern).

Zu diesem Zeitpunkt war die Prävalenzrate in Luxemburg auf 3%.²

ad 4. Das Gesundheitsministerium unterstreicht die Wichtigkeit der Prävention, da 90% der Diabetiker Typ 2 Diabetiker sind, also ein gesunder Lebensstil die Krankheit verhindern oder verzögern kann. Das Ministerium fördert ebenfalls die Bemühungen der ALD (= „Association luxembourgeoise du diabète“), um die Bevölkerung aufzuklären und die Betroffenen zu unterstützen und zu begleiten.

Regelmäßig und jährlich zum Welttag gegen Diabetes (14. November) werden Aufklärungs- und Präventionskampagnen gestartet und ein nationales interministerielles Programm, Programm GIMB (= „Gesond essen, méi bewegen“), läuft seit 2008.

ad 5. Auf Basis der Kostenrückerstattung der antidiabetischen Medikamente und spezifischen, medizinischen Apparate und Zubehöre von Diabetikern für das Jahr 2015 kann die CNS folgende Kosten identifizieren:

rätes für insulinabhängige Patienten in die Liste der durch die Krankenversicherung übernommenen Zubehöre wird momentan finalisiert und die diesbezügliche Entscheidung steht auf der Tagesordnung eines der nächsten Direktionskomitees.

Question 2001 (13.04.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le référendum:

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a récemment commenté le résultat négatif du référendum aux Pays-Bas concernant l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne. Dans le «Hannoversche Allgemeine Zeitung», on pourrait notamment lire ce qui suit:

«Das Referendum ist kein geeignetes Instrument in einer parlamentarischen Demokratie, um komplexe Fragen zu beantworten. Wenn man Europa kaputt machen will, dann braucht man nur mehr Referenden zu veranstalten.»

Même si les propos de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes se limitent aux consultations populaires à dimension européenne, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1. Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État partage-t-il l'appréciation de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes?
2. En quoi le référendum portant sur la réforme de la Constitution luxembourgeoise ne serait-il pas une affaire complexe?
3. Dans la mesure où le Gouvernement considère que la réforme de la Constitution luxembourgeoise et le référendum y relatif comportent une complexité certaine, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État est-il toujours d'avis que ce référendum devrait (i) avoir lieu et (ii) selon l'échéancier prévu dans le programme gouvernemental, à savoir début 2017, sinon début 2018 comme annoncé début janvier 2016 par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État?

Réponse (03.05.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

ad 1. Afin de replacer le commentaire de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes dans son contexte exact, il me semble important de rappeler que le référendum orga-

Plus le sujet est complexe, plus grand sera le risque d'un détournement de l'instrument pour exprimer, non pas un avis de la population sur la question posée, mais le mécontentement d'un courant minoritaire qui tente de bloquer le fonctionnement même de l'Union européenne.

Je partage l'idée que le principe du référendum ne doit pas être instrumentalisé par des courants radicaux afin de contrecarrer une politique étrangère de l'Union qui s'inscrit pourtant dans ses objectifs formellement exprimés dans les traités européens et qui, en l'espèce, a été adoptée par le Parlement européen et ratifiée par 27 des 28 États membres.

Ce n'est pas le principe même du référendum qui est remis en question mais bien son mauvais usage voire son usage abusif.

ad 2. Le Gouvernement n'entend aucunement faire croire que la réforme de notre Constitution serait une affaire simple.

Au vu des propos développés sous la question 1, le Gouvernement entend souligner que ce n'est pas la complexité en soi des questions posées à la population par la voie du référendum qui rend son usage inapproprié. La complexité des questions expose simplement l'outil du référendum au risque d'un détournement de sa finalité intrinsèque.

Le citoyen du Grand-Duché est touché directement et au premier degré par le fonctionnement des institutions luxembourgeoises, que ce soit par la voie de l'enseignement scolaire, des médias, de l'internet, dans le cadre de l'exercice de ses droits civiques ou autres.

Un référendum sur la réforme de la Constitution, qui reflète notre paysage institutionnel national et son fonctionnement au quotidien en conformité avec nos valeurs démocratiques fondamentales, est tout à fait approprié. Des campagnes d'information diffusées au niveau national ainsi que l'organisation de débats télévisés, l'information par les médias, pour ne nommer que quelques sources d'information, participeront à l'information du citoyen et favoriseront l'expression d'une opinion éclairée sur la question qui sera posée par référendum.

ad 3. Le Gouvernement reste toujours d'avis que l'adoption de la réforme constitutionnelle prévue doit faire l'objet d'un référendum national.

La position du Gouvernement reste également inchangée sur l'échéancier qui a été annoncé.

kéint änneren a wat fir een Afloss dat op de méiglechen Taux vu regionale Produkter hätt?

2. Et erschéngt normal, datt et méi einfach ass, alles iwwer ee groussen Distributeur anzekafen. Op där anerer Säit ginn et awer verschidde landwirtschaftlech Organisationsen, déi gäre géife verstärkt un z. B. Restopolis liwweren. Sinn hei d'Méiglechkeete genau analyséiert ginn, wéi d'ës eventuell kéint goen? Wäre ee Projet pilote net eng Méiglechkeet, fir dat ze testen? Sinn d'Ministeren esou enger Iddi vis-à-vis favorabel?

3. Den Här Minister gëtt och ökonomesch Grënn un, firwat net méi lokal Produkter an der Restauration scolaire verschafft ginn. Wat géif et méi kaschten, wa méi regional Wuere géifen akaaft ginn? Vu wou ginn déi Liewensmëttelen akaaft, déi ass hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, déi awer hei net akaaft ginn, well se méi deier sinn? Wéi eng Liewensmëttelen sinn dat? Wéi eng Méiglechkeete ginn et, fir d'ës zousätzlech ze ënnerstëtzen?

Réponse (20.05.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Zënter Joren ass Restopolis beméit, e Maximum u lokale Produkter a sengem lessen ze verschaffen. Dofir ass d'Kompositioun vun de Menüen pro Dag an dräi Gruppen opgedeelt, soudatt den Dagesmenü am ganze Land net onbedéngt deeselwechten ass.

Dës Opdeelung huet sech am Laf vun de Jore bewäert, an dat souwuel um Niveau vun der Logistik wéi och vun der Organisation an der Akafspolitik. Deemno ginn all verfügbar lokal Produkter, déi de Qualitéits- a Präisvirgawe vu Restopolis entsprechen, an de Schoulrestauratione verschafft. Wéi all staatleche Service muss Restopolis sech un d'Bestëmmunge vun de Marchés publics halen.

Restopolis huet schonns e Projet pilote mat kleng Fournisseuren a lokale Produzenten duerchgefouert. Allerdéngs war d'ës Projet net vun Erfolleg gekréint, an dat ass verschidde Ursachen: regelméissegt Liwweren, Qualitéit, Logistik, administrativ Prozeduren, Fakturatioun,...

Deemno ass et fir d'Restaurationcollective extrem schwierig, fir mat ville kleng Fournisseuren a Produzenten zesummeschaffen. E Modell, deen op der Zesummenaarbecht mat ville kleng Fournisseuren oder Produzenten baséiert, generéiert Käschten, déi kaum vum aktueller Schoulrestaurationbudget kënnen gedroe ginn.

Eng Augmentatioun vun de Käschten duerch méi Fournisseuren an de lokalen Akaf vu kleng Quantitéiten iwwerdréit sech fréier oder spéider op de Präis vum lessen, deen de Client bezuele muss. Dofir probéiert Restopolis zënter Joren, seng Ausgaben duerch eng Centrale d'achat ze drécken, an dat am Intérêt vun de Kanner an hiren Elteren, wuel wëssend, datt d'Zuel vun de Kanner, déi op en lessen à tarif réduit ugewise sinn, vu Joer zu Joer an d'Luucht geet.

30% vun alle Produkter, déi an de Restaurante vu Restopolis verschafft ginn, stamen aus der Lëtzebuurger Landwirtschaft, entgéint der Behauptung, nëmme 30% vun de Mëllech-, Flesch- a Geméisprodukter kéime vu lokale Produzenten. Nobäi 100% vun alle Mëllech- a Bäckereiprodukter, déi verkaaft oder am lesse verschafft ginn, gi bei Lëtzebuurger Produzenten akaaft.

Bei all sengen öffentlechen Ausschreiwunge vu Fleschakeef verlaangt Restopolis, datt 100% vun de Produkter aus der Lëtzebuurger Landwirtschaft kommen. Nëmme an Ausnahmefäll, z. B. Rupture de stock oder wou et de Produkt zu Lëtzebuerg net gëtt, däerf de Soumissionnaire op e Produkt aus der Groussregioun zréckgräifen.

Bei Uebst a Geméis ginn d'Produkter aus der Lëtzebuurger Landwirtschaft kloer bevirdelegt. Leider ass et esou, datt d'Joresproduktioun an d'Variétéit vun Uebst a Geméis zu Lëtzebuerg laang net duergeet, fir déi 13.000 lesse pro Dag vu Restopolis ze preparéieren. An alle Restauranten a Cafeteriën vu Restopolis gëtt Gedrénks vu Lëtzebuurger Produzenten verkaaft. Traditionell Lëtzebuurger Produkter wéi Moschert, Esseg oder Hunneg ginn exklusiv bei Lëtzebuurger Produzenten kaaft.

Wuel wëssend, datt déi lokal Produkter noweislech bis zu 30% méi deier si wéi vergläichbar Produkter aus der Groussregioun, gräift Restopolis awer nëmme an auslännesch Produkter zréck am Fall, wou et de Produkt net zu Lëtzebuerg gëtt oder d'Qualitéit vum Produkt net stëmmt.

Dépenses CNS année prestation 2015				
Médicaments				
		ATC A10A INSULINES ET ANALOGUES	ATC A10B ANTIDIABÉTIQUES, INSULINES EXCLUES	Dispositifs médicaux
Patients diabétiques	Type I	1 184 698,34	0,00	2 569 667,75
	Type II	0,00	9 241 956,13	1 734 372,90
	insulino-requérant	1 607 014,06	2 462 474,96	1 765 103,22
Sous-total		2 791 712,40	11 704 431,09	6 069 143,87
		14 496 143,49		6 069 143,87
Total		20 565 287,36		

Diese Daten beziehen sich auf die in Luxemburg lebenden Versicherten. Sie basieren auf den Abrechnungen der CNS mit den öffentlichen Apotheken. Nicht enthalten sind dementsprechend die innerhalb der Spitalstrukturen entstehenden Kosten sowie jener Anteil an ausgegebenen Medikamenten, der der Krankenversicherung nicht zur Begleichung vorgelegt wurde.

ad 6. Die CNS übernimmt die in den verschiedenen Nomenklaturen und in den statutarischen und konventionellen Listen vorgesehenen Leistungen nach den vereinbarten Prozentsätzen und Tarifen.

Die Stellungnahme der CNS bezüglich der Aufnahme des permanenten Blutzucker-Lesegerätes

nisé aux Pays-Bas le 6 avril 2016 sur l'accord d'association signé entre l'Ukraine et l'Union européenne l'a été suite à une initiative populaire. Ce référendum est intervenu alors que les 27 autres États membres avaient déjà ratifié ledit accord.

Pour qu'un tel référendum puisse être valable, les prescriptions néerlandaises exigent la réunion d'un quorum de 30% de participation populaire. Le référendum du 6 avril a tout juste atteint ce seuil avec un taux de participation de 32,2%. Une majorité de 60% de ces participants a exprimé un vote négatif, ce qui, traduit en chiffres globaux, revient à dire que 19,3% des électeurs des Pays-Bas ont voté contre l'accord d'association.

Les initiateurs du référendum néerlandais ont eux-mêmes affirmé que le but n'était pas de s'exprimer sur la question concrète de la ratification de l'accord Ukraine-Union européenne, mais d'exprimer un mécontentement contre la politique de l'Union européenne.

Un accord de coopération politique et économique entre l'Union européenne et un pays tiers est, par la force des choses, complexe et procède d'un processus de négociation long et détaillé au sein des institutions européennes.

¹ International Diabetes Federation

² Évolution du traitement médicamenteux du diabète au Luxembourg, M. Perquin, M. Keipes, R. Wirion, N. Haas, C.E. de Beaufort et G.H. Michel, Bull. Soc. Sci. Méd. p. 29-n°1/2006.



Question 2004 (14.04.2016) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant les **vitesse maximale autorisées sur les autoroutes**:

D'après le Code de la Route, la vitesse maximale autorisée dans les tunnels est fixée à 90 km/h dans les tunnels, et ce même en l'absence de signalisation spécifique.

Or, souvent des signaux placés à l'entrée des tunnels indiquent aux automobilistes que la vitesse est limitée à 90 km/h, sans que cette limitation ne soit levée par la suite.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la vitesse à respecter par les automobilistes à la sortie des tunnels, en présence d'une signalisation spécifique de vitesse à l'entrée des tunnels (90 km/h), mais sans levée de la limitation à la sortie des tunnels?

- La limitation de vitesse continue-t-elle à s'appliquer dans ce cas de figure aussi longtemps qu'il n'a pas été mis fin à la limitation de vitesse par le signal C, 17b (art. 107, III., point 17 de l'arrêté grand-ducal précité)? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas dans ce cas de figure sensibiliser les automobilistes à cet égard par des panneaux appropriés? Toujours dans l'affirmative, y a-t-il des tronçons du réseau autoroutier où il y a une limitation de la vitesse applicable à la sortie des tunnels en raison des signaux installés à l'entrée des tunnels, sans que celle-ci n'ait du sens à la sortie des tunnels?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 2008 concernant la réglementation de la circulation sur la grande voirie et les aires de service soit toujours à jour? À défaut, quelles sont les adaptations envisagées par Monsieur le Ministre?

Réponse (27.05.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant les vitesses maximales autorisées sur les autoroutes.

- Dans le cas où la vitesse maximale de 90 km/h indiquée par le signal C, 14 à l'entrée d'un tunnel n'est pas levée par le signal C, 17a ou C, 17b à la sortie du tunnel, la vitesse à respecter par les automobilistes à la sortie du tunnel est de 90 km/h.

- Oui, la limitation de vitesse continue à s'appliquer aussi longtemps qu'il n'a pas été mis fin à la limitation de vitesse par le signal C, 17a ou C, 17b. Je ne vois pas de raison pour sensibiliser les automobilistes à cet égard, vu que généralement la limitation de 90 km/h dans les tunnels est levée à la sortie des tunnels, exception faite de situations particulières ayant trait notamment à la sécurité de la circulation routière. La signalisation en place sera analysée en ce sens et, le cas échéant, sera adaptée pour donner des messages clairs aux automobilistes.

- Le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 2008 est à jour à part le tronçon de l'autoroute entre le tunnel Gousselerberg et le tunnel Grünewald. En effet, dans ce sens de circulation, le règlement grand-ducal prévoit encore des limitations de vitesse comme l'autoroute du Nord s'arrêtait jadis au rond-point de Lorentzweiler. Ces signaux ont été enlevés avec l'ouverture du dernier tronçon de l'autoroute du Nord, mais la législation doit encore être adaptée. De même, une remise à jour du règlement grand-ducal relative aux limitations de vitesse aux bretelles des jonctions et croix est en cours en ce qui concerne la vitesse maximale autorisée adaptée aux rayons techniques et visibilité à ces endroits.

Question 2005 (15.04.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **fermeture de bureaux de poste**:

34 Postbüroe sinn zënter dëser Woch zou, vun e Méindeg un eleng 32. Aus der laanger Lëscht, déi de Minister am Dezember 2015 presentéiert hat, bleift just nach de Büro aus dem Monnet-Gebai um Kierchberg, wou et nach net definitiv ass, datt en zoumécht.

Well dat hei am Land fir vill Gespréich suergt, wëll ech dem Här Wirtschaftsminister dës Fro stellen:

1. War déi Lëscht vu 35 Büroe bindend fir déi nächst Joren oder kéint d'Existenz vu weidere Büroe a Fro gestallt ginn?

2. Waren déi 34 Büroe, déi elo zougemaach gi sinn, vläicht just eng éischt Phas?

3. Wat geschitt mam Büro um Kierchberg, deem seng Zukunft nach an der Schwiif ze si schéngt?

4. Am Minett maachen d'Leit sech Suergen, datt och d'Büroe vun Uewerkuer, Nidderkuer a Biele kéinten zougemaach ginn. Kann de Minister dat confirméieren oder ass näischt drun un deenen Informatiounen?

Réponse (17.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

De Conseil d'administration vun der Post huet, am Kontext vun der neier Strategie fir de Verkafsréseau, décidéiert, 35 Postbüroe, déi wéineg besicht waren a redzéiert Éffnungszäiten haten, zougemaachen. Déi nei Strategie gëtt elo émgéat, an deemno ass och nach keng aner Décisioun geholl ginn, wat déi zukünfteg Evolutioun vum Verkafsréseau vun der Post ueget. De Conseil d'administration vun der Post wäert, au contraire, regelméisseg de Bilan maachen iwwert de Succès vun dëser Strategie, ier nei Décisiounen geholl ginn.

Wat d'Fro ueget iwwert de Postbüro um Kierchberg, si laut den Informatiounen, déi d'Post mer ginn huet, déi al Postbüroe Kierchberg a Kierchberg-Monnet zou, zënter datt een neie Postbüro um Kierchberg (Boulevard Kennedy, N°47B) seng Dieren opgemaach huet.

Question 2006 (15.04.2016) de **M. Aly Kaes** et **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **service de médecine dentaire urgente**:

En week-ends et jours fériés, un seul service de médecine dentaire urgente fonctionne pour tout le pays, à savoir celui au sein du Centre Hospitalier de Luxembourg. Cette situation oblige bon nombre de patients à se déplacer en ville en cas d'urgence durant les week-ends.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quel est le nombre de cas urgents de médecine dentaire au service dentaire au CHL et leur origine géographique?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait opportun d'assurer un service d'urgence en médecine dentaire à proximité immédiate des trois maisons médicales du pays, à savoir à Luxembourg-ville, Esch/Alzette et Ettelbruck?

Réponse (18.05.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Un service de garde en médecine dentaire fonctionne en continu au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) du samedi 14 heures au dimanche 18 heures, ainsi que les jours fériés de 10 à 18 heures. Le service est assuré à tour de rôle par tous les dentistes du pays.

Les statistiques d'utilisation de ce service renseignent que 1.632 personnes ont eu recours à ce service pendant 49 fins de semaine de l'année 2015. Ceci correspond à une moyenne de 33 patients par week-end.

La provenance des patients se répartit de la façon suivante:

Région Centre:	37,13%	12 patients par week-end
Région Est:	11,09%	4 patients par week-end
Région Sud:	33,33%	11 patients par week-end
Région Nord:	10,36%	3 patients par week-end
Étranger:	8,09%	3 patients par week-end

Distribution des patients par période horaire:

Samedi	14 hrs à 20 hrs	53,00%
Samedi	20 hrs à 24 hrs	2,50%
Dimanche	0 hrs à 6 hrs	0,25%
Dimanche	6 hrs à 12 hrs	18,00%
Dimanche	12 hrs à 18 hrs	26,25%

Concernant la question des honorables Députés quant à l'opportunité d'assurer un service de remplacement en médecine dentaire près des trois maisons médicales du pays, je donne à réfléchir le nombre relativement limité de patients (p. ex: trois patients en moyenne par week-end en provenance de la région Nord) rendant difficile l'organisation d'un service de

remplacement à trois endroits du pays, ainsi que la nécessité d'une assistance et d'une installation complète pour médecine dentaire, difficiles à concevoir hors d'un hôpital.

Question 2007 (15.04.2016) de **M. Michel Wolter** (CSV) concernant l'**audit externe de la Police grand-ducale**:

Dans le cadre des travaux préparatoires relatifs à la réforme de la loi sur la Police grand-ducale, le Gouvernement avait mandaté une société pour réaliser un audit externe concernant l'organisation et le fonctionnement de la police.

Conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, ces derniers sont passés soit par procédure ouverte, procédure restreinte avec publication d'avis, procédure restreinte sans publication d'avis, soit par procédure négociée.

Suivant la législation sous rubrique, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il décrire la procédure de désignation in extenso de la société retenue pour effectuer l'audit sur l'organisation et le fonctionnement de la police?

- Monsieur le Ministre peut-il citer notamment les extraits du cahier des charges relatifs à la mission exacte du mandat, sa durée, ainsi que son coût global?

Monsieur le Ministre a par ailleurs affirmé au cours d'une conférence de presse que quatre personnes ont rédigé l'audit externe et que certains passages importants sont en fait issus des services internes de la police. «Ja, das Audit wurde von mehreren Personen geschrieben, nämlich vier. Weil es in vier große Bereiche aufgeteilt war. Und ja, es wurden auch externe Textpassagen übernommen», relatait ainsi le «tageblatt.lu» dans un article paru le 4 avril 2016 suite à ladite conférence de presse.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part du Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il affirmer que les quatre auteurs du rapport final de l'audit externe font tous partie de la société mandatée?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le chapitre relatif au fonctionnement du service de Police judiciaire consiste en une copie quasi fidèle d'une note interne de la Direction de la Police grand-ducale? Dans l'affirmative, est-ce que ce fait a impacté la rémunération de l'auditeur?

- Est-ce que d'autres chapitres de l'audit ont connu le même sort?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la date exacte à laquelle s'est terminé l'audit?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le montant final versé à l'auditeur?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que la mission de l'auditeur a effectivement abouti à la date indiquée dans la réponse à ma précédente question? Le cas échéant, est-ce qu'une mission complémentaire à l'audit a été décidée? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser son contenu, son montant, ainsi que sa durée?

Réponse (24.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Conformément à ce qui était annoncé dans le programme gouvernemental, le Ministère de la Sécurité intérieure a lancé au mois de juillet 2014 une procédure de marché public en vue de la réalisation d'un audit sur l'organisation et le fonctionnement de la police.

Vu que la réalisation d'un tel audit concerne la sécurité intérieure du pays et engendre la communication de données sensibles et confidentielles sur la structure et le fonctionnement de la police, les dispositions du Livre II de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics ne sont pas applicables et l'audit a été attribué par la procédure négociée.

Le Ministère de la Sécurité intérieure a invité cinq opérateurs économiques à une réunion d'information et de présentation qui s'est tenue le 16 juillet 2014. Une semaine après cette réunion, les cinq sociétés, qui avaient toutes répondu à l'invitation, ont reçu communication du cahier des charges. Les cinq sociétés ont remis une offre dans le délai fixé dans le cahier des charges et ont assisté à l'ouverture des offres le 16 septembre 2014.

Le Ministère de la Sécurité intérieure a ensuite fait une analyse détaillée de chaque offre au regard des critères de sélection et des critères d'adjudication fixés dans le cahier des charges. La détermination de l'offre économiquement la

plus avantageuse a été faite sur base de coefficients de pondération définis dans le cahier des charges, à savoir:

- 20% pour la démarche / méthodologie proposée;

- 20% pour la réalisation de projets comparables pour le compte de l'administration publique nationale ou européenne;

- 60% pour le prix total.

Les autres soumissionnaires ont été informés par courrier recommandé motivé du 3 octobre 2014 que leurs offres n'avaient pas été retenues ainsi que de la faculté de former un recours en annulation devant le Tribunal administratif. Aucun recours n'a été introduit.

Par arrêté ministériel du 30 octobre 2014, la société MINDFOREST a été chargée de réaliser l'audit concernant l'organisation et le fonctionnement de la police pour un coût total de 214.360 euros.

Le rapport a été établi le 15 mai 2015, soit avec un retard de deux semaines sur la date fixée dans le cahier des charges. La raison en est que, au cours de l'audit, un certain nombre de membres du personnel avaient manifesté leur désir d'être entendus à leur tour.

Le rapport d'audit a été rédigé par du personnel de la société MINDFOREST et, principalement, quatre auditeurs.

L'auditeur était chargé de faire l'état des forces et faiblesses de l'organisation et du fonctionnement actuels de la Police grand-ducale et a, pour chacun des quatre sujets à auditer, fait un état des lieux de l'existant, une évaluation de l'organisation et du fonctionnement ainsi que des recommandations. Pour faire l'état des lieux l'auditeur a recensé toutes les informations disponibles à travers une analyse documentaire et un questionnaire auquel 959 personnes ont répondu. Tel qu'il ressort d'ailleurs de la liste figurant en annexe de l'audit, l'auditeur a consulté et évalué 129 documents, parmi lesquels des textes légaux et réglementaires et des prescriptions et notes de service. Je ne vois d'ailleurs pas en quoi le fait de reproduire dans un audit des passages d'un texte de loi ou d'une prescription interne pour dresser un état des lieux de l'existant serait critiquable.

Après avoir présenté les conclusions de l'audit au Conseil de Gouvernement et obtenu l'accord d'engager le processus de réforme de la police, j'ai chargé la société MINDFOREST de préparer la police aux changements et de gérer la transition. L'attribution de ce marché a eu lieu par marché négocié sur avis de la Commission des Soumissions. La mission consiste en particulier à soutenir la mise en place de la vision et de la nouvelle organisation, à communiquer les changements aux collaborateurs et à s'assurer de leur motivation et de leur bonne compréhension et de former le management à la gestion du changement et aux nouvelles pratiques managériales. Elle s'étendra sur une durée de deux ans et demi pour un coût total de 1.643.400 euros.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2008 (15.04.2016) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **délocalisation du contrôle aérien du contrôle d'approche vers un prestataire de service étranger**:

Le Gouvernement respectivement l'Administration de la navigation aérienne (ANA) envisagent, dans un souci de réduction des coûts, de délocaliser («outsourcing») une partie majeure (voire l'intégralité) du contrôle aérien du contrôle d'approche (TMA) vers un prestataire de service étranger, considérant prioritairement le contrôle régional de Bruxelles (Belgocontrol).

Contestant un accord social et sans préavis, certains contrôleurs aériens de Belgocontrol se sont mis en grève le mardi, 12 avril 2016. Alors que d'après les médias belges aucun avion n'a pu décoller ni atterrir pendant les premières heures suivant le début de la grève, le trafic aérien a pu reprendre par la suite, bien que de manière fortement perturbée. Rien que la compagnie belge Brussels Airlines aurait été contrainte d'annuler 87 vols le 13 avril 2016. À l'heure où sont rédigées ces lignes, le trafic aérien à Bruxelles n'a pas encore pu être rétabli complètement.

Cette grève est la troisième endéans moins de six ans. Déjà fin septembre 2010, une grève

chez Belgocontrol a complètement bloqué le trafic aérien en Belgique. Ce même scénario s'est ensuite répété en juin 2014.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est, en rapport avec une éventuelle délocalisation du contrôle aérien radar luxembourgeois vers Belgocontrol, la position de Monsieur le Ministre par rapport aux mouvements sociaux cités ci-dessus respectivement par rapport à la fréquence de ces grèves?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que, en cas de délocalisation des services concernés vers un prestataire privé implanté à l'étranger, le Luxembourg se rendra, sans raison impérieuse immédiate, complètement dépendant des conflits sociaux entre un gouvernement étranger et des contrôleurs aériens étrangers?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que dès lors, une délocalisation du contrôle radar engendre des risques économiques considérables aussi bien pour l'exploitant et le gestionnaire de l'aéroport que pour les compagnies nationales Luxair et Cargolux?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut préciser quand il compte prendre une décision quant à une délocalisation éventuelle?

Réponse (10.05.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Je me permets de renvoyer l'honorable Député aux réponses données aux questions parlementaires n°0714 du 18 novembre 2014 (cf. *compte rendu n°4/session ordinaire 2014-2015*) et n°1490 du 9 octobre 2015 (cf. *compte rendu n°2/session ordinaire 2015-2016*), à mes explications données lors de la Commission parlementaire du Développement durable du 28 janvier 2016 ainsi qu'à mes interventions orales lors de la présentation de l'État de la nation abusé par l'honorable Député pour revenir à ce sujet.

J'informe l'honorable Député à cet effet que les études concernant la faisabilité technique et financière de ce projet m'ont été remises entre-temps par Belgocontrol et par la Deutsche Flugsicherung.

Ainsi et comme d'ailleurs déjà annoncé, je vais présenter ces deux propositions à la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés lors d'une prochaine réunion, fixée en principe au 9 juin 2016.

Question 2009 (15.04.2016) de M. Georges Engel (LSAP) concernant la «Lëtzebuurger Gesellschaft fir Nei Musek»:

L'année passée, le Ministère de la Culture a résilié la convention entre l'État et la «Lëtzebuurger Gesellschaft fir Nei Musek (LGNM)». Cette association gère entre autres l'ensemble musical «Luxembourg Sinfonietta» qui interprète régulièrement des œuvres de compositeurs luxembourgeois. Elle dispose également d'un centre de documentation regroupant plus de deux mille partitions d'œuvres contemporaines. Fondée en 1983, LGNM a été reconnue «association d'utilité publique» en 1999 pour ses activités de promotion de la musique contemporaine luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Est-ce que le Ministère a l'intention de négocier une nouvelle convention avec l'association «Lëtzebuurger Gesellschaft fir Nei Musek (LGNM)»?

2. Quelles ont été les conséquences de la résiliation de la convention entre la LGNM et l'État? L'association a-t-elle notamment dû supprimer des postes de travail suite à cette résiliation?

3. L'association ayant été reconnue d'utilité publique, l'État n'est-il pas tenu de garantir un financement public?

Réponse (17.05.2016) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture:

ad 1. Je confirme la décision prise de résilier la convention avec ladite association et il n'est pas prévu de négocier une nouvelle convention avec la LGNM.

ad 2. Il n'existe aucun poste lié à un contrat de travail qui a dû être supprimé par l'association suite à la résiliation de la convention.

ad 3. Le statut d'utilité publique n'est lié en aucune façon à une garantie de financement de la part de l'État. Le statut permet la déductibilité des dons faits par un contribuable en faveur de l'association en question.

Question 2010 (18.04.2016) de M. Franz Fayot et Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant le rapport «Équité entre les enfants» de l'UNICEF:

D'après le rapport «Équité entre les enfants» que vient de publier l'UNICEF,

«Le taux de pauvreté parmi les enfants au Luxembourg est de 13%, si mesuré en pourcentage d'enfants vivant dans des ménages dont les revenus s'élevaient à moins de 50% du revenu médian. Or, l'indicateur européen mesure la pauvreté des enfants comme la proportion d'enfants qui vivent dans un ménage dont le revenu est inférieur à 60% du revenu médian. Selon cet indicateur, 25% des enfants (<de 18 ans) vivent en pauvreté au Luxembourg.»

Le taux de pauvreté des enfants (25%) est supérieur au taux de pauvreté des adultes (16%).»

Bien que le rapport retienne encore que le Luxembourg a le revenu médian le plus élevé, ces chiffres sont extrêmement préoccupants.

Les soussignés avaient l'occasion de poser une question parlementaire en rapport avec la pauvreté infantile en date du 9 avril 2015, à laquelle il avait été répondu le 6 mai 2015 (cf. *question parlementaire n°1039, compte rendu n°12/session ordinaire 2014-2015*).

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Madame et Monsieur les Ministres ont-ils pu progresser entre-temps sur les réformes annoncées dans leur réponse du 6 mai 2015, respectivement est-ce que les réformes déjà adoptées, comme la subvention de loyer, commencent-elles à porter des fruits?

- Est-ce qu'il est envisagé de procéder à d'autres réformes, comme notamment le relèvement du RMG pour les ménages avec enfants à charge?

- D'autres pistes sont-elles envisagées pour lutter contre ces chiffres préoccupants?

Réponse commune (13.05.2016) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

Dans notre réponse du 6 mai 2015 à la question parlementaire n°1039 des honorables Députés, avaient été annoncées les réformes des allocations familiales et du congé parental, ainsi que l'introduction de la subvention de loyer, des mesures fortes dans la lutte contre la pauvreté des enfants.

Le projet de loi n°6832 relatif aux allocations familiales a été déposé le 3 juillet 2015, le Conseil d'État a rendu son avis le 9 mars 2016. Le projet de loi n°6935 relatif au congé parental a été déposé le 15 janvier 2016; le Gouvernement est en attente de l'avis du Conseil d'État.

La subvention de loyer a été introduite dans la législation concernant l'aide au logement le 1^{er} janvier 2016. Depuis lors des démarches spécifiques ont été faites par le Ministère pour toucher au maximum la population cible de l'aide et l'évolution du nombre de dossiers présentés est suivie de très près. Le nombre de demandes réceptionnées par le service des aides au logement depuis le début de l'année est actuellement de 2.210. Parmi les 1.221 dossiers traités, 249 demandes ont pu être acceptées définitivement, 989 dossiers sont en cours de traitement. Le Ministère du Logement poursuivra ses efforts pour approcher les bénéficiaires potentiels, ceci par divers moyens de communication mais aussi en offrant des outils appropriés aux offices sociaux au niveau communal et aux organisations et associations actives dans ce domaine.

Dans le contexte des travaux relatifs à la réforme du revenu minimum garanti (RMG), une attention particulière est portée aux enfants vivant dans un ménage de bénéficiaires du RMG et aux enfants vivant dans un ménage monoparental, bénéficiaire du RMG.

La lutte contre la pauvreté des enfants ne peut être réduite à des mesures isolées; c'est pourquoi le Gouvernement a mis en place un paquet de mesures qui englobe, outre un système d'allocations familiales plus moderne et un congé parental plus flexible et plus accessible, une amélioration quantitative et qualita-

tive des mesures de garde et d'encadrement des enfants ainsi que des mesures fiscales favorables aux ménages monoparentaux. Toutes ces mesures vont de pair avec les instruments de lutte contre la pauvreté que sont l'aide sociale, le tiers-payant social, les épiceries sociales et le revenu minimum garanti.

Question 2011 (18.04.2016) de MM. Alexander Krieps et Edy Mertens (DP) concernant les médicaments anticholinestérasiques:

Les médicaments anticholinestérasiques (donépézil, rivastigmine, mémantine, galantamine, etc.) sont prescrits dans les syndromes pré-démenciels et démentiels depuis plus de 15 ans.

Or, des études récentes démontrent leur inefficacité, leur possible toxicité et surtout leur prix démesuré.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas le moment venu pour dérembourser ces médicaments?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à investir les sommes ainsi économisées par la CNS dans les soins psychosociaux et aides aux entourages et aux institutions s'occupant de ce type de malade difficile?

Réponse (09.05.2016) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Actuellement, deux types de médicaments indiqués dans le traitement de la maladie d'Alzheimer figurent sur la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie, à savoir:

- les inhibiteurs des cholinestérasés inclus dans le code ATC N06DA*: le donépézil (Aricept et génériques), la rivastigmine (Exelon) et la galantamine (Reminyl et génériques);

- les produits à base de mémantine inclus dans le code ATC N06DX01 (Axura et génériques).

Selon les autorisations de mise sur le marché (AMM) de ces médicaments, leur prescription est réservée aux médecins expérimentés dans le diagnostic et le suivi de la démence de type Alzheimer. Que ce soit lors de l'instauration ou du renouvellement annuel du traitement, la prise en charge est soumise à un accord préalable du Contrôle médical (APCM), délivré sur base d'un protocole thérapeutique dûment rempli par le prescripteur, documentant le respect des indications de l'AMM.

Les inhibiteurs des cholinestérasés sont indiqués dans les formes légères à modérées de la maladie d'Alzheimer; la mémantine est réservée aux formes modérées à sévères.

Afin de surveiller l'adéquation de la prise en charge de ces médicaments avec les critères légaux¹, le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) suit de près l'évolution des connaissances scientifiques.

Le CMSS n'a pas connaissance d'études récentes démontrant l'inefficacité de ces médicaments. D'ailleurs, en présence de nouveaux éléments mettant en cause le rapport bénéfice-risques, les autorités sanitaires nationales (Ministère de la Santé) ou européennes (Agence européenne des médicaments EMA) seraient amenées à réévaluer voire supprimer les AMM de ces produits.

Or, la valeur thérapeutique des inhibiteurs des cholinestérasés et de la mémantine semble être assez faible. Dans l'état actuel des connaissances², les inhibiteurs des cholinestérasés ont une efficacité modeste dans la maladie d'Alzheimer légère à modérée, en termes d'amélioration des fonctions cognitives, des activités de la vie journalière et du comportement. Il n'y a pas de différence notable entre les trois principes actifs disponibles. La mémantine, pour sa part, n'est pas efficace dans les formes légères à modérées de la maladie d'Alzheimer mais semble améliorer les fonctions cognitives, le comportement et les activités journalières des patients atteints de la maladie d'Alzheimer sous une forme modérée à sévère.

¹ Art.23 du Code de la sécurité sociale: Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale

² Dynamed Plus. (2016, April 21). Alzheimer dementia. Ipswich, MA: EBSCO Information Services. Retrieved April 21, 2016 from <http://www.dynamed.com/topics/dmp-AN-T114193/Alzheimer-dementia#Treatment>

Il appartient aux praticiens de juger au cas par cas si l'efficacité observée contrebalance suffisamment les effets indésirables éventuels. L'efficacité modeste de ces médicaments est à mettre en regard de la gravité de la maladie traitée. D'autre part, les médicaments ne constituent qu'un outil thérapeutique parmi d'autres dans la stratégie thérapeutique de la démence d'Alzheimer. Ils complètent la prise en charge psychosociale des patients et de leur entourage.

L'attitude des autorités luxembourgeoises en la matière est cohérente avec celle d'autorités et organismes étrangers, tels que:

• La Haute Autorité de Santé (France)³:

«Compte tenu de la gravité de la maladie d'Alzheimer et du possible rôle structurant du médicament dans la prise en charge globale de cette maladie, la Commission de la Transparence considère que, malgré un rapport efficacité/effets indésirables modeste, la prise en charge par la collectivité reste justifiée (service médical rendu considéré comme important):

- pour les anticholinestérasiques (donépézil, galantamine, rivastigmine) aux stades léger, modéré et modérément sévère de la maladie d'Alzheimer;

- et pour la mémantine aux stades modéré, modérément sévère et sévère.»

• L'Institut für Qualität und Wirtschaftlichkeit im Gesundheitswesen (IQWiG, Allemagne)⁴:

«Die Cholinesterasehemmer Donepezil, Galantamin und Rivastigmin haben bei Patienten mit einer Alzheimer-Demenz leichten bis mittleren Schweregrades einen Nutzen bezüglich des Therapieziels der kognitiven Leistungsfähigkeit. (...) Weiterhin gibt es für alle drei Substanzen Hinweise auf einen Nutzen im Hinblick auf das Therapieziel der Aktivitäten des täglichen Lebens.»

• Le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE, Belgique)⁵:

«Dans l'attente de données complémentaires sur le traitement combiné ChEI plus mémantine, le remboursement de mémantine en monothérapie doit être remis en question vu sa très faible (voire absente) efficacité clinique et compte tenu de l'absence de preuves robustes quant à son rapport coût-efficacité. Compte tenu de l'efficacité clinique relativement bien documentée mais faible des ChEIs, leur remboursement peut être poursuivi mais doit être soumis à la procédure de révision prévue réglementairement (...). À noter cependant qu'un rapport coût/efficacité solide ne peut pas être établi car les hypothèses d'efficacité clinique utilisées dans les modèles n'ont pas été confirmées par des essais cliniques.»

• Le National Institute for Health and Care Excellence (NICE, Royaume-Uni)⁶:

«The three acetylcholinesterase (AChE) inhibitors donepezil, galantamine and rivastigmine are recommended as options for managing mild to moderate Alzheimer's disease (...).

Memantine is recommended as an option for managing Alzheimer's disease for people with: moderate Alzheimer's disease who are intolerant of or have a contraindication to AChE inhibitors or severe Alzheimer's disease.»

Ces médicaments sont actuellement remboursés dans tous les pays limitrophes.

Une utilisation raisonnée est également recommandée par de nombreuses sociétés savantes, telles que:

- la Deutsche Gesellschaft für Psychiatrie und Psychotherapie, Psychosomatik und Nervenheilkunde (DGPPN); la Deutsche Gesellschaft für Neurologie (DGN)⁷;

³ HAS. Fiche Bon Usage des Médicaments (BUM): Les médicaments de la maladie d'Alzheimer à visée symptomatique en pratique quotidienne. 2007. http://www.has-sante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/synthese_avis_alzheimer_031007_2007_10_05_10_24_44_497.pdf

⁴ IQWiG. Cholinesterasehemmer bei Alzheimer Demenz, Abschlussbericht 2007. https://www.iqwig.de/download/A05-19A_Abschlussbericht_Cholinesterasehemmer_bei_Alzheimer_Demenz.pdf

⁵ KCE reports 111B. Interventions pharmaceutiques et non pharmaceutiques dans la maladie d'Alzheimer: une évaluation rapide.2009. https://kce.fgov.be/sites/default/files/page_documents/d20091027328.pdf

⁶ Donepezil, galantamine, rivastigmine and memantine for the treatment of Alzheimer's disease NICE technology appraisal guidance [TA217] Published date: 23 March 2011. <https://www.nice.org.uk/guidance/ta217>

⁷ DGPPN & DGN (Hrsg.). S3 Leitlinie Demenzen. Januar 2016.



- la Haute Autorité de Santé (HAS, France)¹;
- l'European Federation of Neurological Societies (EFNS)²;
- l'Alzheimer Forum Schweiz³;
- l'American College of Physicians; l'American Academy of Family Physicians⁴;
- la British Association for Psychopharmacology⁵;
- le College of Family Physicians of Canada⁶;

En ce qui concerne le coût, on notera que les inhibiteurs des cholinestéras ont connu plusieurs baisses de prix au cours des dernières années, ce qui se traduit par une diminution des dépenses de l'assurance maladie de 17% en trois ans.

Année	2013	2014	2015
Coût inhib. cholinest. (€)	2013	2014	2015
Coût memantine (€)	390.096,41	403.672,25	384.020,26
Σ	981.538,02	913.344,54	813.258,79

Ces médicaments comptent donc pour environ 0,4 à 0,5% des dépenses pour produits pharmaceutiques en dehors des hôpitaux (195 millions d'euros en 2014).⁷

En même temps, le nombre d'assurés ayant bénéficié d'une prise en charge est resté stable:

Année	2013	2014	2015
Nbre assurés inhib. cholinest.	1.510	1.477	1.511
Nbre assurés memantine	461	509	540
Nbre assurés inhib. cholin + mémantine	168	146	110
Σ	2.139	2.132	2.161

Ces nombres semblent cohérents avec la prévalence des maladies démentielles: selon le rapport du Comité de pilotage du plan d'action national quelque 5.000 à 6.000 personnes en seraient atteintes au Luxembourg.⁸

En 2015, le coût de traitement moyen par assuré s'est donc élevé à 376 € par an. Si ce coût ne semble pas démesuré, il pourrait être diminué de façon conséquente par une substitution systématique par les médicaments génériques bon marché.

En résumé, on peut donc dire qu'il n'y a actuellement pas d'arguments suffisants contre une prise en charge des médicaments utilisés dans le traitement de la maladie d'Alzheimer. Leur utilité clinique modeste doit être vue dans le contexte de la gravité de la pathologie traitée et de l'absence d'alternatives thérapeutiques efficaces. Le système de prise en charge sur accord préalable du CMSS limite le risque d'une dépense inappropriée par l'assurance maladie. La prise en charge de ces médicaments ne se fait pas aux dépens d'autres mesures thérapeutiques. Les coûts de ces produits ont diminué au cours des dernières années. Une baisse supplémentaire conséquente pourrait être obtenue par une substitution systématique par les médicaments génériques bon marché.

¹ HAS. Maladie d'Alzheimer et maladies apparentées: diagnostic et prise en charge. Décembre 2011.

² Hort J et al. EFNS guidelines for the diagnosis and management of Alzheimer's disease. Eur J Neurol. 2010 Oct; 17(10): 1236-48. doi: 10.1111/j.1468-1331.2010.03040.x.

³ Monsch, Büla, Hermelink, Kressig, Martensson, Mosimann, Müri, Vögeli, and von Gunten. Consensus 2012 zur Diagnostik und Therapie von Demenzkranken in der Schweiz. PRAXIS 2012 101:19, 1239-1249

⁴ Qaseem A, Snow V, Cross JT, Forcica MA, Hopkins R, Shekelle P, et al. Current Pharmacologic Treatment of Dementia: A Clinical Practice Guideline from the American College of Physicians and the American Academy of Family Physicians. Ann Intern Med. 2008;148:370-378. doi: 10.7326/0003-4819-148-5-200803040-00008

⁵ O'Brien JT, Burns A et al. Clinical practice with anti-dementia drugs: a revised (second) consensus statement from the British Association for Psychopharmacology. J Psychopharmacol. 2011 Aug; 25(8): 997-1019. doi: 10.1177/0269881110387547. Epub 2010 Nov 18.

⁶ Ainsley Moore, Christopher Patterson, Linda Lee, Isabelle Vedel, and Howard Bergman. Fourth Canadian Consensus Conference on the Diagnosis and Treatment of Dementia: Recommendations for family physicians Can Fam Physician May 2014 60: 433-438

⁷ IGSS. Rapport général sur la sécurité sociale au Grand-Duché de Luxembourg. Novembre 2015.

⁸ Demenz. Rapport final du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national «maladies démentielles» tel que approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 13 mars 2013.

http://www.sante.public.lu/fr/politique-sante/plans-action/plan-maladies-dementielles/index.html

Question 2012 (18.04.2016) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les responsabilités en cas d'accident nucléaire:

Es ist hinlänglich bekannt, dass die Nutzung der Kernenergie viele Gefahren für Mensch und Umwelt beinhaltet u. a. bei der Verarbeitung, beim Transport und bei der Lagerung von radioaktivem Abfall sowie erhebliche Gesundheitsrisiken. In den Kernkraftwerken lassen sich die Fehlfunktionen nicht vermeiden und die Kritiker sind überzeugt, dass die Risiken der Kernenergie permanent präsent sind. Gibt es bereits eine größere Anzahl von Störfällen während dem Normalbetrieb, so stehen die langfristigen

Gefahren u. a. die Lagerung der nuklearen Abfälle und die Schäden bei einer verheerenden Havarie im Mittelpunkt der grenzüberschreitenden Diskussionen.

An dieser Stelle sei nur auf die im Mai 2012 erschienene Studie des Max-Planck-Instituts für

Chemie hingewiesen, welche das Risiko einer katastrophalen Kernschmelze wie in Tschernobyl und Fukushima wesentlich höher einstufte, als bisher eingeschätzt wurde. Der Präsident der französischen Überwachungsbehörde „Autorité de sûreté nucléaire“ erklärte diesbezüglich, dass alle Anstrengungen zur Erhöhung der Sicherheit von Kernkraftwerken nicht ausschließen, dass sich eine Katastrophe wie in Fukushima in Europa ereignen könne.

Am Ende der Laufzeit eines Kernkraftwerks erfolgt die Stilllegung und der Rückbau des Kernkraftwerks und die Kosten werden laut der Internationalen Energieagentur (IEA) auf mehrere Milliarden Euro geschätzt, dies durch die Entsorgung sämtlicher radioaktiver Bauteile und dem Abbau des Atommeilers. Für diese Kosten sind die Atomkraftwerk (AKW)-Betreiber verantwortlich, derweil die 16 Nuklear-EU-Mitgliedsländer die Haftung bei Atomunfällen selber regeln. In Frankreich wurden bislang für den Rückbau und die Endlagerung bei Weitem nicht die erforderlichen Beträge zurückgestellt.

Es wird berichtet, dass die AKW-Betreiber in Frankreich für die 58 Atommeiler nur für Schäden bis etwa 91 Millionen Euro pro Kraftwerk haften, in Deutschland jedoch sind die Schäden von mehr als zwei Milliarden Euro über eine gemeinschaftliche Haftung der Betreiber abgedeckt, dies bei weniger Atommeilern. Für die weiteren Kosten haften die einzelnen Konzerne mit ihrem Vermögen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister stellen:

- Kann der Herr Minister bestätigen, dass die Europäische Kommission die Kosten für den Rückbau der alten Kernkraftwerke auf 123 Milliarden Euro und die Entsorgung des Nuklearabfalls auf 130 Milliarden Euro schätzt?

- Kann der Herr Minister die Aussage der geringen Haftung für Schäden anlässlich eines schweren Störfalles in den französischen Atomkraftwerken bestätigen?

- Wissend, dass der Anteil der Kernenergie im Jahre 2014 noch bei 10,1% im Verbrauch der elektrischen Energie in Luxemburg war, kann der Herr Minister einen Zeitraum des vollständigen Ausstiegs im Verbrauch der Atomenergie angeben?

Réponse commune (26.05.2016) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Die Frage des Abgeordneten zu den finanziellen Rückstellungen für den Rückbau von Atomkraftanlagen (AKW) betrifft die nationale Kompetenz der Betreiberländer von AKW und bezieht sich auf die Mitteilung der EU-Kommission COM(2016) 177 final „Hinweisendes Nuklearprogramm“ vom 4. April 2016. Darin geht die EU-Kommission davon aus, dass im Dezember 2014 die europäischen Betreiber kerntechnischer Anlagen für Stilllegung und Entsorgung radioaktiver Abfälle einen Betrag von 253 Mrd.

EUR bis 2050 veranschlagten. Hiervon seien 123 Mrd. EUR für Stilllegungsarbeiten und 130 Mrd. EUR für die Entsorgung abgebrannter Brennelemente und radioaktiver Abfälle sowie für die Endlagerung in tiefen geologischen Formationen erforderlich.

Diese Angaben der EU-Kommission wurden durch einen „Fragebogen für die Mitglieder der Gruppe für Stilllegungsfinanzierung sowie die im Rahmen der Richtlinie 2011/70/Euratom übermittelten nationalen Programme“ ermittelt.

Die Aussage zur geringeren Haftung für Schäden anlässlich eines schweren Störfalles in französischen Atomkraftwerken kann von der Regierung mangels einer verlässlichen Quelle weder bestätigt noch widerlegt werden. In diesem Zusammenhang sollte erwähnt werden, dass die Regierung sich klar gegen die Förderung von Atomkraft ausspricht und für ein umfassendes Haftungsrecht in Nuklearfragen eintritt.

Zur Frage betreffend den vollständigen Ausstieg im Verbrauch der Atomenergie gilt es zu unterstreichen, dass der europäische Strommarkt liberalisiert ist und somit die Endkunden in Luxemburg, so wie auch in den anderen Mitgliedstaaten Europas, ihren Stromlieferanten und damit auch die Qualität ihres Stroms frei wählen können. Laut Artikel 49, Paragraph (2) des umgeänderten Gesetzes vom 1. August 2007 zur Organisation des Strommarktes und den entsprechenden Ausführungsverordnungen sind die Stromanbieter dazu verpflichtet, ihren Kunden sowohl den Produktmix als auch ihren Lieferantenmix transparent darzulegen. Aus diesen Informationen wird vom nationalen Regulierer, dem „Institut luxembourgeois de régulation“, jährlich der nationale Strommix errechnet, in welchem der Anteil des Atomstroms im Jahre 2014 mit 10,1% angegeben wird.

Schließlich sollte erwähnt werden, dass die Mehrheit der Stromlieferanten in Luxemburg Produkte aus 100% erneuerbaren Energiequellen für Privatkunden anbietet. Auch ist zu erwähnen, dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur im Jahre 2011 alle Betreiber von staatlichen Gebäuden angewiesen hat, ihren Verbrauch auf grünen Strom umzustellen. Somit sinkt der Anteil des Atomstroms im nationalen Energiemix eher tendenziell. Im Jahre 2009 lag dieser noch bei 23,4%.

Question 2013 (18.04.2016) de M. Roy Reding (ADR) concernant le taux super-réduit pour les nouvelles constructions:

Zanter dem 1. Januar 2015 ass d'TVA um Wunnengsbau, wann net fir den eegene Bedarf gebaut gëtt, vun 3% op 17% eropgaangen.

An enger Transitionphas ass festgehal ginn, datt den Taux vun 3% géif bäibehale ginn, wann d'Demande fir den „Taux super-réduit“ virum 1. Januar 2015 gemaach ginn ass an d'Aarbechte bis den 31. Dezember 2016 ofgeschloss sinn.

D'Prozedure gesi vir, datt den „Acte de base“ muss virleien, ier mam Bau ugefaange ka ginn. Fir dësen Akt muss den „Cadastre vertical“ opgestallt ginn. Wéinst de villen Demanden, déi drop zrëckginn, datt d'Bauhären nach vum Taux vun 3% wëlle benefisséieren, sinn no mengen Informatiounen awer vill Dossieren nach net opgeschafft ginn.

Dat hätt als Konsequenz, datt eng Rei Wunnengen, wou d'Demande fir den „Taux super-réduit“ am Délai gemaach gouf, awer der TVA vu 17% géifen ënnerleien.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Wéi vill Dossieren, an deenen den „Taux super-réduit“ ugefrot ginn ass, konnten nach net vun der Administratioun vum Cadaster verschafft ginn?

2. Mat wéi engem Délai rechen d'Administratioun, bis de Retard opgeschafft ginn ass?

3. Ass d'Regierung bereet, de Stéchdatum, wou d'Aarbechte missten ofgeschloss sinn, also aktuell den 31. Dezember 2016, no hannen ze réckelen?

4. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et bei der Situatioun um Wunnengsmaat sënnavoll wär, den Taux vun 3% fir all d'Wunnengen nees anzeféieren?

Réponse commune (17.05.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

Tëscht dem 1. September 2014 an dem 31. Dezember 2014 sinn insgesamt 383 Demandé

fir eng Validatioun vum Cadastre vertical beim Cadaster agereecht ginn.

All dës Demandé ware bis zum 14. August 2015 vum Cadaster traitéiert. Dovu sinn 350 Dossieren definitiv clôturéiert, déi reschtlech 33 Dossieren stinn nach op, well d'Demandeuren zënter August 2015 leider nach net all déi néideg Dokumenter ofginn hunn.

Et besteet also keen administrative Retard, dee misst opgeschafft ginn, an d'Regierung gesäit kee Besoin, fir de Stéchdatum vum 31. Dezember 2016 ze verréckelen.

Den „Taux super-réduit“ gouf just ofgeschafft op der Zweetwunneng an ass weiderhin applicabel fir d'Résidence principale. Deemo kënnen weiderhin déi Stéit vun dem „Taux super-réduit“ profitéieren, déi hiert Eegeheim nei bauen oder renovéieren. Just Investisseure si vun der Mesure betraff an et gëtt net dru geduecht, un der aktueller Regelung eppes ze änneren.

Question 2014 (18.04.2016) de M. Marc Lies (CSV) concernant la pollution du cours d'eau «Drosbach»:

Avec le projet ambitieux au «Ban de Gasperich», la ville de Luxembourg jouira dans quelques années d'un nouveau quartier au sud, mixant résidentiel et bureaux. On y attend quelque 3.000 habitants et 20.000 travailleurs, sans compter les clients des commerces. L'ensemble du site couvre environ 80 hectares.

Depuis le début des travaux le cours d'eau «Drosbach», qui traverse le Ban de Gasperich avant d'aboutir au territoire de la commune de Hesperange, a été pollué à plusieurs reprises. Le degré de pollution devient de plus en plus important et les services de l'Administration de la Gestion de l'Eau sont déjà intervenus à plusieurs reprises.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre est-elle au courant des faits décrits ci-dessus?

- Comment entend-elle intervenir afin d'endiguer la pollution de la Drosbach?

Réponse (26.05.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

La question de l'honorable Député porte sur les récentes pollutions du cours d'eau «Drosbach» qui passe par le Ban de Gasperich puis par la localité de Howald pour rejoindre le cours d'eau «Alzette».

Le «Drosbach» a toujours subi une forte pression urbaine de la Cloche d'Or et d'une partie du Howald. Depuis le début des travaux de très grande envergure du Ban de Gasperich en octobre/novembre 2015 et d'autres travaux à Gasperich et au Howald, un nombre croissant de pollutions s'ajoute à cette pression déjà difficile à gérer.

Force est de constater que la gestion des eaux de chantier n'est pas toujours conforme aux meilleures techniques disponibles. Depuis le début de l'année, l'Administration de la Gestion de l'Eau s'est rendue plusieurs fois sur les lieux en présence de la Police grand-ducale afin de signaler aux entreprises responsables du chantier leurs non-conformités et de les obliger à prendre les mesures adéquates pour remédier au plus vite à cette situation insalubre.

Partant, l'Administration de la Gestion de l'Eau a réalisé une campagne d'échantillonnage sur le «Drosbach» et ses affluents en aval de la Cloche d'Or jusqu'à sa confluence avec l'«Alzette» dans le but de différencier les points de rejets vers le «Drosbach». Les résultats sont en cours d'évaluation et des réunions de concertation avec les deux communes concernées (Ville de Luxembourg et commune de Hesperange) vont suivre pour instaurer les mesures nécessaires afin d'éviter des pollutions futures. Il s'est avéré que, malgré les multiples interventions des agents de l'administration, la gestion des eaux de chantier n'a toujours pas été mise en état de façon à pouvoir traiter l'envergure des effluents des chantiers.

De ce fait, deux mesures d'urgence ont été arrêtées par la Ministre de l'Environnement obligeant les sociétés concernées à se conformer dans les meilleurs délais et à surveiller de près le fonctionnement des bassins de rétention des eaux de chantiers.

Question 2015 (19.04.2016) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant les **examens-concours dans la Fonction publique:**

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a organisé pendant les mois de décembre 2015 à janvier 2016 des examens-concours dans toutes les carrières auprès de l'État.

Concernant le déroulement de ces épreuves et les résultats obtenus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Quel a été le nombre d'inscriptions aux épreuves respectives?
2. Combien de candidats se sont présentés effectivement aux différentes épreuves?
3. Quel a été le taux de réussite dans les différentes carrières?
4. Dans quelles matières le taux d'échec fut-il le plus élevé?

Réponse (09.05.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse aux questions précitées, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que mon département a organisé des examens-concours dans les carrières suivantes, reprises ci-dessous suivant la nouvelle structuration des carrières des fonctionnaires de l'État en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2015:

Groupe de traitement	Conditions d'études
A1	Master ou équivalent
A2	Bachelor ou équivalent
B1	Diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques
C1	5 années d'études secondaires ou secondaires techniques ou DAP (âge min. 17 ans)
D1	5 années d'études secondaires ou secondaires techniques ou DAP (âge min. 17 ans)
D2	2 années d'études secondaires ou secondaires techniques ou diplôme DAP (âge min. 17 ans)
D3	Candidats ne remplissant pas les conditions d'études prévues pour l'accès aux autres groupes de traitement

Le tableau de synthèse suivant reprend les renseignements demandés par l'honorable Député regroupés quant aux questions 1 à 3:

Groupe de traitement	Nombre d'inscriptions	Nombre de participants	Taux de réussite (%)
A1	506	286	40
A2	217	112	24
B1	767	356	24
C1	539	181	22
D1	172	118	31
D2	185	78	45
D3	155	49	16

Pour ce qui est de la dernière question de l'honorable Député, je voudrais d'abord renseigner le programme des épreuves générales pour les différents groupes:

- organisation, fonctionnement et structures de l'État luxembourgeois;
- histoire et culture luxembourgeoises;
- connaissances générales dans les domaines de l'actualité, de la politique nationale et internationale et de l'histoire contemporaine;
- langues étrangères;
- traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou allemande.

Le taux d'échec par groupe de traitement a été le plus élevé dans les matières suivantes:

Groupe de traitement	Matière à taux d'échec le plus élevé
A1	Connaissances générales
A2	Connaissances de l'État luxembourgeois
B1	Connaissances de l'État luxembourgeois
C1	Connaissances générales
D1	Connaissances générales
D2	Connaissances générales et Histoire et culture luxembourgeoises à égalité
D3	Histoire et culture luxembourgeoises

Finale, je voudrais relever que le programme gouvernemental prévoit de revoir la politique de recrutement des fonctionnaires et employés de l'État. Dans un souci constant d'amélioration de la qualité de ses processus, mes services sont en train d'étudier, ensemble avec toutes les parties concernées, les expériences et les résultats de l'ensemble des procédures relatives au recrutement. En complément de l'analyse des données statistiques, une consultation auprès des participants des différents examens-concours sera organisée afin de mieux pouvoir interpréter l'expérience vécue et de mieux comprendre la motivation de s'engager dans l'administration publique luxembourgeoise. Une consultation similaire est prévue auprès des responsables des départements ministériels, administrations et services de l'État au sujet de leurs expériences faites dans le contexte des différentes étapes des procédures de recrutement.

Question 2016 (19.04.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **ATF Dingo de l'armée luxembourgeoise:**

Den Zoustand vun den 48 Dingo vum der Lëtzebuerger Arméi mécht mir nach ëmmer Sueren. A senger Äntwert op meng Fro vum 21. November 2014 (cf. *compte rendu n°5/session ordinaire 2014-2015*) hat den Här Minister eng etlech Erklärung ginn, mä et schéngt, datt d'Problemer net méi kleng gi sinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Verdedegungsminister dës Fro stellen:

1. Well d'Praxis schéngt esou ze sinn, datt deier Equipementer aus verschiddene Gefierer ausgebaut ginn, fir anerer asazbereet ze maachen, freet sech, wéi vill Dingoen am Duerchschnitt voll operationell sinn? Wéi huet sech d'Zuel vu voll asazbereeten Dingoen iwwert déi lescht zwee Joer entwéckelt?
2. A wéi vill Operationen oder Manövere sinn dës Systemer bis elo engagéiert ginn?
3. Gëtt hei zu Lëtzebuerg dru geduecht, e gehëtzen Hangar fir déi Waffensystemer ze bauen oder soss zur Verfügung ze stellen, fir se, besonnesch am Wanter, manner pannenufällig ze maachen?
4. Stëmmt et, datt en Deel vun der Software scho vereelt ass an net méi kann aktualiséiert ginn, respektiv misst ersat ginn? Wa jo, wéini geschitt dat?

5. Stëmmt et, datt d'Arméi kee Maintenancevertrag fir déi Gefierer huet? Wa jo, wat sinn d'Konsequenzen? Denkt den Här Minister an deem Fall drun, fir esou Verträge ofzeschléissen, fir d'Operabilitéit vun deene Gefierer ze verbesseren?

6. Sinn all Ersatzdeeler fir den Dingo nach disponibel a fir wéi laang? Wat mécht d'Arméi, fir déi Systemer méiglechst laang operationell ze halen?

7. Gëtt et genuch Instrukteren, fir d'Personal op deene Systemer ze forméieren? Wéi vill vun deenen Dingoen kënnen haut gläichzäiteg mat hirem kompletten a fäerdeg instruéierten Equipage an engem Asaz benotzt ginn?

Réponse (20.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense:*

Introduktioun

De PRV („Protected Reconnaissance Vehicle“) ass e komplexe System, dee sech aus zwou Haaptkomponenten zesummesetzt:

- eng mechanesch Komponent;
- eng operationell Komponent, och „mission kit“ genannt.

Déi mechanesch Komponent besteet aus dem Won eleng (= den Dingo), mat abegraff déi ballistesche Protektioun.

Den „mission kit“ besteet aus dräi Systemer:

- Kommunikatiounssystem (C4I = Command, Control, Communications, Computers and Intelligence);
- Observatiounssystem (OWS = Observer Work Station);
- Waffensystem (RWS = Remote Weapon Station).

D'Arméi considéiert dräi Zoustänn vum PRV:

- voll operationell: de Won ass komplett funktionsfäeg; all d'Systemer funktionéieren;
- operationell: de Won ass zum Deel funktionsfäeg, woubäi verschidden Deeler fütti sinn, wou awer kee Sécherheitsrisiko besteet; de Won ka fir Trainingszwecker agesat ginn;
- inoperationell: de Won ass net funktionsfäeg, well e Sécherheitsproblem besteet.

ad 1. Am Duerchschnitt sinn ëm déi 40 Ween zu all Zäit voll operationell/operationell.

Total 48 Ween	Abrëll 2014	Abrëll 2015	Abrëll 2016
Voll operationell	28	26	32
Operationell	13	18	13
Inoperationell	7	4	3

ad 2. D'Lëtzebuergesch Arméi ass équipéiert, fir hiren internationalen Engagementer gerecht ze ginn a fir hir Militär esou gutt wéi méiglech ze schützen. D'Décisioun, fir Equipementer anzusetzen, gëtt au cas par cas geholl op Basis vun enger Analys vun de Konditiounen um Terrain a vun de Besoinen vun der spezifescher Missioun.

Operatiounen: vu Mee 2011 bis Juli 2012 goufe véier Ween am Afghanistan/Kabul (ISAF) agesat, fir Eskorten ze fueren a verschidden aner Missiounen am Kader vun der Protektioun vum militäreschen Deel vum Flughafen.

Exercicer an operationell Déploiementer:

Dingo sinn zënter 2014 agesat ginn a folgend nationalen an internationalen Exercicer an Déploiementer. D'Zuel vun Dingo pro Exercice an Déploiementer huet variéiert tëschent sechs an 22 Dingoen am Asaz.

- Am Joer 2014: 18 national Exercicer, véier international Exercicer, dovun een operationell Déploiementer vun dräi Wochen a Litauen am Kader vum „Readiness Action Plan“ vun der NATO, an dräi Exercicer am Kader vun der Preparatioun fir den EU-Battlegroup 14.

- Am Joer 2015: 21 national Exercicer, zwee international Exercicer an Holland an Däitschland an een operationell Déploiementer a Litauen während fënnf Wochen.

- Am Joer 2016: bis elo (1. Mee) zwielf national Exercicer, an et ginn aacht Ween am Kader vun engem operationellen Déploiementer fir sechs Wochen a Litauen engagéiert, wou se un en däitscht Bataillon rattachéiert ginn.

Doniewent ass den Dingo permanent um Härebierg am Asaz fir d'Instruktioun an d'Ausbildung am Kontext Führerschäiner, Ausbildung op de Sous-Systemer, Training vun takteschen Driller mam Won (z. B. réaction au contact, débarquement sous le feu, remorquage).

D'Ween ginn och zur Verfügung gestallt fir d'Ausbildung an der Belsch vun eisen Offizéier an Enneroffizéier.

ad 3. Am Kader vun den Infrastruktuurarbechte war envisagéiert ginn, e gehëtzen Hangar ze bauen, mä en fin de compte erfëllt en Hangar mat enger gudder Loftzirkulatioun säin Zweck.

Dat geet och duer, vu dass de PRV a seng Sous-Systemer den NATO-Standarden entsprechen, déi de Funktionnement an d'Lagerung a gewësse Klimazonen definéieren. Esou kann de Won tëschent -32°C an 49°C gebraucht an tëschent -33°C an 71°C stockéiert ginn. D'Handbuch gesäit och keng speziell Lagerkonditiounen vir. Et ass awer geplangt, fir am Hierscht 2016 am neien Hangar e Kompartiment ze aménagéieren, wou d'Ween mat Ventilatiounssystemer gedréchent ginn, wa se naass erakommen.

ad 4. Am Kader vun den neie Besoinen an Engagementer an der NATO stellt sech d'Fro, ob nei Ween gebraucht wäerte ginn oder net. Do fir ass decidéiert ginn, fir den Update vun de Systemer nach net ze maachen, en attente vun enger Décisioun, ob zousätzlech Ween solle kaaft ginn. D'Méiglechkeet besteet awer nach ëmmer, am Kader vum Kontrakt, fir den Update ze maachen. D'Décisioun iwwer eventuell zousätzlech Ween ass nach net gefall.

De Fait, dass de System nach net aktualiséiert ginn ass, ass kee Problem, wann een an engem zouene Réseau schafft, wat d'Arméi beim PRV prinzipiell mécht.

ad 5. D'Arméi huet iwwert d'NSPA Verträge mat alle Fournisseure vun de Sous-Systemer. Et handelt sech hei ëm „framework contracts“ oder „outline agreements“, déi gratis sinn. Iwwert dës Kontrakter leeft souwuel all d'Maintenance vu futtissem Material wéi den Akaf vu sämtlechen Ersatzdeeler (ausser Klengdeeler wéi Schrauwen oder Filteren). All Akaf oder Reparatur vu Material setzt en Devis viraus a gëtt vu Fall zu Fall decidéiert.

ad 6. Eng Partie vun den Ersatzdeeler ka weiderhi bestallt ginn, quitte dass d'Livraisounsdelaie laang sinn. Op där anerer Säit gëtt et eng Rei vun Ersatzdeeler, wou mir vum Fournisseur informéiert gi sinn, dass se net méi wäerte gebaut ginn. An deem Fall, wann de Besoin do ass an et ass budgetär méiglech, maache mir en „last buy“ fir esou Stécker. Och ass et méiglech, iwwert den „Dingo Users Group“, wou d'Arméi bedeelegt ass, verschidde Stécker bei aneren Natiounen ze beschafen. Deemno huet d'Arméi Léisungen, fir d'Operabilitéit vun hire Ween ze assureieren.

Fir d'Systemer operationell ze halen, hält d'Arméi sech un d'Virgawe vun der Industrie wat d'preventiv Maintenance ugeet: All PRV muss all sechs Méint an d'Maintenance, wou souwuel déi mechanesch Komponent wéi och den „mission kit“ kontrolléiert gëtt.

ad 7. D'Arméi huet zwee Instrukteren, fir de Kader op de Sous-Systemer vum Won auszebilden. Dës Equipe „instruction PRV“ ka punktuell vun engem drëtten Instrukter ennerstézt ginn. Vum Effectif aus geet dat duer. Dës Equipe forméiert de Kader vun de Reconnaissance-Pelotonen. Duerno ginn d'Sergeanten an d'Kaporalen aus dem Peloton hiert Wëssen un d'Zaldote weider. D'Equipe „instruction PRV“ schafft also no dem Prinzip „train the trainer“ a si maache punktuell Kontrollen, ob d'Instruktioun an de Kompanie richteg gehale gëtt. Betreffend de Won Dingo gëtt d'Fahrinstruktioun am Peloton „Instruction Chauffeurs“ gemaach, wou mer néng Instrukturen an Aide-instrukturen hunn. Dat geet och duer.

Am Moment kéint d'Arméi zwee Pelotone mat Dingoen an eng Missioun schécken, woubäi parallel zwee bis dräi Pelotone mat Dingoen am Training wäeren. Ee Peloton brauch sechs Dingoen, deemno kënnen ongeféier 24 bis 30 Dingo gläichzäiteg am Asaz benotzt ginn.

Question 2017 (19.04.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**impôt foncier:**

All Joer kréien d'Bierger iwwert d'Gemengen de Grondsteuerbescheed A oder B zougeschéckt. Verschidde Bierger mussen awer eng Verspéidung vun iwwer véier Joer feststellen, wat d'Androungen am Kadaster betrëfft, am Fall, wou een Terrain op eene neie Propriétaire iwwerdroe ginn ass.

Am Steuerbescheed steet awer d'lescht Joer ganz kloer folgende Passus: «La présente fixation, se référant aux droits de propriété du 01.01.2015 est basée sur la situation du fichier au 01.10.2015.» Dëse Fichier ass leider net à jour, do derbäi kënnen d'Leit och net genee nokucken, op wéi eng Propriété si Grondsteuer bezuelen oder net. An der sougenannter Rubrik «Valeur unitaire» ka kee genee erauslesen, op wat fir enge Propriétéiten hie muss d'Grondsteuer bezuelen.

An deem Kontext géif ech gär den Froen un den Här Finanzminister richten:

1. Opgond vu wat fir engen Ursache sinn hei esou grouss Retarde bei der Aktualiséierung vun den Dossieren?



2. Wat gedenkt den Här Minister ze ennerhuelen, fir dëse Retard ze reduzéieren?

3. Wäer et net am Sënn vun der Transparenz, wann de Bierger am Detail géif informéiert ginn, op wat fir eng Propriétéiten hie muss d'Grondsteier bezuelen?

Réponse (13.05.2016) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. Et muss een ennerscheeden tëschent den A- an de B-Dossieren.

Wat d'A-Dossiere betrëfft, esou ass et meeschtens esou, dass déi Dossieren à jour sinn. Eventuell Retarde sinn dorop zrëckzeféieren, datt d'Zuel vun den Dossieren tëschent dem 31.12.2008 an dem 31.12.2015 vun 281.544 op 317.860 geklommen ass.

Bei de B-Dossieren ass d'Saach méi komplizéiert, well hei de Service des évaluations immobilières (ofgekierzt: SEVI) op d'Mataarbecht vun de Gemengen ugewisen ass, souwäit et sech ëm Neibauten handelt a wou eng Ëmklässierung muss virgeholl ginn. D'Ëmklässierung vun Grondstécker gëtt virgeholl op Basis vun engem Relevé vun den Neibauten, deen d'Gemenge Joer fir Joer opstellen a bis Enn Januar (fir dat ofgelafent Joer) sollen areechen. Dësen Termin vun Enn Januar anzehalen, ass wichteg, fir datt de SEVI genuch Zäit huet, fir déi Relevéen ze kontrolléieren, de Bauhären e Formular ze schécken, op deem de Bau beschriwwen gëtt, an duerno eng Bewäertung vum Gebai ze maachen. Leider ass et esou, datt eng Rei Gemengen den Termin vun Enn Januar net respektéieren. Fir d'Joer 2015 zum Beispill hu 24 Gemengen um Datum vum 10.05.2016 nach kee Relevé agereecht. Vun deenen anere Gemengen hunn der 24 hire Relevé mat Verspéidung, dat heescht no dem 31.01.2016, agereecht.

Den einfache Verkauf vun engem Terrain, deen zum Grundverméige gehéiert, stellt generell kee Problem duer, an hei ass et esou, datt de Fichier vum SEVI meeschtens à jour ass.

ad 2. Duerch d'Informatisioun an d'Erhéijung vum Personal sollen d'Retarden ofgebaut ginn.

ad 3. Hei muss mir differenzéieren tëschent den A- an de B-Dossieren engersäits an den Eenheitswäertbulletinen an de Grondsteierbulletinen anerersäits.

Aus informatésche Grënn ass et am Moment net méiglech, d'Kadasternummere op de Bulletin vum Eenheitswäert vun den A-Dossieren anzedoen. Heizou sief gesot, datt et A-Dossiere gëtt, déi bis zu honnert a méi Kadasternummere begräifen.

Bei de B-Dossiere gëtt eng oder méi Kadasternummere an alle Fäll op de Bulletin vum Eenheitswäert agedoen. Aus informatésche Grënn ass awer d'Plaz limitéiert, wou een déi Nummere kann andoen.

Wat elo d'Grondsteierbulletinen ugeet, esou sief gesot, datt déi Bulletinen, déi vun der Steerverwaltung fir d'Gemengen impriméiert ginn, d'Indikatioun vun de Kadasternummere net virgesinn.

Souwäit et sech hei ëm B-Dossieren handelt, steet awer d'Adress vum Grondstéck normalerweis drop. Ausserdeem kann de Bierger erausfannen, ëm wat fir eng Kadasternummer et sech handelt, wann hien den Eenheitswäertbulletin mam Grondsteierbulletin vergläicht. D'Dossiersnummere sinn nämlech identesch.

Question 2018 (19.04.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant l'accord de coopération entre les pays Benelux dans le domaine des médicaments:

Une réunion informelle des ministres européens de la Santé a eu lieu à Amsterdam, le 18 avril 2016. Selon la presse, Madame la Ministre de la Santé Lydia Mutsch aurait, dans ce contexte, souligné les avantages de l'accord de coopération qui lie depuis 2015 le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas dans le domaine des médicaments. «Le Luxembourg est convaincu que les actions conjointes entre États membres peuvent faire une réelle différence au niveau de l'accès du patient à des soins de qualité, notamment dans le domaine des maladies rares.»

À savoir que la grande majorité des médicaments pris en charge par l'assurance maladie sont importés à partir de la Belgique. Pour ces conditionnements, le prix au public pratiqué au Luxembourg est directement dérivé du prix au public belge. Aux Pays-Bas, les règles de dispensation diffèrent des nôtres.

Au Luxembourg, lors de l'autorisation de mise sur le marché, certains médicaments sont considérés comme «réserve hospitalière» et donc pas délivrés en pharmacie ouverte au public. D'autres médicaments, qui ne tombent pas

sous cette restriction, ne sont quand-même pas délivrés en pharmacie de ville.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame la Ministre peut-elle nous préciser en quoi cet accord de coopération dans le domaine des médicaments consiste? L'accord touche-t-il les dispositions de délivrance des médicaments?

- Quels sont les avantages de cet accord?

- Est-ce que les règles de dispensation seraient harmonisées au niveau du Benelux?

- Quelles seraient des actions conjointes entre États membres dans le domaine des maladies rares?

- Dans ce contexte, quel est l'impact en pourcentage et en coût des médicaments onéreux au Luxembourg (prix d'achat supérieur à 800 euros) et particulièrement pour ceux qui sont destinés aux patients atteints d'une maladie rare?

Réponse commune (19.05.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le 20 avril 2015, Madame Edith Schippers, Ministre de la Santé publique, du Bien-Être et du Sport des Pays-Bas, ainsi que Madame Maggie De Block, Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique de la Belgique, ont signé une déclaration d'intention de collaboration en matière de politique des médicaments.

En date du 24 septembre 2015, l'application de ladite déclaration a été étendue au Grand-Duché du Luxembourg suite à la signature d'un avenant par la Ministre de la Santé Lydia Mutsch et le Ministre de la Sécurité sociale Romain Schneider. L'extension d'application s'est faite compte tenu des particularités de la situation prévalant au Luxembourg en matière d'approvisionnement et de gestion de médicaments.

La déclaration d'intention vise à explorer, sous forme de groupes de travail, les sujets pour lesquels une collaboration entre les trois pays pourrait s'avérer utile. La plupart des médicaments concernés ont un impact financier important et sont souvent utilisés dans le domaine de l'oncologie et/ou des maladies rares, ce qui explique qu'il est par moments fait référence à «l'accord des maladies rares» en parlant de l'initiative Benelux. Le mode de délivrance des médicaments n'est pas concerné par l'accord de collaboration.

Cette initiative devrait déboucher à terme non seulement sur une maîtrise du prix de certains médicaments, mais également sur une meilleure efficacité des évaluations des nouvelles technologies dans le domaine de la santé (Health Technology Assessment), notamment par le biais d'un échange de bonnes pratiques et par la reconnaissance mutuelle des évaluations respectives.

Les autorités des trois pays s'échangeront également, sur base d'une méthodologie commune, sur les informations validées et consolidées concernant les nouveaux médicaments susceptibles d'être mis sur le marché à court terme (Horizon Scanning). Cet échange permettra de faire, à un stade précoce, des choix informés sur les modalités d'après lesquelles les médicaments pourront être mis à la disposition des patients et sur l'allocation des moyens budgétaires requis.

À ce stade, le Luxembourg n'est pas directement impliqué dans le volet relatif à la négociation des prix des médicaments de l'accord de collaboration alors que notre pays applique la structure des prix des médicaments qui nous proviennent de la Belgique (i. e. environ 95% de la totalité des médicaments sur le marché luxembourgeois) en y appliquant la TVA nationale. On peut néanmoins espérer profiter à terme d'une répercussion positive sur l'offre nationale grâce aux efforts de négociation conjoints effectués par les Pays-Bas et la Belgique auprès de l'industrie, à condition que ces négociations aboutissent à une baisse des prix officiels.

Un des grands avantages de l'accord est l'acquisition plus aisée de connaissances ciblées dans le domaine des médicaments, au-delà des forums plus larges qui existent au niveau de l'Union européenne. L'accès à ces informations revêt un intérêt particulier pour un pays comme le Luxembourg qui ne dispose pas systématiquement des ressources nécessaires pour mettre en place un système et une expérience comparables à ceux d'autres pays. Ceci est particulièrement le cas pour les maladies rares où, de par l'absence de masse critique de patients, le Luxembourg se trouve des fois être dépendant des connaissances en place dans d'autres pays afin de pouvoir offrir le meilleur traitement.

À une époque où les médicaments à coût exorbitant font régulièrement irruption sur nos marchés, accompagnés de certaines stratégies de marketing agressives de la part de l'industrie pharmaceutique, il devient urgent pour les autorités nationales de pouvoir prendre, en temps utile et en connaissance de cause, les décisions qui s'imposent dans l'intérêt à la fois de la santé des citoyens et de la pérennité du budget de l'assurance maladie. De par son caractère flexible, l'accord de collaboration permet à tous les pays de participer tout en faisant valoir leurs particularités et sans préjudice quant aux spécificités de leur système national.

L'accord de collaboration est ouvert à d'autres États membres de l'Union européenne. Des négociations avec certains pays en vue d'une adhésion future sont actuellement en cours.

Concernant la question relative à l'impact en pourcentage et en coût des médicaments onéreux au Luxembourg (prix au public supérieur à 800 euros) et particulièrement concernant ceux destinés au traitement des patients atteints d'une maladie rare, il est fait référence au tableau ci-dessous reprenant les pourcentages des dépenses de médicaments par rapport aux dépenses totales de médicaments délivrés par les officines ouvertes au public pour l'année de prestation 2015:

Parts de certaines catégories de médicaments dans les dépenses totales de médicaments pris en charge par l'assurance maladie dans le secteur extrahospitalier

		Dépenses CNS (€)
Médicaments à prix au public ≥ 800 €	14,5%	25.017.285
Médicaments orphelins à prix au public	0,4%	710.559
Médicaments orphelins à prix au public ≥ 800 €	0,2%	402.394

Ces chiffres se fondent sur le cumul des données recueillies à partir des décomptes des pharmacies ouvertes au public avec la CNS. Sont donc exclus les médicaments utilisés en milieu hospitalier ou délivrés par les pharmacies hospitalières vers le milieu extrahospitalier ainsi que la part de médicaments délivrés en officine mais non facturés à l'assurance maladie.

Il est précisé que les médicaments orphelins sont des médicaments à usage humain destinés au traitement de maladies graves et rares.

Un médicament est désigné comme «orphelin» lorsqu'il est utilisé pour traiter une maladie mettant la vie du patient en danger ou une maladie très invalidante et touchant tout au plus cinq personnes sur 10.000 dans l'Union européenne.

Le statut de «médicament orphelin» est accordé au niveau européen par la Commission européenne. Le Comité pour les médicaments orphelins (COMP) est chargé de l'évaluation scientifique des demandes de désignation. Il se réunit sous les auspices de l'Agence européenne des médicaments.

Question 2019 (20.04.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les potentiels attentats de l'État islamique en Europe:

D'après divers organes de presse, les services secrets italiens auraient prévenu les autorités de sécurité allemandes que l'EI envisagerait des attentats dans les régions côtières d'Italie, d'Espagne et de France, des destinations qui sont d'ailleurs très prisées par les touristes luxembourgeois durant la période estivale.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les autorités luxembourgeoises ont reçu des informations similaires?

2. Le Gouvernement entend-il, le cas échéant, émettre des avertissements aux voyageurs en rapport avec ces informations?

3. Quelles sont les mesures adoptées au niveau européen permettant d'éviter la perpétration de tels attentats?

Réponse commune (26.05.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Non, les autorités luxembourgeoises n'ont pas reçu d'informations similaires.

ad 2. Non. La menace décrite dans les informations que l'honorable Député a relevées dans la presse est une menace abstraite. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes continuera, en étroite collaboration avec les services compétents de l'État luxembourgeois et avec

ses homologues étrangers, de suivre l'évolution de cette menace. En cas d'indication d'une menace plus concrète, le Ministère des Affaires étrangères et européennes évaluera l'opportunité de publier un avis de voyage spécifique.

En date du 9 février 2015, le Ministère des Affaires étrangères et européennes a émis un avis de vigilance spécifiquement dédié à la sécurité des ressortissants luxembourgeois résidant ou voyageant au Proche et Moyen-Orient, en Afrique du Nord, au Sahel, et dans la Corne de l'Afrique (<http://www.gouvernement.lu/5119823/09-avis-vigilance>). Dans cet avis, le Ministère rappelle aux voyageurs qu'aucune région du monde ne peut être considérée comme étant totalement à l'abri du danger terroriste, qu'il émane de Daech ou de tout autre groupe terroriste. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes actualise par ailleurs, à intervalles réguliers, son avis de voyage spécifique pour la Turquie.

De manière générale, le Ministère des Affaires étrangères et européennes s'oriente aux indications, conseils et avis de voyage de ses voisins, à savoir de la Belgique, de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas. Il est toujours recommandé de consulter les conseils aux voyageurs préparés par les ministères des Affaires étrangères des pays voisins susmentionnés, accessibles via le site du Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg:

<http://www.mae.lu/fr/Site-MAE/Avis-de-vo-vage-du-Ministere-des-affaires-etrangees>.

ad 3. Suite aux attentats de Paris et de Bruxelles, le Conseil des Ministres de l'Union européenne a adopté un nombre important de mesures pour contrecarrer la menace terroriste et a souhaité une accélération de la mise en œuvre de mesures décidées par le Conseil européen en février 2015. Parmi ces mesures on retrouve notamment celles visant à:

- renforcer l'échange d'informations entre autorités compétentes pour la sécurité intérieure;
- renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'Union;
- lutter plus efficacement contre le trafic des armes à feu;
- revoir l'arsenal des mesures dans la lutte contre le financement du terrorisme;
- adapter la réponse pénale au terrorisme et à l'extrémisme violent.

Au courant du mois de janvier 2016, le Centre européen de lutte contre le terrorisme a été lancé auprès d'Europol. Ce centre, qui est appelé à devenir une plateforme pour favoriser l'échange d'informations et la coopération opérationnelle entre les États membres dans la lutte contre le terrorisme, s'intéressera également plus particulièrement au phénomène des combattants terroristes étrangers, au financement et à la facilitation du terrorisme.

En même temps, les ministres européens en charge de la justice et de la sécurité intérieure ont encouragé la mise en place au sein du Groupe anti-terroriste (GAT/CTG) d'une plateforme multilatérale d'échange d'information en temps réel entre les services de sécurité des États membres de l'UE ainsi que de la Suisse et de la Norvège.

Question 2020 (20.04.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les déchets de verdure:

Am Règlement grand-ducal vum 18. Dezember 2015 sinn «avertissements taxés» virgesi fir d'Verbrennen ënner fräiem Himmel vun Hausoffäll (déchets ménagers et assimilés) respektiv Gréngschnëtt oder Aänlechchem (déchets de verdure).

An deem Kader wollt ech der Madame Ëmweltminister dës Froe stellen:

- Wei soll de Gréngschnëtt an Zukunft entsuergt ginn? Ass virgesinn, dass d'Asammele vum Gréngschnëtt iwwer Land organiséiert gëtt? Ënnerstëtz de Ministère d'Gemenge beim Asammele vum Gréngschnëtt an, wa jo, op wéi eng Aart a Weis?

- Zu Lëtzebuerg ginn et mëttlerweil vill Initiativen, fir eis Bongerten ze erhalen. D'Verbrenne vum Gréngschnëtt war bis elo üblech Praxis. Hat d'Madame Minister Kontakt mat de Verantwortleche vun dësen Initiativen? Wéi gesi si d'Problematik? Wéi eng Alternativen zum Verbrennen huet de Ministère proposéiert?

- Aus phytosanitären Ursache kënnete Problemer entstoën. Wann d'Sträich mat Pilzer befale sinn, besteet de Risiko, datt d'Spore beim Kompostéieren iwwerliewen (wat beim Verbrennen net de Fall war). Wéi wëllt de Ministère verhënnere, datt esou Pilzerkrankunge sech verbreedene?

Réponse (07.06.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Et ass wichteg, drop hanzeweisen, datt d'Verbrenne vu Gréngschnëtt, nieft Dampf a Geruchsbelastung an enger erhéichter Feieregefor, Auswierkungen op d'Luftqualität an eis Gesondheet huet. Sou ginn eng Rei vu Schuedstoffer fräigesat wéi zum Beispill HAP, Stéckoxyden asw. Wat d'Material méi fiicht ass, wat d'Konzentratioun vun dëse Schuedstoffer méi héich ass. Dobäi kënn och, datt, andeems Gréngschnëtt verbrannt gëtt, eng wäertvoll erneierbar Energiequell zerstéiert gëtt.

Den 2. Juni gouf e Workshop am MDDI organiséiert, wou et drëms goung, zesumme mat deene verschiddenen Akteure Léisungen ze sichen, wéi an Zukunft gréisser Quantitéiten u Gréngschnëtt iwwer Land gesammelt a sënnavoll verwäert solle ginn. Et hunn eng 70 Leit aus deene verschiddene Beräicher aktiv un dësem Workshop deelgeholl, deen duerch déi gutt Mataarbecht vun de Participanten an déi konstruktiv Diskussiounen als Succès ka bewäert ginn. Sou goufe Problemer ugeschwat, verschidde Léisungspisten undiskutéiert a méiglech Verwärtungsschinnen opgezielt. Déi verschidde Léisungssätz ginn an nächster Zäit unhand vun enger Potenzialanalys ënnersicht. D'Zil ass, fir déi nächst Saison eng flächendeckend Léisung fir d'Asammelen an d'Verwäerte vum Gréngschnëtt prett ze hunn.

Laut Artikel 20 vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 fällt d'Gestioun vun de biologeschen Offäll, esou wäit et sech ëm Hausoffäll oder hausoffällähnlech Offäll handelt, an den Zoustännegkeetsberäich vun de Gemengen. An deem Sënn bidden all Gemengen am Land op d'mannst ee System un, fir Gaardenoffäll a Bam- an Heckschnëtt separat anzesammelen. Sou bidde 36 Gemengen hire Bierger eng Biopoubelle fir d'Asammele vu Gréngschnëtt souwéi och fir Kichenoffäll un. Aacht Gemenge bidden eng Poubelle ausschliisslech fir d'Asammele vu Gréngschnëtt un. Ausserdeem gëtt et eng Haus-zu-Haus-Sammlung vu lassene Gaardenoffäll an 41 Gemengen.

Och bidde verschidde Gemengen an Offallsyndikater d'Locatioun vu Gaardenhäckseleren un oder souguer e komplette Service, fir den Heckschnëtt doheem bei de Leit ze häckselen. Als Alternativ gëtt et nach ëmmer d'Méiglechkeet, fir seng Gaardenoffäll am Gaart selwer ze kompostéieren.

Et ass falsch unzehuelen, datt d'Verbrenne vu befallenem Planzematerial déi eenzeg Méiglechkeet wier, Pilzkrankheeten anzedämmen. Natierlech kënnen Erreeger u betraffene Planzendeeler duerch Feier vernicht ginn. Et bleiwen awer och ëmmer aner onerkannt Infektiionsquellen iwwereg. Sou d'äerf net vergiess ginn, dass d'Pilzspore sech net nëmme um befallene Material selwer befannen, mä och am direkten atmosphäreschen Ëmfeld.

Derbäi kënn, dass groussraimeg Epidemien ëmmer nëmme duerch nidderschlagsräich Witterungsperiode mat unhalender Fiichtegkeet während verschiddene Vegetationsphasen ausgeléist ginn. An d'Spore vun de pilzlechen Erreeger kënnen dann ënner esou optimale Konditiounen duerch Luftbewegung iwwer grouss Distanzen transportéiert ginn, massenhaft keimen an domadder weider Planzen infizéieren.

D'Infektiionsgefor vu befallene Planzen oder Planzendeeler kann awer och duerch eng richteg Kompostéierung reduzéiert ginn. Sou kann zum Beispill duerch d'Ofdecke vu befallenem Planzematerial mat anere Materialie wéi Gras oder Buedem de Sporefluch verhënnert ginn.

Aus phytosanitärer Siicht ass d'Fuerderung vun engem Ophiewe vum Verbrennungsverbuet vu planzlechen Offäll, wat d'Pilzer betrëfft, also onbegrennt.

Wat héich infektiös Pathogener respektiv geféierlech Parasitte betrëfft, ass et ausserdeem erlaabt, op d'Verbrennen als Bekämpfungsmoossnam zréckzegräifen.

Question 2021 (21.04.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **permis de pêche**:

Il existe au Luxembourg différents types de permis de pêche, qui varient en fonction de certains critères. On distingue notamment entre les eaux intérieures et les eaux frontalières (avec l'Allemagne).

Les permis pour ces deux catégories sont délivrés par la plupart des autorités communales. De plus, les permis pour les eaux frontalières sont également vendus aux guichets de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sur simple présentation d'une pièce d'identité.

Les permis pour eaux intérieures quant à eux sont également délivrés auprès de l'annexe de l'Administration de la Gestion de l'Eau à Diekirch, Service biologie et pêche. Dans ce cas l'intéressé doit d'abord se rendre au guichet de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour obtenir une quittance de paiement de l'enregistrement du permis.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Étant donné la multitude de types de permis de pêche et les différentes procédures d'obtention, le Gouvernement envisage-t-il une simplification, notamment informatique, voire une uniformisation des procédures?
2. Combien de permis de pêche ont été vendus par l'administration compétente au cours des années 2013, 2014 et 2015, au total et dans les différentes catégories du permis pour eaux intérieures d'un côté, et dans les différentes catégories du permis pour eaux frontalières de l'autre côté?
3. À combien s'élevaient les recettes pour les différents types de permis pour les années 2013, 2014 et 2015?
4. Qui sont les bénéficiaires de ces recettes, notamment des recettes provenant des permis de pêche pour eaux frontalières?

Réponse commune (02.06.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. Le Gouvernement est en train d'analyser les possibilités digitales en vue de la délivrance en ligne de certains permis de pêche.

ad 2.+3. De 2013 à 2015, la vente de permis de pêche pour eaux intérieures a été en légère hausse. Elle évoluait de 3.298 permis de pêche en 2013 et 3.304 en 2014 jusqu'à 3.450 permis en 2015. Or, les recettes totales se stabilisaient entre 22.000 € et 22.600 €.

Pour ce qui est des permis de pêche pour eaux frontalières, il faut constater une légère régression de 4.495 permis en 2013 et 3.990 en 2014 jusqu'à 3.799 permis en 2015. Parallèlement les recettes ont diminué de 60.879,5 € à 56.971,0 €.

	Permis de pêche pour eaux intérieures		
	2013	2014	2015
Total permis	3 298	3 304	3 450
Total recettes	22 572,00	22 002,00	22 583,00

	Permis de pêche pour eaux frontalières		
	2013	2014	2015
Total permis	4 495	3 990	3 799
Total recettes	60 879,50	57 787,00	56 971,00

Le détail de la ventilation des recettes sur les différentes catégories de permis de pêche se trouve en annexe. (*annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

ad 4. En vertu de l'article 8 de la loi modifiée du 21 novembre 1984 portant approbation de la convention entre le Grand-Duché, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975, les recettes provenant de la délivrance des permis de pêche et du paiement de dommages-intérêts et de dédommagements sont destinées exclusivement à la promotion de la pêche et particulièrement au repeuplement des eaux frontalières.

Lors de la 42^e réunion de la commission pour pêche frontalière pour les cours d'eau Moselle, Sarre et Our (ständige gemeinsame Grenzfi-

schereikommision für die Gewässer Mosel, Sauer und Our) du 28 novembre 2015, les parties contractantes ont convenu que, d'un point de vue juridique, le restant de ces recettes, après le repeuplement des eaux frontalières, peut servir à d'autres fins liées à la promotion de la pêche, le repeuplement des eaux frontalières ayant été cité dans le présent article à titre d'exemple.

En vertu de l'article 7 de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, les montants de la taxe piscicole sont versés sur un fonds spécial ayant pour objet:

- le repeuplement des eaux de la première catégorie;
- le repeuplement des eaux intérieures qui sont polluées accidentellement, si le pollueur est inconnu;
- l'allocation de primes d'encouragement aux propriétaires riverains, qui ont effectué, dans l'intérêt piscicole, des travaux d'aménagement sur leurs propriétés riveraines;
- l'indemnisation des propriétaires riverains des cours d'eau déclarés zones de frayère;
- l'établissement d'études scientifiques ayant comme but l'amélioration du milieu aquatique;
- le financement de mesures et d'aménagements visant à améliorer le milieu aquatique;
- la construction, l'extension, l'équipement et la modernisation d'installations utilisées pour la pêche dans les cours d'eau;
- la sensibilisation à la formation et à l'information des pêcheurs et du public en matière de pêche et de protection du milieu aquatique.

Question 2022 (21.04.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'**augmentation de la myopie parmi les enfants**:

Le 14 avril 2016, l'émission «Odysso» de la chaîne audiovisuelle «Südwestrundfunk» a évoqué une étude selon laquelle de génération en génération, la myopie ne cesse d'augmenter d'une façon alarmante, notamment chez les jeunes adultes. Selon les chiffres avancés par l'étude, parmi les enfants de l'enseignement fondamental, un enfant sur deux devient myope. La tendance serait ainsi similaire à celle enregistrée dans des pays asiatiques comme la Chine, Singapour et Taïwan, où au cours des dernières décennies, les cas de myopie parmi les jeunes auraient augmenté de près de 90 points de pourcentage.

L'émission a souligné l'importance de la lumière naturelle pour que les enfants aient une bonne vue. Elle met en garde contre les risques pour la vue liés aux ordinateurs et aux téléphones portables, et souligne la nécessité de prolonger la durée quotidienne pendant laquelle les enfants se trouvent à l'extérieur, afin d'éviter les cas de myopie. En effet, l'absence de lumière naturelle provoquerait un allonge-

ment de leurs globes oculaires, rendant incorrecte la distance entre le cristallin et la rétine.

Après avoir constaté que nous nous voyons confrontés déjà chez nos jeunes aux phénomènes d'obésité et de diabète de type 2 dus au manque d'activité à l'extérieur, auxquels vient s'ajouter maintenant le phénomène décrit ci-dessus, ne serait-il pas opportun de réagir aux conséquences de ce manque chez nos enfants, afin d'éviter encore d'autres atteintes à leur santé, et d'éviter d'ores et déjà des dépenses considérables pour notre sécurité sociale?

Je me permets de souligner que pour contre-carrer la tendance croissante de myopie parmi les enfants, Taïwan a mis en place dans ses écoles une obligation selon laquelle les enfants doivent quotidiennement se trouver à l'extérieur pendant deux heures, et effectuer une pause de dix minutes au bout d'une lecture de trente minutes. Selon l'émission, cette mesure a porté ses fruits, sachant que depuis 2012, les

chiffres relatifs à la myopie sont de nouveau en baisse à Taïwan.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quels sont les chiffres quant à l'évolution des cas de myopie au Luxembourg?
- Peut-on constater une évolution identique à celle de nos pays voisins?
- Madame la Ministre ne juge-t-elle pas nécessaire la mise en place au Luxembourg de mesures similaires à celles adoptées par Taïwan, sachant que celles-ci y ont porté leurs fruits?
- Qu'en est-il de la sensibilisation des enfants quant aux risques que les écrans (ordinateurs, téléphones portables, etc.) présentent pour leur vue?

Réponse commune (24.05.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le service d'orthoptie (SOP) ne dispose pas de chiffres quant à l'évolution de la myopie chez les enfants car le dépistage visuel du service d'orthoptie est effectué chez les enfants jusqu'au cycle 1 de l'école fondamentale. Or, la majorité des cas de myopie ne se développe que chez des enfants plus âgés, voir les adolescents et jeunes adultes.

Sur base de l'analyse des chiffres de la surveillance médico-scolaire depuis 2000 des élèves de l'enseignement secondaire général et technique, qui couvre près de 99% de la population-cible, on peut conclure que depuis l'année scolaire 2000/2001 la diminution de l'acuité visuelle chez les adolescents reste stable, se situant autour de 40%. Il est à noter que ces chiffres ne peuvent pas tous être attribués à des myopies, bien que cela devrait représenter le gros des problèmes constatés. (*tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Dans tous les pays industrialisés toutefois des études épidémiologiques sur des périodes plus longues constatent une augmentation de la myopie dans nos populations.

Facteurs évoqués:

Ainsi, il existe des prévalences ethnologiques différentes dans le monde comme le montre une étude britannique de 2010 réalisée sur des enfants de dix ans de différentes origines ethniques, mais vivant dans des environnements scolaires identiques.

Ces différences s'expliquent par des différences anatomiques de la longueur axiale de l'œil entre les différents groupes de populations. Ces faits se confirment également par les observations des prévalences extrêmement élevées de la myopie dans tout le continent asiatique.

Il existe par ailleurs des différences significatives des taux de myopie entre les collectivités rurales et les collectivités urbaines, chez lesquelles ces taux sont sensiblement plus élevés.

La complexité et la multi-causalité des facteurs interférant sur le développement d'une myopie ont encore été soulignées par une étude américaine de 2002, analysant le degré d'association entre myopie des adolescents et de leurs parents, les niveaux éducatifs et les tâches et travaux de vision rapprochée (lecture, ordinateur...).

Une série d'études, surtout réalisées dans des pays asiatiques, ont révélé une amélioration des taux et des évolutions des myopies chez les enfants si le temps passé à l'extérieur à la lumière naturelle est augmenté. Cette influence positive est due à la couleur de la lumière naturelle (mesurée en Kelvin) et surtout à son intensité, qui pendant des jours très clairs peut atteindre 120.000 lux. L'éclairage artificiel usuel dans les ménages et institutions publiques, dont les écoles, n'atteint que 500 lux au maximum, une intensité comparable à celle de l'aube et du crépuscule. Ces études selon les auteurs mêmes doivent être complétées par des enquêtes sur de plus grandes populations randomisées pour valider les évidences scientifiques.

L'utilité d'une augmentation de la luminosité par la disposition et l'aménagement des salles de classe ainsi qu'un renforcement des équipements lumineux dans les écoles à 1.500 lux, serait à évaluer. Une telle amélioration pourrait répondre aux besoins de l'ensemble des élèves en général et plus particulièrement à ceux des élèves à déficiences visuelles.

Le fait que beaucoup d'occupations nécessitant la vision de près soient devenues excessivement fréquentes, paraît donc être une cause principale de la croissance de la myopie. L'influence respective de nombreux facteurs, notamment celle de l'intensité de la lumière et celle du spectre lumineux, n'est pas encore quantifiée jusqu'à présent, mais ce sont deux



variables ayant un impact important sur la santé de la vision et la santé globale des enfants.

Tandis que l'intensité de la lumière peut être adaptée par les aménagements techniques susmentionnés, les effets bénéfiques que la lumière naturelle peut avoir dépendent avant tout des heures que les enfants et jeunes passent en dehors des bâtiments.

À comparer les chiffres disponibles dans les autres pays, les ministres soussignés estiment qu'au Luxembourg l'envergure de la problématique est similaire.

L'étude menée à Taiwan (WU 2013), et à laquelle se réfère l'honorable Députée a montré que lorsqu'il y avait une augmentation de 1,3 heures de temps passé à l'extérieur, le pourcentage de myopie chez les enfants diminuait de 17,6% à 8,4%. Suivant une autre étude (Jones 2007), le risque de développer une myopie diminue d'un tiers lorsque les enfants passent plus de 14 heures par semaine en plein air au lieu de 0 à 5 heures.

Plusieurs facteurs semblent dès lors avoir un rôle préventif. La distance de fixation est plus élevée à l'extérieur qu'à l'intérieur. L'accommodation est donc moins favorisée. La netteté de l'image est homogène sur toute la rétine car les objets sont vus à une distance identique dans tout le champ visuel.

L'explication la plus retenue est la luminosité qui peut atteindre 40.000 lux à l'extérieur, alors que la luminosité de la lumière artificielle n'est que de 100 à 500 lux.

Bien qu'au Luxembourg la croissance du nombre de personnes myopes n'évolue pas avec la même vitesse qu'en Asie, il y a toutefois lieu de promouvoir des activités pédagogiques et sportives qui ont lieu en plein air et qui favorisent la vision de loin.

De nombreuses études ont démontré qu'il y a une corrélation entre le niveau d'études et la présence d'une myopie. Par contre, toutes les études ne sont pas unanimes sur le fait que ce soit la vision de près qui induise la myopie. Il y a néanmoins lieu de rester prudent et de limiter l'exposition à la vision de près, qui inclut également la lecture, chez les enfants et de préconiser plus de temps pour des activités de plein air.

Les orthoptistes du SOP conseillent aux parents de limiter le temps d'exposition à la vision de près chez les enfants durant leur croissance. Ces conseils sont prodigués lorsque les parents abordent le sujet, ils ne font pas partie d'une campagne de sensibilisation.

Les ministres tiennent à rappeler la nécessité de la promotion d'habitudes de vie saine.

Toujours est-il qu'il reste également important de sensibiliser les parents ainsi que les enfants et jeunes eux-mêmes à l'importance d'adopter des habitudes de vie saines et de leur garantir des séjours fréquents et suffisamment longs au grand air.

Les constats relatifs à l'évolution du taux de myopie sont à considérer lors de l'élaboration des horaires et des programmes scolaires et de l'aménagement des plages de temps consacrées à l'éducation non formelle. Une transposition telle quelle des mesures adoptées à Taiwan, et dont se fait l'écho la parlementaire, ne sont toutefois pas envisagées au Luxembourg.

Question 2023 (21.04.2016) de **MM. Marc Lies et Félix Eischen** (CSV) concernant le «**littering**»:

Le «littering» caractérise le dépôt ou le rebut inattentif de déchets en dehors des contenants réservés à cet effet. Il peut avoir lieu aussi bien dans la nature que sur le bord des routes ou dans des espaces publics, et est le plus fréquemment lié à la consommation de boissons, de nourriture et de cigarettes. Depuis plusieurs années, on a constaté une augmentation du phénomène du littering le long des routes nationales et autoroutes notamment.

Madame la Ministre de l'Environnement vient de déclarer qu'elle entend davantage sensibiliser la population sur les effets néfastes du «littering» sur notre environnement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Le Gouvernement partage-t-il l'idée que des panneaux routiers permanents interdisant le «littering» pourraient avoir des effets positifs?

- Le Gouvernement est-il d'avis que les agents municipaux/gardes-champêtres pourraient jouer

un rôle important dans la sensibilisation de la population?

Réponse commune (26.05.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question concerne un phénomène non négligeable, celui du «littering». L'Administration de l'Environnement a commandité une étude, menée en 2015, concernant les déchets sauvages le long des routes luxembourgeoises. Elle montre que les services techniques afférents des communes collectent en général 1,6 kg/hab. par an de déchets sauvages. En collaboration avec l'Administration des Ponts et Chaussées, les déchets sauvages ont été analysés quantitativement et qualitativement. Sur cinq tronçons de routes nationales, la composition des déchets sauvages a été analysée en détail. En moyenne, 103 kg de déchets sont collectés par km le long des routes nationales (89 kg par km en 2008) et 216 kg de déchets par km le long des autoroutes (309 kg par km en 2008), mais les quantités varient fortement d'une année à l'autre.

Pour l'État, la collecte des déchets sauvages le long des routes nationales et autoroutes engendre un coût estimatif de 1,2 millions d'euros par an, dont 90% coûts de personnel, 4,8% coûts de moyens de transport/collecte et 5,2% coûts d'élimination.

Le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) est en train d'examiner plusieurs pistes pour remédier au phénomène du «littering». Le problème est complexe et les mesures doivent comporter un volet «information et sensibilisation» et couvrir les flux de circulation souvent à dimension transfrontalière. L'idée d'une campagne d'affichage le long des routes est aussi en cours de discussion. Ainsi, plusieurs options seraient envisageables, dont les 45 panneaux routiers sur le réseau national, le système d'affichage du «CITA» sur le réseau autoroutier, respectivement des affichages aux frontières du réseau autoroutier similaire aux panneaux d'indication des limites de vitesse sur le territoire luxembourgeois.

Dès lors, et afin de modifier durablement le comportement des citoyennes et citoyens, la panoplie des mesures devra également inclure des sanctions ciblées. Ainsi, nous rappelons que la loi du 18 décembre 2015 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets et son règlement d'exécution ont introduit des sanctions directes en cas de «littering». Ces sanctions peuvent être appliquées par les membres de la Police grand-ducale, des fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises et de l'Administration de l'Environnement habilités pour cette tâche (officiers de police judiciaire).

Pour revenir au volet de la sensibilisation, il est évidemment loisible aux responsables communaux de charger les agents municipaux voire les gardes-champêtres d'une telle mission pour sensibiliser la population en la matière.

Question 2024 (21.04.2016) de **MM. Félix Eischen et Laurent Mosar** (CSV) concernant les **services postaux assurés par les communes**:

Selon les informations publiées sur RTL, le Ministre de l'Intérieur serait réticent à la reprise des activités postales par les communes. Dans le contexte de la fermeture de 35 filiales de «POST Luxembourg» à travers le pays, le Landesverband et la Fédération générale de la Fonction communale ont publié des communiqués séparés sur la question de la reprise éventuelle des services postaux par les communes. Le Ministre de l'Intérieur a affirmé sur les ondes de RTL avoir été confronté à une telle demande de POST depuis un certain moment et a ajouté avoir reçu une demande de la part du Syvicol pour savoir si la proposition serait faisable juridiquement. Le Ministre affirme être réservé sur cette question, voire la désapprouver. Or, si un consensus devait voir le jour entre la direction de POST, le Syvicol et les syndicats, le Ministre ne s'y opposerait pas.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer la faisabilité juridique d'une reprise des activités postales par les communes?

2. Quelle est la position du Gouvernement sur une reprise éventuelle des services postaux par les communes?

3. Quel est l'état actuel des travaux allant dans la direction d'une reprise des services postaux par les communes?

4. Messieurs les Ministres trouvent-ils opportun qu'un établissement public réduise l'offre d'un service public pour être ensuite repris par un autre acteur public?

5. Quels seraient les coûts incombant aux communes en cas d'une reprise des services postaux?

6. Monsieur le Ministre de l'Intérieur serait-il prêt à soutenir financièrement les communes offrant de tels services publics?

Réponse commune (03.06.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

L'article 173ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose que «sans préjudice de la législation sur les marchés publics les communes et les syndicats de communes peuvent conclure entre elles et avec des personnes morales de droit public et de droit privé et avec des particuliers des conventions en des matières d'intérêt communal». Il existe de sérieux doutes qu'une éventuelle offre de service postal au niveau communal rentre dans le domaine de compétence des communes et soit en phase avec la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics ainsi qu'avec le droit à la concurrence.

Marquant dès le début une réticence certaine à ce sujet, le Gouvernement, après avoir pris connaissance des oppositions formelles des syndicats professionnels du secteur communal, voire également des réserves du Syvicol, rejette l'idée d'implanter des services postaux au sein des communes ainsi que la conclusion d'éventuelles conventions avec les communes dans ce contexte.

Nonobstant, POST continuera, dans le cadre du déploiement de son plan stratégique et de la réorganisation de son réseau de vente, de développer progressivement un réseau de partenariats privés afin de continuer à assurer une couverture géographique adéquate. Cette réorganisation permettra d'améliorer significativement l'accès aux services offerts par des plages d'heures d'ouverture beaucoup plus étendues.

Question 2025 (21.04.2016) de **M. Emile Eicher** (CSV) concernant le **certificat de vie**:

Le certificat de vie, prévu par le règlement grand-ducal du 29 mars 2016 concernant certains certificats délivrés sur base des données figurant au Registre national des personnes physiques, exige dans son article 6 la «présentation personnelle» du demandeur et ne peut être délivré que par l'administration communale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Comment une personne peut-elle se voir délivrer un certificat de vie en cas de difficultés voire d'impossibilité d'un déplacement à la commune (par exemple en raison d'une hospitalisation)?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun de prévoir la possibilité de délivrance du certificat de vie à un tiers détenant d'un «certificat médical» statuant que la personne concernée n'est pas en mesure de se déplacer personnellement auprès de la commune?

Réponse (24.05.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question de l'honorable Député concerne le certificat de vie délivré par les administrations communales sur base des données figurant dans le Registre national des personnes physiques (RNPP).

Avant d'aborder le cas spécifique du certificat de vie, je tiens à attirer l'attention de l'honorable Député sur la disposition d'ordre général figurant à l'article 4, paragraphe 2, troisième alinéa de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Cette disposition prévoit que les administrations et services de l'État, les institutions de la sécurité sociale et les organismes chargés d'un service public, qui ont accès au RNPP, ne peuvent plus exiger la production de certificats relatifs à des données qualifiées d'exactes, c'est-à-dire des données inscrites dans le Registre national sur base de pièces justificatives.

Il s'agit d'une mesure de simplification administrative, qui réduit les cas où les citoyens doivent se rendre aux administrations communales pour demander des certificats.

Dans certains cas, la production d'un certificat est cependant toujours requise. Tel est le cas,

par exemple si une administration luxembourgeoise n'a pas accès au RNPP, si un certificat est exigé par une institution étrangère ou bien si la présentation personnelle du demandeur est indispensable.

Comme soulevé à juste titre par l'honorable Député, l'article 6 du règlement grand-ducal du 29 mars 2016 concernant certains certificats délivrés sur base des données figurant au registre national des personnes physiques dispose comme suit:

«L'administration communale de résidence délivre sur demande des personnes inscrites sur le registre national des personnes physiques un certificat de vie établi suite à la présentation personnelle de la personne concernée auprès de la commune.»

Il ressort de cette disposition que l'établissement d'un certificat de vie nécessite la vérification par l'agent communal que la personne concernée est toujours en vie au moment de la délivrance du certificat de vie.

Comme énoncé dans l'annexe VII de ma circulaire n°3360 du 29 mars 2016 aux administrations communales et aux offices sociaux et à l'image de ce qui est d'usage dans certaines communes, les agents communaux ont cependant la possibilité de se rendre auprès des personnes ayant des difficultés de déplacement, à l'instar de ce qui est pratique courante pour les demandes en obtention des cartes d'identité.

Quoiqu'il en soit, la délivrance à ces personnes d'un simple certificat de résidence complété par un certificat médical ou une attestation de la direction d'une maison de soins ou d'un autre établissement similaire devrait subroger au certificat de vie.

Par ailleurs, l'article 8 du règlement grand-ducal précité prévoit la possibilité pour le bourgmestre de délivrer, sous sa responsabilité, d'autres certificats sur base du registre communal des personnes physiques. Dans ce cas, il est loisible de faire mention que le certificat est délivré non pas suite à la présentation personnelle du demandeur, mais sur base d'un autre moyen de preuve (p. ex. un certificat médical ou une attestation spécifique).

Question 2026 (21.04.2016) de **Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **récent arrêt de la Cour constitutionnelle allemande**:

La Cour constitutionnelle allemande (Bundesverfassungsgericht) a déclaré certaines dispositions contenues dans la loi «BKA» relative à la lutte antiterroriste non conformes à la Constitution allemande.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si les considérations ayant amené les magistrats de Karlsruhe à juger comme ils l'ont fait sont transposables au cadre légal luxembourgeois?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement envisage-t-il des initiatives législatives? Lesquelles?

- Dans la négative, qu'est-ce qui différencie la loi «BKA» du cadre légal luxembourgeois?

Réponse (04.05.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Il est rappelé que l'arrêt, par ailleurs très intéressant, de la Cour constitutionnelle allemande du 20 avril 2016 se prononce sur la conformité de dispositions légales allemandes par rapport à ta Constitution allemande.

Le raisonnement suivi et les conclusions tirées par le Bundesverfassungsgericht ne sont dès lors pas transposables tel quel à la situation luxembourgeoise.

Les réflexions de la Cour constitutionnelle allemande pourraient être évoquées dans le cadre de l'examen du projet de loi 6921 portant:

1. modification du Code d'instruction criminelle,

2. modification de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel,

3. adaptation de la procédure pénale face aux besoins liés à la menace terroriste,

lorsqu'il fera l'objet de discussions au sein de la Commission juridique et les honorables Députés pourront y faire entendre leur avis.

Question 2027 (21.04.2016) de **M. Lex Delles** (DP) concernant les **bornes d'appel d'urgence**:

Il me revient que bon nombre des bornes d'appel d'urgence le long de l'autoroute A13 (tronçon Schengen-Hellange) sont depuis des semaines, voire des mois, hors service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de cette mesure? S'agit-il d'une mesure temporaire ou d'une mise hors service définitive?

- Est-il prévu de refaire fonctionner les bornes en question? Dans l'affirmative, dans quels délais? Si non, quels seraient les motifs d'une telle décision?

Réponse (03.06.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant la mise hors service des bornes d'appel d'urgence le long de l'autoroute A13 entre Hellange et Schengen.

Les anciennes bornes sont hors fonction, car leur technique de communication est incompatible avec le nouveau système de gestion des bornes d'appel d'urgence au central des secours d'urgence 112. Par contre, cette mise hors service est seulement temporaire.

Les bornes sur les autoroutes A1, A3, A6 et A7 ont déjà été remplacées. Elles sont en cours de remplacement sur l'autoroute A4 et la Collectrice du Sud A13 entre Pétange et Hellange. Les bornes sur la liaison avec la Sarre A13 de Hellange à Schengen seront remplacées normalement fin mai.

Question 2028 (22.04.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **services de garde d'enfants malades à domicile**:

Une nouvelle pétition publique, récemment débattue à la Chambre des Députés, met l'accent sur la réforme du congé pour raisons familiales. Les enfants en bas âge tombent souvent malades. Dans ce cas, ils ne peuvent le plus souvent ni fréquenter les structures d'accueil ni le précoce ou l'école maternelle. Le congé pour raisons familiales permet aux parents d'un enfant de moins de 15 ans de rester auprès de lui en cas de maladie, d'accident ou autre raison de santé.

Lorsque le congé pour raisons familiales est épuisé ou si les parents ne peuvent, pour des raisons diverses, rester à la maison, ils sont obligés de trouver une alternative. Divers services de garde offrent une garde individuelle à domicile pour enfants malades. Ceci permet aux parents de poursuivre leur activité professionnelle et aux enfants de se rétablir dans les meilleures conditions et ce dans leur milieu familial.

Or, selon nos informations, ces services sont souvent surchargés face à la demande de plus en plus accrue, et ceci notamment pendant les mois d'hiver.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Madame la Ministre, quels sont, en moyenne, les délais d'intervention des services de garde d'enfants malades à domicile? Le service intervient-il encore le jour même de l'appel?

2. Existe-t-il des cas où des demandes sont refusées? Si oui, lesquels? Combien de demandes sont en moyenne refusées?

3. Madame la Ministre peut-elle nous confirmer l'information selon laquelle les services sont souvent surchargés pendant les mois d'hiver?

4. Dans l'affirmative, de quelle manière la Ministre envisage-t-elle de remédier à cette situation?

Réponse (03.05.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*:

ad 1. Le Service Krank Kanner Doheem (SKKD) est joignable par téléphone du lundi au vendredi de 7.00 à 12.00 heures et de 14.00 à 18.00 heures, et via répondeur et e-mail en dehors de ces heures.

Ainsi, les parents ont la possibilité de demander une garde soit pour le jour-même de l'appel, soit pour le lendemain.

Les parents ayant laissé un message sur le répondeur ou via e-mail durant la nuit, sont contactés le lendemain matin dès 7.00 heures et peuvent bénéficier d'une garde le jour même, à condition bien sûr qu'une gardienne soit disponible ce jour-là ou redevienne disponible en raison de l'annulation par une famille qui avait demandé une garde.

Si le SKKD n'a plus de disponibilités pour le lendemain, les parents ont la possibilité de s'inscrire sur une liste d'attente et sont contactés dès qu'une place se libère suite à une annulation de garde qui avait été planifiée.

ad 2. Les gardes sont uniquement refusées par manque de personnel disponible (manque de personnel en général et/ou gardiennes absentes pour congés ou maladie).

Ainsi, le SKKD a dû refuser 205 demandes en 2015 et 207 demandes de janvier à mars 2016:

	janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.
2015	22	38	27	10	8	21	12	0	8	16	4	39
2016	7	56	144									

Le chiffre élevé de refus en février et mars 2016 est le résultat d'une épidémie de grippe assez conséquente.

ad 3. Oui, cette information peut être confirmée.

Le SKKD assure davantage de gardes entre janvier et mars, respectivement entre octobre et décembre, que durant le reste de l'année:

	janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.
2014	149	186	192	129	137	101	135	49	88	116	167	133
2015	203	201	210	155	122	137	114	73	94	172	186	184

Ce surplus de gardes en période d'hiver ne peut être assuré que par l'engagement de gardiennes supplémentaires durant six mois (financement par le biais d'un budget «frais de tiers» alloué par le Ministère de l'Égalité des chances).

Question 2029 (22.04.2016) de **Mmes Cécile Hemmen** et **Taina Bofferding** (LSAP) concernant la **neutralité en matière religieuse dans les établissements de soins**:

La manifestation de la liberté de conscience ne doit pas entraver la sécurité, la santé ou les droits et libertés d'autrui, l'article 9-2 de la Convention européenne des Droits de l'Homme le retient explicitement:

«Art. 9: Liberté de pensée, de conscience et de religion

(...)

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.»

Saisie de la question de l'interdiction du port du voile, la Cour européenne des Droits de l'Homme, dans un arrêt du 26 novembre 2015 (contre la France), a jugé que la neutralité exigée pour les agents du service public hospitalier était proportionnée au but recherché et qu'ainsi elle n'était pas contraire à l'article 9 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes, à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Comment le principe de neutralité en matière religieuse est-il appliqué et respecté dans les établissements publics, les établissements offrant un service public et notamment dans les hôpitaux et les maisons de soins?

2. Combien de prêtres, pasteurs et autres aumôniers et «accompagnants pastoraux» sont actuellement employés dans les hôpitaux et maisons de soins luxembourgeois? On y trouve combien de chapelles, et quel en est le coût? Qui finance ces services dits «pastoraux»? Seront-ils maintenus?

3. Qu'en est-il des signes religieux affichés dans les établissements de soins? Le port de signes religieux ostentatoires sera-t-il désormais interdit au personnel dans les établissements publics ou offrant des services publics?

4. Comment garantir que la religion des personnels et des patients ne porte atteinte ni à la qualité des soins et aux règles d'hygiène, ni à la tranquillité des autres hospitalisés, ni au fonctionnement du service, ni à la planification des équipes de personnels? Des formations spéciales seront-elles prévues?

5. Qu'en est-il de l'application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide en cas d'objection du médecin ou des membres du service? Est-il actuellement possible qu'une maison de soins catholique refuse qu'une assistance au suicide soit pratiquée en ses locaux, comme ce fut le cas en Belgique?

Réponse commune (06.06.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Cultes*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés demandent une série de renseignements au sujet de l'application du prin-

cipe de neutralité de l'État en matière religieuse dans les établissements publics et plus particulièrement dans les hôpitaux et maisons de soins. Les honorables Députés invoquent, à la base de leur question, un arrêt rendu par la Cour européenne des Droits de l'Homme en date du 26 novembre 2015. L'affaire en question concerne le non-renouvellement d'un con-

trat de travail d'une assistante sociale dans un centre hospitalier en raison de son refus de s'abstenir de porter le voile musulman. Dans son arrêt, la Cour a jugé conforme à l'article 9 de la Convention européenne des Droits de l'Homme le devoir de neutralité tel qu'il découle du principe de laïcité inscrit dans la Constitution de la République française.

La neutralité de l'État en matière religieuse implique en effet la nécessité de veiller à un équilibre entre la garantie de la liberté de conscience, le respect des droits et libertés d'autrui et l'impartialité de l'État par rapport à des questions de religion. Au Luxembourg, l'article 19 proclame le principe de la liberté des cultes en ces termes: «La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.» Le défi consiste ainsi à rendre compatibles la liberté d'expression et la neutralité de l'État par rapport à des questions de religion sans compromettre le bon fonctionnement des services.

En ce qui concerne d'abord le respect du principe de neutralité en matière religieuse, il y a lieu de préciser pour ce qui est des maisons de soins que le respect de ce principe est garanti par la législation en vigueur en matière d'agrément, à savoir:

- la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique qui dispose au niveau de l'article 2, point e): «...garantir que les activités agréées soient accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'usager de services ait droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques».

- le règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées qui stipule dans son article 34 que «La demande (d'agrément) est accompagnée des documents et renseignements suivants: (...) l'engagement formel du gestionnaire que le service pour personnes âgées est accessible à tout usager indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux».

L'accessibilité des centres intégrés pour personnes âgées et des maisons de soins à tout usager indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux est contrôlée dans le cadre des visites annuelles d'agrément, notamment par le biais du contrôle de la présence de l'engagement formel signé du gestionnaire.

Le paysage hospitalier quant à lui se caractérise par une très grande hétérogénéité en ce qui concerne la forme juridique des établissements

hospitaliers. Ceux-ci sont en effet organisés sous les statuts de l'établissement public, de l'association sans but lucratif, de la fondation et de la société commerciale. Nonobstant cette diversité organisationnelle et structurelle, les services de l'État n'ont jamais été saisis d'une réclamation mettant en cause la neutralité religieuse d'un établissement hospitalier. Tous les établissements hospitaliers prennent en charge les patients conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et selon le choix du patient.

En ce qui concerne dans un deuxième temps les questions ayant trait au financement des services «pastoraux» et des locaux dédiés à l'exercice d'un culte, à un éventuel impact des convictions religieuses sur le fonctionnement du service et à l'intervention des prêtres et aumôniers dans les établissements de soins, nous pouvons informer les honorables Députés que chaque hôpital dispose d'un lieu de culte. Citons, à titre d'exemple, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch qui dispose d'un oratoire ouvert à toutes les religions, équipé avec le concours des officiants de l'église catholique, protestante et du consistoire israélite; divers services religieux y sont proposés. Les adhérents du culte musulman ont également demandé de pouvoir disposer d'une chambre pour la préparation à l'enterrement de leurs morts selon les rites de leur croyance, demande à laquelle ledit hôpital a donné suite pour des patients qui y décèdent. Le Centre Hospitalier du Nord quant à lui dispose d'un lieu où des cérémonies religieuses oecuméniques sont célébrées. Il en est de même pour tous les autres hôpitaux qui disposent tous de lieux dédiés aux différents cultes, notamment pour se recueillir en cas de décès d'un proche.

Les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins sont agréés par le Ministre de la Famille et de l'Intégration mais non conventionnés avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration et donc non financés d'un point de vue de leur fonctionnement. L'engagement du personnel incombe au gestionnaire et se fait sur base du règlement grand-ducal précité du 8 décembre 1999 qui précise le nombre minimal de personnels d'encadrement ainsi que leurs qualifications. Le règlement grand-ducal ne se prononce pas sur l'engagement de prêtres, pasteurs et autres aumôniers et «accompagnants pastoraux». Les éventuels frais d'un service pastoral sont entièrement à charge du gestionnaire.

La plupart des centres intégrés pour personnes âgées et des maisons de soins disposent d'un lieu de recueil ouvert à tous les cultes, ceci en concordance avec la Charte des droits de la personne âgée dépendante, éditée par l'Association luxembourgeoise de gérontologie avec le soutien du Ministère de la Santé et du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Cette charte précise au niveau du point 3 intitulé «Droit à la pratique de la religion de son choix» qu'un «local d'accès facile pouvant servir de lieu de culte et permettant la visite de représentants religieux devrait être disponible».

Les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins sont, entre autres, gérés par des congrégations dont les établissements disposent pour la plupart d'une chapelle. Les chapelles ne sont pas financées par le biais des participations de l'État aux dépenses d'investissements.

En ce qui concerne enfin la question de la possibilité d'un éventuel refus d'une assistance au suicide par une maison de soins, il échoit de rappeler que l'euthanasie est réglementée par la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et à l'assistance au suicide.

L'euthanasie est un acte, pratiqué par un médecin, qui met intentionnellement fin à la vie d'une personne à la demande expresse et volontaire de celle-ci. La loi reconnaît la liberté de conscience du médecin, qui est libre de pratiquer ou non une euthanasie ou assistance au suicide. Le médecin peut refuser de pratiquer un tel acte en raison de ses convictions personnelles. De même, aucun soignant ou aucune autre personne ne sont tenus de concourir ou de participer à une euthanasie ou une assistance au suicide.

En effet, l'article 15 de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide dispose qu'«aucun médecin n'est tenu de pratiquer une euthanasie ou une assistance au suicide. Aucune autre personne ne peut être tenue de participer à une euthanasie ou une assistance au suicide. Si le médecin consulté refuse de pratiquer une euthanasie ou une assistance au suicide, il est tenu d'en informer le patient et/ou la personne de confiance, s'il en existe une, dans les 24 heures en précisant les raisons de son refus. Le médecin qui refuse de donner suite à une demande d'euthanasie ou d'assistance au suicide est tenu, à la demande du patient ou de la personne de confiance, de communiquer le dossier médical du patient au



médecin désigné par ce dernier ou par la personne de confiance.»

Or, la liberté de conscience est une liberté individuelle et non institutionnelle. Ainsi, aucun établissement hospitalier ne peut valablement invoquer cette liberté pour refuser à un médecin de pratiquer au sein de son institution une euthanasie ou une assistance au suicide, lorsque les conditions prévues par la loi sont remplies.

Au niveau des centres intégrés pour personnes âgées, il y a lieu de noter que les droits des personnes atteintes d'affections graves et incurables sont thématiques dans le cadre des visites annuelles d'agrément. En cas de refus de la part d'un établissement de la pratique de l'assistance au suicide, il est tenu d'en informer tout usager avant la signature du contrat d'hébergement. Si tel n'est pas le cas, il ne peut pas refuser une demande concernant l'assistance au suicide émanant d'un usager.

Question 2030 (25.04.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant la **nouvelle loi «Rau»**:

Par une loi du 27 avril 1984, appelée loi «Rau» du nom du député à l'origine du texte, le législateur a voulu soutenir l'économie locale en accordant une incitation fiscale à l'achat de titres de capital dans des sociétés autochtones. D'après un article sur «wort.lu», ce dispositif, ayant cessé en 2005 pour contrariété au principe de la libre circulation des capitaux, pourrait refaire surface sous une forme remodelée. L'association Investas aurait en tout cas adressé un courrier en ce sens à Monsieur le Ministre des Finances.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer la teneur exacte de la proposition de l'association Investas?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à cette proposition? Cette proposition pourrait-elle faire son entrée dans la réforme fiscale du Gouvernement actuellement en cours d'élaboration?

Réponse (26.05.2016) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

Dans un courrier du 5 février 2016, Investas a suggéré de «créer de nouveau un produit favorisant un investissement long terme en actions». L'association a indiqué à ce sujet: «Depuis l'abolition de la loi „Rau“, le Luxembourg ne privilégie plus fiscalement l'investissement en actions. Depuis lors, les mesures fiscales mises en place semblent toutes favoriser l'épargne via des produits d'assurance. Or, beaucoup de Luxembourgeois ont commencé à s'intéresser aux marchés financiers par le biais de la loi „Rau“ et ont fait leurs premiers investissements dans des entreprises en raison de cette loi favorisant une déduction annuelle d'un investissement en actions luxembourgeoises à l'époque. Le fait de ne plus pouvoir favoriser un investissement en actions locales sous la réglementation européenne n'enlève rien à l'utilité éducative d'une telle mesure. Par ailleurs, nous observons que la France encourage l'investissement en actions européennes avec des mesures fiscales avantageuses comme le Plan d'Épargne en Actions. Plus récemment, ces mesures ont été renforcées par un Plan d'Épargne en PME.

Poste 711 Schieren N7 entre Ettelbruck et Schieren

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total		Utilitaires	Voitures	Total
TJM	221	6.857	7.078	TJM	215	5.890	6.105
Jours ouvrables	275	7.457	7.732	Jours ouvrables	260	6.312	6.572
Samedis	197	6.673	6.870	Samedis	189	5.641	5.830
Dimanches	53	4.903	4.956	Dimanches	53	4.400	4.453

Poste 716 Ettelbruck N7 entre Ettelbruck et Diekirch

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total		Utilitaires	Voitures	Total
TJM	457	12.484	12.941	TJM	468	12.853	13.321
Jours ouvrables	568	13.759	14.327	Jours ouvrables	569	14.114	14.683
Samedis	380	11.936	12.316	Samedis	375	12.018	12.393
Dimanches	135	8.418	8.553	Dimanches	134	8.404	8.538

De même, le Royaume Uni a introduit des mesures similaires avec l'„Individual Savings Account (ISA)“ (voir le UK Finance Act 2013).»

L'association conclut: «Nous proposons d'analyser ces mesures et de réintroduire dans le code fiscal lors de la réforme fiscale projetée une mesure pour favoriser l'investissement en actions d'entreprises européennes. Une mesure fiscale, même modeste, en faveur d'un investissement en actions serait un grand pas pour familiariser à nouveau les jeunes entrant dans la vie professionnelle avec le monde des investissements.»

Tel qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la réforme fiscale, présentées les 29 février et 21 avril 2016, une telle mesure n'a pas été retenue.

En effet, l'objectif de familiariser les jeunes avec le monde des investissements peut être atteint par d'autres moyens, notamment au niveau de l'information et de l'éducation financières.

Question 2031 (25.04.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** (CSV) concernant l'**augmentation du trafic sur la B7/N7**:

Huit mois après l'ouverture de l'A7, il apparaît que le trafic a fortement augmenté sur la B7/N7. En effet, le trafic est devenu plus dense et les embouteillages se multiplient aux heures de pointe, voire sont devenus quotidiens.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. L'Administration des Ponts et Chaussées a-t-elle récemment procédé à un comptage du trafic routier sur la B7 au niveau de la «Nordstad» et sur le tronçon de la N7?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'évolution du nombre de voitures respectivement de poids lourds sur les tronçons susmentionnés?

3. Quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre à court et à moyen terme afin de rendre le trafic plus fluide?

4. Quelle est l'évolution du trafic routier sur la N15 Ettelbruck-Pommerloch?

Réponse (10.06.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés voudraient avoir des informations concernant l'augmentation du trafic sur la B7/N7.

ad 1. L'Administration des Ponts et Chaussées procède à un comptage permanent et automatique du trafic routier par le moyen de compteurs installés à travers tout le pays sur les autoroutes, les routes nationales et les chemins repris ainsi que les pistes cyclables.

Les données de ces comptages sont traitées et par la suite les résultats sont rendus accessibles au public sous forme de diagrammes et tableaux publiés sur le site Internet de l'Administration des Ponts et Chaussées: <http://www.pch.public.lu/fr/info-traffic/comptage/index.html>.

ad 2. Depuis l'ouverture complète de la route du Nord A7 en date du 23 septembre 2015, le trafic journalier moyen TJM enregistré sur la B7 et la N7 se présente jusqu'au 31 avril 2016 de la manière suivante, comparé à la même période un an plus tôt:

Poste 715 Ingeldorf N7 entre Ingeldorf et Diekirch

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total		Utilitaires	Voitures	Total
TJM	560	17.797	18.357	TJM	544	17.276	17.820
Jours ouvrables	688	19.223	19.911	Jours ouvrables	701	19.083	19.784
Samedis	400	17.836	18.236	Samedis	377	17.039	17.416
Dimanches	122	11.968	12.090	Dimanches	116	11.179	11.295

Poste 452 Fridhaff N7 entre Fridhaff et Diekirch

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total		Utilitaires	Voitures	Total
TJM	56	5.738	5.794	TJM	67	5.377	5.444
Jours ouvrables	78	6.760	6.838	Jours ouvrables	88	6.151	6.239
Samedis	27	4.210	4.237	Samedis	23	3.851	3.874
Dimanches	4	3.455	3.459	Dimanches	5	3.229	3.234

Poste 453 Fridhaff N27A entre Fridhaff et Ettelbruck

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total		Utilitaires	Voitures	Total
TJM	658	10.762	11.420	TJM	673	10.609	11.282
Jours ouvrables	933	12.569	13.502	Jours ouvrables	922	12.235	13.157
Samedis	245	8.330	8.575	Samedis	246	7.967	8.213
Dimanches	96	6.798	6.894	Dimanches	93	6.692	6.785

Poste 454 Fridhaff N7 entre Hoscheid et Fridhaff

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total		Utilitaires	Voitures	Total
TJM	310	11.723	12.033	TJM	279	11.304	11.583
Jours ouvrables	450	13.447	13.897	Jours ouvrables	382	12.736	13.118
Samedis	103	9.456	9.559	Samedis	84	8.807	8.891
Dimanches	32	8.055	8.087	Dimanches	24	7.549	7.573

Poste 710 Ettelbruck Contournement B7

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total		Utilitaires	Voitures	Total
TJM	591	20.654	21.245	TJM	498	18.164	18.662
Jours ouvrables	827	23.442	24.269	Jours ouvrables	691	20.795	21.486
Samedis	204	17.426	17.630	Samedis	162	15.080	15.242
Dimanches	74	13.208	13.282	Dimanches	63	10.982	11.045

ad 3. En tant que Ministre du Développement durable et des Infrastructures, j'ai eu l'occasion de répondre à cette question lors de la séance publique du 8 mars 2016 dans le cadre de la question élargie n°12 de M. André Bauler sur les infrastructures publiques dans le nord du pays (cf. *compte rendu n°9/session ordinaire 2015-2016*) et, en ce qui concerne plus concrètement les planifications sur la route 87, voire N27A entre Colmar-Berg et Fridhaff, dans le cadre des questions parlementaires n°1665 du 6 janvier 2016 (cf. *compte rendu n°6/session ordinaire 2015-2016*) et 1801 du 10 février 2016 (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*).

Ces planifications se résument alors comme suit:

- mise à 2x2 voies du tronçon de la B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck;

- adaptation de la route B7/N27A entre l'échangeur Erpeldange et le giratoire Fridhaff en vue du raccordement de la nouvelle zone d'activités économiques régionale ZANO;

- réaménagement du rond-point Fridhaff avec création d'un by-pass en venant de l'ESling pour se rendre en direction de la capitale;

- accès secondaire au site du Härebiërg à partir du Fridhaff;

- adaptations sécuritaires de la route N7 entre Fridhaff et Wemperhardt;

- contournement des localités de Hosingen et de Heinerscheid.

ad 4. Depuis l'ouverture complète de la route du Nord A7 le 23 septembre 2015, le trafic journalier moyen TJM enregistré sur la N15 se présente jusqu'au 31 avril 2016 de la manière suivante:

Poste 905 N15 Ettelbruck-Feulen entre Feulen et Ettelbruck

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total		Utilitaires	Voitures	Total
TJM	370	10.019	10.389	TJM	410	10.408	10.818
Jours ouvrables	477	10.790	11.267	Jours ouvrables	519	11.168	11.687
Samedis	219	9.336	9.555	Samedis	251	9.847	10.098
Dimanches	73	7.496	7.569	Dimanches	92	7.784	7.876



Poste 923 N12/B15 Heiderscheidergrund entre Buederscheid et Heiderscheidergrund

Moyennes journalières 2015-2016				Moyennes journalières 2014-2015			
	Utilitaires	Voitures	Total	Utilitaires	Voitures	Total	
TJM	246	7.125	7.371	TJM	234	6.603	6.837
Jours ouvrables	327	7.835	8.162	Jours ouvrables	312	7.282	7.594
Samedis	120	5.732	5.852	Samedis	109	5.235	5.344
Dimanches	28	5.434	5.462	Dimanches	29	5.034	5.063

Question 2032 (25.04.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la médiation dans le cas de divorce:

Le respect des décisions de justice accordant un droit de visite et d'hébergement au parent chez qui l'enfant ne réside pas habituellement est fondamental dans l'intérêt même de l'enfant. Il arrive pourtant qu'un parent qui se sent lésé dans ses droits dépose une plainte auprès du Parquet pour non-représentation d'enfant.

Or, l'engagement direct de poursuites peut s'avérer nuisible au rétablissement d'une bonne relation entre les parents concernés et ainsi être préjudiciable pour l'enfant. C'est pourquoi la médiation peut constituer un mode de résolution de situations conflictuelles permettant de pacifier ces relations et de faciliter la recherche d'un exercice consensuel de l'autorité parentale. Dans son rapport de 2015, l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK)» soulève d'ailleurs la question de l'opportunité «d'imposer une médiation ou une consultation divorce (Scheidungsberatung) obligatoire aux parents (...)».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Combien de médiations en rapport avec l'exercice de l'autorité parentale post-divorce ont eu lieu en 2015?

- Dans combien de cas ce mode de résolution des conflits a-t-il contribué à dégager une solution à l'amiable?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'idée avancée par l'ORK de rendre obligatoire une médiation ou consultation divorce?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du nombre de plaintes déposées auprès du ministère public au courant de l'année 2015 pour non-représentation d'enfant?

- Quelles étaient les suites réservées à ces plaintes par le Parquet? Combien d'affaires ont été poursuivies par le Parquet? Combien ont été classées sans suite? Quelles ont été les raisons à la base des classements sans suite?

Réponse (24.05.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Avec la loi du 24 février 2012 portant introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile (Mém. A n°37 du 5 mars 2012) et le cadre législatif ainsi créé, la médiation est devenue une méthode de résolution alternative de conflit à part entière qui s'apprête également pour les conflits en matière de divorce, de séparation de couples et de l'exercice de l'autorité parentale.

Depuis, le juge peut proposer aux parties de recourir à la médiation familiale dans les affaires concernant l'exercice de l'autorité parentale post-divorce. Alors que la médiation est actuellement proposée systématiquement dans ce genre d'affaires et que l'État supporte les frais de la réunion d'information, très peu de parties acceptent, voire demandent la médiation judiciaire pour leur propre compte. Sur les 147 dossiers d'autorité parentale traités en 2015 par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, la médiation a seulement été acceptée dans dix dossiers comme méthode alternative. Par contre, il y a lieu de constater que pour les cas où cette invitation a été effectivement suivie, un accord a été trouvé dans plus de 80% des affaires.

Concernant le problème de non-représentation d'enfant, il importe de relever que la majorité des plaintes sont déposées dans les premiers mois de la séparation du couple parental - i. e. pendant une période où les parents sont le cas échéant encore en conflit entre eux et/ou ont encore du mal à s'adapter à la séparation et ses conséquences. Ceci mène à ce que: a) sur une courte période et pour un seul couple parental

de nombreuses plaintes sont déposées, b) les plaintes concernent souvent des retards dans la remise des enfants ou s'expliquent par des difficultés d'interprétation des jugements.

Ainsi pour l'année civile 2015, il y a eu 233 plaintes concernant au total 143 familles. Sur ces 143 familles, les dossiers de 24 familles ont été classés pour absence d'infraction pénale et de 71 familles pour poursuites inopportunes. Pour 13 familles des avertissements ont été émis et deux familles ont été envoyées en médiation. Finalement, pour quatre familles des condamnations sont intervenues à l'encontre du parent gardien pour non-représentation d'enfant pour des plaintes déposées en 2015, le reste des dossiers étant en cours ou en suspens.

Il importe de relever que de plus en plus souvent les parents recourent tant pour des questions d'exercice de l'autorité parentale post-divorce que pour des questions de non-représentation d'enfant à une médiation en dehors ou parallèlement à une procédure judiciaire en cours. Pour ces deux types de médiations dites «médiations conventionnelles», les autorités judiciaires ne sont aucunement impliquées et ne disposent par conséquent pas de statistiques. La médiation conventionnelle est proposée par une multitude d'acteurs. Elle est en forte augmentation et cette tendance se poursuit de manière constante depuis 2011¹.

Convaincu par les bons résultats si les parties acceptent volontairement la médiation comme méthode de résolution alternative de conflit, le Gouvernement privilégie toujours cette approche volontariste. C'est la raison pour laquelle le projet de loi instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale prévoit également que le juge aux affaires familiales peut proposer une médiation familiale aux couples en difficulté. Adopté le 4 mai 2016 par le Conseil de Gouvernement, le projet de loi s'inscrit dans un objectif de pacification des relations entre les conjoints, de recherche de solutions consensuelles et d'accélération des procédures et reprend cette expérience de médiation.

Question 2033 (25.04.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant la formation sur la dyslexie:

Laut unseren Informationen gedenkt die Regierung, einen Gesetzentwurf zur Anerkennung der Legasthenieausbildung vorzulegen. Dabei soll die Ausbildung zum Legasthietrainer 500 Stunden beinhalten. Die international anerkannte Grundausbildung zum Legasthietrainer, die vom EÖDL (Erster Österreichischer Dachverband Legasthenie) angeboten wird, beträgt jedoch lediglich 300 Stunden.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Minister für Bildung, Kinder und Jugend richten:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, wie gedenkt der Minister, die 500 Ausbildungsstunden innerhalb einer international anerkannten Grundausbildung zu erreichen, wenn diese nicht in Form einer „Grundausbildung“ angeboten werden?

- Gedenkt der Minister, die vorgeschlagenen Ausbildungsstunden an die internationalen Ausbildungsstandards anzupassen?

- Sieht der Minister vor, zusätzlich zu den 500 verlangten Ausbildungsstunden noch andere Weiterbildungen anzurechnen, die erlauben, Lernschwierigkeiten zu detektieren und zu behandeln?

Réponse (07.06.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Das Ministerium für Bildung, Kinder und Jugend arbeitet zurzeit nicht an einem Gesetzentwurf zur Anerkennung der Legasthenieausbildung.

Allerdings liegt ein Vorentwurf einer großherzoglichen Verordnung über die amtlichen Genehmigungen im Rahmen des Gesetzes „Aide à l'enfance et à la famille“ vor: „avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse“.

Der besagte Vorentwurf wurde im Austausch mit der ALO („Association Luxembourgeoise des Orthophonistes“) erarbeitet.

Es ist unter anderem vorgesehen, die Hilfsmaßnahme „psychosoziale Unterstützung der Kinder und Jugendlichen durch die Sprachtherapie“ zu regeln. Zusätzlich zu einer Definition und dem Inhalt der Maßnahme, sowie deren Zielgruppe, sieht dieser Vorentwurf die Mindestqualifikationen vor, welche notwendig sind, um die Hilfsmaßnahmen anbieten zu können.

An erster Stelle werden die Leistungen von Sprachtherapeuten verrichtet, welche eine Zulassung als Sprachtherapeut in Luxemburg besitzen. Nur bei bestimmten Lernstörungen (Lese- und Rechtschreibstörungen, Rechenstörungen) sollen die Leistungserbringer eine dreijährige postsekundäre Ausbildung im Bereich der Erziehungswissenschaften oder der Psychologie erfolgreich abgeschlossen haben. Zudem müssen sie 500 Stunden spezialisierte Kurse im Bereich mit dem Umgang mit Lernstörungen vorweisen können.

Question 2034 (26.04.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le gaspillage alimentaire:

La redistribution de produits alimentaires invendables, mais toujours comestibles, est un problème récurrent. En témoigne l'émoi (ce jour) sur les réseaux sociaux d'une scène apparente de gaspillage de nourriture.

L'honorable Député Claude Lamberty avait soulevé, dans sa question parlementaire n°1782 du 5 février 2016 (cf. *compte rendu n°8/ session ordinaire 2015-2016*), la question de la réponse qu'entendait réserver le Gouvernement au phénomène du gaspillage alimentaire. Il y faisait référence à la récente loi sur la lutte contre le gaspillage alimentaire adoptée le 3 février 2016 en France.

Dans leur réponse commune très détaillée du 10 mars 2016, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, Madame la Ministre de l'Environnement et Madame la Ministre de la Santé indiquaient les initiatives prévues ou d'ores et déjà mises en œuvre par le Gouvernement pour lutter contre le déchet et le gaspillage alimentaires.

On peut y lire notamment:

«D'ici la fin de l'année, le nouveau plan national de gestion des déchets sera élaboré. La lutte contre le gaspillage alimentaire y sera indiquée comme un axe d'action spécifique et sera suivie comme telle par des mesures concrètes.»

Au regard des réactions très vives au phénomène du gaspillage alimentaire dans notre pays qui, malgré sa grande richesse, voit de plus en plus de personnes confrontées à des difficultés économiques, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, à Madame la Ministre de l'Environnement, ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement est-il d'avis qu'il conviendrait d'adopter, dans la législation luxembourgeoise, des mesures plus incisives, à l'instar de la loi française qui:

1. rend obligatoire le recours à une convention pour les dons réalisés entre un distributeur de denrées alimentaires et une association caritative;

2. prévoit aussi une sanction pour éviter la destruction volontaire de denrées alimentaires encore consommables par les commerces de détail;

3. modifie le régime juridique de la responsabilité des producteurs du fait de produits défectueux, afin de lever le blocage des dons de biens alimentaires sous marques de distributeur par leur fabricant;

4. intègre la lutte contre le gaspillage alimentaire au parcours scolaire ainsi que dans le champ de la responsabilité des entreprises?

- Le Gouvernement est-il d'avis qu'il conviendrait d'accélérer le train de mesures et de campagnes déjà décrites dans la réponse à la question de l'honorable Député Claude Lamberty?

- Concernant plus particulièrement la lutte contre le gaspillage dans le commerce de détail, Mesdames et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il conviendrait d'encourager les communes à organiser des relais efficaces entre les commerçants locaux et les associations caritatives pour optimiser la distribution des aliments inaptes à la vente mais encore propres à la consommation humaine?

Dans leur réponse à la question parlementaire précitée, Mesdames et Monsieur les Ministres ont également informé qu'une étude, dont l'objectif est de quantifier le gaspillage alimentaire au niveau national, de repérer les secteurs les plus touchés et d'analyser certaines pistes d'action possibles, a été commanditée et sera présentée dans les prochains mois.

- Où en est l'élaboration de cette étude? Peut-on déjà tirer des enseignements ou conclusions de cette analyse?

Réponse commune (30.05.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Les principaux constats dégagés de l'étude «Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg» datant de février 2016 ont été présentés le 3 mai aux acteurs concernés. Selon l'étude, 123 kg d'aliments par personne par an sont gaspillés dont 56 kg sont des déchets alimentaires évitables. Le secteur le plus touché étant le ménage, suivi, dans l'ordre donné, de la restauration de collectivité, de la gastronomie et du commerce. Les déchets alimentaires se composent principalement de restes de table et de repas excédentaires. L'étude indique que la plupart des personnes interrogées sont très sensibilisées à la problématique du gaspillage alimentaire, cherchent des possibilités d'amélioration ou ont déjà mis en place des programmes de réduction. Actuellement, nombre d'enseignes de la grande distribution s'investissent dans la lutte contre le gaspillage alimentaire en donnant leurs invendus et des denrées alimentaires périssables qui approchent de leur date limite de consommation à des organisations caritatives. L'étude en entier est disponible sur le site Internet www.emwelt.lu.

Dans le cadre de sa première proposition de Paquet sur l'Économie circulaire, la Commission européenne avait proposé de fixer un taux de réduction des déchets alimentaires de 30% d'ici 2030. Après le retrait de ce premier Paquet, la Commission européenne a émis en date du 2 décembre 2015 une nouvelle proposition comprenant, entre autres, la proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil COM(2015) 595 final dans laquelle il n'y a toutefois plus d'objectif quantitatif quant à la réduction du gaspillage alimentaire. Néanmoins, le Luxembourg s'engage à prendre des mesures concrètes afin de réduire considérablement la production de déchets alimentaires. Au niveau national, un certain nombre d'initiatives existent déjà. Il y a lieu d'en tenir compte lors du développement de pistes de solution. Il s'agit d'optimiser la chaîne existante. Dans ce contexte, des éléments importants sont la formation et la sensibilisation tant au niveau des particuliers qu'au niveau des professionnels notamment par la formation dans les écoles hôtelières. Un groupe de travail regroupant les principaux acteurs concernés par le gaspillage alimentaire s'est constitué. Il s'est fixé pour objectif de développer des stratégies pour les différents secteurs et de lutter ensemble contre les causes du gaspillage alimentaire. Dans les mois à venir, des actions phares élaborées par ce groupe seront mises en œuvre. Une conférence sur la réduction du gaspillage alimentaire dans la chaîne alimentaire, organisée par le Ministère de la Protection des consommateurs en collaboration avec le Ministère de l'Environnement aura lieu le 27 octobre 2016 de 9.00 à 18.00 heures à la Chambre de Commerce.

Nonobstant les mesures à prendre pour prévenir les déchets d'aliments et lutter contre le gaspillage alimentaire et dans le respect de la hiérarchie de la gestion des déchets, il s'agit d'assurer que ces produits devenus déchets sont valorisés. À cet effet, la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets prévoit un certain nombre de dispositions concernant la gestion des biodéchets, y compris les déchets alimentaires ou de cuisine. Ainsi, dans son article 25, il est prévu que «les biodéchets doivent être soumis à une collecte séparée afin de les soumettre prioritairement à une opération de compostage ou de digestion (...)» D'après l'article 20, ce sont «les communes (qui) ont la charge d'assurer la gestion des déchets ménagers et des déchets assimilés se trouvant sur leur territoire, y inclus la gestion des biodéchets (...)» Actuellement, la collecte séparée des biodéchets se fait dans 36 com-

¹ cf. Centre de Médiation asbl



munes. Des initiatives prises par les syndicats intercommunaux sont en cours pour assurer que cette collecte se fera également dans un avenir proche dans les communes restantes.

L'article 27 prévoit que «les exploitants d'établissements ou d'entreprises mettent en place une gestion des déchets qui tient compte des éléments suivants: (...) b) de la collecte séparée des différentes fractions de déchets en vue d'assurer un recyclage de qualité des différentes fractions; (...)». Par ailleurs, l'article 13 stipule que «(...) les détenteurs de déchets doivent assurer que les différentes fractions et qualités de déchets ne sont pas mélangées à d'autres fractions de déchets, à des matériaux ayant des propriétés différentes, à de l'eau ou à tout autre produit ou substance susceptible de réduire le potentiel de valorisation de haut niveau des déchets en question».

Il faut noter que le régime juridique de la responsabilité des producteurs découle directement de la réglementation européenne. Ainsi, ces responsabilités sont définies au sein des différents textes de la législation alimentaire européenne et notamment le règlement 178/2002, le paquet hygiène (règlement 853/2004, 853/2004), la réglementation INCO (règlement 1169/2011). Si ces règles sont respectées, rien ne s'oppose à une cession de denrées alimentaires à des associations caritatives.

La production de déchets est une conséquence malheureuse de l'activité économique et de la croissance. Ce cycle peut être rompu grâce aux technologies modernes et à une gestion raisonnée.

La loi modifiée du 21 mars 2012 institue un cadre légal pour le traitement des déchets et vise à protéger l'environnement et la santé humaine en soulignant l'importance d'une gestion des déchets appropriée et des techniques de valorisation et de recyclage pour atténuer les pressions sur les ressources et améliorer leur utilisation. Par conséquent, une hiérarchie des déchets est établie: prévention, réutilisation, recyclage, valorisation (énergétique, par exemple) et élimination. Elle confirme le principe du pollueur-payeur selon lequel les coûts de la gestion des déchets sont supportés par le producteur de déchets initial. Les producteurs ou détenteurs de déchets doivent les traiter eux-mêmes ou confier leur traitement à un exploitant officiellement reconnu. Ils doivent posséder une autorisation et faire l'objet d'une inspection périodique.

En ce qui concerne le point soulevé à faire intégrer la lutte contre le gaspillage alimentaire au parcours scolaire, le Ministère de la Santé entend plutôt mettre l'accent sur une alimentation saine et équilibrée pour faire face aux problèmes d'obésité, ce qui n'empêche pas bien entendu de faire connaître aux enfants dès le petit âge la problématique du gaspillage alimentaire.

Finalement, l'annexe A du règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 fixe un catalogue des avertissements taxés établis conformément à l'article 48 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Ainsi, des avertissements taxés sont prévus pour «inobservation de l'obligation de collecte séparée des biodéchets par des détenteurs ou producteurs ménagers ou assimilés (49 euros)» ainsi que pour «inobservation de l'obligation de collecte séparée des biodéchets par des détenteurs ou producteurs non ménagers (145 euros)».

Question 2035 (26.04.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les «green bonds»:

Lors de la «conférence environnement» du 25 avril 2016, le Président de la République française a annoncé que la France envisage d'émettre, en tant que premier pays, des obligations vertes («green bonds») pour financer des projets environnementaux.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'initiative française?

- Le Gouvernement entend-il suivre l'exemple français et émettre des obligations vertes?

- Quels projets pourraient éventuellement être financés par le biais de ce produit financier?

Réponse (30.05.2016) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

Il n'appartient pas au Gouvernement luxembourgeois de commenter la politique de financement d'un autre État membre de l'Union européenne, en l'occurrence la France. Si le Gouvernement luxembourgeois décidait d'émettre des «green bonds» (obligations vertes), les fonds ainsi recueillis seraient, en vertu des critères applicables en la matière, affectés au financement de projets environnementaux à terminer. Aucune initiative correspondante n'est actuellement à l'étude.

Question 2036 (26.04.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **nouveau stade**:

Les travaux de préparation du nouveau stade de football sont actuellement en cours. Dans le procès-verbal de la réunion du 17 juillet 2015 de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports et de la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés, il est souligné que l'organisation de concerts sera possible dans le futur stade, bien que ceci n'en constitue pas l'activité principale.

Lors de la présentation du projet au sein de la Commission des Sports de la Chambre des Députés, j'avais posé la question de savoir si le gazon ne risquait pas d'être endommagé par l'organisation de concerts dans le stade. Le Ministre avait alors répondu que l'organisation de concerts serait possible si la place dédiée aux spectateurs se limitait aux tribunes.

Cette information a d'ailleurs été confirmée par la Ville de Luxembourg dans la presse du 19 avril 2016. Des concerts et autres événements pourraient se dérouler à condition que les spectateurs ne restent confinés aux tribunes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Où la scène sera-t-elle placée lorsque des concerts seront organisés?

- Dans le cas où celle-ci serait placée sur le terrain, ne risquerait-elle pas d'endommager la pelouse?

- Comment comptez-vous protéger le gazon lors des travaux d'installation de la scène?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que des contraintes logistiques trop importantes risquent de limiter le nombre de concerts effectivement organisés et par conséquent les gains y relatifs?

- La Ville de Luxembourg pourra-t-elle encore effectuer un usage optimal du stade si l'organisation dans celui-ci d'événements non sportifs s'avérait être limitée?

Réponse (27.05.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question de Madame la Députée concerne l'utilisation du nouveau stade national de football.

Il y a lieu de relever tout d'abord que la destination principale du nouveau stade national est bel et bien un stade de football et de rugby, que le maître d'ouvrage en est la Ville de Luxembourg et que le Ministère des Sports n'intervient que subsidiairement dans le financement dudit stade dans le cadre du 10^e programme quinquennal d'équipement sportif.

Le projet en question se limite à un stade de football et de rugby et n'englobe ni les installations, ni les autorisations obligatoires en vue de l'utilisation du stade pour des concerts d'envergure nécessitant l'installation d'une scène y relative.

Néanmoins, l'organisation de concerts de moindre envergure demeure possible, comme je l'ai relevé à plusieurs reprises. Les modalités devraient cependant en être convenues en temps utile entre le propriétaire, le gestionnaire, voire l'exploitant et l'organisateur d'un tel concert ou événement.

Question 2037 (26.04.2016) de **Mme Martine Mergen** et **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant la **participation financière de la Ville de Luxembourg à la construction du Centre national d'incendie et de secours**:

Dans la séance publique du lundi 28 septembre 2015 du conseil communal de la Ville de Luxembourg, l'échevine Simone Beissel a donné des explications concernant le financement de la construction du CNIS:

«La Ville de Luxembourg en tant que maître de l'ouvrage de cette partie préfinancera les travaux en question. La participation financière de l'État à ladite construction se fera sur base du coût réel de construction. L'État remboursera sa part suivant les modalités fixées dans une convention signée en date du 3 septembre 2015 avec la Ville de Luxembourg, qui fixe la répartition des coûts à 55,16% pour la Ville et à 44,84% pour l'État.»

L'exposé des motifs de la loi du 18 décembre 2015 relative à la construction d'un Centre national d'incendie et de secours et autorisant l'État à participer au financement des travaux y relatifs dispose que:

«[L]e nouveau bâtiment [du CNIS] regroupera sur un site unique la caserne des pompiers professionnels de la Ville de Luxembourg, la direction de l'Administration des Services de Secours avec le Central des secours d'urgence, l'École nationale de la Protection civile, ainsi que l'École nationale des Services d'Incendie et de Sauvetage.»

Lors de la présentation des amendements gouvernementaux concernant le projet de loi sur la réforme des services de secours du 22 avril 2016, la Ville de Luxembourg s'est prononcée en faveur de l'intégration de son Service d'incendie et d'ambulances au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), au même moment que les autres communes. Dès lors, le nouveau bâtiment du CNIS ne regroupera plus la caserne des pompiers professionnels de la Ville de Luxembourg, parce que le Service d'incendie et d'ambulances de la Ville de Luxembourg sera à ce moment déjà intégré au CGDIS.

Dans la séance publique du 25 avril 2016 du conseil communal de la Ville de Luxembourg, la bourgmestre Lydie Polfer a donné de plus amples informations concernant la participation financière de la Ville de Luxembourg à la construction du CNIS:

«Do ännert guer näischt, well déi Konventionen, déi mir mam Stat ofgeschloss hunn, an déi dëse Conseil jo och gestëmmt huet, do sinn all déi do Saache virgesinn, an am Gesetz och. Dat heescht, mir bleiwe Maître d'ouvrage vun deem Gebai an et ass alles virgesinn, wéi dat soll bezuelt ginn. Mir prefinanzéieren et, mä herno kréie mir déi Suen, déi mir virgestreckt hunn, a verschiddene Raten erëm.»

Also un deene Konventionen, déi mir hei am Conseil uegoll un, ännert sech näischt. [...] Dat, wat mir indemnisiéiert kréien ass dat, wat mir elo prefinanzéiert hunn, fir den CNIS ze bauen.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que l'intégration du Service d'incendie et d'ambulances de la Ville de Luxembourg au CGDIS ne va pas modifier la répartition des coûts entre l'État et la Ville de Luxembourg relatif à la construction du CNIS?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que le préfinancement de la Ville de

Luxembourg relatif à la construction du CNIS sera intégralement remboursé par l'État suivant la déclaration de la bourgmestre de la Ville de Luxembourg?

Réponse (24.05.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

L'intégration de la Ville de Luxembourg au futur établissement public CGDIS (Corps grand-ducal d'incendie et de secours) ne va pas modifier la répartition des coûts entre l'État et la Ville de Luxembourg. En ce qui concerne le financement du Centre national d'incendie et de secours (CNIS), il y a lieu de distinguer entre deux opérations financières strictement distinctes. D'un côté, le préfinancement par la Ville de Luxembourg de la partie étatique de la Zone 1 du CNIS (45%) qui est une opération financière impliquant la Ville de Luxembourg et l'État et qui s'exécutera de manière indépendante de la décision d'une intégration directe du Service d'incendie et d'ambulances de la Ville de Luxembourg (SIAVDL) dans le CGDIS. En effet, suivant la loi du 18 décembre 2015 relative à la construction d'un Centre national d'incendie et de secours, l'État rembourse suivant des décomptes annuels à la Ville de Luxembourg les coûts de construction de la partie étatique et ce selon les modalités reprises dans la convention modifiée relative au financement de la construction de l'immeuble abritant l'Administration des Services de Secours et le Service d'incendie et de sauvetage de la Ville de Luxembourg signée entre l'État et la Ville de Luxembourg en date du 3 septembre 2015.

D'un autre côté figure l'opération de remboursement de la part de la Ville de Luxembourg (55%), à la suite de l'achèvement des travaux et du transfert en pleine propriété du CNIS au futur CGDIS qui impliquera la Ville de Luxembourg et le futur établissement public. Cette partie était initialement destinée à héberger le SIAVDL, or, suite à la récente décision de la Ville de Luxembourg d'intégrer le CGDIS dès le départ, cette partie hébergera le futur «Centre d'incendie et de secours Luxembourg-ville». Suivant les dispositions financières actuellement prévues par le projet de loi n°6861, la Ville de Luxembourg sera indemnisée de sa quote-part respective dans la construction du CNIS, ceci sur base d'un paiement partiel forfaitaire initial, le solde étant étalé sur une durée de 30 ans.

Comme le prix du transfert de propriété sera le coût de construction, il s'agit en fait d'un remboursement à la Ville de Luxembourg de leur investissement.

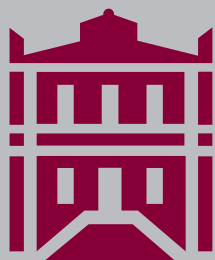
Question 2038 (27.04.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **propos tenus par le Ministre des Finances français au sujet du procès «LuxLeaks»**:

Hier, la presse internationale a cité le Ministre des Finances français dans le contexte du procès des responsables des fuites ayant provoqué le scandale «LuxLeaks». En effet, Monsieur le Ministre Sapin aurait exprimé sa solidarité devant l'Assemblée nationale envers l'accusé principal, Antoine Deltour, par les propos suivants: «J'ai demandé ce matin à l'ambassadeur de France au Luxembourg et au consulat général de bien vouloir (...) l'aider si nécessaire dans cette période difficile où il défend l'intérêt général et où pourtant il doit répondre devant une juridiction pénale au Luxembourg.»

Dans le cadre de son procès au tribunal de Luxembourg, qui a débuté hier matin, Monsieur Deltour a reconnu «la matérialité des faits» qui sont à la base de son inculpation concernant la fuite illégale de documents fiscaux.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelle est la réaction de Monsieur le Ministre par rapport aux propos tenus par le Ministre des Finances français au sujet d'une personne inculpée devant le tribunal de Luxem-



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





bourg pour avoir porté atteinte à la législation luxembourgeoise?

2. Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Ministre des Finances français est en droit de s'immiscer dans une affaire pénale au Luxembourg par le biais de l'ambassade et du consulat français représentés dans le pays visé?

3. Monsieur le Ministre entend-il, le cas échéant, réagir à cette immixtion?

Réponse (17.05.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le Gouvernement luxembourgeois a réagi par voie diplomatique à la prise de position d'un membre du Gouvernement français sur le fond d'un procès en cours devant une juridiction luxembourgeoise.

ad 2. Parmi les missions d'une ambassade et de son service consulaire figure la protection des ressortissants du pays que l'ambassade représente et ce dans le respect de la légalité et de l'ordre public du pays d'accréditation. À ce titre, un consulat peut porter assistance et secours à ses ressortissants en cas de difficultés, y compris dans le cadre de procédures judiciaires. La communication entre les agents consulaires et les ressortissants de leur État d'envoi est régie par la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963.

ad 3. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes veille au respect, par les missions diplomatiques étrangères accréditées au Luxembourg, de la Convention de Vienne sur les relations consulaires.

Le Ministère n'a pas connaissance d'une tentative d'«immixtion» d'une mission diplomatique étrangère dans le cadre du procès actuellement en cours.

Question 2039 (27.04.2016) de **M. Claude Lamberty** (DP) concernant les **subventions pour le sport**:

Dans le cadre de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays, Monsieur le Premier Ministre a annoncé des changements au niveau du système des chèques-services dans le domaine sportif.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres quant à la contribution versée jusqu'ici aux clubs et associations sportifs dans le cadre des chèques-services?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le budget prévu pour le nouveau système de subventions?

3. Quels seront les critères de qualité que devront respecter les clubs afin de pouvoir bénéficier des nouvelles aides?

Réponse (18.05.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question de Monsieur le Député a trait au système des chèques-services dans le domaine sportif.

Certaines réponses concernant notamment l'avenir des contributions étatiques aux associations sportives membres des fédérations sportives agréées à partir de l'année budgétaire 2017 ont déjà été fournies dans la réponse à la question parlementaire n°1630 de Monsieur le Député Roger Negri (*cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2015-2016*).

En complément, voici les réponses aux questions posées par Monsieur le Député Claude Lamberty.

ad 1. En six sessions (2009-2010 à 2014-2015), un total de 3.644.867 € a été versé à des associations sportives relevant de fédérations sportives agréées. La session 2015-16 étant encore en cours, il n'est pas possible d'en avancer des chiffres. Cette session 2015-2016 est la dernière à être assurée par un crédit budgétaire des «Chèques-services accueil» du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

ad 2. Un crédit budgétaire spécifique libellé «Participation de l'État aux frais d'encadrement sportif de qualité des enfants par les clubs sportifs» est proposé par le Ministère des Sports au budget de 2017. Il est cependant prématuré d'avancer un montant exact avant la fin des procédures budgétaires, notamment l'examen

contradictoire au niveau ministériel. Le montant retenu définitivement dans le projet de budget sera soumis au vote de la Chambre des Députés en fin d'année.

ad 3. Cette nouvelle participation de l'État en faveur de l'encadrement sportif de qualité est à considérer dorénavant comme complément au subside ordinaire pour clubs de sport et sera dénommée «subside qualité +». Ce nouveau subside dépendra entre autres de la qualification des entraîneurs en charge de l'encadrement des jeunes jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis. Les critères de qualité appliqués s'inspirent largement de ceux en vigueur actuellement dans le système des «Chèques-services accueil» pour les clubs de sport.

Question 2040 (27.04.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **chèque repas**:

Dans le cadre des mesures annoncées au niveau de la réforme fiscale, il est proposé d'augmenter la valeur faciale des chèques repas de 8,40 euros à 10,40 euros à partir de 2017. Le chèque repas est un avantage exonéré de charges sociales et partiellement d'impôt.

En 1992, il a été introduit une allocation de repas au niveau de la fonction publique. Ce droit à une allocation de repas en faveur des fonctionnaires de l'État fut introduit à l'époque par analogie au système des chèques repas existant dans le secteur privé ainsi que dans une partie du secteur public élargie.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'adapter le montant de l'allocation de repas au niveau de la fonction publique?

- Si oui, à quel montant?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (26.05.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'allocation de repas fait partie intégrante des allocations et primes qui s'ajoutent au traitement des agents publics. Relevant du statut du fonctionnaire et de l'employé public, une éventuelle révision d'un de ces éléments dépasserait le champ de la réforme fiscale.

Question 2042 (28.04.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** (CSV) concernant la **gare de Kautenbach**:

Les voyageurs en provenance de Luxembourgville à destination de Wiltz doivent changer de train à Kautenbach pour pouvoir continuer leur trajet. Or, selon nos informations, de nombreux utilisateurs des trains se plaignent de petits retards des trains et de l'inadéquation conséquente des correspondances. Il serait même arrivé que le train de correspondance était parti juste avant que celui en provenance de Luxembourgville ne soit entré en gare. Cette situation intolérable empêche de nombreuses personnes de rejoindre leur domicile en temps utile.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les trains assurant les correspondances doivent attendre les autres trains en retard avant de continuer leur trajet?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (13.06.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Tout d'abord, je me permets de noter que pendant la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2016, le taux de ponctualité à Kautenbach des trains Luxembourg-Troisvierges, dont la correspondance est assurée par les navettes circulant entre Kautenbach et Wiltz, s'est élevé à 86%.

Les causes d'une correspondance manquée à Kautenbach en raison d'une arrivée d'un train en provenance de Luxembourg sont en partie liées aux croisements des trains à hauteur du chantier du nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg, où le trafic circule temporairement à voie unique.

Or, à partir de la mise en service de ce nouvel arrêt en décembre 2017, deux voies seront à nouveau disponibles ce qui contribuera certain-

nement à une amélioration de la ponctualité des trains sur la ligne du Nord.

Cependant, à l'heure actuelle, un délai d'attente plus élevé des navettes donnant correspondance aux trains en provenance de respectivement Luxembourg et Troisvierges n'est malheureusement pas réalisable pour les raisons suivantes:

Depuis l'introduction en décembre 2014 du cadencement semi-horaire en semaine entre Luxembourg et Troisvierges, les trains des deux sens se croisent en gare de Kautenbach. Des navettes-trains assurent le service sur la ligne Kautenbach-Wiltz également selon une cadence de 30 minutes (deux allers-retours par heure).

Le battement, c.-à-d. le temps prévu pour le transbordement des voyageurs, prévu en gare de Kautenbach selon l'horaire s'élève à quatre minutes. Pour faciliter le changement de train et pour réduire le temps de transbordement en cas de légers retards, les correspondances s'y font sur le même quai en tenant compte des flux principaux:

- le matin dans le sens de Wiltz-Luxembourg et

- l'après-midi et le soir dans le sens Luxembourg-Wiltz.

Les CFL ont prévu un délai d'attente de deux minutes pour les trains en direction de Wiltz, ce qui signifie que le départ du train vers Wiltz peut être retardé de deux minutes au maximum pour attendre la correspondance d'un train retardé.

Vu le temps de parcours de douze minutes entre Kautenbach et Wiltz et vice-versa et vu la circulation de deux allers-retours par heure sur cette ligne à voie unique, le délai d'attente ne peut être dépassé sans péjorer le départ ponctuel du train du sens Wiltz-Kautenbach qui donne aussi correspondance à Kautenbach aux trains s'y croisant (vers Luxembourg et vers Troisvierges). En effet, en gare de Wiltz, il n'y a qu'un laps de temps de deux minutes entre l'arrivée d'un train et le départ d'un autre train du sens contraire.

L'observation d'un délai d'attente plus long en gare de Kautenbach provoquerait soit une déréglementation des horaires dans le trafic ferroviaire, soit nécessiterait la suppression d'une paire de trains entre Wiltz et Kautenbach avec pour conséquence l'absence d'une connexion rail Kautenbach-Wiltz 30 minutes plus tard.

Question 2043 (29.04.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Gusty Graas** (DP) concernant les **vitres teintées des voitures**:

En France, l'article 27 du décret n°2016-448 du 13 avril 2016 vient de modifier certaines dispositions du Code de la Route afin de préciser l'usage des vitres teintées à l'avant des véhicules. En effet, à partir du 1^{er} janvier 2017 le taux limite de transparence des vitres des portières avant sera fixé à 70%. En d'autres termes, le vitrage ne pourra être assombri que de 30% au maximum. Le vitrage arrière n'est pas concerné par cette disposition. Le nouveau décret est motivé par le besoin des forces de l'ordre et des services de secours de mieux distinguer les gestes et l'identité du conducteur et du passager avant ainsi que le nombre d'occupants. Cette mesure est aussi destinée à assurer la sécurité des agents de police durant les contrôles routiers.

Au Luxembourg, l'article 46 du Code de la Route prévoit que «tout véhicule routier automobile doit être aménagé de façon que la vue du conducteur soit suffisamment dégagée vers l'avant et vers les deux côtés, afin de lui permettre une conduite du véhicule en toute sécurité» (règlement grand-ducal du 25 juillet 2015). Ce même article prévoit également qu'«un film en matière plastique peut être apposé sur le pare-brise ou un vitrage latéral à l'avant du véhicule, à condition que le film soit homologué à cette fin par l'autorité nationale compétente en la matière d'un État membre de l'Espace économique européen».

Au vu de cette situation complexe, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres se rallient-ils à l'argumentation des autorités françaises de limiter l'usage des vitres teintées à l'avant des véhicules dans l'intérêt des forces de l'ordre et des services de secours?

- Au vu du texte de l'article du Code de la Route peu précis, Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de nous informer si le taux limite de transparence des vitres des portières avant de 70% est également applicable au Luxembourg?

- En général, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'une législation ou réglementation techniquement plus précise, comme celle introduite en France, serait souhaitable au Luxembourg afin de faciliter la tâche des forces de l'ordre et des services de secours?

Réponse commune (27.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Comme suite à une recommandation de son Conseil national de la sécurité routière, reprise dans le cadre du plan national de sécurité routière du 26 janvier 2015, la France a décidé de préciser la réglementation du surteintage des vitres à l'avant des véhicules pour garantir le bon contrôle de certains comportements dangereux tels que l'utilisation du téléphone au volant ou le non-port de la ceinture de sécurité. Le décret du 13 avril 2016 auquel font référence les honorables Députés permettra aux autorités françaises, à partir du 1^{er} janvier 2017, de sanctionner le surteintage des vitres avant qui ne respecterait pas le taux minimal de transparence de 70%. Ce taux est celui exigé pour les véhicules homologués et produits avec un certificat de conformité valable.

Le décret précité se base sur la directive-cadre d'homologation 2007/46 (réglementant entre autres les composants et équipements techniques des véhicules), sur les directives 77/649 et 92/22 (champ de vision et vitrages), sur le règlement (CE) n°661/2009, sur le règlement n°125 de la CEE-ONU et sur le règlement n°43 de la CEE-ONU (vitrages de sécurité). Contrairement à la France, où les textes étaient moins restrictifs, la législation luxembourgeoise tient compte de ces textes internationaux. Il n'y a donc aucune raison de modifier les dispositions afférentes.

En effet, au Luxembourg, les vitrages sont vérifiés lors des contrôles techniques périodiques. L'apposition de films plastiques sur les vitres respectivement fenêtres latérales avant n'est pas explicitement défendue, mais le film doit faire l'objet d'une homologation dans un des pays membres de l'UE et correspondre aux exigences d'homologation.

Question 2044 (29.04.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **cours de littérature luxembourgeoise dans les lycées**:

An der Vergaangenheet wor rieds vun der Aféierung vun engem Cours iwwert d'Lëtzebuerger Literatur (an deenen dräi Sproochen) a Kultur um Niveau vun der 2^e am Secondaire. Besonnesch an der leschter Regierung sinn eng Rei Virbereedungsaarbechten an déi Richtung gemaach ginn.

Duerzou wéilt ech dem Här Unterrechtsminister, dem Här Héichschoulminister an dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1. Bleift d'Regierung drun interesséiert, e lëtzebuergeresche Literaturcours am classesche Lycée anzeféieren?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt e gudder Sproochenunterricht och ëmmer soll Wëssen iwwert d'Gesellschaft, d'Kultur an d'Literatur mat vermëttele?

3. Ass dës Regierung der Meenung, datt e Cours iwwert déi Lëtzebuerger Kultur a Gesellschaft soll an de Lycéeën, z. B. op 2^e, ageféiert ginn? Wa jo, wéini, op wéi engem Niveau a mat wéi engem Inhalter?

4. Wéi en didaktescht Material géif fir esou e Cours elo schonn zur Verfügung stoen? Wat misst eventuell nach ausgeschafft ginn?

5. Wéi sollen d'Professoren optimal drop virbereet ginn, fir esou e Cours ze halen?

6. Denkt d'Regierung drun, eng Zesummenaarbecht tëschent der Uni Lëtzebuerg (wou et, nieft der „Formation continue Lëtzebuerger Sprooch a Kultur“ (FCLSK), zënter 2009 e Master an der „Luxemburgistik“ gëtt, deen (och) op den „Professeur de luxembourgeois“ am Secondaire préparéiert), dem IFEN (Institut de formation de l'Education nationale) an dem INL (wou et nieft dem „Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur“ (ZLSK) schonn zënter Joren e Cours „Lëtzebuerger Gesellschaft a Kultur“ gëtt) unzestriewen, fir datt méiglechst vill Enseignanten un esou Coursë kënnen deelhuefen, dëst och am Kader vun der Formation continue?

7. Wat mécht d'Regierung, fir de Lëtzebuergerescheunterricht op deenen ënneschte Klassen am Lycée opzewäerten? Kéinten hei d'Efforten net nach verstärkt ginn, fir dem Lëtzebuergereschen an de Beräicher Sprooch, Literatur a Kultur méi en héije Stellewäert ze ginn?

Réponse commune (06.06.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de M. Guy Arendt*, *Secrétaire d'État à la Culture*:

ad 1. An eise Grondschoulen a Lycéeën kritt de Schüler déi Lëtzebuenger Literatur vermëttelt.

An der Grondschoul sinn et déi zwee Bänn vum „Lies a Fléi“, déi mat all Kéiers knapp 100 Texter vum 30 bis 40 verschiddenen Auteuren de Kanner d'Liesen op Lëtzebuergesch méi no bréngen. De Band 1 ass fir déi méi Kleng, de Band 2 fir déi méi Grouss. Déi Bicher si ganz schéin illustréiert an iwwerhaapt flott presentéiert. Et kritt ee se leider net an de Librairien, well fir verschidden Texter de Ministère just d'Autorisatioun krut, se intern an de Schoulen ze publizéieren.

Op den ënneschte Klasse vum Secondaire classique an technique ass d'Buch „Lies de bal“ en obligatorescht Schoulbuch am Fach Lëtzebuergesch an am Fach Däitsch-Lëtzebuergesch.

„Lies de bal“ ass e Buch mat iwwer 40 Texter a Lëtzebuenger Sprooch. Dat sinn Extraiten aus Bicher oder Theaterstécker, awer och Kuerzgeschichten, Gedichter, Lidder an Auszich aus Bande-dessinéieren. Et huet 200 Säiten an ass och schéin illustréiert. Dat Liesbuch ass vum engem Aarbechtsgrupp vum SCRIPT ausgeschafft ginn, mat der Berodung vum Lëtzebuenger Literaturzenter an dem Institut national des langues.

„Lies de bal“ ass net nëmmen e Schoulbuch. Et ass an engems konzipéiert, fir den allgemengen Interessi fir d'Lëtzebuenger Literatur ze férdere an d'Texter engem méi breede jonke Public zougänglech ze maachen. Et ass geduecht fir Jugendlecher am Alter vun zwielef bis 15 Joer a gëtt an de Librairië verkaaft.

„Littéraires Welten“ ass eng Anthologie vun der Literatur zu Lëtzebuerg. Si ass realiséiert givum Éducatiounsministère an dem Lëtzebuenger Literaturzenter. 2012 ass se op de Walfer Bicherdeeg virgestallt ginn.

Et ass e Buch vu 450 Säiten, dat e groussen Iwwerbléck gëtt iwwer d'Literatur zu Lëtzebuerg an deene verschiddene Sproochen. Tëschen den Texter ass d'Buch mat Fotoen illustréiert.

Am Ganze si 97 Texter vum 68 Auteuren an der Anthologie, Texter vu ganz ënnerschiddlechen Zorten: Kuerzgeschichten, Gedichter, Essais, journalistesch Feuilletonen, Extraiten aus Romaner, Theaterstécker, Reesberichter, Tagebicher asw. Wat d'Sproochen ugeet, sinn Texter an deenen dräi offizielle Landessproochen dran, déi all an déi nei Orthographie gesat si ginn. D'Gewichtung vun de Sproochen ass esou, dat méi däitsch Texter ewéi lëtzebuergesch oder franséischer dra sinn, ganz einfach well d'Auteuren zu Lëtzebuerg méi dacks op Däitsch geschriwwen hunn. 49 Texter sinn op Däitsch, 27 op Franséisch an 21 op Lëtzebuergesch. Et sinn och méi männlech Auteuren dran ewéi weiblicher, well méi Männer ewéi Frae publizéiert hunn. Vun deenen 68 Auteuren si 14 Fraen, also ongeféier 20 Prozent.

D'Anthologie ass an zwou grouss Epochen ënnerdeelt: Den éischten Deel behandelt déi Texter, déi tëschent 1829 an 1949, den zweeten Deel déi, déi tëschent 1950 an 2010 geschriwwen gi sinn.

Et ass och en interessant Buch fir den allgemenge Public. Et sinn do Texter dran, déi méi jugendfrëndlech sinn, an Texter vun allgemengen literareschen a kulturellen Intérêt. Dat Buch ass am fräie Verkaf an de Librairien.

D'Anthologie riicht sech un d'Schüler vun den ieweschten Klassen. Si steet als fakultatiiv Schoulbuch um Programm vu verschiddene Klassen an et gëtt recommandéiert, dat jee-weils zwee Texter aus der Anthologie „Littéraires Welten“. Eng Lëtzebuenger Anthologie an dräi Sproochen“ solle gelies ginn. Doraus ginn och Texter ausgewielt, iwwer déi am Of-schlossexamen Froe kënnen gestallt ginn.

Op deenen ieweschten Klasse stinn och Wierker vu Lëtzebuenger Auteuren op de Lëscht vum de Bicher, déi d'Schüler kënnen oder solle liesen.

ad 2. An der moderner Didaktik gëtt de Sproochunterricht net vun der Kultur, der Literatur oder dem Wëssen iwwer d'Gesellschaft an d'Medie getrennt. De Konzept vun „Lëtzebuergesch als Friemsprooch“, wéi en an de Formatiounen FCLSK Formation continue „Lëtzebuenger Sprooch a Kultur“ vun der Uni Lëtzebuerg an ZLSK „Zertifikat Lëtzebuenger Sprooch a Kultur“ vum Institut national des langues (INL) vermëttelt gëtt, geet an déi Richtung.

Eng Sprooch kann net lassgeliest vun de literareschen, kulturellen a medialen Artefakten, de kreéierte Wierker, geliert a vermëttelt ginn.

Well all kulturell a literaresch Form ëmmer semiotesch (am wäiteste Sënn) a sproochlech (am enke Sënn) vermëttelt gëtt, ass et noutwenneg, Sprooch, Literatur, Kultur a Medien als eng Eenheet ze begräifen.

D'Wëssen iwwer d'Literatur an d'Kultur zu Lëtzebuerg ass net nëmmen e Bestanddeel vun der allgemenger Bildung, mä en noutwenneg Atout vun der sozialer Integratioun. Et ass wichteg, dat d'Kanner an de Schoulen dat noutwenneg Wësse mat op de Wee kréien an dat den Interessi vun der Literatur- a Kulturlandschaft zu Lëtzebuerg an deenen dräi Sproochen ervirgeruff gëtt.

D'Wëssen iwwer Lëtzebuerg a säin Ëmfeld gehéiert als transversal Kompetenz an de Curriculum vun eise Schoulen an dofir ass och virgesinn, dat an d'Gesetz iwwer d'Reform vum Secondaire stoe kënn: „La connaissance des réalités culturelles, historiques, géographiques et sociétales du Grand-Duché de Luxembourg, de la Grande Région et des principaux pays d'origine des élèves issus de l'immigration est traitée comme matière transversale dans les disciplines concernées.“

ad 3. En extrae Cours iwwer d'Lëtzebuenger Kultur a Gesellschaft, deen iwwer déi am Punkt virrun ernimmen transversal Kompetenzen erausgeet, kann elo schonns an de Lycéeën als Cours à option oder als fakultative Cours ugebuede ginn.

ad 4. Et gëtt keen allgemengt didaktescht Material, mä et ass éischer geduecht, op Inhalter zréckzegräifen, déi op elektronischem Wee disponibel sinn an dofir och ëmmer aktuell sinn.

En éischte Schrëtt an déi Richtung ass d'Propos vun engem allgemenge Kader fir esou e Cours, deen vum engem Kandidat als Ofschlossaarbecht vu sengem Stage als Formateur d'adultes ausgeschafft ginn ass.

A verschiddene Fächer - Geschicht, Geographie, Connaissance du monde contemporain, Éducation civique et sociale - si spezifesch Schoulbicher ausgeschafft ginn. Zum Deel ass dat mat auslännesche Verlagshaiser geschitt, wou dann an engem Schoulbuch vun do extra Kapitelen iwwer Lëtzebuerg derbäigesat gi sinn.

D'Lëtzebuenger Literaturarchiv (Centre national de littérature - CNL) ass amgaangen, mat Hëllef vun Enseignanten, pädagogesch Dossierien zu den einzelnen Texter aus der Anthologie „Littéraires Welten“ auszuschaffen. Dëst Joer sollen dräi Dossiers pädagogesch ausgeschafft ginn, zu den Erzielungen „Theater“ vum Guy Helminger, „Kleines Schicksal“ vum Joseph Funck an „Nepal“ vum Georges Hausemer. Am Hierscht wäerten déi Dossiers pädagogesch virgestallt ginn an de CNL bitt och Formatioun fir déi interesséiert Enseignanten un, esou dat iwwer de Wee déi Texter, déi bis haut just als Lecture recommandéiert ginn, och an den Däitschcours kënnen gelies ginn. Fir d'Joer 2017 plangt den CNL och déi éischt dräi Dossiers pädagogesch fir d'Texter a franséischer Sprooch. Den CNL wäert op deem Wee viruschaffen an och Material iwwer d'Literatur an der Lëtzebuenger Sprooch schafen.

ad 5. Zanter enger Partie Jore gi spezifesch Professoren vun der Lëtzebuenger Sprooch forméiert an agestallt. Si hunn den „Master en langues, cultures et médias - Lëtzebuenger Studien“ vun der Universitéit Lëtzebuerg gemaach an domat eng zolidd Ausbildung an der Sprooch an an der Literatur a Kultur, déi am Stage duerch eng adaptéiert pädagogesch Ausbildung compléiert gëtt.

Virun allem op deene Klassen, wou Jonker, déi aus dem Ausland kommen, opgefaange ginn, den „classes d'insertion“, sinn et dacks Chargé-de-coursen oder Professoren mat enger anerer Spezialitéit, déi d'Coursen halen, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze enseigner. Si kréien dofir eng Formation continue an hunn och en dofir speziell entwéckelt pädagogesch Material mam Numm „Wat gelift?“.

D'Mataarbechter vum CNL stellen hiert Wëssen zur Verfügung iwwer Formation-continuen a mat pädagogesch Dossierien, déi amgaange sinn ausgeschafft ze ginn. Och aner Kulturinstitute maachen hir Diere gären op fir Ufroen vun Enseignanten.

ad 6. D'Uni Lëtzebuerg, den INL an den Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) hu verschidden Angeboter, déi sech ergänzen, souwuel wat d'Inhalter wéi och wat d'Dauer vun de Coursen ugeet. Enseignanten, déi um FCLSK, dem ZLSK oder dem Cours „Lëtzebuenger Gesellschaft a Kultur“ deelhuefen, kënnen bei hirem Inspekter oder Direkter froen, dat dës Cours fir déi obligatorescht Formation continue kënnen ugerechent ginn.

Den IFEN huet a sengem Programm vun der Formation continue zanter dem Joer 2008 Coursen, fir richtig Lëtzebuergesch schreiwen

ze léieren. Dës Cours kënnen och op Ufro a Schoulen oder Lycéeën organiséiert ginn. Se ginn am Duerchschnëtt vun 30 Enseignanté pro Schouljoer besicht.

Am Joer 2015-2016 ass eng Virstellung vun den didaktesch ausgeriichten Themenhefter fir Grondschoul a Lycée, „De Litty“, vum Museksdepartement vun der Lëtzebuenger Nationalbibliothék (Cedom - Centre d'études et de documentation musicales) am Programm. Bei dëser Formatioun ginn ausgewielten Aspekter vun der Lëtzebuenger Kultur opgeschafft an den Enseignanté méi no bruecht.

ad 7. D'Äntwert dorop, wat op den ënneschten Klassen am Lycée geschitt, steet an den Äntwerten op déi Froen virrun.

Et ass kloer, dat een ëmmer nach ka méi maachen, mä et ass grad esou kloer, dat d'Opnamefäegkeet och bei douéierte Schüler hir Grenzen huet. E Méi an deem enge Fach heescht da manner an anere Fächer. Well de Sproochunterricht souwiso schonns de gréissten Deel vum Stonneplang beleet, heescht méi Lëtzebuergesch och manner Däitsch oder manner Franséisch. Dat muss am Kader vun der Reform vum Secondaire mat alle Partner diskutéiert ginn.

Et ass awer och wichteg kloerzestellen, dat et net nëmmen drëm geet, fir iwwer d'Lëtzebuenger Kultur ze enseigner, mä och d'Sprooch selwer gëtt vu ganz ville vun eise Schüler net méi automatesch esou maistriséiert, wéi dat viru Jorzéngten nach de Fall war.

Mir froen am Cycle 1 vun der Grondschoul d'Kanner no hirer éischer Sprooch, d. h. där, déi doheem geschwat gëtt, wann d'ganz Famill zesummen ass, an déi nach laang net ëmmer d'Mammesprooch, also d'Sprooch vun der Mamm ass. Do stelle mir zanter Jore fest, dat just nach bei engem Drëttel vun de Kanner Lëtzebuergesch déi éischt Sprooch ass. Bei engem zweeten, knappen Drëttel ass et Portugiesch, bei gutt 10 Prozent Franséisch a bei nach eng Kéier 10 Prozent Serbokroatesch, Bosnesch oder Montenegresch. Bei de gutt 10 Prozent, déi bleiven, geet et duerch d'ganz Welt.

A ville Grondschoulen ass d'Populatioun sou mann lëtzebuergesch, dat eis Sprooch net méi automatesch am Schoulhaff geliert gëtt an et also wichteg ass, d'Érliieren dovun an der Schoul selwer ze suivéieren an ze ënnerstëtzen. Derbäi kënn, dat eng ganz Partie Schüler eréischt am Laf vun hirer Schoulzäit an dacks eréischt am Secondaire op Lëtzebuerg kommen.

Den Enseignement vum Lëtzebuergesch als Friemsprooch ass an de leschte Joren ëmmer méi e Facteur ginn, op deen eis Lycéeën a virun allem d'Lycée-techniqué muss méi a méi agoen.

Question 2045 (20.04.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les **jeux de hasard**:

Il me revient que dans certains débits de boissons, des «Bornes Internet Plus» sont mises à disposition offrant aux clients la possibilité de participer à des jeux en ligne moyennant de l'argent liquide.

La loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives interdit l'exploitation de jeux de hasard (art. 1), sauf dans des conditions fixées par la loi précitée, comme par exemple des jeux de hasard tels que jeux-concours publicitaires, les loteries et tombolas gratuites organisés exclusivement «aux fins de propagande commerciale» (art. 2). De plus, l'article 3 de ladite loi prohibe «notamment dans les débits de boissons l'installation de tous appareils distributeurs d'argent, de jetons de consommation et, d'une manière générale, de tout appareil dont le fonctionnement repose sur l'adresse ou le hasard et qui sont destinés à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu», sauf si l'appareil en question «ne donne au joueur aucune chance d'enrichissement ou d'avantage matériel autre que le droit de continuer à jouer».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de la pratique de certains débits de boissons décrite ci-dessus?
2. Dans l'affirmative, combien d'établissements sont dotés de ces bornes ludiques?
3. Monsieur le Ministre peut-il, en tout état de cause, assurer que les bornes visées entrent dans le champ d'application de la législation luxembourgeoise?

Réponse (06.05.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. La problématique des jeux de hasard en ligne offerts dans des débits de boissons au Luxembourg a été portée à la connaissance du Ministère de la Justice au courant de l'année 2012 et depuis toutes les informations y afférentes ont été continuées aux parquets de Luxembourg et de Diekirch, conformément à l'article 23 (2) du Code d'instruction criminelle. Les parquets de Luxembourg et de Diekirch ont publié un communiqué de presse conjoint en date du 6 février 2015 et, depuis, les parquets et la police travaillent sur ce sujet suivant leurs compétences prévues par la loi.

ad 2. Des informations précises relatives à différents établissements ont été communiquées par la Loterie Nationale et les autres opérateurs autorisés au Ministère de la Justice et ensuite continuées aux parquets. Il est difficile de savoir si ces informations étaient exhaustives, mais elles ne le sont probablement pas.

ad 3. Le libellé de l'article 3 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives est clair et sans équivoque; dès qu'un appareil installé notamment dans un débit de boissons offre, moyennant enjeu, des gains autres que le droit de continuer à jouer, il est interdit par cette loi et les dispositions pénales y afférentes sont applicables.

Question 2046 (02.05.2016) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant l'**analyse du lait maternel**:

L'importance de l'allaitement maternel est prouvée par maintes recherches scientifiques qui confirment sans exception que le lait maternel est l'aliment le plus adapté aux besoins et au développement du bébé. Néanmoins, il faut souligner que certaines substances chimiques et polluants organiques persistants (POP) qui sont encore souvent présents dans l'environnement et dans la chaîne alimentaire risquent de contaminer le lait maternel par des résidus toxiques. De ce fait, nombre de parents expriment des inquiétudes quant à une contamination probable du lait maternel qui pourrait poser un risque de santé pour leur bébé.

Afin de permettre aux mères allaitantes de s'informer sur les résidus chimiques éventuellement présents dans leur lait, le Land allemand de la Basse-Saxe propose à ses résidentes un programme d'analyses gratuites depuis 1999 sous le nom de «Muttermilch-Untersuchungsprogramm des Landes Niedersachsen». D'une part, les résultats qui en découlent sont très utiles pour évaluer le risque de santé individuel pour le nouveau-né allaité. Pour cette raison, la communication des résultats aux mères concernées est accompagnée par un avis médical donnant lieu à une consultation détaillée. D'autre part, les résultats en question servent à établir des cartographies de pollution du lait maternel avec le but de réduire l'exposition de la population aux polluants nocifs par des mesures concrètes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Est-ce qu'au Grand-Duché de Luxembourg, les mères allaitantes ont la possibilité de faire analyser leur lait pour détecter d'éventuels résidus toxiques?
2. Dans l'affirmative, quelles sont les substances qui ont déjà été détectées?
3. Existe-t-il des statistiques quant au degré de contamination du lait maternel analysé?
4. Quel est, le cas échéant, le coût de ces analyses pour les mères qui en font la demande?
5. Est-il envisageable que Madame la Ministre propose un programme gratuit d'analyses aux mères allaitantes à l'instar de celui du Land de la Basse-Saxe mentionné ci-dessus?

Réponse (06.06.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

En principe, les possibilités techniques existent au Luxembourg pour réaliser les analyses auxquelles se réfère l'honorable Députée qui permettent de quantifier des résidus dans des aliments (p. ex.: métaux lourds - résidus organiques, etc.).

Toutefois, il n'existe pas de liste spécifique relative à des résidus définis pour le lait maternel.

Les substances cibées par le «Programme d'analyses gratuites du lait maternel de la

Basse-Saxe» peuvent être quantifiées dans notre pays. Si une demande explicite est formulée par rapport à des substances définies, l'analyse pourra se faire.

La CNS prend en charge les analyses prévues au niveau de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses de biologie médicale, à condition que ces analyses aient été prescrites au préalable par un médecin et que la prescription ait été effectuée à des fins diagnostiques ou thérapeutiques, à l'exclusion d'une finalité préventive.

D'ailleurs, le Laboratoire national de santé peut réaliser, en matière de médecine environnementale, des analyses notamment en relation avec la présence de métaux lourds et autres dans le lait maternel.

En 1999 et en 2005, l'IL (Initiativ Liewensufank) a coordonné deux études sur les résidus chimiques dans des échantillons représentatifs de lait maternel montrant que les concentrations des résidus chimiques étaient en baisse entre les deux années d'analyse et soulignant que les mesures réglementaires relatives aux contaminants à longue durée montrent une diminution de l'exposition humaine.

Ces observations concordent avec les résultats d'études évalués en 2013 par le Groupe de bio-surveillance environnementale LSVF/Faculté de Pharmacie de Lille, qui se base notamment sur des études menées en Belgique (Colles et al 2008) et en Allemagne (Zietz et al 2009); résultats qui par ailleurs sont confirmés par l'évaluation du «Muttermilch-Untersuchungsprogramm Niedersachsen 1999-2003».

En décembre 2013, le «Norwegian Scientific Committee for Food Safety» a réalisé une étude approfondie comparant les effets de santé positifs du lait maternel par rapport aux risques sur la santé dus aux contaminants trouvés dans le lait maternel, avec la conclusion que les bénéfices du lait maternel primaient de loin sur les risques éventuels et cela pour toute forme ou durée d'allaitement.

Cette prise de position est fortement soutenue par une enquête réalisée par l'OMS et l'UNEP.

«Le lait maternel demeure le meilleur aliment pour les nourrissons, mais il a été contaminé involontairement par des matières chimiques indésirables provenant de notre environnement, et cela suite à des activités simples telles que manger, boire et vivre dans un monde technologiquement avancé - mais pollué. Cependant, la seule présence dans le lait humain de résidus chimiques provenant de notre environnement n'indique pas forcément qu'il y ait un risque grave pour la santé des nourrissons allaités. Peu d'effets indésirables - pour ne dire aucun - ont été associés uniquement à la consommation de lait maternel contenant des niveaux très faibles de résidus provenant de l'environnement, et on n'a pu prouver aucun effet indésirable, qu'il soit clinique ou épidémiologique. Seulement dans certains cas très rares de contamination particulièrement élevée des effets néfastes ont été perçus sur les nourrissons suite à la consommation de lait maternel.»

Monsieur Adriano Cattaneo, de l'Institut de santé maternelle et infantile de Trieste Italie, un spécialiste de renommée internationale en la matière, dit à ce sujet:

«Se centrer sur la présence de résidus chimiques dans le lait maternel sans examiner l'alimentation et la santé de la famille tout entière ainsi que le milieu dans lequel elle vit - comme les médias ont souvent tendance à le faire -, est comparable à se centrer sur la mauvaise santé d'un seul arbre dans une forêt, sans examiner la santé de l'ensemble de la forêt et du milieu dans lequel croît cette dernière.»

Dans l'environnement contaminé de nos sociétés d'aujourd'hui, le lait maternel reste fort probablement le meilleur aliment qu'on puisse donner aux bébés, une contamination éventuelle ne se limitant nullement au lait maternel.

Il faut savoir également que les analyses du lait maternel telles qu'elles furent réalisées par le programme de Basse-Saxe, sont des photographies très ponctuelles, très variables d'une mère à l'autre et également d'échantillons différents d'une même mère variant de jour en jour, d'après son alimentation, ses déplacements et activités.

L'évaluation des risques environnementaux des bébés ne doit pas seulement prendre en considération le lait maternel, mais l'alimentation des enfants en général, et bien plus encore toutes les autres expositions environnementales auxquelles les enfants, leurs mères et leurs pères sont exposés.

C'est ainsi que la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants soutient cette cause et vise à mettre en œuvre un bio-monitoring responsable en faveur de la santé des populations, tout particulièrement celle des enfants, la génération de demain.

Question 2047 (02.05.2016) de M. André Bauler (DP) concernant le Lycée Edward Steichen à Clervaux:

Le Lycée Edward Steichen à Clervaux est en cours de construction. Les travaux avancent bien de sorte que le lycée pourra ouvrir ses portes plus que probablement à la rentrée 2018/2019.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur l'évolution récente des travaux préparatoires en relation avec l'élaboration du concept pédagogique et didactique?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'élargir l'offre scolaire du lycée en modifiant la législation en la matière?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les profils professionnels que le MENJE se propose de former dans le cadre de ce nouvel établissement scolaire?

- Dans le contexte de la diversification de l'offre scolaire, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la création d'un bac de type international, qui pourrait également bénéficier aux élèves luxembourgeois, puisse répondre à des besoins concrets dans la région Nord tout en rendant le lycée plus attractif dès le départ?

Réponse (07.06.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Suite à l'appel à candidatures du 18 juin 2015 pour la participation à l'élaboration du projet de développement scolaire du futur lycée à Clervaux, 25 enseignants ont manifesté un intérêt particulier. Durant une grande partie de l'année scolaire en cours, les travaux consistaient essentiellement en des démarches réflexives, quant au profil ainsi qu'à l'identité du lycée à Clervaux.

Une identité propre: un lycée axé sur les compétences du 21^e siècle - Notre économie est déjà numérique, notre société le devient chaque jour davantage. Le Luxembourg a choisi d'occuper toute sa place dans ce tournant civilisationnel, en lançant en octobre 2014 l'initiative «Digital Lëtzebuerg», laquelle se décline en une stratégie «Digital (4) Education».

Le futur lycée à Clervaux incarnera cette direction et jouera pleinement son rôle au sein de la communauté des acteurs du numérique. Il réalisera cette ambition en lançant sur le long terme un programme de développement des compétences numériques dans des classes inférieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Notre environnement social, économique et technologique vit des transformations permanentes; l'Éducation nationale a le devoir d'équiper les élèves des compétences et des connaissances dont ils auront besoin dans cet univers mouvant. Dans cette perspective, les stratégies éducatives du lycée privilégieront le renforcement des compétences spécifiques au 21^e siècle. Il s'agit de renforcer les capacités des jeunes dans des domaines qui contribuent à former une société résiliente, en mesure de bien s'adapter à l'accélération du changement. L'accent n'est plus mis sur l'enseignement de faits, mais sur celui de compétences en apprentissage et innovation, de compétences en information, médias et technologie et de compétences sociales permettant de s'orienter dans sa vie privée et sa carrière professionnelle. Parallèlement aux dimensions informatiques, numériques et médiatiques, la communauté enseignante mettra ainsi en œuvre une démarche transversale propre afin de développer chez chaque élève créativité, innovation, entrepreneuriat, esprit de collaboration, sens de la communication, pensée critique, aptitude à la résolution de problèmes, goût et expérience de la culture, pratique de la citoyenneté, etc. ce qui constituera le fondement du projet pédagogique, de la méthodologie et de la vie quoti-

dienne au lycée avec l'objectif d'apporter aux élèves la combinaison gagnante entre transmission de savoirs et acquisition de compétences et expertises, elles-mêmes indispensables à l'appropriation continue de nouveaux savoirs. La réussite de nos jeunes passe par là.

Des TIC aux MITIC - Le lycée à Clervaux élargira le concept de TIC (Technologies de l'information et de la communication) à la notion de MITIC (médias, images et technologies de l'information et de la communication). Ainsi seront prises en compte les convergences, créées par le «tout numérique», entre l'informatique et les médias (presse, radio, télévision, édition multimédia, web) et la banalisation d'Internet comme environnement de travail quotidien. Les MITIC seront également le lieu du rapprochement entre l'informatique et la critique de l'information (éducation aux médias), qui pendant longtemps ont fait leur chemin séparément.

Un lycée d'échange - Parallèlement aux dimensions informatiques, numériques et médiatiques, le lycée aura une assise régionale forte. C'est pourquoi le lycée à Clervaux:

- collaborera et coopérera intensivement avec les familles et les parents d'élèves;

- deviendra un lieu d'échanges intenses avec les entreprises;

- deviendra une plateforme pour organiser des activités culturelles;

- mettra en place un programme de formation pour adultes;

- promouvra l'échange régulier entre l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire;

- collaborera avec les associations sportives.

Le concept d'ensemble du nouveau complexe scolaire permettra aux élèves, aux enseignants et aux parents ainsi qu'aux collectivités locales et régionales de s'identifier au nouveau lycée afin de l'utiliser comme plateforme d'échanges et de développement régional.

Si pour une grande partie de l'année scolaire en cours, les travaux consistent plutôt dans des démarches réflexives, elle sera clôturée par une journée pédagogique fin mai qui se penchera plus concrètement et plus pratiquement sur les sujets suivants:

- les compétences du 21^e siècle dans l'enseignement quotidien;

- MITIC (médias, images, technologie de l'information et de la communication) - intégration des MITIC dans l'enseignement quotidien;

- l'orientation au lycée à Clervaux;

- organisation de l'horaire de 8.00 à 18.00 h.;

- «family learning» - intégration de tous les parents dans la communauté scolaire;

- culture de la communication et concepts personnels.

À partir de juin 2016 et en se basant sur ce qui précède, six groupes de travail vont mettre sur pied et concrétiser le cadre pédagogique.

Au vu de ce qui précède, je prévois de soumettre au Conseil de Gouvernement un avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux afin que l'offre scolaire du lycée à Clervaux soit complétée par la division supérieure de l'enseignement secondaire, le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique. De surcroît, le lycée à Clervaux offrirait une structure d'accueil pour élèves à besoins spécifiques.

Le lycée à Clervaux compte offrir des systèmes d'enseignement et de formations professionnelles, particulièrement dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des médias.

Dans le canton de Clervaux, nombreux sont les emplois qui sont en étroite relation avec les métiers de la construction. Voilà pourquoi l'offre scolaire pourrait être complétée par divers régimes de la formation professionnelle qui sont tous en relation avec le domaine de la construction, de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et de la réhabilitation d'ouvrages de construction et d'infrastructures.

Pour des raisons pédagogiques et en vue d'une utilisation rationnelle des infrastructures et équipements, il y aurait lieu de regrouper verticalement les formations de la même spécialité, notamment pour les formations en relation avec les technologies de l'information et de la communication, ainsi que pour celles en relation avec le domaine de la construction.

De plus, le cycle complet de la division technique générale, ainsi que le cycle complet de la section sciences naturelles seraient également offerts au lycée à Clervaux.

Afin de diversifier l'offre scolaire et de donner à un maximum d'élèves une opportunité de

poursuivre leur scolarité au lycée à Clervaux, il est envisagé d'offrir de la formation professionnelle initiale, la division de l'apprentissage hôtelier et touristique - section des cuisiniers, et de la formation professionnelle de base, la section des cuisiniers.

Enfin, l'offre serait complétée par le cycle complet de la division supérieure de l'enseignement secondaire. Dans la perspective d'une offre verticale, le lycée à Clervaux offrirait le cycle de spécialisation «sciences naturelles - mathématiques» qui sera complété par des cours de bio-informatique.

Toutes les sections et toutes les divisions pourraient être prévues, sachant que l'autorisation définitive d'organiser les classes d'une section, d'une division donnée est à accorder par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, à condition qu'il y ait un nombre suffisant d'élèves inscrits.

Il va sans dire que la création d'un bac de type international diversifierait l'offre scolaire ce qui serait bénéfique aux élèves luxembourgeois et ceci dans toutes les régions du pays. C'est pourquoi j'ai chargé mes services d'étudier d'une manière plus générale dans quel lycée une offre de ce genre serait opportune.

Question 2048 (03.05.2016) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant les assises culturelles:

Lors d'une conférence-débat organisée par la Fondation Robert Krieps et le groupe parlementaire socialiste, le Dr P. Föhl a, sur base de sa propre expérience dans le domaine, explicité les démarches à suivre vers un plan de développement culturel pour le Luxembourg. L'élaboration d'un tel plan prend en moyenne entre une et deux années et débute par une large consultation des milieux intéressés et de la population.

Le programme gouvernemental prévoit à cet effet: «Le Gouvernement procédera, en concertation avec tous les acteurs concernés, à une analyse des forces et des faiblesses de la scène culturelle nationale, notamment en ce qui concerne la production, la programmation et la diffusion d'œuvres culturelles. Cette analyse devra permettre de déterminer la stratégie d'une vraie politique culturelle à long terme qui se traduit par la publication à courte échéance d'un plan de développement culturel.»

Et encore: «Des assises culturelles annuelles permettront de suivre l'évolution de la politique en la matière et de réajuster, voire d'adapter, le cas échéant, la stratégie en tenant compte des évolutions du secteur. Le Gouvernement étudiera l'établissement d'une structure légère de consultance qui les préparera et assurera le suivi des conclusions de telles assises.»

En vue de l'élaboration d'un futur plan de développement culturel, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Où en sont les consultations du Ministère avec les acteurs concernés en vue des prochaines assises culturelles? Quand auront lieu ces assises?

2. Le Ministère est-il favorable à l'organisation d'assises englobant tous les domaines culturels ou une approche secteur par secteur lui paraît-elle plus adaptée?

3. Comment le Ministère compte-t-il impliquer la population dans l'élaboration de ce plan?

4. Est-ce que le Ministère a déjà mis en place «la structure légère de consultance» évoquée dans le programme gouvernemental? Dans l'affirmative, comment se compose-t-elle et quel est son rôle?

5. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les diverses étapes devant aboutir au plan de développement culturel?

Réponse (02.06.2016) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture:

ad 1. Entre février et avril de cette année, le Ministère a invité huit groupes de réflexion sectoriels aux annexes du château de Bourglinster pour préparer les sujets qui seront discutés lors des assises début juillet avec tous les acteurs culturels. Ont été consultés les secteurs des musées, de la danse, du théâtre, de la littérature, de la musique classique, de la musique amplifiée, des arts visuels et de l'animation culturelle régionale.

Les discussions ont été très fructueuses et de nombreuses pistes ont été dégagées pour être thématiques de manière transversale lors des assises.

Les assises auront lieu les 1^{er} et 2 juillet prochains au Grand Théâtre de la ville de Luxem-

¹ Fourth WHO-Coordinated Survey of Human Milk for Persistent Organic Pollutants in cooperation with UNEP/United Nations Environment Programme)

Guidelines for Developing a National Protocol. Révisé le 1^{er} octobre 2007



bourg. Une invitation électronique a été envoyée à tous les acteurs culturels concernés - artistes, institutions, associations, entre autres.

ad 2. Le Ministère préfère la discussion ouverte dans la plus grande diversité possible. Le cloisonnement sectoriel empêcherait une vision d'ensemble de l'activité culturelle.

ad 3. Le Ministère a commandité un sondage à TNS ILReS sur «la culture dans la société luxembourgeoise» afin de connaître l'opinion de la population résidant au Grand-Duché sur l'importance de la culture dans notre société et sur le degré de perception et de satisfaction concernant l'offre culturelle au Luxembourg. L'étude sera présentée lors d'une conférence de presse le 21 juin prochain par le Premier Ministre, Ministre de la Culture, et servira d'introduction le 1^{er} juillet prochain.

Une invitation lancée par le biais d'un communiqué de presse permettra à toute personne intéressée de s'inscrire sur la liste des participants.

ad 4. Le Ministère attend les résultats des assises culturelles avant d'en mettre en place la structure de suivi destinée à préparer le plan de développement culturel annoncé dans le programme gouvernemental.

ad 5. Le programme gouvernemental attend des assises qu'elles dégagent les pistes permettant de déterminer la stratégie d'une vraie politique culturelle à long terme qui se traduit par la publication à courte échéance d'un plan de développement culturel (Kulturentwicklungsplan).

À la suite des assises, en procédant étape par étape, le Ministère mettra en place, comme prévu, une structure légère qui aura pour mission d'analyser les attentes et les revendications majeures ayant pu être identifiées lors des assises.

Les résultats de ce travail seront intégrés dans le plan de développement culturel. Il importe de souligner qu'un plan de développement culturel ne doit pas être un instrument figé, mais qu'il doit être régulièrement remis en question et adapté par des assises culturelles tenues à un rythme régulier.

Question 2049 (03.05.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **accidents vasculaires cérébraux**:

L'extrait des statistiques des causes de décès pour l'année 2013 publié par le Ministère de la Santé rapporte en total un nombre de 142 décès pour infarctus cérébral ou accident vasculaire cérébral (ICD 163 et 164).

La thérapie de référence de l'accident vasculaire cérébral non hémorragique consistait pendant de longues années dans une thrombolyse intraveineuse ayant comme but une reperfusion cérébrale et une limitation des séquelles neurologiques.

Cependant dans certains cas d'accident vasculaire cérébral de grande envergure les effets d'une thrombolyse restent limités. Des études récentes publiées en 2015 au «New England Journal of Medicine» ont démontré des résultats significatifs lors d'une combinaison entre thrombolyse et thrombectomie endovasculaire. Or, il s'agit d'une intervention à prester par un médecin-spécialiste en neuroradiologie avec une solide expérience dans cette intervention difficile de même pour le «coiling» des anévrismes cérébraux lors d'une hémorragie sub-arachnoïdienne.

Le service de neuroradiologie du CHL est le seul service au Grand-Duché qui, de concert avec la «stroke unit» du service de neurologie du CHL, pourrait prendre en charge un accident vasculaire cérébral de grande envergure afin de procéder à une thrombectomie endovasculaire après thrombolyse.

Selon mes informations, le CHL ne dispose que d'un seul médecin disposant des compétences et habilité à pratiquer ces interventions de neuroradiologie interventionnelle. Lors de l'absence de ce dernier (congé, formation, week-end libre, etc.), les patients en question devraient être transférés dans des établissements spécialisés à l'étranger (Trèves, Nancy, Hombourg/Sarre) avec comme conséquence une perte de temps considérable et une ischémie prolongée du cerveau et des séquelles irréversibles probables.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les faits mentionnés ci-avant?

- Madame la Ministre est-elle au courant de la pénurie en médecins au Luxembourg pour ce

type d'intervention et les conséquences pour les patients nécessitant un transfert à l'étranger?

- Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle pour faire bénéficier la population luxembourgeoise 24 heures sur 24 des avantages d'une intervention spécialisée neuroradiologique lors d'accidents vasculaires cérébraux de grande envergure ou d'anévrismes sans transfert à l'étranger?

Réponse (06.06.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Les sociétés médicales (telles que les sociétés de neurologie et les sociétés neurovasculaires) et les organismes représentatifs dans le domaine recommandent la prise en charge de l'accident vasculaire cérébral (AVC) dans des unités spécialisées appelées unités neurovasculaires (stroke-units), ainsi qu'en général la thrombolyse intraveineuse.

Ces recommandations ont été mises en œuvre au Luxembourg il y a plus de dix ans par la création de trois unités neurovasculaires réparties sur le territoire, dont une au CHL.

Le CHL dispose d'un médecin temps plein pratiquant la neuroradiologie interventionnelle, dont les thrombectomies mécaniques en cas d'AVC ischémique.

Il existe actuellement un échange entre le CHL et l'hôpital universitaire de Nancy comportant la formation d'un neuroradiologue du CHL à cette technique à Nancy et la venue en échange, à intervalles réguliers, d'un neuroradiologue de Nancy au CHL.

Des études récentes (2015 et 2016) établissent la sécurité et l'efficacité de la thrombectomie mécanique et précisent dans quels types d'AVC ischémiques elle est indiquée.

L'acquisition et le maintien des compétences médicales pour des procédures telles que la thrombectomie mécanique reposent sur une pratique régulière. Pour cette raison le nombre de médecins formés et entraînés est limité dans tous les pays vu le nombre heureusement réduit de patients pour lesquels cette technique est indiquée.

La taille de notre population pose dès lors un défi pour l'organisation nationale d'une garde qualifiée pour ce type d'intervention. Des pistes sont actuellement explorées.

Pour offrir une prise en charge optimale de l'AVC, l'avant-projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit trois unités neurovasculaires et en définit deux niveaux complémentaires, l'unité neurovasculaire de deuxième niveau prenant spécifiquement en charge les patients relevant de thrombectomie mécanique, ainsi que ceux nécessitant un acte neurochirurgical (unité neurovasculaire sise au CHL qui héberge le service national de neurochirurgie).

Ce concept différencié de prise en charge a été développé et est soutenu par la société luxembourgeoise de neurologie.

L'avant-projet de loi prévoit aussi un centre de compétences relatif aux accidents vasculaires cérébraux, dans le but d'optimiser la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux dans le pays et de soutenir une organisation optimale de cette prise en charge selon les recommandations internationales.

Question 2050 (04.05.2016) de **M. Michel Wolter** (CSV) concernant le **premier bilan relatif aux radars fixes**:

Lors de la séance publique du 20 avril 2016, dans le cadre de l'heure d'actualité au sujet d'un premier bilan relatif aux radars fixes (cf. *compte rendu n°10/session ordinaire 2015-2016*), Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a présenté les statistiques liées aux infractions routières enregistrées par les radars automatiques.

Pendant sa présentation, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a évoqué entre autres un automobiliste ayant été flashé dix fois en l'espace d'une seule journée.

Considérant l'article 58 du Code pénal, qui prévoit que «tout individu convaincu de plusieurs contraventions encourra la peine de chacune d'elles», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- L'automobiliste visé par les infractions évoquées ci-dessus est-il dix fois redevable du paiement d'un avertissement taxé?

- Sinon, quelle est la procédure concrète qui s'applique dans le cas soulevé?

Réponse commune (24.05.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Un automobiliste qui est flashé à plusieurs reprises est redevable du paiement de l'avertissement taxé pour chaque infraction commise. Le laps de temps entre deux ou plusieurs infractions est insignifiant et sans importance.

Conformément à la législation en vigueur pour le système de contrôle et de sanction automatisés, l'automobiliste concerné recevra pour chaque infraction un avis de constatation sévère par lettre recommandée.

Question 2051 (04.05.2016) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant les **travaux d'entretien du réseau autoroutier**:

L'organisation des travaux d'entretien du réseau autoroutier peut avoir un impact considérable sur la fluidité du trafic routier. Ainsi, l'entretien du terre-plein central, accompagné de la suppression d'une voie de circulation par direction durant les heures normales de travail crée des bouchons se répercutant parfois jusqu'au réseau routier vicinal des villes et communes concernées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que ce type de travaux pourrait être réalisé en dehors des heures de pointe, voire en soirée ou pendant la nuit?

- Étant donné qu'une partie des travaux d'entretien et de réfection des autoroutes est réalisée en dehors des heures de travail normales, quels sont les critères appliqués pour décider de cet horaire?

- Quel est le surcoût des travaux réalisés pendant la nuit ou le week-end?

Réponse (10.06.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée voudrait avoir des informations concernant l'organisation des travaux d'entretien du réseau autoroutier.

En principe, l'exécution des travaux d'entretien autoroutiers en dehors des heures de pointe du trafic routier, voire en soirée ou pendant la nuit, est possible; il y a cependant un certain nombre de contraintes à l'organisation de tels chantiers.

D'un côté, l'organisation de toute intervention est soumise à une multitude de législations et de prescriptions (directives européennes, lois nationales, Code du Travail, contrat collectif des ouvriers, etc.), de l'autre côté, elle est confrontée à la croissance constante du trafic. La marge de manœuvre organisationnelle s'est donc réduite à des laps de temps très courts et volatiles. Elle est également fortement dépendante des types de travaux et de la disponibilité des ressources humaines et des équipements; la durée optimale pour des chantiers de travaux d'entretien est de deux à six heures (non compris le temps nécessaire à la mise en place et à l'enlèvement du dispositif du chantier).

Il y a plusieurs types de chantiers à distinguer, dont par exemple les chantiers d'envergure (comme les travaux de réfection de la couche de roulement, la réalisation de projets de génie civil), les maintenances semestrielles des tunnels autoroutiers, chantier de type journalier, etc.

Lors de la planification annuelle, les chantiers d'envergure sont traités de façon prioritaire en ce qui concerne les travaux pendant la nuit ou en fin de semaine et ils y sont fixés dans la mesure du possible afin de perturber le trafic le moins possible. Or, compte tenu du nombre de chantiers autoroutiers à réaliser par an (1.100 à 1.200), il n'est pas possible de réaliser tous les chantiers en fin de semaine ou pendant la nuit.

Le travail de nuit, en particulier, fait l'objet de certaines contraintes:

- Un certain nombre de travaux d'entretien comme le nettoyage des cunettes, le fauchage et le débroussaillage et la réparation des glissières de sécurité ne peuvent être réalisés pendant la nuit; les deux premiers en raison du manque de luminosité, le troisième surtout à cause du bruit (sachant que la majeure partie du réseau autoroutier longe des zones urbaines).

- Le fauchage des herbes (réalisable du mois de mai jusqu'au mois d'octobre) est exécuté principalement durant la semaine (et en partie en

fin de semaine) puisqu'il fait l'objet de contrats avec des entreprises de réinsertion sociale. Pour des raisons de sécurité, il n'est pas indiqué de faire travailler ces ouvriers pendant la nuit.

- Certains travaux d'entretien sont exécutés par des entreprises n'ayant pas la capacité de s'organiser de façon à pouvoir assurer le travail de nuit.

- Les chantiers de nuit risquent de durer plus longtemps, ceci en raison de la nécessité de faire surveiller et contrôler les chantiers par des agents de l'État. Lors de l'exécution d'un nombre plus important de chantiers pendant la nuit, ce contrôle risque de souffrir, ce qui a des conséquences sur la qualité d'exécution des travaux.

- La réalisation de tout chantier, incluant ceux des travaux d'entretien, nécessite un plan de travail très détaillé des agents et salariés de l'État et de tous les intervenants et ne permet pas ou très peu d'ajustements ou de modifications importantes, ce qui rend l'augmentation des chantiers pouvant être réalisés pendant la nuit difficile, compte tenu des ressources humaines disponibles et des prescriptions légales relatives au temps de travail maximal et aux heures de repos fixées par le Code du Travail et le contrat collectif des salariés de l'État.

Il reste à noter que, avec les conditions de trafic actuelles, chaque perturbation, qu'il s'agisse d'un chantier ou d'un incident, engendre des bouchons et ceci même en dehors des heures de pointe.

Il n'est pas possible d'estimer le surcoût des travaux réalisés pendant la nuit ou le week-end en raison de la multitude de types de travaux à réaliser. Les bases légales pour les travaux réalisés en dehors des heures normales sont cependant les suivantes:

- 40% de supplément de la première à la quatrième heure;

- 50% de supplément à partir de la cinquième heure;

- 100% de supplément pour le travail de dimanche;

- 200% de supplément pour le travail aux jours fériés.

Question 2053 (06.05.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la «**Luxembourg Medical School**»:

En exécution du programme gouvernemental, le Gouvernement avait demandé en 2014 à l'Université du Luxembourg d'étudier la faisabilité d'une «Luxembourg Medical School».

En mars 2015, lors d'une conférence de presse tenue par le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche de l'époque, un rapport intermédiaire établi par un bureau d'expertise suisse a été présenté, accompagné d'une analyse socio-économique devant évaluer l'impact d'une telle «Medical School» sur le secteur de la santé, la recherche en biomedecine et le développement économique en général.

Alors que le rapport d'experts attestait la faisabilité d'un tel projet, l'étude d'impact concluait que les coûts, les bénéfices et les éventuelles solutions alternatives au concept proposé devaient faire l'objet d'une analyse encore plus détaillée.

Monsieur le Secrétaire d'État avait affirmé que ces études complémentaires devaient être disponibles avant la fin de l'année 2015 pour permettre au Gouvernement de prendre une décision en la matière.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

- L'étude d'impact complémentaire sur les effets socio-économiques potentiels de la «Medical School» est-elle désormais disponible? Quelles en sont les principales conclusions?

- Quand est-ce que le Gouvernement compte prendre une décision sur la création d'une «Medical School», sinon sur la mise en œuvre d'une solution alternative? Quelles sont les prochaines étapes dans le processus de mise en œuvre?

- Les rapports et expertises en question seront-ils présentés à la Chambre des Députés en temps utile, c.-à-d. avant que le Gouvernement ne prenne une décision dans l'un ou l'autre sens?

Réponse commune (06.06.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Les ministres tiennent à informer l'honorable Député que l'analyse détaillée de modèles alternatifs par un groupe de travail, notamment du modèle d'une formation médicale en partenariat avec d'autres universités reconnues dans le domaine de la médecine, n'est pas encore achevée.

Afin d'avoir une vue d'ensemble de tout le projet, et afin qu'une formation médicale au Luxembourg puisse avoir le plus grand impact sur la biotechnologie, l'industrie des technologies médicales, sur l'économie ou encore sur le système de soins de santé, il est nécessaire d'étudier davantage le point de la «formation de spécialisation médicale». Ici, un deuxième groupe de travail est en train d'analyser l'opportunité de l'établissement d'une ou plusieurs formations de spécialisation médicale dans des disciplines comme la neurologie et l'oncologie, sachant que la formation spécifique en médecine générale existe déjà à l'Université du Luxembourg. En effet, pour pouvoir exercer en tant que médecin au Luxembourg, le détenteur d'un futur master en médecine devra parachever sa formation médicale en complétant cette dernière soit par la formation spécifique en médecine générale au Luxembourg, soit il sera obligé de partir à l'étranger afin de compléter une spécialisation dans une des 54 disciplines médicales reconnues au Luxembourg. Dans cette hypothèse, il sera de nouveau confronté avec les différents systèmes de quotas ou autres limitations afin d'accéder à sa spécialisation souhaitée. Pour le Luxembourg, cela représente également un risque potentiel que l'étudiant, une fois formé, ne revienne plus au pays et que donc tous les effets positifs qu'on espérait tirer d'une formation médicale aient disparus.

Il est prévu de soumettre une proposition de décision au Gouvernement en Conseil une fois que ces deux groupes de travail ont terminé leurs analyses. Finalement, les ministres soussignés tiennent à souligner que le Gouvernement continuera à informer de façon régulière la commission parlementaire compétente des évolutions dans le dossier.

Question 2054 (06.05.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **circulaire «Bettel»**:

Lors de la réception des vœux du 7 janvier 2016, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a remis aux journalistes une circulaire datée au même jour sur les «droits et devoirs des agents de l'État dans leurs relations avec la presse».

La circulaire du 7 janvier 2016 abroge d'abord la circulaire dite «Santer» du 26 novembre 1990 sur les devoirs de retenue des fonctionnaires, circulaire signée à une époque où l'administration gouvernementale faisait partie, eu égard à l'arrêté grand-ducal du 14 juillet 1989 portant constitution des départements ministériels, des attributions du Ministre d'État. Cette circulaire a été complétée en date du 5 mars 1991 par une deuxième circulaire signée par le Ministre d'État en fonction à l'époque. Les circulaires en question visaient essentiellement à rappeler les dispositions statutaires sur les devoirs de réserve et de retenue des fonctionnaires. Les dispositions statutaires qui sont citées dans les circulaires de 1990 et 1991 figurent encore aujourd'hui dans le statut des fonctionnaires et employés de l'État (article 9 point 1 alinéa 2, article 10 point 1 et article 11 point 1).

La circulaire du 7 janvier 2016 autorise ensuite les agents de l'État à révéler des informations aux journalistes. Une telle révélation d'informations est subordonnée au respect par le fonctionnaire d'une triple condition. Monsieur le Premier Ministre précise encore dans sa circulaire que toute révélation ne peut se faire que dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1. Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a abrogé la circulaire dite «Santer» du 26 novembre 1990. Il est resté muet en ce qui concerne la circulaire «Santer» du 5 mars 1991. Cette circulaire est-elle toujours en vigueur?

2. Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État souligne dans sa circulaire que toute révélation d'informations par un agent de l'État à un journaliste se fait sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Or, les dispositions statutaires concernant les devoirs de réserve et de retenue des fonctionnaires sont aujourd'hui les mêmes que celles applicables à l'époque des circulaires adoptées en 1990 et 1991. Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État n'estime-t-il dès lors pas nécessaire d'adapter les dispositions statutaires en question?

3. Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État subordonne, dans sa circulaire, la révélation d'informations à des conditions qui ne figurent pas dans le statut, à savoir l'obligation pour le fonctionnaire de solliciter l'accord du ministre ou du chef d'administration et l'interdiction pour le fonctionnaire de révéler des faits qui ont un caractère strictement interne à l'administration. Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il indiquer les raisons qui l'ont conduit à poser des conditions plus restrictives que celles figurant dans le statut des fonctionnaires? Comment le Gouvernement compte-t-il assurer que le «caractère strictement interne à l'administration» est interprété de manière uniforme dans toutes les administrations de l'État?

4. Énonçant dans une circulaire des conditions qui vont au-delà des dispositions statutaires à valeur légale, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État n'estime-t-il pas indiqué, pour des raisons de sécurité juridique, d'adapter les dispositions afférentes du statut des fonctionnaires?

Réponse (27.05.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

ad 1. La circulaire du 7 janvier 2016 abroge et remplace la circulaire «Santer» du 26 novembre 1990 telle qu'elle était applicable jusqu'en janvier 2016, c'est-à-dire telle qu'elle avait été complétée par la circulaire du 5 mars 1991.

L'abrogation de la circulaire du 26 novembre 1990 emporte de facto abrogation de la circulaire modificative du 5 mars 1991.

ad 2. Le Gouvernement n'est pas d'avis qu'un changement des règles statutaires relatives aux devoirs de réserve et de retenue applicables aux agents de l'État soit nécessaire.

La circulaire du 7 janvier 2016 précise les dispositions légales de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et ne porte aucun ajout à la base légale existante.

ad 3. La circulaire du 7 janvier 2016 ne comporte pas de conditions qui ne figureraient pas au statut des fonctionnaires de l'État.

La première condition y mentionnée, à savoir celle qui impose à l'agent de solliciter l'accord préalable du ministre de ressort respectivement du chef d'administration est une suite logique du principe selon lequel le ministre ou le chef d'une administration représente le ministère ou l'administration vers l'extérieur. Il assume la responsabilité politique des informations communiquées.

Concernant les deux conditions qui suivent, l'article 11 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires fournit leur base légale: «Il est interdit au fonctionnaire de révéler les faits dont il a obtenu connaissance en raison de ses fonctions et qui auraient un caractère secret par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques, à moins d'en être dispensé par le ministre du ressort.»

L'interdiction de révéler des informations à caractère strictement interne n'est autre qu'un exemple de faits qui revêtent un «caractère secret par leur nature». À titre d'exemple, les dossiers du personnel, expressément cités par la circulaire, tombent dans cette catégorie et leur contenu n'est d'ailleurs connu en interne que par les personnes en charge des ressources humaines. Dans le même sens, on peut citer les bulletins d'impôt émis par l'Administration des Contributions directes ou encore les demandes individuelles de citoyens, telles qu'une demande d'aide au logement, adressées aux différentes administrations. Un citoyen est en droit d'exiger une certaine discrétion dans la gestion de son dossier par une administration publique.

Comme les ministres de ressort sont sollicités pour approbation préalable, le Gouvernement reste libre de fixer ses lignes directrices communes sur ce qu'est une information à caractère strictement interne ou pas.

La troisième condition citée dans la circulaire reprend textuellement les dispositions de l'article 11, de sorte que l'on ne saurait considérer qu'il s'agisse d'un ajout à la loi.

ad 4. Le Gouvernement maintient sa position qu'une modification des dispositions législa-

tives concernant le devoir de retenue des agents de l'État n'est pas indiquée alors que les trois conditions posées par la circulaire du 7 janvier 2016 ne font que préciser les conditions légales.

Question 2055 (06.05.2016) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **anomalies dans le contrôle de fabrication de pièces en service sur le parc électronucléaire français**:

Selon un article paru dans le quotidien français «Libération» du 3 mai 2016 (article en annexe) (*annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire*), le groupe nucléaire AREVA a été contraint d'annoncer la découverte d'«anomalies, en cours de caractérisation, dans le suivi des fabrications» d'une centaine de composants fabriqués dans son usine du Creusot (Saône-et-Loire), où a notamment été forgée la cuve du futur réacteur EPR de Flamanville (Manche). Dans un communiqué, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a confirmé mardi avoir été informée par AREVA, le mercredi précédent, de l'existence d'«irrégularités dans le contrôle de fabrication d'environ 400 pièces produites depuis 1965, dont une cinquantaine seraient en service sur le parc électronucléaire français». Suivant ASN les «anomalies» en question pourraient être une véritable entreprise de falsification des documents techniques relatifs à la qualité des composants fabriqués chez Creusot Forge.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre et Mesdames les Ministres sont au courant de ces révélations par le journal «Libération» et est-ce que vous pouvez confirmer ces informations?

2. Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois est disposé à demander aux autorités françaises toutes les précisions nécessaires concernant ces anomalies et notamment si la centrale nucléaire de Cattenom a également été équipée par des composants fabriqués dans l'usine de Creusot?

Réponse commune (03.06.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a informé le 4 mai toutes les autorités de sûreté nucléaire et radiologique, dont fait également partie le Ministère de la Santé, d'irrégularités concernant des composants fabriqués dans une usine d'AREVA.

Il en ressort qu'à la suite de la détection d'une anomalie sur la cuve de l'EPR de Flamanville, AREVA a engagé en avril 2015, à l'incitation de l'ASN, une revue de la qualité de la fabrication dans son usine de Creusot Forge. Ses conclusions ont été transmises à l'ASN en octobre 2015.

Cette revue, peu approfondie, qui ne remontait que jusqu'en 2010, a été jugée insuffisante par l'ASN car ne permettant pas d'obtenir une vision d'ensemble de l'organisation et des pratiques de Creusot Forge, de la qualité des pièces produites et de la culture de sûreté de l'établissement. L'ASN a demandé fin 2015 à AREVA de la compléter en remontant au moins jusqu'en 2004, date des premières fabrications destinées à l'EPR.

Le 25 avril 2016, AREVA a informé l'ASN des premiers résultats de cette analyse complémentaire. Ils mettent en évidence des irrégularités dans le contrôle de fabrication d'environ 400 pièces produites depuis 1965, dont une cinquantaine seraient en service sur le parc électronucléaire français. Ces irrégularités consistent en des incohérences, des modifications ou des omissions dans les dossiers de fabrication portant sur des paramètres de fabrication ou des résultats d'essais.

Le processus de revue devra être conduit à son terme afin d'apprécier l'ensemble des anomalies qui ont pu affecter les fabrications passées et en tirer les conséquences éventuelles sur la sûreté des installations.

ad 2. Pour l'instant, l'ASN travaille sur la caractérisation de ces irrégularités et est en train d'identifier les lieux où se trouvent ces pièces. L'ASN a notamment demandé à AREVA de lui transmettre au plus tôt la liste des pièces concernées et son analyse des conséquences sur la sûreté des installations en lien avec les exploitants concernés.

L'ASN communiquera dès que possible des informations plus précises. Elle reste disposée à échanger avec ses homologues étrangers.

Question 2064 (12.05.2016) de **MM. Franz Fayot, Marc Angel** et **Mme Taina Boffending** (*LSAP*) concernant la **Commission des Sites et Monuments (COSIMO)**:

L'arrêté ministériel du 15 mai 2013 portant composition de la Commission des Sites et Monuments Nationaux (COSIMO) arrivant à terme, le Ministre de la Culture devra nommer sous peu les nouveaux membres de la COSIMO.

L'article 40 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux prévoit que, sauf les cas d'urgence, la Commission des Sites et Monuments Nationaux est consultée pour toutes les mesures à prendre par le Gouvernement en exécution de ladite loi.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Combien de membres comptera la COSIMO? Les nouveaux membres ont-ils déjà été désignés?

2. Le règlement grand-ducal du 14 décembre 1983 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission des Sites et Monuments Nationaux indiquant seulement que ses membres sont nommés par le ministre ayant les Affaires culturelles dans ses attributions, sur base de quels critères ces derniers sont-ils désignés?

3. Combien de demandes de classement ont été introduites auprès du Ministère de la Culture ces cinq dernières années? Est-ce que toutes ces demandes ont été soumises et/ou avisées par la COSIMO?

4. Sur le total des demandes reçues ces cinq dernières années, combien de demandes ont été positivement avisées par la COSIMO respectivement par le Ministre de la Culture?

5. Quelle est la proportion de demandes de classement avisées positivement émanant de propriétaires par rapport aux demandes avisées positivement émanant de tiers?

6. Quel est le délai moyen de traitement des demandes de classement?

7. La liste des immeubles classés et l'inventaire supplémentaire sont-ils publiés au Mémorial tous les cinq ans comme prévu par la loi?

Réponse (02.06.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1. Les consultations au sujet de la nouvelle composition de la COSIMO sont actuellement en cours.

ad 2. Les membres de la COSIMO sont désignés sur base de leurs compétences et connaissances en matière de protection de patrimoine.

ad 3. Entre le 1^{er} janvier 2011 et le 23 mai 2016, 589 demandes de protection ont été introduites auprès du Ministère de la Culture, dont 547 dossiers ont été soumis à la COSIMO et avisés par celle-ci. 42 dossiers, les plus récents, doivent encore être soumis pour avis à la commission.

ad 4. Sur le total des 547 demandes analysées par la COSIMO, 528 demandes ont été avisées positivement. Suite à ces 528 avis positifs de la COSIMO, le Ministre de la Culture a décidé de continuer la procédure de protection dans 326 dossiers et dans dix dossiers le Ministre de la Culture a décidé le contraire. Pour 192 dossiers qui ont connu un avis positif de la COSIMO, le Ministre de la Culture doit encore être saisi par le secrétariat de la commission.

ad 5. Pour 42% des dossiers de protection avisés positivement, les demandes émanent des propriétaires des immeubles concernés.

ad 6. Le délai moyen de traitement des demandes de protection, à savoir de la réception du dossier jusqu'à la saisine de la COSIMO, est de quatre mois.

ad 7. Une liste actualisée des immeubles classés «monument national» et inscrits à l'inventaire supplémentaire est, depuis quelques années, communiquée au public par le site Internet du Service des Sites et Monuments Nationaux. C'est la raison pour laquelle il a été renoncé à faire publier au Mémorial une liste qui, par l'accroissement rapide du nombre des protections, serait vite devenue désuète. En effet, depuis 2009, presque un tiers des protections nationales réalisées en 80 ans a été achevée.